



HAL
open science

Autoritarisme et démocratie. La notion ” d’appui à la démocratie” dans les sondages d’opinion. Le cas du Guatemala

Charles-André Goulet

► **To cite this version:**

Charles-André Goulet. Autoritarisme et démocratie. La notion ” d’appui à la démocratie” dans les sondages d’opinion. Le cas du Guatemala. Science politique. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2012. Français. NNT : 2012PA030053 . tel-01127092

HAL Id: tel-01127092

<https://theses.hal.science/tel-01127092v1>

Submitted on 6 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

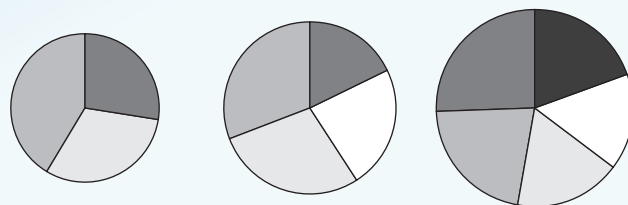
L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3
Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (IHEAL)
École doctorale 122. Europe latine - Amérique latine

Thèse en science politique

Charles-André GOULET

**La notion « d'appui à la démocratie »
dans les sondages d'opinion.
*Le cas du Guatemala.***



Soutenue le 13 avril 2012

**Thèse dirigée par
Monsieur le professeur Georges COUFFIGNAL**

Jury :

M. Manuel ALCÁNTARA, professeur, Université de Salamanca (Espagne).

M. Bruno CAUTRÈS, chargé de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

M. Georges COUFFIGNAL, professeur, Université de la Sorbonne Nouvelle - Paris 3.

M. Olivier DABÈNE, professeur, Sciences Po Paris.

M. Jean LECA, professeur émérite, Sciences Po Paris.

Mme. Nonna MAYER, directrice de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Charles-André GOULET

**La notion
« d'appui à la démocratie »
dans les sondages d'opinion.
*Le cas du Guatemala.***

Soutenue le 13 avril 2012

Thèse en science politique dirigée par
Monsieur le professeur Georges COUFFIGNAL

Jury :

M. Manuel ALCÁNTARA SÁEZ	Professeur, Université de Salamanque (Espagne).
M. Bruno CAUTRÈS	Chargé de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS).
M. Georges COUFFIGNAL	Professeur, Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris 3.
M. Olivier DABÈNE	Professeur, Sciences Po Paris.
M. Jean LECA	Professeur émérite, Sciences Po Paris.
Mme. Nonna MAYER	Directrice de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

REMERCIEMENTS

En tout premier lieu, je tiens à remercier Monsieur le professeur Georges Couffignal, qui a dirigé mes travaux. Au cours de ces dernières années, il m'a offert un appui sans faille et m'a gratifié d'une grande confiance. Ses conseils, ses encouragements et sa disponibilité m'ont permis de mener à bien mes recherches et de réaliser différents autres projets qui ont enrichi mon expérience et mes savoir-faire en même temps qu'ils ont consolidé ma formation. J'espère avoir appris de lui, et notamment de son sens de l'analyse et de son ouverture d'esprit.

Je remercie les membres du jury qui ont accepté de lire cette thèse, de l'évaluer et d'y apporter des commentaires. Les travaux qui suivent auraient probablement été différents sans la collaboration exceptionnelle existant entre l'IHEAL et l'Institut d'études politiques de Paris. Je remercie plus particulièrement Olivier Dabène, Bruno Cautrès et David Recondo pour leur accueil chaleureux, leur disponibilité et la richesse de leur enseignement.

Mes recherches m'ont mené au Guatemala à trois reprises. Je suis spécialement reconnaissant à Paola Ortiz Loaiza autrefois à la Facultad Latino Americana de Ciencias Sociales (FLACSO) et à Carlos Agudelo anciennement responsable du Centre d'études mexicaines et centraméricaines (CEMCA) au Guatemala. Gabriela T. Santizo, Diego et Luis Padilla m'ont appuyé et accordé généreusement leur temps et leur hospitalité. Qu'ils en soient ici remerciés. Cette thèse a été rédigée en partie depuis Montréal, où Christian Deblock de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Olivia McNee et Michael Shortt m'ont offert un soutien technique et scientifique d'une grande importance pour achever ce travail.

Des années passées à l'IHEAL-CREDA, je retiens spécialement le dynamisme et la gentillesse de son personnel. Je remercie Marie-Lorraine Bachelet pour sa collaboration dans d'innombrables démarches administratives. J'exprime également ma gratitude à Sébastien Velut, Martine Droulers, Catherine Gréard, Stéphanie Sonnet, Laurence Lucas et Banduka Da Silva. Pour leur temps, leur aide et leurs judicieux conseils, je suis particulièrement redevable à Mona Huerta et à Françoise Roujean, je ne saurais les oublier dans ces remerciements.

À plus d'une occasion depuis le début de mon parcours en science politique, le soutien de Pierre Ostiguy (Pontificia Universidad Católica de Chile) et de Philip Oxhorn (McGill University) a été décisif. Je leur en suis vivement gré. Par ailleurs, je remercie mes collègues doctorants Frédéric C. Louault, Kevin L. Parthenay et Delphine Lecombe pour leur appui, leur générosité et leur amitié.

Il aurait été extrêmement difficile de compléter cette thèse sans le soutien financier du Fonds de la recherche sur la culture et la société du Québec, sans l'accès aux données fournies par le Latin American Public Opinion Project et sans l'hospitalité de la Maison des étudiants canadiens à Paris.

Je remercie enfin ma famille. Les encouragements et le soutien indéfectibles de mon père Claude et de son épouse Geneviève ont été essentiels à bien des niveaux. Un remerciement de quelques mots ne saurait traduire la gratitude que j'éprouve envers ma chère Geneviève MPR.

RÉSUMÉ

Cette thèse porte sur l'opinion publique et la démocratie. Elle s'intéresse particulièrement aux Guatémaltèques et à leur faible propension à appuyer la démocratie et certains des principes associés à celle-ci. Entre des explications qui associent ce comportement à un artéfact et à une culture autoritaire, des éléments contextuels et d'importantes nuances prévalent. Ce travail montre qu'il est nécessaire de traiter l'appui à la démocratie comme un objet multifacé et malléable. En puisant notamment dans les théories des perspectives et des bifurcations, un instrument d'analyse est élaboré sous le libellé de « temps court de l'appui à la démocratie ». Ce dernier nous permet de comprendre pourquoi, en période de crise politique, les points de vue sur la démocratie sont susceptibles d'évoluer. Sensibles aux circonstances extraordinaires, les opinions peuvent aussi, dans des périodes plus calmes, connaître une certaine stabilité. Les théories de l'ambivalence permettent d'élaborer un deuxième instrument, le « temps long de l'appui à la démocratie », qui aide à expliquer pourquoi les sondés offrent souvent des réponses « contradictoires » en matière de droits et de libertés. Aussi ambivalents que les autres Centraméricains, les Guatémaltèques se démarquent cependant par une forte tendance à esquiver les questions de sondage, à s'opposer aux droits des gens qui critiquent le gouvernement et à évaluer négativement le travail des institutions. Ces caractéristiques mettent en lumière des tensions entre les demandes et l'évaluation de l'offre en démocratie que font les citoyens. Cette thèse débute en étudiant les dimensions de la culture politique guatémaltèque et en proposant une typologie des indicateurs employés dans les grandes enquêtes internationales.

Mots clés : Culture politique, Opinion publique, Sondages d'opinion, Grandes enquêtes internationales, Coup d'État, Démocratie, Guatemala.

ABSTRACT

This thesis deals with public opinion and democracy. It mainly focuses on Guatemalans and on their weak propensity to support democracy and some of its dimensions. Between explanations that tie this behaviour to an artifact and to a culture of authoritarianism, contextual factors and important nuances can be found. We thus argue that it is advisable to deal with support for democracy as a multifaceted and malleable object. Drawing notably from perspectives and bifurcation theories, we develop an analytical instrument that we refer to as the “short-run of support for democracy”. The latter allows us to understand why and how, in times of crisis, citizens’ viewpoints on democracy can easily become volatile. The fact that opinions are sensitive to extraordinary circumstances does not prevent them, under usual circumstances, from being relatively stable. Building on theories on ambivalence, we elaborate another instrument, the “long-run of support for democracy”, which allows us to explain why survey respondents often give “contradictory” answers to questions dealing with rights and freedoms. While as ambivalent as other Central Americans, Guatemalans stand apart for their likelihood to avoid certain survey questions, to prefer limiting the rights of people who criticize the government, and to be particularly distrustful of state institutions. As background to those opinions and other paradoxical attitudes, we highlight existing tensions between citizens’ demands and their evaluation of the offer in democracy. This thesis first examines the various dimensions of the Guatemalan political culture and proposes a typology of indicators used in international barometer surveys.

Keywords: Political culture, Public opinion, Opinion surveys, International opinion surveys, Coup d’état, Democracy, Guatemala.

Sommaire

Remerciements	3
Résumé	5
Abstract	6
Sommaire	7
Liste des sigles	9
INTRODUCTION. Mesurer et valider l'opinion publique sur la démocratie au Guatemala	11
CHAPITRE 1. La « démocratie » dans la culture politique guatémaltèque	53
1.1 Introduction	55
1.2 Guatemala : une culture politique aux apparences autoritaires.....	59
1.3 Les débats théoriques sur la relation entre culture et démocratie	70
1.4 Le contexte : la toile de fond de l'étude de la culture politique et des opinions.....	76
1.5 Les nuances de la culture politique : le cas des attitudes participatives	92
1.6 Conclusion	106
CHAPITRE 2. Les grandes enquêtes internationales et la mesure des préférences démocratiques	109
2.1 Introduction	111
2.2 Les grandes enquêtes internationales et leurs travaux	114
2.3 La classification des indicateurs.....	144
2.4 Représentativité, équivalence et comparabilité dans les deux plus importantes enquêtes internationales réalisées en Amérique centrale.....	150
2.5 Conclusion	160
CHAPITRE 3. L'appui à la démocratie dans des circonstances exceptionnelles. Le temps court des opinions	163
3.1 Introduction	165
3.2 Crises et temporalité courte de l'appui aux mesures qui portent préjudice à la démocratie.....	168
3.3 Les opinions des Guatémaltèques dans le temps court.....	177
3.4 Le coup d'État civil de 1993 et la fin abrupte de la carrière de son instigateur, le président Jorge Serrano.....	190

3.5 La variable conjoncturelle et son importance dans le cas du Pérou et du Honduras.....	199
3.6 Conclusion.....	216
CHAPITRE 4. <i>L'appui aux principes de la démocratie. Le temps long des opinions</i>	221
4.1 Introduction.....	223
4.2 Stabilité et temporalité longue des opinions.....	226
4.3 Les opinions, leur fluidité et leurs assemblages.....	233
4.4 Illustrer la dynamique des liens entre les opinions.....	242
4.5 L'appui à la démocratie dans le temps long au Guatemala.....	247
4.6 Conclusion.....	269
CHAPITRE 5. <i>Opinions paradoxales et écart entre l'offre et la demande en démocratie</i>	273
5.1 Introduction.....	275
5.2 Paradoxes des opinions sur fond de... paradoxes politiques.....	278
5.3 Théories et réflexions sur l'offre et la demande pour la démocratie.....	284
5.4 L'évaluation des Guatémaltèques de l'offre en démocratie.....	294
5.5 Les paradoxes et le déséquilibre entre l'offre et la demande en démocratie.....	311
5.6 Conclusion.....	321
CONCLUSION. <i>Pour une meilleure prise en compte des opinions des Latino-Américains</i>	325
BIBLIOGRAPHIE	351
ANNEXES	379
TABLE DES DOCUMENTS	415
INDEX DES NOMS, DES LIEUX ET DES CONCEPTS CITÉS	419
TABLE DE MATIÈRES	427

LISTE DES SIGLES

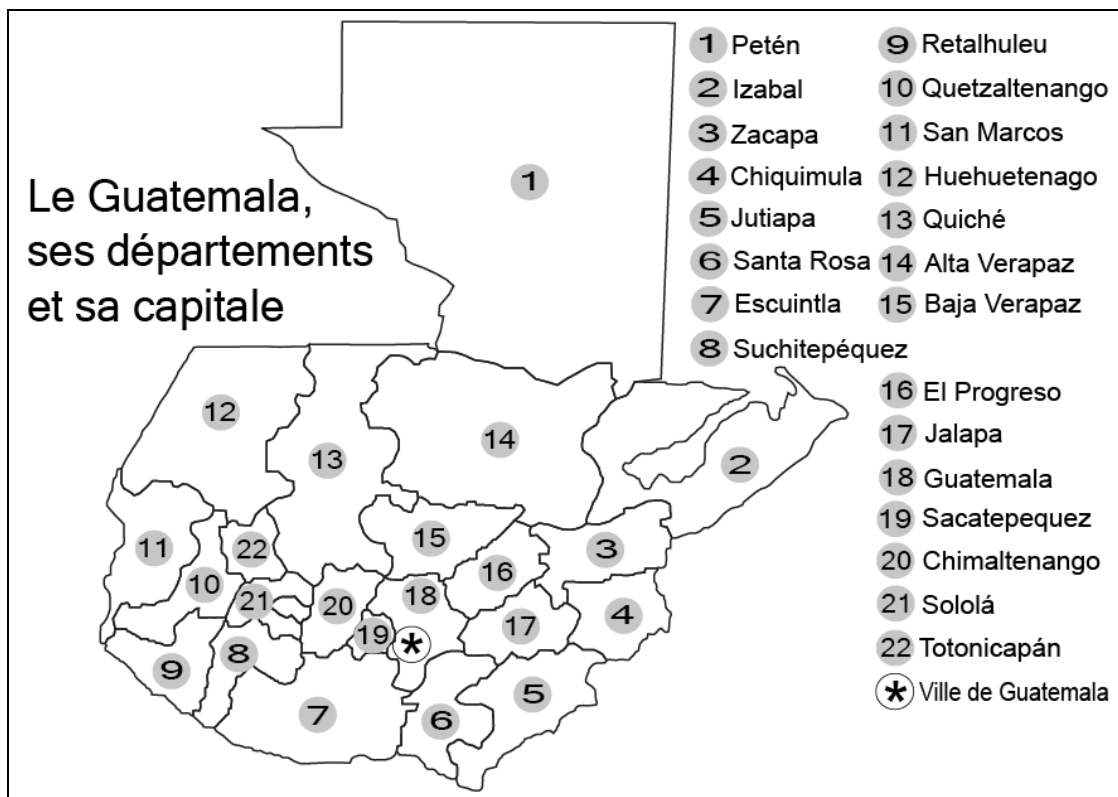
ABS	<i>Asian Barometer</i>
ALBA	Alliance bolivarienne des peuples
CACIF	Comité coordonateur des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières
CC	Cour constitutionnelle
CEH	<i>Comisión para el Esclarecimiento Histórico, Verdad y Justicia en Guatemala</i>
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CEVIPOF	Centre de recherches politiques de Sciences Po
CICIG	Commission internationale contre l'impunité au Guatemala de l'Organisation des Nations Unies
CIMA	<i>Consortio Iberoamericano de Empresas de Investigación de Mercados y Asesoramiento</i>
DC	District de Columbia
DCG	Démocratie chrétienne guatémaltèque
ESS	<i>European Social Survey</i>
FRG	Front républicain guatémaltèque
GANNA	Grande alliance nationale
IFES	<i>International Foundation for Electoral Systems</i>
ISSP	<i>International Social Survey Programme</i>
INE	<i>Instituto Nacional de Estadística</i>
LAPOP	<i>Latin American Public Opinion Project</i>
LB	<i>Corporación Latinobarómetro</i>
MAS	Mouvement d'action solidaire
NEB	<i>New Europe Barometer</i>

OÉA	Organisation des États Américains
ONG	Organisation non gouvernementale
PAN	Parti d'avancement national
PL	Parti libéral (Honduras)
PN	Parti national (Honduras)
PP	Parti patriote
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
TSE	Tribunal suprême électoral
UCN	Union du Centre National
UNE	Unité nationale de l'espoir
URNG	Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque
USA	Etats-Unis d'Amérique
WVS	<i>World Values Survey</i>
WVSA	<i>World Values Survey Association</i>

INTRODUCTION

Mesurer et valider l'opinion publique
sur la démocratie au Guatemala.

L'isthme centraméricain



Je dis simplement que l'opinion publique dans l'acceptation implicitement admise par ceux qui font des sondages d'opinion ou ceux qui en utilisent les résultats, je dis simplement que cette opinion-là n'existe pas.

Pierre Bourdieu
L'opinion publique n'existe pas, 1972.

C'est sur ces mots mis en épigraphe de cette introduction que Pierre Bourdieu (2002 [1972] : 234-235) concluait, il y a quarante ans, un exposé qui marqua l'étude des opinions en France. L'argument du réputé sociologue voulant que les sondeurs produisent des artefacts allait effectivement être emprunté, cité et défendu à maintes reprises. L'influence des propos ne relevait aucunement du hasard. La crédibilité de son auteur et le moment où ils furent prononcés leur donnèrent sans aucun doute un grand poids. Dans les années soixante-dix, l'intérêt pour les enquêtes réalisées à partir d'échantillons et de questionnaires, une approche étiquetée *Made in USA* par plusieurs analystes, se faisait de plus en plus sentir. Non seulement « l'opinion publique refusait-elle de mourir »¹, mais elle gagnait en force. Que ce soit par la naissance de firmes de sondage ou par la multiplication des efforts pour mesurer l'opinion publique, les sondages s'invitaient dans le paysage politique et scientifique français.

¹ L'expression est empruntée au journaliste allemand Emil Dovifat. Ce dernier est cité à plusieurs reprises par Elisabeth Noëlle-Neumann. Voir NOËLLE-NEUMANN Elisabeth. *The Spiral of Silence. Public Opinion — Our Social Skin*. Chicago : The University of Chicago Press, 1984, p. 180.

La prolifération d'études sur un objet qui ne serait que fiction, engendra un malaise qui est toujours perceptible. Pour illustrer ce dernier, nous pouvons rappeler ce que Nicolas Jallot affirmait il y a quelques années : les sondages ne peuvent fournir une « photographie de l'opinion » puisqu'ils sont eux-mêmes à l'origine de la « construction » de celle-ci (2007 : 52). Le malaise qui est ressenti est étroitement lié à la nature de l'objet de recherche mais il ne se limite pas à cela. Pour n'évoquer que quelques appréhensions, les sondeurs (ou les sondages) « [enfermeraient] les acteurs politiques dans des catégories [...] trop pauvres » (Wolton, 2005 : 114), utiliseraient des « statistiques irréelles » (Champagne, 1990 : 102) et « [emprisonneraient] » l'opinion publique « dans des tableaux de chiffres » (Blondiaux, 1998 : 155). Tantôt en paraphrasant Bourdieu, tantôt en apportant de nouveaux éléments, les doutes sur la collecte et l'analyse de données de sondages furent profitables autant aux « partisans » des enquêtes qu'à leurs détracteurs. L'un des produits importants de cette réflexion critique est une étude de Loïc Blondiaux où celui-ci retrace en six cents pages l'histoire de « la fabrique de l'opinion » (1998).

S'il est vrai qu'elles occupent beaucoup de place dans le milieu de la recherche, les critiques envers les enquêtes d'opinion ne sont toutefois ni une spécificité, ni un produit français. Une dizaine d'années avant Bourdieu, Philip E. Converse amorçait aux États-Unis des recherches sur les « non-attitudes » ou, plutôt, sur la vacuité de sens (*meaningless*) des opinions exprimées par les sondés (1964 : 242). S'appuyant en partie sur une approche quantitative et sur des travaux universitaires (plutôt que de réagir principalement à des études commandées par les partis politiques), le politologue estimait que l'administration de sondages équivaut essentiellement à recueillir des opinions aléatoires exprimées par des citoyens qui n'ont jamais réfléchi aux sujets sur lesquels ils sont interrogés. Plus jeune que Converse (et Bourdieu), mais s'inspirant de travaux précédents, Zaller émit également une mise en garde importante. « [Si] on pense que l'opinion publique veut dire que les citoyens moyens se baladent en se disant des choses comme 'j'appuie fortement la manière dont [le Président] accomplit son travail', alors la plupart des choses que l'opinion publique mesure n'existent qu'en présence de sondeurs » (1992 : 265).

Étrangement, malgré leur vitalité, les discussions autour de la mesure de l'opinion publique sont restées assez circonscrites. Le peu d'attention portée sur le sujet dans les aires culturelles (Afrique, Asie, Moyen-Orient, etc.) de la

recherche française est un exemple de ce « cantonnement ». En dépit du grand nombre de sociologues et de politologues qui s'intéressent à l'Amérique latine, très peu de recherches ont été faites sur les opinions (ou sur les non-attitudes) des Latino-Américains. Comment expliquer cette situation ? Craignant d'analyser des artéfacts ou d'aller à l'encontre d'une tradition scientifique plus qualitative que quantitative, les latino-américanistes se seraient-ils, par « réflexe », tenus à l'écart des thèmes liés aux sondages et à la mesure des opinions ? Rarement formés en méthodes quantitatives, auraient-ils hésité à s'aventurer en terrain méconnu ? À l'inverse, les experts qui s'intéressent aux opinions des Français se seraient-ils abstenus, par manque de connaissances « régionales », de se pencher sur les cas du Brésil, du Mexique ou sur ceux de plus petits pays encore tels le Costa Rica et le Guatemala ? Si la séparation que nous observons entre l'étude d'une région et une sous discipline de la science politique (l'étude des opinions) offre une formidable occasion de recherche, ce n'est pas sans difficulté que nous nous y attaquons dans cette thèse.

D'Alexis de Tocqueville à Alain Rouquié, l'étude des Amériques a été bien servie et alimentée. Or, malgré les connaissances importantes auxquelles nous avons accès sur les cultures et les régimes politiques du continent, il n'est pas si facile de puiser dans celles-ci afin de procéder à une analyse des grandes enquêtes d'opinion effectuées depuis quelques années en Amérique latine. Une difficulté qui est double puisque ces enquêtes révèlent des tendances étonnantes, à commencer par des niveaux très différents d'appui à la démocratie dans des pays qui partagent, à bien des égards, une histoire similaire. Comment expliquer que, d'une année à l'autre ou d'un groupe de sondage à un autre, les enquêtes démontrent systématiquement que les Guatémaltèques appuient très faiblement la démocratie alors que d'autres, les Costaricains ou les Uruguayens notamment, la soutiennent avec beaucoup plus d'enthousiasme ? Croire simplement que ce phénomène n'est que fiction ou insister sur le fait que les enquêtes sont menées dans un contexte artificiel et qu'elles se basent sur les réponses données par des personnes qui « n'ont ni le temps ni les moyens de se forger une opinion...» (Gingras, 2009 : 182) nous place, en quelque sorte, face à un vide. Même si nous estimons que l'appui à la démocratie est effectivement une invention, il semble pertinent de comprendre de quelle manière elle est construite et pourquoi les citoyens se positionnent comme ils le font vis-à-vis de celle-ci. Si balayer le problème du revers de la main est une « solution » que nous écartons, il n'est pas simple de s'appuyer sur les analyses des opinions des

Français pour étudier un outil de collecte de données et l'obtention des résultats d'enquêtes dans des pays où les citoyens ont un rapport aux droits et à la démocratie qui diffèrent de ce qui est observé en Europe.

Cette thèse porte sur l'appui à la démocratie en Amérique centrale. Elle s'intéresse au cas du Guatemala et elle tente, en effectuant des comparaisons principalement avec les autres pays d'Amérique centrale, d'analyser et de décoder les opinions des Guatémaltèques sur la démocratie. Les recherches qui suivent s'inscrivent dans un effort de rapprochement entre une région (l'Amérique latine) et une sous discipline de la science politique (l'étude des opinions recueillies à l'aide des sondages). Afin d'effectuer ce rapprochement nous nous garderons d'accepter ou de rejeter en bloc ce que nous communiquent les sondeurs au sujet des opinions, des attitudes et des valeurs propres aux Guatémaltèques ou aux citoyens des autres pays de la région. Par exemple, si nous rejetons l'idée que toute opinion exprimée n'est qu'une invention, nous acceptons mal les conclusions, tirées à partir d'une poignée de questions de sondage, que tel pays est habité par des citoyens plus « démocrates » qu'un autre pays. Entre les deux positions, se trouve une panoplie d'éléments contextuels et de nuances que nous aurions tort d'ignorer. Dans notre analyse de données de sondage, nous tentons d'adopter une approche qui tient compte des critiques émises de part et d'autre ainsi que des débats sur les enquêtes d'opinion.

Les travaux que nous proposons s'inscrivent, comme nous l'indiquons, dans un effort de rapprochement entre l'étude d'une région et d'une sous discipline. Si les recherches sur les opinions des Latino-Américains sont rares dans le milieu universitaire français, la situation est différente dans d'autres pays, notamment aux États-Unis. Cependant, s'il est vrai que de nombreuses études sur les sondages en Amérique latine ont été réalisées au cours des dernières années, assez peu d'entre elles traitent spécifiquement du Guatemala ou de l'Amérique centrale. De plus, bien qu'il existe un grand nombre de rapports empiriques sur les opinions des Latino-Américains, on compte peu d'analyses et de réflexions sur les méthodes employées pour recueillir et pour interpréter les données amassées dans le sous-continent. Ainsi, nous entreprenons, à bien des égards, une tâche dans un domaine de recherche où beaucoup reste à faire. Ce n'est cependant pas « sans filet » que nous nous lançons dans ces recherches. Que ce soit en rappelant les travaux de Christophe H. Achen, qui indiquait bien

qu'imparfaitement, que les citoyens sont capables de formuler une opinion sur un grand nombre d'enjeux politiques (1975 : 121), que ce soit en soulignant les travaux de Linz, qui rappelait l'importance de s'interroger sur les raisons qui poussent les gens à croire en la démocratie et en ses institutions (1978 : 18), que ce soit en évoquant ceux de Giovanni Sartori, qui affirmait que le succès ou l'échec des politiques passait par l'opinion publique (1967 : 74), que ce soit en nous référant à Larry Diamond, qui arguait que la consolidation de la démocratie repose en partie sur l'engagement des citoyens (1999 : 66), nous avons, semble-t-il, de bonnes raisons de croire en la pertinence de notre objet de recherche.

Un « monstre » (Noëlle-Neumann, 1984 : 59), une « mise en scène » (Gingras, 2009, 83), « quelque chose d'indéfinissable » (Beaud, 1990 : 22), voici quelques-unes des descriptions faites de l'opinion publique. Avant d'amorcer l'étude d'un objet souvent contesté, il semble adéquat de préciser ce que nous entendons par celui-ci. Nous croyons que l'opinion publique possède différentes dimensions. Les sondages permettent de cerner l'une de celles-ci qui est, pour reprendre les termes de Lemieux et de Pétry (2010 : 59), « l'opinion de masse ». Cette dernière se distingue de « l'opinion active » que nous pourrions identifier en examinant, par exemple, le message que transmettraient divers groupes de la société qui descendraient dans la rue lors d'une grève nationale.

L'opinion qui nous intéresse principalement est donc celle que les sondeurs « extirpent » des citoyens de toutes régions d'un pays, de toutes classes socioéconomiques, de tous niveaux d'intérêt vis-à-vis de la politique, etc. Mais là encore nous devons apporter des éclaircissements. Bien qu'elle puisse être un objet d'étude en soi, nous nous intéressons peu à l'opinion qui circule simplement parmi les citoyens. Comme le fait Sartori (1967 : 74), il est important de faire la distinction entre ce type d'opinion et celle que se forment les individus. Ceci dit, nous nous intéressons aux opinions façonnées par le public, plutôt qu'à celles qui, par exemple, seraient le simple reflet des idéaux des groupes influents de la société ou encore celles que les citoyens énonceraient sans craindre de se marginaliser². Ainsi, nous souhaitons étudier l'opinion publique, ou plutôt, les opinions du public comme objet partagé par plusieurs personnes à la fois et qui,

² Dans l'ordre, nous faisons ici référence aux travaux et aux critiques de l'opinion de Lippmann et de Noëlle-Neumann. Voir LIPPMANN Walter. *Public Opinion*. New Brunswick : Transaction Publisher, 1997 [1922], 427 p. et NOËLLE-NEUMANN Elisabeth. *The Spiral of Silence. Public Opinion — Our Social Skin*. Chicago : The University of Chicago Press, 1984, 200 p.

comme le suggère Oskamp (1977 : 12), se rapproche le plus possible ou équivaut aux croyances politiques des individus.

Nous ne voyons pas l'opinion comme quelque chose qui est soit simplement présent ou absent. Bien entendu, alors que certaines personnes auront un point de vue sur des questions précises, d'autres n'en auront aucun. Nous devons évidemment rendre compte de cela. Toutefois, chez les citoyens qui ont un point de vue sur un sujet particulier, nous devons autant que possible évaluer le degré, la force de l'opinion. Cette précision implique un certain nombre de choses. Par exemple, il peut être inapproprié de voir l'opinion publique comme la somme des points de vue majoritaires. Agréger les opinions les unes aux autres, risque d'occulter l'intensité et l'importance de celles-ci. Nous trouvons d'ailleurs intéressant la notion de qualité de l'opinion développée par Key (1964 : 78). Comme celui-ci le précise, il est utile de distinguer l'opinion informée de l'opinion réflexe, d'évaluer si les points de vue sont forts ou faibles, s'ils sont stables ou instables, etc. Afin d'évaluer la présence, la cohérence, l'intensité et la stabilité de l'opinion publique, mieux vaut multiplier les angles d'approche et avoir recours à divers indicateurs.

Nous excluons que les sondages réussissent à eux seuls à mesurer l'opinion publique dans son entièreté. Les sondages constituent plutôt l'un des instruments importants pouvant être utilisé afin de connaître ce que pensent les citoyens. L'analyse du courrier des lecteurs dans les journaux, l'observation des mouvements sociaux et l'examen du vote ne sont que quelques-unes des autres techniques qui permettent de circonscrire les préférences et les préoccupations des citoyens. La complexité de chacune de ces techniques et le temps qui doit leur être alloué font généralement en sorte que les chercheurs se concentrent sur certains aspects de l'opinion publique. En fait, nous considérons que ces techniques de recherche permettent chacune de circonscrire différentes dimensions de l'opinion publique. Ces techniques comportent des forces et des faiblesses qui leur sont propres. Par exemple, si les sondages permettent de connaître les opinions (sur un ou des sujets donnés) d'un grand nombre de personnes, tout sexe, âge, niveau de revenu et préférences politiques confondus, ils recueillent des informations dans un milieu artificiel qui peut, à lui seul, influencer les résultats de recherche.

Évidemment, nous ne croyons aucunement que les sondages, même ceux qui sont impeccablement élaborés, constituent un instrument sans faille. De la

conception à l'administration des questionnaires en passant par la compilation des résultats, des problèmes et des erreurs peuvent survenir et, ainsi, transformer les données en un reflet imprécis de ce que pense réellement la population à l'étude. En ayant accès à l'information concernant l'échantillonnage, l'élaboration et l'administration des enquêtes, l'utilisateur de données est en mesure d'évaluer le potentiel, la validité et la représentativité des sources qu'ils utilisent. Par souci de transparence, les sondeurs les plus consciencieux divulgueront le plus grand nombre possible de renseignements sur la méthodologie qu'ils emploient.

A. Pourquoi s'intéresser aux opinions des Guatémaltèques ?

S'interroger sur des questions d'intérêt en science politique ou vouloir travailler sur un thème et une région où beaucoup est à faire, n'explique pas entièrement le choix de notre recherche sur le Guatemala. Après tout, cette thèse aurait très bien pu avoir les mêmes objectifs et traiter d'un autre pays. Tout comme le Guatemala, le Belize, Haïti, le Paraguay et la République Dominicaine (pour ne nommer que ceux-là) sont des pays sur lesquels on dispose d'un grand nombre d'informations empiriques (ce que pensent les citoyens de tel ou tel sujet) mais sur lesquels, paradoxalement, nous connaissons très peu de chose relativement à la collecte, l'interprétation et la compréhension des données de sondages. Plusieurs éléments peuvent être évoqués afin de justifier le choix d'entreprendre des recherches sur le Guatemala, à commencer par des éléments liés à notre formation. Très intéressé par le Mexique et les pays de l'isthme centraméricain, nous avons effectué, dans le cadre de la formation pré doctorale, plusieurs séjours de recherches et de travail dans cette région.

Les facteurs qui facilitent la réalisation d'une étude sont certes importants mais ils ne peuvent remplacer les fondements ou la problématique de celle-ci. La raison pour laquelle nous avons entrepris une recherche sur l'appui à la démocratie au Guatemala est étroitement liée à des observations faites sur ce pays depuis quelques années. Depuis 1996, la *Corporación Latinobarómetro*³,

³ La *Corporación Latinobarómetro* est un organisme non gouvernemental à but non lucratif basé au Chili qui se donne comme mandat de mesurer les opinions des Latino-Américains sur une foule de sujets. Depuis les années quatre-vingt-dix, le groupe de sondage recueille

nous informe que le Guatemala figure parmi les pays latino-américains où on retrouve la plus faible proportion de citoyens qui affirment que la démocratie est toujours préférable à l'autoritarisme (« la » principale mesure utilisée pour évaluer l'appui à la démocratie). Entre 2005 et 2011, cette tendance se serait alourdie, faisant invariablement du Guatemala le pays où on enregistre le plus faible (ou le second plus faible) niveau d'appui à la démocratie. À première vue, ces résultats sont à la fois étonnants et difficilement compréhensibles. Rappelons que la faiblesse de l'attachement à la démocratie que les sondages mettent en évidence est observée dans le pays latino-américain qui a le plus souffert de la répression des gouvernements autoritaires durant la deuxième moitié du XX^e siècle. Compte tenu du lourd « héritage » laissé par les dirigeants militaires (200 000 assassinats et disparitions largement imputables à l'armée et deux fois plus de personnes forcées à l'exil durant la guerre civile), on explique mal pourquoi les Guatémaltèques seraient aussi timides à soutenir la démocratie ou, du moins, pourquoi ils ne sont pas plus nombreux à s'exprimer défavorablement à l'idée de voir un gouvernement autoritaire revenir au pouvoir, même de façon temporaire.

Les résultats des enquêtes-baromètre portent à la réflexion et au questionnement. Doit-on croire que la faiblesse de l'appui à la démocratie est réellement attribuable à un manque de conviction démocratique de la part des Guatémaltèques ? Doit-on plutôt opter pour la prudence et nous interroger d'abord sur la fiabilité et la validité des indicateurs utilisés pour mesurer l'appui à la démocratie ? Est-il possible que les questions des grandes enquêtes internationales servant à évaluer l'appui à la démocratie soient mal adaptées au contexte guatémaltèque, mesurant une chose au Guatemala (envers laquelle les citoyens sont peu inclinés) et mesurant une autre dans les pays voisins ? Ces questions deviennent encore plus intéressantes lorsqu'on prend connaissance de certaines analyses qui sont faites à partir des données de sondage. Soulignons qu'il est courant dans le domaine de la politique latino-américaine d'avoir recours aux résultats d'enquête afin de démontrer l'existence d'une culture politique autoritaire.

Si nous procédions à une lecture rapide des principaux résultats de sondages et que nous nous intéressions aux différences entre les pays, nous

les opinions des citoyens dans une quinzaine de pays. Les publications et la base de données du *Latinobarómetro* sont couramment utilisées par les politologues et les étudiants.

pourrions croire que le Guatemala est une sorte « d'enclave de sentiments non-démocratiques »⁴. Cette constatation alimente d'ailleurs la thèse voulant que les Guatémaltèques soient nostalgiques de l'époque de la gouvernance autoritaire. Cette thèse vient, à son tour, alimenter la problématique sur laquelle nous nous penchons. Dans un premier temps, nous croyons que pour attribuer le qualificatif « d'autoritaire » à une culture politique, il est impératif d'analyser un grand nombre d'indicateurs qui servent à évaluer les opinions des citoyens sur les multiples facettes que comportent la démocratie, et non seulement sur quelques-uns de ses aspects les plus généraux. Évidemment, un tel examen doit se faire à partir d'instruments de mesure qui sont à la fois valides et fiables. Des résultats obtenus, il faudra évidemment éviter toute extrapolation qui, comme il est souvent fait, voit l'appui hypothétique à un gouvernement autoritaire dans certaines circonstances en une forme de soutien indéfectible à l'autoritarisme. Par ailleurs, nous estimons que même si les sondages peuvent mettre en lumière des traits prédominants de la culture politique, ils ne doivent pas être que le seul et unique instrument de mesure utilisé. Pour obtenir une première image de la culture politique, les chercheurs doivent également se pencher sur les divers canaux au travers desquels les citoyens expriment leurs demandes, leurs préférences et leurs préoccupations.

Nous estimons qu'il est malavisé de voir la faiblesse de la demande pour la démocratie comme un phénomène automatiquement lié à une culture de l'autoritarisme. La conclusion faisant de la culture politique guatémaltèque un « haut lieu » de l'expression de l'autoritarisme pourrait bien être fondée sur une prémisse normative. À ce sujet, nous pouvons rappeler que la faiblesse des convictions démocratiques est généralement étudiée sous l'angle de la culture (de la masse) lorsqu'elle se manifeste dans les pays en démocratisation alors qu'elle est habituellement vue comme une question liée à la psychologie (ou à l'individu) lorsqu'elle est observée dans les pays d'Europe occidentale ou d'Amérique du Nord. Ironiquement, d'un pays à un autre, les chercheurs qui

⁴ L'expression est empruntée à Michael Bratton, expert de la politique africaine. Voir BRATTON Michael. *Wide but Shallow: Popular Support for Democracy in Africa* [en ligne]. 2002, [consulté le 20 août 2011]. Disponible sur : http://www.afrobarometer.org/index.php?searchword=wide+but+shallow&ordering=&searchphrase=all&Itemid=39&option=com_search

étudient essentiellement le même phénomène arriveront à des conclusions très différentes.

Outre que pour des questions normatives, nous craignons que les analyses qui attribuent hâtivement l'étiquette « d'autoritaire » à la culture politique guatémaltèque doivent être mises en doute pour cause de manque de profondeur. Si peu d'analystes qui adhèrent aux raisonnements culturalistes aborderont le sujet, les citoyens et les élus qui habitent dans les pays de longue tradition démocratique connaissent pourtant des moments « d'égarement démocratique ». Parmi les nombreux exemples que nous pouvons citer, figure celui du Québec. En 1970, alors que la province canadienne craignait une montée du terrorisme indépendantiste, une forte proportion des citoyens appuya la suspension des droits et des libertés et le déploiement de l'armée dans la région de la métropole, sans qu'une guerre soit éminente, sans que la population soit directement prise pour cible⁵. À l'époque, la contestation et les questionnements sur des mesures extraordinaires furent d'ailleurs ridiculisés par le Premier ministre Pierre Elliott Trudeau, qui traita de « lâches trop sensibles » ceux qui s'interrogeaient à savoir si les lois d'exceptions constituaient la meilleure solution à la capture d'un petit groupe d'individus responsables de méfaits et de deux enlèvements politiques. Plus près de nous et dans une optique moins axée sur les conjonctures liées à des événements exceptionnels, il est fréquent d'entendre parler de l'existence d'un « malaise démocratique » (Bélanger et Nadeau, 2009) dans la province ou encore de la résilience d'une culture politique municipale peu démocratique (BOISVERT Yves. « Forums de discussion et diffamation ». *La Presse*, 5 avril 2010, p. A5).

Dans les faits, les cultures politiques des pays d'Amérique du Nord et celles des pays plus au sud du continent sont peut-être moins aux antipodes les unes des autres que certains l'estiment. À ce niveau, Georges Couffignal propose des commentaires fort intéressants en nous rappelant que Latino-Américains et Américains partageraient une méfiance commune de l'État (2002 : 188). Ailleurs, le politologue se concentre toutefois sur les caractéristiques propres aux

⁵ Nous faisons référence à l'utilisation de la loi sur les mesures de guerre adoptée par le Premier ministre Trudeau en octobre 1970. À l'époque, des cellules de militants indépendantistes avaient kidnappé un diplomate anglais et tué un ministre du gouvernement provincial. Afin de trouver les coupables, les forces de l'ordre procédèrent à des centaines d'arrestations et de perquisitions.

nouvelles démocraties et évoque, entre autres, les attentes élevées de leurs citoyens (2007 : 13). En puisant dans les exemples donnés par l'auteur, nous constatons que quinze ans après la signature des Accords de paix qui mirent fin à la guerre civile (1960-1996), la démocratie guatémaltèque n'a visiblement pas apporté la prospérité, l'éducation, la santé et la protection sociale attendues par de nombreux citoyens, lorsque le pays tournait la page sur son passé autoritaire. En fait, si l'on reprend l'argument de Paul Goepfert, la démocratie guatémaltèque, née dans les années quatre-vingt et renforcée avec la signature des Accords de paix dans la décennie suivante, aurait même failli à apporter la paix, avec des violences causées par la criminalité, qui égalent ou dépassent celles enregistrées sous la gouvernance autoritaire (2011 : 41).

Vivre en démocratie constitutionnelle, mais être incapable de jouir de ses droits et de ses libertés n'est pas une mince affaire ou une variable à ignorer dans l'analyse des opinions. Il semble effectivement inadéquat de comparer les résultats de sondages d'un pays à un autre et de faire fi de la réalité politique propre à chacun d'entre eux. Lorsque des résultats d'enquêtes démontrent un faible attachement à « la démocratie », comme c'est le cas au Guatemala, il est convenable de se demander ce que cette « démocratie » représente aux yeux des sondés. Si certains citoyens associeront cette dernière à un système politique respectueux des droits et des libertés, d'autres pourraient être plus « pragmatiques » et feront un rapprochement avec un État incapable de mettre un frein à la criminalité ou à qui semble insensible aux besoins et aux attentes des citoyens. Par ailleurs, dans un pays où environ la moitié de la population est autochtone et où l'espagnol est « la » langue de la politique au niveau des départements et de l'État⁶, cette « démocratie » sur laquelle on interroge les citoyens pourrait bien représenter quelque chose de très distant, d'inaccessible ou même de carrément inconnu.

B. Les facteurs associés à l'appui à la démocratie

Ces premiers paragraphes servent en quelque sorte à planter les bases de notre réflexion ou, du moins, à identifier les chemins que nous éviterons dans nos

⁶ À titre d'exemple, lors de la campagne électorale de 2011, aucun parti n'a procédé à la traduction de leur plateforme dans des langues indigènes tandis que les autorités électorales faisaient fi des lois demandant que ses instructions soient aussi communiquées dans ces idiomes.

recherches. Le premier de ces chemins est celui qui consiste à attribuer aux sondages d'opinion (et à certains de ses indicateurs) des propriétés qu'ils n'ont tout simplement pas. Plus précisément, nous estimons que le fait d'interroger les citoyens sur ce qu'ils pensent sur la « démocratie » produira des résultats qui refléteront des positionnements (que ce soit des attitudes ou des non-attitudes) vis-à-vis d'un objet dont la compréhension et la conceptualisation tendront à changer d'un pays à un autre et d'un individu à un autre. En clair, on ne peut prendre pour acquis que le fait d'appuyer ou non la « démocratie », ce qui équivaut directement à avoir une position bien définie sur les élections justes et libres, et les libertés et les droits civils et politiques. Nous croyons ainsi qu'il est plus prudent de ne pas établir automatiquement une correspondance entre la faiblesse de l'appui à la démocratie observée à partir d'indicateurs généraux et des affinités pour l'autoritarisme⁷.

Le deuxième chemin que nous souhaitons contourner est celui souvent emprunté par les « détracteurs » des enquêtes d'opinion et qui consiste à négliger la distinction entre, d'une part, la piètre qualité des indicateurs qui sont utilisés dans certaines enquêtes et les erreurs d'analyse qui peuvent être commises à partir de ceux-ci et, d'autre part, la validité d'un outil de recherche au sens large. Certes imparfaits, nous optons pour utiliser avec prudence les sondages afin d'en apprendre davantage sur les opinions (ou les non-opinions) des Guatémaltèques. Avant de présenter nos hypothèses de travail qui guideront nos recherches, nous jugeons pertinent de revenir brièvement sur la question de l'appui à la démocratie (telle que mesurée globalement dans les enquêtes d'opinion) et de ses facteurs déterminants.

Nous avons jusqu'ici évoqué l'argument selon lequel l'appui à la démocratie serait fonction de la culture. Si elle est une variable importante aux yeux de certains chercheurs, la culture demeure toutefois un objet ambigu, difficile à cerner et qui englobe un grand nombre d'éléments. Afin de trouver des réponses plus précises à ce qui influence l'appui à la démocratie, les sondeurs et les utili-

⁷ À l'inverse, nous pouvons d'ailleurs nous interroger à savoir si un appui marqué à la démocratie traduit réellement un soutien à l'ensemble des droits et des libertés liés à la participation politique.

sateurs de données de sondages procèdent à des analyses croisées. Par exemple, les chercheurs voudront savoir si le fait d'être un homme ou d'être riche, influence l'expression d'opinions qui témoignent d'un attachement à la démocratie. En Amérique latine comme ailleurs, cet exercice a été répété des centaines de fois. Bien qu'il soit impossible d'énumérer toutes les variables qui, selon, les chercheurs influencent les citoyens pour affirmer qu'ils soutiennent la démocratie, nous pouvons cependant les regrouper en quelques catégories. La première de ces catégories est étroitement liée aux préférences politiques des citoyens.

Dans les pays où l'offre politique est fragmentée par des partis qui ont des idéaux et des traditions très opposées, pouvons-nous nous attendre à ce que les opinions des citoyens portent une empreinte partisane ? Sans effectuer de longues recherches sur la question, nous pouvons avancer que la polarisation de l'offre politique évoluera de pair avec le cantonnement des opinions. Estimer que les identités partisans influencent les points de vue sur la démocratie et l'appui à celle-ci, est une hypothèse intéressante particulièrement lorsque les partis qui occupent aujourd'hui la scène politique ont été impliqués dans le processus de démocratisation. Au Chili, au début des années 2000, des chercheurs observèrent que les citoyens qui affirmaient soutenir la coalition de centre-gauche élue pour succéder au régime autoritaire d'Augusto Pinochet appuyaient la démocratie de façon plus marquée que ceux qui disaient avoir de la sympathie pour les partis associés à la droite (Huneus et Maldonado, 2003 : 23 ; Klesner, 2001 : 131). L'inclination des partisans de la coalition de centre-gauche vers la démocratie est sans doute le reflet d'un soutien à un gouvernement qui a été installé en 1990 pour succéder au régime autoritaire soutenu par la droite. À l'inverse, sans nécessairement exiger un retour à l'autoritarisme, plusieurs citoyens fidèles aux partis de droite se sentaient probablement déçus du gouvernement de la coalition de centre-gauche, ce qui, par défaut, les amena à se détacher de la « démocratie », synonyme d'un gouvernement dirigé par leurs adversaires politiques.

Outre les questions des partis et de ce qu'ils représentent, d'autres éléments de réponse peuvent expliquer pourquoi les citoyens associés aux formations de gauche (phénomène observé au Chili au début des années 2000) soutiendraient la démocratie dans une plus forte proportion que ceux qui

préfèrent les partis de droite. Notons que dans certains pays, les différences idéologiques et les positionnements gauche-droite des sondés seraient liés aux opinions sur la démocratie. En se référant aux cas de pays où on trouve un système de partis stable, des chercheurs observèrent que les personnes qui se disent de gauche seraient plus favorables aux droits et aux libertés que celles qui se positionnent à la droite du spectre politique (Booth et Seligson, 1993 : 122-123).

L'association entre sympathie partisane (ou idéologie) et appui à la démocratie est intéressante mais elle n'est pas sans problème. D'abord, l'histoire propre à chaque pays limite le potentiel explicatif de cette relation puisque les différences idéologiques (gauche-droite) ne sont pas systématiquement pertinentes afin de comprendre les principales caractéristiques de l'offre et de la demande en politique. Ensuite, rappelons que les observations sur la gauche et la droite ne prennent pas automatiquement en considération le rapport qu'entretiennent les partis avec le pouvoir. Une explication de remplacement (ou complémentaire) consiste à attribuer partiellement, à l'effet de la victoire (ou *winner effect* en anglais), l'appui à la démocratie. À ce sujet, plusieurs chercheurs démontrent que les citoyens qui appuient les gouvernements soutiennent la démocratie dans une proportion plus marquée que ceux qui ont des préférences partisans autres (Evans et Rose, 2006 : 11 ; Chang et Chu, 2003). Ainsi, lorsqu'ils participent à des enquêtes d'opinion, les citoyens qui appuient les gouvernements seraient davantage portés à affirmer qu'ils soutiennent la démocratie, un régime, au moment de leur entretien avec des sondeurs, qui facilite la mise en œuvre de politiques à l'endroit desquelles ils ont une certaine sympathie.

Sans réduire l'appui à la démocratie à une question de gain (victoire) ou de perte (défaite électorale), des politologues établissent un lien entre, d'une part, le soutien à la démocratie et, d'autre part, la satisfaction envers celle-ci et les institutions de l'État (Sarsfeld et Echeagaray, 2005 ; Chu *et al.*, 2008). Bien qu'elle soit digne de mention, cette explication peut difficilement être évoquée sans rappeler la propension « naturelle » des citoyens qui soutiennent les partis au pouvoir, à être satisfaits et à appuyer un régime qui permet l'avancement des politiques pour lesquelles ils ont voté. À l'inverse, les citoyens qui ont voté pour

les adversaires des partis au pouvoir auront une propension à être critiques sur la conduite des affaires de l'État.

L'idéologie, les préférences partisans et l'effet de la victoire figurent parmi les principales variables politiques qui influenceraient l'appui à la démocratie. Un autre type de facteur auquel les politologues portent attention est l'évolution de l'économie et l'évaluation de celle-ci effectuée par les citoyens. L'intérêt de mesurer l'impact de ce type de variables est intéressant particulièrement où de récentes percées démocratiques ont été réalisées simultanément (ou postérieurement) à des bouleversements dans le domaine de l'économie. Le recul marqué de la croissance, la réduction des dépenses publiques et les transformations du rôle de l'État ne sont que quelques éléments qui peuvent nuire à la légitimité de nouveaux gouvernements ou de nouveaux régimes. Évidemment, là où elle commence à prendre racine, la démocratie pourrait être particulièrement vulnérable aux perturbations qui se produisent dans un secteur aussi névralgique que l'économie. Dans les faits, les « nouvelles démocraties » verraient régulièrement la satisfaction des citoyens envers l'économie évoluer étroitement avec la confiance portée en le nouveau régime (Macallister, 1999 : 200). Les régimes plus « avancés » sur le chemin de la consolidation démocratique seraient toutefois mieux protégés contre les difficultés économiques, les citoyens distinguant mieux la structure d'un gouvernement, des politiques ou des dirigeants. En Amérique latine, le niveau d'appui à la démocratie évoluerait de manière quasi indépendante de l'économie. Ainsi, seules les périodes de profonde récession auraient un effet négatif sur le soutien à la démocratie (Lagos, 2003 : 167), phénomène qui traduit probablement l'anxiété des citoyens lorsque leur gagne-pain est menacé.

Les facteurs politique et économique occupent certes une place importante dans les recherches sur l'appui à la démocratie, mais l'attention qui leur est accordée demeure modeste comparativement à l'intérêt que suscitent les variables sociales comme l'âge, l'appartenance ethnique, le niveau d'instruction, etc. Puisqu'elles sont nombreuses, nous proposons d'examiner brièvement ces variables en les classant en trois sous-catégories. Dans un premier temps, rappelons que plusieurs chercheurs s'intéressent à l'effet qu'aurait le milieu de vie (rural et urbain) des citoyens sur leurs opinions. Si plusieurs éléments peuvent être mis en cause, soulignons particulièrement que les citoyens des

villes entretiennent, à bien des égards, un rapport à la démocratie qui diffère de celui des habitants des régions rurales. Ce phénomène pourrait bien reposer en partie sur les différences au niveau de la présence de l'État (donc des institutions et des acteurs qui permettent le fonctionnement de la démocratie) d'un endroit à un autre. Ainsi, il est plausible de penser que l'État et la démocratie ont une signification plus tangible là où la population est concentrée plutôt que dans les régions éloignées des centres urbains. Par ailleurs, soulignons que les milieux urbains sont généralement plus hétérogènes (socialement, politiquement et économiquement) que les régions rurales, amplifiant le besoin de gérer la multitude d'intérêts et de demandes. Pour ces raisons et bien d'autres, ce n'est probablement pas un hasard que les chercheurs soient nombreux à observer que les citoyens sont davantage portés que les ruraux à affirmer qu'ils appuient la démocratie ou à s'éloigner des idéaux autoritaires (de Souza *et al*, 2008 : 92 ; Nathan, 2007 : 13 ; Geddes et Zaller, 1989 : 338).

Si le milieu urbain est propice au développement et à l'expression d'opinions démocratiques, il est aussi un endroit où se font sentir des problèmes sociaux qui posent des défis de taille à la démocratie. En Amérique latine, les grandes villes sont des lieux où se concentre l'activité criminelle et, par conséquent, où les taux de violence sont particulièrement élevés. La difficulté des forces de l'ordre et des dirigeants politiques à endiguer la criminalité ainsi que le sentiment d'insécurité qui en résulte affecteraient les opinions à divers niveaux. Alors que certains chercheurs voient d'abord l'insécurité comme une cause importante de la méfiance des citoyens à l'endroit des élus et des institutions (Ranum, 2007), d'autres font des constats plus alarmants et avancent tout simplement que la criminalité réduit le soutien à la démocratie (Carothers, 2006 : 6 ; Pérez, 2004). Tel qu'indiqué au sujet de l'économie, la vulnérabilité des citoyens dans un domaine engendrerait des répercussions sur leurs opinions à d'autres niveaux. La préoccupation des Latino-Américains quant à l'insécurité est d'ailleurs manifeste : dans les grandes enquêtes-baromètre, ils identifient majoritairement la délinquance comme étant le principal problème qui affecte leur pays (*Latinobarómetro*, 2010 : 8). Si la délinquance semble avoir un impact négatif sur l'appui à la démocratie, l'amélioration des conditions de sécurité peut à l'inverse créer un revirement de situation. En se penchant sur les opinions dans des pays d'Afrique, des chercheurs ont observé que l'optimisme quant à

l'amélioration de la sécurité alimentait les opinions favorables à la démocratie (Fernández et Kuenzi, 2006 : 16).

Les facteurs sociaux qui influencent l'expression de l'appui à la démocratie sont nombreux. Une deuxième sous-catégorie de variables sociales, que nous identifions est liée à l'âge et à l'appartenance ethnique, des variables entièrement indépendantes qui ne sont déterminées que par elles-mêmes. La simplicité de ces variables ne simplifie toutefois pas leurs effets sur l'appui à la démocratie. Prenons d'abord l'âge en exemple. Le nombre d'années de vie est comme une pièce à deux faces sur laquelle figurent l'expérience des citoyens avec les régimes (présents et passés) et l'effet du temps⁸. Lorsque les politologues se penchent sur la variable de l'âge, plusieurs s'interrogent d'ailleurs pour savoir si le fait d'avoir connu un régime autoritaire à l'adolescence ou au début de l'âge adulte rend les citoyens d'une nouvelle démocratie plus enclins à appuyer les droits et les libertés. Ce type de questionnement vise à déterminer si le souvenir des abus s'impose sur une nostalgie quelconque des gouvernements autoritaires. Chez les citoyens qui n'ont pas connu l'autoritarisme, les politologues pourront s'interroger pour savoir si l'idéalisation des régimes autoritaires est plus marquée que la répulsion à leur endroit. Le très grand nombre d'éléments qui entrent en ligne de compte complique considérablement la tâche de ceux et celles qui étudient l'effet de l'âge sur l'expression d'opinions favorables à la démocratie. La multiplicité des aspects à prendre en considération et la spécificité de chaque pays expliquent probablement pourquoi certains chercheurs observent que l'appui à la démocratie s'effrite en fonction de l'âge (Brett et Rodas, 2008 : 88 ; Nathan, 2007 : 13) alors que d'autres concluent à une relation inverse (Lagos, 2008 : 122).

La variable de l'appartenance ethnique et ses effets sont tout aussi complexes. Tout comme l'âge, l'expérience des groupes ethniques avec la démocratie tend à varier d'un groupe à un autre. Si certains groupes ethniques auront l'impression d'avoir accès ou de bénéficier des fruits de la démocratie, d'autres pourraient se trouver dans une situation moins avantageuse, affectant

⁸ Peut-être devrions-nous plutôt affirmer que l'âge est un objet qui comporte au moins deux faces. Dans son analyse sur l'effet de l'âge en politique, Anne Muxel identifie trois facettes : l'âge-période, l'âge-génération et l'âge-biographie. (MUXEL Anne. « Conclusion. La politique au fil de l'âge ». *La Politique au fil de l'âge* / éd. par Anne MUXEL. Paris : Les presses de sciences Po, 2011, p. 301-307).

ainsi les opinions (ou les non-opinions) qu'ils pourraient avoir sur la démocratie. Dans la majorité des pays latino-américains hispanophones, ce sont les descendants d'Espagnols qui ont su conserver la plupart des pouvoirs, et ce, au détriment des gens de couleurs ou des minorités ethniques. Cet accès privilégié au pouvoir pourrait favoriser une inclination vers la démocratie ou, du moins, à en reconnaître les vertus. Dans certains pays, les Blancs seraient un peu plus portés à appuyer la démocratie que les gens de couleur (Basáñez et Parás, 2001 : 140). La différence entre le niveau d'appui à la démocratie étant faible, nous ne pouvons toutefois en faire une règle générale. En étudiant le cas du Guatemala, Dinorah Azpuru décida de fragmenter l'appui à la démocratie afin d'en apprendre davantage sur les inclinations des *Ladinos* (les descendants Espagnols) et des *Indígenas* (les autochtones). Elle observa que l'appartenance ethnique influence l'appui à la démocratie mais uniquement à certains niveaux, ou plutôt, sur un nombre très limité de facettes de l'appui à la démocratie (2009 : 115), conclusions qui ne sont pas très éloignées de celles émises par Richard Rose dans ces analyses sur les différences ethniques en Asie centrale (2002 : 108). En adoptant une approche plus culturaliste des opinions, certains chercheurs argueront que l'hétérogénéité ethnique nuit à l'expression du soutien à la démocratie (Lühiste, 2008 : 298).

S'il existe des désaccords concernant l'effet de l'âge ou de l'appartenance ethnique sur l'appui à la démocratie, d'autres variables génèrent, toutefois, une quasi unanimité. La troisième sous-catégorie de facteurs sociaux, liée à la question de développement humain, est un exemple parfait. Abordée par virtuellement tous les chercheurs qui se penchent sur l'appui à la démocratie, la variable de l'éducation est régulièrement associée à l'expression d'opinions favorables à la démocratie (Lagos, 2008 : 112 ; Graham et Sukhtankar, 2004 : 372 ; Nathan, 2007 : 13 ; Geddes et Zaller, 1989 : 338 ; Brantton, 2007 : 10 ; Rose, 2002 : 108). Ainsi, il existe très peu de désaccords sur le fait que l'instruction contribuerait à l'attachement à la démocratie. Si la relation entre les variables est positive, elle ne serait toutefois pas parfaitement linéaire (Booth et Seligson, 2009). L'expression d'opinions favorables à la démocratie commencerait véritablement à se faire sentir à partir du moment où les individus terminent l'école primaire pour, par la suite, suivre une progression alors que ces derniers accumuleraient les années d'instruction. Globalement, nous pouvons cependant affirmer qu'au fur et à mesure que les citoyens progressent dans leur

cheminement pédagogique, plus de chance il y a qu'ils aient des attitudes démocratiques (PNUD, 2004 : 137), ou plutôt, qu'ils expriment des opinions favorables à la démocratie. Il y a donc lieu de croire que l'éducation donne les outils pour identifier les valeurs démocratiques, s'exprimer positivement à leur sujet et s'éloigner des idéaux autoritaires.

Il est évidemment impossible de répertorier l'ensemble des variables qui influencent les citoyens à affirmer qu'ils appuient la démocratie. Le grand nombre de variables mises en cause pousse d'ailleurs certains politologues à identifier des grandes tendances qui permettent de schématiser les attitudes des citoyens. Par exemple, Ronald Inglehart estime que l'appui à la démocratie est, en fait, déterminé par un ensemble de valeurs liées à l'expression personnelle qui émergerait dans les sociétés postindustrielles (2003 : 57). Ainsi, selon cette logique, les citoyens des pays qui arrivent à un niveau élevé de développement se détacheraient des valeurs « de survie » pour embrasser celles liées aux libertés.

L'examen des variables qui influencent l'expression de l'appui à la démocratie nous donne quelques indices sur ce qui expliquerait la faible propension des Guatémaltèques à afficher leurs préférences démocratiques. D'abord, en évoquant les facteurs politiques, rappelons que les Guatémaltèques sont peu enclins à participer aux élections⁹. Le taux élevé de l'abstention implique donc qu'un nombre restreint de citoyens ressentiront un attachement aux gouvernements. Par exemple, en 2007, lors du deuxième tour de l'élection présidentielle, un électeur sur deux seulement se présenta devant les urnes. Au total, moins d'un citoyen sur quatre donna son appui au candidat victorieux, Álvaro Colom. Avec un soutien aussi mince, l'administration du président Colom disposait d'une très fragile base d'appui. Avant même d'entrer en fonction, nous pouvons affirmer que le président élu faisait face à l'insatisfaction ou à l'indifférence de trois quarts de la population adulte du pays qu'il devait diriger. Lorsque la forte majorité de la population est aussi détachée des élus, l'expression du soutien à la démocratie peut facilement s'en trouver affectée.

⁹ Nous faisons cet énoncé en nous référant aux taux de participation lors des trois élections et du référendum qui ont été organisés entre 1999 et 2010.

Dans les recherches citées plus haut, nous identifions des facteurs sociaux qui, selon des experts, influenceraient les opinions. En étudiant brièvement ces facteurs, nous constatons que le Guatemala fait face à des défis de taille qui pourraient contraindre l'expression de l'attachement à la démocratie. Par exemple, en nous intéressant à la violence, nous constatons que le pays est aux prises avec de très graves problèmes. Selon les données de 2008 du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Guatemala est le troisième pays le plus violent d'Amérique centrale (avec 45,2 homicides pour 100 000 habitants) après le Salvador (51,8 homicides) et le Honduras (60,9 homicides). Dans la capitale, Ville de Guatemala, le niveau de violence dépasserait les 100 homicides pour 100 000 habitants¹⁰. Face à un tel niveau de violence, il est fort possible que les opinions des résidents de la capitale (qui rejetèrent avec une forte majorité la candidature de l'ex-président Colom en 2007) sur la démocratie aient été affectées lors des différentes enquêtes des sondeurs au cours des dernières années. Ainsi, il semble convenable de croire que l'effet combiné de la violence et du peu d'attachement au gouvernement contribuèrent à ce que de nombreux *capitalinos* aient eu comme réflexe de tourner le dos à la démocratie lorsqu'ils furent interrogés sur le sujet par des sondeurs au cours des dernières années.

La violence est certes une question importante mais ces effets inégaux (d'une région à une autre) n'expliquent sans doute pas entièrement pourquoi, globalement, le Guatemala est l'un des pays d'Amérique latine où les citoyens appuient le moins la démocratie. Après tout, dans la région centraméricaine, d'autres pays sont plus sévèrement affectés par le problème de la violence et de l'insécurité. D'autres éléments doivent donc être retenus. Au nombre des facteurs

¹⁰ En 2005, le taux d'homicide atteignait 108 cas pour 100 000 habitants dans la capitale du pays. (AZPURU Dinorah et BLANCO Ligia. « Guatemala 2007: Un año de Contrastes para la Democracia ». *Revista de Ciencia Política*, 2008, vol. 28, n° 1, p. 218). Notons qu'en 2009, le nombre de décès violents en Irak fut de 4644 (ROMERO Simon. « Venezuela, More Deadly than Iraq, Wonders Why ». *The New York Times* [en ligne]. 22 août 2010, [consulté le 11 septembre 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com/2010/08/23/world/americas/23venez.html>), ce qui représente un taux d'environ 16 homicides par 100 000 habitants. Globalement, avec une moyenne de 23 assassinats par 100 000 habitants, l'Amérique latine est la région la plus violente du monde. (« Latinoamérica es la región del mundo con mayores índices de violencia ». *Estrategia Negocios* [en ligne]. 16 septembre 2011, [consulté le 16 septembre 2011]. Disponible sur : <http://www.estrategiaynegocios.net>)

sociaux auxquels nous portons attention, figure le faible niveau d'instruction des Guatémaltèques. Soulignons que les indicateurs sur la question sont particulièrement défavorables. Par exemple, le Guatemala affiche, avec Haïti, la plus faible moyenne d'années d'instruction qu'un élève peut recevoir dans le continent. Les problèmes d'accès à l'éducation se reflètent aussi dans la forte proportion de gens qui ne savent ni lire ni écrire. En 2010, le PNUD enregistrait un taux d'analphabétisme d'environ 25% chez les 15 ans et plus. Dans l'isthme centraméricain, le Guatemala est en quelque sorte le pays qui est le plus civiquement désavantagé. Si l'école est un lieu où les élèves et les étudiants acquièrent des connaissances pour devenir des citoyens démocratiquement actifs et compétents, il semble presque prévisible que les Guatémaltèques soient nombreux à s'abstenir d'exprimer des opinions favorables à la démocratie.

Ce premier examen des opinions est certes intéressant mais nous devons faire preuve de prudence dans nos propos. S'il est vrai que de nombreux éléments semblent miner l'énonciation de points de vue qui reflètent l'attachement à la démocratie au Guatemala, nos premières observations ne demeurent que très préliminaires. D'un point de vue empirique, notre prudence est notamment justifiée par les enseignements de Bourdieu, qui invitait les utilisateurs de données de sondage à ne pas cacher sous le tapis les résultats qu'ils ne pouvaient facilement catégoriser. À ce sujet, soulignons que si le Guatemala est le pays où l'on retrouve le plus faible taux de citoyens qui affirment que la démocratie est toujours préférable, c'est aussi un endroit où l'on enregistre la plus forte proportion de sondés qui refusent de se prononcer ou qui affirment ne pas avoir de point de vue sur le sujet (LAPOP, 2010). Par ailleurs, d'un point de vue théorique, nos précautions sont justifiées par les enseignements de David Easton, qui en décomposant la notion d'appui, nous pousse à prendre du recul par rapport aux indicateurs qui permettraient, à l'aide d'une question unique, de mesurer l'appui à la démocratie. La notion de soutien étant tout sauf monolithique¹¹, il semble inadéquat de croire que le fait de préférer (ou non) la démocratie à l'autoritarisme résume l'essentiel des attitudes qu'une personne peut avoir sur un régime, un gouvernement, les droits politiques, les acteurs qui participent au jeu politique, etc. Également d'un point de vue

¹¹ En anglais, Easton écrivait : « *support is not all of a piece* ». (EASTON David. « A Re-Assessment of the Concept of Political Support ». *British Journal of Political Science*, 1975, vol. 5, n° 4, p.437).

théorique, la prudence dont nous faisons preuve trouve sa source dans les enseignements de Guillermo O'Donnell, qui invite ses lecteurs à s'intéresser à la condition « d'inter-temporalité » de la démocratie (1999 : 177). En nous inspirant des réflexions du politologue argentin, nous nous interrogeons sur la résilience des points de vue. Nous doutons que le fait d'exprimer (ou non) un appui à la démocratie dise quoi que ce soit sur la solidité des convictions. Soulignons que la résilience des opinions peut rapidement être mise à l'épreuve dans une région où la démocratie rencontre régulièrement d'importantes difficultés.

C. Hypothèses de travail, propositions et démarche méthodologique

Les arguments présentés dans cette thèse reposent sur l'hypothèse centrale que *l'appui à la démocratie est un objet multiface et malléable*¹². Pourquoi attribuer de telles propriétés à notre objet de recherche ? Dans un premier temps, nous estimons qu'il est imprudent de réduire le soutien à la démocratie à sa plus simple expression en nous fiant à un petit nombre d'indicateurs abstraits¹³. Cette façon de faire risque de nous mener, au mieux, à analyser les perceptions des citoyens sur un sujet qui est partiellement ou mal défini. Nous croyons qu'il est plus judicieux de déconstruire la notion d'appui à la démocratie en ayant recours à divers indicateurs qui sauront capturer les différentes faces de notre objet. Pour identifier ces dernières, nous nous référons notamment aux conditions préalables à la polyarchie telles qu'élaborées par Robert Dahl au début des années soixante-dix. Ainsi, lorsque nous nous penchons sur les points de vue sur la démocratie, nous proposons, entre autres, d'évaluer les réponses aux questions de sondage sur la tenue d'élection justes et libres, sur le droit de vote, sur la liberté d'expression, etc. Par la même occasion, nous tentons d'évaluer la profondeur des positions exprimées en ayant recours à des indicateurs qui ont différents niveaux d'abstraction. Nous considérons que

¹² Bien que « prismatique » soit un terme linguistiquement plus approprié que « multiface » afin de décrire le concept de l'appui à la démocratie, nous optons pour ce dernier. Affirmer qu'un objet est à la fois prismatique et malléable serait quelque peu contradictoire, un prisme étant connu pour sa rigidité.

¹³ En partie pour des raisons de coûts, les sondeurs limitent souvent le nombre d'indicateurs qu'ils utilisent. Cette situation les pousse souvent à utiliser des questions très abstraites qui résumeront des attitudes complexes. Plus loin, nous discuterons de la pertinence de demander aux citoyens, par exemple, s'ils préfèrent la démocratie à l'autoritarisme.

c'est véritablement en disséquant la notion d'appui à la démocratie (en termes de faces et de profondeur) que nous obtiendrons l'image la plus fidèle des opinions. Les nuances qui apparaissent en procédant ainsi nous permettent par ailleurs de cerner les logiques de raisonnement qui guident les citoyens dans leurs positionnements vis-à-vis de la démocratie.

L'appui à la démocratie est certes composé de plusieurs faces mais cette propriété ne l'empêche pour autant pas d'être malléable. La flexibilité de notre objet d'étude est observable de plusieurs façons. Dans un premier temps, le soutien à la démocratie ainsi qu'aux droits et aux libertés est en partie conditionné par le contexte ou la conjoncture. Cette caractéristique explique pourquoi dans des circonstances extraordinaires, il paraîtra acceptable aux yeux de certains citoyens de suspendre la démocratie (ou des droits), alors que dans un contexte de normalité, ils s'y seraient opposés. Ensuite, nous considérons que l'appui à la démocratie est malléable dans la mesure où les citoyens ont tendance à ajuster leurs demandes démocratiques en fonction de l'offre en la matière. Par ailleurs, la flexibilité des opinions sur la démocratie est observable à travers du peu de rigidité dont font preuve les citoyens dans leurs manières de se positionner vis-à-vis de la démocratie. Rappelons qu'il est exceptionnel que les sondés acceptent ou rejettent intégralement tous les principes de la démocratie. Les citoyens prendront dans leur forte majorité généralement « ce qu'ils aiment » de la démocratie et mettront de côté ce envers quoi ils sont moins à l'aise. La flexibilité de l'appui à la démocratie se manifeste également alors que les sondés optent tantôt pour exprimer une opinion claire sur la démocratie, tantôt pour s'abstenir de tout commentaire. En d'autres mots, des citoyens dans leur grande majorité ne sont ni totalement démocrates, ni totalement autoritaires, ils exprimeront à travers leurs réponses aux enquêtes de sondage une sorte de positionnement plastique vis-à-vis de la démocratie.

Multiface et malléable, les deux propriétés que nous attribuons à notre objet de recherche guident l'élaboration, dans notre travail, de trois hypothèses secondaires. Comme première sous-hypothèse, nous proposons que *les points de vue des citoyens sur la démocratie soient, par moment, largement influencés par les circonstances*, ce qui veut dire qu'ils sont susceptibles d'évoluer selon les événements qui se produisent sur la scène politique. Si elles peuvent rapidement se transformer pour devenir plus ou moins favorables à la démocratie, les

opinions peuvent aussi être statiques, notamment en période de stabilité politique. Cette caractéristique nous amène à proposer une seconde sous hypothèse : *si aucun évènement extraordinaire ne se produit, les citoyens prendront position sur la démocratie sur la base de logiques de raisonnement qui reposent largement sur la stabilité et l'ambivalence de leurs préférences et leurs valeurs*. Les deux premiers postulats placent le contexte (élément externe) et les valeurs (élément individuel) au centre de notre analyse des points de vue sur de la démocratie. Notre discussion nous amène à examiner ces deux éléments de façon séparée. Cependant, combiner leur analyse peut nous apporter des indices afin de comprendre pourquoi les citoyens affichent souvent des points de vue paradoxaux, par exemple, en affirmant être insatisfaits de la démocratie et du gouvernement et en s'opposant à ce que les gens qui critiquent le gouvernement s'impliquent dans le jeu politique. Ce type d'opinion repose en partie sur des valeurs et sur l'évaluation que font les citoyens de l'offre en démocratie. Comme troisième hypothèse secondaire, nous proposons d'examiner la supposition suivante : *plus les citoyens ont des réserves quant à la capacité de l'État de faire fonctionner la démocratie, plus leurs demandes en matière de démocratie, reflètent des tensions entre l'idéal démocratique et la pratique de celui-ci*.

Les hypothèses que nous proposons sont testées respectivement dans les troisième, quatrième et cinquième chapitres de cette thèse. Avant d'examiner ces postulats, nous devons préalablement préparer le terrain de notre recherche. À cette fin, nous soumettons deux propositions, une première, d'ordre empirique, concernant la culture politique guatémaltèque et une deuxième, d'ordre méthodologique, relative aux sondages comme instrument de mesure des opinions. Dans un premier temps, nous avançons qu'il est imprudent d'analyser la culture politique guatémaltèque en partant du point de vue qu'elle est le lieu d'expression de fortes tendances autoritaires. Nous préférons amorcer nos recherches en proposant qu'il existe, au Guatemala, un profond fossé entre les citoyens et leur démocratie. Ce fossé, qui prend une forte dimension ethnique, ou *Indigenista*, a une incidence à plusieurs niveaux sur les rapports qu'entretiennent les Guatémaltèques avec le monde politique. À la base, une bonne partie des comportements politiques et des opinions propres aux *Indígenas* et aux *Ladinos* que nous distinguons est mise en évidence à l'aide de sondages d'opinion. Compte tenu de l'importance fondamentale que prennent ces derniers dans nos recherches, nous devons leur accorder une attention particulière. Comme

deuxième proposition, nous estimons que toutes les enquêtes d'opinion et tous les indicateurs utilisés dans celles-ci pour mesurer l'appui à la démocratie ne se valent pas. Cette proposition nous amène d'ailleurs à nous intéresser aux techniques employées pour cerner et recueillir les opinions.

Afin d'étudier nos propositions et nos hypothèses de travail nous avons largement eu recours aux bases de données des grandes enquêtes internationales. Un grand nombre de nos analyses statistiques a d'ailleurs été réalisé à l'aide du logiciel Stata 10. Toutefois, lorsque notre budget ne nous permettait pas de nous procurer les fichiers de données (sous la forme de feuilles de calculs), nous avons opté pour l'utilisation de tableurs mis à la disposition des internautes sur les sites des grandes enquêtes. Une partie des sources utilisées dans cette thèse proviennent également de rapports produits par de plus petites firmes de sondage, qui ne donnent habituellement pas accès à leurs données primaires.

Nos sources ne se limitant pas aux données d'enquêtes, nous avons effectué d'intenses recherches bibliographiques dans des universités guatémaltèques, françaises et canadiennes. Nos recherches sur le Guatemala ont été conduites dans ce pays à trois reprises (entre 2008 et 2010) pour effectuer des séjours d'une durée variant de vingt à trente jours. Notre première visite de terrain fut de nature exploratoire, nous permettant ainsi de repérer des lieux de recherches et de tisser de premiers contacts avec des politologues du pays. Lors de notre deuxième visite nous avons principalement effectué des recherches bibliographiques, notamment dans les archives de la Bibliothèque nationale où nous avons consulté un grand nombre de journaux et de revues spécialisées parus en 1993 alors que le Guatemala connaissait son premier coup d'État de l'ère « démocratique ». Dans le cadre de notre troisième visite, nous avons effectué des entretiens avec des chercheurs ainsi qu'avec un acteur politique de premier plan : le Général Otto Pérez Molina, investi à la présidence au début de l'année 2012. Par ailleurs, nos recherches nous ont amené à Washington D. C. où nous nous sommes entretenus avec un ancien ambassadeur du Guatemala. Afin d'élargir nos sources, nous avons effectué de brèves recherches bibliographiques en marge de missions d'observations électorales réalisées au Costa Rica, au Salvador et au Pérou.

D. Éléments de discussion et organisation de nos travaux

La présente thèse est constituée de cinq chapitres. Passons en revue ce qui retiendra notre attention dans chacun d'entre eux. Nous amorçons nos recherches en nous penchant sur le thème de la culture politique. Bien qu'il s'agisse là d'un sujet très vaste, nous estimons qu'il est tout à fait utile de nous y intéresser. Deux raisons peuvent d'ailleurs être évoquées. D'abord, au cours de la dernière décennie, le Guatemala a reçu relativement peu d'attention dans le domaine de l'étude politique. En fait, si le pays de quinze millions d'habitants est largement connu pour ses problèmes de violence et de narcotrafic, on sait très peu de chose sur les comportements et sur les opinions de ses citoyens. Identifier les principales « habitudes politiques » des Guatémaltèques nous permettra ainsi de nous familiariser avec notre cas d'étude avant de nous engager dans une analyse plus approfondie. Par ailleurs, nous estimons que nous intéresser à la culture politique sous un angle théorique s'avérera un exercice fructueux. Riches en idées, les débats sur la relation entre culture et démocratie nous permettront d'établir des principes directeurs qui nous guideront tout au long de nos recherches.

Il est serait difficile d'étudier le thème de l'appui à la démocratie sans nous attaquer de front à la variable culturelle. Le premier chapitre de cette thèse se penche sur la culture politique et examine les arguments qui établissent un lien entre les problèmes que connaissent les démocraties latino-américaines et des cultures qui seraient défavorables à la démocratie. Nos discussions seront amorcées en évoquant le point de vue voulant qu'il existe au Guatemala un consensus autre que celui de l'appui à la démocratie. Ce point de vue est souvent défendu par des politologues qui, en analysant les résultats d'enquêtes d'opinion, concluent que les Guatémaltèques sont peu nombreux à être satisfaits de la démocratie, à sympathiser avec les partis politiques, à démontrer de l'attachement pour les institutions de la démocratie, etc.

Les particularités des attitudes des Guatémaltèques sont souvent mises en évidence à l'aide de comparaisons. Dans le premier chapitre, nous proposons de comparer les habitudes et les opinions politiques de ces derniers avec celles des citoyens des autres pays de l'isthme centraméricain (Belize, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica et Panama). Cet exercice nous permettra de mieux cerner, dans son contexte régional, ce qui caractérise la culture politique du

Guatemala. À ce sujet, nous observerons notamment que la participation aux élections est généralement plus faible au Guatemala qu'elle ne l'est ailleurs. L'abstentionnisme électoral au Guatemala ne peut toutefois être interprété comme un désintérêt marqué et généralisé pour la démocratie, d'autres formes de participation politique étant particulièrement prononcées dans le pays.

En plus des comparaisons entre pays, nous proposons de mettre en relief les différences qui existent au sein même de la société guatémaltèque. À ce sujet, nous tenterons d'identifier les « traits » propres aux *Indígenas* et aux *Ladinos*. Brièvement, nous établirons que les premiers tendent à être moins enclins à énoncer leurs opinions sur la politique que ne le sont les seconds. En fait, contrairement aux observateurs qui affirment que les *Indígenas* sont des acteurs politiques passifs, nous déterminerons plutôt qu'ils sont très divisés entre, d'une part, ceux qui participent activement à la vie politique et, d'autre part, ceux qui en sont exclus (ou qui s'en excluent eux-mêmes).

Nos recherches aborderont également des questions de nature théorique. Nous examinerons les arguments et contre-arguments qui établissent un lien entre culture et démocratie. Le fondement de ces débats repose essentiellement sur la direction de la causalité entre les deux variables. Alors que certains chercheurs estiment que la culture influence le type d'institutions et de régimes politiques, d'autres jugent que la « structure » est ce qui façonne la culture. Quelle est la pertinence de passer en revue une causalité déjà maintes fois analysée ? Les discussions sur la culture et la démocratie nous permettront de renforcer notre démarche de recherche en vue de l'étude du thème de l'appui à la démocratie. En puisant dans les débats théoriques et en évaluant ce qui en ressort, nous reconnaitrons, entre autres, l'importance d'examiner les opinions et les comportements politiques en les rendant indissociables du contexte politique dans lequel ils sont relevés. Plus concrètement, nous jugerons malavisé d'expliquer les opinions sur la démocratie au Guatemala sans aborder l'ambiguïté qui plane autour de cette même démocratie ce pays. En fait, il y a lieu de croire que ce dernier alimente, d'une certaine façon, la forte perplexité que ressentent plusieurs Guatémaltèques lorsqu'ils sont interrogés sur la démocratie. La cause de ce flou est consubstantielle à un contexte politique dans lequel le mot « démocratie » a longtemps été employé pour décrire des régimes qui violaient les principes de droit et de liberté. L'ambiguïté ressentie par plusieurs citoyens

alors qu'on leur demande d'énoncer une opinion sur « la démocratie » s'accompagne souvent d'un doute quant au fait que leur pays serait véritablement démocratique.

Dès la première phase de nos recherches nous tentons de faire preuve de nuance. Par exemple, nous évitons de décrire les Guatémaltèques comme étant simplement portés à l'apathie ou au désintérêt politique. Le fait que la participation politique s'organise largement en marge des partis politiques, que de nombreux citoyens ne participent pas aux scrutins ou encore que plusieurs sondés ne s'expriment pas ouvertement sur la « démocratie » ne justifie pas l'étiquetage de la culture politique du Guatemala comme étant « autoritaire » ou incompatible avec la démocratie. Derrière les comportements observés se cachent des attitudes complexes que nous aurions tort de dissocier de l'environnement dans lequel elles sont relevées.

Avant d'entamer l'examen des opinions et de leurs liens avec le contexte, nous jugeons opportun d'effectuer une parenthèse méthodologique. Le deuxième chapitre de cette thèse a pour objectif d'approfondir nos connaissances au sujet des sondages d'opinion et, plus particulièrement, des grandes enquêtes internationales, aussi appelées baromètres. Comme l'indiquent Anthony Heath *et al.*, depuis le début de la dernière décennie, la production des enquêtes s'est rapidement répandue allant des pays industrialisés aux pays moins développés (2005 : 311). Le phénomène de « mondialisation de la recherche sur l'opinion publique » décrit par les auteurs nous permet aujourd'hui d'avoir accès à une quantité considérable d'informations sur les opinions des Guatémaltèques et des citoyens qui habitent d'autres pays d'Amérique latine. Cependant, la disponibilité de cette information et surtout la publication de nombreux rapports où sont schématisés les points de vue poussent parfois les étudiants à utiliser les données d'enquêtes sans s'interroger préalablement sur la manière dont elles ont été recueillies. Ainsi, il semble important d'examiner à la fois ce que sont les concepteurs des grandes enquêtes et de quelle manière est amassée l'information mise à notre disposition.

L'un des principaux avantages associés à l'utilisation de données « prêtes à l'emploi » est qu'elles épargnent aux politologues la très lourde et coûteuse tâche de mener eux-mêmes des enquêtes auprès de centaines de personnes qui résident dans plusieurs pays. S'ils économisent temps et argent, les utilisateurs

de données doivent néanmoins composer avec une contrainte notable. Leurs sources primaires sont basées sur des questionnaires uniques où figurent des indicateurs qui ne conviennent peut-être pas entièrement à leurs besoins. Bref, afin de retirer le maximum des grandes enquêtes, il convient de bien connaître en quoi elles consistent et sur quelle méthodologie elles reposent. C'est dans cette optique que nous entreprenons notre deuxième chapitre.

Au Guatemala, la plupart des sondages (de nature politique) qui sont réalisés par des firmes nationales ont pour but d'évaluer les intentions de vote des électeurs. Ces enquêtes, généralement commandées par les partis politiques ou par les journaux, n'abordent que très rarement la question de l'attachement des citoyens à la démocratie. En contrepartie, les groupes de sondages internationaux tels le *Latinobarómetro* et l'*AmericasBarometer* (LAPOP) effectuent périodiquement des enquêtes qui ont parmi leurs objectifs d'évaluer les opinions des Guatémaltèques sur la démocratie. Le second chapitre de cette thèse s'attarde sur les travaux des deux principaux baromètres qui opèrent au Guatemala et ailleurs en Amérique latine. En examinant ces baromètres sous divers angles, nous observons des différences marquées tant au niveau de leurs populations cibles, des indicateurs qu'ils utilisent, que de l'information qu'ils divulguent sur les procédures de recueil des données.

Outre les travaux du *Latinobarómetro* et du LAPOP, nous passerons notamment en revue ceux du *World Values Survey*, de l'*International Social Survey Programme*, de l'Eurobaromètre et de l'*Afrobarometer*. Même si ces baromètres n'opèrent pas au Guatemala, il est approprié de nous y intéresser afin de parfaire nos connaissances sur les enquêtes internationales et nous familiariser avec les différentes manières de mesurer l'appui à la démocratie en Amérique latine comme ailleurs. Nous proposons d'examiner les travaux des principaux baromètres en portant attention aux techniques employées par ceux-ci pour recueillir les opinions des citoyens et, plus particulièrement, pour évaluer leurs préférences démocratiques.

Notre intérêt pour les indicateurs employés dans les enquêtes internationales pour mesurer l'appui à la démocratie nous amène à constater que ceux-ci sont aussi nombreux que diversifiés. Afin de mieux identifier les fonctions et les caractéristiques de ces indicateurs, nous élaborons une typologie en cinq catégories. Nous distinguons ainsi les indicateurs monolithiques de ceux de types

polyarchique, « bathymétrique » (qui sert à mesurer la profondeur des opinions) et référentiel au contexte. Particulièrement critiques envers les indicateurs monolithiques qui cherchent à connaître le niveau de soutien des citoyens à un objet aussi abstrait que « la démocratie », nous tentons, dans nos recherches, d'avoir davantage recours aux autres types de questions de sondage.

Les deux premiers chapitres sont certes très différents l'un de l'autre, mais ils ont tous deux comme but de préparer notre réflexion sur la manière dont s'articule l'appui à la démocratie. Cette réflexion se fait principalement en nous penchant sur l'influence qu'exercent le contexte politique et les valeurs des citoyens sur les opinions. Afin de bien expliquer l'effet du contexte, nous développons dans le troisième chapitre un outil d'analyse que nous intitulons « le temps court de l'appui à la démocratie ». À l'aide de ce dernier, nous démontrons que dans certaines circonstances, les opinions sur les droits, les libertés et les procédures démocratiques peuvent devenir très malléables. Cette malléabilité est observable et mesurable d'au moins deux façons. D'abord, il est possible d'interroger les citoyens pour savoir si, dans des circonstances précises (par exemple, en cas d'une hausse marquée de l'inflation ou de graves tumultes sociaux), ils appuieraient des mesures restrictives en matière de droits et de libertés. Des moyens moins hypothétiques sont également à notre disposition. Il est aussi possible d'examiner les opinions à des moments où les citoyens furent « réellement » confrontés à une crise politique ou à des événements extraordinaires.

Dans nos travaux nous nous penchons sur le temps court des opinions. Afin de développer un instrument qui nous permettra de comprendre de quelle manière évoluent les opinions lors de circonstances extraordinaires (c'est-à-dire dans des situations de crise ou de tumultes politiques), nous puisons dans les théories de la psychologie politique, et notamment dans les théories des perspectives et des bifurcations. L'instrument d'analyse que nous proposons sert à expliquer comment les attitudes sur des mesures non-démocratiques (ou non constitutionnelles) peuvent rapidement se transformer en devenant plus favorables ou plus hostiles à la démocratie. Ces changements soudains des points de vue des citoyens (lorsqu'ils se produisent) sont étroitement liés à l'évaluation que font ces derniers de la conjoncture. Par exemple, pensons à une situation où les citoyens réagiraient à une crise politique menaçante à leurs yeux.

Plus les citoyens se sentiront vulnérables à la menace en question, plus ils tendront à appuyer des mesures extraordinaires destinées à apaiser la situation et à rétablir un retour à la normale. Lors de situation de crise, la volonté d'endiguer la menace rend, en quelque sorte, secondaires les considérations d'ordre démocratique, ce qui permet aux dirigeants politiques de mettre en œuvre des mesures non-démocratiques ou qui ont l'effet d'amenuiser les droits et les libertés. Toutefois, il est prévisible que l'appui à de telles mesures restrictives s'essouffera rapidement si ces dernières étaient maintenues quand la situation tendrait à se normaliser. À l'inverse, la réaction des citoyens pourrait être de vouloir protéger les principes de la démocratie s'ils jugeaient que les dirigeants tentaient d'imposer des restrictions excessives ou inutiles par rapport à la gravité de la situation.

Dans cette thèse, nous tentons d'évaluer la « réactivité » des Guatémaltèques au contexte. Nos recherches se donnent précisément comme objectif d'analyser les attitudes dans ces circonstances extraordinaires. Pour examiner la facette circonstancielle de l'appui à la démocratie, nous utilisons les grandes enquêtes¹⁴ et nous nous basons principalement sur les indicateurs de type référentiel. Bien que ces indicateurs mesurent des opinions concernant des événements hypothétiques, ils nous fournissent tout de même des renseignements utiles sur la propension des Guatémaltèques à accepter (ou à rejeter) des mesures non-démocratiques. Comme nous le constaterons, de façon générale, les Guatémaltèques qui affirment qu'ils appuieraient des mesures non-démocratiques sont généralement minoritaires. Malgré ce constat, nous observons tout de même que les Guatémaltèques présentent une sensibilité particulière à la criminalité, les poussant à affirmer qu'ils seraient ouverts à l'emploi de mesures non-démocratiques afin de contrer une poussée de criminalité. Dans l'ensemble, les Guatémaltèques restent toutefois aussi attachés à la démocratie, et particulièrement lorsque les enquêteurs évoquent la possibilité d'avoir recours à l'armée pour gouverner le pays.

¹⁴ Notre intérêt pour les grandes enquêtes s'explique en partie par le fait qu'elles sont les principales sources sur les opinions dans une région (et un pays) où assez peu d'études nationales sont réalisées. Le fait qu'il existe peu de données nationales a d'ailleurs amené de nombreux chercheurs à utiliser les résultats des enquêtes-baromètre, mais sans nécessairement s'interroger sur leur fiabilité.

L'analyse du temps court de l'appui à la démocratie s'effectue aussi en nous intéressant à des faits « vécus ». En examinant l'histoire démocratique du Guatemala nous constatons qu'un certain nombre d'évènements ont pu, à des moments particuliers, affecter les opinions des citoyens sur les droits, les libertés et les procédures constitutionnelles. L'un de ces événements parmi les plus importants est la tentative de coup d'État civil orchestrée par le président Jorge Serrano en 1993. Nous proposons d'analyser ce coup d'État et de comprendre ce qui a amené les Guatémaltèques à s'y opposer. La décision d'analyser la réaction des citoyens à cet événement est en partie liée à son potentiel de comparaison, ou plutôt, à la possibilité d'établir des parallèles avec d'autres coups d'État qui se sont produits ailleurs en Amérique latine. Les comparaisons entre l'*autogolpe* de 1993 et d'autres événements similaires nous permettent à la fois d'en apprendre davantage sur la réaction des Guatémaltèques et, bien entendu, de pouvoir tester la pertinence de nos arguments de temps court de l'appui à la démocratie. Dans nos recherches nous comparons la manœuvre anticonstitutionnelle de Serrano au coup d'État effectué en 1992 par le président péruvien d'Alberto Fujimori ainsi qu'au renversement du gouvernement de Manuel Zelaya au Honduras en 2009. Il est intéressant de noter que dans ces trois cas, les citoyens ont réagi de manière différente. Nous constaterons que ces différences sont étroitement liées à la question du contexte et de l'évaluation de celui-ci qu'ont fait les citoyens des trois pays de celui-ci. Si les Guatémaltèques estimaient que les difficultés sociopolitiques qui menèrent Serrano à s'engager dans une démarche autoritaire ne justifiaient en rien un coup d'État, la gravité de la crise que connaissait le Pérou en 1992 favorisa l'approbation de nombreux Péruviens au coup d'État. Le Honduras, quant à lui, fait figure de cas intermédiaire, où la population était beaucoup plus divisée sur les manœuvres militaires mises de l'avant pour forcer le renvoi du président. Cette division n'était pas étrangère au contexte, qui, bien que marqué par des tensions entre le président déchu et ses opposants, ne laissait pas tout à fait présager une crise que les institutions de l'État auraient pu résoudre.

Plus haut, nous proposons l'idée que l'appui à la démocratie était une notion multifacette. Nos travaux se donnent d'ailleurs comme mandat d'explorer l'une des faces de l'appui à la démocratie en étudiant les opinions des citoyens dans des circonstances extraordinaires. Cependant, si le soutien à la démocratie est par moment étroitement lié au contexte, il est aussi détaché de celui-ci. En

fait, nous estimons qu'en plus d'être malléables (donc sensibles aux évènements), les opinions sur la démocratie peuvent aussi être rigides et stables, constituant une autre caractéristique importante du phénomène que nous examinons. La dureté et la durabilité des opinions dont il est ici question sont régulièrement observables lorsqu'on interroge les citoyens sur ce qu'ils pensent, en général, des principes de la démocratie. Le quatrième chapitre de cette thèse se penche sur ce que nous nommons, le temps long de l'appui à la démocratie.

Cette thèse s'intéresse à la question de la stabilité et de la cohérence des opinions sur la démocratie. Avant de présenter ce qui retiendra notre attention dans le reste de cette thèse, nous jugeons convenable de revenir sur des arguments qui cherchent à démontrer que les points de vue des citoyens ne sont ni stables ni cohérents. Ces observations sont notamment celles de Converse et de Zaller, qui se sont intéressés à la persistance des opinions et aux liens entre celles-ci. Selon le premier des deux chercheurs, les réponses données par la majorité des gens dans les sondages sont souvent aléatoires et ne sont généralement pas ancrées dans une structure d'attitudes définies (1975 : 89). Énoncés de manière spontanée (Converse et Dupeux, 1962 : 17), les points de vue auraient nécessairement tendance à être instables dans le temps. Moins porté à croire que les citoyens participent aux enquêtes comme s'ils jouaient à un jeu de hasard, mais s'interrogeant également sur la profondeur et la stabilité des opinions, Zaller estime que la plupart des gens prennent position en puisant dans les idées qui leur viennent immédiatement en tête au moment où ils répondent aux questions des sondeurs. Le politologue juge ainsi que si l'on interroge les citoyens à plus d'une reprise sur un même sujet, il faudra s'attendre à ce que leurs opinions changent puisque celles-ci reposeront d'une fois à l'autre sur « des considérations différentes » (1992 : 36). Évidemment, ces constats mettent en doute la possibilité que les citoyens aient des opinions qui soient durables et consistantes. Bien que valables, ces conclusions, toutefois ne sont pas sans faille.

Des questionnements d'ordre méthodologique et conceptuel peuvent être évoqués concernant les observations de Zaller et de Converse. D'abord, notons que le premier développe son argumentation en examinant les réponses des sondés à des questions qui sont, dans certains cas, d'une grande complexité. Par exemple, le politologue analyse les opinions des Américains sur l'aide

qu'apportaient les États-Unis aux paramilitaires nicaraguayens à l'époque de la Guerre froide. Rappelons qu'aux États-Unis comme ailleurs, les questions de politique étrangère figurent parmi celles sur lesquelles les citoyens ont le plus de difficulté à répondre, souvent par manque de connaissances sur le sujet¹⁵. Sans doute conscient de ceci et voulant probablement éviter un trop grand nombre de sans-réponses, Zaller a parfois recours à de longs préambules qui accompagnent ses questions d'enquête. L'utilisation de d'indicateurs complexes, sur des thèmes difficiles à maîtriser, où plusieurs éléments sont évoqués en préambule, est une manière toute désignée pour que les sondés prennent position en se fiant à la première idée qui leur viendront en tête.

Si les conclusions de Zaller sont en partie critiquables pour des raisons méthodologiques, celles de Converse font parfois sourciller à cause du flou conceptuel sur lequel elles s'appuient. En effet, sans vraiment préciser pourquoi, Converse s'attend à ce que les citoyens expriment des points de vue qui seront idéologiquement cohérents avec des concepts utilisés en science politique. Par exemple, le politologue développe une partie de son argumentation sur la nature aléatoire des opinions en rappelant qu'un grand nombre de sondés expriment des points de vue qui sont détachés des « repères » libéraux-conservateurs (1964 : 214). Si ces repères sont bien connus de Converse, il est difficile de s'imaginer pourquoi les citoyens développeraient des opinions largement inspirées de ceux-ci. En fait, nous considérons qu'il est inadéquat de voir un manque de logique ou de certitude dans les propos des citoyens, lorsque ceux-ci expriment des points de vue qui démontrent à la fois des attitudes qui relèvent simultanément de la tendance libérale et conservatrice. Il est certainement malavisé de s'attendre à ce que les citoyens (même ceux qui ont des attitudes développées et définies) se rangeront complètement d'un côté ou de l'autre, sans adapter leurs opinions à leurs préférences. Nous pouvons penser à mille et une raisons pour qu'une personne soit plus libérale sur un sujet et plus conservatrice

¹⁵ Soulignons ce qu'écrivaient Jean Stoetzel et Alain Girard sur les questions de politique étrangère dans les sondages d'opinion. « Il est vrai [...] que le public s'abstient très souvent de se prononcer sur des questions de caractère international. Son information est pauvre sur ce qui se passe à l'étranger et des erreurs grossières accompagnent parfois l'ignorance. L'intérêt pour ces problèmes est peu marqué et les études sur la presse confirment ce diagnostic. » (STOETZEL Jean et GIRARD Alain. *Les sondages d'opinion publique*. Vendôme : Presses universitaires de France, 1973, p. 244).

sur un autre, sans que ceci n'ait quoi que ce soit à voir avec la légèreté de leurs opinions.

Faut-il s'étonner que les citoyens offrent des réponses chancelantes lorsqu'on leur soumet des questions complexes (tant dans le fond que dans la forme) ? Faut-il expressément voir des non-attitudes dans les points de vue qui ne respectent pas les repères idéologiques ? Dans le quatrième chapitre nous nous concentrons sur la durabilité des opinions, sur les logiques qui guident celles-ci en tâchant d'éviter quelques écueils. Nous croyons que les citoyens sont capables d'exprimer des opinions « sensées » sur la démocratie qui seront à la fois stables et ambivalentes. En prenant connaissance de ces précisions, nous nous doutons bien que certains se demanderont si le fait d'affirmer que les opinions concernant la démocratie peuvent être stables (dans le temps long) et malléables (dans le temps court) ne constitue pas une faille dans notre analyse. Dans cette thèse, nous considérons que les citoyens font preuve de flexibilité dans leur manière de se positionner vis-à-vis de la démocratie. En situation de crise, ils seront nombreux à ajuster leurs préférences en fonction des circonstances. En situation de normalité, ils seront nombreux à appuyer certains aspects de la démocratie tout en étant moins à l'aise ou moins enclins à s'exprimer favorablement vis-à-vis d'autres principes.

Dans le quatrième chapitre, nous nous penchons sur le thème de la stabilité des points de vue. La stabilité des opinions sur la démocratie est étroitement liée à la résilience des valeurs sur lesquelles elles reposent. Prenant forme à des moments « décisifs », les valeurs tendent à connaître une constance, à moins que des événements inhabituels ne viennent les relayer au second plan. Afin d'étudier cette durabilité, nous développons la notion de temps long de l'appui à la démocratie. Si cette notion est manifestement liée à des considérations temporelles, elle ne se limite pas à cela. En faisant preuve du plus de nuances possibles, nous étudions la problématique de l'assemblage des attitudes. Plus précisément, nous examinons l'articulation entre les points de vue concernant la démocratie. L'intérêt pour la connexion entre ces derniers s'explique largement par le fait que la grande majorité des citoyens affiche des attitudes qui ne sont ni pleinement démocratiques, ni complètement autoritaires. Nous tentons de comprendre ce qui explique les inclinations simultanément démocratiques et non-démocratiques. Notre discussion nous mènera à élaborer un schéma où seront

prises en considération deux différentes logiques empruntées par les sondés afin d'émettre des points de vue sur les principes de la démocratie. Notre réflexion visera à acquérir une meilleure compréhension des opinions pouvant sembler « inconséquentes » et détachées les unes des autres.

Après avoir fait un examen des questions théoriques, nos recherches étudieront les particularités des opinions des Guatémaltèques sur les principes de la démocratie. En nous référant aux différentes logiques de raisonnement que nous développons, nous déterminerons jusqu'à quel point les sondés font preuve d'ambivalence dans leurs propos. Comme nous le constaterons, il est fréquent que les Guatémaltèques appuient les idées abstraites de la démocratie tout en s'opposant à des principes plus concrets relevant pourtant de cette dernière. Nous observerons que les Guatémaltèques ne sont pas nécessairement plus ou moins ambivalents que les sondés des autres pays d'Amérique centrale. Toutefois, nous concluons qu'il semble exister au Guatemala une disposition relativement faible à l'idée d'accepter que les personnes qui critiquent le gouvernement prennent part au jeu politique.

Les logiques de raisonnement que nous exposons répondent à différentes façons de voir la démocratie. Alors que la logique verticale témoigne de la capacité des sondés à faire des liens entre les concepts généraux de la démocratie et les principes plus spécifiques liés à celle-ci, la logique horizontale met en évidence la propension des sondés à appuyer ou à rejeter les principes de droit sur la base de leur sensibilité ou leur aversion pour des groupes spécifiques qui souhaitent participer au jeu politique. Ce deuxième type de raisonnement laisse transparaître des opinions paradoxales. Dans le cinquième — et dernier — chapitre de cette thèse, nous tentons d'en apprendre davantage sur ce type d'opinions.

Que ce soit en plaçant le contexte ou les valeurs en toile de fond, nous constatons que les opinions sur la démocratie n'ont pas toujours la simplicité qu'on aimerait leur donner. Par exemple, il est tout à fait envisageable que des citoyens qui affirment être attachés à la démocratie appuient simultanément des mesures qui visent à suspendre la liberté d'expression d'un groupe d'individus qu'ils jugent menaçants. Ce type de paradoxe n'est qu'un exemple parmi tant d'autres que nous observons dans les enquêtes d'opinion. Nous proposons dans le dernier chapitre d'approfondir notre analyse de ces « contradictions ». Pour y

arriver, nous nous attardons à l'évaluation qu'effectuent les citoyens de l'offre en démocratie. Afin d'explorer conjointement les questions de l'offre et de la demande en démocratie, nous reviendrons sur la question de la culture politique et des réflexions théoriques sur les liens entre l'état de la démocratie et les préférences des citoyens. Nous portons une attention particulière aux arguments théoriques qui dépeignent le sondé « moyen » comme une personne qui est apte à évaluer le rendement des institutions démocratiques et à ajuster ses demandes en fonction de la capacité de ces dernières à gérer la vie politique.

Comment les Guatémaltèques évaluent-ils leur démocratie ? Nous tentons de répondre à cette question que nous abordons très brièvement au début de cette thèse. Nous constaterons que les Guatémaltèques figurent parmi les Centraméricains qui doutent le plus de la capacité des institutions à faire fonctionner la démocratie. Au sein de l'électorat guatémaltèque, nous observons que les citoyens qui jugent le plus sévèrement l'offre en démocratie sont souvent *Ladinos*, des opposants du gouvernement et des résidents des grandes villes. À l'inverse, ceux qui évaluent le plus favorablement l'offre en démocratie sont, dans de nombreux cas, *Indígenas*, des habitants de villages ou de petites villes et des citoyens fidèles au gouvernement. Ces citoyens sont non seulement très critiques envers les institutions de l'État mais ils estiment aussi, dans une forte proportion, que le Guatemala n'est aucunement une démocratie.

Les réserves des Guatémaltèques quant à l'offre en démocratie se démarquent de leurs demandes en la matière, qui, elles, restent assez soutenues. Dans la dernière partie de cette thèse, nous nous intéressons à l'écart entre les inclinations démocratiques des Guatémaltèques et les limites des institutions à répondre à celles-ci. Comme nous le verrons, la brèche entre, d'une part, les aspirations démocratiques des citoyens et, d'autre part, l'offre démocratique, favorise la formation de paradoxes ; comme si les sondés restaient, en théorie, démocrates mais que, dans la pratique, ils étaient fort préoccupés par l'incapacité des institutions à implanter un cadre légal garantissant la protection de leurs droits et le fonctionnement de l'appareil démocratique. Conscients de la vulnérabilité des institutions et des nombreuses demandes qui leur sont formulées, les Guatémaltèques afficheraient des « craintes prétorienne ». Plus précisément, ils soutiennent les grands principes de la démocratie tout en ayant de profondes inquiétudes quant aux

conséquences que pourrait engendrer une plus grande participation politique de différents groupes de la société alors que les institutions arrivent mal à imposer le respect des lois, à promouvoir l'impartialité et à s'isoler des intérêts particuliers. Sans prétendre que ces inquiétudes ont un effet direct sur la demande en démocratie, elles compliquent considérablement toute réflexion menant à l'adoption de points de vue plus « cohérents » en matière de droits et de libertés. S'il n'est pas de notre ressort de faire des prédictions, il semble tout à fait pertinent de croire que les Guatémaltèques démontreront une plus grande tolérance envers leurs concitoyens lorsqu'ils jugeront que leurs propres droits seront mieux protégés.

Au travers de nos recherches, nous tentons d'apporter des idées et des connaissances qui visent à alimenter la réflexion sur le thème de l'appui à la démocratie. Évidemment, tous et toutes sont libres d'engager cette réflexion comme bon leur semble, toutefois cette thèse se veut, par ses apports, une invitation à quatre choses. D'abord, nous convions ceux et celles qui sont intéressés à considérer le soutien à la démocratie comme une notion qui se doit obligatoirement d'être décomposée. Nous jugeons très risqué de réduire l'appui à la démocratie à quelque chose de mesurable et d'analysable à l'aide d'un petit nombre d'indicateurs généraux. Si des questions telles que « préférez-vous toujours la démocratie à l'autoritarisme ? » semblent efficacement regrouper et résumer les opinions, il s'agit là d'une façon hasardeuse d'évaluer les inclinations démocratiques (ou autoritaires) des citoyens. En plus d'être inadéquates pour diverses raisons empiriques, ce genre de questions réduit la complexité d'un problème et incite les utilisateurs de données de sondage à produire des analyses qui manquent à la fois de nuance et de mise en contexte. Nos précisions quant au fait que l'appui à la démocratie comporterait diverses faces et propriétés, visent précisément à nous distancer le plus possible des études qui réduisent notre objet à quelque chose de monolithique que l'on peut, à l'aide d'une poignée d'indicateurs, facilement comparer dans le temps comme dans l'espace.

Ensuite, nos recherches sont en quelque sorte une invitation à voir les sondages d'opinion comme un instrument qui est à la fois utile et perfectible. Alors que cette invitation semble « aller de soi » pour certaines personnes (les utilisateurs de données de sondages), elle paraîtra invraisemblable pour d'autres

(ceux et celles qui estiment que les sondages ne produisent que des artéfacts). Cette thèse tente précisément de se servir des données de sondages et d'en retirer des informations pertinentes, mais ceci, en demeurant vigilants et aussi objectifs que possible. Notre objectif est ainsi de trouver un équilibre et de proposer, autant que possible, une démarche « intermédiaire » qui reconnaît l'utilité des sondages tout en prenant garde aux limites et aux failles de ceux-ci. En fait, cette thèse cherche à s'inspirer des critiques (positives et négatives) des sondages d'opinion afin d'améliorer la qualité d'un instrument de mesure incontournable en science politique.

Atteindre l'équilibre dans nos recherches est particulièrement louable dans l'étude des cultures politiques des pays dont le passé autoritaire n'est pas si lointain. Lorsque les politologues du Nord (Canada, États-Unis et Europe de l'Ouest) se penchent sur les « nouvelles démocraties » (dont le Guatemala), il existe une tendance à voir automatiquement la faiblesse relative de l'attachement à la démocratie comme étant un vestige de l'autoritarisme.

Pourtant, cette façon de voir les choses pourrait bien être inadéquate puisque nous savons que les citoyens du « Sud » sont nombreux à ne pas avoir l'impression de vivre en démocratie. Ainsi, pourquoi conclure que le fait de ne pas appuyer un régime qui n'est pas perçu comme étant démocratique est un héritage de l'autoritarisme plutôt qu'une forme d'insatisfaction et d'attachement aux droits et aux libertés ? À l'inverse, lorsqu'elle est examinée depuis le Sud, la culture politique est souvent perçue comme un objet qui se devra de faire énormément de chemin avant de devenir démocratique. D'une certaine façon, cette manière de voir les choses idéalise ou exagère le dévouement que témoignent les citoyens du Nord pour les droits et les libertés. Ironiquement, il existe plusieurs études sur l'apathie démocratique ou encore sur l'intolérance des gens qui habitent les démocraties de longue date¹⁶.

¹⁶ Diverses formes d'intolérance sont effectivement observées dans les pays de longue comme de courte tradition démocratique. Ce phénomène est mesurable à l'aide d'indicateurs précis qui visent à connaître les opinions des sondés sur la participation politique de groupes particuliers de la société. Il est intéressant de noter que les indicateurs qui sont utilisés afin de mesurer l'attachement des citoyens aux principes plus abstraits de la démocratie, démontrent souvent une plus importante inclination démocratique des citoyens du nord par rapport à ceux du sud. À ce sujet, il serait intéressant d'évaluer si de tels résultats reflètent vraiment un attachement plus fort à la démocratie ou une meilleure capacité à identifier ou à avoir des biais de désidérabilité sociale.

Enfin, nous considérons que cette thèse est une invitation à voir l'appui à la démocratie comme un objet qui est tout sauf dichotomique. En écrivant sur la démocratie, Guy Hermet spécifiait « [que celle-ci] apparaît [...] comme une tâche inachevée, non seulement dans les pays qui s'y convertissent mais, aussi, dans ceux qui estiment, à tort évidemment, l'avoir édifiée depuis de longue date » (1993 : 45). Nous reprenons l'observation du sociologue en avançant que l'appui à la démocratie ne doit être analysé comme étant absolu ou de complètement absent. L'une des tâches des chercheurs et des étudiants devrait être d'examiner quelles sont les spécificités de l'appui qu'expriment (ou non) les uns et les autres. Par exemple, en pensant au cas du Guatemala, nous pouvons nous demander à quels niveaux les Guatémaltèques sont-ils plus ou moins démocrates comparativement à leurs voisins d'Amérique centrale ? Sans plus tarder, présentons nos recherches.

CHAPITRE 1

La « démocratie » dans la
culture politique guatémaltèque.

En l'espèce il ne semble guère douteux que la non-participation soit ici étroitement liée à l'inadaptation sociale et au défaut d'intégration sociale à un groupe : l'existence de cette masse flottante située en deçà de l'existence politique jette sur les chiffres d'abstentions et les conclusions qu'on serait tenté d'en déduire un doute salutaire.

René Rémond : *Participation électorale et participation organisée*, 1960.

Il est difficile d'analyser les opinions vis-à-vis de la démocratie sans aborder la question de la culture. En fait, même si l'on rejette l'idée que les opinions sont l'expression de valeurs propres à un ensemble d'individus, il est pratiquement impossible d'ignorer la variable culturelle. Cette inévitabilité s'explique en partie par la récurrence, dans le milieu de la recherche, d'arguments qui établissent un lien entre les problèmes que connaissent les démocraties latino-américaines et des cultures qui seraient défavorables à ces dernières.

1.1 Introduction

En effet, bien qu'elles se soient adaptées à un contexte politique différent, les « interprétations culturalistes » (Rouquié, 1985 : 12) qui ont longtemps servi à expliquer l'existence de régimes autoritaires en Amérique latine sont toujours bien présentes. Dans les faits, la libéralisation des régimes politiques — et les plus grandes opportunités d'enquête qu'elle offre aux chercheurs qui analysent

les opinions des citoyens — auraient contribué à une sorte de « renaissance de la culture »¹⁷ (Inglehart, 1988 ; Huntington, 2000) dans le domaine de la sociologie politique. Ce « retour en force » de la culture a inévitablement alimenté de plus belle les débats tant sur la formation des opinions que sur l'impact engendré par celles-ci. À ces discussions de premier ordre, rappelons que nous nous intéressons à un pays, le Guatemala, où il y aurait un consensus autre que celui de l'appui à la démocratie (*Latinobarómetro*, 2008a), alimentant les croyances quant à l'existence d'une culture politique qui serait hostile à la démocratie.

Ce chapitre s'intéresse tout particulièrement à la culture politique du Guatemala ou plutôt à quelques-unes de ses particularités importantes. Nous débutons nos recherches en évoquant l'idée largement acceptée et diffusée que la culture de ce pays est imprégnée de fortes tendances autoritaires. Discutable, ce postulat est souvent défendu par des chercheurs qui interprètent les résultats d'enquêtes d'opinion où les sondés guatémaltèques figurent, entre autres, comme de faibles supporters de la démocratie, comme des citoyens peu portés à sympathiser avec les partis et à prendre part au jeu politique ou encore comme des électeurs qui entretiennent un haut degré de suspicion à l'égard des institutions de la démocratie.

Nous tenterons ici, à partir de comparaisons entre les pays de l'isthme centraméricain (ou entre ceux de la région latino-américaine lorsqu'il est convenable de le faire), d'identifier quelques caractéristiques importantes de la culture politique du Guatemala. Cet exercice, réalisé en début d'investigation, nous permettra de comprendre le rapport qu'entretiennent les Guatémaltèques à la démocratie ainsi qu'à distinguer les spécificités des opinions et des comportements politiques de ces derniers. De cette discussion émergeront des balises utiles afin de guider l'examen plus approfondi que nous ferons plus loin du thème de l'appui à la démocratie.

¹⁷ La « renaissance » de la culture politique n'est pas étrangère aux développements importants qui se produisirent plus globalement au niveau des « *cultural studies* ». Armand Mattelart et Érick Neveu rappellent que, « loin d'être un feu de paille, l'expansion des *cultural studies* s'est fortement consolidée dans les années 1990 » (MATTELART Armand et NEVEU Érik. *Introduction aux Cultural Studies*. Paris : La Découverte, 2008, p. 70), soit au moment où la variable « culture politique » gagnait en importance dans recherches de nombreux politologues.

La seconde section de ce chapitre abordera des considérations plus théoriques. Dans un premier temps, nous nous pencherons brièvement sur les arguments et contre-arguments qui établissent un lien entre culture et démocratie. Comme nous le verrons, ces débats traitent principalement de la direction de la causalité entre les variables. Alors que certains chercheurs, plus près de la pensée wébérienne, estiment que la culture influence le type d'institutions et de régimes politiques, d'autres, plus inclinés vers le raisonnement marxiste, jugent que la « structure » (ou plutôt l'infrastructure économique) est ce qui façonne la culture (ou plutôt, la conscience des gens). Le but de passer ces débats en revue n'est pas de juger de la pertinence des arguments qui y sont présentés mais plutôt de nous inspirer de ceux-ci afin d'élaborer une démarche de recherche en vue de l'examen que nous ferons de notre thème principal qui, lui, est à la fois lié à la culture et à la démocratie.

Inspirée de l'un des éléments clés qui ressort des débats théoriques, notre démarche consistera à examiner les opinions et les comportements politiques en évitant de les dissocier du contexte politique dans lequel ils sont relevés. Comme nous le verrons dans la troisième section de ce chapitre en faisant un bref retour dans le temps, il existe au Guatemala un flou historique autour de la notion de « démocratie », un phénomène qui alimente la forte perplexité que ressentent les Guatémaltèques face à celle-ci. Ce premier élément nous sera utile notamment car il nous aidera à identifier les conclusions précipitées concernant les résultats de sondages d'opinions sur la démocratie.

Dans notre démarche, nous tenterons également de nous éloigner le plus possible des interprétations primaires qui sont régulièrement employées afin de simplifier la compréhension et « l'étiquetage » des opinions et des mœurs politiques. L'emploi de nuances dans nos analyses nous amènera plus précisément à décortiquer notre objet de recherche et à regarder l'ensemble de ses facettes. Dans la dernière partie de ce chapitre nous nous pencherons sur le cas des habitudes participatives des Guatémaltèques. Contrairement aux observateurs qui affirment que ceux-ci sont des acteurs politiques passifs, voire sclérosés, nous concluons plutôt qu'ils sont très divisés entre, d'une part, ceux qui participent à la vie politique et, d'autre part, ceux qui en sont exclus.

Avant d'entamer notre discussion, il est convenable d'apporter quelques précisions. Par culture politique, nous entendons « les croyances, les attitudes,

les valeurs, les idéaux, les sentiments qui prédominent chez les citoyens à l'égard du système politique de leur pays, ainsi que du rôle qu'occupent ces derniers dans ce système » (Diamond, 1993 : 7)¹⁸. Définir ce qu'est une culture démocratique est quelque peu plus complexe compte tenu du questionnement et des divergences qui existent au sujet de la conceptualisation de la démocratie. D'une perspective minimaliste, nous pouvons cependant affirmer qu'une culture politique démocratique se caractérise par une disposition claire des citoyens à appuyer les règles et les institutions sur lesquelles repose la démocratie procédurale. Ajoutons également que l'on reconnaît une culture démocratique par la tolérance dont fait preuve la majorité des citoyens à l'égard d'acteurs qui affichent des idéaux différents des leurs. Ensuite, une culture démocratique est identifiable par la volonté (ou la disposition) des citoyens à s'impliquer dans le processus décisionnel et à faire de la démocratie le seul système de gouvernement acceptable pour leur pays.

Soulignons que la simple indifférence envers ces questions n'indique pas automatiquement l'existence d'une culture politique autoritaire, l'opposé d'une culture politique démocratique pouvant ainsi être l'absence de celle-ci. Toutefois, on reconnaît une culture politique autoritaire lorsque l'absence de prédispositions favorables à la démocratie et à ses valeurs est accompagnée de l'appui, par une portion importante de la population, à un emploi arbitraire de la force (de la part de l'État) à l'encontre de ses citoyens afin de limiter la participation politique et la contestation¹⁹. Dans le cas guatémaltèque, et en nous inspirant des travaux d'Edelberto Torres-Rivas, on reconnaît aussi une culture autoritaire par l'intérêt que démontreraient un grand nombre de citoyens pour le retour au pouvoir de l'oligarchie ou pour le rétablissement de la dictature militaire (2007 : 64).

¹⁸ Comme le font Navarro et Clark, il est important de distinguer la culture politique des citoyens de celle des élites politiques. (NAVARRO Clemente J. et CLARK Terry N. « Culturas Políticas Locales. Alcaldes y Nueva Cultura Política en Perspectiva Comparada ». *Revista de Ciencia Política*, 2009, vol. 29, n° 3, p. 799-813). Nos recherches s'intéressent principalement au premier de ces deux types.

¹⁹ Le droit de participer dans la sphère politique ainsi que la contestation sont deux dimensions importantes de la démocratie. Le lecteur est invité à se référer aux travaux de Dalh sur la polyarchie.

1.2 Guatemala : une culture politique aux apparences autoritaires

Au Guatemala, l'époque où les gouvernements autoritaires se succédaient au pouvoir est révolue. Le transfert des pouvoirs des mains des militaires à celles des civils, il y a plus de deux décennies, et la signature des Accords de paix en 1996, sont des événements importants qui ont grandement contribué à la démocratisation du pays. Cependant, alors que le pays a tourné le dos à l'autoritarisme, et que les droits et libertés sont plus largement appliqués qu'ils ne l'étaient auparavant, peut-on affirmer que la culture politique reflète un attachement marqué aux idéaux de la démocratie ? À quelques exceptions près, les chercheurs qui se sont posés la question tendent à voir le Guatemala comme un endroit où les valeurs et les comportements non-démocratiques, voire autoritaires, prédomineraient largement sur les attitudes démocratiques²⁰. En fait, bien que jugée « trompeuse » (Jonas, 2000a : 27), la thèse de la culture autoritaire trouve plus souvent preneur que son antithèse.

La propension des observateurs à étiqueter la culture politique guatémaltèque « d'autoritaire » se produit dans un contexte singulier. Si on se fie aux analyses les plus pessimistes, on doit croire que l'extrême violence du passé aurait rendu les citoyens complètement inaptes à la démocratie. En contrepartie, si on se fie aux interprétations plus optimistes, on doit conclure que l'on trouve au Guatemala une culture identitaire « faible » (Dary, 2009 : 2), une société qui a peu de notions de base sur la démocratie (Ricarada Roos, 1997 : 108), une citoyenneté passive et dépolitisée (Sonnleitner, 2009 : 39), un peuple peu habitué aux valeurs démocratiques (Gálvez Borrell, 1994) ou encore une nécessité pressante de procéder à un « renouveau » des attitudes (Cortez Martínez, 2003 : 23).

Ainsi, rares sont les chercheurs qui prétendent étudier la « culture démocratique » du Guatemala²¹. En fait, même les analystes qui se gardent

²⁰ Le lecteur pourra se référer au rapport de la *Fundación Soros* où les auteurs tentent de donner suite à la thèse de la culture autoritaire au Guatemala. Voir GÁLVEZ GOMEZ Ricardo, PORRAS CATEJÓN Gustavo et STEIN Heinemann. *La conciencia ciudadana de los Guatemaltecos*. Ville de Guatemala : Fundación Soros de Guatemala, 2007, p. 56.

²¹ Notons que le *Latin America Public Opinion Project* (LAPOP) et ses experts font partie des seuls à le faire. Voir les rapports de ces derniers depuis 1995 à l'adresse suivante : <http://www.vanderbilt.edu/lapop>. À première vue, on pourrait affirmer que les chercheurs étrangers sont plus optimistes que leurs collègues du Guatemala quant à la nature des mœurs et des opinions politiques des Guatémaltèques.

d'appuyer ouvertement la thèse de l'autoritarisme sont paradoxalement plutôt inclinés vers celle-ci. Rappelons aussi que les chercheurs qui attribuent un caractère ambivalent (ou « schizophrène » pour reprendre un terme couramment employé) à la culture guatémaltèque axent principalement leurs propos sur la prédominance des valeurs autoritaires. Par exemple, pour Judith Erazo, le processus historico-politique qu'a connu le Guatemala aurait produit une dynamique transmetteuse de référents autoritaires (2007 : 143) au sein d'une culture qui, elle, ne serait pas « encore » démocratique (16). Même si elle reconnaît que les citoyens ne sont pas voués à devenir « autoritaires », Erazo explique que la société guatémaltèque serait un lieu de reproduction de valeurs qui ne favoriseraient pas l'émergence d'une culture de la démocratie.

Par ailleurs, et bien qu'ils acceptent l'existence de différents courants culturels à l'intérieur du pays, Gustavo Arriola Quan et ses corédacteurs (2008, 10) jugent que la société « conserve » et « stimule » des attitudes anti-démocratiques. Constat similaire chez leurs collègues Roddy Brett et Francisco Roda, pour qui la culture politique serait « partiellement ou totalement non-démocratique », voire parfois carrément « autoritaire » (2008, 21). Dans l'ensemble, et comme c'est le cas pour Edelberto Torres-Rivas (2007), on fait état d'une société « en transition » au sein de laquelle plusieurs citoyens démontrent « toujours » des « caractéristiques autoritaires » malgré une volonté plus diffuse de démocratie.

Les traits autoritaires se mêleraient à des comportements nuisibles à la construction d'une culture politique démocratique. Ces comportements sont associés à la culture dans la mesure où ils seraient empruntés par de larges segments de la société, produisant ainsi une impression de quasi homogénéité des valeurs et des comportements autoritaires. Représentant plus de la moitié des citoyens²², les *Indígenas* (ainsi que les mouvements auxquels certains d'entre eux appartiennent) sont régulièrement perçus comme étant désintéressés de la politique traditionnelle et, de surcroît, responsables de la polarisation entre

²² Il est difficile de connaître le chiffre exact puisque, lors des recensements de la population, l'État donne assez peu d'importance à la question ethnique. Toutefois, selon les estimations les plus généreuses, les indigènes représenteraient 66% de la population totale. En proportion, seule la Bolivie aurait une population indigène plus importante dans les Amériques. (VAN COTT Donna Lee. « Latin America's Indigenous People ». *Journal of Democracy*, 2007, vol. 18, n° 4, p. 128).

les différents groupes de la société (Warren, 1998 : 40 et 41). La suspicion quant aux qualités démocratiques des autochtones se fait en continuation d'une époque où ces derniers étaient accusés de participer activement aux soulèvements armés. Certains voient dans les modes de participation (ou de non participation) adoptés par les Indiens l'héritage de sociétés profondément paysannes qui n'ont su assimiler les principes de la démocratie, conservant en elles de vives tensions et, pour reprendre les termes de M. C. F. Mansilla, des « structures sociales hautement hiérarchisées » (1991 : 26).

La composition ethnique du Guatemala ne serait pas l'unique facteur qui aurait un impact négatif sur le développement d'une culture politique de la démocratie. La popularité de certaines croyances religieuses aurait aussi un rôle à jouer. Constituant un peu plus du quart de la population guatémaltèque, les protestants représentent aussi un groupe important dont on questionne régulièrement la force des convictions démocratiques et participatives. Jean-Pierre Bastian, auteur connu pour ses doutes quant à l'engagement démocratique des protestants, proposait dans les années quatre-vingt-dix que les protestants affichaient une culture politique autoritaire (1993 : 51)²³. Rappelons que durant la guerre civile, les protestants guatémaltèques, très critiques à l'égard des mouvements communistes, auraient notamment appuyé le gouvernement d'Efraín Ríos Montt (1982-1983) qui, avec un pentecôtiste à sa tête, s'était donné comme mission d'éradiquer les groupes de gauche. Dans un contexte plus actuel, les protestants du Guatemala, et principalement ceux associés au pentecôtisme, sont plutôt soupçonnés d'avoir un très faible engagement envers les affaires politiques (Cleary, 2000 : 203), pour ne pas dire qu'ils démontreraient peu d'intérêt à prendre position sur des thématiques publiques ou lors d'élections.

²³ Cette prise de position est évidemment contraire à la thèse plus traditionnelle selon laquelle les protestants seraient favorables aux valeurs démocratiques. Les lecteurs pourront notamment consulter le texte Tusalem sur le rôle du protestantisme dans la consolidation de la démocratie. Voir TUSALEM Rollin F. « The Role of Protestantism in Democratic Consolidation Among Transitional States ». *Comparative Political Studies*, 2009, vol 42. n° 7, p. 882-915.

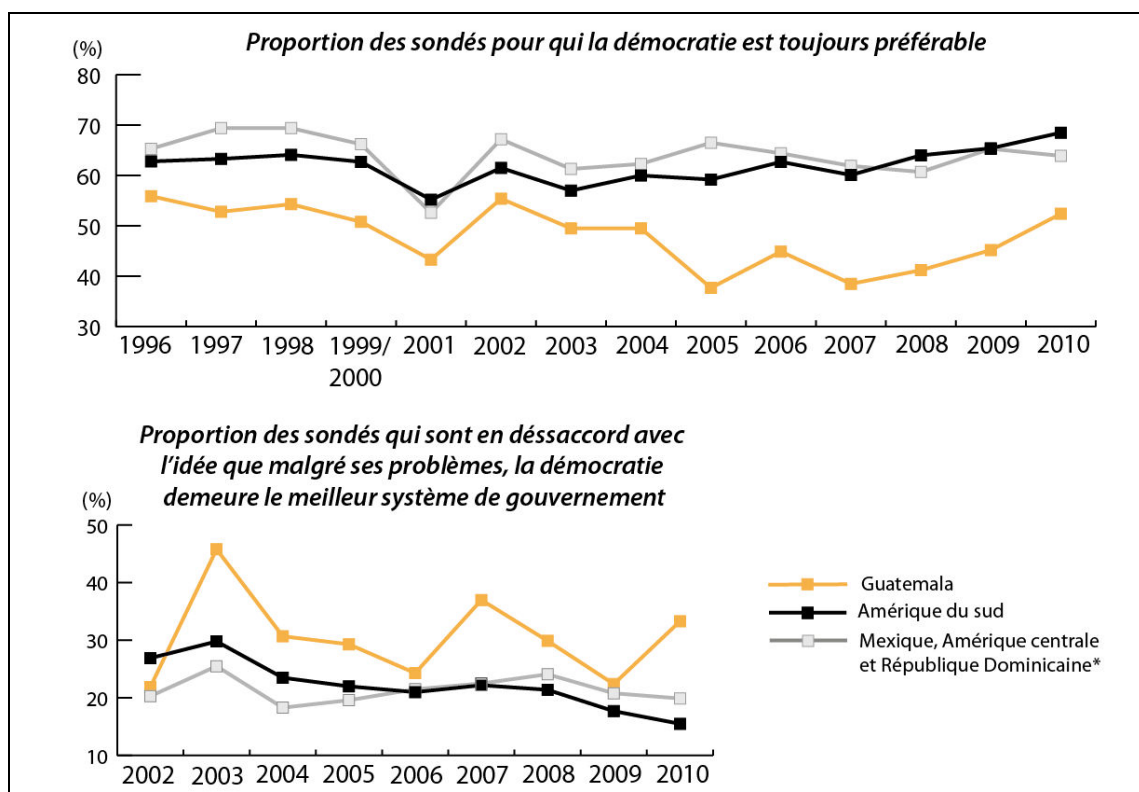
Encadré 1.1 Les évangélistes et les autochtones sont-ils vraiment moins démocrates que les catholiques et les *Ladinos* ?

Le Guatemala est régulièrement présenté comme un pays qui serait doté d'une culture politique non-démocratique. La prédominance des valeurs et des croyances autoritaires serait en partie attribuable au poids démographique des autochtones ainsi qu'à la popularité du protestantisme et de l'évangélisme. Il est intéressant de constater que cette explication ne semble toutefois pas être corroborée par les données de sondage du *Latinobarómetro*. D'abord, en 2008, la même proportion (42%) de catholiques et d'évangélistes déclarait qu'à leurs yeux, la démocratie était toujours préférable aux autres formes de gouvernement. Par ailleurs, alors que 30% des catholiques jugeaient que dans certaines circonstances un gouvernement autoritaire pouvait être préférable, 36% des évangélistes disaient être d'accord avec cette idée. En contrepartie, une plus forte proportion de catholiques (27 contre 21%) disait ne pas se sentir concernés et ainsi ne pas avoir de préférence sur le sujet. Les opinions entre les sondés qui sont nés dans une famille hispanophone et ceux qui ont une langue maternelle indigène sont encore plus tranchées. Si la préférence pour la démocratie en toute circonstance était exprimée par un peu moins d'un hispanophone sur trois, elle était affichée par plus d'un sondé sur deux chez ceux qui ont grandi au sein de famille autochtone et non hispanophone.

Par ailleurs, alors que 69% des catholiques estimaient être d'accord avec l'idée que la démocratie était, malgré ses problèmes, le meilleur système de gouvernement, 75% des évangélistes affichaient ce point de vue. Sur ce sujet, les sondés qui ont une langue maternelle indigène démontraient quant à eux une inclinaison démocratique plus marquée que ceux qui proviennent d'une famille hispanophone.

Les analystes, qui doutent que les valeurs démocratiques soient profondément enracinées dans la société guatémaltèque, utilisent souvent les enquêtes d'opinion internationales afin d'exposer leurs arguments. Dans ces enquêtes, croyances et attitudes sont exposées, laissant ainsi apparaître des tendances qui permettent à première vue de douter de la force des valeurs démocratiques au Guatemala et alimentant, par le fait même, la thèse de la culture autoritaire. Les principaux résultats de ces enquêtes font effectivement du Guatemala un endroit où l'attachement à la démocratie est plutôt faible. D'une étude à l'autre, il ressort souvent que les Guatémaltèques, comparativement aux citoyens des autres pays d'Amérique centrale ou d'Amérique latine, se démarquent par leurs opinions peu favorables à la démocratie et à certains des principes qui lui sont associés. Le Graphique 1.1 montre deux exemples intéressants où l'on observe un écart entre le niveau moyen d'appui à la démocratie en Amérique latine et celui enregistré au Guatemala.

Graphique 1.1 L'appui à la démocratie au Guatemala, dans la région méso-américaine et en Amérique du sud. 1996-2010.



Notes : * Les données de la République Dominicaine sont prises en compte à partir de 2004, année où *Latinobarómetro* a mené sa première enquête annuelle dans ce pays. Les pays d'Amérique du Sud comprennent l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela. Les sans-réponses sont exclus des données qui sont présentées dans le graphique.

Source : *Latinobarómetro*, 2011.

Les grandes enquêtes internationales, tel le *Latinobarómetro*, permettent de comparer les opinions des Guatémaltèques avec celles des citoyens des autres pays de la région latino-américaine. Dans les enquêtes annuelles, on remarque à première vue, que l'enthousiasme démocratique est moins prononcé chez les sondés du Guatemala (environ 45%) qu'il ne l'est ailleurs (entre 60 et 65% en moyenne). Dans l'exemple du haut qui apparaît dans le Graphique 1.1, on observe — particulièrement entre 2004 et 2009 — que la proportion de Guatémaltèques qui estiment que la démocratie est toujours préférable est bien plus faible comparativement à ce qu'on enregistre ailleurs en Amérique centrale ou encore en Amérique du Sud. En fait, dans l'ensemble des pays où *Latinobarómetro* mène son enquête année après année, c'est presque

systématiquement au Guatemala où l'on retrouve la plus faible proportion de sondés qui opinent que la démocratie est toujours préférable. À l'inverse, c'est aussi dans ce pays que l'on enregistre habituellement la plus forte proportion de citoyens qui estiment qu'un gouvernement autoritaire est, dans certaines circonstances, préférable à un gouvernement démocratique.

Tableau 1.1 L'appui à la démocratie dans les pays d'Amérique latine. 2009.

Pays / région	Part (%) des sondés pour qui la démocratie est toujours préférable	Part (%) des sondés pour qui la démocratie est le meilleur système de gouvernement
Amérique centrale		
Costa Rica	74	80
Salvador	68	82
Panama	64	80
Nicaragua	55	72
Honduras	53	71
Guatemala	41	72
Amérique du Sud		
Uruguay	81	90
Venezuela	85	90
Bolivia	71	81
Argentine	64	75
Brésil	55	80
Pérou	52	67
Colombie	49	73
Paraguay	45	66
Équateur	43	66
Amérique du Nord et Caraïbes		
R. Dominicaine	67	76
Mexique	42	62

Pays / région	Part (%) des sondés pour qui la démocratie est toujours préférable	Part (%) des sondés pour qui la démocratie est le meilleur système de gouvernement
Région latino-américaine	59	76

Notes : Les sans-réponses sont pris en compte dans le calcul de la part des sondés. En d'autres mots, les données qui apparaissent dans ce tableau représentent la proportion de sondés pour qui la démocratie est toujours préférable ou pour qui la démocratie est le meilleur système de gouvernement par rapport au nombre total de personnes interviewées.

Source : *Latinobarómetro*, 2011.

De façon similaire, les sondés guatémaltèques se distinguent de la moyenne latino-américaine (et centraméricaine) en étant souvent plus qu'ailleurs en désaccord avec l'idée que la démocratie est le meilleur système de gouvernement. Étrangement, les périodes 2003 puis 2007 où l'on enregistre les niveaux les plus élevés de désaccord, sont des années de campagne électorale qui culminèrent par des scrutins. Dans ces résultats, certains voient un détachement démocratique clair d'une partie importante de la société.

L'ouverture de nombreux sondés à la gouvernance non-démocratique s'exposerait par ailleurs dans leur propension à croire que le développement du Guatemala peut se faire sans la démocratie. Alors qu'en 2008 un tiers des Guatémaltèques estimaient que la démocratie n'était pas essentielle au développement, deux tiers d'entre eux avaient une opinion opposée. Rares sont les pays de la région où la proportion des citoyens est aussi favorable aux alternatives de la démocratie à des fins de développement. Les enquêtes d'opinion rappellent en parallèle que ces attitudes sont exprimées sur un fond d'insatisfaction envers la démocratie. Toujours selon *Latinobarómetro*, le Guatemala est le pays centraméricain où on retrouve (2008) la plus forte proportion (26,3%) de sondés sont très insatisfaits de la démocratie. Ailleurs en Amérique latine, seuls deux pays (le Paraguay et le Pérou) surpassent le Guatemala en termes d'insatisfaction profonde. Cette facette des opinions s'ajoute aux doutes qu'entretiennent certaines personnes quant à la compatibilité entre les Guatémaltèques et les valeurs de la démocratie.

Les opinions des Guatémaltèques quant à « la démocratie » ne sont pas les seuls éléments que les enquêtes mettent en lumière. Soulignons que l'insatisfaction et la faiblesse de l'appui à la démocratie au Guatemala se mélangent à une suspicion marquée envers les institutions qui servent de piliers à cette dernière. Cette fois-ci les résultats de l'enquête du *Latin American Public Opinion Project* (2008) démontrent que les sondés au Guatemala sont parmi les moins confiants d'Amérique centrale quant aux autorités électorales nationales. Selon les données, environ 27% n'auraient aucune ou très peu de confiance à l'endroit du Tribunal suprême électoral (TSE)²⁴. Seuls les Salvadoriens (34%) seraient plus suspicieux à ce niveau. Toujours selon le LAPOP, les Guatémaltèques seraient toutefois les plus méfiants lorsqu'on les questionne sur les élections en général ; près du tiers (31%) n'auraient aucune ou ne démontreraient que très peu de confiance dans les élections. Facteur explicatif ou éléments parallèles, les Guatémaltèques, dans leur détachement de la démocratie, douteraient souvent plus qu'ailleurs, de la capacité des institutions à faire fonctionner les élections.

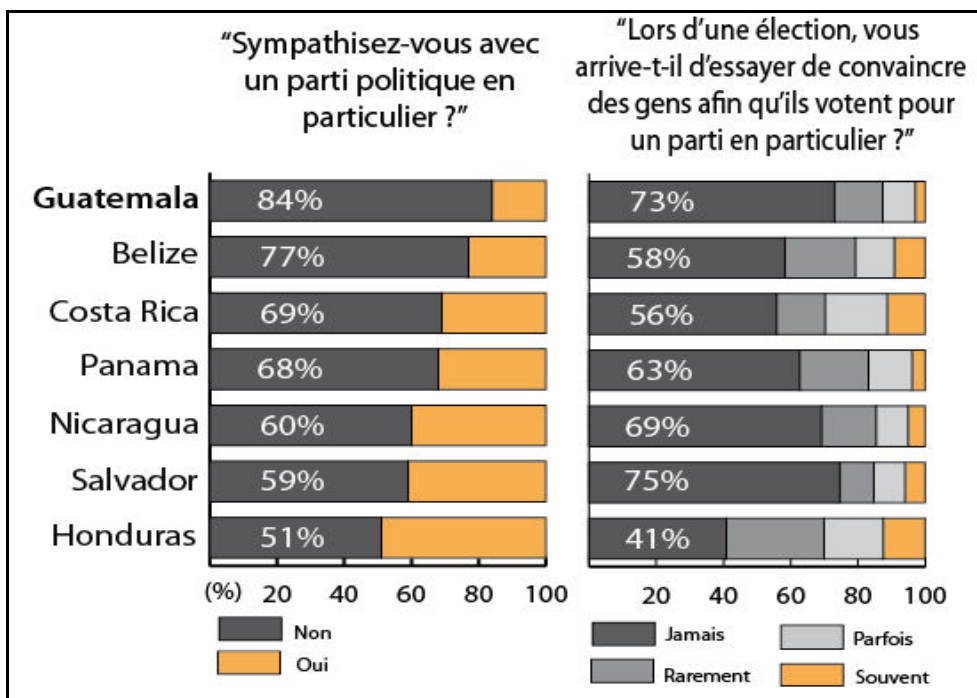
La méfiance qu'expriment plusieurs Guatémaltèques envers les processus électoraux s'étend à d'autres facettes de la démocratie ou, plutôt, s'accompagne du maintien d'une distance par rapport aux partis politiques, des entités jugées essentielles au jeu démocratique (Mainwaring et Scully, 1995). Si les Guatémaltèques ne sont pas nécessairement les plus méfiants envers les partis politiques, ils tendent toutefois à maintenir une distance importante par rapport à ces derniers. Comme le démontre le Graphique 1.2, c'est au Guatemala où l'on retrouverait la plus importante proportion de citoyens centraméricains qui affirment ne sympathiser avec aucun parti²⁵. À l'échelle latino-américaine, le

²⁴ Les nombreuses erreurs que l'on retrouve sur les listes électorales au Guatemala ne peuvent que contribuer à miner la confiance des électeurs à l'endroit du TSE. En 2003, le Mirador Electoral découvrit que près de la moitié des informations qui figurent sur les listes électorales étaient incorrectes. Voir ORTIZ LOAIZA Paola *et al.* « 22 años: lo inédito del proceso electoral 2007 ». *Cuadernos de información política*, 2008, n° 14, p. 5-39.

²⁵ Notons que le faible degré de sympathie envers les partis semble contribuer à la volatilité du vote au Guatemala. Fait à noter, parmi tous les pays centraméricains, le Guatemala est l'un des endroits où, pour reprendre les termes de Manuel Alcántara, les « partis institutionnalisés » obtiennent le moins de succès aux urnes. (ALCÁNTARA SÁEZ Manuel. *Partidos Políticos en América Latina: Precisiones conceptuales, estado actual y retos futuros* [en ligne]. 2004, [consulté le 2 novembre 2010]. Disponible sur : <http://es.scribd.com/doc/3940227/Partidos-politicos-en-America-Latina>). Plus qu'ailleurs, nous pourrions affirmer que les votants du Guatemala doivent choisir entre de simples

Guatemala apparaît au deuxième rang (derrière le Guyana) en termes de distanciation par rapport aux partis politiques. Le faible attachement des Guatémaltèques envers les partis politiques se traduit, lors d'élections, par des hausses et des baisses importantes de la popularité des partis, une caractéristique qui a fait valoir au Guatemala, dans les années quatre-vingt-dix, le titre de l'un des pays où la volatilité électorale était la plus forte d'Amérique latine (Stokes, 2001 : 119).

Graphique 1.2 Sympathie et prosélytisme pour les partis politiques en Amérique centrale. 2008.



Notes : Les sans-réponses sont exclus des données. Pour ce type d'indicateur, ils sont assez peu nombreux.

Source : LAPOP, 2008.

Alors qu'à certains niveaux les Guatémaltèques afficheraient leur détachement de la démocratie, à d'autres niveaux ils démontreraient leur faible propension à faire confiance aux institutions ou encore à tisser des liens

« machines électorales » plutôt qu'entre des partis établis qui disposent d'une base partisane solide.

favorables au fonctionnement de la démocratie. Ces attitudes pourront amener certains à conclure que la culture politique au Guatemala est très peu tournée vers la vie démocratique et ainsi susceptible de permettre des abus, soit par cautionnement, soit par désintérêt pour les affaires publiques. À ce sujet, les résultats d'enquêtes d'opinion dépeignent souvent les Guatémaltèques comme se souciant peu de la politique et des décisions pouvant les affecter. Bien que l'écart soit minime entre les pays d'Amérique centrale, c'est au Guatemala où l'on retrouverait la plus forte proportion d'individus qui se disent peu intéressés par la politique. En 2008, c'est dans une proportion de 84% que les sondés guatémaltèques informèrent les enquêteurs de la LAPOP, qu'ils étaient très peu ou pas du tout intéressés par les affaires politiques. Le Nicaragua occuperait le deuxième rang dans la région avec 79% de désintéressés, suivis du Costa Rica (78%), du Panama (73%), du Belize (71%) et, enfin, du Honduras (70%) et du Salvador (70%)²⁶. En Amérique latine, le Guatemala figure au deuxième rang en termes de désintérêt de ses citoyens, derrière le Chili (81%).

Les enquêtes d'opinion mettent en évidence des attitudes qui, à première vue, semblent difficilement conciliables avec l'idéal démocratique. Les résultats des enquêtes peuvent être combinés à d'autres types de données servant à brosser un tableau de la culture politique. Les analystes qui doutent que les Guatémaltèques soient de grands démocrates rappellent souvent le comportement de ces derniers lors des scrutins. Soulignons que les Guatémaltèques sont, dans l'ensemble, assez peu portés à exercer leur droit de vote. Si l'on compare les pays d'Amérique centrale, le Guatemala est effectivement le lieu où le taux d'abstention secondaire²⁷ est parmi les plus élevés. En effet, si l'on tient compte des élections présidentielles tenues entre 1998 et 2000, aucun pays de la région n'affiche un taux de participation aussi faible. L'abstention est aussi prononcée si l'on tient compte de la proportion des électeurs qui se rendent aux urnes lors de consultations référendaires. Le

²⁶ Ces résultats sont jugés hautement représentatifs ($p \leq 0,001$) tout comme d'ailleurs les autres données de la LAPOP présentées dans cette section.

²⁷ L'abstention secondaire s'exprime par la proportion de citoyens qui participent à un scrutin par rapport au nombre total d'inscrits sur les listes électorales. À l'opposé, l'abstention primaire est la proportion de votants par rapport au nombre d'adultes, qu'ils soient inscrits ou non sur les listes électorales. Les deux types d'abstention peuvent évidemment être influencés par les règles au sujet de l'inscription et de la participation électorale. Dans le cas du Guatemala, ni l'inscription ni la participation électorale ne sont obligatoires.

Tableau 1.2 fait état de l'abstentionnisme électoral au Guatemala ainsi que dans les autres pays de l'isthme durant la première décennie des années 2000.

Tableau 1.2 Abstention secondaire en Amérique centrale lors des élections présidentielles et référendaires. 1998 à 2010.

Pays*	2006 - 2010		2001 - 2006		1998 - 2002		Référendum
	1 ^{er} tour	2 ^e tour	1 ^{er} tour	2 ^e tour	1 ^{er} tour	2 ^e tour	
Guatemala	29 % (2007)	52 %	44 % (2003)	53 %	56 % (1999)	77 %	81 % (1999)
Belize	25 % (2008)		21 % (2003)		10 % (1998)		53 % (2008)
Salvador	37 % (2009)	-	34 % (2004)	-	61 % (1999)	-	
Honduras	39 % (2009)		45 % (2005)		34 % (2001)		
Nicaragua	33 % (2006)	-	25 % (2001)		24 % (1996)		
Costa Rica	31 % (2010)	-	35 % (2006)	-	31 % (2002)	39 %	38 % (2007)
Panama	26 % (2009)		23 % (2004)		26 % (1999)		57 % (2006)

Notes : * En Amérique centrale, le vote est obligatoire au Costa Rica, pays où l'inscription se fait automatiquement à l'émission de la carte d'identité nationale. Ailleurs, l'inscription et le vote sont libres ou sont un « devoir ». L'obtention de la majorité simple mène directement à la victoire au Honduras et au Panama. À l'opposé, si aucun candidat présidentiel n'obtient la majorité absolue au Guatemala et au Salvador, un deuxième tour est organisé. Celui-ci doit avoir lieu au Costa Rica si aucun des candidats n'obtient 40% des voix. La constitution (2005) prévoyait la même chose au Nicaragua à moins que le candidat le plus populaire obtienne au moins 35% des votes et que la différence des voix en faveur de ce dernier et avec son plus proche rival soit d'au moins 5%. Dans le cas du Salvador en 2009, seuls deux candidats se sont disputés les appuis au premier tour, rendant ainsi inutile la tenue d'un deuxième tour. Le Belize est pour sa part une démocratie parlementaire où les élections législatives mènent à la nomination d'un chef de gouvernement.

Sources : Sites web des organisations suivantes : *Tribunal Supremo Electoral* de Guatemala, *International Institute for Democracy and Electoral Assistance*, *International Foundation for Electoral Systems* (IFES) ainsi que *Inter-American Development Bank*.

Un premier regard sur quelques habitudes et opinions des Guatémaltèques laisse entrevoir des attitudes qui sont plus ou moins conciliables avec une culture de la démocratie. Malgré les observations et les constats allant en ce sens, il serait toutefois imprudent d'affirmer que la culture politique est pour autant non-démocratique ou autoritaire. Dans cette thèse nous proposons notamment de décortiquer les opinions afin de mieux les comprendre et d'éviter les simplifications. Les notions de circonstances et de nuances qui sont développées plus loin démontrent que les attitudes que nous interprétons comme des idéaux anti-démocratiques sont souvent autre chose, ou du moins une manifestation de valeurs et de préférences qui ne sont pas aussi « noires » ou « blanches » que certains observateurs aimeraient le croire. Cette mise en garde ne vise évidemment pas à cacher les aspects moins « reluisants » de la culture politique, mais plutôt à présenter un tableau moins homogène et plus juste des croyances, des habitudes et des valeurs des Guatémaltèques.

L'étude des mœurs politiques dans un pays qui a connu un long régime autoritaire s'inscrit évidemment dans le cadre de débats théoriques sur la relation entre culture et démocratie. Avant de procéder à une analyse plus complète des opinions, il serait utile de revenir sur ces débats. De ces derniers surgissent des interrogations qui nous permettront d'aborder, dès le début de nos recherches, des éléments essentiels à la compréhension du cas guatémaltèque et à la question d'appui à la démocratie telle que nous la développons dans les chapitres suivants.

1.3 Les débats théoriques sur la relation entre culture et démocratie

Même si cela ne fait pas partie de nos principales préoccupations de recherche, nous pouvons nous interroger sur ce qui expliquerait le fait (ou la perception) que la culture politique guatémaltèque souffre de carences en démocratie. Les débats théoriques sur la relation entre culture et démocratie peuvent nous aider à trouver des éléments de réponses. Toutefois, le plus important encore, compte tenu de l'objectif principal de cette thèse, ces débats sont utiles afin de mieux comprendre les spécificités guatémaltèques et lancer notre réflexion sur la manière d'aborder la question de l'appui à la démocratie exprimé dans les enquêtes d'opinion.

Très animé chez les économistes qui s'intéressent à la question du développement, le débat sur la causalité entre culture et institutions (qu'elles soient économiques ou politiques) existe depuis fort longtemps²⁸. En science politique, et notamment dans le domaine des opinions, ce débat met en lumière des divergences au niveau de la causalité entre les valeurs des citoyens et la démocratie. Malgré le très grand nombre d'études publiées de part et d'autre, il est rare que les politistes qui étudient les opinions vis-à-vis de la démocratie n'y fassent pas référence en prenant position de façon plus ou moins explicite. Rappelons brièvement en quoi consiste le débat.

L'une des principales positions inspirées par la pensée wébérienne, veut que le type de culture qui prédomine dans un pays ait un impact considérable sur le développement de la démocratie. Bien que certains tenants de cette logique reconnaissent l'influence qu'exercent les rapports politiques sur le façonnement des valeurs des citoyens, la plupart des défenseurs de cette logique voient la culture comme une variable indépendante²⁹. Ce raisonnement est couramment employé afin d'expliquer pourquoi certains pays auraient connu plus de succès que d'autres dans leur transition à la démocratie. Comme l'explique Lawrence E. Harrison, « l'environnement culturel » aurait autant d'impact sur la manière de choisir les dirigeants que sur les politiques et les priorités de ces derniers (1985 : XVII). De façon assez claire, on défend l'idée que les institutions sont le produit des valeurs des citoyens, un peu comme si la culture engendrait un type d'État qui est parfaitement à son image (Etouga-Manguelle, 2000 : 75).

²⁸ Rappelons que les œuvres de Max Weber (principalement celles sur le rationalisme et le protestantisme publiées en 1904 et 1905) sont parmi les plus importantes sur le sujet. Le sociologue défendait l'idée que certaines religions favorisaient plus que d'autres un « esprit » porté vers le capitalisme et les affaires. Voir WEBER Max. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Flammarion, 2000, 394 p. Avant lui, Karl Marx proposait une vision « mécaniste » (MATTELART Armand et NEVEU Érik. *Introduction aux cultural studies*. Paris : La Découverte, 2008, p. 40) où « l'infrastructure » économique servait de base ou de fondation à une superstructure, qui est constituée des institutions et des formes de conscience du peuple. Pour en connaître davantage sur le déterminisme économique, le lecteur peut consulter : MARX Karl. *Capital: a critique of political economy*. New York : International Publishers, 2003 [1867], 618 p. ainsi que HARNECKER Marta. *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*. Bruxelles : Éditions Contradictions, 1974, 258 p.

²⁹ Cette prise de position est parfaitement exprimée dans les travaux de Ronald Inglehart. Le lecteur pourra, entre autres, consulter le texte de ce dernier sur la renaissance de la culture politique dans lequel il défend l'idée que les attitudes des citoyens sont « étroitement liées à la vitalité des institutions démocratiques ». (INGLEHART Ronald. « The Renaissance of Political Culture ». *The American Political Science Review*, 1988, vol. 82, n° 3, p. 1203).

Cette variable déterminante qu'est la culture peut toutefois, selon les tenants de cette approche, avoir une dimension sous-nationale, où il serait ainsi difficile de parler de cultures nationales dominantes. Lorsqu'il se pencha sur la question du rendement des institutions en Italie, Robert D. Putnam (1993) observa les disparités qui existaient entre les institutions du Nord et celles du Sud de ce pays. Il conclut, entre autres, que le « succès institutionnel » attribué à certaines régions (principalement celles du nord de l'Italie) était largement explicable au dynamisme des organisations sociales et à l'implication communautaire des citoyens que l'on retrouverait dans ces mêmes régions. Sur la base de ses recherches, Putnam avançait que l'interaction entre les citoyens générerait du « capital social », ce qui favoriserait notamment la mise en place de relations égalitaires entre les citoyens et leurs dirigeants politiques. Rappelant les observations du chercheur américain, on établit ailleurs une corrélation entre, d'une part, la confiance que démontrent les citoyens entre eux et, d'autre part, la confiance et la satisfaction qu'ils portent à l'endroit des gouvernants et de la démocratie (Rosanvallon, 2006 : 17 ; Klesner, 2001 : 132).

Lorsque certains tenants de l'approche culturaliste se penchent davantage sur le cas de l'Amérique latine (et des difficultés rencontrées par la démocratie dans le sous-continent), ils dénotent l'existence d'une culture et de comportements qui seraient globalement défavorables à la démocratie, un vestige, selon plusieurs d'entre eux, de l'héritage laissé par les Espagnols. Howard J. Wiarda illustre parfaitement ce point de vue en affirmant que l'on retrouverait au sein de presque tous les régimes politiques latino-américains ainsi que de la culture de la région « ...les puissants échos d'anciennes institutions hiérarchiques, autoritaires, patriotiques et corporatistes » (1982 : 333). Selon cette logique, les valeurs de la région, prétendument peu portées vers le respect des droits, expliqueraient le « drame vécu par la démocratie » et « façonne[raient] une autorité impropre à un régime démocratique » (Hurtado, 2004 : 295 et 297). Selon les plus convaincus, si la démocratie ne peut émerger, c'est qu'elle ne peut prendre racine dans un sol infertile³⁰.

³⁰ Cette métaphore est d'ailleurs employée par Anthony Giddens alors qu'il critique la « théorie de la fleur fragile » (HERMET Guy. *Culture et démocratie*. Paris : Unesco et Albin Michel, 1993, p.186). Il est possible que Giddens se soit inspiré de la métaphore de la « plante démocratique » évoquée avant lui par Maurice Duverger (DUVERGER Maurice. *Les partis politiques*. Paris : Librairie Armand Colin, 1967, p. 312).

Cette vision des choses ne fait évidemment pas l'unanimité parmi les latino-américanistes, même chez ceux qui reconnaissent que les valeurs des citoyens sont parfois conditionnées par un héritage autoritaire. Là où le désaccord survient, c'est au niveau de la pertinence du lien entre, d'un côté, les valeurs des citoyens et, de l'autre, le pouvoir et ses institutions. En s'intéressant aux attitudes et aux institutions en période de post-transition à la démocratie, Katherine Hite et Leonardo Morlino conclurent que les valeurs héritées d'un passé autoritaire pouvaient s'estomper avec le temps, alors que les institutions, elles, pouvaient rester (2004 : 28)³¹. Les chercheurs avancèrent également que l'inverse pouvait aussi bien se produire. La faiblesse du lien entre les variables est aussi une idée reflétée dans les études sur l'évolution du système judiciaire qui, elle, se produirait partiellement en autonomie du système de valeurs d'une société (Falk, 1961 : 13).

Les critiques de la logique wébérienne s'attaquent aussi à un postulat de départ qu'ils jugèrent erroné : prétendre tout simplement qu'une culture de type autoritaire prédomine en Amérique latine. Ce postulat fut d'abord élaboré sous les dictatures, lorsque plusieurs défendaient l'idée que les valeurs des citoyens étaient à l'image des régimes autoritaires. Susan Tiano figure parmi les critiques couramment citées. En étudiant les attitudes des travailleurs en Argentine et au Chili, elle déduisit que la culture des secteurs dits les plus anti-démocratiques³² était, dans les faits, dépourvue de valeurs autoritaires (1986 : 80). Ceux, comme Tiano, qui refusèrent de croire en l'existence d'une culture autoritaire, rappelèrent ainsi que toute explication sur l'instauration de régimes autoritaires dans la région devait mettre l'accent sur des facteurs plus circonstanciels et « structurels » que culturels (Booth et Seligson, 1984 ; Turner, 1995 : 210). La recherche d'explications autres que culturelles fut accompagnée de réflexions sur les rapports entre les citoyens et leurs dirigeants. Dans l'élaboration de contre-

³¹ Très critique au sujet de la notion même de « culture politique », Bertrand Badie s'interroge sur l'existence de ce type de liens. Par exemple, il estime « ... [qu'] aucune preuve ne nous est donnée du lien unissant les comportements individuels repérés à la création, l'essor et la stabilité des institutions démocratiques auxquelles ils sont censés se rapporter... » (BADIE Bertrand. *Culture politique*. Paris : Économica, 1983, p. 46).

³² Nul besoin de souligner que ces observations sont contraires à celles de Seymour Martin Lipset qui, pour sa part, déclara la classe ouvrière comme étant la plus autoritaire des secteurs de la société (LIPSET Seymour Martin. « Democracy and Working-Class Authoritarianism ». *American Sociological Review*, 1959, vol. 24, n° 4, p. 482-501).

arguments, on rappela, entre autres, jusqu'à quel point la « verticalité des rapports sociaux » facilitait l'imposition de modèles autoritaires dans la sous-région (Rouquié, 1982 : 45).

Aujourd'hui, même si les dictatures sont tombées, les débats restent bien vivants. Les critiques de la logique wébérienne sont actifs et produisent de nombreuses études où on ne remet pas nécessairement en cause la pertinence du lien entre culture et démocratie. En fait, dans le domaine des opinions, il est courant que les chercheurs expliquent que les attitudes (appui, satisfaction, confiance, etc.) envers la démocratie soient largement influencées par les institutions. Plus précisément, on considère que les opinions des citoyens vis-à-vis de la démocratie sont liées au « traitement démocratique » que reçoivent ces derniers plutôt qu'à une prédisposition culturelle de ceux-ci. Par exemple, on observe que plus les institutions politiques seront dignes de confiance, plus les citoyens seront enclins à accepter la démocratie et à rejeter ses alternatives (Chu *et al.*, 2008 : 85). Dans cette ligne de pensée, on conclut par exemple que la nostalgie qu'éprouvent certains citoyens de pays qui ont une longue tradition autoritaire serait le produit d'une insatisfaction à l'égard du système politique plutôt que d'une affinité envers les régimes dictatoriaux (Ekman et Linde, 2005 : 370). Ces prises de position se distancent des explications qui font de la culture le principal facteur pour comprendre pourquoi le niveau de confiance envers le système politique est généralement plus élevé dans les pays de longue tradition démocratique qu'il ne l'est là où la tenue d'élections justes et libres ne se fait que depuis peu de temps.

Le déterminisme institutionnel apporte des réflexions intéressantes afin de comprendre le lien entre culture et démocratie. Mais qu'en pensent les tenants de la logique « adverse » ? Faux débat, nous répond celui que l'on surnomme « le père de la culture politique », Gabriel Almond. Dans un chapitre où il revient sur le concept de culture politique³³, Almond explique qu'il est clair que les valeurs sont aussi bien façonnées par les institutions qu'elles influencent ces dernières (1990 : 144)³⁴. Ceci dit, on en arriverait à une circularité qui rendrait caduc le

³³ Au besoin, le lecteur pourra consulter l'œuvre principale d'Almond sur le sujet. Voir ALMOND Gabriel A. et VERBA Sidney. *The Civic Culture. Political Attitudes of Democracy in Five Nations*. Boston : Little, Brown and Company, 1965, 379 p.

³⁴ Dans ce texte, Almond considère que les premières œuvres sur la culture politique (dont il

débat sur la direction de la causalité³⁵. En fonction des observations, l'influence réciproque fonctionnerait aussi bien là où on tente d'établir ou de consolider la démocratie (Diamond *et al.*, 1999 : 39 ; Torres-Rivas et Rodas, 2007 : 64) que sous un régime non-démocratique où les méthodes autoritaires du gouvernement favoriseraient le maintien de valeurs du même type, et vice versa (Booth et Seligson, 1993 : 114). Cette interaction réciproque se ferait sous certaines règles. Comme nous le rappellent Edward Muller et Mitchell Seligson (1994 : 640), alors que certains aspects de la culture politique seront principalement influencés par la démocratie (tels l'appui aux réformes graduelles), d'autres (telle la confiance interpersonnelle) influenceront particulièrement sur celle-ci. Dans un deuxième temps, notons que les variables n'évoluent pas dans un vase clos. Bien qu'elle ait un impact sur le type de régimes et de politiques, la culture n'agirait pas seule pour façonner le politique, un constat qui est d'ailleurs émis dans plusieurs études (par exemple, Klesner, 2001 : 137 ; Camau et Geisser, 2003 : 19). En lien avec cette deuxième précision, rappelons que la culture subit aussi les effets de

est l'un des principaux contributeurs) reconnaissent clairement le lien réciproque entre culture et institutions, et, par le fait même, ne se limitaient pas à faire de la culture une variable indépendante. Remettre en cause la théorie proposée dans ces travaux en utilisant des explications institutionnelles équivaldrait, selon Almond, à employer des arguments de type « homme de paille ». D'autres chercheurs comme lui, dont Harrison (HARRISON Lawrence. « Why Culture Matters ». *Culture Matters: how values shape human progress* / ed. par Lawrence HARRISON et Samuel P. HUNTINGTON. New-York : Basic Books, 2000, p. XVII), qui mettaient énormément l'accent sur la culture comme variable explicative, ont senti le besoin quelques années plus tard de préciser qu'ils avaient toujours cru en la notion de réciprocité entre culture et institutions. Finalement, les arguments « homme de paille » ont peut-être été utilisés des deux côtés. Ceux qu'on nomma « les héritiers d'Alexis de Tocqueville » mentionnaient rarement que lors de son voyage aux États-Unis, Tocqueville observa que les droits dont jouissaient les Américains favorisaient la tolérance, transformaient les relations familiales, etc. (TOCQUEVILLE Alexis de. *Democracy in America*. New-York : The New American Library, 1956, p.197 et 232)

³⁵ Il est intéressant d'observer que la circularité est l'un des principaux problèmes qu'observe Alejandro Portes alors qu'il analyse la relation entre le capital social (tel qu'élaboré par Robert D. Putnam) et la qualité de la gouvernance (PORTES Alejandro. « The Two Meanings of Social Capital ». *Sociological Forum*, 2000, vol. 15, n° 1, p. 1-12). Aussi critique quant à la direction de la causalité entre le capital social et les institutions, Maloney *et al.* (MALONEY William A., SMITH Graham et STOKER Gerry. « Social Capital and Associational Life ». *Social capital: Critical Perspective* / ed. par Stephen BARON, John FIELD et Tom SCHULLER. Oxford : Oxford University Press, 2000, p. 212-225) rappellent que l'État et les autorités peuvent nuire à la création de valeurs civiques, une observation qui rend moins convaincantes les idées de Putnam pour qui la vigueur des interactions entre les citoyens est primordiale à la stabilité de la démocratie. (PUTNAM Robert D. *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton : Princeton University Press, 1993, p. 89)

variable externe, tels la structure socio-économique et le contexte international (Chu et Huang, 2007 : 18).

L'objectif de passer ces débats en revue n'est pas nécessairement de prendre position et, encore moins, de nous cantonner dans l'une des approches. Compte tenu de l'objectif principal de notre investigation, il est plus utile de faire ressortir des éléments qui nous permettent de structurer notre démarche de recherche et, par le fait même, de focaliser sur des enjeux qui sont pleinement pertinents. De façon générale, ces débats théoriques sont appréciables puisqu'ils offrent des indices afin d'étudier les opinions et les comportements politiques, des variables ou sous-variables liées à la culture et à la démocratie.

Les arguments présentés dans les débats mettent l'accent sur un certain nombre d'éléments clés. De ceux-ci, soulignons le rôle central qu'occupe le contexte politique. Présenté autrement, il est assez clair pour l'ensemble des théoriciens, indépendamment de leur position, que l'on ne peut comprendre les habitudes et les opinions politiques sans reconnaître qu'ils sont en étroite interaction avec leur environnement. Deuxièmement, comme observation générale : par l'abondance d'arguments et par la complexité que l'on reconnaît aux objets d'étude, il devient inapproprié de croire que la simplification analytique puisse être d'un recours quelconque. En d'autres mots, la connaissance de ces débats nous sensibilise particulièrement à l'importance de faire preuve de nuance et de subtilité dans notre méthode d'analyse et d'interprétation des opinions et des comportements.

1.4 Le contexte : la toile de fond de l'étude de la culture politique et des opinions

L'une des approches que nous privilégions dans cette thèse consiste à voir les opinions comme l'expression d'attitudes qui trouvent leur sens lorsqu'on les met en relation avec leur environnement. Puisque nous étudions une culture politique qui serait caractérisée par une faible inclination démocratique, cette approche nous amène à nous interroger simultanément sur la démocratie et sur la perception des Guatémaltèques de celle-ci. De fait, alors que plusieurs Guatémaltèques sont incapables d'indiquer ce que représente la démocratie à leurs yeux, d'autres croient simplement qu'elle n'est pas encore implantée dans

leur pays. Soulignons notamment que ces prises de position, observées en analysant les résultats de sondages d'opinion, se manifestent dans un contexte particulier où le terme « démocratie » a longtemps été employé pour désigner des gouvernements qui étaient peu ou aucunement démocratiques. Dans cette section, nous proposons au lecteur de se pencher sur les perceptions, les opinions et les non-opinions que les Guatémaltèques expriment dans les sondages sur cette « démocratie ». Afin de mieux comprendre les attitudes que nous observons, nous nous intéressons au contexte et, plus particulièrement, à certains épisodes historiques qui rappellent de quelle manière, au Guatemala, le terme « démocratique » possède une connotation très ambiguë.

Dans la première partie de ce chapitre nous avons comparé les niveaux d'attachement des sondés à la démocratie. Sur la base de quelques données de sondages nous avons constaté que les Guatémaltèques semblaient être moins inclinés vers cette dernière que ne l'étaient généralement les Latino-Américains des autres pays. Avant de conclure, sur la base de ces premières observations, que les Guatémaltèques sont fortement portés vers l'autoritarisme, nous devons, en plus de nous intéresser à la facette explicite des résultats de sondages, chercher à comprendre les éléments implicites attachés à ces derniers. Par exemple, si dans les enquêtes, les sondés du Guatemala démontrent peu d'appui à l'endroit de la « démocratie », il est intéressant de nous demander ce que ceux-ci entendent par cette « démocratie ». Étrangement, si les sondeurs interrogent couramment les citoyens sur leur attachement à la « démocratie » (un objet qui est hautement polysémique), il est plutôt rare qu'ils cherchent à savoir quelle signification « leurs sujets » donnent à cet objet.

Sur une période de treize ans (de 1995 à 2009) où il effectua des enquêtes annuelles, le *Latinobarómetro* interrogea les Guatémaltèques à quatre reprises afin de savoir ce que la démocratie signifiait pour eux. En 2006, la dernière année où les enquêteurs du groupe s'intéressèrent à la question, ils observèrent que les sondés attribuèrent à la démocratie une signification qui était principalement liée aux idées de droit et liberté (31%), d'égalité et de justice (8%) et de paix et d'unité (6%). Au-delà de ces réponses explicites, les sondeurs observèrent que de nombreuses personnes étaient incapables de définir la démocratie ou refusèrent tout simplement de communiquer ce que la démocratie représentait pour eux. En effet, à la question « Que signifie la démocratie pour vous ? », 28% des

Guatémaltèques indiquèrent ne pas savoir. Après le « droit et la liberté », cette réponse était la deuxième plus populaire. En additionnant les sondés qui étaient incapables de donner une réponse à ceux qui refusèrent simplement de communiquer leur opinion, les sondeurs obtinrent un taux de 41%.

Dans son enquête menée la même année, le LAPOP obtint des résultats analogues. Dans un premier jet de réponses, les sondés du Guatemala indiquèrent, parmi un choix d'une dizaine de caractéristiques, que la démocratie symbolisait à leurs yeux « la liberté » (16%), « la liberté d'expression » (13%), « l'égalité » (5%), « être indépendant » (4%), etc. Après avoir identifié des caractéristiques principales, les sondés évaluèrent que la « liberté » (12%), la « liberté d'expression » (11%), le « respect des droits de l'Homme » (8%) et « l'égalité » (6%) figuraient aussi au nombre des traits de la démocratie. Cependant, si la plupart des sondés pouvaient offrir des réponses précises, plusieurs étaient incapables de le faire. En effet, un sondé sur cinq (21%) informa les enquêteurs que, à ses yeux, la démocratie n'avait « aucune signification », une proportion plus élevée à ce que LAPOP enregistra ailleurs dans l'isthme centraméricain ou dans la plupart des pays où elle effectua son enquête.

À première vue, si les sondés qui indiquent que la démocratie n'a aucune signification pour eux semblent donner une réponse vide de sens et difficilement compréhensible, il en est tout autre. D'une part, ce type de réponse, très courant au Guatemala, nous donne des indications quant à l'ambiguïté qui existe autour du terme « démocratie ». D'autre part, ce type de réponse nous indique la possibilité que de nombreux sondés soient détachés de la vie politique et de la démocratie, du moins de façon plus importante que cela peut être le cas chez ceux qui sont disposés à attribuer ouvertement une signification à la démocratie³⁶. Rappelons que dans l'étude du LAPOP de 2006, la majorité des sondés qui étaient incapables ou qui ne souhaitaient pas donner une réponse précise n'étaient pas inscrits sur les listes électorales (ou n'avait pas voté lors de l'élection de 2003), étaient des femmes, affirmaient être complètement

³⁶ Rappelons ce qu'écrivait Françoise Subileau, « [on sait] que l'abstention, les non-réponse aux questions d'opinion et le refus même de répondre aux enquêtes ont partie liée : ce sont les mêmes groupes sociaux qui adoptent ce type de comportements. » (SUBILEAU Françoise. « L'abstentionnisme : apolitisme ou stratégie? » *Les modèles explicatifs du vote I* éd. par Nonna MAYER. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 249).

désintéressés par la politique et affichaient des connaissances très limitées sur l'actualité et la géographie³⁷.

Il est approprié de croire que « la démocratie », comme idéal ou dans sa pratique, renvoie à quelque chose de particulièrement ambiguë pour de nombreux Guatémaltèques, notamment chez ceux qui se tiennent à l'écart du jeu politique. Cette ambiguïté s'observe dans divers sondages où les Guatémaltèques qui acceptent de participer aux enquêtes sont nombreux à ne pas donner leurs opinions sur des questions traitant de « la démocratie ». En fait, on observe que le taux de sans-réponses aux questions sur le sujet est généralement plus élevé au Guatemala qu'il ne l'est ailleurs en Amérique latine.

Tableau 1.3 Part des sondés qui ne prennent pas position sur les questions qui font référence à la « démocratie ». 2008.

Questions qui contiennent le mot "démocratie" ou "démocratique"	Guatemala NSP + SR	Amérique centrale NSP + SR	Amérique latine NSP + SR
La démocratie est-elle préférable aux autres systèmes de gouvernement ?	18%*	9%	7%
Malgré ses problèmes, la démocratie est-elle le meilleur système de gouvernement ?	17%*	8%	6%
Êtes-vous satisfait du fonctionnement de la démocratie ?	15%*	6%	3%
Quel niveau de développement a atteint la démocratie ?	15%*	6%	4%
Vous ennuerait-il qu'un gouvernement non-démocratique soit mis en place s'il réglait les problèmes économiques ?	18%*	9%	8%
La démocratie est-elle un moyen indispensable afin de devenir un pays développé ?	17%*	9%	8%
La démocratie est-elle une solution aux inégalités sociales ?	13%	11%	9%

Notes : NSP : Ne sait pas. SR : Sans-réponse. En général, les sondés qui répondent « qu'ils ne savent pas » sont beaucoup plus nombreux que ceux qui refusent simplement de répondre aux questions. Dans le tableau, le symbole « * » signifie que la part observée au Guatemala est supérieure à celle enregistrée dans les autres pays de la région latino-américaine. La moyenne « Amérique centrale » est celle de tous les pays de l'isthme, le Guatemala et le Belize (non inclus dans l'enquête) en moins. La moyenne « Amérique latine » est celle des 12 pays latino-américains où a été menée l'étude, l'Amérique centrale et le Guatemala en moins.

Source : *Latinobarómetro*, 2011.

³⁷ Plus précisément, les sondés qui n'attribuèrent aucune signification à la démocratie démontrèrent une difficulté importante à identifier correctement le nom du président du congrès du Guatemala, le nom du président des États-Unis ou encore le nombre de départements que compte leur pays.

Cette même différence est enregistrée, que l'on mesure l'appui et la satisfaction de la démocratie ou encore que l'on cherche à connaître l'évaluation que font les sondés de cette dernière. Le tableau ci-dessous fait état de résultats qui laissent entrevoir, au Guatemala, une certaine « perplexité » ou une forme de malaise vis-à-vis de la démocratie qui serait plus prononcée qu'ailleurs.

L'écart que l'on observe entre le taux de sondés qui ne se prononcent pas (c'est-à-dire ceux qui choisissent l'option « je ne sais pas » ou qui refusent simplement de répondre aux questions) au Guatemala et celui enregistré en moyenne dans la région latino-américaine est important. Effectivement, en 2008, les Guatémaltèques étaient plus portés que le reste des Centraméricains et des Latino-Américains à ne pas prendre position sur la démocratie. La propension des Guatémaltèques à « l'abstention » n'est pas un phénomène isolé dans le temps. Dans les enquêtes menées en 2007 et en 2009, généralement les Guatémaltèques faisaient preuve davantage de réserve ou d'incapacité à prendre position comparativement à ce qui était observé dans les autres pays d'Amérique latine. En fait, dans des échantillons de même taille, le nombre de Guatémaltèques qui refusèrent de se prononcer était généralement de deux à trois fois plus important à ce que les sondeurs observèrent en moyenne dans les autres pays.

En nous interrogeant sur les différences entre les sondés du Guatemala et ceux des autres pays, nous pouvons notamment tenter de savoir si les « non » et les « pseudos » attitudes ont un rôle à jouer dans les résultats que nous observons. Il est effectivement important de reconnaître la possibilité que les Guatémaltèques soient plus « timides » que les sondés des autres pays, ce qui les amèneraient à partager moins ouvertement leurs véritables opinions alors que les sondeurs les interrogent sur la démocratie. En contrepartie, il est pertinent de reconnaître la possibilité que les sondés des autres pays soient plus portés à émettre une opinion alors qu'ils en n'ont pas forcément une. Pour reprendre les termes de Gilljam et Granberg (1993 : 335), nous pouvons nous questionner sur l'influence qu'auraient les « faux négatifs » (au Guatemala) et les « faux positifs » (dans les autres pays) sur les résultats que nous mettons en évidence. Bien qu'il

soit difficile de se prononcer sur le sujet³⁸ nous pouvons tout de même tenter d'en apprendre davantage sur les Guatémaltèques qui ne peuvent ou qui ne veulent prendre position sur la démocratie.

En procédant à des analyses croisées, on remarque notamment que les citoyens qui s'abstiennent de se prononcer ou qui n'ont pas d'opinion sur la démocratie partagent bien souvent des traits en commun. D'abord, soulignons qu'au Guatemala, la propension à refuser d'émettre une opinion sur la démocratie varie négativement avec le niveau d'instruction des sondés. Plus précisément, pour les questions qui figurent dans le Tableau 1.3, le taux de sans-réponses est plus élevé chez les sondés qui ont peu ou pas d'instruction que chez ceux qui ont poursuivi des études au-delà de l'école primaire. Le sexe et des caractéristiques linguistiques sont également des éléments à prendre en considération. En effet, alors que les femmes ont moins tendance à émettre leurs opinions que les hommes, les personnes dont l'espagnol n'est pas leur langue maternelle (ainsi que ceux qui affirment appartenir à une groupe autochtone) sont moins portés que les hispanophones « de naissance » (ou les « blancs ») à montrer une attitude tranchée sur la démocratie³⁹. Le taux de sondés qui refusent d'opiner est aussi plus élevé chez les sondés qui résident dans les villes de taille moyenne qu'il ne l'est dans les petites et les grandes villes⁴⁰. Tout aussi

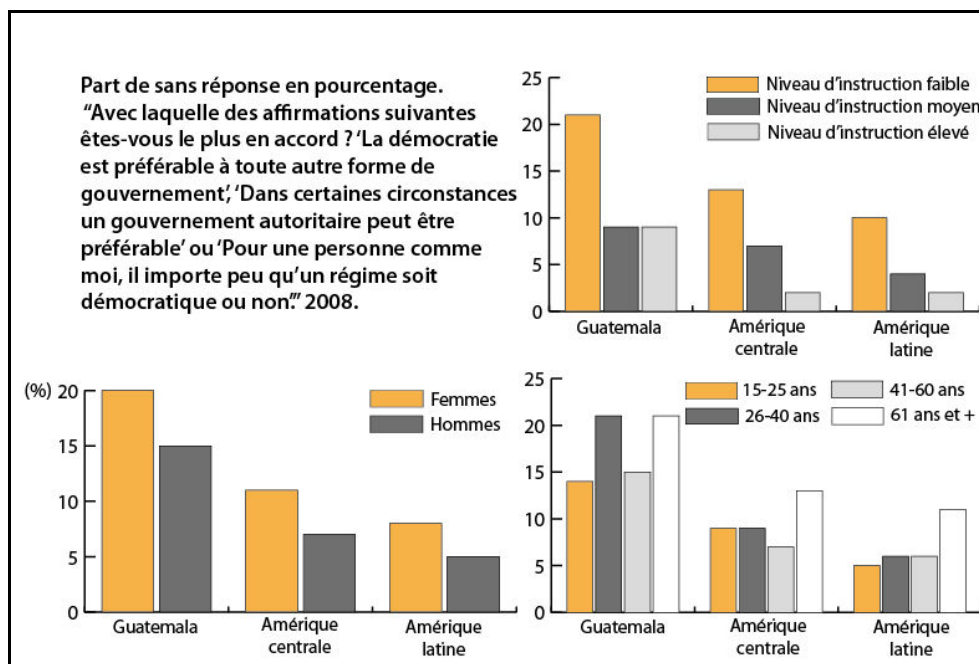
³⁸ Les données que le *Latinobarómetro* mettent à la disposition des utilisateurs sont très limitées. Ces limitations sont notamment dues aux types d'indicateurs que le groupe-baromètre utilise dans ses enquêtes, un thème que nous analyserons dans le chapitre 2. Il aurait été intéressant de savoir si les sondés qui ont ou qui n'ont pas une opinion sur la « démocratie » ont des attitudes « consistantes » sur des aspects (par exemple, la liberté d'expression) plus précis liés à cette dernière. Les enquêtes menées par d'autres sondeurs nous permettent de faire des vérifications en ce sens. En consultant les données (2008) de la LAPOP au Guatemala nous observons que la moitié (ou plus) des sondés qui n'expriment pas leur préférence pour la « démocratie » prennent toutefois position lorsque les enquêteurs les interrogent sur des thèmes plus précis qui sont directement liés à la démocratie. Cette observation est fort intéressante puisqu'elle vient soutenir la thèse de la « perplexité démocratique » que nous développons.

³⁹ Rappelons les observations empiriques que faisaient Montenegro. Au Guatemala, les femmes et ceux qui n'ont pas l'espagnol comme première langue sont nombreux parmi les analphabètes. (MONTENEGRO Nineth. *The Challenge of Women's Political Participation in Guatemala* [en ligne]. [Consulté le du 9 avril 2010]. Disponible sur : <http://www.idea.int/publications/wip/upload/montenegro-CS-Guatemala.pdf>)

⁴⁰ Dans leur étude sur les « sans-réponses », Michelat et Simon observaient en France dans les années quatre-vingt que le refus de prendre position dans les enquêtes était généralement plus marqué en milieu rural qu'il ne l'était dans les grandes villes. (MICHELAT Guy et SIMON Michel. « Les 'sans-réponse' aux questions politiques : rôles imposés et

intéressant, les sondés qui ont entre vingt-six et quarante ans ainsi que ceux qui ont 61 ans et plus sont plus portés que les sondés appartenant aux autres groupes d'âges à ne pas émettre une opinion, une spécificité du Guatemala puisqu'il est peu courant que les sondés des autres pays âgés de vingt-six à quarante ans soient autant portés que leurs aînés à ne pas exprimer leurs opinions.

Graphique 1.3 Distribution des sans-réponses en fonction du sexe, du niveau d'éducation et de l'âge. 2008.



Notes : La catégorie des sans-réponses comprend les sondés qui refusèrent de répondre et ceux qui affirmèrent ne pas avoir d'opinion à la question qui leur était posée. Les groupes de pays Amérique centrale et Amérique latine sont les mêmes que dans le Tableau 1.3.

Source : *Latinobarómetro*, 2011.

La proportion importante de sans-réponses au Guatemala par rapport à ce qui est enregistré ailleurs nous amène à nous interroger. Pourquoi les Guatémaltèques sont-ils moins enclins à prendre position sur la « démocratie » que ne le sont en moyenne les sondés des autres pays d'Amérique centrale ou

compensation des handicaps ». *L'Année Sociologique*, 1982, vol. 32, p. 83). Les résultats obtenus par *Latinobarómetro* au Guatemala montrent un phénomène quelque peu différent, alors que les « ruraux » et les « urbains » ont un comportement similaire à ce niveau. Toutefois, comme le notaient les chercheurs, les femmes guatémaltèques et ceux qui ont un faible niveau d'instruction ont effectivement moins tendance à prendre position sur la « démocratie » que les hommes et les sondés qui ont complété des études secondaires ou post-secondaires.

d'Amérique latine. Il y a lieu de croire qu'une partie de la réponse provient de la structure de la population et des rapports que certains groupes sociaux entretiennent avec la « démocratie ».

Le taux élevé de l'analphabétisme⁴¹, reflété dans les enquêtes du *Latinobarómetro* où 33,5% des sondés guatémaltèques déclaraient en 2008 ne pas savoir lire et écrire, place le Guatemala dans une catégorie à part. Non seulement l'échantillon national du Guatemala est-il celui qui comprend le pourcentage le plus élevé d'analphabètes, mais il est aussi celui au sein duquel ceux qui ne savent ni lire ni écrire sont les moins portés à prendre position sur la « démocratie ». En d'autres mots, l'analphabétisme semble peser lourd, amenant, plus qu'ailleurs, les sondés à esquiver (entre autres) les questions sur la démocratie que ce soit par choix, par inexpérience à s'exprimer sur le sujet ou simplement par difficulté (en prenant compte du rôle politique très limité qu'ils jouent en tant que citoyens marginalisés) à conceptualiser ce sur quoi on les interroge.

Les résultats d'enquêtes au Guatemala mettent en évidence une classe de citoyens qui occupent peu de place dans le jeu politique. Rappelons que chez les Guatémaltèques qui ont un faible niveau d'instruction, la proportion de sondés qui déclaraient en 2008 ne pas savoir si la démocratie était préférable aux autres formes de gouvernement atteignait près de 20%. En Amérique latine, une telle proportion n'était égalée ou légèrement dépassée qu'au Panama et au Pérou. Au Guatemala comme dans ces deux derniers pays, plusieurs citoyens semblent perplexes au moment de prendre position sur la démocratie. En contrepartie, chez ceux qui expriment une opinion, il existe une forme de détachement de la « démocratie » en estimant, plus qu'ailleurs, qu'un gouvernement autoritaire puisse être préférable (dans certaines circonstances) et en affichant une indifférence marquée au sujet du type de régime politique sous lequel ils vivent. Avant de conclure de trop rapidement que ces attitudes sont le reflet d'affinités profondes qu'auraient les Guatémaltèques avec les idéaux autoritaires, il faut

⁴¹ Parmi les pays sous enquête dans les études du *Latinobarómetro*, le Guatemala est le pays où le taux d'analphabétisme est le plus élevé chez les quinze ans et plus (*Información estadística* [Ressource électronique]. [Santiago] : Comisión Económica para América latina y el Caribe (CEPAL). [Réf. du 9 avril 2010]. Chili. Disponible sur : <http://www.eclac.cl/estadisticas>).

d'abord considérer la variable contextuelle qui vient brouiller les pistes, jetant un flou sur ce que représente (ou pas) la démocratie aux yeux des citoyens.

Encadré 1.2 Part des sans-réponses dans l'enquête du *Latinobarómetro* de 2008

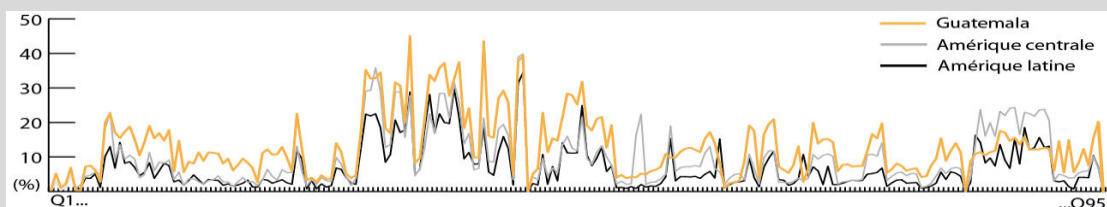
Les « je ne sais pas » et les sans-réponses au cours d'un entretien

Il serait trompeur d'affirmer que dans les enquêtes d'opinion seules les questions sur la « démocratie » génèrent un taux élevé de sans-réponses. En fait, certains thèmes ou certaines questions de sondages produisent un taux supérieur à ce qu'on obtient lorsqu'on interroge les citoyens sur « la démocratie ». En nous intéressant à l'évolution des réponses et, plus particulièrement, à la part des sans-réponses aux questions de l'enquête *Latinobarómetro* (2008), nous constatons que les thèmes liés aux relations internationales et à la politique des pays étrangers poussent de nombreux sondés à répondre « qu'ils ne savent pas » ou qu'ils ne souhaitent pas donner une opinion.

À l'inverse, les questions qui requièrent moins de connaissances ou qui touchent directement les sondés (pensons, par exemple, aux questions sur la situation économique des ménages) produisent généralement un faible taux de sans-réponses. En parallèle, certains enjeux ou types de questions produisent des réactions très différentes d'un pays à un autre, laissant ainsi entrevoir des distinctions importantes entre les cultures politiques.

Dans l'enquête du *Latinobarómetro*, le Guatemala figure parmi les pays où le taux de sans-réponses est le plus élevé. En points de pourcentage, la proportion de sondés qui « esquivent » les questions est généralement deux fois supérieure à ce qu'on observe en moyenne en Amérique latine. Cette différence est à certains niveaux encore plus marquée, et ce, lorsque les sondeurs interrogent les Guatémaltèques sur des thèmes tel celui de la « démocratie ». Au Guatemala comme ailleurs, la propension des sondés qui ne donnent pas une réponse précise varie, entre autres, négativement en fonction du niveau d'instruction. Soulignons que dans l'échantillon du Guatemala, 64,5% des sondés affirmèrent être analphabètes ou ne pas avoir terminé l'école primaire alors que dans les autres pays la proportion moyenne étaient de 20,6%.

Le graphique qui apparaît plus bas illustre la variation des sans-réponses aux questions au cours de l'enquête du baromètre latino-américain. Les résultats sont compilés (de gauche à droite) en respectant l'ordre dans lequel les questions (de la première à la quatre-vingt quinzième) furent posées. Rappelons qu'un seul et unique questionnaire fut utilisé dans tous les pays. Si un taux élevé de sans-réponses nous donne peu d'information concrète sur les opinions de ceux qui ne s'expriment pas, il nous fournira des indications sur l'aisance des sondés à prendre position sur des thèmes précis et/ou sur la qualité et l'utilité des indicateurs qui sont employés.



Notes : Les dernières questions de l'enquête (les variables de contrôle) sont exclues des résultats présentés. Les données sur l'Amérique centrale comprennent les résultats obtenus au Salvador, au Honduras, au Nicaragua, au Costa Rica et au Panama. Les données sur l'Amérique latine comprennent pour leur part les résultats compilés au Mexique, en République Dominicaine, en Colombie, au Venezuela, en Équateur, au Pérou, en Bolivie, au Chili, en Argentine, en Uruguay, au Paraguay et au Brésil.

Source : *Latinobarómetro*, 2011.

Outre les questions liées à l'attachement et à la compréhension de ce que représente la démocratie, il est également intéressant de porter attention à l'évaluation que font les citoyens de cette dernière. Sur une échelle de 1 à 10 (1 représentant aucunement démocratique et 10, totalement démocratique), les Guatémaltèques qui, en 2008, émettaient une opinion, attribuaient en moyenne une note de 5,2 à l'état démocratie dans leur pays, soit un pointage inférieur à ce qui est observé en moyenne presque partout ailleurs en Amérique centrale (5,7) ou en Amérique latine (5,9). Au Guatemala, les sondés âgés de quarante et un à soixante ans (5,0), ceux dont la langue maternelle est l'espagnol (5,0), qui se positionnent idéologiquement centre (4,9), qui ont un niveau d'instruction élevé (4,2)⁴², qui estiment que les libertés politiques sont peu garanties (4,8) ou qui habitent dans les grandes villes (5,0) figurent parmi les plus critiques au moment d'évaluer la démocratie. Inversement, les sondés qui, par exemple, ont un niveau d'étude secondaire (5,6), résident dans une ville de taille moyenne (5,6), estiment que les libertés politiques sont garanties (6,0) ou qui participent aux affaires du parti au gouvernement (6,0) figurent parmi ceux et celles qui attribuent une note élevée au développement démocratique du pays.

Le doute quant à la vitalité de la démocratie est exprimé, comme nous le constatons plus haut, au côté d'un certain détachement envers cette dernière. Au Guatemala, comme c'est le cas dans les autres pays, les sondés qui font une évaluation positive de la « démocratie » disent préférer un gouvernement démocratique en toute circonstance. À l'inverse, ceux et celles qui attribuent une note plus faible que la moyenne tendent à être indifférents ou à croire que dans certains cas, un gouvernement autoritaire peut être favorable. Bien que cela semble aller de soi, n'oublions pas que ces opinions ne peuvent être comprises sans tenir compte de l'expérience et de la perception des citoyens envers l'État et l'offre politique.

Plusieurs pistes de réponses peuvent être évoquées afin de guider notre recherche sur les opinions des Guatémaltèques. Au nombre de ces pistes rappelons certains éléments liés à la controverse même que peut susciter le fait

⁴² Nous devons interpréter ce résultat avec précaution puisque le nombre de Guatémaltèques qui ont un niveau d'éducation élevé est peu élevé.

d'interroger les Guatémaltèques sur « la démocratie »⁴³. Expliquer les résultats exposés dans cette section et comprendre, plus particulièrement, pourquoi les Guatémaltèques ont tendance à ne pas s'exprimer sur la « démocratie », à afficher un certain détachement par rapport à celle-ci ou encore à faire une faible évaluation de cette dernière ne peut se faire en ignorant le contexte. Nous proposons de revenir sur certains événements historiques qui rappellent la profonde ambiguïté qui existe au Guatemala autour de la démocratie ou, plus particulièrement sur la nature des régimes politiques qu'a connu le pays. Revenons brièvement sur ce thème, un exercice qui nous permettra de mieux comprendre certaines facettes de la culture politique que les enquêtes d'opinion mettent en évidence.

1.4.1 La « démocratie » sous les militaires guatémaltèques

Au Guatemala, les années 1944 à 1954 représentent une époque d'ouverture et de démocratisation partielle. Cette période de « révolution » fut marquée par l'élection de Juan José Arévalo et la fin du régime autoritaire de Jorge Ubico (1931-1944). Réformiste, mais surtout très populaire auprès de l'électorat, Arévalo permit l'adoption d'une nouvelle constitution qui visait notamment à faire de l'armée une institution apolitique et à renforcer les droits de participation des citoyens. Qualifiée de « printemps », cette période qui permit temporairement de mettre fin à la dictature, se poursuivit avec l'élection (juste et libre) en 1950 d'un autre réformiste, Jacobo Arbenz. Durant son mandat de trois ans, ce dernier tenta de revoir l'épineuse question de la répartition inégale des terres au pays.

⁴³ Critiques des sondages, mais émettant plusieurs observations intéressantes, Pierre Bourdieu (BOURDIEU Pierre. *L'opinion publique n'existe pas* [en ligne]. 1972, [consulté le 20 septembre 2009]. Disponible sur : <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/questions/opinionpub.html>) et Madeleine Grawitz (GRAWITZ Madeleine. « Les sondages d'opinion politique ». *Revue des Travaux des Sciences Morales et Politiques*, 1972, Premier semestre, p. 99-108) rappellent que plus une question génère des conflits ou des tensions, plus le taux de non-réponse pour cette question sera élevé. Un point de vue plus polémique, et sans doute moins utile afin de comprendre le cas guatémaltèque, Inkeles et Smith arguent que plus une personne est « traditionnelle », plus son champ d'intérêts est limité et plus elle est discrète sur ses opinions. (INKELES Alex et SMITH David H. *Becoming Modern: Individual Change in Six Developing Countries*. Cambridge: Harvard University Press, 1974, p. 21).

La mission que s'était donnée Arbenz était peut-être trop risquée compte tenu de l'influence de l'oligarchie. En juin 1954, il est chassé du pouvoir par l'armée qui voit en ses actions, et la mobilisation urbaine suscitée par celles-ci, une menace communiste. Le paradoxe de la démocratie débuta ainsi : les nouveaux dirigeants, arrivés au pouvoir par la force, se déclarèrent « héritiers » de la révolution. La junte qui prit le pouvoir justifia l'intervention musclée contre le gouvernement d'Arbenz en précisant que ce dernier, en plus d'être responsable de violations « généralisées » des droits de l'Homme, était arrivé à la tête du pays par la fraude électorale (Handy, 1985 : 3). Le premier renversement d'un gouvernement élu librement donna lieu à l'instauration d'un régime qui, même s'il imposa d'importantes restrictions au niveau des libertés politiques et individuelles, manifestait son « amour de la démocratie » (Gillin, 1956 : 480).

À partir de ce moment, et pour une période s'étirant jusqu'en 1985, année où l'armée accepta l'installation d'un chef d'État qui avait peu de lien avec le pouvoir militaire, le Guatemala connut une succession de gouvernements militaires décidés à contrer par tous les moyens l'émergence de forces politiques de gauche⁴⁴. Sans doute afin de rendre ses missions plus acceptables aux yeux de ses citoyens et de la communauté internationale, l'État « s'appropriâ » le discours des droits de l'Homme (Schirmer, 1996 : 86). L'objectif que se donna l'armée d'éliminer les groupes et les populations « rebelles » devint ainsi une question de « justice », de « morale » et de « démocratie ». Pourtant, durant cette période plus de 200 000 personnes moururent ou disparurent des suites de la violence en grande partie causée par l'armée (CEH, 2004 : 19).

Il est évidemment paradoxal de parler de démocratie alors que, durant la guerre civile, l'action gouvernementale a été menée de façon indépendante de la volonté populaire. L'isolement des dirigeants de cette volonté a été rendu possible grâce à la mise en place des structures d'exclusion qui permit à l'armée de gouverner sans se soucier des intérêts exogènes à l'institution militaire. La

⁴⁴ Rappelons de quelle manière Alain Rouquié décrivait la situation politique : « À partir de 1970 — et dans un climat de violence grandissante —, des généraux se succèdent régulièrement à la présidence à l'issue d'élections que l'armée gagne toujours. Le même scénario se répète avec des variantes : les forces armées choisissent un candidat qui deviendra nécessairement chef de l'Exécutif, puis négocient avec un ou deux partis de droite ou d'extrême droite qui lui fournissent ses bases électorales. Le pluralisme étant limité à un 'arc constitutionnel' dont sont bannis par définition les partis de gauche » (ROUQUIÉ Alain. *L'Etat militaire en Amérique latine*. Paris : Éditions du Seuil, 1982, p. 433).

tenue de scrutins aux résultats manipulés et l'utilisation de la répression à l'encontre des candidats jugés indésirables servirent l'armée et les groupes successifs liés à celle-ci qui s'échangèrent le pouvoir⁴⁵. Rappelons également qu'à partir de 1954 plusieurs changements à la direction du pays ont eu lieu par des coups d'État, d'ailleurs près d'une dizaine de transitions par la force ont eu lieu entre 1954 et 1985.

Comme le décrit James Mahoney, le régime, « l'un des plus répressifs de l'histoire d'Amérique latine », s'isola de tout intérêt civil important, même ceux exprimés par l'élite économique du pays (2001 : 239). Cette structure d'exclusion fut renforcée par l'emploi illégal de la violence. Alors que plusieurs régimes autoritaires de la région tentaient pourtant de légitimer la coercition qu'ils utilisaient contre leurs opposants (Loveman, 1999 : 233), les gouvernements guatémaltèques, aux travers des actions des escadrons de la mort et d'autres mouvements anti insurgés, ne prirent point la peine d'ériger une façade légale derrière laquelle ils auraient pu opérer (Jonas, 1991 : 146).

Durant la période de guerre, l'isolement des militaires de la volonté publique a aussi été assuré par des pratiques limitatives et répressives servant à régir le système de représentation politique et la liberté d'expression. Même s'il resta ouvert pour certains partis, l'espace politique permit d'abord une mobilisation symbolique et très contrôlée des civils. Durant plus de trois décennies, l'espace politique fut d'ailleurs fermé à tout groupe associé à la gauche (Ortiz, 2008). Les militants et les politiciens qui cherchaient d'autres canaux pour faire entendre leurs opinions et leurs revendications risquaient énormément. Les commissaires qui enquêtèrent sur les années noires observèrent notamment que « [pendant] la longue période de conflit armé, le simple fait de penser de manière critique était devenu au Guatemala un acte dangereux, et écrire sur des idées, des faits, ou des événements de la vie politique et sociale du pays signifiait courir le risque d'être menacé, torturé, enlevé et éliminé » (CEH, 2004 : 30).

Alors que dans certains cas les stratégies employées par le gouvernement limitèrent au maximum la participation politique, dans d'autres cas elles la

⁴⁵ Au niveau des consultations populaires, soulignons qu'en plus d'être frauduleuses, les scrutins attiraient peu de votants. En 1978, le général Roméo Lucas García remporta les élections avec un faible avantage. Même si le vote était obligatoire, à peine 15% de l'électorat prit part à la consultation.

rendirent absolument impossible. La peur d'être victime de la répression ou des conflits entre révolutionnaires et militaires provoqua le déplacement d'un million à un million et demi de Guatémaltèques, dont 50 000 qui se réfugièrent au Mexique (Sieder, 2002 : 1)⁴⁶. En milieu rural, des centaines de villages furent rayés de la carte. Quand cela n'était pas le cas, les habitants de certaines zones (fortement peuplées en autochtones) qui restèrent dans leur village se retrouvaient malgré eux résidents de zones contrôlées par l'armée. Cette situation fut courante au début des années quatre-vingt, période où les violences atteignirent un paroxysme et où un véritable « terrorisme d'État » aurait été employé contre les populations autochtones soupçonnées d'appuyer les insurgés (Barth, 2000 : 33).

Dans un contexte où « tous les régimes [...] se déclar[aient] de démocratie » (Rouquié, 2010 : 80), la lecture que faisait l'armée de ces événements est naturellement très différente. Si par mégarde les militaires ont agi illégalement dans le conflit les opposant à la gauche, c'est qu'ils auraient été forcés d'opérer dans des « conditions d'illégalité établies par la guérilla » (Schirmer, 1998 : 140). Comme l'observa le Général Hector Gramajo, qui occupa plusieurs fonctions importantes alors que les violences atteignirent leur paroxysme, l'armée chercha à « gérer efficacement les tensions sociales » (1995 : 32) en jouant un rôle de stabilisateur et de pacificateur face à la menace que posaient les rebelles. Selon Gramajo, par ses actions, l'armée participa en fait « au renforcement du système démocratique » (Schirmer, 1996 : 90) du Guatemala. Alors que le conflit tirait à sa fin, les interventions de l'armée contre la guérilla visaient à « rétablir l'ordre constitutionnel afin que les guatémaltèques connaissent et exigent le respect de leurs droits et de leurs obligations...»⁴⁷.

Par ses commentaires et ses interprétations l'armée donna à la démocratie une connotation des plus subjectives⁴⁸. Sous les régimes militaires, le principe de

⁴⁶ En 1980, la population du Guatemala était estimée à un peu plus de sept millions d'habitants.

⁴⁷ Cette citation provient du livre de Gilles Bataillon (BATAILLON Gilles. *Genèse des Guerres Internes en Amérique centrale (1960-1983)*. Paris : Les Belles Lettres, 2003, 474 p.) où il cite un passage de l'œuvre de Gramajo sur la guerre (GRAMAJO MORALES Héctor Alejandro. *De la Guerra...a la Guerra*. Ville de Guatemala : Fondo de Cultura Editorial, 1995, 499 p.).

⁴⁸ Par exemple, parmi les raisons évoquées pour justifier le coup d'État de 1982, la junte qui prit le pouvoir disait vouloir mettre un terme aux violences et faire respecter les droits de l'homme. (« Disposición del Presidente de la Junta Militar de Gobierno y del Ministro de la

justice n'avait pas moins une signification impartiale. Rappelons, par exemple, que la majorité des assassinats et des disparitions se produisirent sous un gouvernement qui prétendait ne pas voler, ne pas mentir et ne pas abuser du pouvoir⁴⁹ et qui, de surcroît, s'était engagé à redonner « la justice au peuple » (Garrard-Burnett, 2010 : 68). Évidemment cette vision des choses correspond difficilement à une réalité marquée par l'emploi de violences aveugles contre le peuple.

1.4.2 Comprendre les opinions dans un pays où les gouvernements autoritaires se sont longtemps proclamés... démocratiques

Il serait difficile de démontrer avec certitude jusqu'à quel point la conjoncture historique du Guatemala alimente toujours la « perplexité démocratique » observée dans les sondages d'opinion. Ce que nous pouvons toutefois affirmer avec certitude est que l'interprétation militaire ne contribue en rien à créer une compréhension collective de ce qu'est et de ce que n'est pas la démocratie. Autre élément ajoutant à la confusion : le régime « démocratique » mis en place après le retrait politique des militaires correspondait en peu de points au fonctionnement d'une démocratie réelle, ou du moins à un régime politique où le contrôle de l'État était entièrement entre les mains des civils.

En effet, soulignons qu'après son arrivée au pouvoir en 1985 le gouvernement civil de Vinicio Cerezo fut confronté à plusieurs obstacles. En dépit de l'adoption d'une nouvelle constitution et de la tenue d'élections justes et libres, les militaires conservèrent une influence marquée. En fait, lorsqu'on ne compara pas le gouvernement de Cerezo à une façade du régime militaire (Ricarda Roos, 1997 : 100 ; Sieder, 2002 : 13), on déplora le très peu de pouvoirs réels dont il disposait (Loveman, 1999 : 213 ; Rouquié, 2010 : 321) ou encore la propension de son chef à vouloir d'abord satisfaire les militaires (Skidmore et Smith, 1992 : 342). L'implication des militaires dans le monde politique, ou plutôt le partage informel des pouvoirs avec ces derniers, aurait duré jusqu'en 1996, année où

Defensa Nacional ». *Diario de Centroamérica*, 24 mars 1982, p. 8. et « Gobierno de la Dignidad ». *Diario de Centroamérica*, 24 mars 1982, p. 3). Le bilan en matière de violences et de violation des droits de l'homme de cette administration allait toutefois être l'un des pires dans l'histoire du pays.

⁴⁹ Le slogan « *No robo, no miento, no abuso* » est toujours celui du FRG, dont le symbole est une main avec trois doigts levés, représentant les trois « promesses ».

Álvaro Arzú a été élu et où les Accords de paix ont été signés (Jonas et Walker, 2000).

Si, comme l'évoque Susanne Jonas (2000a : 9), « ...attribuer l'étiquette de 'démocratie' et de 'transition démocratique' à des situations et à des moments dans le temps qui n'étaient pas ressentis comme étant telles par plusieurs Guatémaltèques » pose des problèmes d'ordre théorique, cela peut autant avoir contribué à semer un doute collectif quant à la signification de la démocratie. En d'autres mots, s'il existe un décalage important entre le discours politique (ou plutôt, militaire) et l'expérience vécue, n'est-il pas prévisible que se soit installée à travers les années une forme de « perplexité démocratique » ? Aujourd'hui bien que le Guatemala soit généralement reconnu comme étant un pays démocratique où l'armée ne joue plus un rôle politique et où les élus sont choisis lors d'élections justes et libres, la situation demeure parfois confuse. Cette confusion pourrait bien être alimentée par la perception largement ressentie que les progrès en matière de justice sont nuls depuis la signature des Accords de paix (PNUD, 2008), un événement marquant dans la transition à la démocratie du Guatemala (Jonas, 2000b).

La perplexité de nombreux citoyens quant à la signification de la démocratie, tout comme l'évaluation critique que font plusieurs d'entre eux de la justice, s'accompagnent d'un fort scepticisme quant à l'existence même de la démocratie au Guatemala. Par exemple, alors que les chercheurs du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) interrogèrent plus de trois mille Guatémaltèques choisis aléatoirement, ils constatèrent qu'un grand nombre de ceux-ci (21%) étaient en désaccord avec l'idée que leur pays soit une démocratie⁵⁰. Ce scepticisme (ou cette conviction) est observable aux côtés de perceptions tout autant importantes qui caractérisent les opinions politiques : de façon plus marquée que dans les autres pays de la région latino-américaine, les sondés guatémaltèques estiment que la liberté d'expression n'est presque pas ou aucunement respectée dans leur pays (*Latinobarómetro*, 2008)⁵¹.

⁵⁰ Plus précisément, 21% des 3108 sondés affirmèrent être en désaccord avec l'affirmation suivante : « Au Guatemala nous vivons sous une démocratie ». Le reste des sondés étaient répartis de façon à peu près égale entre le désaccord partiel et l'accord avec l'affirmation.

⁵¹ Est-il juste de voir une forme de soutien à des valeurs autoritaires lorsque les sondés, pour qui la démocratie symbolise la liberté d'expression, n'appuient pas un système de

Dans cette section nous avons tenté d'illustrer la confusion qu'engendre le terme « démocratie » au Guatemala. Nous avons particulièrement porté notre attention sur un phénomène important mais qui demeure très peu étudié par les chercheurs qui s'intéressent à la culture politique du Guatemala : l'ambiguïté que ressentent de nombreux sondés lorsqu'on les interroge sur « la démocratie ». Afin de mieux comprendre ce phénomène, nous l'avons mis en relation avec son contexte national, c'est-à-dire avec un environnement dans lequel il règne un flou autour de l'application de la démocratie et où une forte proportion de la population ne possède peut-être pas tous les outils nécessaires afin de décoder la complexité des enjeux et des problèmes. Le flou autour de l'application de la démocratie s'observe dans un pays où il était devenu tradition pour les gouvernements autoritaires de se proclamer défenseurs de la démocratie. Plus loin dans nos recherches, particulièrement lorsque nous nous pencherons sur la question de l'appui aux mesures extraordinaires dans le temps court, nous utiliserons une approche similaire — dite « contextuelle » — afin de comprendre les prises de positions des électeurs vis-à-vis les dirigeants qui optent pour des mesures extraordinaires et nuisibles à la démocratie. Pour l'instant, poursuivons notre examen de la culture politique, mais en nous intéressant aux nuances et aux subtilités de la culture politique guatémaltèque.

1.5 Les nuances de la culture politique : le cas des attitudes participatives

Dans la section précédente nous avons brièvement abordé le thème du contexte politique comme toile de fond des opinions exprimées dans les sondages d'opinions sur « la démocratie ». Nous proposons de poursuivre notre discussion en nous intéressant aux diverses facettes de la culture politique guatémaltèque. Cette analyse, qui consiste à examiner notre objet de recherche sous plusieurs angles ainsi qu'à le décortiquer, nous amènera à douter un peu plus des arguments qui présentent la culture guatémaltèque comme étant à la

gouvernement (« la démocratie ») qui ne garantit pas l'application de ce droit ? Rappelons à ce sujet ce qu'écrit Freedom House sur le Guatemala : « Bien que la liberté d'expression soit un droit protégé par la constitution, ceux qui dénoncent bruyamment le gouvernement ou les violations des droits de l'Homme qui se sont produites dans le passé s'exposent à des persécutions ». (FREEDOM HOUSE. *Freedom in Guatemala 2010* [en ligne]. 2010, [consulté le 14 avril 2010]. Disponible sur : <http://www.freedomhouse.org>).

fois « homogène »⁵² et autoritaire. L'exercice que nous effectuons ici, et que nous répéterons alors que nous nous concentrerons plus attentivement sur le thème de l'appui à la démocratie dans le temps long au chapitre 4, consiste à traiter le sujet des opinions et des comportements politiques avec le plus de nuances possibles, en évitant les simplifications et en portant attention aux aspects qui, peu visibles, attirent moins l'intérêt des analystes.

Parmi les principales caractéristiques de la culture politique guatémaltèque que nous avons évoqué jusqu'à présent, figurent la timide participation des citoyens aux processus électoraux, la faible sympathie des électeurs à l'endroit des partis ainsi que la propension des sondés à ne pas se prononcer sur des questions traitant de la « démocratie ». Au premier regard, ces caractéristiques pourraient être interprétées comme un manque d'enthousiasme et d'engagement des citoyens dans les affaires politiques. Or, lorsqu'on analyse les habitudes politiques des guatémaltèques sous plusieurs angles, on arrive à une interprétation qui diffère. Prenons tout particulièrement l'exemple de la participation politique.

Bien que l'abstentionnisme électoral au Guatemala se conjugue avec un niveau élevé de désintérêt pour la politique, il est convenable de croire que certains comportements soient largement attribuables à des facteurs plus « pratiques » que simplement « culturels ». Le cas de la forte abstention primaire lors de scrutin est intéressant. Rappelons qu'à l'élection de 2007, 12% de la population (ou 800 000 personnes) en âge de voter ne purent le faire (même s'ils l'avaient souhaité) puisqu'ils n'étaient pas inscrits sur les listes électorales. L'absence de ces citoyens, ou devrait-on dire de ces citoyennes puisque les femmes sont majoritaires parmi les « découverts » (Ortiz, 2008 ; Boneo et Torres-Rivas, 2000), fixa le taux de participation réel à 54% au premier tour.

⁵² Nous proposons ce terme, inspiré par les travaux d'Olivier Dabène, aussi critique envers les qualificatifs souvent utilisés afin de décrire des cultures latino-américaines qui seraient caractérisées par un « ...ensemble homogène de comportements généralisés, figés et socialement transmis, et des acteurs enfermés dans leur habitus de classe depuis l'époque coloniale... ». (DABÈNE Olivier. « Enclaves autoritaires en démocratie: perspectives latino-américaines ». *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle* / ed. par Olivier DABÈNE, Vincent GEISSER et Gilles MASSARDIER. Paris : La découverte, 2008, p. 89-112).

Le taux élevé d'abstention primaire au Guatemala, dépeignant à première vue le pays comme un endroit où on porte peu attention aux affaires politiques, est notamment lié à des lois et à des procédures qui compliquent la participation. Soulignons qu'afin d'être éligibles au vote, les Guatémaltèques doivent faire des démarches qui s'avèrent souvent contraignantes. Par exemple, en 2007, les citoyens qui souhaitaient s'inscrire sur les listes électorales n'avaient d'autre choix que de se présenter au bureau principal du TSE de leur département à des dates précises dans l'année. Cette façon de faire, peut-être fort simple pour les citoyens des centres urbains, entraîne des complications pour ceux qui vivent en régions éloignées et pour qui, se déplacer vers les capitales départementales est difficile⁵³. Ces procédures tranchent évidemment avec celles d'autres pays (tels le Costa Rica) où la demande de la carte d'identité nationale (*cédula*) mène automatiquement à l'inscription des citoyens sur les listes électorales, sans démarche supplémentaire.

Les difficultés que représentent les déplacements pour de nombreux citoyens pourraient aussi compliquer le vote en tant que tel, notamment en région rurale où les centres de scrutin sont parfois installés loin des petites communautés. Logiquement, et comme l'exposent Fabrice Lehoucq et de David L. Wall, plus les électeurs guatémaltèques doivent parcourir de longues distances (ou dédier une longue période de temps) pour voter, moins ils sont portés à participer aux scrutins (2004 : 495). À la grandeur du pays, si on se fie aux enquêtes sur les élections de 2007, de tous les facteurs, le fait de n'avoir aucune instruction pèse particulièrement lourd dans la balance de l'abstentionnisme (PNUD, 2008).

La faible participation des citoyens se reflète directement sur les résultats électoraux, lesquels permettent aux candidats présidentiels d'arriver au pouvoir avec l'appui d'une mince proportion d'électeurs (ou de la population adulte). L'exemple d'Álvaro Colom, vainqueur au deuxième tour en 2007, est éloquent. Si ce dernier est devenu chef d'État, c'est grâce à l'appui d'un peu moins d'un

⁵³ Pensons aux femmes qui doivent rester à leur domicile auprès de leurs enfants. Analysant le cas des États-Unis en utilisant les postulats de la théorie du choix rationnel, Benjamin Highton argue que plus le « coût » (ou l'effort) lié à l'inscription sur les listes électorales est important, moins le taux d'inscription et de participation sera élevé. (HIGHTON Benjamin. « Voter Registration and Turnout in the United States ». *Perspectives on Politics*, 2004, vol. 2, n° 3, p. 507-515).

million et demi d'électeurs, soit 24% des votants inscrits sur la liste électorale et 21% de la population âgée de 18 ans et plus. La faible proportion d'électeurs qui appuient les dirigeants montre évidemment la faiblesse de la participation électorale, mais au-delà de cet aspect, elle nous indique la possibilité que le vote partisan en tant que tel ne soit qu'une forme d'action politique parmi d'autres.

Un exemple intéressant de participation « alternative » au vote partisan, est le vote blanc. Soulignons que lors de l'élection présidentielle de 2007, une importante proportion (3,6% au premier tour et 1,4% au ballottage) des électeurs déposèrent des bulletins non complétés dans les urnes. Si l'on comptabilise l'ensemble des votes rejetés (ce qui comprend les bulletins annulés par les électeurs) lors de ces scrutins, on obtient un total de 9,31% au premier tour et de 4,9% au ballottage. De façon similaire, lors du premier tour des élections de 1999 et de 2003, environ 9% des voix furent rejetées parce que l'intention des électeurs n'y était pas clairement exprimée. La part de bulletins de vote rejetés au Guatemala est assez importante, notamment lorsqu'on procède à des comparaisons avec les autres pays de la région centraméricaine. Rappelons qu'en 2009 et 2010, alors que 6,65% des voix étaient rejetées au Honduras, à peine plus de 3% étaient mises de côté au Panama et bien moins encore au Costa Rica et au Salvador. Sans parler de stratégie généralisée, on peut toutefois avancer que les électeurs Guatémaltèques qui prennent la peine de se déplacer le jour des élections (particulièrement au premier tour où sont aussi organisées des élections législatives et municipales) pour glisser des bulletins de vote nuls ou incomplets dans les urnes, sont nombreux. Ce geste est une forme de participation politique qui, bien que difficile à interpréter⁵⁴, ne peut être passé sous silence.

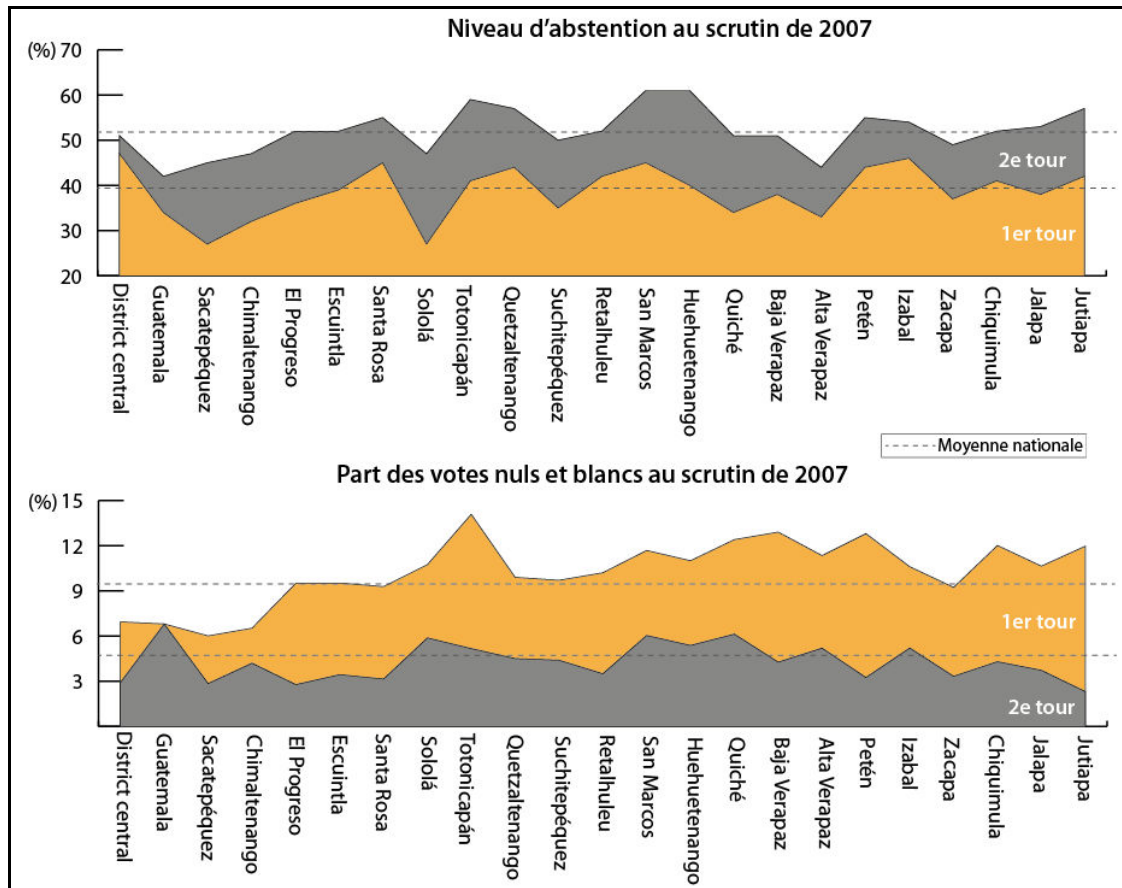
⁵⁴ Dans leur article sur la qualité des processus électoraux, Elklit et Reynolds (ELKLIT Jørgen et REYNOLDS Andrew. « A Framework for the Systematic Study of Election Quality ». *Democratization*, 2005, vol. 12, n° 2, p. 147-162) semblent prendre pour acquis que le manque d'information aux électeurs est à mettre en cause lorsque la proportion de bulletins de vote rejetés est élevée. Pourtant, cette pratique pourrait aussi bien être un geste symbolique, une façon de protester contre l'offre politique ou encore le produit d'une « perplexité » ressentie par les votants envers l'offre politique ou, plus largement, la démocratie. Rappelons notamment Adélaïde Zulfikarpasic : « Le vote blanc semble traduire, au-delà d'un sentiment de déception ou d'hostilité à l'égard de la politique, l'expression d'un malaise plus profond, d'un manque de confiance dans la démocratie. Mais à travers leur discours, ces électeurs qui votent blanc ne donnent pourtant pas l'impression d'être des laissés-pour-compte de cette démocratie. Ils semblent au contraire se sentir concernés par

Le Graphique 1.4 nous permet de visualiser l'importance que prennent l'abstention et l'annulation du vote dans les différents départements du Guatemala. Nous observons notamment qu'au deuxième tour de l'élection de 2007, la proportion de bulletins de votes rejetés diminua de moitié par rapport au premier tour de la même élection. Cette diminution s'observe simultanément à une baisse importante de la participation (de 60,4 à 48,2%), laissant entrevoir la possibilité que ceux qui se déplacent lors du deuxième tour sont, bien que moins nombreux, particulièrement intéressés à exprimer leurs préférences plutôt qu'à faire valoir leur insatisfaction envers l'offre politique. L'annulation du vote demeure un geste participatif et politique qui est assez répandu lorsque que les électeurs doivent décider du sort de ceux et celles qui aspirent à des fonctions municipales, législatives et présidentielles. En contrepartie, cette forme de participation diminue aux deuxième tours, alors que les électeurs sont appelés à choisir entre deux candidats qui souhaitent occuper la présidence du pays.

Bien qu'importants au Guatemala, l'abstention, l'annulation du bulletin de vote et le vote blanc ne sont toutefois pas des comportements qui sont empruntés « uniformément » par les électeurs. Des variations considérables sont observables d'un département à un autre. Alors que l'abstention et l'annulation des votes sont des comportements « courants » dans certains départements (Totonicapán, San Marcos et Huehuetenango), ils affectent beaucoup moins le scrutin dans d'autres régions (Guatemala, Sacatepéquez, Chimaltenango, etc.). Sans en faire une règle, il semblerait toutefois que les départements éloignés de la capitale et qui ont une densité de population moyenne sont de bons « incubateurs » à l'annulation du vote, un phénomène que nous observons tant aux premiers et aux seconds tours des élections. Le vote blanc et l'annulation du vote ainsi que l'abstentionnisme démontreraient à la fois un détachement des citoyens et une insatisfaction envers l'offre politique. Impossible à comptabiliser dans la participation partisane, ces comportements nous incitent à nous interroger sur les autres types d'actions politiques.

les problèmes qui sont liés, y réfléchir et avoir envie de se faire entendre ». (ZULFIKARPASIC Adélaïde. « Le vote blanc : abstention civique ou expression politique ? », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 264).

Graphique 1.4 Abstentionnisme et votes rejetés dans les départements guatémaltèques



Source : Site web du *Tribunal Supremo Electoral* (TSE) du Guatemala.

Puisque voter n'est qu'une forme de participation politique (Leighley, 1995), nous devons nous intéresser aux autres facettes des attitudes participatives. Une de celles-ci est l'implication des citoyens dans les affaires qui concernent leurs communautés mais qui se décident autrement que lors d'une élection ou par la médiation des partis politiques. Se maintenant à distance des organisations et des activités partisans, les Guatémaltèques se montrent assez actifs dans les activités communautaires où ils peuvent participer en leur propre nom (sans obligatoirement avoir à appartenir à une formation politique). Il est possible d'évaluer une partie des habitudes des Guatémaltèques en la matière de participation locale en nous intéressant aux sondages d'opinions.

Les enquêtes du LAPOP comportent un grand nombre d'indicateurs servant à évaluer la participation des citoyens dans les affaires qui concernent directement leur communauté. Ce qui ressort de ces enquêtes est particulièrement intéressant compte tenu du peu d'enthousiasme que démontre le « Guatémaltèque moyen » envers la politique électorale. Par exemple, en 2008, un quart des sondés Guatémaltèques affirmait assister à des réunions visant à améliorer leur communauté, au moins une ou deux fois par mois. Les sondés figuraient ainsi comme les plus assidus de l'isthme devant les Salvadoriens qui, à 17%, affirmaient prendre part à de telles réunions à cette fréquence. Au niveau de ce type de participation locale, le Guatemala se démarquerait aussi des autres pays latino-américains. Les résultats à l'enquête de 2008 ne semblent pas être le fruit du hasard. Deux ans plus tard, alors que les sondeurs du LAPOP effectuaient une nouvelle vague de recherche, ils observèrent de nouveau que les Guatémaltèques figuraient parmi les plus actifs en termes de participation à des réunions dont l'objet était d'améliorer la vie de leur communauté.

Tableau 1.4 Poids démographique des principaux groupes ethniques dans les départements du Guatemala. 2002.

	Maya	Ladino		Maya	Ladino
Totonicapán	98%	2%	Suchitepéquez	47%	52%
Sololá	96%	4%	Sacatepéquez	41%	59%
Alta Verapaz	93%	7%	Petén	30%	70%
Quiché	88%	12%	San Marcos	29%	71%
Chimaltenango	79%	21%	Izabal	22%	77%
Huehuetenango	64%	36%	Retalhuleu	21%	79%
Baja Verapaz	58%	42%	Chiquimula	15%	85%
Quetzaltenango	52%	48%	Guatemala	12%	88%
			Jalapa	11%	89%
			Escuintla	6%	94%
			El Progreso	1%	99%
			Santa Rosa	1%	98%
			Jutiapa	0%	97%
			Zacapa	0%	99%

Notes : Les deux autres principaux groupes ethniques sont les Xinkas et les Garifunas. Moins nombreux, ces derniers représentent de 0 à 2% de la population des départements. Selon les données de l'*Instituto Nacional de Estadística*, les Mayas représentent 39% de la population nationale alors que la part des *Ladinos* s'établirait à 60%. Ces chiffres varient considérablement selon la source utilisée. Autre point intéressant, les femmes *indígenas* ont souvent plus d'enfants que les *Ladinas*.

Source : Site web de l'INE.

Comme nous l'observons plus haut au sujet du vote blanc et de l'abstentionnisme, il est important de préciser que les comportements observés ne sont pas parfaitement attribuables à une tendance marquée à la grandeur du pays ou à tous ses groupes. En fait, en terme de comparaisons entre les pays, il est intéressant de constater que la place du Guatemala en tête de liste au niveau de participation des citoyens à des rencontres locales s'explique en grande partie par les habitudes politiques de certains groupes de la société plutôt que par un type de comportement qui est largement répandu. Le poids démographique ainsi que les modes de participation des autochtones influencent considérablement les résultats. En effet, en analysant les données de sondage, nous observons, par exemple, que les sondés qui se déclarent comme étant « Indiens » et qui utilisent une langue indigène à la maison (depuis l'enfance) tendent à assister plus fréquemment à des rencontres locales que ne le font les *Ladinos* ou encore que ceux qui parlent espagnol à leur domicile. La concentration *indígena* dans la région Nord-Ouest du pays fait de cette zone l'une des plus participatives en termes de présence de ses citoyens à des comités locaux. En contrepartie, les résidents de la région métropolitaine du pays affirmaient en 2008 dans une plus faible proportion participer à ce genre de rencontres. En fait, 70% des sondés qui habitent la capitale disent ne jamais se déplacer pour assister à une réunion où on discute de problèmes locaux. Cette proportion chute à 45% dans le Nord-Ouest du pays. Outre la forte présence autochtone, l'une des caractéristiques de cette région est l'incidence élevée de la pauvreté extrême⁵⁵. Soulignons que la participation (qu'elle soit active ou passive) à des rencontres où on cherche des solutions aux problèmes locaux est une activité plus courante chez les sondés qui affirment avoir des difficultés économiques que chez ceux qui estiment être financièrement plus à l'aise.

Les Guatémaltèques semblent aussi être actifs dans la participation de rencontres locales plus « formelles ». En 2008, 14% des sondés affirmaient avoir assisté à une rencontre d'un conseil municipal dans les douze mois précédents l'enquête. Dans l'isthme, seuls les sondés du Belize (16%) étaient plus nombreux

⁵⁵ Les auteurs du rapport national sur le développement humain au Guatemala nous rappellent par exemple que la pauvreté extrême touche au moins 20% des habitants dans les départements de Sacatepéquez, Chimaltenango, Sololá, Quiché, Totonicapan, Huehuetenango et San Marcos. (PNUD. *Guatemala: Hacia un Estado para el Desarrollo Humano. Informe Nacional de Desarrollo Humano 2009-2010*. Ville de Guatemala : Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, 2010, p. 241).

à avoir assisté à une telle rencontre dans la dernière année. Mais encore une fois, un « profil type » se dessinait. Au Guatemala, les citoyens qui participent à des réunions organisées par les autorités politiques municipales sont en majorité des hommes (60%), des personnes qui se considèrent comme Indiens (57%), des résidents des régions rurales (62%), etc. À l'inverse, les femmes, les *Ladinos* et surtout les résidents de la capitale et des départements du Sud-est sont parmi les moins portés à assister à des rencontres municipales.

La participation des Guatémaltèques à des activités « extra électorales » est également mise en lumière lorsqu'on les interroge sur leur implication ou leur participation au sein de comité scolaire où siègent les parents et les citoyens. Comme c'est le cas au Belize, environ une personne sur deux affirme participer à des réunions de comités de parents au moins une fois par année. Ailleurs en Amérique centrale, cette proportion dépasse rarement les 40%⁵⁶. Comme nous l'observons plus haut, la propension à prendre part aux activités et aux rencontres de ces comités est plus importante chez les autochtones que chez les *Ladinos* ainsi que chez les habitants des zones rurales que chez ceux qui résident en région urbaine.

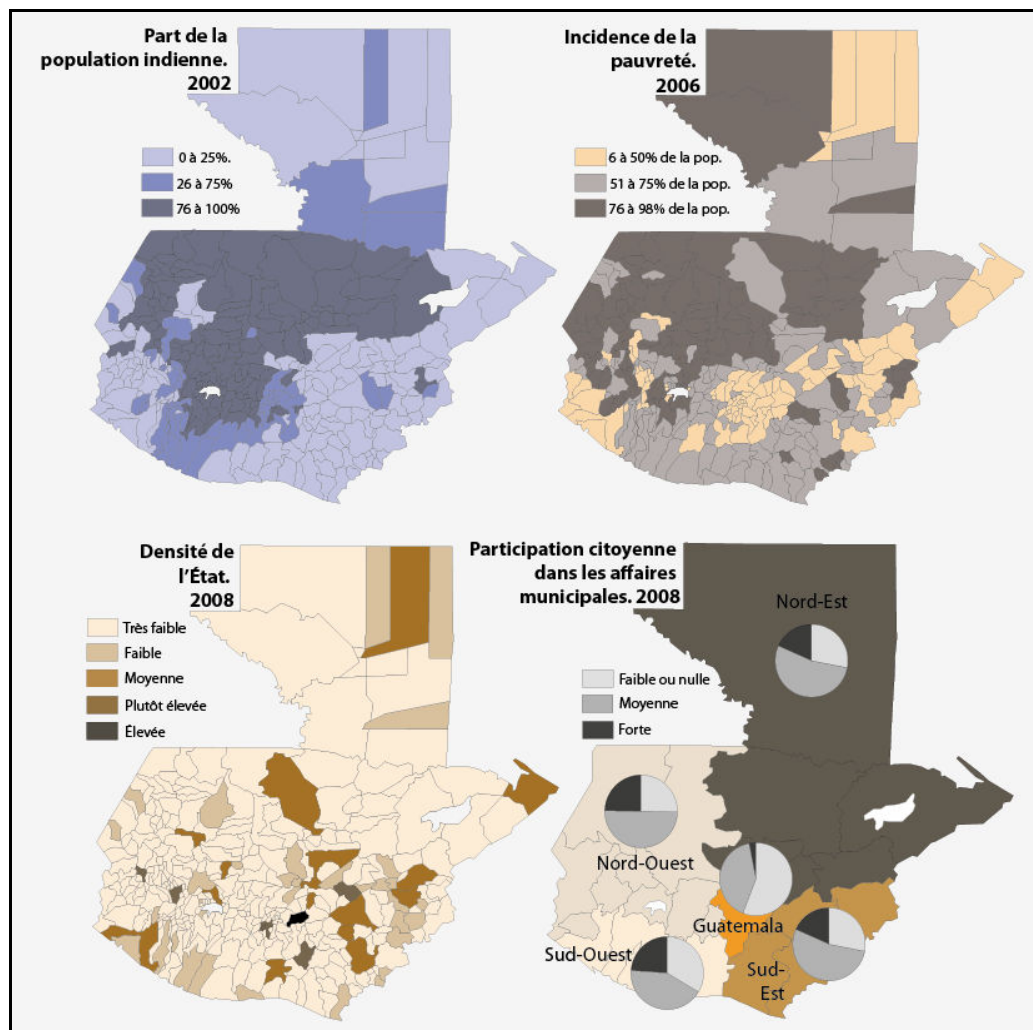
Certains lecteurs seront surpris de constater que ceux qui se définissent comme Indiens tendent à être plus actifs dans ces formes de participation politique que ceux qui se déclarent « Métis ». En effet, la proportion de Métis qui affirment ne jamais participer à des réunions municipales (66 contre 50%), à des rencontres partisans (90 contre 84%), à des manifestations publiques (35 contre 22%) ou encore à des réunions où l'on discute des problèmes de la communauté (66 contre 57%) est plus élevée que chez les Indiens.

À certains niveaux nous observons que les sondés qui se déclarent Indiens sont plus portés que ceux qui se définissent comme « métis » à prendre part à la vie publique. Par exemple, les premiers affirment dans une plus grande

⁵⁶ Les données de la CEPAL nous apprennent que le Guatemala est le pays où on enregistre le taux de natalité (2000-2010) le plus important de la région latino-américaine. Cette spécificité est reflétée dans les résultats de l'enquête de LAPOP où un grand nombre de Guatémaltèques (78%) affirmaient en 2008 avoir des enfants. Il est tout à fait logique de penser que le fait d'avoir des enfants augmente considérablement les chances de participer à un comité scolaire où se réunissent parents et citoyens afin de discuter de thèmes liés à l'enseignement. Toutefois, en isolant les sondés qui affirment avoir des enfants et en comparant les résultats d'un pays à un autre, on observe que les Guatémaltèques figurent toujours parmi les plus participatifs.

proportion que les seconds participer à des manifestations ou encore communiquer aux autorités locales des problèmes qui les préoccupent. Les différences entre les deux groupes se sont toutefois moins marquées alors que les activités participatives demandent des contacts avec les autorités politiques qui ont des liens avec la capitale du pays. À ce titre, les Indiens et les Métis ont des comportements similaires en ce qui a trait à la demande de coopération des députés ou des ministres.

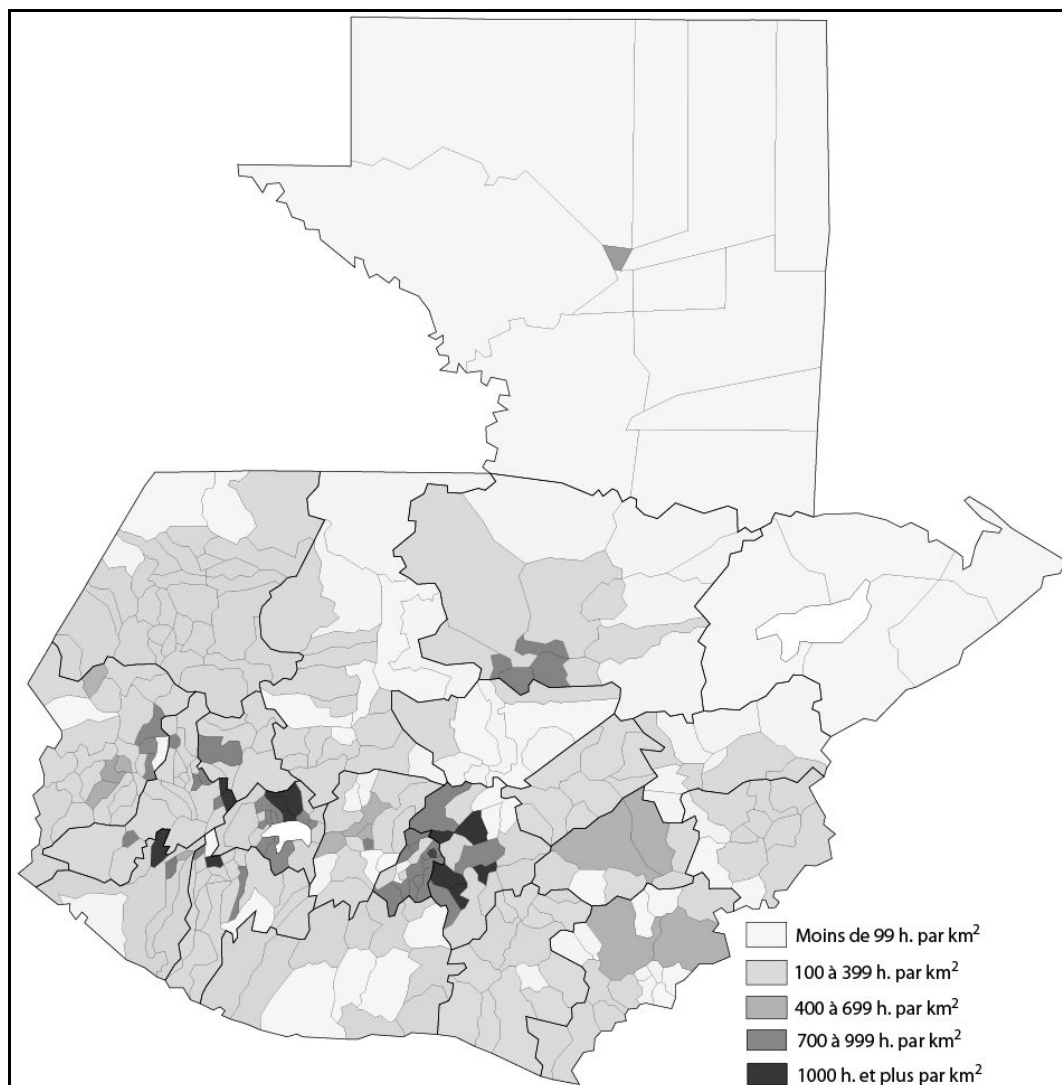
Cartes 1.1 Part de la population indienne, incidence de la pauvreté, densité de l'État et participation dans la vie municipale au Guatemala



Notes : Les cartes, ainsi que toutes les autres qui apparaissent dans cette thèse, ont été élaborées par l'auteur. Des explications méthodologiques sur la densité de l'État et la participation citoyenne dans les affaires municipales sont disponibles en Annexe 2.

Sources : Part de la population indienne, incidence de la pauvreté et densité de l'État : PNUD. *Guatemala: Hacia un Estado para el Desarrollo Humano. Informe Nacional de Desarrollo Humano 2009-2010*. Ville de Guatemala : Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, 2010, 451 p. Participation dans les affaires municipales : LAPOP, 2008.

Carte 1.2 Nombre d'habitants par kilomètre carré dans les municipalités du Guatemala. 2011.



Source : INE, 2011.

Cet aspect des opinions nous a amené à nous interroger si la présence de l'État pouvait ainsi influencer les comportements des citoyens au niveau des demandes qu'ils faisaient auprès des élus nationaux, et ce, indépendamment de leur appartenance ethnique. Nous avons observé que cela n'était pas le cas, la demande de coopération des élus nationaux si l'on tient compte de la présence

de l'État dans les régions où les citoyens résidents varient très peu d'une région à une autre⁵⁷.

Comparé à une forme de participation parallèle à la « politique traditionnelle » (Warren, 1998 : 153 ; Smith, 2009), le comportement des sondés autochtones s'inscrit dans un contexte où la sphère électorale est reconnue comme étant un lieu sous forte influence des dirigeants et des candidats *ladinos* et où une participation complémentaire est une façon de s'assurer que leurs voix soient entendues. Dans le cadre d'une discussion sur « la » culture politique guatémaltèque, ces observations soulèvent inévitablement la problématique de l'uniformité des valeurs et des habitudes politiques d'un groupe de la société à un autre. D'ailleurs, certains auteurs nous rappellent que les opinions et les valeurs peuvent varier considérablement d'un groupe à un autre (Knight, 1996 et 2001 ; Hermet, 1993 : 75). Les variations que nous observons ne sont pas uniquement dues à des traits purement culturels entre les Indiens et les *Ladinos* mais aussi aux outils dont chaque groupe dispose.

Le niveau d'éducation semble expliquer en partie les comportements que nous observons en matière de participation politique. Par exemple, si les citoyens qui ont un faible niveau d'instruction votent moins que ceux qui ont au moins un diplôme d'études secondaires, ils participent davantage à des comités de parents, à des rencontres où on cherche à trouver des solutions à des problèmes locaux ou encore à des assemblées municipales. À l'inverse, ceux qui ont un niveau d'instruction élevé (postsecondaire) ont plus tendance que les moins instruits à faire partie d'association de travailleurs ou de professionnels, à émettre des demandes aux gouvernements ou encore à contribuer activement au règlement de problèmes qui affectent leur communauté.

Plus haut nous observons que les Guatémaltèques affichent à plusieurs niveaux des comportements qui les distinguent des autres Latino-Américains. En termes de participation politique, nous observons que les Guatémaltèques sont portés à prendre part à des activités locales, telles des assemblées municipales

⁵⁷ En utilisant les données du LAPOP et du PNUD sur la densité de l'État nous avons testé l'hypothèse voulant que les résidents des zones où la présence de l'État est faible auraient moins tendance à communiquer avec les élus qui siègent dans la capitale. Nous avons observé que cette hypothèse ne semble pas être valide. Même si la présence de l'État varie considérablement d'une région à une autre, les attitudes, elles, demeurent relativement constantes.

ou des réunions de parents. La distinction du Guatemala des autres pays d'Amérique centrale (et parfois d'Amérique latine) s'expliquent en partie par le poids démographique important ainsi que par les pratiques des citoyens qui se définissent comme étant Indiens. Sur la base de ces observations nous notons par ailleurs que les pratiques des Guatémaltèques varient en fonction de leur niveau d'instruction. Bien que ces nuances soient importantes nous devons toutefois ajouter une précision. Si l'analyse des résultats démontre des variations au niveau des habitudes des groupes ethniques, elle nous permet aussi de constater la brèche qui divise la société entre ceux qui participent à la vie communautaire et politique et ceux qui s'y tiennent à l'écart.

L'analyse des résultats d'enquêtes démontre une tendance intéressante : ceux et celles qui ne votent pas (par intérêt ou parce qu'ils ne sont pas inscrits sur les listes électorales) ont moins tendance que ceux qui affirment voter, à prendre part à la vie politique communautaire. Ceci dit, même si la participation à diverses activités politiques élargit le champ d'action (ou compense pour le peu de lien que les Guatémaltèques entretiennent avec les partis), elle ne vient pas nécessairement remplacer la faible propension des Guatémaltèques à participation aux élections. Que ce soit en nous référant aux enquêtes du LAPOP ou du *Latinobarómetro*, nous observons que les Guatémaltèques qui affirment voter aux scrutins présidentiels sont aussi plus enclins que ceux qui ne votent pas à contacter les autorités (ou un fonctionnaire) s'ils doivent résoudre un problème, signer une pétition, assister à des réunions de groupe d'intérêt ou de parents, contribuer activement au règlement d'un problème, etc. La tendance semble être encore plus accentuée chez les citoyens qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Rappelons ce que les sondeurs du PNUD enregistrèrent dans leur enquête de 2008 : alors que 80% de sondés qui s'impliquent dans des manifestations, des comités de voisinage et des conseils de développement, votent aux élections présidentielles, 90% de ceux qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales s'abstiennent de prendre part à ces activités.

Les résultats obtenus en interrogeant les bases de données statistiques laissent paraître une subtilité fort importante. D'un point de vue participatif, le Guatemala est particulièrement segmenté entre ceux qui prennent part à la vie politique et ceux qui restent en retrait de celle-ci. Nous avons observé que ce sont souvent les mêmes citoyens qui votent aux élections présidentielles qui prennent part (dans une plus forte proportion qu'ailleurs) aux activités politiques

de leur communauté. En contrepartie, ceux et — surtout — celles qui ne votent pas, se tiennent souvent à l'écart des affaires publiques. Cette observation est encore plus valable pour le grand nombre d'adultes qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales. Par ailleurs, en terme de comparaisons entre les pays, nous avons vu que la forte proportion d'Indigènes au Guatemala influence les caractéristiques de la culture politiques que nous observons. Comme nous le constatons, les sondés qui se déclarent comme Indiens affichent des habitudes de participation locale plus prononcées que leurs concitoyens *ladinos*.

Encadré 1.3 Ces citoyens qui tournent le dos aux scrutins

Existe-t-il un profil type des abstentionnistes ?

Dans son enquête de 2010, le LAPOP interrogeait les Guatémaltèques afin de savoir ce qu'ils feraient si une élection présidentielle avait lieu dans les jours suivant l'entretien. Quelles seraient leurs intentions ? Resteraient-ils à la maison ? Voterait-ils pour le candidat associé au président « sortant » ? Appuieraient-ils le candidat de l'opposition ? Ou encore, annuleraient-ils leur vote ? À cette question, 16% des sondés affirmèrent qu'ils s'abstiendraient de participer au scrutin. De ceux-ci, la majorité (61%) était inscrite sur les listes électorales, laissant ainsi entrevoir des raisons autres que légales pour expliquer leurs intentions.

En procédant à des comparaisons entre les opinions et les caractéristiques des sondés qui affirmaient qu'ils se rendraient aux urnes à celles des sondés qui répondaient qu'ils ne voteraient pas, nous obtenons des informations intéressantes. Dans un premier temps, la participation électorale (ou, plus précisément, l'idée de participer à un scrutin) se veut en grande partie une affaire de genre. En effet, chez les abstentionnistes « virtuels », les femmes (62%) surpassent facilement les hommes, une situation notable alors que l'écart (-4%) entre les femmes et les hommes qui affirmaient avoir exercé leur droit de vote à l'élection de 2007 était beaucoup moins important. Évoquer une situation hypothétique où le citoyen doit se déplacer et faire un choix semble ainsi impliquer une difficulté ou quelque chose de contraignant. À ce titre, soulignons la proportion élevée, chez les abstentionnistes, de sondés qui ont plusieurs enfants, qui ne travaillent pas, qui sont âgés de 55 ans et plus ou encore qui ne sont pas instruits.

Outre les variables ou les contraintes lourdes, nous observons de façon complémentaire que les abstentionnistes affichent souvent des attitudes qui témoignent d'un détachement du jeu politique. Par exemple, ceux et celles qui affirment qu'ils ne voteraient pas sont peu enclins à participer à la vie politique municipale, que ce soit en prenant part à des assemblées ou en proposant des solutions à des problèmes qui affectent leur communauté. Par ailleurs, les abstentionnistes virtuels sont nombreux à affirmer n'être aucunement intéressés par la politique ou encore à ne pas utiliser Internet. À l'écart de la vie politique, on retrouve chez les abstentionnistes une proportion importante de citoyens qui affirment n'avoir aucune confiance en les élections, le système de justice et les tribunaux.

Malgré ces caractéristiques, trouver un profil typique de l'abstentionniste n'est pas aussi simple que cela puisse paraître. Notons que celui-ci et le votant virtuel suivent l'actualité à peu près à la même fréquence, ne disposent pas de revenus très différents et ne se déclarent pas plus souvent Indien que *Ladino*.

Bien qu'ils se démarquent sur plusieurs points, l'abstentionniste partage par moment des attitudes « critiques » ou contestataires avec les votants qui appuieraient un candidat de l'opposition et démontrent, à d'autres occasions, des opinions de méfiance similaires à celles exprimées par ceux qui annuleraient leur vote.

Ce qui distingue le mieux l'abstentionniste est la distance qu'il maintient par rapport au monde politique, en affirmant instinctivement, même s'il agirait autrement dans la vraie vie, ne pas vouloir prendre part à un scrutin. En fait, s'il n'est pas plus répandu qu'ailleurs, « l'instinct » de non participation semble être particulièrement concentré chez certains groupes. Dans aucun autre pays d'Amérique centrale retrouve-t-on une proportion aussi élevée de femmes qui affirment qu'elles s'abstiendraient de voter si une élection présidentielle avait lieu.

1.6 Conclusion

Dans ce chapitre, nous nous sommes intéressés à quelques caractéristiques importantes de la « personnalité politique » des Guatémaltèques. Notre discussion nous a permis de brosser un premier tableau de la culture politique du Guatemala. En tentant de dégager certaines spécificités propres à ce pays, nous avons observé, entre autres, que les citoyens tendent à faiblement appuyer et à prendre position sur la « démocratie », à participer timidement aux processus électoraux, à se tenir à l'écart des partis politiques et à afficher une méfiance envers les institutions sur lesquelles repose la démocratie. À première vue, ces caractéristiques laissent entrevoir des comportements et des opinions qui sont difficilement conciliables avec une culture de la démocratie.

Afin d'éviter les conclusions précipitées et de réfléchir à une démarche de recherche en vue de l'analyse de notre thème principal de recherche, nous avons dégagé deux éléments clés des débats sur les liens entre la culture et la démocratie. Le premier de ces éléments consiste à rendre la compréhension des opinions, des valeurs et des comportements politiques indissociables du contexte politique dans lequel ils sont relevés. En nous intéressant au cas des « sans-réponses » dans les sondages d'opinion, nous avons notamment abordé le phénomène de la « perplexité démocratique » et l'expression de ce dernier dans un environnement de flou autour de la notion de démocratie. Ce flou est notamment alimenté par un contexte politique où le mot « démocratie » a longtemps été employé pour décrire des régimes qui n'appliquaient que très peu les principes de droit et de liberté. L'ambiguïté ressentie face aux questions traitant d'appui et de satisfaction envers « la démocratie » s'accompagne d'une difficulté, chez les sondés, à identifier ce que représente cet objet ou encore d'un doute quant à l'existence d'un régime démocratique dans leur pays. Comme nous

l'observations, la perplexité démocratique est plus courante chez les citoyens qui se tiennent à l'écart du jeu politique que chez ceux qui y participent.

Dans la dernière partie de ce chapitre, nous avons porté notre attention sur un deuxième élément qui ressort des débats théoriques autour du lien entre la culture et la démocratie. Cet élément, ou piste d'investigation, nous incite à décortiquer nos objets de recherche, de voir au-delà des premières apparences, à les regarder sous plusieurs angles, en d'autres mots, à les analyser avec nuance. Nous avons procédé à cet exercice en nous intéressant à la question de la participation politique des Guatémaltèques. Comme nous l'avons vu, bien que la participation électorale soit plus faible au Guatemala qu'elle ne l'est ailleurs dans la région centraméricaine, cela ne veut pas dire pour autant que la culture politique dans ce pays soit marquée de passivité et d'apolitisme. Si on se fie aux résultats de sondages, il semble plus approprié de voir la culture politique guatémaltèque comme quelque chose de divisée entre, d'une part, ceux qui participent au jeu politique (en votant, en participant à des réunions où on discute des problèmes des communautés etc.) et, d'autre part, ceux qui s'en abstiennent. Cette division est notamment observable entre les hommes et les femmes, entre les Indiens et les *Ladinos* ainsi qu'entre les citoyens des régions et ceux de la capitale. En faisant preuve de nuance, nous avons évité de décrire les citoyens comme étant simplement « apathiques » et « désintéressés » ; nous avons tenté de mettre en évidence quelques particularités des attitudes participatives. Comme nous le sous-entendions, le fait que la participation politique s'organise en grande partie à l'écart des partis politiques, que de nombreux citoyens ne participent pas à la vie politique ou encore que plusieurs sondés ne s'expriment pas ouvertement sur la « démocratie » ne justifient pas l'étiquetage de la culture politique guatémaltèque comme étant « autoritaire » ou incompatible avec la démocratie.

Bien que très sommaires, ces premières observations nous aident à mettre en lumière quelques aspects importants de la culture politique à laquelle nous nous intéressons. Avant d'entamer une discussion plus profonde sur l'appui à la démocratie au Guatemala, une parenthèse méthodologique est de mise. Celle-ci nous permettra notamment d'analyser quelques aspects techniques des données quantitatives que nous utilisons dans cette thèse. Dans le prochain chapitre, nous étudierons plus précisément les diverses méthodes employées dans les sondages d'opinion afin de mesurer le niveau d'appui à la démocratie, un sujet que nous avons à peine effleuré jusqu'à présent. Comme nous le verrons,

certaines méthodes et certains indicateurs de recherche nous permettent précisément de poursuivre nos recherches en gardant en tête l'importance particulière du contexte et des nuances dans l'analyse des comportements et des opinions.

CHAPITRE 2

Les grandes enquêtes internationales et la mesure des préférences démocratiques.

Les indicateurs d'enquêtes sont à la fois des produits fragiles et pourtant très résistants, ils disent des choses importantes sur les différentes sociétés concernées et leurs évolutions. Le problème est souvent d'arriver à interpréter les différences significatives entre pays, une fois qu'on a repéré leur existence.

Pierre Bréchon
Les grandes enquêtes internationales, 2002.

Comme nous l'invoquons dans le chapitre précédent, il est inadéquat d'étiqueter la culture politique guatémaltèque de simplement « autoritaire ». Comportant de multiples facettes et spécificités, les opinions et les comportements politiques des Guatémaltèques doivent être examinés dans le contexte où ils sont observés. Dévoilée en grande partie grâce aux données d'enquêtes recueillies par les sondeurs, la culture politique est un objet qui mérite aussi d'être examiné avec nuance et en évitant les simplifications.

2.1 Introduction

Dans le présent chapitre, nous nous éloignons temporairement de l'analyse des opinions propres aux Guatémaltèques afin de nous concentrer sur des considérations d'ordre méthodologique. Cette parenthèse servira à préparer notre discussion sur l'appui à la démocratie au Guatemala, un sujet que nous n'avons que brièvement abordé jusqu'à présent. Bien que nous nous éloignons temporairement du thème des opinions qui caractérisent les Guatémaltèques des autres centraméricains, la discussion qui suit nous permettra de mieux connaître les principales sources ainsi que les principaux instruments qui s'offrent à nous afin d'étudier le thème de l'appui à la démocratie au Guatemala.

Au fait, comment mesure-t-on l'appui à la démocratie dans les enquêtes d'opinion ? L'une des premières choses à faire afin de répondre à cette question est sans doute de nous intéresser aux « mégas » enquêtes internationales. L'intérêt pour ces enquêtes s'explique par une foule de raisons, à commencer par leur rôle de première importance dans la collecte des opinions (particulièrement dans des pays où il n'existe que très peu de données « domestiques »⁵⁸) auprès des citoyens ainsi que dans la production du savoir sur les attitudes. Nous proposons aux lecteurs d'examiner les travaux des « baromètres » internationaux en portant attention aux techniques employées par ceux-ci pour recueillir les opinions des citoyens et, plus particulièrement, leurs préférences démocratiques.

Dans la première partie de ce chapitre, nous nous intéressons aux travaux des sondeurs latino-américains (ou, plus précisément, latino-américanistes) mais sans nous limiter à ceux-ci. Nous passerons d'abord en revue les travaux des enquêtes mondiales (le *World Values Survey*, l'*International Social Survey Programme* et le *GlobalBarometer*) pour ensuite nous concentrer sur des études-baromètre régionales (l'*Eurobaromètre*, le *New Europe Barometer*, le *Latinobarómetro*, l'*AmericasBarometer*, etc.). Même si la plupart de ces baromètres n'opèrent pas en l'Amérique latine, il est utile de leur porter attention notamment parce que cela permet de nous familiariser avec les différentes manières de mesurer les préférences démocratiques des citoyens.

Comme nous le verrons dans ce chapitre, les techniques utilisées afin de mesurer l'appui à la démocratie varient considérablement d'un groupe d'enquête à un autre. À ce sujet, soulignons que les baromètres sont dirigés par des experts qui répondent à des intérêts scientifiques et institutionnels qui diffèrent. En plus de déceler un grand nombre de particularités au niveau des groupes baromètres et des indicateurs employés par ces derniers dans leurs sondages respectifs, l'examen des enquêtes nous permettra d'évaluer les possibilités (et les limites) de recherche qui s'offrent à nous en vue, plus loin dans cette thèse, d'une analyse plus poussée sur la question de l'appui à la démocratie.

⁵⁸ En fait, le Guatemala est un excellent exemple de pays où on ne retrouve que très peu de données de sondage recueillies par des universitaires du pays. Par ailleurs, il est rare que les firmes de sondage privées s'intéressent à des thèmes autres que la popularité des politiques et des dirigeants politiques. Le sous-financement de la recherche et la tradition universitaire guatémaltèque, peu axée sur les questions quantitatives, peuvent expliquer cette situation.

Dans la deuxième section de ce chapitre, nous élaborerons une typologie servant à classer et à distinguer les indicateurs qui sont utilisés par les sondeurs internationaux afin de mesurer les préférences démocratiques des citoyens. Notre typologie sera formée de quatre catégories (monolithique, polyarchique, bathymétrique et référentiel) qui visent notamment à souligner que les préférences démocratiques des citoyens sont exposées à l'aide d'instruments de mesure qui varient considérablement en termes de précision. En effet, alors que certains indicateurs cherchent à connaître l'appui des citoyens à la « démocratie » (présentée sans plus d'explications), d'autres ont pour objectif d'évaluer les opinions des sondés sur des aspects précis, telle la liberté d'expression de groupes opposés au gouvernement. L'élaboration d'une typologie, un exercice qui est rarement effectué par les chercheurs qui étudient la question de l'appui à la démocratie, est importante notamment parce que cela nous donne une occasion intéressante d'évaluer la nature, l'utilité et la pertinence des indicateurs qui s'offrent à nous afin d'analyser les préférences démocratiques des citoyens. Par ailleurs, l'exercice de classification auquel nous procédons nous aidera à prendre conscience de la complexité du phénomène que nous étudions dans cette thèse.

Dans la dernière partie de ce chapitre, nous procéderons à une comparaison des principales bases de données que nous pouvons consulter afin d'analyser les attitudes des Guatémaltèques et de les comparer à celles des citoyens des autres pays d'Amérique centrale. Les comparaisons que nous effectuons sont axées sur la base de caractéristiques liées à la comparabilité, à la représentativité et à l'équivalence des recherches menées par les sondeurs dans les différents pays d'Amérique latine. De façon générale, la parenthèse méthodologique que nous effectuons dans ce chapitre, nous permettra entre autres d'évaluer les forces et les faiblesses ainsi que de connaître les avantages et les inconvénients des sources d'information que nous utilisons dans cette thèse afin de construire une partie importante de notre argumentation.

2.2 Les grandes enquêtes internationales et leurs travaux

Bien que l'intérêt pour l'analyse transnationale des opinions liées à la démocratie existe depuis longtemps⁵⁹, c'est uniquement à partir des années quatre-vingt dix que des bases de données « intercontinentales » ont été mises à la disposition des chercheurs. En s'inspirant des grandes enquêtes déjà bien rodées dans certains pays occidentaux⁶⁰, ces nouvelles bases de données permirent facilement aux chercheurs et aux étudiants de science politique et de sociologie d'obtenir des informations à grande échelle sur les opinions sans avoir eux-mêmes à entreprendre de longues et coûteuses sorties sur le terrain, une tâche qui de toute façon se serait avérée impossible. La chute des régimes autoritaires (notamment en Europe de l'Est et en Amérique latine), ainsi que l'avancement de la technologie en matière de traitement des données, permirent aux sondeurs mandatés par les grandes enquêtes de se rendre sur de nouveaux lieux de recherche et de recueillir les opinions. L'un des premiers sondages internationaux à avoir été effectué fut probablement celui du *World Values Survey* (WVS) en 1990 et 1991. Environ dix ans plus tard, une autre enquête planétaire, le *GlobalBarometer*, vit le jour alors que s'associèrent des sondeurs « régionaux » connus pour leurs travaux en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Intéressons-nous d'abord aux travaux du *World Values Survey*, peut-être l'un des baromètres les plus utilisés.

2.2.1 Le *World Values Survey* (WVS)

Basée à Stockholm, la *World Values Survey Association* (WVSA) est un organisme sans but lucratif qui a comme mission d'enquêter sur les valeurs des citoyens du monde. La WVSA est dotée d'un comité exécutif qui veille au

⁵⁹ En matière d'enquêtes internationales, ce sont surtout les travaux de Lipset qui ont lancé les recherches sur les valeurs démocratiques. Voir LIPSET Seymour Martin. « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy ». *The American Political Science Review*, 1959, vol. 53, n° 1, p. 69-105.

⁶⁰ Aux États-Unis, des chercheurs de l'Université du Michigan lancèrent de vastes enquêtes d'opinion organisées lors de l'élection présidentielle de 1952. Depuis lors, des enquêtes, dont les sujets vont au-delà du vote et de l'affiliation partisane, ont toujours lieu le jour des scrutins. Pour de plus amples renseignements, le lecteur peut consulter les travaux de l'*American National Election Studies*. En France, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) sonde, plus ou moins régulièrement, les électeurs Français depuis 1978. Pour plus d'informations au sujet du Baromètre politique français le lecteur peut accéder au site suivant : <http://www.cevipof.com/bpf/barometre/bar0.htm>

fonctionnement des opérations et qui assure la coordination entre les nombreux partenaires nationaux, chargés de mener les enquêtes. L'organisme, qui est présidé par le politologue Ronald Inglehart, répond à un besoin en information standardisée sur les opinions des citoyens des pays riches et pauvres, démocratiques et non-démocratiques. Seule en son genre lorsqu'elle débuta ses opérations, la WVSA a très rapidement gagné en notoriété. Aujourd'hui les publications multilingues de l'organisation reçoivent une grande attention tant dans le milieu de la recherche que dans le domaine des organismes gouvernementaux.

Au travers des années, la réputation de la WVSA s'est bâtie notamment sur sa grande capacité de sonde et sur sa contribution à la science politique. La WVSA se targue notamment d'être « la seule source de données empiriques sur les croyances et les valeurs de gens qui couvrent la majorité de la population mondiale » (WVS, 2009). Lors de la cinquième vague d'enquêtes réalisées entre 2005 et 2008⁶¹, les sondeurs interrogèrent près de 80 000 personnes réparties dans 57 pays. Depuis sa création, l'organisme aurait envoyé des sondeurs dans 97 pays où est concentrée 90% de la population mondiale⁶².

Même si les pays (tel le Guatemala) de petite et moyenne tailles sont souvent exclus des recherches, les données de la WVSA sont largement utilisées dans les études où on compare les opinions des citoyens de pays développés à celles des gens habitant les pays en développement. Soulignons que les thèmes d'enquêtes de la WVSA sont largement choisis en fonction de considérations liées à la question du développement. Dès la première vague de sondages, les sondeurs cherchèrent à savoir s'il existait un lien entre l'importance du développement économique et la transformation des valeurs et des systèmes de pensée (Inglehart, 2000 : 68).

Au fil des années et des vagues de sondages, l'intérêt de la WVSA pour des hypothèses formulées par les tenants de la théorie de la modernisation resta

⁶¹ Les résultats de la première vague d'enquêtes ont été publiés en 1990. Depuis lors, la WVSA effectue des vagues de sondages dont les résultats sont connus environ tous les cinq ans.

⁶² En Amérique latine, assez peu de pays reçoivent la visite de ces sondeurs. En effet, des firmes sont mandatées par la WVSA afin de recueillir les opinions dans seulement six pays, soit l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Mexique et le Pérou. Notons cependant que si on exclut le Venezuela, ces six pays sont les plus peuplés de la région latino-américaine.

intact. À ce jour, sont incorporés aux enquêtes, divers indicateurs qui servent à analyser l'évolution des modes de pensée traditionnels et des valeurs dites de « survie » vers des mentalités séculaires et la valorisation de l'expression individuelle.

Afin d'amasser des données sur ces sujets d'enquête, le WVSA procède à des entretiens en face-à-face ainsi qu'à la distribution d'auto-questionnaires. Le nombre d'entretiens réalisés dans chaque pays et le nombre d'auto-questionnaires compilés dépend, dans plusieurs pays, de facteurs autres que démographiques⁶³. Selon les informations communiquées par la WVSA, les sondés qui participent à ces enquêtes sont choisis de manière aléatoire en utilisant des processus d'échantillonnage qui varient d'un pays à un autre. Bien que les échantillons nationaux soient largement constitués de sondés de dix-huit ans et plus, on observe dans certains pays que des sondés encore mineurs (aussi jeunes que quinze ans) sont interviewés.

Certains chercheurs attirés par la capacité du sondeur à rejoindre des gens de différents horizons et à mener des enquêtes dans un grand nombre de pays, seront surpris de constater que dans ces enquêtes la WVSA aborde peu la question de la démocratie. En fait, dans les questionnaires de l'organisation, les indicateurs servant à mesurer l'appui à la démocratie occupent un place assez modeste. Ceci pourrait bien s'expliquer par la philosophie du groupe d'enquête voyant la manifestation de l'appui à la démocratie comme l'un des nombreux sous-produits de plus grands bouleversements de valeurs qui s'opèrent dans le monde (Inglehart, 2003) plutôt que comme variable maîtresse expliquant l'évolution des croyances. Fait tout aussi pertinent à souligner, les concepteurs des questionnaires de la WVSA considèrent l'appui à la démocratie comme étant quelque chose « d'universelle »⁶⁴.

La vision selon laquelle l'attrait pour la démocratie est très répandue (ou souhaitable) dans le monde pourrait avoir incité la WVSA à choisir des questions

⁶³ Si on s'en tient uniquement à l'Amérique latine lors des enquêtes de 2005 et 2006, le nombre de citoyens interviewés varie d'un pays à un autre. Par exemple, bien que la population de la Colombie soit quatre fois inférieure à celle du Brésil, deux fois plus de citoyens (3025 contre 1500) ont été sondés dans le premier pays par rapport au deuxième.

⁶⁴ Sur le site Internet de la WVSA, Inglehart explique que la démocratie est une aspiration souhaitable dans le monde entier, bien qu'elle varie dans les priorités que lui donnent les citoyens.

assez générales et abstraites afin de mesurer l'appui à la démocratie. Dans ses enquêtes, la WVSA interroge notamment les sondés afin de savoir s'ils estiment qu'il serait très bien, bien, mauvais, très mauvais d'avoir un système politique démocratique. Sans plus préciser ce qu'ils entendent par la démocratie ou ce qui est démocratique, les sondeurs demandent également à leurs « sujets » d'indiquer jusqu'à quel point il est important pour eux de vivre dans un pays gouverné démocratiquement. En contrepartie, les sondeurs de la plus grande enquête mondiale cherchent tout de même à savoir ce que représente la démocratie aux yeux des individus qu'ils interrogent. Au fil du questionnaire, les enquêteurs cherchent à connaître jusqu'à quel point il est essentiel pour les sondés que la démocratie repose sur l'élection juste et libre de leurs dirigeants ou sur la protection des droits civils et des libertés individuelles.

La WVSA sait aussi se faire plus précise dans son évaluation des valeurs, et ce, principalement afin de connaître les opinions des citoyens sur qui devrait diriger les affaires de l'État. À cet effet, les enquêteurs interrogent les sondés afin de savoir s'ils jugent convenable que l'armée et les autorités religieuses gouvernent leur pays. Alors que l'on aborde le sujet des religions avec les sondés, les enquêteurs leur demandent aussi si le fait d'être athée devrait disqualifier une personne pour représenter ses concitoyens. À l'aide des données amassées sur ces sujets, les chercheurs pourront en partie analyser les opinions au sujet de deux fondements de la démocratie : la formation de gouvernement civil et l'éligibilité à la fonction politique.

Les analystes sauront certainement trouver une utilité aux données de la WVSA. Mais les possibilités demeurent tout de même assez limitées, particulièrement pour les chercheurs qui s'intéressent à l'Amérique latine. D'abord, notons que les enquêtes de la WVSA sont menées dans peu de pays latino-américains. Ensuite, seul un nombre limité de conclusions peuvent être tirées sur l'appui à la démocratie à partir des enquêtes du groupe, et ce, particulièrement si on s'intéresse à autre chose qu'aux opinions sur les préférences démocratiques qui sont assez abstraites. Sans même aborder la question de problèmes méthodologiques de l'enquête, soulignons que de nombreux aspects restent « à découvert » si on s'intéresse à l'appui des citoyens aux principales caractéristiques de la démocratie⁶⁵. Par exemple, les données ne

⁶⁵ Dahl établit cette liste dans son célèbre livre sur la polyarchie. DAHL Robert. *Polyarchy*.

permettent d'aucune façon d'évaluer l'appui des citoyens à des idées centrales à la démocratie, telle la liberté d'expression et d'association.

2.2.2 Le *International Social Survey Programme*

Les chercheurs qui s'intéressent aux enquêtes planétaires peuvent également se tourner vers les travaux du *International Social Survey Programme* (ISSP) pour alimenter leurs recherches. Reconnu pour son sérieux, le ISSP sonde les opinions sur une base annuelle dans plus de quarante pays, dont la majorité est située dans l'hémisphère Nord. Chapeauté par un centre de recherches allemand et américain, l'ISSP compte sur la participation de ses pays-membres pour développer les sondages et faire le suivi de ses enquêtes. La supervision des tâches entourant la préparation des sondages est confiée à des comités internes formés par un nombre restreint de membres de l'organisation. L'administration des sondages est, dans plusieurs cas, effectuée par des firmes de sondage mandatées par les responsables de l'ISSP dans chaque pays.

Lors de rencontres annuelles les membres de l'ISSP, généralement issus du milieu universitaire, discutent et décident des thèmes autour desquels les enquêtes futures devraient être développées. Ces thèmes changent d'une année à une autre, faisant de l'ISSP une organisation dont la priorité est d'approfondir plusieurs thèmes différents plutôt que d'assurer le suivi dans le temps des opinions d'un nombre limité de sujets. Les thèmes traités dans les enquêtes annuelles sont déterminés quelques années à l'avance.

En 2004, les membres de l'ISSP articulèrent leurs recherches autour du thème de la citoyenneté. Administré dans trente-huit pays, le questionnaire développé pour étudier ce thème comprenait quelques indicateurs visant à mesurer l'appui des citoyens à la démocratie. Les membres de l'ISSP tentèrent notamment d'évaluer l'amplitude de l'attachement des citoyens à certains droits en faisant référence à des situations ou à des groupes particuliers. Par exemple, les enquêteurs interrogèrent les sondés afin de savoir s'ils étaient d'accord avec l'idée que des extrémistes religieux ou encore des personnes qui voudraient renverser le gouvernement par la force puissent organiser des réunions

publiques. Aussi, en lien avec les valeurs démocratiques, les enquêteurs demandèrent aux sondés d'indiquer quelle importance ils accordaient à ce que le gouvernement protège les droits des minorités, à ce que les hommes politiques tiennent compte des opinions des citoyens avant de prendre des décisions, etc. Par ailleurs, les sondeurs interrogèrent les citoyens afin de savoir s'ils étaient plus en accord avec l'idée que le gouvernement ne puisse en aucun cas restreindre les droits démocratiques ou avec le principe voulant que le gouvernement puisse réduire les droits quand il le juge nécessaire.

L'étude que l'organisation réalisa en 2004 comporte des indicateurs très intéressants qui touchent à plusieurs aspects de l'appui à la démocratie. Bien que ces indicateurs soient utiles, les données de l'ISSP poseront problème à certains chercheurs. D'abord, en 2004, seuls cinq pays latino-américains (Brésil, Chili, Mexique, Uruguay et Venezuela) participaient à l'enquête, réduisant ainsi de façon considérable les possibilités de recherches et de comparaisons entre les pays. En deuxième lieu, dans les pays où fut menée l'enquête, les sondages furent administrés à des moments différents, où deux ans auront été nécessaires pour effectuer la collecte des opinions dans la région. Ce laps de temps est problématique dans la mesure où l'objectif des chercheurs est habituellement de comparer des opinions qui ont été amassées approximativement au même moment dans l'ensemble des pays où sont menées les enquêtes. Finalement, si l'ISSP s'est intéressé au thème de l'appui à la démocratie en 2004, ceci fut pratiquement « un événement isolé », nous laissant ainsi sans données plus récentes sur la question. Poursuivons notre analyse des baromètres afin d'en apprendre davantage sur les différentes méthodes employées afin de recueillir les opinions et, plus particulièrement, sur les diverses façons de mesurer l'appui à la démocratie.

2.2.3 Le *GlobalBarometer*

Moins centralisé dans son fonctionnement que le WVS, le *GlobalBarometer* est d'abord et avant tout un réseau de sondeurs formé par quatre organismes bien connus dans leur région du globe, soient le *Latinobarómetro*, l'*Afrobarometer*, l'*Asian Barometer* (ABS) et l'*Arab Barometer*. Le *GlobalBarometer* sert de plate-forme où les experts des différents pays échangent leur expertise et élaborent des stratégies afin de promouvoir la diffusion de leurs travaux.

Comme la WVSA, l'une des fonctions premières du *GlobalBarometer* est de mesurer les opinions à l'échelle mondiale. Les différences entre les deux organismes sont toutefois notables. D'abord, le *GlobalBarometer* est une entité décentralisée. Les affaires de ses membres sont gérées indépendamment, ce qui permet à ces derniers d'élaborer leurs propres questionnaires et de faire fi, jusqu'à un certain point, de l'uniformisation de leurs enquêtes. Ensuite, le *GlobalBarometer* donne une importance particulière aux thèmes de la démocratie, de la sécurité humaine et de la prospérité socio-économique. Au lieu de se concentrer sur l'évolution des valeurs, le *GlobalBarometer* porte une attention marquée à l'émergence de nouvelles attitudes. Finalement, le réseau de baromètres régionaux tente de faire coïncider les enquêtes de ses membres à une plus grande fréquence que le fait la WVSA. Notons par ailleurs que les enquêtes du *GlobalBarometer* sont plus modestes que celles de la WVSA dans la mesure où elles ne sont pas menées sur tous les continents et sont généralement effectuées dans des pays moins peuplés.

Afin de mesurer le niveau d'appui à la démocratie dans le monde, le *GlobalBarometer* utilise un indicateur « commun ». L'indicateur de Linz est utilisé dans dix-huit pays d'Amérique latine, vingt d'Afrique et dix-huit d'Asie. Dans le monde arabe, les citoyens doivent indiquer s'ils croient que « malgré ces problèmes, la démocratie demeure la meilleure forme de gouvernement ». En dépit des différences entre les deux indicateurs utilisés, les membres du *GlobalBarometer* jugent qu'ils sont « fonctionnellement équivalents » (Chu *et al.*, 2008 : 86)⁶⁶. Voyons maintenant les spécificités propres aux organismes qui forment le *GlobalBarometer* ainsi que la manière dont ceux-ci mesurent l'appui à la démocratie.

2.2.3.1 Le *Latinobarómetro*

La *Corporación Latinobarómetro* (LB) est une organisation non gouvernementale (ONG) dont les bureaux sont situés à Santiago du Chili.

⁶⁶ Ce point de vue est très discutable, d'autant plus que le *GlobalBarometer* compare le niveau d'appui à la démocratie, d'une région à une autre, à partir d'indicateurs qui sont pourtant différents. Comme le souligne Larry Diamond, la formulation des questions sur le sujet peut facilement influencer les réponses données par les sondés. Voir DIAMOND Larry. *Developing Democracy. Toward Consolidation*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1999, p. 213.

Presque chaque année depuis 1995, le baromètre latino-américain publie un rapport sur les opinions publiques en Amérique latine. Lors du lancement de son premier rapport, les travaux de l'organisme analysèrent les opinions des citoyens dans huit pays, dont sept étaient sud-américains. Gagnant en notoriété (notamment auprès des organismes internationaux, des gouvernements étrangers et des grandes revues⁶⁷) d'une année à une autre, LB a réussi à étendre considérablement ses recherches. Depuis 2004, elle analyse les opinions dans dix-huit pays répartis dans les zones Nord, Centre, Sud et insulaire du sous-continent⁶⁸ où vivent plus de 400 millions d'habitants.

La publication annuelle des résultats d'enquêtes reçoit généralement une grande attention dans les pays sondés, les journalistes essayant de déceler des tendances et comparant les pays entre eux. Les données amassées par l'ONG chilienne ne reçoivent pas moins d'attention de la communauté universitaire⁶⁹. En effet, rares sont les recherches sur les opinions des citoyens dans les Amériques qui ne font pas mention des enquêtes de LB. La base de données de l'organisme où sont résumées les opinions de plus de 20 000 personnes est évidemment une source d'information incontournable.

Les sujets d'enquêtes abordés sont diverses. D'abord, LB porte une grande attention aux opinions liées à la démocratie et au monde politique. Cet intérêt s'explique en partie par une volonté de mieux comprendre les variances qui s'observent d'un pays à un autre⁷⁰. Par exemple, alors que l'on retrouverait dans

⁶⁷ Presque chaque année la revue *The Economist* publie en exclusivité les principaux résultats des enquêtes du LB. Voir par exemple, « The Latinobarómetro Poll, A warning for reformers » dans *The Economist* du 15 novembre 2007. Un résumé du texte est aussi disponible sur : <http://www.economist.com/node/10136464>

⁶⁸ Ces pays sont les suivants : l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, le Chili, l'Équateur, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République Dominicaine, l'Uruguay et le Venezuela.

⁶⁹ Notons que les journalistes et les universitaires ne sont pas les seuls à s'intéresser aux sondages du *Latinobarómetro*. Il arrive parfois que les gouvernements commentent et interprètent – à leur façon – les résultats : par exemple, le ministère des relations extérieures du Venezuela le faisait par l'entremise du site internet de l'ambassade du Venezuela en France. Désirant rester le plus indépendant possible, *Latinobarómetro* ne commente généralement pas ce type d'analyses. (GOULET Charles-André. LAGOS Marta. [Entretien avec Marta Lagos, Directrice exécutive des études au *Latinobarómetro*]. Paris, 28 avril 2008, 25 minutes).

⁷⁰ Rappelons que des dix-huit pays sondés, environ la moitié n'avait aucune expérience avec la démocratie avant les années 1970. En termes huntingtoniens, on dirait que la moitié des

certains pays un niveau d'appui à la démocratie qui est comparable à celui observé en Europe de l'ouest (Lagos, 2001 : 137), d'autres pays afficheraient des niveaux beaucoup plus faibles et une indifférence marquée sur le sujet (Lagos, 2003 : 170). Les enquêtes s'intéressent aussi aux sujets qui sont fréquemment soulevés dans la presse ou encore qui sont considérés comme étant parmi les plus importantes préoccupations des citoyens. L'insécurité, la situation économique et la corruption en sont quelques exemples. D'autre part, LB mesure les opinions qui caractériseraient les Latino-Américains des citoyens des autres régions du monde. À cet égard, plusieurs questions de sondage portent sur la confiance interpersonnelle, « chose » que les Latino-Américains auraient en moins grande quantité que les citoyens des autres régions du monde (Lagos, 2001 : 137).

LB recueille ses données en mandatant des firmes de sondage privées qui effectuent des entretiens en face-à-face et qui se dérouleraient dans la langue choisie par les personnes interrogées. L'un des objectifs du sondeur est de publier des résultats qui sont représentatifs des opinions nationales. Notons toutefois que d'un pays à un autre, les échantillons sont très similaires, variant de 1000 (dans les pays les moins peuplés) à environ 1200 personnes (dans les pays les plus peuplés). Selon la méthode d'échantillonnage, LB évalue la marge d'erreur des résultats à un pourcentage qui varie entre 2,8 et 3%. Fait exceptionnel et important à mentionner, les « vagues » de sondages effectuées dans les pays sont généralement très courtes et durent environ un mois.

Dans ses rapports et ses articles, le sondeur chilien donne énormément d'importance aux résultats compilés sur la question de l'appui à la démocratie, résultats qui sont obtenus à l'aide de quelques indicateurs assez généraux. Le principal indicateur utilisé depuis 1995 est calqué sur la question de Linz par laquelle on demande aux interviewés s'ils croient que « la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement », que « dans certaines circonstances, un gouvernement autoritaire est préférable à un gouvernement démocratique » ou bien « ... [qu'] il y a peu d'importance qu'un régime soit

pays sondés ont connu la deuxième vague de démocratisation, alors que l'autre moitié ont expérimenté la démocratie pour une première fois lors de la vague suivante. Voir HUNTINGTON Samuel P. *La Tercera Ola. La democratización a finales del siglo XX*. Buenos Aires : Paidós, 1994, 329 p.

démocratique ou non ». Marta Lagos, la directrice du baromètre, interprète chacune des réponses données par les répondants comme « un appui à la démocratie », « une sympathie envers la gouverne autoritaire » ou « une orientation plus faible mais tout de même non-démocratique » (2003). Le sondeur complète sa mesure de l'appui à la démocratie en demandant aux interviewés s'ils sont d'accord avec l'idée que « malgré ses problèmes », « la démocratie est le meilleur système de gouvernement ».

Périodiquement, LB ajoute d'autres questions à ses sondages. Par exemple, en 2004 et en 2005, les enquêteurs demandaient aux sondés si en cas de problèmes, ils appuieraient un gouvernement militaire en remplacement de la démocratie. En 1996 et en 1998, les chercheurs du groupe interrogèrent les Latino-Américains afin de savoir s'ils étaient prêts à défendre la démocratie en cas de menace. Dans l'ensemble, les indicateurs employés périodiquement ou de manière récurrente dans la sous-région sont assez généraux. LB formule en effet ses questions sur l'appui à la démocratie comme système de gouvernement et sans faire de distinctions entre l'appui pour celle-ci, pour ses institutions ou encore pour ses valeurs. Malgré les nombreuses conclusions optimistes ou pessimistes qui sont souvent tirées dans les analyses journalistiques et scientifiques à partir des données baromètres, les indicateurs utilisés demeurent souvent abstraits et limités, ce qui restreint la portée des conclusions sur l'appui à la démocratie dans la sous-région.

En dépit des limites observées, les travaux du baromètre latino-américain sur la démocratie restent utiles, notamment si on s'intéresse à autre chose qu'aux opinions spécifiques à l'appui à la démocratie. En effet, les rapports et la base de données du groupe sont des sources d'information importantes sur l'évaluation que font les citoyens de la démocratie⁷¹. De façon périodique ou plus constante, l'organisme chilien ajoute à ses sondages quelques questions intéressantes à ce sujet. Par exemple, le LB interroge les citoyens afin de savoir s'ils croient que démocratie est un instrument utile au développement, si elle est porteuse de

⁷¹ Comme l'observe José Ramón Montero, bien qu'il y ait parfois une certaine confusion, il existe pourtant une différence entre les indicateurs qui mesurent les opinions liées à la légitimité des régimes et ceux qui cherchent à déterminer l'évaluation que font les citoyens de la démocratie. (MONTERO José Ramón. « Revisiting Democratic Success ». *Politics, Society and Democracy. The Case of Spain* / ed. Richard GUNTHER et Juan LINZ. Boulder : Westpress, 1993, p. 153).

prospérité ou encore si elle est « adéquate ». Le sondeur complète l'évaluation que font les Latino-Américains en leur demandant s'ils sont satisfaits de la démocratie, s'ils jugent qu'il est possible d'avoir une démocratie sans congrès, etc.

2.2.3.2 Le *Asian Barometer* (ABS)

L'équivalent du LB en Asie a été pendant quelques années le *East Asia Barometer*, organisme lancé par des chercheurs de l'Université nationale de Taiwan. À l'origine, ces chercheurs se donnèrent comme mission d'interroger les citoyens de huit pays de la zone orientale de l'Asie⁷². Largement influencés par ce qui était déjà fait ailleurs, mais risquant gros en envoyant les sondeurs dans certains pays, les enquêteurs du *East Asia Barometer* réussirent à questionner (en 2001 et 2002) des milliers de personnes sur des thèmes tels la démocratie, l'implication politique, la confiance dans les institutions et l'évaluation du régime. Suite au succès connu lors d'une première vague de sondages, les responsables du projet impliqués dans la collecte des opinions se joignirent au *Centre for Study of Developing Societies* de Delhi, où travaillaient déjà plusieurs experts sur les pays du sud de l'Asie⁷³. Les deux groupes formèrent rapidement une association – aujourd'hui connue sous l'acronyme ABS – qui mesure les opinions dans dix-huit pays asiatiques à l'aide de questionnaires qui sont pratiquement standardisés.

Comparativement à leurs collègues du LB, les sondeurs de l'ABS opèrent dans une région où le niveau de démocratisation est généralement faible et où il existe de grandes différences entre les pays à ce niveau. En effet, soulignons que la région n'a pratiquement pas connu les effets de la troisième vague de démocratisation décrite par Samuel Huntington (Chang *et al.*, 2007 : 69). Rappelons également que l'absence (en Chine et à Singapour notamment) et la faiblesse (Hong Kong) de la démocratie s'observent aux côtés d'une plus grande vitalité de celle-ci (en Inde et au Japon, par exemple). Les modes de

⁷² Les huit pays (territoires) sont le Japon, Hong Kong, la Chine continentale, la Mongolie, la Thaïlande, les Philippines, la Corée du sud et Taiwan.

⁷³ Dans le cadre d'une étude exhaustive sur l'état de la démocratie en Asie du sud, le *Centre for the Study of Developing Societies* s'intéressa aux opinions des citoyens du Bangladesh, de l'Inde, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka. L'étude en question fut financée par les organisations internationales.

représentation et de sélection des élus ne sont pas moins variés dans la région⁷⁴.

Comme nous le mentionnions précédemment, le contexte sociopolitique influence, dans certains cas, la façon de mesurer les opinions. En Asie, l'intérêt souvent marqué pour l'étude des valeurs qui seraient propres à la région amène l'ABS à inclure des indicateurs qui sont « adaptés » à la région où il opère. Dans ses enquêtes, l'ABS inclut de nombreux indicateurs qui permettent d'évaluer la prédominance des « valeurs asiatiques ». Celui-ci cherche notamment à offrir le plus d'information possible aux chercheurs qui s'intéressent à l'articulation entre les valeurs confucianistes et celles liées à la démocratie⁷⁵.

Afin d'amasser les opinions, l'ABS procède à des entretiens en face-à-face qui ont lieu à l'endroit de résidence ou de travail des sondés, une pratique qui est rarement utilisée ailleurs. Les entretiens se déroulent dans la langue du pays, ou toute autre langue qui est parlée par au moins 5% de la population. Les personnes sondées par l'ABS sont des adultes qui ont l'âge de voter (le cas échéant). Au total, l'ABS interroge au moins 1200 personnes dans chaque pays. Les sondés sont choisis de manière aléatoire, tout en ajustant les probabilités lorsque que la représentativité géographique risque d'être déséquilibrée. La marge d'erreur des résultats est établie à 3% à un intervalle de 19 fois sur 20. Dans le cas de la deuxième vague de sondages, les enquêtes se sont déroulées sur une période de trois ans, soit entre 2005 et 2008.

Comme nous le mentionnions, les enquêtes d'opinion de l'ABS ont lieu dans des pays démocratiques et non-démocratiques, donc dans des endroits où l'expérience politique des citoyens avec la démocratie varie grandement. Mesurer l'appui à la démocratie à l'aide des questionnaires uniques et abstraits peut donc s'avérer un défi de taille. Face à celui-ci, l'ABS multiplie – ce que Emmanuel

⁷⁴ Nous trouvons dans la région des monarchies (Népal et Thaïlande), un État communiste (Chine) ainsi que des systèmes parlementaires où siègent des parlementaires choisis par les électeurs.

⁷⁵ Cet intérêt n'est pas nouveau, mais il a grandement été ravivé par Huntington. Ce dernier voit dans les valeurs confucianistes un obstacle à la démocratisation. (HUNTINGTON Samuel P. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New-York : Simon & Schuster Paperbacks, 1996, p. 238). Pour une discussion sur la « compatibilité » de ces valeurs et du soutien à la démocratie voir PARK Chong-Min et CHULL Shin Doh. *Do Asia values deter popular support for democracy? The case of South Korea* [en ligne]. 2004, [consulté le 2 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications>.

Rivière et Delphine Martelli-Banégas (2002 : 304) appellent – « les angles d'approche ».

Dans ces enquêtes, les sondeurs cherchent à savoir si la démocratie est jugée comme étant préférable, prioritaire, adéquate, efficace et souhaitable (Chang *et al.*, 2007 : 67-68). La mesure de l'engagement des citoyens se fait de concert avec celle du détachement de l'autoritarisme exprimé par ces derniers⁷⁶.

Afin de faciliter les comparaisons avec les données amassées par les autres membres du *GlobalBarometer*, l'ABS utilise un certain nombre d'indicateurs « standards ». L'ABS emploie notamment la question de Linz. De façon similaire à ce qui se fait ailleurs, l'ABS interroge aussi les sondés afin de savoir s'ils croient que la démocratie peut résoudre les problèmes ou s'ils jugent que celle-ci est plus importante que le développement économique. Mais multiplier les angles d'approche veut aussi dire élever le niveau de précision ou encore omettre d'inclure le mot « démocratie » dans la formulation des questions d'enquêtes. C'est justement ce que fait l'ABS alors qu'elle mesure l'appui aux principales caractéristiques de la démocratie. L'ABS évalue si les interviewés sont en accord avec l'idée que les élus sont ceux qui doivent détenir les pouvoirs décisionnels⁷⁷. Plus précisément, l'ABS leur demande si ce sont les militaires qui devraient gouverner le pays. Avec moins de subtilité encore, on interroge les citoyens afin de savoir si l'on devrait bannir les élections et permettre aux « experts » ou à un leader « fort » de prendre la relève. Au niveau de la participation politique et de la liberté d'expression, les sondeurs interrogent les interviewés afin de voir s'ils jugent que les moins éduqués devraient laisser leur place à ceux qui ont un niveau d'instruction élevé. Indépendamment de ceux qui ont le droit de parole, on demande également si le gouvernement devrait déterminer quels sont les sujets à discuter en société et quels sont ceux à proscrire.

⁷⁶ Cet élément d'analyse est particulièrement intéressant alors que les gouvernements autoritaires (passés ou présents) ne souffriraient pas d'un discrédit marqué dans la région. (CHANG Yu-tzung *et al.* « Authoritarian Nostalgia in Asia ». *Journal of Democracy*, 2007, vol. 18, n° 3, p. 69).

⁷⁷ Selon O'Donnell, en polyarchie, les élus ne devraient pas voir leur travail entravé par des acteurs non élus. (O'DONNELL Guillermo. *Counterpoints. Selected Essays on Authoritarianism and Democratization*. Notre-Dame : University of Notre Dame Press, 1999a, p. 176). Ce principe vient donc compléter la première caractéristique de la polyarchie telle que pensée par Dahl.

De nombreux autres indicateurs sont inclus aux enquêtes de l'ABS, notamment certains qui sont liés à la loi et à l'ordre. Au-delà de la multiplicité des indicateurs qui permettent de mesurer l'appui à la démocratie, soulignons la présence de quelques-uns qui pourraient être fort utiles à considérer pour évaluer si les sondés sont portés à soutenir une démocratie de qualité faible ou élevée⁷⁸. En effet, sont également incluses aux enquêtes de l'ABS des questions sur l'appui aux principes d'imputabilité horizontale et de la primauté du droit. Pour reprendre une expression des chercheurs de l'Asie du Sud, l'emploi de plusieurs indicateurs permet de mesurer la « profondeur de l'appui à la démocratie » (de Souza *et al.*, 2008).

2.2.3.3 L'*Afrobarometer*

Le statut et la structure de l'*Afrobarometer* sont similaires à ceux des autres membres du *GlobalBarometer*. En effet, l'organisme africain est indépendant, impartial et opère grâce à la collaboration de nombreux chercheurs. La coordination des travaux effectués par ces derniers se fait depuis trois principaux centres situés au Bénin, au Ghana et en Afrique du Sud. Comme c'est souvent le cas des autres sondeurs indépendants, les revenus de l'*Afrobarometer* proviennent en grande partie de gouvernements étrangers. Avec le soutien financier qu'il reçoit, le baromètre enquête sur les opinions dans vingt pays d'Afrique subsaharienne⁷⁹ où vivent plus de 450 millions d'habitants. En 2008 et 2009, le baromètre africain procédait à sa quatrième vague de sondages. La première de ces vagues a eu lieu dans douze pays entre 1999 et 2001. Depuis ce temps, plus de 100 000 personnes ont été interrogées par l'*Afrobarometer*, faisant de ce dernier le membre le plus actif du *GlobalBarometer*.

L'organisme africain accomplit son travail en fonction de trois objectifs qui sont de produire des données fiables sur les opinions en Afrique, de diffuser le plus largement possible ses résultats d'enquêtes et de renforcer les

⁷⁸ Le lecteur pourra consulter le texte de Diamond et de Morlino afin de se familiariser avec les « dimensions » attribuées à la qualité de la démocratie. Voir DIAMOND Larry et MORLINO Leonardo. « The Quality of Democracy. An Overview ». *Journal of Democracy*, 2004, vol. 15, n° 4, p. 20-31.

⁷⁹ Ces derniers sont l'Afrique du Sud, Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Cap Vert, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, l'Ouganda, le Sénégal, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

connaissances et les compétences liées au travail de sondeur et à l'utilisateur de données. L'*Afrobarometer* effectue son travail en se penchant sur des thèmes qui sont à la fois universels et spécifiques à la région où il opère. En effet, le baromètre africain recueille un grand nombre de données sur des thèmes tels la démocratie, la confiance interpersonnelle, les réformes économiques mais également sur l'accès à la nourriture et sur les tensions ethniques.

L'*Afrobarometer* opère dans des régions où il y a peu de conflits et où la démocratie connaît – ou a connu dans le passé – un certains succès. Toutefois, soulignons que les pays où ont lieu les enquêtes se distinguent tout de même par des variations importantes quant au niveau de respect des droits et des libertés⁸⁰ qu'on y observe ou encore par l'évolution de la démocratie. Comme c'est souvent le cas dans d'autres régions du monde, le passé autoritaire et conflictuel de la région amène les sondeurs à se questionner sur l'existence d'une culture favorable à la démocratie et à ses institutions (Bratton et Mattes, 2001 : 449). En fait, le cadre de « valeurs africaines » serait reconnaissable par quelques particularités. Parmi quelques-unes de ces valeurs puis de ces spécificités, rappelons l'inclinaison de nombreux citoyens à entretenir une relation du type parent-enfant avec le gouvernement (*Afrobarometer*, 2008 ; Schatzberg, 2001) ainsi que la faiblesse des liens qu'entretiendraient ces derniers avec les élus et les autorités, au profit de relations plus étroites avec les chefs traditionnels (*Afrobarometer*, 2009 ; Piron, 2006 : 291).

La méthodologie employée par le baromètre africain pour recueillir les opinions est similaire à celle des autres membres du *GlobalBarometer*. En effet, l'*Afrobarometer* amasse ses données en procédant à des entretiens en face-à-face avec des citoyens choisis de manière aléatoire, mais tout en s'assurant de la représentativité des principaux groupes démographiques. Dans la plupart des pays, la taille des échantillons est établie à 1200 personnes. Ce nombre peut varier en fonction du contexte politique et de la taille de la population. En 2009, un peu moins d'entretiens ont été réalisés au Zimbabwe dû à des violences dans le pays. Ailleurs, comme c'est le cas en Afrique du Sud, au Nigeria et en

⁸⁰ Selon les analyses de *Freedom House* en 2009, huit des vingt pays sous enquêtes seraient « libres » alors qu'onze le ne seraient que partiellement. Un seul, le Zimbabwe, ne le serait pas du tout. (Freedom in the World, 2010. [Ressource électronique]. [Washington D.C.] : Freedom House. [Réf. du 29 juin 2009]. États-Unis. Disponible sur : <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=15>).

Ouganda, les échantillons sont de 2400 individus⁸¹. La marge d'erreur des résultats d'enquêtes varie de 2 à 3%. Depuis sa troisième vague de sondage (2005), l'*Afrobarometer* administre ses questionnaires au cours d'une même année. En 2008, un contexte politique difficile a demandé un report des collectes des données au Zimbabwe.

Dans sa collecte d'opinions sur la démocratie, l'*Afrobarometer* adopte une approche que l'on pourrait qualifier de maximaliste. En plus de chercher à connaître, en détails, la conception que se font les citoyens de la démocratie⁸², le sondeur incorpore à ses enquêtes un grand nombre de questions sur « l'offre » et la « demande » pour celle-ci (*Afrobarometer*, 2006). Alors que l'offre est liée à l'évaluation que font les sondés de la démocratie « offerte » par les gouvernants, la demande renvoie à l'appui pour la démocratie, à ses principes et à ses valeurs.

Nous pourrions synthétiser en affirmant que l'*Afrobarometer* évalue la « demande » pour la démocratie de quatre façons. Dans un premier temps, et par souci d'uniformisation avec les autres baromètres, le sondeur africain utilise l'approche de Linz à laquelle nous faisons référence précédemment. L'organisme africain le fait cependant en modifiant quelque peu le contenu de la question normalement utilisée. Contrairement à son partenaire latino-américain, le baromètre donne le choix au sondés d'indiquer s'ils ont une préférence : pour un « gouvernement non-démocratique » plutôt que pour un « gouvernement autoritaire ». Deuxièmement, dans ses questionnaires, le baromètre africain inclut un nombre important d'indicateurs qui prennent directement en considération le contexte socio-historique de la région. Par exemple, dans les enquêtes, les sondés doivent indiquer s'ils croient que le gouvernement est un « parent » qui devrait prendre soin des « gens » ou plutôt que le peuple devrait être « le patron » du gouvernement. Plus indirectement en lien avec l'appui à la

⁸¹ Soulignons que ces trois pays sont parmi les cinq plus peuplés de la région où opère le baromètre africain.

⁸² Comme nous le mentionnions brièvement, la conception que se font les citoyens de la démocratie tend à varier d'une personne à une autre. L'*Afrobarometer* a une façon originale d'évaluer cette facette des opinions publiques. Dans les questionnaires, les sondeurs de l'organisation africaine donnent des mises en situation auxquelles sont confrontées des personnes fictives (dans un pays qui n'est pas spécifié) et demandent aux interviewés d'indiquer si ces mêmes personnes vivent dans une « démocratie pleine », dans une démocratie avec des problèmes « mineurs » ou « majeurs » ou simplement s'ils ne vivent pas dans une démocratie.

démocratie, les sondeurs demandent aux interviewés s'ils jugent que les chefs coutumiers devraient être davantage impliqués dans la gouvernance locale.

L'*Afrobarometer* mesure aussi l'appui aux principales caractéristiques de la démocratie. L'organisme cherche notamment à savoir si les sondés jugent acceptable que les gouvernements interdisent les publications qui lui sont défavorables ou que ceux-ci censurent les opinions minoritaires. La pluralité et de la représentation politique sont aussi des sujets abordés dans les enquêtes. Par exemple, les sondeurs interrogent les citoyens afin de savoir s'ils sont en accord avec l'idée qu'il n'y ait qu'un seul parti qui participe aux élections, que l'armée gouverne leur pays ou que le parlement et les élections soient abolis pour donner les pouvoirs au président.

En plus de ces questions, l'organisme africain s'intéresse aussi au soutien que démontrent les sondés à des principes qui améliorent la qualité de la démocratie. Le sondeur interroge les citoyens pour savoir s'ils considèrent que la loi doit s'appliquer à tous, ce qui inclut le président de leur pays. Tout aussi intéressant, l'*Afrobarometer* interroge les sondés afin de connaître s'ils jugent que la presse doit jouer un rôle de vigilance. Dans l'ensemble, les données de l'*Afrobarometer* permettent ainsi de brosser un portrait assez complet des opinions liées à l'appui à la démocratie dans une partie de l'Afrique subsaharienne.

2.2.3.4 L'Arab Barometer

Une « dimension manquante » de la science politique. Voici de quelle façon les instigateurs de l'*Arab Barometer* qualifiaient le problème lié à l'absence de données sur les opinions dans le monde arabe (Tessler et Jamal, 2006 : 1). En effet, avant que l'*Arab Barometer* ne lance sa première vague de sondages en 2006, très peu d'information standardisée était disponible sur les valeurs et attitudes des citoyens de cette région. Lors de sa première vague d'enquêtes, rendue possible en partie grâce au financement des États-Unis, l'*Arab Barometer* interviewa les citoyens de cinq pays (territoires)⁸³.

⁸³ Lors de la première vague, l'*Arab Barometer* sonda les opinions en Algérie, en Jordanie, au Koweït, au Maroc et en Palestine. Comme le notent Tessler et Jamal, la WVSA a attendu jusqu'à sa quatrième vague de sondages (1999-2002) avant d'incorporer des données sur le monde arabe. (TESSLER Mark et JAMAL Ananey. « Political Attitude Research in the

L'*Arab Barometer* fonctionne aujourd'hui comme une association de chercheurs qui bénéficient de l'appui des institutions universitaires dans les pays où ont lieu les enquêtes d'opinion. Le principal centre de recherches de l'organisation est cependant situé à l'Université de Jordan et une partie de la coordination des activités se fait depuis les États-Unis. L'ensemble des chercheurs impliqués dans le projet s'intéressent à des thèmes d'enquêtes tels l'appui à la démocratie, la confiance interpersonnelle, la relation entre la religion et le monde politique.

Outre la réalisation d'enquêtes, les activités du baromètre visent à diffuser les plus largement possible ses recherches. La diffusion de l'information sert notamment à dissiper les stéréotypes associés aux opinions dans le monde arabe. Au nombre de ceux-ci, rappelons la tendance à croire que la religion islamique produit des modes de pensée qui sont uniformes alors que, dans les faits, l'interprétation du religieux varierait énormément d'un endroit à un autre (Rose, 2002). Par ailleurs, une autre conception erronée veut que l'appui à la démocratie soit faible chez les musulmans⁸⁴, alors que dans, les faits, il ne serait pas affecté par les croyances religieuses islamiques (Tessler et Jamal : 10).

Les stéréotypes qui sont véhiculés sur le monde arabe s'expliquent en partie par une méconnaissance des opinions dans la région. Cependant, cette méconnaissance s'explique en partie par une situation politique qui rend difficiles, voire périlleuses, la collecte et la diffusion de données de sondages⁸⁵. En effet, les restrictions qu'imposent les régimes empêchent régulièrement les sondeurs de recueillir les opinions des citoyens sur des thèmes sensibles. Dans de telles circonstances, les sondeurs de l'*Arab Barometer* font régulièrement face à des

Arab World: Emerging Opportunities ». *Political Science and Politics*, 2006, vol. 39, n° 3, p. 2). Nous pouvons ainsi affirmer qu'avant que l'*Arab Barometer* ne le fasse, aucune donnée amassée dans une optique de comparaison à grande échelle n'avait été compilée sur le Koweït et la Palestine.

⁸⁴ Rappelons que selon la thèse huntingtonienne, l'islamisation de la région se serait produite aux dépens de la démocratie et affaiblirait par le fait même les opinions favorables envers celle-ci. Voir HUNTINGTON Samuel P. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New-York : Simon & Schuster Paperbacks, 1996, 367 p.

⁸⁵ Comme exemple frappant de ce fait, le lecteur pourra se référer à l'article de Laura-Julie Perrault sur le dixième anniversaire de règne de Mohammed VI en Égypte paru dans *La Presse* du 6 août 2009 en page A16.

défis de taille⁸⁶. Malgré les difficultés liées à la réalisation de sondages d'opinions dans le monde arabe, le baromètre régional assure que ses résultats sont représentatifs de la population. Comme ailleurs, le recueil des données effectué par l'*Arab Barometer* se fait à partir de questionnaires qui sont administrés par des enquêteurs lors d'entretiens en face-à-face. Dans le cas de la première vague de sondages organisée en 2006, les sondeurs ont complété plus de cinq mille entretiens. Les échantillons nationaux sont constitués de 750 à 1300 sondés.

Les questionnaires de l'*Arab Barometer* comportent un grand nombre d'indicateurs servant à mesurer l'appui à la démocratie. Alors que certains de ces indicateurs sont plutôt généraux, d'autres sont plus précis et souvent liés au contexte sociopolitique de la région. Parmi les indicateurs généraux, les questionnaires de l'*Arab Barometer* incluent des questions où les sondés doivent affirmer s'ils croient que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement en dépit de ses failles ou s'ils estiment que le système politique démocratique est convenable pour gouverner leur pays. De façon similaire à ce qui se fait dans les autres régions du monde, les enquêteurs interrogent les sondés en leur demandant d'indiquer, sur une échelle de un à dix, si la démocratie est « complètement adéquate » ou « complètement inadéquate ». Moins étroitement lié à l'appui à la démocratie, mais aussi pertinent dans une étude sur les opinions, l'*Arab Barometer* interroge les sondés à savoir s'ils jugent que la « violation des droits de l'Homme » est « justifiable au nom de la promotion de la sécurité et de la stabilité ».

Les sondeurs du baromètre élèvent aussi le niveau de précision des indicateurs qu'ils utilisent afin de mesurer les opinions et les valeurs liées à la démocratie. Un nombre important d'indicateurs utilisés dans les pays du Moyen-Orient font référence de manière plus ou moins directe aux deux principales dimensions de la démocratie, soient le droit à la contestation et la liberté de

⁸⁶ Outre les défis liés aux régimes politiques, pensons aux difficultés d'ordre pratique notamment à ce qu'implique la construction d'échantillons constitués d'un nombre similaire d'hommes et de femmes dans des pays où ces dernières prennent peu de place dans la vie publique et s'expriment rarement (du moins de façon ouverte) sur des sujets politiques. Malheureusement, l'*Arab Barometer* est assez peu explicite sur les techniques employées afin d'interviewer les femmes et que celles-ci se sentent à l'aise de le faire. Nul besoin de rappeler qu'il est parfois impensable, dans le monde arabe, de s'imaginer qu'un enquêteur puisse se retrouver seul avec une sondée.

participation⁸⁷. Par exemple, les sondeurs interrogent les citoyens afin de connaître dans quelle proportion ils jugent que les « gens » doivent coûte que coûte appuyer leur gouvernement même s'ils sont en désaccord avec les décisions prises par celui-ci. Autre façon de mesurer les pratiques par lesquelles on jugerait la contestation, les sondeurs demandent aux citoyens s'il serait souhaitable pour le pays d'avoir un « leader fort » qui se soucie peu du parlement et des élections. Au niveau de la mesure des idéaux liés à la participation, les chercheurs de *l'Arab Barometer* incluent des questions à leurs questionnaires afin de demander aux interviewés s'ils croient qu'une femme peut être chef d'un pays musulman ou si l'on doit favoriser la compétitivité politique et permettre les désaccords. Finalement, le baromètre mesure les inclinaisons « anti » ou « pro » participation des citoyens en leur demandant s'ils jugent souhaitable de limiter la compétition entre les groupes politiques grâce aux actions d'un leader fort appuyé par les militaires.

Le contexte sociopolitique de la région où ils opèrent est aussi pris en considération par les chercheurs qui élaborent les sondages de *l'Arab Barometer*. Nombre de questions posées par *l'Arab Barometer* font justement référence aux tensions entre les idéaux islamiques et la démocratie. L'objectif de ces questions est précisément de savoir si les sondés pencheront plus d'un côté que de l'autre. Au sujet des règles politiques, les sondeurs questionnent et demandent aux citoyens s'il est souhaitable que seuls des partis islamistes puissent siéger au parlement ou, par ailleurs, si le gouvernement devrait uniquement habiliter les lois de la sharia. Plus extrêmes encore, les sondeurs cherchent à savoir si les sondés jugent qu'il faille plutôt bannir tous les partis politiques et gouverner en fonction de la loi islamique. Les questions sont nombreuses et sont adaptées à un milieu où la religion musulmane y est importante et où fidèles et incroyants participent côte à côte aux affaires de l'État. Les enquêteurs demandent justement si les droits politiques des non-musulmans devraient être les mêmes que ceux des musulmans. Bref, le baromètre du monde arabe s'inspire amplement du cadre historique et des préoccupations religieuses afin de mesurer l'appui à la démocratie, un idéal que l'on met en opposition aux valeurs islamiques (plutôt qu'en contraste à des préceptes plus généraux liés à l'autoritarisme).

⁸⁷ Les indicateurs peuvent devenir plus précis en étant associés aux deux principales dimensions de la démocratie mais sans être exclusivement liés à *une* des caractéristiques de cette dernière.

Jusqu'ici nous avons vu qui sont les deux principaux sondeurs qui mesurent les opinions à l'échelle mondiale et comment ces derniers évaluent les niveaux d'appui à la démocratie. À ce sujet, nous pouvons déjà établir des différences importantes entre les deux sondeurs ainsi qu'entre les membres qui les constituent (du moins dans le cas du *GlobalBarometer*). Concrètement, nous pouvons avancer que l'ABS, l'*Afrobarometer* et l'*Arab Barometer* misent sur la précision et la multidimensionnalité de ses indicateurs tandis que la WVSA et le LB tendent à mesurer l'appui à la démocratie de façon plus générale et unidimensionnelle.

D'entrée de jeu, nous indiquions que l'examen des baromètres permettra d'évaluer les possibilités de recherche qui s'offrent à nous en vue de l'analyse sur les temps court et long de l'appui à la démocratie. La parenthèse méthodologique que nous effectuons dans ce chapitre est utile pour au moins deux raisons. Dans un premier temps, il est important de connaître quelle base de données est la mieux adaptée à nos besoins et de pouvoir évaluer les avantages et les inconvénients liés à leur utilisation. Dans un deuxième temps, l'analyse des travaux de sondage effectués ailleurs qu'en Amérique latine nous aidera à élaborer une théorie plus précise de l'appui à la démocratie. Pensons notamment aux techniques utilisées en Afrique (afin de mesurer la « demande pour la démocratie ») ou en Asie (afin d'évaluer la « profondeur » des valeurs démocratiques). En guise de conclusion préliminaire, nous pouvons déjà affirmer que nous devons nous inspirer des recherches où la démocratie est perçue comme un phénomène multidimensionnel et par lequel seule une approche « maximaliste » permet de mesurer l'appui des citoyens à son endroit.

Pour le moment, retournons à notre analyse des baromètres. Dans cette section, nous nous concentrons sur les travaux de trois autres sondeurs, soient de l'Eurobaromètre, du *New Europe Barometer* et du *AmericasBarometer*. Ces derniers pourraient être qualifiés « d'indépendants » dans la mesure où ils se concentrent sur les opinions dans une région précise du globe sans participer à des efforts plus ambitieux (c'est-à-dire mondiaux) de collectes d'opinions.

Tableau 2.1 Les grandes enquêtes internationales et leurs principales caractéristiques

	En activité depuis...	Nombre de vagues	Nombre de pays	Pays latino-américains	Type d'entretiens	Taille des échantillons	Marge d'erreur (95%)
World Values Survey	1990	5	57 (2005)	8	F, P(AQ)	300 à 3050	*
Latino Barómetro	1995	15	18 (2010)	18	F	1000 à 1204	+/- 2,8 à 3,1%
Asian Barometer	2001	3	9 (2008)	-	F	1200	+/- 3%
Afro Barometer	1999	4	20 (2009)	-	F	1200 ou 2400	+/- 2 ou 2,5%
Arab Barometer	2005	2	10 (2011)	-	F	750 à 1300	*
Eurobarometer	1973	75	31 (2010)	-	F	500 à 1300	+/- 1,9 à 3,1%
New Europe Barometer	1991	7	15 (2005)	-	F	1000 ou 2000	+/- 2,5%
European Social Survey	2001	5	28 (2011)	-	F + AQ	1215 à 2751	*
Int. Social Survey Programme	1985	27	47 (2011)	5	T, F, P	906 à 2907	*
Barómetro Iberoamericano	1992	11	19 (2010)	17	T, F	300 à 1057	*
AmericasBarometer	2004	4	26 (2010)	24	F, I	1410 à 2482	+/- 1,79 à 2,53%

Notes : F : face-à-face ; P : poste ; AQ : auto-questionnaire ; T : téléphone ; I : Internet ; * : information non divulguée ou difficilement accessible.

Sources : les sites Internet des groupes-baromètres.

2.2.4 L'Eurobaromètre

Lancé en 1973, l'Eurobaromètre⁸⁸ est un organisme précurseur dans le domaine de la collecte des opinions. À l'origine, la Communauté européenne demanda à un groupe d'experts de suivre l'évolution des opinions en Europe. Le mandat de procéder à des enquêtes d'opinion internationales fut donné près de vingt ans avant que la WVSA n'effectue sa première vague de sondage. Depuis plus de trente ans, les experts de l'Eurobaromètre questionnent les citoyens de l'Europe sur des sujets liés – de près ou de loin – à la participation de leur pays à l'Union européenne. Depuis sa création, le baromètre a effectué des dizaines de vagues de sondages, faisant de ce dernier le plus actif de toutes les organisations qui s'intéressent aux opinions dans une perspective « comparatiste ».

⁸⁸ L'Eurobaromètre ne doit pas être confondu avec l'*European Values Survey*. Ce dernier opérait de façon indépendante dans les années quatre-vingt avant de se joindre à la WVSA.

De nature gouvernementale, l'Eurobaromètre est fondamentalement différent des autres groupes de sondeurs que nous avons vu jusqu'à présent. Bien que les résultats du sondeur européen soient disponibles pour quiconque voudrait les analyser, les données recueillies servent en première instance à des fins institutionnelles. Souvent qualifié « d'oreilles de l'Union européenne », le baromètre amasse des données qui servent d'abord à la Commission européenne afin de formuler des recommandations qui prennent en considération les priorités et les inquiétudes des citoyens de la région.

Dans le cadre de ses principales activités, l'Eurobaromètre recueille les opinions des citoyens des vingt-sept pays de l'Union. Les enquêtes, qui ont lieu deux fois par année, sont aussi menées dans les pays qui aspirent à devenir membres de l'Union européenne ou qui entretiennent des liens étroits avec celle-ci. Généralement, 1000 entretiens en face-à-face sont effectués dans les pays de la région lors de chaque « vague ». À chaque coup de sonde, l'Eurobaromètre interroge environ 30 000 personnes choisies aléatoirement dans un territoire où vivent plus de 453 millions d'habitants. Par la fréquence de ses enquêtes, l'Eurobaromètre démontre que sa capacité de recherche dépasse de loin celle des autres sondeurs internationaux.

L'Eurobaromètre est peut-être le plus actif de tous les baromètres, mais il est cependant celui qui s'intéresse le moins à la question de l'appui à la démocratie. En effet, les questionnaires de l'organisation comportent très peu d'items servant à mesurer la question. De manière assez précise, les indicateurs utilisés servent principalement à mesurer le degré de tolérance des sondés envers les immigrants européens et la participation politique de ceux-ci. Par exemple, les sondeurs de l'Eurobaromètre interrogent périodiquement les citoyens afin de savoir s'ils sont d'accord que des étrangers (provenant de l'Union européenne) qui viendraient s'installer dans leur pays se portent candidats et votent aux élections (locales et européennes). D'autres questions en lien avec la démocratie sont posées mais ceci dans un objectif autre que celui de mesurer le soutien aux valeurs démocratiques. Les sondeurs demandent notamment aux Européens s'ils sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans leur pays et au niveau de l'Union européenne.

Les nombreux rapports de l'Eurobaromètre constituent une source d'information extraordinaire, mais ils contiennent très peu de détails sur le thème

qui nous intéresse. Peut-être que l'omission d'indicateurs liés à l'appui à la démocratie s'explique par une simple question d'intérêt scientifique ou encore par précaution – dans la mesure où des résultats « gênants » pour certains gouvernements (les mêmes qui financent les enquêtes) pourraient être dévoilés. Ceci dit, afin d'en connaître davantage sur l'appui à la démocratie en Europe et sur la manière dont cette dernière est évaluée sur ce continent, les intéressés devront se tourner vers d'autres sources.

2.2.5 Le *New Europe Barometer* (NEB)

Outre les grands bouleversements politiques qu'elle engendra en Europe de l'Est, la chute des régimes communistes permit aux chercheurs occidentaux de s'aventurer dans une région du monde où, jusque là, on ne connaissait que très peu de choses sur les opinions. En 1991, le *Centre for the Study of Public Policy* de l'Université d'Aberdeen, en association avec la Société Paul Lazerfeld, saisit l'opportunité que représentait « l'ouverture » des pays de la région en lançant plusieurs projets « baromètre ». Ainsi naquit le *New Europe Barometer* (NEB).

Financé par de nombreux gouvernements et d'importantes organisations internationales, le NEB en est maintenant rendu à sa septième vague de sondage en Europe de l'Est. Depuis la première vague, les sondeurs ont visité une quinzaine de pays⁸⁹ dont plus de la moitié sont membres de l'Union européenne. Contrairement à d'autres baromètres qui œuvrent dans la région, le statut universitaire et indépendant du NEB confère à ses chercheurs une certaine liberté qui permet à ceux-ci d'investiguer ce qu'opinent les citoyens sur leur gouvernement et les réformes économiques entreprises par les États. Dans les termes des responsables du baromètre, le NEB cherche à étudier des phénomènes qui ne sont pas mis en lumière par les « statistiques officielles » (NEB, 2009).

Le contexte sociopolitique où opèrent les chercheurs du NEB est particulier. En 2007, on estimait que la plupart des adultes qui habitaient la région avaient vécu plus longtemps sous un régime communiste que démocratique (Rose,

⁸⁹ Ces derniers sont la République Tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Pologne, la Slovénie, l'Estonie, Lituanie, Lettonie, la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, la Serbie, la Bosnie, la Biélorussie, l'Ukraine ainsi que la Moldavie.

2007 : 113)⁹⁰. On peut s'imaginer que la transition très marquée d'un régime à un autre a eu un impact important sur les citoyens, notamment en créant des attentes (et des déceptions) énormes à l'égard des élus. La région se distingue aussi des autres endroits (tel l'Amérique latine) où la démocratie s'est étendue à peu près uniformément depuis la chute des gouvernements autoritaires. En effet, alors que certains pays d'Europe de l'Est ont connu des avancés forts importants au niveau des droits et des libertés, d'autres sont toujours aux prises avec de sérieux problèmes qui compliquent régulièrement la tenue d'élections justes et libres.

Indépendamment des différences politiques entre les pays, le NEB emploie partout les mêmes méthodes d'enquêtes. Dans tous les pays, les entretiens en face-à-face sont effectués par des sondeurs affiliés à des centres de recherches « locaux » qui sont partenaires du *Centre for the Study of Public Policy*. Dans chaque pays, environ 1000 personnes sont choisies aléatoirement pour répondre aux sondages. Spécificité importante à souligner : dans les pays baltes, le NEB utilise deux échantillons, un qui est constitué de sujets « nationaux » et un autre qui comprend exclusivement des descendants russes.

Dans ses questionnaires, le NEB inclut plusieurs indicateurs qui servent à mesurer l'appui des sondés à la démocratie. Nous pourrions synthétiser et affirmer que le sondeur emploie deux techniques, l'une allusive et l'autre plus directe. Dans un premier temps, les chercheurs mesurent l'appui des citoyens à des principes ou des actions qui seraient nuisibles à la démocratie ou au système politique. Ces indicateurs font souvent référence au passé communiste des pays sondés. Par exemple, en précisant clairement que « le système politique actuel n'est pas le seul que le pays ait connu », les interviewés doivent indiquer s'ils sont d'accord avec l'idée de revenir à un règne communiste, d'abolir le parlement et les élections afin de permettre à un leader fort de prendre les décisions ou encore d'amener l'armée au pouvoir. Soulignons que rares sont les sondeurs qui s'aventureraient à faire explicitement référence à l'appui aux régimes communistes dans leurs enquêtes (Ekman et Linde, 2005). Outre ces indicateurs de soutien, le NEB s'intéresse également à l'évaluation que font les citoyens des niveaux de liberté par rapport à la période précédant la « pérestroïka ».

⁹⁰ Il est pertinent de souligner qu'en Amérique latine la moitié des habitants de la région aurait connu ce qu'est de vivre sous un régime autoritaire (PNUD, 2004 : 139).

Brièvement, le NEB questionne afin de savoir si les citoyens jugent qu'il est aujourd'hui plus facile de choisir une organisation, une religion et son degré de participation politique que ce ne l'était auparavant.

Les questionnaires du NEB sont aussi assez directs dans leur façon de mesurer l'appui à la démocratie. Comme on le fait ailleurs, et dans la tradition de Linz, les sondeurs demandent aux interviewés s'ils préfèrent la démocratie aux autres systèmes politiques. Les sondeurs présentent aussi une échelle où le chiffre 1 représenterait une dictature parfaite et le chiffre 10 une démocratie complète. Les sondeurs demandent ensuite aux sujets d'indiquer où ils souhaiteraient que le système politique de leur pays se situe. Dans la section du questionnaire où ces indicateurs sont présentés, le NEB interroge pour savoir si les enquêtés approuveraient le fait que le parlement soit fermé et que les partis soient abolis. Somme toute, malgré l'audace dont fait preuve le NEB en faisant clairement référence au communisme dans ses enquêtes, assez peu d'indicateurs sont employés pour mesurer directement et avec précision l'appui des citoyens de l'Europe de l'Est aux principes et valeurs liés à la démocratie.

2.2.6 Le *Barómetro Iberoamericano de gobernabilidad*

Même si elles représentent souvent un acteur important dans les grandes enquêtes, les entreprises privées sont rarement impliquées dans toutes les phases de la réalisation des sondages internationaux. Sous la responsabilité d'un consortium d'entreprises spécialisées en enquêtes d'opinion, le baromètre ibéro-américain fait figure d'exception. Dirigé par le *Consortio Iberoamericano de Empresas de Investigacion de Mercados y Asesoramiento* (CIMA), ce baromètre s'organise autour de ses membres, des firmes qui ont comme mandat de réaliser une fois par année des sondages dans leur pays respectif de la région ibéro-américain. L'objectif premier de ces enquêtes nationales réalisées depuis 1992 est de connaître les opinions des citoyens latino-américains, espagnols et portugais sur les chefs d'États de la région.

Outre l'analyse des taux de sympathie à l'égard des chefs d'État, la direction du CIMA et ses membres cherchent aussi à connaître les points de vue des citoyens sur des enjeux secondaires. D'une année à l'autre, les sondeurs

choisissent des thématiques qui changent en fonction de l'actualité ou d'autres critères. Par exemple, en 2006 et en 2008, le CIMA chercha à connaître l'attachement des citoyens ibéro-américains pour la démocratie. Des questions d'ordre général étaient ainsi incorporées aux sondages annuels afin de mesurer la préférence des Ibéro-Américains pour « la démocratie » ou encore pour évaluer leur niveau d'appui « au système politique ». En 2006, les sondeurs ajoutèrent une série de questions plus précises afin de connaître le niveau de tolérance des sondés envers la participation politique (droit de vote, manifestations, discours télévisés, etc.) des « gens qui critiquent le gouvernement ».

L'intérêt du consortium pour les questions liées à l'appui à la démocratie est toutefois quelque chose d'assez ponctuel. Plus porté à étudier la perception des sondés sur les acteurs politiques ou l'offre politique et institutionnelle, le CIMA investie peu dans l'analyse des valeurs et des croyances des citoyens ou encore dans l'évaluation des préférences démocratiques. Entre 2006 et 2010, le consortium s'intéressa, par exemple, à la satisfaction des sondés envers la démocratie, la protection des droits et le travail des tribunaux, mais sans chercher à connaître en détail l'appui des sondés envers ces derniers aspects.

Afin d'amasser ses données, le CIMA procède généralement à des entretiens téléphoniques, un procédé rarement utilisé dans les enquêtes nationales en Amérique latine. En 2010, les sondeurs interrogèrent plus de 11 000 adultes (donc des personnes âgées de dix-huit ans et plus) résidant dans une vingtaine de pays, dont les États-Unis. Dans le cadre de cette enquête, la taille des échantillons nationaux varia considérablement : de 300 à 1057. Dans certains pays, les enquêteurs se limitèrent à interroger les habitants des grandes villes (choisis aléatoirement) alors que dans d'autres pays, ils effectuèrent des sondages à couverture géographique plus importante. Lors de la publication de ses rapports, le CIMA ne divulgue pas la marge d'erreur de ses résultats, ce qui porte à s'interroger sur la nature probabiliste des échantillons du consortium.

2.2.7 AmericasBarometer

Le professeur Mitchell Seligson est un sociologue connu depuis une vingtaine d'années pour ses travaux sur les opinions en Amérique latine. Il dirige aujourd'hui le LAPOP de l'Université Vanderbilt, projet dont il est l'instigateur et

qui a permis la réalisation d'innombrables études sur les opinions en Amérique latine et ailleurs. Au début des années 2000, Seligson décida de lancer des études-baromètres dans le continent américain.

L'idée répondait à un besoin de combler un manque en information standardisée (les grandes enquêtes mondiales excluant de nombreux pays latino-américains) et d'élever la qualité des données disponibles (la rigueur méthodologique des enquêtes régionales étant parfois discutable)⁹¹. C'est donc dans cette optique que démarra le *AmericasBarometer*, lequel est maintenant devenu le plus important sondeur (en nombre de pays et de personnes interviewés à chaque vague) du continent.

Le sérieux et la rigueur⁹² avec lesquels sont menées les enquêtes ont rapidement donné une solide crédibilité au *AmericasBarometer*. Les résultats d'enquêtes du groupe sont aujourd'hui utilisés tant par les agences gouvernementales et internationales que par les chercheurs et les étudiants, qu'ils s'intéressent ou non aux principaux pays de la région. En effet, en plus de recueillir les opinions là où le LB le fait déjà, le *AmericasBarometer* mène des enquêtes dans une foule de petits pays (tels au Belize, en Guyana, en Haïti et en Jamaïque) sur lesquels, jusqu'à tout récemment, on connaissait très peu de choses en matière d'opinion. Lors de sa quatrième vague de sondages effectuée en 2010, les sondeurs du baromètre mesurèrent les opinions dans vingt-six pays de l'hémisphère, dont le Canada et les États-Unis.

Les thèmes d'enquêtes abordés par le *AmericasBarometer* sont divers. Au nombre de ceux-ci, et peu explorés par les autres sondeurs, notons les opinions vis-à-vis de la corruption, la victimisation d'actes criminels, la politique locale et le populisme. Comme c'est le cas dans les autres études-baromètres, le

⁹¹ Pour plus de détails sur ces deux points, voir SELIGSON Mitchell A. « The Rise of Populism and the Left in Latin America ». *Journal of Democracy*, 2007, vol.18, n° 3, p. 82-95. ainsi que SELIGON Mitchell A. « Improving the Quality of Survey Research in Democratizing Countries ». *Political Science and Politics*, 2005, vol. 38, n° 1, p. 51-56.

⁹² Soulignons que par souci de transparence, le LAPOP informe ses partenaires et les utilisateurs de ses données des règles auxquelles doivent se soumettre ses intervieweurs. *Le Manuel de l'intervieweur* peut être consulté à partir du site de LAPOP à l'adresse suivante :
http://www.vanderbilt.edu/lapop/ab2010/Interviewer_Manual_25Aug2010_V3_clean.pdf

AmericasBarometer procède principalement à des entretiens en face-à-face afin de recueillir les opinions. À la différence des autres enquêtes en Amérique latine, la taille des échantillons est cependant plus importante, variant de 1200 à 3000 personnes. Autre caractéristique à souligner : le processus de sélection aléatoire des sondés est clairement dévoilé. Les pays à l'étude sont divisés en zones géographiques qui, elles, sont subdivisées en fonction de la concentration de la population que l'on y retrouve, procédé qui assure une plus grande représentativité des résultats. Tout dépendant des régions visées, les questionnaires sont traduits dans les langues qui y sont les plus parlées.

Dans ses enquêtes, le *AmericasBarometer* se penche en profondeur sur le thème de l'appui à la démocratie. Les questionnaires administrés aux sondés comportent en effet un grand nombre d'indicateurs, lesquels pourraient être classés en trois catégories. Dans un premier temps, le *AmericasBarometer* mesure les opinions vis-à-vis la démocratie en utilisant des questions d'ordre général. Cependant, comparativement aux autres sondeurs qui font usage de ce type de questions, il procède à la fois avec plus d'originalité et de précaution.

Dans le cadre de ses enquêtes, le LAPOP interroge les citoyens au sujet « de la démocratie » de façon différente de ce qui est fait ailleurs. Par exemple, dans ses sondages, les interviewés doivent indiquer s'ils croient que la « démocratie électorale »⁹³ est plus souhaitable que d'avoir un « leader fort qui ne soit pas élu ». Cette question leur est présentée de manière à atténuer l'effet de rectitude qui influence parfois les résultats. On interroge en effet les sondés précautionneusement en leur indiquant d'entrée de jeu que certaines personnes préfèrent la première opinion alors que d'autres optent pour la seconde. Le *AmericasBarometer* ne fait pas pour autant exception et demande aussi aux sondés d'indiquer si la démocratie leur semble préférable aux autres formes de gouvernement. La question est bien calquée sur celle employée partout ailleurs, mais le *AmericasBarometer* y introduit une subtilité appréciable. Considérant, comme règle générale dans les sondages, que les interviewés optent parfois sans réfléchir pour le premier choix de réponses qu'on leur soumet (Frankfort-

⁹³ Comme nous le mentionnions plus haut, le terme « démocratie », lancé sans plus d'explication, est parfois mal compris par les sondés. L'ajout du qualificatif « électorale » semble être une excellente façon de renforcer la validité de l'indicateur. En méthodologie, un indicateur est jugé « valide » lorsqu'il mesure vraiment ce que le chercheur souhaite mesurer.

Nachmias et Nachmias, 2000 : 239), les chercheurs de LAPOP inversent les choix de réponses à la question en plaçant l'option pour « l'indifférence » au premier rang⁹⁴. Finalement, au nombre des questions générales, les sondeurs interrogent les sondés et leur demandent si le « pays » a plus besoin d'un gouvernement de type « main de fer » ou qui promeut la « participation de tous ».

La deuxième catégorie d'indicateurs employés dans les enquêtes du *AmericasBarometer* tient compte des circonstances politiques, sociales et économiques comme facteurs pouvant influencer les opinions, chose qui est rarement faite par les autres sondeurs. L'appui à la démocratie n'étant pas un phénomène qui soit figé et qui puisse, conséquent, évoluer, le LAPOP cherche à connaître dans quelles circonstances les citoyens soutiendraient un coup d'État. Des problèmes tels un taux de chômage élevé, de nombreuses manifestations, la délinquance ou encore une forte inflation justifieraient-ils l'intromission des militaires dans le monde politique ? Avec un peu moins de précision mais toujours en invoquant la variable circonstancielle, on demande aux sondés s'ils jugent qu'il puisse parfois exister une raison suffisante pour que le président ferme le Congrès ou dissolve la Cour suprême.

Comme nous le verrons dans les chapitres subséquents, l'appui à la démocratie est autant une question de circonstance que de degré. Le choix des indicateurs par les chercheurs de la LAPOP semble refléter la compréhension du phénomène étudié dans ces termes. La troisième catégorie d'indicateurs utilisés par le *AmericasBarometer* évalue la force de l'inclination des sondés soit vers la démocratie ou son contraire. On place ainsi les interviewés devant une foule de mises en situation dans lesquelles les principales caractéristiques de la démocratie sont transgressées. En lien avec le vote universel et les libertés de participation, on demande aux sondés d'indiquer jusqu'à quel point (sur une échelle de 1 à 10) ils approuveraient ou désapprouveraient l'idée de retirer le droit

⁹⁴ Rappelons que dans toutes les autres enquêtes l'option de l'indifférence (« pour une personne comme moi, il n'y a pas de différence au fait qu'un gouvernement soit démocratique ou non ») est placée au dernier rang alors que celle de la démocratie (« La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement ») apparaît en tête de liste. En inversant l'ordre, le *AmericasBarometer* cherche probablement à présenter, dès le départ, un choix « neutre », ce qui éviterait que les sondés optent inconsciemment pour la démocratie. L'ordre des réponses tel qu'établi par le *AmericasBarometer* porte peut-être plus à la réflexion plutôt que de pousser les sondés vers un premier choix qui est de surcroît « socialement acceptable ».

de vote ou de représentation politique à ceux et celles qui critiquent le gouvernement. On mesure aussi le degré d'approbation (ou de désapprobation) par rapport à la liberté de manifestation pacifique, d'expression d'organisation et d'opposition des partis politiques.

Au-delà des trois catégories d'indicateurs, les données fournies par la LAPOP permettent aussi d'évaluer l'appui et la confiance des citoyens envers le système politique, une expression indirecte, comme nous l'avons vu, de l'appui à la démocratie. Bref, la base de données du *AmericasBarometer* est très riche en informations, un élément appréciable d'autant plus que les enquêtes du LAPOP sont menées avec transparence et souci de fiabilité.

2.3 La classification des indicateurs

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, il existe plusieurs façons de mesurer l'appui à la démocratie. En fait, la multitude d'indicateurs utilisés témoigne notamment de la diversité des intérêts scientifiques qui guident les travaux des grandes enquêtes internationales. Dans cette section, nous proposons de classer les questions servant à mesurer les préférences démocratiques des citoyens. L'élaboration d'une typologie nous permettra notamment de mieux connaître les instruments de mesure et de juger de leur utilité pour nos recherches. Plus haut, alors que nous présentions les travaux des grandes enquêtes, nous identifions quelques dizaines d'indicateurs qui, à première vue, semblent tous mesurer les attitudes au sujet d'un seul et unique phénomène : l'appui à la démocratie. Par leur nombre et leur diversité, les indicateurs mettent en fait en relief les attitudes envers un phénomène qui s'avère être très complexe et qui comporte de multiples facettes.

« Croyez-vous que la démocratie soit la meilleure forme de régime qui soit ? ». Par souci de simplification et d'uniformisation de leurs questionnaires, de nombreux enquêteurs utilisent ce type de question afin de mesurer l'appui à la démocratie. La simplicité de cet indicateur facilite effectivement la tâche des enquêteurs (tant dans la conception des questionnaires qu'au moment d'interpréter les résultats de sondages) et peut même engendrer des économies de temps et d'argent (en évitant de poser plusieurs questions qui ont, au final, aussi pour but de connaître les opinions au sujet d'un seul et même objet). Les indicateurs de type monolithique ont, à première vue, l'avantage de transformer la

démocratie en un thème simplifié et unidimensionnel envers duquel les citoyens pourront rapidement prendre position. Par ce type d'indicateurs, les enquêteurs souhaitent évaluer l'attachement général des citoyens aux régimes, aux systèmes démocratiques ou encore à une forme de gouvernement présentée comme une alternative à l'autoritarisme.

Les questions de type monolithique sont inspirées, comme nous le soulignons précédemment, des recherches de Linz sur les attitudes. Le politologue est celui qui aurait eu l'idée, dans les années quatre-vingt-dix, d'interroger les Espagnols afin de savoir s'ils croyaient que « la démocratie » était toujours ou parfois préférable aux alternatives non-démocratiques. L'utilisation d'indicateurs *linziens*, pourtant sévèrement critiquée⁹⁵, est très répandue. Par leur simplification d'un phénomène complexe (l'expression de l'appui à la démocratie), ces indicateurs permettraient de rapidement connaître les points de vue envers la démocratie sans avoir à multiplier des questions plus complexes et précises où on ferait des distinctions entre les régimes, les procédures et les valeurs démocratiques⁹⁶.

⁹⁵ Les lecteurs pourront notamment consulter le texte de Chu et Huang dans lequel les auteurs reprochent au courant « unidimensionnel » de promouvoir des indicateurs qui manquent de fiabilité et de profondeur conceptuelle. (CHU Yun-han et HUANG Min-Hua Huang. *A Synthetic Analysis of Sources of Democratic Legitimacy* [en ligne]. 2007, [consulté le 3 novembre 2009]. Disponible sur : <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications>. Indépendamment des critiques, un certain nombre de raisons peuvent expliquer l'intérêt pour ce type d'indicateurs. Premièrement, les enquêtes internationales sont souvent menées avec l'objectif d'étudier les opinions sur de nombreux sujets. La multiplication de questions trop « pointues » sur chaque sujet dans un même questionnaire – pousserait probablement de nombreux sondés à terminer les entretiens avant la fin. Soulignons aussi, que plus un questionnaire sera long, plus il sera coûteux. Comme le rappelle Emmanuel Rivière et Delphine Martelli-Banégas, le choix de questions simples, peu nombreuses et peu nuancées peut aussi être lié à des considérations monétaires. (RIVIÈRE Emmanuel et MARTELLI-BANÉGAS Delphine. « Pour un usage apaisé des sondages ». *La Démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français* / ed. Gérard GRUNBERD, Nonna MAYER et Paul M. SNIDERMAN. Paris : Presses de Sciences po, 2002, p. 304). Dans d'autres cas, principalement lorsque les sondages sont financés par des États, où ont lieu ceux-ci, l'emploi de questions détaillées sur l'appui et la satisfaction des citoyens envers la démocratie risquerait de produire des résultats gênants pour les gouvernements.

⁹⁶ Un des exemples frappant de cette manière simplifiée d'interpréter un phénomène pourtant complexe se trouve dans les travaux de Fernández et Kuenzi sur l'impact de la criminalité sur l'appui à la démocratie. Dans leur étude, les deux auteurs font peu de distinction entre l'appui aux procédures démocratiques, au gouvernement et au régime. (FERNÁNDEZ Kenneth E. et KUENZI Michelle. *Crime and Support for Democracy: Revising Modernization Theory* [en ligne]. 2006, [consulté le 10 août 2011]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abbreviating.html>).

**Tableau 2.2 Typologie des indicateurs servant à mesurer
l'appui à la démocratie**

Type d'indicateur	Description	Exemples
Monolithique	Indicateurs de type unidimensionnel où la démocratie est simplement présentée comme une forme de système ou de régime politique. Sans plus de détails, la démocratie fait figure d'antithèse à l'autoritarisme ou à des pratiques associées à celui-ci. Indirectement, ce type d'indicateurs fait de la démocratie une chose qui n'a qu'une seule définition possible et qui, ainsi, sera comprise de la même manière d'un pays à un autre.	« Êtes-vous complètement d'accord, d'accord, en désaccord ou complètement en désaccord avec l'affirmation suivante : 'La démocratie peut comporter des problèmes mais elle demeure le meilleur système de gouvernement' ». LB 2007. « Jusqu'à quel point est-ce important pour vous de vivre dans un pays qui est gouverné démocratiquement ? ». WVS 2006.
Polyarchique	Indicateurs à l'aide desquels les enquêteurs peuvent évaluer l'appui des citoyens à un ou à plusieurs principes fondamentaux de la démocratie. Ces indicateurs sont liés aux principales règles de fonctionnement de la démocratie ainsi qu'aux libertés minimales garanties par cette dernière.	« Laquelle des affirmations suivantes se rapproche le plus proche de votre opinion? 1) 'Le gouvernement devrait interdire les journaux qui ont des publications qu'il n'aime pas'. 2) 'Les médias d'information devraient être libres de publier n'importe quel article qu'ils considèrent justifié, sans crainte d'être fermés. » <i>Afrobarometer</i> 2008. « [Jusqu'à quel point approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'affirmation suivante] ? : Un seul parti devrait avoir le droit être permis de participer aux élections et être élu. » <i>Asian Barometer</i> , 2008.
Bathymétrique	Indicateurs servant à mesurer la profondeur des valeurs démocratiques ainsi que la tolérance des citoyens envers les droits qui favorisent la qualité de la démocratie. Ces indicateurs mesurent la force des valeurs démocratiques des citoyens en les confrontant, entre autres, à des situations où ils peuvent opter pour la suspension ou la limite des droits politiques.	« Jusqu'à quel point approuvez-vous ou désapprouvez-vous l'affirmation suivante : Les partis qui cherchent à renverser le gouvernement devraient être bannis. » ESS, 2010. « Il y a des gens qui affirment que dans certaines circonstances, il serait justifiable que les militaires prennent le pouvoir par un coup d'État. À votre avis, serait-il justifiable que les militaires procèdent à un coup d'État dans [la situation suivante] : - Face à de nombreuses manifestations populaires ? » LAPOP 2008.
Référentiel au contexte socio-historique	Indicateurs qui font expressément référence à des lois, des systèmes de gouvernement ou à des arrangements qui sont non démocratiques et qui sont associés de l'histoire sociale ou politique d'un pays en particulier.	« Je vais vous décrire [un système politique] et vous demander ce que vous en pensez [...]. Pour celui-ci, diriez-vous qu'il s'agit d'une très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise façon de gouverner ? : Un système gouverné par la loi islamique où il n'y a ni parti, ni élection. » <i>Arab Barometer</i> , 2006 « Le système de gouvernement actuel n'est pas le seul qui ait existé [...]. D'ailleurs, certaines personnes pensent que nous serions mieux si le pays était gouverné différemment. « Qu'en pensez-vous ? Devrions-nous revenir à un gouvernement communiste ? » NEB 2004.

L'emploi d'indicateurs généraux et unidimensionnels est effectivement discutable pour diverses raisons. Dans un premier temps, rappelons que la « démocratie », telle que présentée dans les sondages, est tout sauf un concept monosémique auquel les citoyens, appartenant à différents groupes sociaux, ayant toutes sortes de rapports à l'objet en question et provenant de divers pays, attribueront une seule et même définition. Deuxièmement, nous pouvons nous interroger à savoir si l'appui à la démocratie comme système de gouvernement renvoie au soutien à un idéal ou bien à l'appui au système de gouvernement qui est en place dans les pays où sont menées les enquêtes. Ce problème est d'autant plus intéressant puisque ce type d'indicateurs est régulièrement utilisé dans des pays qui, officieusement, ne sont ni complètement démocratiques, ni complètement autoritaires mais qui, officiellement, auraient connu une transition à la démocratie. Ainsi, il est difficile de déterminer si le fait d'appuyer l'option démocratique présentée dans un sondage équivaut à appuyer l'idéal démocratique ou à soutenir un régime (celui en place) qui démontre pourtant d'importantes lacunes en matière de droits et de libertés. C'est principalement afin d'éviter des conclusions erronées que certains chercheurs optent pour définir le niveau d'analyse des indicateurs qu'ils emploient. La ligne claire que tracent les experts (Mishler et Rose, 2001 ; Seligson et Carrión, 2002 ; Huneeus et Maldonado, 2003) entre l'appui au régime en place et les principes de démocratie ne relève en rien du hasard. On reconnaît par exemple les efforts de David Easton (1975) et de Pippa Norris (1999) afin de décortiquer les opinions ou plutôt de bien marquer les différences entre ce qu'est, appuyer la classe politique, les institutions ou les régimes politiques.

Le deuxième type d'indicateurs que nous proposons se démarque des tendances monolithiques décrites plus haut en élevant d'un cran le niveau de précision. Les indicateurs de type « polyarchiques » fragmentent la démocratie en plusieurs facettes, amenant ainsi les enquêteurs à interroger les citoyens sur des principes directs plutôt que sur un concept large dont la validité empirique est discutable. Les indicateurs polyarchiques sont effectivement plus précis dans la mesure où ils évaluent « à la pièce » les opinions concernant les principes fondamentaux sur lesquels repose la démocratie. En utilisant ces indicateurs, les sondeurs tentent de dévoiler les attitudes vis-à-vis des règles incontournables qui régissent, de manière minimaliste, les fonctionnements des institutions démocratiques. Les indicateurs polyarchiques ont aussi pour but d'évaluer les

opinions des citoyens envers des politiques ou des comportements qui mettraient sérieusement en péril les bases d'un système de gouvernement démocratique. Inspirés des travaux de Dalh et des principales caractéristiques que celui-ci attribue à la polyarchie, ces indicateurs viseront notamment à évaluer si les électeurs sont favorables à la tenue d'élections justes et libres, aux principes généraux de liberté d'expression, aux droits d'organisation et de participation à la politique, etc. Partiellement dissociables l'un de l'autre dans la pratique de la démocratie, ces principes peuvent, chez une même personne, générer des opinions qui varieront considérablement à leur sujet, d'où la pertinence de fragmenter notre objet de recherche.

Toujours en tentant de gagner en précision, le troisième type d'indicateurs mesure la profondeur des préférences démocratiques des citoyens. Très influencés par les travaux sur les attitudes autoritaires en Amérique du Nord⁹⁷, ces indicateurs cherchent à relever les subtilités des opinions, ce qui se manifeste notamment par l'ambivalence que démontrent certains citoyens vis-à-vis des droits et des libertés. Les subtilités et les nuances que tentent de mettre en lumière les indicateurs de type bathymétrique peuvent apparaître lorsque les sondeurs interrogent les citoyens non pas sur un droit en particulier (disons la liberté d'expression) mais plutôt sur l'idée que des groupes minoritaires (ou « mal-aimés ») puissent bénéficier de ce dernier afin de faire valoir leurs demandes ou promouvoir leurs intérêts. Les sondeurs qui emploient ce type d'indicateur feront donc preuve d'une grande précision dans l'élaboration de leurs questions, évoquant un droit, des groupes qui cherchent à en bénéficier et parfois même un scénario dans laquelle cette situation pourrait se présenter. Par exemple, les enquêteurs demanderont aux citoyens d'indiquer s'ils seraient d'accord à ce que l'on limite les libertés de participation de membres d'une communauté homosexuelle en vue d'une élection présidentielle. Par ces précisions, on vise notamment à hausser le niveau de validité⁹⁸ des indicateurs, une stratégie souhaitable alors que le terme « démocratie » présenté de façon

⁹⁷ Les lecteurs pourront consulter les recherches suivantes : ADORNO T. W. *et al. The Authoritarian Personality*. New-York : Harper & Brothers, 1959, 990 p. et ALTEMEYER Bob. *The Authoritarian Specter*. Cambridge : Harvard University Press, 1996. 374 p.

⁹⁸ Comme nous y faisons référence précédemment, l'emploi de termes polysémiques dans les questionnaires est problématique. Pour qu'un indicateur soit valide, il se doit évidemment d'avoir la même signification pour l'enquêteur et l'enquêté.

générale risquera d'être mal compris par les enquêtés (Bratton, 2002), ou changera carrément de signification d'un individu (ou d'un pays) à un autre (Shaffer, 1998 ; Jamal et Tessler).

Une deuxième subtilité que tente de révéler les indicateurs bathymétriques est la disposition des citoyens à appuyer ou à rejeter des idéaux démocratiques en fonction du contexte. L'utilisation de ces indicateurs présuppose que l'opinion des citoyens vis-à-vis de la démocratie, de ses principes et même de ses acteurs puisse varier en fonction de circonstances politiques, sociales ou économiques. En utilisant ces indicateurs, on cherche notamment, par des mises en situation, à savoir si les citoyens seraient prêts à appuyer des mesures drastiques (tel un coup d'État) si leur pays traversait des périodes d'instabilité. Ainsi, en utilisant ce type d'indicateurs, on tient compte du fait que les prises de position des citoyens sur des enjeux démocratiques ne sont pas uniquement conditionnées par des croyances ou des valeurs inébranlables et qu'elles peuvent fluctuer en fonction de conditions particulières (Myers et O'Connor, 1998 ; Weyland, 2000). La profondeur des convictions est ici mesurée en analysant si, de manière hypothétique, les sondés ajouteront des bémols à leurs préférences démocratiques (sur la liberté d'expression et d'organisation) en cas de conjoncture difficile (par exemple, alors que d'importantes permutations sociales secouent leur pays).

Lorsqu'ils s'adonnent à la création de typologies, les chercheurs tentent habituellement de créer des catégories qui sont à la fois exhaustives et mutuellement exclusives. Nous transgressons cette règle en proposant une quatrième catégorie qui pourrait très bien accueillir des indicateurs appartenant à l'un des trois types présentés jusqu'ici. La pertinence de cette quatrième catégorie « non exclusive » vise à souligner l'utilisation, dans les grandes enquêtes, d'indicateurs qui tiennent compte de l'histoire et des particularités culturelles des pays dans lesquels ils sont employés. Ce type d'indicateurs met ainsi quelque peu de côté les considérations pratiques et théoriques au profit de particularités plus « régionales ». En effet, ces indicateurs s'inspirent de la « réalité » et du bagage culturel propre aux pays où ont lieu les enquêtes. Concrètement, les sondeurs cherchent à mettre en opposition, d'une part, les valeurs répandues dans une région (par exemple, l'islamisme dans le monde arabe et le confucianisme en Asie du Sud-Est) et, d'autre part, les idéaux

démocratiques. L'inclusion d'indicateur de ce type permettra d'évaluer s'il existe des tensions entre les deux. Ce principe s'inspire très largement des travaux sur les difficultés que représenterait « l'importation » de la démocratie dans des régions où fleuriraient des valeurs « locales » qui seraient défavorables à cette dernière.

L'une des raisons pour lesquelles nous plaçons les indicateurs qui font référence au contexte socio-historique dans une catégorie à part vise à souligner le potentiel de ceux-ci à dévoiler des subtilités des opinions qui passeraient probablement inaperçues si des indicateurs plus « universels » étaient utilisés. Ces indicateurs référentiels, parfois difficiles à utiliser à grande échelle ou à remplacer par des questions équivalentes dans des contextes culturels différents, sont utiles en démontrant que les raisons de l'attachement à la démocratie sont aussi sinon plus nombreuses, que les indicateurs utilisés pour les révéler.

La typologie que nous proposons sert à schématiser les indicateurs qui sont employés dans les enquêtes où on mesure les opinions des citoyens sur la démocratie. Même si cette typologie n'est pas parfaite, elle permet tout de même de mieux différencier les nombreux indicateurs destinés à mesurer l'appui à la démocratie. D'ores et déjà, nous devons exprimer notre intérêt pour les indicateurs qui, par leur nature, reconnaissent que l'appui à la démocratie est un concept qui comporte de multiples facettes et qui, dans certaines situations, pourra fluctuer en fonction des circonstances. Pour le moment, nous pouvons affirmer que l'exercice de typologie que nous avons effectué nous permet aussi d'évaluer quelques-unes des possibilités qui s'offrent à nous en vue d'une analyse de la question de l'appui à la démocratie au Guatemala et ailleurs en Amérique centrale. Avant de nous lancer dans l'analyse des opinions, intéressons-nous aux spécificités des instruments de mesure qui sont utilisés dans cette région.

2.4 Représentativité, équivalence et comparabilité dans les deux plus importantes enquêtes internationales réalisées en Amérique centrale

Dans la première partie de ce chapitre, nous nous penchons sur le fonctionnement et sur les travaux des principaux groupes baromètres. Parmi les groupes présentés, nous en identifions trois qui assurent la collecte des opinions au Guatemala et dans les autres pays d'Amérique centrale. Ces groupes sont le

AmericasBarometer, le LB et l'*Iberobarómetro*. Alors que tous ces trois baromètres étudient les questions politiques, seuls les deux premiers réservent, dans leurs enquêtes, une place importante aux indicateurs servant à mesurer les préférences démocratiques. Dans cette dernière section, nous proposons d'examiner les particularités méthodologiques qui caractérisent les travaux du LB et du *AmericasBarometer*. Cet exercice nous permettra de connaître davantage les principales sources sur lesquelles nous basons une partie importante de nos recherches. Les comparaisons que nous effectuons ici sont largement réalisées en tenant compte des principes de représentativité, de comparabilité et d'équivalence entre les instruments de mesure et les résultats présentés par les deux baromètres à l'étude.

Une des plus grandes préoccupations de ceux qui travaillent avec des données de sondage est de savoir si les conclusions qu'ils tirent, à partir d'échantillons, s'appliquent bien à la population en générale. Par exemple, si un chercheur observe que 50% des sondés d'une enquête menée auprès de mille personnes choisies aléatoirement sont favorables à la démocratie, il voudra s'assurer, avec une faible marge d'erreur, que, dans la population générale, une personne sur deux partage bien la même opinion. Par souci de généralisation, les résultats d'une enquête doivent être le reflet de ce qu'on observerait dans la population si on procédait à une enquête auprès de tous les citoyens. La représentativité des échantillons dépendra de plusieurs facteurs.

La marge d'erreur des résultats de sondages nous permet d'évaluer l'écart (en positif et en négatif) qui peut exister entre les résultats d'une enquête et ce qu'on observerait réellement dans la population générale. Dans son étude sur les opinions au Guatemala en 2008, le LB évalue que, 19 fois sur 20, cet écart est de 3%. Dans son enquête effectuée la même année, le *AmericasBarometer* estime, à un même niveau de confiance, la marge d'erreur de ses résultats à 0,5 point de pourcentage de moins. Cette différence est notamment attribuable à la taille des échantillons utilisés par les deux groupes. Alors que les sondeurs du LB interrogèrent 1000 personnes, ceux de LAPOP s'entretinrent avec 1538 sondés.

La marge d'erreur est en quelque sorte la différence que nous risquons d'obtenir entre les résultats d'une enquête et ce qu'on observerait dans la population. Mais de quelle population parlons-nous ? En fait, les résultats des sondages que nous interprétons en Amérique centrale sont-ils le reflet de la population totale, de l'ensemble de la citoyenneté (disons, les résidents de la

région et qui sont libres d'exercer leurs droits politiques), de groupes en particulier ? Dans son enquête de 2008, le LB interrogea des personnes âgées de 16 à 94 ans. Sans doute plus intéressés à connaître les opinions des citoyens (c'est-à-dire de ceux qui disposent de leurs droits politiques), les sondeurs de la LAPOP n'interviewèrent (du moins en Amérique centrale) aucune personne qui n'avait pas encore atteint l'âge de la majorité⁹⁹.

Tableau 2.3. Les écarts entre la « réalité » démographique et les échantillons de 2008 et 2010

Distribution de la population selon le recensement (2002) de l'Instituto Nacional de Estadística (INE) et dans les échantillons du LAPOP et de LB (2008)				Distribution en fonction de l'âge selon les estimations démographiques de l'Instituto Nacional de Estadística (INE) et l'échantillon du LAPOP (2010)		
Région	INE (2002)	LAPOP (2008)	LB (2008)	Âge	INE (2010)	LAPOP (2010)
Métropolitaine	23%	22%	22%	20-29	36%	30%
Nord-Ouest	33%	33%	27%	30-39	24%	29%
Nord-Est	18%	23%	14%	40-49	16%	12%
Sud-Est	11%	7%	11%	50-59	11%	16%
Sud-Ouest	15%	15%	26%	60-69	7%	8%
				70 et +	6%	4%

Sources : INE, LAPOP et *Latinobarómetro*.

Par ailleurs, il est approprié de s'interroger afin de savoir si les résultats des enquêtes que nous utilisons sont le reflet des opinions exprimées par les citoyens de certaines régions ou de celles des résidents de tous les départements (ou provinces). En 2008, alors que LB mena son enquête dans vingt des vingt-deux départements du Guatemala, la LAPOP recueillit les points de vue de citoyens dans la totalité des départements du pays. Les techniques d'échantillonnage employées par les deux groupes peuvent expliquer cette différence. En utilisant, en première instance, un système de probabilités, les sondeurs du LB n'eurent aucune garantie que l'échantillon comprendrait des sondés de tous les départements. À l'inverse, le système de stratification choisi par le LAPOP permit (dans la mesure où les régions du pays furent une variable de stratification) de s'assurer que des citoyens de toutes les régions seraient interrogés. La stratification minimise les écarts démographiques que nous pourrions observer entre la « réalité » et la constitution des échantillons.

⁹⁹ Rappelons que selon l'article 147 de la constitution guatémaltèque, l'un des critères pour être reconnu citoyen du pays est d'être âgé d'au moins dix-huit ans.

La question de la représentativité des résultats de sondage est aussi une affaire de langues, et ce, particulièrement dans une région (l'Amérique centrale) ou un pays (le Guatemala), connu pour son multilinguisme et son multiculturalisme¹⁰⁰. Bien que la langue officielle du Guatemala soit l'espagnol, il serait inapproprié d'interroger dans cet idiome les citoyens autochtones qui ne sont pas hispanophones. Agir ainsi exclurait d'office les principaux concernés et produirait un échantillon qui serait représentatif de la population hispanophone plutôt que de la population générale. Selon les informations fournies par le LB, 4,1% des questionnaires administrés lors de l'enquête de 2008 l'ont été dans une des langues autochtones, mais toutefois sans préciser de quelles langues il s'agit. Du côté de la LAPOP, les responsables de l'enquête de 2008 prirent la peine, avant le travail de terrain, de produire leurs questionnaires en espagnol et de les traduire en six langues autochtones. Environ 4,5% des sondés choisirent finalement de participer à l'enquête du groupe en utilisant le quiché ou le kekchí.

Dans ces enquêtes de 2008 menées dans plus de vingt pays, le LAPOP s'adapte à la réalité multiculturelle des Amériques en interrogeant les citoyens dans près d'une dizaine de langues. En Amérique centrale, le groupe de sondeurs interrogea les citoyens en espagnol, ainsi que dans trois autres langues dont l'anglais. Offrir la possibilité aux sondés de répondre aux enquêtes dans la langue de leur choix, contribue, comme nous le précisons, à la représentativité des résultats. Outre l'importance que les données des enquêtes soient un reflet des populations générales, soulignons l'intérêt pour que les instruments utilisés pour recueillir ces dernières soient équivalents. Plus précisément, un questionnaire produit dans une langue devrait mesurer exactement la même chose (à l'intérieur d'un même pays ou d'un pays à un autre) lorsqu'il est traduit de sa langue d'origine à une autre langue. La rétro-translation est une technique qui est utilisée par certains sondeurs afin de voir à l'équivalence et à la validité des instruments de mesure¹⁰¹. Étrangement, le LAPOP ne fournit aucune

¹⁰⁰ Soulignons qu'au Guatemala la loi prévoit que la constitution, écrite en espagnol, sera traduite dans quatre langues autochtones, soient le quiché, le mam, le cakchiquel et le kekchí. Au total, on dénombrerait au moins une vingtaine de langues et dialectes dans le pays.

¹⁰¹ Les lecteurs intéressés par les méthodes de traduction des questionnaires d'enquêtes pourront notamment consulter les travaux de Harkess. Voir par exemple HARKNESS Janet A. « Improving the Comparability of Translations ». *Measuring Attitudes Cross-Nationally*.

information sur la procédure de traduction qu'il utilise. Du côté du LB, il est difficile de savoir si les firmes indépendantes chargées d'administrer les sondages (à l'intérieur des différents pays d'Amérique latine) traduisent elles-mêmes les questionnaires avant d'envoyer leurs enquêteurs sur le terrain ou encore si ce sont ces derniers qui procèdent spontanément à la traduction des questionnaires lorsqu'ils se retrouvent face à des sondeurs non hispanophones.

Tableau 2.4 Comparaisons entre les principales grandes enquêtes latino-américaines menées au Guatemala en 2008

	<i>Latinobarómetro</i>	<i>AmericasBarometer</i>
Période de collecte des données	Entre septembre et octobre	Février et mars
Taille de l'échantillon	1000	1538
Échantillonnage	Probabilité en 3 étapes et par quotas à l'étape finale	Stratification et agglomération (urbain/rural)
Entretiens	Face-à-face	Face-à-face
Départements visités	20/22	22/22
Âge des sondés	16 à 94	18 à 99
Marge d'erreur / 95%	3%	2,5%
Nombre de langues autres que l'espagnol dans les entretiens	*	2
Explications sur la procédure de traduction des questionnaires	*	*
Refus de répondre à l'enquête	*	41%
Principales instructions transmises aux intervieweurs sont disponibles	Non	Oui
Indicateurs monosémiques	Oui	Oui
Indicateurs polyarchiques	Non	Oui
Indicateurs bathymétriques	Oui	Oui
Indicateurs référentiels au contexte socio-historique	Non	Non

Note : * Information non divulguée.

La traduction adéquate des questionnaires favorise la validité des comparaisons que nous pouvons effectuer entre les sondés des différents pays ou appartenant à différents groupes linguistiques. Bien que ces comparaisons comportent un risque (compte tenu de l'imperfection ou du peu d'information dévoilée sur la conception et de l'utilisation de certains instruments de mesure), elles valent toutefois la peine d'être faites. Les groupes de sondage les plus sérieux tentent d'ailleurs de s'assurer de la qualité de leurs questionnaires et de leurs recherches, et du même coup, de respecter le principe d'équivalence.

Encadré 2.1 Les questions de rigueur et de transparence dans l'étude du *European Social Survey*

Le *European Social Survey* (ESS) est une enquête sur les opinions et les croyances des citoyens menée à tous les deux ans dans environ trente pays européens. Dans ses travaux, l'ESS cherche à mesurer l'évolution des attitudes sur des sujets récurrents (« core questions ») ainsi qu'à connaître les attitudes des citoyens sur des thématiques plus ponctuelles (« rotating modules »). Afin de recueillir les opinions, l'ESS procède à des échantillonnages par pays, ce qui le conduit à rencontrer (en face-à-face) des milliers de citoyens à leur domicile.

En 2005, l'ESS a énormément fait parler de lui en remportant le Prix Descartes, un honneur habituellement réservé aux équipes de recherche qui œuvrent dans des disciplines autres que celle des sciences sociales. Le prix décerné à l'équipe de sondeurs, dirigée par l'Anglais Roger Jowell, n'est en rien étranger à la rigueur de la méthodologie qu'elle emploie et promet.

L'ESS figure effectivement parmi les plus transparents des baromètres. La transparence du groupe de recherche se reflète dans le très grand nombre d'informations qu'il met à la disposition des utilisateurs de ses données. Soulignons que les publications des chercheurs associés à l'ESS sont nombreuses sur les techniques employées pour assurer l'équivalence* dans la mesure des opinions d'un pays à un autre. Dans leurs publications, certains chercheurs expliquent de quelle manière ils procèdent à la traduction de leurs questionnaires (administrés dans plusieurs langues) afin de réduire au maximum l'influence que pourrait avoir la langue (ou plutôt, les traductions inadéquates) sur les sondés et leurs réponses.

L'une des préoccupations de l'ESS est également de s'assurer que les résultats de ses enquêtes soient les plus représentatifs possibles des populations qu'il étudie. À cette fin, l'équipe de Roger Jowell se fixe un objectif de taux de réponses de 70%. Cet objectif force régulièrement les enquêteurs à faire de petites investigations afin de localiser les citoyens qui ont été sélectionnés dans les échantillonnages. Outre les appels téléphoniques et les prises de rendez-vous avec les sondés, les enquêteurs feront jusqu'à quatre visites (à des heures différentes) aux domiciles des citoyens qu'ils « doivent » interroger. Dans le domaine des grandes enquêtes, il est rare que les sondeurs définissent et dévoilent aussi clairement leur stratégie de terrain, laissant un doute sur les procédures utilisées pour remplacer les citoyens qui ont été sélectionnés dans l'échantillonnage mais qui sont impossibles à localiser ou inaptes à répondre à l'enquête.

L'ESS se caractérise par son fonctionnement particulier. Décentralisé et centralisé en même temps, l'ESS laisse ses partenaires nationaux réaliser les sondages d'opinions en utilisant les méthodes avec lesquelles ils sont le plus familiers, mais ceci, tout en vérifiant en détail les procédures employées par ces derniers. Cette façon de faire tranche avec d'autres groupes baromètre qui, après avoir transmis leurs instructions, font peu de suivi auprès de leurs partenaires nationaux.

Souvent très intéressé par les thèmes chers à la gouvernance européenne, l'ESS porte peu attention aux questions liées à l'appui à la démocratie**. Bien qu'il porte attention au thème de la tolérance (notamment à l'égard des immigrants), l'ESS s'intéresse peu (ou aucunement) à la facette démocratique du problème.

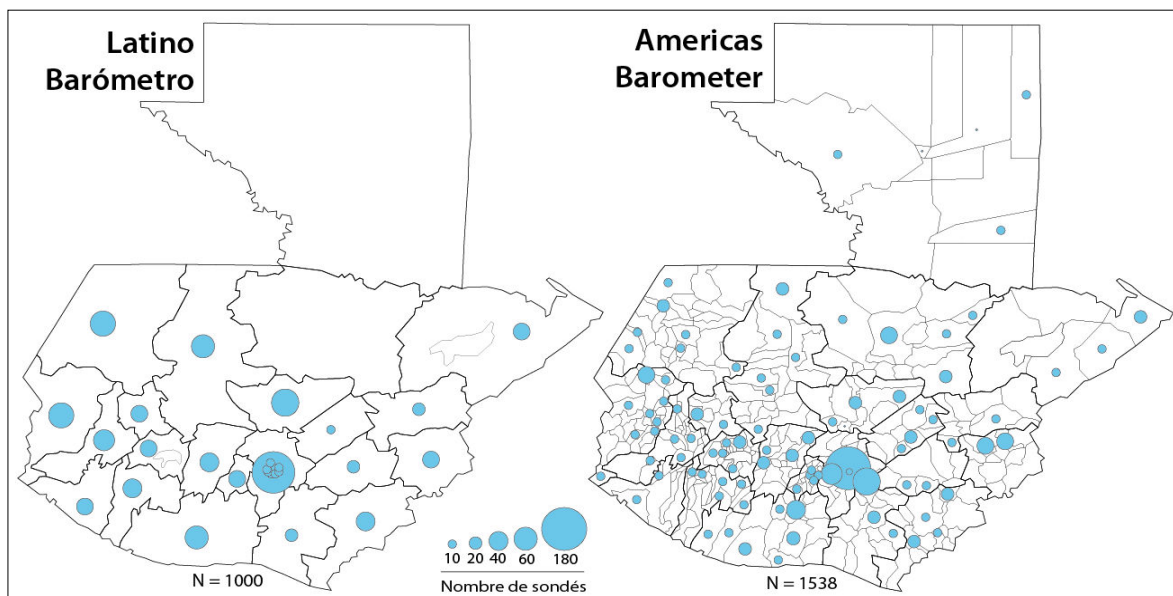
* Les lecteurs pourront, par exemple, consulter les textes suivants (ou encore explorer le site internet de l'ESS au <http://www.europeansocialsurvey.org>) : ROTHER Nina. « Measuring Attitudes Towards Immigration Across Countries with the ESS: Potential Problems of Equivalence ». *Methodological Aspects in Cross-National Research* / ed. par Jürgen H.P HOFFMEYER-ZLOTNIK et Janet A. HARKNESS. Zuma : Mannheim, 2005, p. 109-125. Ainsi que JOWELL Roger *et al.* « The European Social Survey as a Measurement Model ». *Measuring Attitudes Cross-Nationally. Lessons from the European Social Survey* / ed. par Roger JOWELL *et al.* Los Angeles : Sage Publication, 2007, p. 1-31.

** En fait, la seule question que pose l'ESS à ce sujet vise à savoir si les sondés sont d'accord avec l'idée que les partis qui cherchent à renverser la démocratie soient bannis.

La comparabilité des données repose sur un certain nombre d'éléments. L'un de ceux-ci est l'étendue géographique des échantillons. Évidemment, Il serait inutile de comparer les attitudes d'un pays à un autre si, à la base, les échantillons utilisés pour observer ces attitudes sont considérablement différents. Prenons l'exemple de deux pays où, dans le premier, les opinions recueillies seraient celles de résidents de zones urbaines *et* rurales et où, dans le second, elles proviendraient exclusivement d'habitants des zones urbaines. Dans cette situation, la différence entre les deux populations invaliderait les comparaisons « nationales » entre les deux pays. Il est évidemment souhaitable de comparer des échantillons qui ont une couverture géographique similaire. De façon générale, le LB et de LAPOP offrent des données qui regroupent à la fois les opinions de sondés qui résident en milieu urbain *et* en région rurale. Lorsque nous analysons les échantillons de 2008, la différence entre les deux enquêteurs se situe ailleurs. Alors que les sondeurs de la LAPOP tendent habituellement à effectuer des enquêtes dans tous les départements ou provinces de l'isthme, ceux du LB

restreignent un peu plus leurs visites à certaines régions. Deuxièmement, alors que le LAPOP dévoile le nom des municipes où les sondés sont rencontrés, le LB se fait moins précis en ne révélant que le nom des départements. La répartition géographique des sondés guatémaltèques dans les deux enquêtes, en fonction de la précision des informations divulguées par les deux enquêteurs, est illustrée ci-dessous.

Carte 2.1 Informations divulguées sur la distribution géographique des échantillons utilisés au Guatemala par le *Latinobarómetro* et du *AmericasBarometer* en 2008



Sources : *Latinobarómetro*, 2008 et LAPOP, 2008.

L'âge des sondés, tout comme l'étendue géographique des échantillons, peuvent affecter la comparabilité des résultats d'enquêtes. Puisque les sondeurs du LAPOP cherchent à connaître les comportements et les croyances des *citoyens*, ils n'interrogent personne qui serait encore trop jeune pour bénéficier de ses droits politiques. Sauf au Nicaragua, où la citoyenneté est octroyée à l'âge de seize ans, les enquêteurs de LAPOP interrogent, en Amérique centrale, uniquement des personnes de dix-huit ans et plus. Bien qu'il y ait une différence entre l'âge minimum des sondés du Nicaragua et ceux des autres pays, les échantillons du LAPOP demeurent équivalents dans la mesure où ils comprennent exclusivement des « citoyens » au sens où les lois nationales l'entendent. Les échantillons de LB sont aussi équivalents, mais dans l'optique où

ils comprennent, dans tous les pays, des sondés qui approchent l'âge de la majorité et d'autres qui sont âgés de dix-huit ans et plus. Si cette caractéristique ne vient pas miner l'équivalence des échantillons du LB, elle doit toutefois être tenue en compte lors de l'analyse des données provenant de cet enquêteur.

Comparer les opinions de différents groupes, de différentes communautés ou encore de sondés de différents pays est un peu comme tenter de trouver les similarités et les dissemblances entre deux (ou plusieurs) photographies. Si ce qui apparaît sur les photographies que nous observons n'affecte en rien leur comparabilité, il en est tout autre du moment et de la manière dont elles ont été prises. Les représentations des attitudes seront effectivement plus facilement comparables si nous pouvons nous assurer qu'elles ont toutes été obtenues de mêmes règles. Pour certains enquêteurs, l'un de ces critères est d'ailleurs de réaliser leurs sondages, dans les pays où ils opèrent, de façon simultanée, ou du moins en évitant les délais et les décalages importants. En recueillant les opinions au même moment (ou sur une courte période) les enquêteurs minimisent l'effet que pourrait avoir le temps sur les attitudes. Par exemple, pensons à l'impact qu'engendrerait un « événement fort » de la scène internationale alors que la collecte des données est complétée dans certains pays et qu'elle n'a pas encore été amorcée dans d'autres lieux. L'évènement en question pourrait considérablement influencer les opinions des sondés qui n'ont pas encore répondu à l'enquête, produisant ainsi des différences (ou même des similitudes) « superficielles » entre ces dernières et celles des individus qui auraient déjà été interviewés.

Dans les grandes enquêtes internationales, la majorité des sondeurs tentent habituellement d'administrer leurs questionnaires au même moment. En 2008, le LB réalisa l'ensemble de ses dix-huit enquêtes nationales à l'intérieur de six semaines. La même année, en Amérique centrale, les enquêteurs de la LAPOP procédèrent à leurs enquêtes nationales au cours d'un seul et même mois. L'unique exception fut le Belize, où les sondeurs administrèrent leurs questionnaires quelques mois plus tard. Bien que ce délai ne vienne pas miner la comparabilité des résultats de sondages entre le Belize et les autres pays¹⁰², il nous appelle à la prudence.

¹⁰² Soulignons que certains groupes baromètre laissent s'écouler plus d'un an entre la collecte des opinions dans un pays et l'administration des questionnaires dans un autre pays.

Les différences dans les procédures employées par le LB et le LAPOP ne sont pas étrangères à la nature distincte des deux groupes. Alors que le premier dépend de sa collaboration avec des firmes du secteur privé, le second opère plutôt sur la base de liens avec le milieu universitaire. Rappelons que le LB mandate des firmes privées pour réaliser la collecte des opinions alors que le LAPOP compte sur sa collaboration avec des équipes de chercheurs spécialisés en sciences sociales pour accomplir le travail. Il serait difficile de dire quel système favorise le plus la comparabilité des données d'un pays à un autre puisque, finalement, les enquêtes sont toutes effectuées par des partenaires nationaux qui ont comme mandat d'administrer des questionnaires qui, eux, se doivent d'être équivalents. Les instructions et le suivi effectué par les groupes baromètres auprès de leurs partenaires nationaux peuvent toutefois avoir un impact considérable sur la comparabilité des données. Une fois les premières instructions transmises aux partenaires nationaux, les groupes baromètres doivent, par souci d'uniformisation, assurer un étroit suivi. Au nombre des priorités, ceux-ci voudront voir à ce que la même procédure soit bien employée dans l'administration des questionnaires et dans le choix des sondés qui prennent part aux enquêtes. Un groupe d'enquête minutieux veillera, par exemple, à ce que les sondeurs sur le terrain interrogent bien les personnes aléatoirement choisies pour répondre aux questionnaires et qu'une procédure stricte soit suivie lorsque celles-ci sont absentes de leur domicile. Soulignons que les moyens utilisés pour localiser les gens choisis pour faire partie de l'échantillon ainsi que la façon de leur trouver des « remplaçants » (au besoin) peuvent affecter la comparabilité des résultats. Étrangement, tant du côté du LB que du LAPOP il est difficile de connaître les procédures qui sont employées lorsqu'une telle situation se présente. Toutefois, contrairement au LB, les responsables du LAPOP rendent publiques les statistiques sur le nombre d'entretiens que les sondeurs ont été incapables de réaliser pour une raison ou une autre.

Dans cette section nous avons effectué des comparaisons entre les deux principaux groupes baromètres qui opèrent au Guatemala ainsi que dans les autres pays centraméricains. Les comparaisons que nous avons faites entre les enquêtes furent centrées sur des éléments liés à leur représentativité, à leur comparabilité et à leur équivalence. Cette analyse nous permet d'en apprendre davantage sur ces sources d'information et, ainsi, de procéder à nos recherches en étant conscients des forces et des faiblesses de chacune des enquêtes.

Comme nous le constaterons dans les prochains chapitres, nous utilisons plus fréquemment les données de LAPOP que celles du LB. Au nombre des raisons expliquant ce choix, rappelons que le LAPOP, contrairement au LB, procède à des enquêtes dans tous les pays d'Amérique centrale (c'est-à-dire autant au Belize que dans les cinq autres pays principaux). Outre la réalisation d'enquêtes au Belize, les enquêteurs de LAPOP tendent à utiliser des échantillons qui ont une plus grande couverture géographique que ceux du LB. Par ailleurs, soulignons que le LAPOP expose un peu plus que son principal « concurrent » les détails méthodologiques de ses enquêtes concernant les aspects liés à la représentativité, la comparabilité et l'équivalence de ses questionnaires et de ses résultats. Finalement, au niveau du contenu, rappelons que les enquêtes du LAPOP comportent plus d'indicateurs (à la fois en nombres et en catégories) sur l'appui à la démocratie que celles de LB.

2.5 Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons effectué une parenthèse méthodologique qui nous a volontairement fait bifurquer de l'analyse des opinions des Guatémaltèques. Pour nos recherches, nous considérons que cette parenthèse a été utile pour au moins deux raisons. Dans un premier temps, nous estimons qu'il serait périlleux de nous lancer avec plus de minutie dans l'analyse des opinions recueillies dans des enquêtes internationales sans connaître le fonctionnement, les rouages et les méthodologies de ces dernières. Paradoxalement, nombreux sont les analystes qui procèdent à l'interprétation des résultats de sondages sans connaître la nature et les limites des sources sur lesquelles ils se basent. Dans un deuxième temps, la parenthèse méthodologique que nous avons effectuée nous a permis de nous familiariser avec les indicateurs servant à mesurer l'appui à la démocratie et, ainsi, de procéder à une réflexion préliminaire sur leur utilité.

Dans la première partie de ce chapitre nous nous sommes intéressés à quelques-uns des principaux baromètres qui opèrent dans le monde. En plus de porter une attention particulière aux grandes enquêtes latino-américaines (c'est-à-dire le LB et la LAPOP), nous nous sommes penchés sur les baromètres qui recueillent les opinions des citoyens sur plusieurs continents ou qui concentrent leurs activités dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est et du Moyen-

Orient. Cette discussion nous a permis de prendre conscience de la diversité des groupes de recherche qui opèrent, de la multitude des intérêts scientifiques qui guident les enquêtes internationales et surtout de la pluralité des indicateurs qui sont utilisés afin de mesurer l'appui à la démocratie. Bien que la liste des baromètres présentés ne soit pas exhaustive, nous croyons qu'elle permet de bien situer les travaux qui sont réalisés en Amérique latine par rapport à ce qui est fait ailleurs dans le monde.

Dans la seconde section de ce chapitre, nous avons proposé une typologie des indicateurs qui sont employés afin de mesurer l'appui à la démocratie dans les grandes enquêtes sur les attitudes. Cette typologie nous a amené à la fois à schématiser les nombreux indicateurs et à classer ces derniers en fonction de l'aspect des préférences démocratiques qu'ils tentent de révéler. En procédant à cet exercice, nous avons notamment observé que les indicateurs utilisés dans les grandes enquêtes varient considérablement selon leur niveau de précision. Alors que les indicateurs de type monolithique sont très généraux, ceux de type polyarchique et bathymétrique sont plus précis. La quatrième catégorie, ne tient pas compte du niveau de précision des indicateurs. « Inclusive », cette catégorie regroupe les questions de sondage par lesquelles les enquêteurs évaluent l'attachement des citoyens à la démocratie en évaluant s'ils sont favorables à des « pratiques domestiques » qui divergent de l'idéal démocratique. L'élaboration d'une typologie, quelque chose qui est rarement fait dans les études sur les opinions sur la démocratie, permet de nous familiariser avec « l'offre » en indicateurs et nous fait simultanément prendre conscience de la complexité du phénomène que nous étudions.

Dans la dernière section de ce chapitre, nous avons concentré notre attention sur les travaux qui seront de principale utilité pour nos recherches, soient ceux du LB et du *AmericasBarometer*. Afin de les évaluer, nous avons comparé les deux groupes d'enquêtes en tenant compte de la représentativité, de la comparabilité et de l'équivalence de leurs recherches et résultats d'enquêtes. En procédant à cet exercice, nous souhaitons identifier quelques-unes des forces et des faiblesses des sources que nous utilisons dans nos recherches sur l'appui à la démocratie.

La parenthèse méthodologique que nous avons effectuée dans ce chapitre nous permet de mieux circonscrire nos recherches. L'utilisation d'indicateurs

polyarchiques et bathymétriques dans les grandes enquêtes (particulièrement dans celles du *AmericasBarometer*) nous incite un peu plus à poursuivre nos analyses en nous éloignant des explications générales et en tentant de déceler les nuances qui permettent réellement de comprendre les dynamiques de l'appui à la démocratie. Reprenons nos recherches sur les préférences démocratiques des citoyens en nous intéressant à la question de la profondeur de l'appui à la démocratie. Au prochain chapitre, nous nous intéresserons particulièrement, d'une perspective comparatiste, à l'appui des Guatémaltèques aux principes démocratiques dans des circonstances extraordinaires.

CHAPITRE 3

L'appui à la démocratie dans des
circonstances exceptionnelles.
Le temps court des opinions.

La durée n'a pas de force directe, le temps réel n'existe vraiment que par l'instant isolé, il est tout entier dans l'actuel, dans l'acte, dans le présent.

Gaston Bachelard
L'intuition de l'instant, 1932.

Dans ce chapitre, nous nous éloignons des considérations méthodologiques afin d'amorcer notre examen de l'une des questions centrales de cette thèse : de quelle manière l'appui des citoyens à la démocratie se manifeste et s'articule-t-il ? Nous nous intéressons à cette question en nous penchant sur le thème du soutien et de l'opposition à la démocratie dans le temps court.

3.1 Introduction

Plus précisément, nous nous interrogeons, sur l'appui que donnent les citoyens à des mesures extraordinaires (tels un coup d'État et la suspension des droits et des libertés) qui peuvent être adoptées par un président afin de remédier à une situation de crise. Comme nous le constaterons, l'appui à ce type de mesures, lesquelles ont des conséquences négatives sur la démocratie, tend à avoir une temporalité et une amplitude courtes. En effet, lorsqu'il est exprimé par un grand nombre de citoyens, cet appui est généralement momentané et limité à des solutions ponctuelles (qui n'ont pas pour principal objectif de transformer radicalement les institutions et le système de lois). Ces « facteurs contingents » viennent d'ailleurs alimenter la perception faisant des mesures extraordinaires quelque chose qui ne serait pas antinomique à la démocratie. De façon similaire, l'opposition à des mesures extraordinaires prend souvent la forme d'aspirations démocratiques par lesquelles les citoyens expriment leurs préoccupations concernant des manœuvres qu'ils jugent inadéquates dans le contexte où elles sont adoptées.

La notion de circonstance étant centrale à notre analyse, nous nous y intéressons dès la première partie de ce chapitre. D'entrée de jeu, nous tentons de puiser notamment dans les théories des perspectives afin de comprendre de quelle manière les opinions évoluent en situation de crise et de tumulte politique. L'instrument d'analyse que nous développons, et que nous nommons « le temps court » des opinions, sert notamment à comprendre de quelle manière les attitudes au sujet de mesures extraordinaires peuvent rapidement se transformer. La temporalité courte de l'appui est étroitement liée à l'évaluation que font les citoyens de la conjoncture. Même s'il devient possible, l'appui à des mesures (telle la suspension du parlement) s'essouffera probablement si les restrictions imposées sont maintenues alors que la situation tend à se normaliser. À l'inverse, il est improbable que les citoyens donnent leur appui à des mesures restrictives en matière de droits et libertés s'ils ne sont pas convaincus de leur pertinence au moment où elles sont adoptées.

Après avoir effectué une parenthèse méthodologique dans le chapitre précédent, nous nous concentrons de nouveau sur le thème des opinions propres aux Guatémaltèques. Dans la seconde partie de ce chapitre nous analyserons les attitudes de ces derniers dans des circonstances extraordinaires. Pour ce faire, nous nous référons dans un premier temps aux enquêtes d'opinion et aux indicateurs qui font explicitement référence au contexte politique. Bien qu'ils recueillent les opinions sur des situations hypothétiques, ces indicateurs nous donnent tout de même des renseignements utiles sur la réaction des Guatémaltèques à des mesures non-démocratiques qui pourraient être employées dans leur pays dans des circonstances difficiles. Comme nous le constaterons, les sondés qui affirment appuyer des mesures non-démocratiques sont minoritaires, et ce, indépendamment des situations qui leur sont présentées. Alors que certains sous-groupes de la société affirment toujours opter pour le respect des règles démocratiques, d'autres sont ouverts à l'emploi de mesures extraordinaires afin de résoudre des problèmes bien définis qui affecteraient leur pays. Mais dans l'ensemble, les Guatémaltèques restent généralement attachés à la démocratie, particulièrement lorsque les enquêteurs évoquent la possibilité que l'armée s'approprie les pouvoirs politiques pour mettre fin à des problèmes de nature socio-économique.

Bien qu'utiles, les indicateurs hypothétiques nous donnent peu d'information sur la manière dont se comporteraient « réellement » les Guatémaltèques si leur pays était confronté à de graves problèmes. Nous poursuivrons notre analyse en nous intéressant aux attitudes vis-à-vis de la tentative de coup d'État civil qui s'est produite au Guatemala dans les années quatre-vingt-dix. Nous examinerons à la fois les circonstances entourant le coup d'État civil orchestré par le président Jorge Serrano en 1993 et la réaction des citoyens à cet événement. Plusieurs éléments portent à croire que les Guatémaltèques ont réagi très négativement aux manœuvres de Serrano, ce qui, d'ailleurs, contribua à l'échec du coup d'État. Dans les faits, cet exemple du coup d'État témoigne d'un rejet des citoyens à des mesures autoritaires mises en œuvre alors que peu de chose dans le contexte ne pouvait les rendre justifiables.

Bien que les opinions et les comportements des Guatémaltèques vis-à-vis de la démocratie soient notre objet d'analyse, nous proposons de nous pencher sur deux autres coups d'État qui se sont produits en Amérique latine. En comparant la réaction des citoyens à ceux-ci, nous serons en mesure d'apprécier un peu plus l'importance des circonstances comme élément qui influence (ou non) les opinions à l'égard de la démocratie dans le temps court. Dans la troisième et dernière section de ce chapitre nous nous pencherons sur le cas de l'*autogolpe* de 1992 effectué par Alberto Fujimori au Pérou ainsi que sur le coup d'État qui s'est produit en 2009 au Honduras. Alors que les Péruviens réagirent favorablement aux mesures extraordinaires prises par leur président, la population hondurienne, elle, fut plus divisée au sujet du putsch qui força le chef d'État en poste à s'exiler avant la fin de son mandat.

Avant d'amorcer notre discussion, assurons-nous de dissiper la confusion qui pourrait exister entre ce qu'est un *autogolpe* (Pérou 1992 et Guatemala 1993) ou un coup d'État civil, et un coup d'État (Honduras 2009). Nous pouvons d'ailleurs nous référer aux travaux de Maxwell Cameron (1998 et 2009) sur ces questions. « Un coup d'État civil consiste en la suspension temporaire de la constitution et en la dissolution du congrès par l'exécutif, lequel prend la décision de gouverner par décrets-lois jusqu'à ce qu'une nouvelle élection législative ou un référendum ait lieu afin [que la population ratifie] un système politique où les pouvoirs exécutifs sont élargis » (1998 : 220). Un coup d'État civil est donc une action illégale menée par un président afin de contrer l'influence des acteurs qui

lui sont opposés. En contrepartie, un coup d'État est une manœuvre effectuée par des acteurs liés ou non à l'État qui vise à renvoyer le président et/ou son cabinet afin de donner une nouvelle orientation au gouvernement, avec ou sans la ratification du congrès. Dans un cas comme dans l'autre, les manœuvres *golpistas* impliquent souvent :

- l'interruption arbitraire et illégale du mandat des élus par d'autres élus, par les institutions judiciaires ou électorales ;
- l'interférence des militaires ou des fonctionnaires dans les responsabilités des élus ;
- l'utilisation des ressources de l'État afin d'intimider ou de faire taire des membres de l'opposition, de la presse ou de la société civile ;
- le non-respect des institutions de l'État et des principes constitutionnels qui guident les actions de celles-ci ;
- la violation systématique de la liberté d'expression et d'association ainsi que des droits des minorités ; etc. (Cameron, 2009).

Sans plus tarder, débutons notre analyse des opinions dans des circonstances extraordinaires, une facette importante de l'appui à la démocratie.

3.2 Crises et temporalité courte de l'appui aux mesures qui portent préjudice à la démocratie

Les situations de crise constituent une menace sérieuse pour la démocratie dans la mesure où les règles et les droits associés à cette dernière peuvent rapidement devenir accessoires (voire contraignants) afin de rétablir le cours normal des choses. Puisque nous nous intéressons à la question de l'appui à la démocratie, examinons de quelle façon les citoyens réagissent et prennent position vis-à-vis des mesures « fortes » qui sont empruntées par les gouvernements (ou autres acteurs) lors de circonstances exceptionnelles.

Par souci de clarification, il est important de préciser ce que nous entendons par les termes que nous employons dans la présente section. Bien qu'il existe divers types de mesures, soulignons, de façon générale, qu'une mesure forte ou extraordinaire mène à la suspension ou à l'élimination de procédures habituelles, de règles ou de droits politiques ou civils. Une telle mesure, qu'elle soit constitutionnelle ou non, peut également mener à un usage

de la force et de la répression qui est plus accru que dans des circonstances habituelles. Dans nos recherches, nous nous intéressons notamment aux coups d'État civils, un exemple sans équivoque de mesure extraordinaire qui combine à la fois la suspension des droits et l'emploi de la répression. Peut-être moins importante en termes de conséquences négatives, une mesure forte peut tout aussi bien se limiter à la restriction de certains droits ou, du moins, à ceux de certains groupes politiques ou sociaux mais sans toutefois engendrer des bouleversements politiques majeurs.

Par le terme « circonstances exceptionnelles », nous entendons une situation où d'importantes agitations secouent les domaines social et politique, requérant ainsi l'adoption de moyens afin de corriger la situation ou prévenir de plus profondes perturbations. D'entrée de jeu, précisons qu'un ralentissement marqué de l'économie ne représente pas, à lui seul, une « circonstance exceptionnelle ». Une telle précision s'impose puisque les recherches effectuées minimisent la force du lien entre, d'une part, les crises économiques et l'évaluation négative que font les citoyens de la situation économique et, d'autre part, l'appui à la démocratie et à ses institutions (Chu *et al.*, 2008 ; Remmer, 1991 : 789). De plus, bien qu'il soit connu que certaines personnes se montrent moins enclines à vouloir protéger les droits des minorités durant les périodes économiques creuses, une telle réaction ne serait pas partagée par une forte proportion d'individus, notamment par ceux qui sont généralement tolérants envers les minorités (Lavine, 2005). Finalement, même si certains chercheurs notent une diminution de l'appui à la démocratie lors de conjonctures économiques très défavorables (Lagos, 2003 : 167), il est tout à fait envisageable que cette diminution soit plus étroitement liée à la satisfaction des citoyens envers les solutions institutionnelles apportées qu'au contexte économique en tant que tel. Comme nous le soulignent Feldman et Stenner (1997), en termes d'appui aux valeurs autoritaires, l'effet qu'engendrent les perturbations sociales et politiques est plus important que celui provoqué par les problèmes d'ordre économique.

L'état de crise, qui est généralement lié aux circonstances exceptionnelles, affecte les citoyens dans l'optique où ceux-ci pourraient se sentir directement ou indirectement menacés par la situation. Ce sentiment de vulnérabilité — ou le simple souhait qu'un retour à la normale se produise dans les plus brefs délais —

tend à affaiblir l'importance accordée aux droits et aux procédures démocratiques. La menace et l'instabilité favoriseraient ainsi chez plusieurs citoyens l'appui à des mesures restrictives, voire autoritaires. Sous une menace sérieuse, de nombreux citoyens se transformeraient en « autoritaires de circonstance » (Doty, 1991 : 639).

La réaction provoquée par les attentats terroristes de 2001 aux États-Unis peut certainement être évoquée comme exemple. Immédiatement après les attentats organisés par un groupe de fanatiques musulmans, la confiance des Américains à l'endroit du président Bush, mais surtout l'appui de ceux-ci à des mesures restrictives en matière de droits (telles les arrestations préventives), atteignirent des niveaux historiquement élevés (Chanley, 2002 : 469 ; Landau, 2004 : 1138 ; Kam et Ramos, 2008 : 619). Après les attentats du 11 septembre, une forme de consensus se forma également autour d'une utilisation peu encadrée de la répression afin de prévenir des nouvelles attaques. Dans les semaines suivant les événements, une très forte proportion d'Américains accepta l'idée que les personnes soupçonnées de terrorisme à l'étranger soient tout simplement éliminées (Huddy, 2002 : 425).

Des réactions similaires furent aussi observées précédemment aux États-Unis, et plus particulièrement après l'attentat qui secoua Oklahoma City en 1995. Face à une menace diffuse (puisque l'auteur et le motif de l'acte terroriste qui tua plus de cent-cinquante personnes demeurèrent inconnus pendant un certain temps), une majorité des sondés interrogés lors d'une enquête nationale se disait disposée à restreindre ses propres droits si une telle mesure éliminait les risques de menace (Kuzma, 2000 : 196). Dans un grand nombre d'études, l'appui à des mesures extraordinaires (et préjudiciables pour les droits) est expliqué par un souhait des citoyens de retrouver une tranquillité d'esprit perdue depuis l'apparition de la menace¹⁰³.

¹⁰³ Pour ne citer que quelques auteurs qui s'intéressent à l'anxiété et à l'autoritarisme (ou des aspects liés à celui-ci), rappelons les travaux de Perrin (PERRIN Andrew J. « National Threat and Political Culture: Authoritarianism, Antiauthoritarianism, and the September 11 Attacks ». *Political Psychology*, 2005, vol. 26, n° 2, p. 167-194), Adorno *et al.* (ADORNO T. W. Adorno *et al.* *The Authoritarian Personality*. New-York : Harper & Brothers, 1959, 990 p.), McClosky et Brill (McCLOSKEY Herbert et BRILL Alida. *Dimensions of Tolerance: What Americans Believe about Civil Liberties*. New-York : Russell Sage Foundation, 1983, 512 p.) ainsi que McClosky et Schaar (McCLOSKEY Herbert et SCHAAR John H. « Psychological Dimensions of Anomy ». *American Sociological Review*, 1965, vol. 30, n° 1, p. 14-40). Les

Des explications additionnelles liées aux risques nous aident à comprendre pourquoi des mesures limitatives en matière de droits et libertés deviennent acceptables aux yeux des citoyens dans des situations exceptionnelles alors qu'il en serait autrement dans des circonstances « ordinaires »¹⁰⁴. La théorie des perspectives élaborée par Kahneman et Tversky (1979 et 1984) démontre notamment qu'en situation précaire, où il existe des possibilités de recul (prenons comme exemple un contexte où des attaques terroristes seraient imminentes), les citoyens seront portés à choisir des solutions périlleuses (pensons aux conséquences négatives que peuvent entraîner sur les principaux concernés les restrictions en matière de droits et libertés) afin de prévenir de nouvelles pertes. Selon la logique de ladite théorie, la prise de décisions risquées devient plus acceptable en situation difficile puisque les citoyens cherchent d'abord à consolider leurs acquis ou à récupérer leurs pertes plutôt qu'à multiplier les gains. En d'autres mots, nous pouvons avancer que, suite à un attentat terroriste, les citoyens acceptent plus facilement de limiter leurs droits (ce qui constitue un risque ou un coût) si cette mesure peut éliminer les chances d'attaques futures ou mener à l'arrestation de terroristes (une forme de récupération des pertes)¹⁰⁵.

« L'hypothèse du sauvetage », selon laquelle les citoyens donnent leur appui à des mesures extraordinaires lorsqu'ils se sentent vulnérables, est aussi empruntée par Kurt Weyland afin d'expliquer des phénomènes qui se sont produits en Amérique latine. C'est en rappelant l'importance du contexte, ou plutôt celle des « conditions préexistantes » (1998 : 563), que Weyland démontre

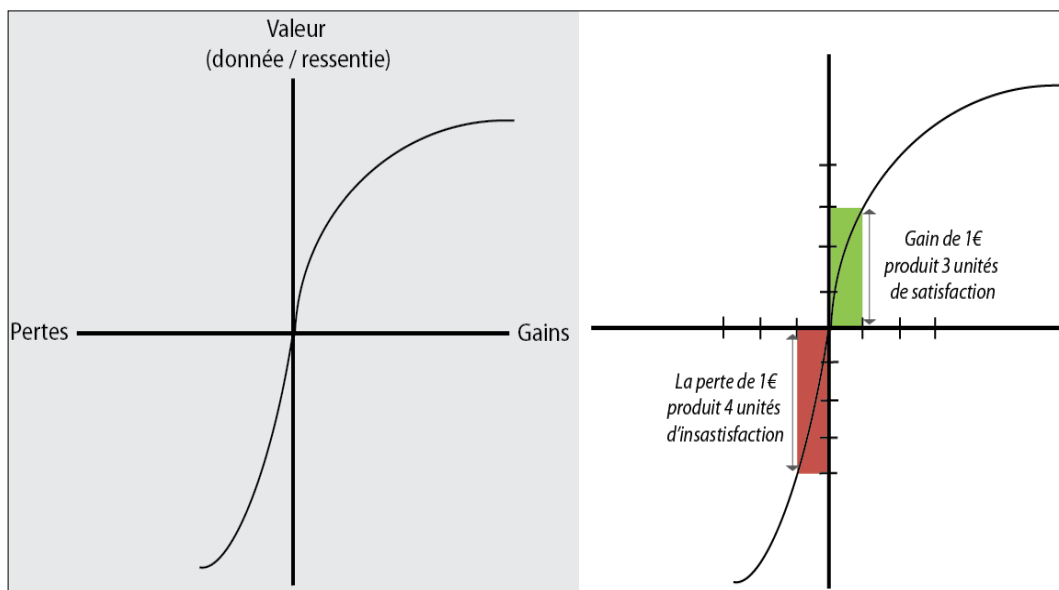
lecteurs qui souhaitent en connaître davantage sur la question de l'anxiété et des comportements électoraux, d'une perspective plus globale, pourront notamment consulter l'œuvre suivante : MARCUS George E., NEUMAN Russell W. et MACKUEN Michael. *Affective Intelligence and Political Judgement*. Chicago : The University of Chicago Press, 2000, 199 p.

¹⁰⁴ Même si nous abordons la question des circonstances extraordinaires sous un angle différent de celui choisi par Michel Dobry dans son analyse de la sociologie des crises, nous pouvons tout de même emprunter quelques-uns de ses termes. Les circonstances ordinaires que nous décrivons sont, d'une certaine manière, similaires aux « conjonctures routinières » décrites par Dobry. C'est dans une « conjoncture fluide », où il existe une « incertitude » accrue et où plusieurs « coups » se produisent, que des mesures fortes semblent avoir le plus de chance d'être acceptées. Voir DOBRY Michel. *Sociologie des crises politiques*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2009, 383 p.

¹⁰⁵ Les lecteurs intéressés par la question pourront aussi consulter l'article suivant : LEVY Jack. « Prospect Theory, Rational Choice, and International Relations ». *International Studies Quarterly*, 1997, vol. 41. n° 1, p. 87-112.

habilement, dans les années quatre-vingt-dix, que de nombreux Latino-Américains ont appuyé des politiques néolibérales drastiques¹⁰⁶. L'ampleur de l'instabilité économique, l'urgence d'agir, de prévenir de nouvelles pertes financières favorisèrent l'appui à des politiques radicales parmi des populations désavantagées qui ne pouvaient tout simplement plus continuer à souffrir d'un contexte économique particulièrement menaçant.

Figure 3.1 La courbe en S de la théorie des perspectives



Notes : La forme presque droite de la partie inférieure de la courbe ainsi que la convexité de celle-ci dans sa partie supérieure laissent croire que la perte d'un montant x sera perçue (en terme de valeur) comme étant plus dommageable qu'un gain du même montant pourrait apporter en bénéfiques, d'où l'aversion au risque. Comme le résumait Quattrone et Tversky, « une caractéristique de la fonction de valeurs est que les pertes comptent plus que les gains ». (QUATRONNE Georges A. et TVERSKY Amos. « Contrasting Rational and Psychological Analyses of Political Choice ». *The American Political Science Review*, 1988, vol. 82, n° 3, p. 724). Cette précision est illustrée dans la partie de droite du graphique où l'axe horizontale représente des euros et l'axe verticale représente la satisfaction (ou l'insatisfaction) liée aux montants d'argent. Alors que le gain d'un euro équivaut à trois unités de satisfaction, la perte de même montant équivaut à quatre unités d'insatisfaction.

Bien que le contexte et la nature de la menace soient différents, il existe un certain nombre de cas en Amérique latine où les circonstances ont amené les citoyens à appuyer des solutions extraordinaires qui ont eu des effets directs sur la démocratie. Alors qu'il étudia les coups d'État civils, Cameron observa que

¹⁰⁶ A priori, ces politiques ne sont pas directement liées à la démocratie.

l'appui à ces derniers était fortement influencé par les circonstances. Plus précisément, le chercheur observa que l'impression qu'une profonde crise se jouait, tendait à convaincre certains acteurs de l'utilité de pratiques autoritaires afin d'assurer une stabilisation politique (1998 : 221). Pour reprendre les termes de Kahneman et Tversky (1979), la marche à suivre pour rétablir la stabilité politique est choisie en fonction d'un « point de référence » qui, lui, dans un contexte donné, peut s'avérer en être un de crise, de menace imminente ou d'impasse politique.

Il est jusqu'ici tout à fait pertinent de croire que les circonstances jouent un rôle important dans le soutien à des mesures « fortes » dont les conséquences peuvent nuire aux droits et à la démocratie. Cependant, si les circonstances influencent la marche à suivre, il faudrait donc s'attendre à ce que l'appui à des mesures extraordinaires s'atténue considérablement au fur et à mesure que la situation se normalise. Le point de référence n'étant plus le même (ou, pour reprendre les termes de Weyland, le « sauvetage » ayant eu lieu), les citoyens pourraient donc se raviser et soutenir des politiques mieux adaptées aux nouvelles circonstances. Ceci dit, si l'appui « collectif » à des mesures extraordinaires (tels un coup d'État, la fermeture d'un parlement ou la suspension de la liberté de parole) est circonstanciel, il est, par le fait même, contraint à une durée de vie limitée.

Dans ces recherches, en plus d'observer que les attitudes politiques sont généralement stables et que seules les « catastrophes » semblent pouvoir soudainement les affecter, Almond souligne que les variations importantes des comportements se produisent sur de courts laps de temps (1990 : XIV). La temporalité courte des attitudes atypiques, et par exemple de l'appui aux mesures extraordinaires qui affectent la démocratie, peut s'expliquer par divers facteurs.

L'alignement soudain des opinions en faveur de mesures fortes est comparable à une forme de cohésion politique. Bien qu'elle évoque des images très nationalistes, l'expression « se ranger sous le drapeau » résume assez bien le phénomène qui tend à se produire lorsqu'une menace imminente met (ou semble sérieusement mettre) en péril la sécurité des citoyens, des institutions du pays, etc. Ce phénomène aplanit les divergences d'opinions et les différences partisans alors qu'un grand nombre de citoyens se rangent derrière une cause

« unificatrice », derrière un leader, derrière un type de mesures. Ce phénomène reste toutefois éphémère ou, au mieux, temporaire.

Les clivages qui sont normalement observables (c'est-à-dire, lorsqu'aucune crise majeure n'affecte un pays), ne peuvent être complètement effacés sous l'effet d'une conjoncture difficile. Pensons par exemple à la réaction des citoyens qui sont habituellement opposés à un gouvernement mais qui offrent leur soutien uniquement pour que ce dernier circoncrive une menace bien identifiée. Assurément, ces « supporteurs d'occasion » retireront leur appui dès que le cours normal des choses sera rétabli. Par ailleurs, malgré la volonté et la nécessité d'agir avec fermeté dans un dossier, les citoyens (ce qui inclut les partisans d'un chef au pouvoir) s'attendent aussi à ce que le gouvernement s'occupe des enjeux parallèles. Songeons aux partisans d'un gouvernement qui, après un moment, réévalueraient leur appui à des mesures extraordinaires alors que surgissent de nouveaux problèmes (par exemple, un important recul de l'emploi) auxquels le gouvernement donnerait peu d'importance afin de s'occuper d'une menace principale (par exemple le terrorisme, des tensions extrêmes entre les citoyens et les institutions de l'État, etc.).

La temporalité courte des appuis est aussi fondée sur des compromis implicites que font les citoyens en soutenant des mesures extraordinaires. En acceptant une réduction de leurs droits, les citoyens s'attendent à ce que les mesures adoptées soient efficaces et contribuent à mettre fin à l'état de crise. Il est à parier que les affiliations politiques seraient peu efficaces pour maintenir la cohésion évoquée plus haut si, après quelque temps, les mesures devenaient contraignantes (pour un grand nombre d'individus) et que les acteurs responsables de la crise continuaient à opérer à leur gré. En fait, plus le temps passe, plus il est difficile pour un gouvernement de démontrer que les mesures choisies sont parfaitement équilibrées et adaptées à la situation qui, elle, peut continuer à évoluer.

Plus le temps s'écoulera, plus un gouvernement ne devra également convaincre ses citoyens du bienfait des mesures restrictives qu'il a empruntées. Les risques demeurent toutefois considérables : si un gouvernement, un chef d'État ou un groupe d'acteurs peuvent retirer un fort appui en « capitalisant » sur une menace, ils peuvent très rapidement se trouver dans une position de vulnérabilité accrue. En fait, dès les premiers instants d'une crise, si les mesures

proposées sont jugées excessives par rapport à l'évaluation que font les citoyens de la menace, une cohésion contre le gouvernement (ou les preneurs de décisions) pourrait se former. Néanmoins, advenant que les moyens mis en œuvre soient jugés adéquats, l'appui « collectif » à ces derniers sera vraisemblablement de courte durée.

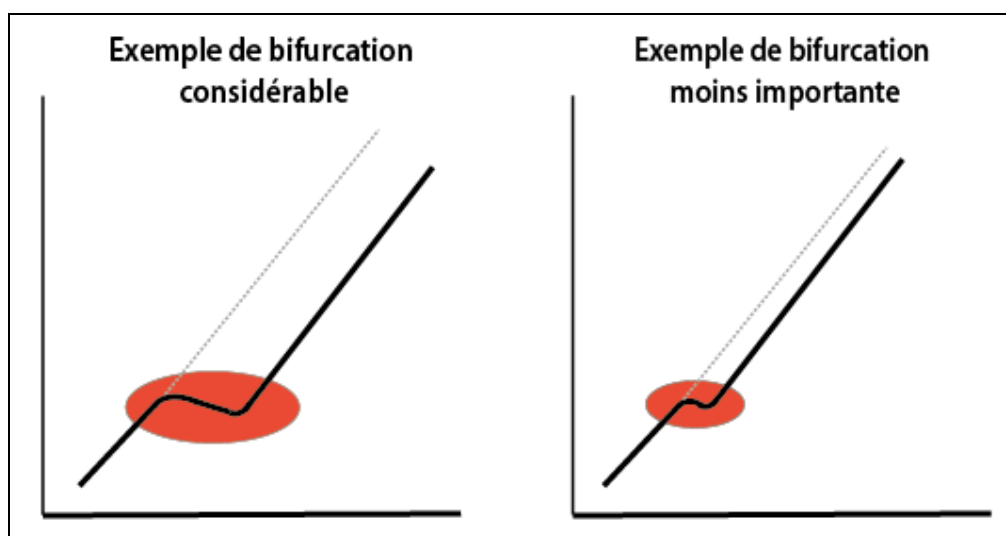
La contrainte temporelle de l'appui aux mesures extraordinaires (telle la fermeture d'un parlement) est aussi liée à la fonction même de ces mesures : aux yeux des citoyens, elles doivent servir principalement à mettre fin à une situation incertaine plutôt qu'à revoir l'ensemble des structures, des règles et des droits. Bien qu'il puisse y avoir de lourdes conséquences, l'appui à des mesures « fortes » n'a donc pas automatiquement une implication systémique. Comme le soulignent Myers et O'Connor dans leur étude sur les opinions (recueillies dans les années soixante-dix et quatre-vingt-dix) au Venezuela, pour de nombreux Vénézuéliens, l'intermission ponctuelle des militaires dans la sphère politique n'est pas quelque chose d'incompatible avec la démocratie, et ce, dans la mesure où l'intervention des forces armées s'avère parfois être l'ultime solution à une impasse politique (1998 : 193).

La vision d'un citoyen latino-américain qui appuie un coup d'État civil et celle d'un observateur étranger qui tente de comprendre ce phénomène politique risquent de diverger. Alors que le soutien à des mesures extraordinaires prendra l'aspect d'une fin (le dénouement d'une crise politique) aux yeux des soutiens d'un gouvernement qui prend des mesures extraordinaires, il sera probablement interprété depuis l'étranger comme un moyen (l'instauration d'un nouveau régime politique). Dans les termes de la théorie de la dépendance du sentier¹⁰⁷, si le coup d'État est une « jonction critique » pour l'observateur étranger, il ne pourrait bien être pour un soutien « national » qu'une mesure contextuelle qui vise à éviter que le pays s'engage sur une voie irréversible et incertaine.

¹⁰⁷ Les lecteurs intéressés pourront consulter les travaux de Mahoney et de Collier et Collier afin d'apprécier l'utilisation de la théorie de la dépendance du sentier pour comprendre des évolutions propres à l'Amérique latine. Voir : MAHONEY James. *The Legacies of Liberalism. Path Dependence and Political Regimes in Central America*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2001, 396 p. et COLLIER Ruth Berins et COLLIER David. *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*. Princeton : Princeton University Press, 1991, 877 p.

Sans prétendre qu'un coup d'État n'est qu'un simple « épisode contingent » (Abbott, 2001 : 296) ou un « petit évènement historique » (Zimmermann, 2010 : 74) aux yeux des soutiens nationaux, il servira principalement, pour nombre de ces derniers, à rétablir l'ordre habituel des choses plutôt qu'à transformer le système politique en profondeur. Peut-être n'est-ce qu'une question d'interprétation attribuant ainsi aux mesures extraordinaires un impact limité sur « le temps long du parcours »¹⁰⁸. Si la bifurcation est provoquée par les mesures extraordinaires, elle se produira sur une courte durée et n'engagera pas le pays sur une voie diamétralement différente à celle déjà empruntée avant que n'éclate la crise. La Figure 3.2 illustre deux parcours ponctués de bifurcations. Si le parcours de gauche est sans doute plus près de l'interprétation que ferait un observateur étranger d'un coup d'État, celui de droite est, quant à lui, plus représentatif de la pensée d'une personne qui appuierait un coup d'État dans son pays.

Figure 3.2 Les bifurcations : une question de perception et d'interprétation ?



Notes : Les deux parcours ci-dessus sont similaires à ceux employés par Abbott (ABBOTT Andrew. *Time Matters. On Theory and Method*. Chicago : The University of Chicago Press, 2001, 318 p.) pour illustrer des exemples de « turning points ». Dans le parcours de gauche, le chemin poursuivi après la bifurcation (zone en rouge) est considérablement différent de celui qui aurait été emprunté si aucune bifurcation n'avait eu lieu (ligne pointillée). Dans le parcours de droite, la bifurcation n'a pas eu un impact considérable sur la poursuite du chemin.

¹⁰⁸ Cette expression est empruntée à Claire Bidart (BIDART Claire. « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques ». *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006, vol. 120, n° 1, p. 29-57).

Il est clair que notre objectif ici n'est pas de s'interroger sur les conséquences réelles que peuvent avoir des mesures extraordinaires sur la démocratie. En revanche, notre discussion a pour but de démontrer qu'en plus d'être de courte durée et circonstanciel, l'appui à de telles mesures fortes provoque, aux yeux de certains, des conséquences beaucoup moins importantes que celles qui sont parfois évoquées dans les médias à l'étranger. Comme nous le verrons plus loin en comparant les cas du Guatemala, du Pérou et du Honduras, pour qu'un appui « collectif » à des coups d'État se matérialise, des conditions assez précises doivent être au rendez-vous. Dans la prochaine section nous verrons, en étudiant le cas de l'*autogolpe* de 1993, de quelle façon il a été impossible pour le président Jorge Serrano d'obtenir l'aval des citoyens afin de mener à bien ses réformes « extraordinaires ».

3.3 Les opinions des Guatémaltèques dans le temps court

Dans cette section nous nous intéressons aux opinions des Guatémaltèques sur la démocratie. Plus précisément, nous portons attention aux résultats d'enquêtes où est reflété l'attachement des sondés aux principes de la démocratie dans diverses mises en situation. Comme nous le verrons, bien que les Guatémaltèques tendent majoritairement à ne pas appuyer les solutions autoritaires, leurs opinions varient considérablement en fonction des situations qui leur sont présentées. Ces points de vue étant, d'une certaine façon, artificiels (puisqu'ils reflètent des attitudes au sujet de situations hypothétiques), nous compléterons notre analyse en nous intéressant à un événement « réel » où les Guatémaltèques se sont exprimés défavorablement aux restrictions constitutionnelles qui furent imposées. Dans la section suivante, nous examinerons le cas du coup d'État de 1993 orchestré par le président Jorge Serrano.

3.3.1 L'appui à la démocratie dans les sondages d'opinion : une question de circonstances ?

Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre de cette thèse, il existe diverses façons de mesurer l'appui à la démocratie dans les sondages d'opinion. L'une des manières consiste à évaluer l'attachement des citoyens aux principes démocratiques en leur demandant si, dans certaines circonstances, ils

accepteraient que leur gouvernement procède à la suspension des droits et des libertés. Par exemple, dans une étude d'opinions un sondeur pourrait demander aux citoyens s'ils appuieraient une mesure interdisant la liberté d'expression en cas de fortes instabilités sociales. À la lumière de la discussion théorique que nous avons amorcée dans la section précédente, l'emploi et l'analyse d'indicateurs « situationnels » semblent convenables compte tenu du fait que les opinions des citoyens seront effectivement portées – dans la « vraie vie » – à évoluer en fonction des circonstances.

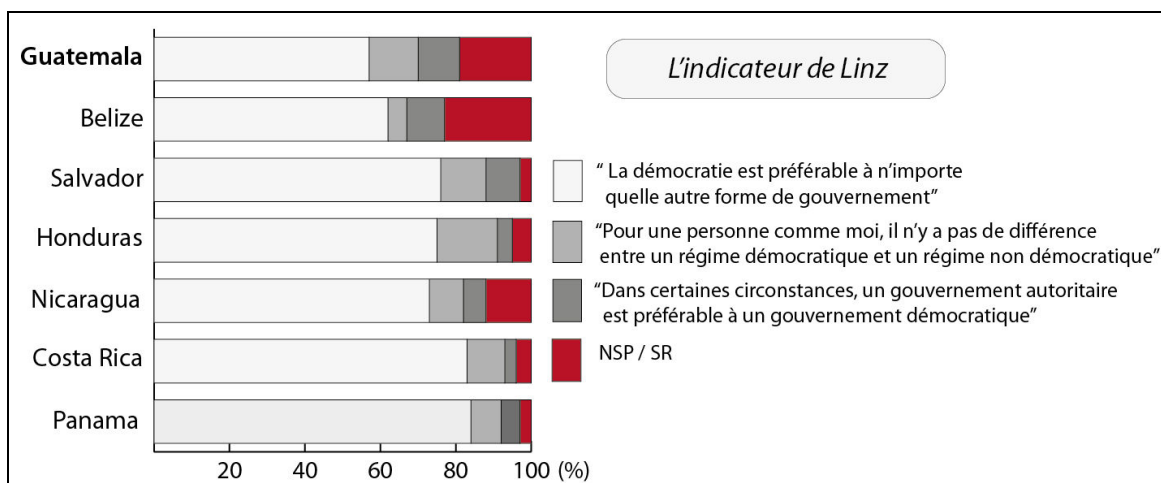
En utilisant les données de la LAPOP, nous proposons d'examiner de quelle manière les circonstances hypothétiques et « réelles » influencent les opinions des Guatémaltèques. Comme c'est le cas dans la plupart des pays de la région centraméricaine, l'appui aux principes démocratiques au Guatemala tend à varier considérablement en fonction des situations (ou plutôt des menaces potentielles) qui sont présentées aux sondés. En effectuant des comparaisons entre les pays de la région, nous remarquons que les Guatémaltèques sont généralement portés à appuyer la démocratie et la constitutionnalité, et ce, indépendamment des situations qui leur sont présentées. En fait, bien qu'ils soient nombreux à croire qu'un gouvernement autoritaire puisse parfois être préférable à un gouvernement démocratique, les Guatémaltèques sont très divisés à ce sujet et, bien souvent, majoritairement opposés à l'idée d'octroyer des pouvoirs exceptionnels à leurs dirigeants ou à l'armée.

L'un des indicateurs les plus largement utilisés dans les sondages d'opinion sur les questions politiques consiste à interroger les citoyens afin de savoir s'ils estiment que la « démocratie » est préférable à toute autre forme de gouvernement. L'indicateur de Linz, comme nous l'intitulons précédemment, permet d'évaluer si les sondés jugent qu'il existe des situations (« certaines circonstances ») où un gouvernement autoritaire serait préférable à la démocratie. Bien que critiquable, notamment pour des raisons de validité¹⁰⁹, cet

¹⁰⁹ Comme nous le soulignons précédemment, un concept est valide lorsqu'il mesure réellement ce qu'il doit mesurer. Difficile d'arguer que l'indicateur de Linz est valide alors que nous savons que la « démocratie » prend une signification différente d'une personne ou d'un groupe à un autre. Le même constat s'applique au concept de « gouvernement autoritaire » auquel l'un des choix de réponse fait référence. Par ailleurs, l'indicateur de Linz est peu précis. Il est effectivement impossible de savoir, aux yeux de certains sondés, dans « quelles circonstances » un gouvernement autoritaire serait préférable.

indicateur produit toutefois des résultats intéressants. Le Graphique 3.1 illustre la préférence pour la démocratie au Guatemala ainsi que dans les autres pays centraméricains. Dans les sept pays de la région centraméricaine, c'est au Guatemala où l'on retrouve la plus faible proportion (57%) de sondés qui opinent que la démocratie est en tout temps préférable aux autres formes de gouvernement. Malgré cette faible propension à opter pour la démocratie, soulignons qu'à peine plus de 1 sondé sur 10 (11%) croit qu'un gouvernement autoritaire est préférable dans certaines circonstances. Le reste des sondés sont quant à eux partagés entre l'indifférence et l'abstention. Alors que 13% des sondés Guatémaltèques voient peu de différence entre un gouvernement autoritaire et un gouvernement démocratique, 19% de ceux-ci s'abstiennent de répondre. La forte proportion (un tiers des sondés) d'indifférents et d'abstentionnistes invite à la prudence. Si le Guatemala est le pays avec la plus faible proportion de sondés pour qui la démocratie est toujours préférable, il est aussi l'endroit où l'on retrouve potentiellement le plus de personnes qui pourraient être influencées par les circonstances afin de prendre position sur la démocratie.

Graphique 3.1 Préférence pour la « démocratie » dans les pays d'Amérique centrale. 2008.



Source : LAPOP, 2008.

Outre la possibilité d'effectuer des comparaisons entre les pays, les bases de données nous permettent d'identifier quelles personnes (ou quels groupes

d'individus) sont le plus attachées à la « démocratie » et quelles sont celles qui le sont le moins. En analysant les données recueillies par le LAPOP nous constatons qu'au Guatemala les hommes (à 60%) sont un peu plus enclins que les femmes (54%) à croire que la démocratie est préférable aux autres formes de gouvernement. Nous observons une préférence et une différence similaires chez les sondés guatémaltèques qui sont intéressés par la politique (61%), qui sympathisent avec un parti politique (64%) et qui sont inscrits sur les listes électorales (58%) comparativement à ceux qui affirment n'être aucunement intéressés par la politique (54%), qui ne sympathisent pas avec un parti (57%) et qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales (51%). Les préférences et les écarts les plus marqués sont observables alors que nous tenons compte de l'appartenance ethnique, du milieu de vie et de certaines variables socio-économiques. Par exemple, les citoyens qui se affirment être *Ladinos* disent préférer la « démocratie » (63%) plus fréquemment que leurs concitoyens *indígenas* (50%). Dans tout le pays, en fonction des régions géographiques, ce sont les résidents de la capitale (68%) qui penchent le plus vers la « démocratie » et ceux du Nord-Ouest (53%) qui sont le moins inclinés vers celle-ci. Évidemment, ces résultats s'expliquent en grande partie par le fait que les *Ladinos* sont nombreux à habiter la capitale alors que l'on retrouve une forte proportion d'*Indígenas* dans le Nord-Ouest du pays. De façon similaire, même si nous savons que les *Ladinos* sont généralement plus instruits que les *Indígenas*, le niveau l'éducation joue un rôle incontournable. Les sondés qui ont fréquenté l'université (78%) sont approximativement deux fois plus portés à préférer la démocratie que ceux qui n'ont aucune instruction (42%). La différence entre les deux groupes est imposante, d'autant plus qu'elle est plus prononcée comparativement à ce qu'on observe dans les autres pays d'Amérique centrale.

La préférence pour la démocratie ne peut être analysée comme un phénomène dichotomique. Les sondés qui ne croient pas que la démocratie soit toujours préférable ne sont pas automatiquement des fervents de la gouvernance autoritaire. En comparant les différents groupes où l'on observe des variations en termes de préférence pour la démocratie, on remarque que le sentiment qu'un gouvernement autoritaire puisse parfois être nécessaire ou encore que l'indifférence vis-à-vis de la question reste souvent constante. En contrepartie, la part de sans-réponses varie de manière considérable. Prenons quelques exemples qui illustrent très bien ce phénomène. Alors qu'environ un homme et un *Ladino* sur sept refusent d'exprimer une opinion sur la « démocratie », la

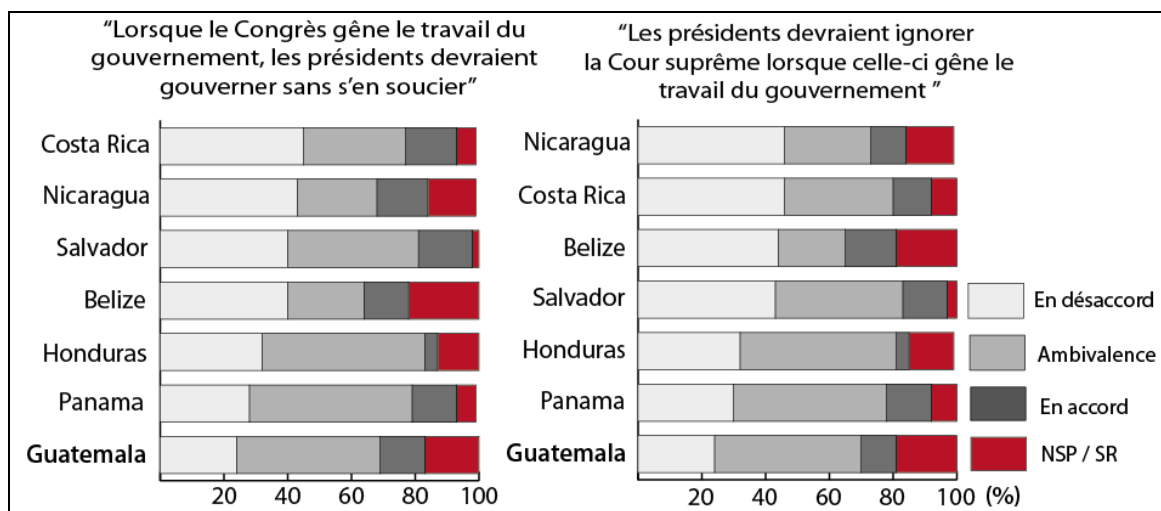
proportion passe environ à une personne sur quatre chez les femmes et les *Indígenas*. L'éducation a une forte influence, amenant les plus instruits (96%) à s'exprimer plus facilement que ceux et celles qui n'ont aucune année d'instruction (59%). Notons que chez ce dernier groupe, quatre personnes sur dix choisissent de ne pas communiquer leur opinions ou informent les enquêteurs qu'ils n'ont pas de point de vue sur la question. À eux seuls, ces sondés représentent 7% de l'ensemble des personnes interrogées par le LAPOP au Guatemala en 2008.

La question de Linz figure parmi les indicateurs les plus généraux qui sont utilisés afin d'évaluer l'attachement des sondés à la démocratie. Des indicateurs plus précis existent afin de mesurer l'influence de circonstances hypothétiques sur les opinions. Des instruments qui font référence à des situations, des politiques et des acteurs explicites sont souvent utilisés dans les questionnaires des groupes de sondages. Ces instruments ont notamment comme fonction d'évaluer l'appui des citoyens à des mesures extraordinaires que pourrait mettre en œuvre un chef d'État afin de trouver (ou d'imposer) une solution à une impasse institutionnelle. Le Graphique 3.2 permet de faire des comparaisons entre les opinions des sondés centraméricains sur de telles mesures. Dans les deux exemples, le Guatemala figure comme le pays de l'isthme où on retrouverait la plus faible proportion de personnes qui sont en désaccord avec l'idée que les présidents puissent gouverner en court-circuitant le Congrès et la Cour suprême. Si les défenseurs du principe de contrepoids institutionnel sont moins nombreux au Guatemala, ils ne sont toutefois pas dépassés en nombre par les sondés qui affirment que les présidents devraient s'approprier des pouvoirs lorsque le Congrès et la Cour suprême nuisent à leur travail. Dans peu d'autres pays retrouve-t-on une proportion plus importante de sondés qui sont ambivalents et qui ne souhaitent pas exprimer leurs opinions sur ces sujets.

Quelles sont les attitudes des groupes auxquels nous nous intéressons plus haut sur ces questions ? Lorsqu'on fait référence à des pouvoirs extraordinaires que s'octroieraient les présidents en cas d'impasse institutionnelle au congrès, les hommes (48%) tendent à être particulièrement ambivalents. Les femmes, quant à elles, se font nombreuses (21%) à éviter la question en répondant qu'elles n'ont pas d'opinion ou qu'elle ne souhaite pas en exprimer une. Nous observons une réaction similaire chez les *Indígenas* lorsque nous comparons leurs réponses à celles des *Ladinos*.

Encore une fois, les sondés qui détiennent un diplôme universitaire ou qui ont effectué des études universitaires sont nombreux (39%) à exprimer leur désaccord avec l'idée que les présidents puissent gouverner sans se soucier du Congrès. Approximativement un sondé sur quatre qui n'a pas effectué des études universitaires se montre en désaccord avec une attitude de type main de fer que pourraient emprunter les chefs d'État face à la législature. Des résultats très similaires sont observés alors que nous nous penchons plus haut sur les opinions concernant des stratégies présidentielles vis-à-vis de la Cour suprême.

Graphique 3.2 Les présidents et les pouvoirs extraordinaires en Amérique centrale. 2008.



Notes : À l'origine, les sondés devaient donner une réponse chiffrée de 1 à 7 aux deux questions. Alors que le chiffre 1 représentait un désaccord total avec l'énoncé, le chiffre 7 signifiait un accord parfait avec celle-ci. Pour fin de simplification, les réponses ont été regroupées comme suit : 1 et 2 représentent ici un désaccord, 3, 4 et 5, une forme d'ambivalence et, finalement, 6 et 7, un accord. Puisque le Belize n'a ni congrès, ni président, les questions posées dans ce pays faisant plutôt référence à l'assemblée nationale et aux premiers ministres.

Source : LAPOP, 2008.

Au Guatemala, le timide appui aux principes démocratiques ne s'explique pas par une inclination marquée vers les mesures autoritaires. Outre la forte proportion de sans-réponses aux questions auxquelles nous nous intéressons, rappelons le grand nombre de sondés qui affirment ne pas être complètement en accord ou en désaccord avec les mesures présidentielles évoquées dans un contexte de tension avec le Congrès et la Cour suprême. L'importante tranche d'ambivalents laisse entrevoir la possibilité qu'un grand nombre de citoyens

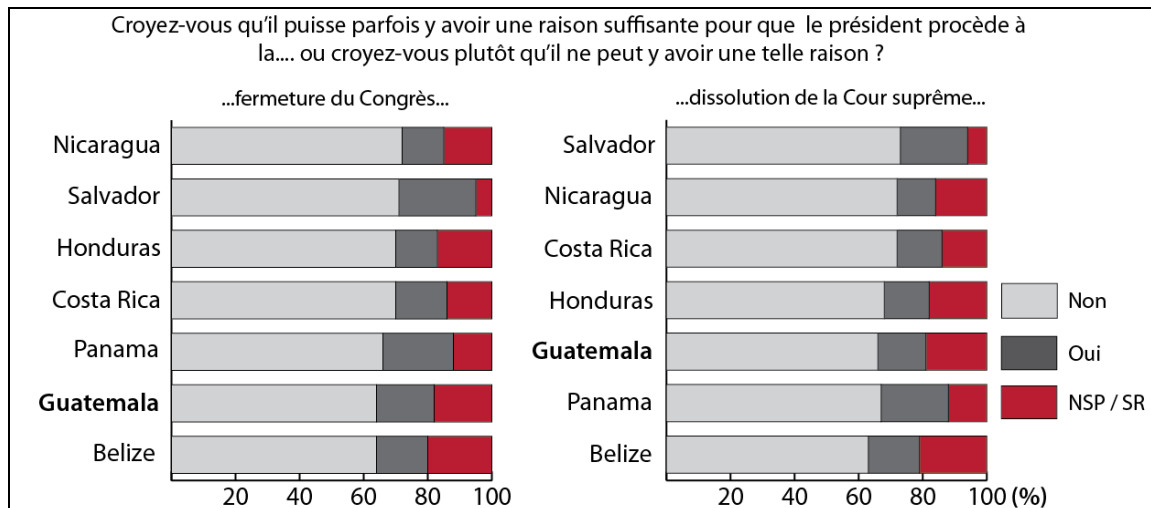
puissent facilement se laisser influencer par les circonstances pour prendre position sur les principes de la démocratie. Dans le cas spécifique de la fermeture du Congrès ou de la dissolution de la Cour suprême par le président, il semblerait toutefois que les ambivalents guatémaltèques (du moins 70% de ceux-ci) penchent plus vers le respect des règles constitutionnelles que dans la direction opposée. Si on prend l'ensemble des sondés guatémaltèques, ce sont deux tiers d'entre eux qui jugent qu'il n'y a aucune raison suffisante pour que le président mette un terme aux activités du Congrès ou de la Cour suprême. Sur ces questions, les hommes, les *Ladinos*, ceux et celles qui sont inscrits sur les listes électorales et qui ont effectué des études universitaires sont nombreux à affirmer que les circonstances ne doivent pas mener à des mesures extraordinaires permettant aux présidents de contourner les institutions.

Les indicateurs qui font référence au contexte sont nombreux. Leur précision varie tant au niveau des circonstances évoquées qu'au sujet des acteurs impliqués dans l'adoption de mesures fictives qui affecteraient la démocratie. Dans les questions employées afin de mesurer l'appui aux mesures extraordinaires, il semblerait que la référence implicite à des actions menées par *le* président en poste (plutôt que, de façon générale, par *les* présidents) donne lieu à des opinions plus tranchées. En fait, la possibilité, en 2008, de voir *le* président guatémaltèque procéder à la fermeture du congrès ou à la dissolution de la Cour suprême semblait largement déplaire, et ce, même parmi les sondés qui avaient voté pour Álvaro Colom lors de l'élection de 2006. Autrement dit, ces résultats confirment que la part de sondés (entre 15 et 18%) qui opinent que le président puisse s'octroyer des pouvoirs extraordinaires reste modeste, indépendamment des situations et des allégeances politiques. À l'échelle régionale, la distribution des opinions au Guatemala présentées dans le Graphique 3.3 est similaire à celle observée au Costa Rica et au Belize.

Jusqu'ici nous avons observé que le Guatemala figure parmi les pays où on trouve la plus faible proportion de citoyens qui opinent que les principes démocratiques doivent, en fonction de diverses circonstances, toujours être respectés. Ce constat s'explique notamment par deux phénomènes. D'une part, la répartition des réponses aux questions de sondages sur ces sujets est largement affectée par le grand nombre de sans-réponses. D'autre part, nous remarquons que plusieurs Guatémaltèques sont ambivalents au moment de se prononcer sur la démocratie. Le grand nombre de sans-réponses et d'attitudes

ambivalentes viendrait en quelque sorte réduire la part de sondés qui estiment que les principes démocratiques doivent toujours être respectés. Dans ces résultats, nous observons que les Guatémaltèques ont un peu moins tendance que leurs voisins centraméricains à prendre position de façon favorable envers les principes de la démocratie. En poursuivant notre analyse nous constatons que ces conclusions ne sont toutefois que partielles. En évoquant de nouvelles circonstances nous constatons que les Guatémaltèques réagissent de manière différente, se montrant parmi les moins enclins à appuyer des mesures autoritaires.

Graphique 3.3 Raisons suffisantes pour que le président emploie des mesures extraordinaires à l'encontre des institutions. 2008.



Source : Lapop, 2008.

Au Guatemala, environ un sondé sur quatre affirme n'avoir aucune ou très peu de confiance en l'armée. Cette occurrence, plus marquée qu'ailleurs en Amérique centrale, se reflète notamment dans le refus des Guatémaltèques de voir les militaires intervenir dans le domaine politique. En effet, dans la plupart des situations où on évoque la possibilité que les militaires effectuent un coup d'État, la majorité des sondés estiment qu'une telle manœuvre serait injustifiable. Dans les quatre situations présentées dans le Tableau 3.1, la proportion de Guatémaltèques qui jugent inappropriée la prise du pouvoir par les militaires est souvent plus importante qu'ailleurs. Outre le désaccord avec l'option militaire, nous observons la diminution de sans-réponses. La proportion de sondés qui

expriment une opinion est plus importante comparativement à ce que nous enregistrons alors que les scénarios évoqués faisaient référence à des actions non-démocratiques menées par des acteurs élus (les présidents).

Bien que le Guatemala ne figure pas comme le pays qui abrite le plus de soutiens aux solutions militaires, il est cependant difficile de passer sous silence le nombre considérable de sondés qui estiment qu'un coup d'État puisse parfois être justifiable, et ce, particulièrement afin de mettre un terme à une poussée de criminalité. Face à la délinquance, l'inclinaison d'un Guatémaltèque sur deux (49%) vers l'option militaire témoigne probablement de réserves quant à l'efficacité des classes politiques à pouvoir gérer ce type de problème ainsi que de l'impression que l'insécurité soit devenue une menace structurelle plutôt qu'un problème circonstanciel. Néanmoins, si on comptabilise l'ensemble des réponses aux quatre scénarios¹¹⁰, les Guatémaltèques figurent tout de même comme les moins enclins à tolérer le renversement d'un gouvernement élu par l'armée. Tout aussi pertinent, le rejet des solutions militaires aux problèmes du Guatemala est largement partagé par les différents groupes de la société, contrairement aux autres pays où il existe parfois des attitudes bien différentes en fonction des sous-groupes, tel celui de l'âge.

¹¹⁰ Afin d'effectuer cet exercice, nous avons créé une variable qui regroupe les quatre indicateurs. Nous avons codé cette nouvelle variable en utilisant un système de pointage de 0 à 4. Un point était attribué à une réponse indiquant qu'un coup d'État était injustifiable et aucun point lorsque les sondés indiquaient le contraire. Alors que la moyenne de points attribués aux Guatémaltèques était de 2,61, celle obtenue par les sondés des autres pays était inférieure à 2,5. Les sans-réponses ont été exclus afin de créer cette variable, leur opinion étant inexistante ou inconnue.

**Tableau 3.1 L'appui aux coups d'État militaires
lors de circonstances particulières**

« Certaines personnes estiment que dans des circonstances particulières il est justifiable que les militaires prennent le pouvoir par la force. D'après vous, un coup d'État serait-il justifiable dans les circonstances suivantes ? »						
Pays	<i>Face à une inflation excessive</i>			<i>Face à des mouvements de manifestations</i>		
	Injustifiable	Justifiable	NSP / SR	Injustifiable	Justifiable	NSP / SR
Guatemala	66 %	23 %	12 %	68 %	21 %	11 %
Nicaragua	65 %	22 %	14 %	71 %	18 %	11 %
Salvador	63 %	33 %	4 %	49 %	33 %	18 %
Belize	56 %	27 %	17 %	56 %	27 %	17 %
Honduras	51 %	39 %	10 %	54 %	36 %	10 %

Pays	<i>Face à un niveau élevé de corruption</i>			<i>Face à un niveau élevé de délinquance</i>		
	Injustifiable	Justifiable	NSP / SR	Injustifiable	Justifiable	NSP / SR
Guatemala	54 %	35 %	11 %	43 %	49 %	9 %
Salvador	46 %	50 %	3 %	43 %	55 %	2 %
Honduras	41 %	50 %	9 %	33 %	59 %	8 %
Nicaragua	41 %	48 %	11 %	41 %	50 %	9 %
Belize	35 %	47 %	18 %	36 %	50 %	14 %

Notes : N'ayant pas d'armée, le Costa Rica et le Panama sont absents des résultats présentés.

Source : Lapop, 2008.

3.3.2 Qui sont ces sondés qui ne sont pas des « démocrates de toute circonstance » ?

Hommes, *Ladinos* et instruits sont des qualificatifs qui reviennent régulièrement pour décrire les sondés qui expriment en grand nombre leur soutien à la démocratie en toute circonstance. Femmes, *Indígenas* et non instruits sont quant à eux des adjectifs utilisés pour décrire les groupes qui se montrent souvent ambivalents ou peu portés à exprimer une opinion sur la démocratie. Si nous connaissons les profils des « démocrates », des « ambivalents » et de ceux qui ne prennent pas position, nous connaissons mal les caractéristiques des citoyens qui se disent prêts à soutenir des mesures autoritaires lorsque la stabilité du Guatemala est menacée.

Qui sont donc les « autoritaires de circonstance » ? Sont-ils jeunes ou vieux ? Instruits ou analphabètes ? Riches ou pauvres ? *Indígenas* ou *Ladinos* ? Si nous nous fions aux données 2008 du LAPOP nous constatons en fait que l'âge, le niveau d'éducation, les revenus ou encore l'appartenance ethnique ont peu d'effet sur la prédisposition à accepter des mesures autoritaires dans un contexte d'instabilité. En contrepartie, la confiance que portent les citoyens en les institutions et le chef d'État semble avoir un rôle à jouer. Chez les sondés qui estiment qu'un coup d'État est parfois justifiable, nous retrouvons plusieurs individus qui affirment avoir peu confiance en le système de justice, les élections ou le président. L'appui à un coup d'État dans des circonstances d'instabilité serait ainsi pour plusieurs, une manière de compenser pour les faiblesses qu'ils attribuent aux institutions et aux dirigeants. Les doutes quant à la capacité des institutions à trouver des solutions à l'instabilité ne constituent toutefois qu'une facette des opinions. En effet, les sondés qui estiment que l'intromission des militaires dans la politique est parfois justifiable ont plus tendance que les autres groupes de la société à avoir confiance en l'armée.

Malgré leur confiance en une institution controversée (notamment pour les abus commis durant la guerre civile) et leur tendance à se déclarer de droite, il ne faut pas déduire pour autant que les autoritaires de circonstance soient complètement « décalés » de la démocratie. Dans une proportion importante, ils disent être intéressés par les affaires politiques et l'actualité. Dans un peu moins

d'un tiers des cas, ils affirment qu'ils annuleraient leur vote si des élections avaient eu lieu dans les jours suivant leur entretien avec les enquêteurs de LAPOP. Ni portés à l'abstention, ni portés à voter pour l'opposition, ces sondés utilisent tout de même les canaux légitimes afin de communiquer leur insatisfaction. D'ailleurs notons que dans un cas sur quatre, les sondés qui toléreraient un coup d'État affirment être insatisfaits de la démocratie.

Les autoritaires d'occasion forment en quelque sorte une base de citoyens qui seraient prêts à appuyer des mesures anti-démocratiques afin de régler divers problèmes face auxquels la démocratie serait impuissante. Dans certaines circonstances qui paraissent inquiétantes (par exemple, lors qu'un niveau élevé de délinquance est évoqué) à un bon nombre de Guatémaltèques, ces « autoritaires » sont rejoints par plusieurs de leurs concitoyens qui, paradoxalement, portent à la fois peu de confiance en les institutions civiles et en l'armée.

3.3.3 L'opinion et sa dimension contextuelle

En analysant les données de sondages, on remarque des variations considérables des attitudes en fonction des situations, une variation importante au niveau de l'appui à « l'alternative autoritaire ». Par exemple, alors que 11% des Guatémaltèques estiment qu'un gouvernement autoritaire serait préférable dans certaines situations, 35% d'entre eux jugent qu'un coup d'État est justifiable face à un niveau élevé de corruption. Bien que des facteurs d'ordre méthodologique puissent contribuer à ces écarts¹¹¹, il y a lieu de croire qu'un grand nombre de sondés prennent position vis-à-vis la démocratie en fonction des circonstances qui leur sont présentées plutôt qu'en se fiant à des valeurs et des principes bien définis. En s'intéressant aux profils des Guatémaltèques pour qui un coup d'État militaire est parfois être justifiable on remarque quelque chose d'assez révélateur : la majorité (entre 53 et 55%) de ceux qui estiment qu'un coup d'État est parfois justifiable, jugent pourtant que la démocratie est toujours préférable aux autres formes de gouvernement.

¹¹¹ La formulation des questions peut certainement être évoquée comme l'un des facteurs qui peut influencer les réponses, tout comme, d'ailleurs, les choix de réponses donnés à chaque question.

Les chercheurs les plus critiques à l'endroit des sondages d'opinions s'interrogeraient sûrement sur la validité de ces résultats et sur la fiabilité des instruments utilisés par le LAPOP. En y voyant sans doute des contradictions entre les réponses des sondés, ces chercheurs souligneraient que les citoyens sont appelés dans ce type d'enquêtes à s'exprimer spontanément sur des sujets auxquels ils n'ont jamais réfléchi. Une autre explication à l'ambivalence observée pourrait toutefois provenir de la théorie du temps court que nous tentons d'élaborer. Selon les paramètres de temporalité courte, il n'y a pas automatiquement de contradictions entre le fait d'appuyer un coup d'État et celui de refuser de croire qu'un gouvernement autoritaire puisse parfois être préférable. Comme nous l'évoquions plus haut, aux yeux de nombreux Latino-Américains, l'effet anti-démocratique d'un coup d'État serait assez modeste dans la mesure où l'intromission des militaires dans la sphère politique est souvent perçue comme une fin plutôt qu'un moyen. En d'autres mots, la fonction première d'un coup d'État semble être d'abord de circonscrire une menace dans l'immédiat plutôt que de revoir l'ensemble des règles du jeu politique.

Qu'est-ce que nous apporte l'ensemble des résultats présentés jusqu'ici dans cette section ? Dans un premier temps, il n'y a pas lieu de croire que les Guatémaltèques se transformeraient en « autoritaires » dès que la situation se présente, et ce, indépendamment du fait qu'ils soient nombreux à croire que dans certaines circonstances un gouvernement autoritaire est préférable à un gouvernement démocratique. En deuxième lieu, la variation au niveau de l'appui à « l'alternative autoritaire », d'une situation à une autre, nous confirme l'influence qu'exerce le contexte sur les opinions. Même si les sondés penchent parfois vers des solutions peu démocratiques, rien ne porte à croire qu'ils le font sans discernement. Par exemple, s'ils sont portés à faire confiance à l'armée pour contrer la délinquance, ils rejettent très majoritairement l'idée de voir les militaires s'imposer dans la sphère politique afin de calmer des turbulences qui seraient causées par des manifestations.

Si ces résultats renforcent l'argument selon lequel le contexte affecte les opinions, ils nous rappellent aussi quelques éléments clés afin de procéder à l'étude et de comprendre les attitudes politiques vis-à-vis de la démocratie :

→ D'un point de vue méthodologique, il semble plus ou moins pertinent de donner de l'importance aux indicateurs généraux qui font référence à

l'appui à un « gouvernement autoritaire » dans des circonstances non spécifiées ou plutôt abstraites. À l'opposé, et afin de tirer des conclusions trop simplistes, il est judicieux, pour comprendre les opinions, d'employer des indicateurs où les sondés doivent prendre position vis-à-vis des situations précises, des acteurs clairement identifiés et des droits déterminés.

→ D'un point de vue empirique, les résultats présentés dans cette section nous amènent à questionner davantage les analyses qui classent les sondés dans des catégories simplifiées faisant des uns, des « démocrates » et des autres, des « autoritaires ». Si l'ambivalence, l'indifférence et l'abstention (SR / NSP) sont notoires dans certaines circonstances, les opinions tendent à varier considérablement en fonction du contexte.

→ D'un point de vue théorique, il semble que plus une situation représente une menace potentielle, plus les sondés opteront pour des solutions anti-démocratiques. Dans les résultats présentés dans cette section, l'appui majoritaire au coup d'État face à une poussée de criminalité, un événement qui menacerait beaucoup plus l'intégrité des sondés qu'une simple hausse de la corruption, est révélateur.

Poursuivons notre analyse en nous intéressant au cas de l'*autogolpe* orchestré par Jorge Serrano en mai 1993. Comme nous le verrons, en réponse à ce coup d'État, la plupart des Guatémaltèques refusèrent de soutenir leur président. Cet exemple concret d'opposition à des mesures autoritaires rappelle que les citoyens sont généralement réticents à cautionner la restriction des droits et libertés lorsque celle-ci est imposée sans qu'une forte menace ne soit largement ressentie. En fait, dans le cas de l'*autogolpe* de 1993, ce qui devint le plus menaçant aux yeux des Guatémaltèques furent beaucoup plus les actions extraordinaires menées par Serrano que les problèmes que ce dernier tentait de résoudre en première instance.

3.4 Le coup d'État civil de 1993 et la fin abrupte de la carrière de son instigateur, le président Jorge Serrano

Jorge Serrano succéda à Vinicio Cerezo à la présidence du Guatemala en janvier 1991. Ingénieur industriel de formation, Serrano s'était fait connaître durant la campagne électorale de 1990 comme étant un homme instruit, de confession protestante et qui avait participé au gouvernement de Efraín Rios

Montt. Telle l'arrivée d'un « outsider », l'élection de Serrano fut inattendue dans la mesure où trois mois avant le scrutin le successeur du président Cerezo figurait toujours parmi les candidats les moins populaires (Trudeau, 1993 : 145). La victoire « surprise » de Serrano fut notamment attribuable au soutien des protestants qui, après que les autorités électorales eurent déclaré inadmissible la candidature de Rios Montt, lui confièrent leur vote et à l'appui des électeurs attirés par l'image de rectitude que dégagait le candidat Serrano.

Même si le nouveau président reçut deux fois plus de votes que le candidat de l'Union du Centre National (UCN), Jorge Carpio, au deuxième tour de l'élection 1991, il arriva en poste comme un dirigeant affaibli. Outre l'apathie électorale qu'il avait suscitée lors du scrutin¹¹², Serrano était élu aux plus hautes fonctions de l'État sans pouvoir compter sur une solide base partisane. Au congrès (qui comptait cent-seize députés à l'époque), son parti, le Mouvement d'action solidaire (MAS), ne fit élire que dix-huit candidats, soit beaucoup moins que l'UCN (41) ou que le parti de la Démocratie chrétienne guatémaltèque (DCG) (27). La performance du MAS, un parti naissant, à l'élection municipale fut pire encore en ne remportant que treize des trois-cents mairies du pays. L'élection de Serrano et la faiblesse du MAS étaient le produit d'une situation qui n'allait que miner la crédibilité du président plus tard dans son mandat. De nombreux citoyens semblaient appuyer le nouveau président par défaut, non pas parce qu'ils croyaient fermement en lui mais plutôt par manque d'alternatives ou simplement afin de protester contre le parti du gouvernement sortant, le DCG.

Avec 16% des appuis aux congrès, Serrano n'avait évidemment d'autre choix que de former une coalition. Il proposa ainsi à l'UCN et au DCG de créer une alliance tripartite. Malgré le risque de voir son influence affaiblie, le président devait accepter de partager le pouvoir, du moins s'il voulait éviter d'être renvoyé par le congrès à la première occasion. Une fois mise en place, la *Triple Alianza* montra toutefois des signes de grande fragilité. La durabilité de la coalition fut remise en question pour diverses raisons liées au fonctionnement de cette

¹¹² Le taux de participation chez les électeurs inscrits s'arrêta à 45% lors du deuxième tour. (*Databases and Networks* [Ressource électronique]. [Stockholm] : *Institute for Democracy and Electoral Assistance* (IDEA). [Réf. du 20 mars 2010]. Suède. Disponible sur : <http://www.idea.int/resources>).

dernière et à la crédibilité de celui qui était à sa tête¹¹³. Sans doute plus facile à évaluer en termes d'impacts, de fortes tensions sociales et politiques apparurent alors que le président se montra décidé à entreprendre des réformes en matière d'énergie dont les conséquences étaient considérables sur les citoyens.

Dès son arrivée au pouvoir, Serrano opta pour la révision de la tarification énergétique. Cependant, la décision d'imposer des hausses successives (en 1991, 1992 et 1993) aux consommateurs d'électricité provoqua énormément de remous. Aux yeux du président, ces hausses étaient essentielles afin d'assurer l'alimentation après que les groupes rebelles aient saboté les installations de l'État. L'importance des augmentations généra toutefois scepticisme et inquiétudes. Alors que les syndicats associèrent les hausses à de nouvelles politiques économiques (néolibérales) que le président tentait de mettre en place, plusieurs journalistes rappelèrent les rumeurs de corruption qui planaient autour des gestionnaires de la compagnie nationale d'électricité.

Dans la rue, la question des hausses d'électricité eut un effet de détonateur (Poitevin, 1993 : 21). De nombreuses manifestations, auxquelles prirent part des citoyens de la classe moyenne, étaient organisées de façon spontanée et régulière. À ces manifestations se joignirent, par moments, des étudiants, qui eux, étaient mobilisés afin de dénoncer de nouvelles règles en matière d'éducation qu'ils jugèrent discriminatoires envers les moins nantis. Le 12 mai, face à l'édifice du congrès, un étudiant de dix-sept ans était tué par des coups de feu tirés par un garde du corps d'un député. La scène, filmée, ne fit rien pour calmer le jeu entre les citoyens et un gouvernement décidé à adopter diverses réformes afin d'assainir les finances publiques.

Si détonation il y eut, c'est cependant au congrès qu'elle provoqua le plus de complication pour le gouvernement. Les désaccords entre les députés de la coalition sur les hausses des tarifs électriques fissurèrent l'entente qui les liait. Au

¹¹³ Au nombre de facteurs débilissants figurerait l'incapacité du président à assurer la collaboration de ses partenaires sans avoir à verser des pots de vin (McCLEARY Rachel M. *Dictating Democracy. Guatemala and the End of Violent Revolution*. Gainesville : University Press of Florida, 1999, p. 101) et la mauvaise réputation que se serait fait le chef d'État après s'être livré à des activités peu orthodoxes lors d'un voyage à l'étranger. Voir HANDY Jim. *Returning to the Barracks: The Guatemalan Military and the Transition to Peace*. [Paper présenté dans le cadre du congrès annuel de l'Association canadiennes des études latino-américaines et caraïbes de 1996]. 64 p. (Courtoisie de l'auteur).

plus fort des débats, le président du congrès, José Fernando Lobo Dubon (UNC), invita les citoyens à ne pas payer leur facture d'électricité (Berger, 1993 : 5). L'appel de Lobo avait évidemment pour objectif de faire reculer le président qui, en plus de défendre des mesures impopulaires parmi les citoyens, s'engageait sur une voie périlleuse pouvant lui coûter son poste. À ce sujet, le président du congrès évoqua la possibilité que Serrano connaisse le même sort que son homologue vénézuélien, Carlos Andrés Pérez, sur qui planait à l'époque une sérieuse menace de coup d'État ou de renvoi par l'opposition.

L'impasse entre le congrès et le président était propice à la crise politique. Or, il est important de souligner que si cette crise éclatait, la première victime risquait d'être le président lui-même plutôt que les membres de l'opposition ou encore les électeurs. La faiblesse des appuis dont disposait Serrano le plaçait ainsi dans une position très vulnérable. Si le congrès enclenchait des démarches de destitution, il est peu probable que la population, irritée par les politiques présidentielles en matière d'énergie, se soit mobilisée pour défendre Serrano. Le refus de soutenir le président était aussi à prévoir de la part des instances judiciaires, à l'endroit desquelles celui-ci adressait régulièrement des critiques (et des accusations) virulentes. Les tensions institutionnelles approchant le point de rupture, le président opta pour l'emploi de mesures extraordinaires.

Sous prétexte qu'il était « victime du chantage politique de la part des secteurs politiques du congrès » (« Lucha frontal contra mafia, narcotráfico y corrupción ». *Diario de Centroamérica*, 26 mai 1993, p. 3) et que la corruption empoisonnait les activités législatives (« Ciudad permanece en relativa calma ». *Prensa Libre*, 27 mai 1993, p. 8 ; « Presidente Serrano garantiza el pleno respeto a derechos humanos ». *Diario de Centroamérica*, 26 mai 1993, p. 5), Serrano procéda à un coup d'État civil¹¹⁴. Le matin du 25 mai 1993, il s'adressa aux citoyens à la télévision pour les informer qu'il utilisait les pouvoirs que lui conférait son poste pour, entre autres, dissoudre le congrès, mettre la clé dans la porte de la cour suprême et suspendre de leurs fonctions le procureur de l'État et le

¹¹⁴ Selon l'ex-général Otto Pérez Molina, le président Serrano songeait depuis quelques semaines à mettre en marche un coup d'État, une idée qu'il aurait communiquée aux dirigeants des forces armées à deux ou trois reprises (GOULET Charles-André. PÉREZ MOLINA Otto. [Entretien avec Otto Pérez Molina, signataire des Accords de paix et actuel président du Guatemala]. Ville de Guatemala, 23 juillet 2010, 45 minutes). Le manque d'enthousiasme au sein de l'armée pourrait bien l'avoir fait hésiter à aller de l'avant.

protecteur des droits de l'Homme. Jugeant que plusieurs failles constitutionnelles étaient responsables de l'impasse politique que connaissait le pays, Serrano informa les Guatémaltèques de la création d'une assemblée constituante et de l'organisation d'une élection prochaine pour en choisir ses membres. À plus court terme, les réformes envisagées étaient accompagnées de la suspension de plusieurs droits et libertés, tels le droit de réunion et de manifestation, la liberté de diffusion des idées, le droit de grève des employés de l'État, etc. (« Suspendidos preceptos constitucionales ». *Prensa Libre*, 25 mai 1993, p. 2-3). Au total, une quarantaine d'articles constitutionnels étaient suspendus dans le cadre de cette opération dont le président était le principal instigateur.

Même si les mesures annoncées limitaient les droits et libertés, Serrano estima que les citoyens en verraient presque instantanément les effets positifs, à commencer par le « rétablissement de l'ordre » et la purge des intérêts « mafieux » au sein du congrès et de la cour suprême (Cameron, 1998 : 225 ; « Lucha frontal contra mafia, narcotráfico y corrupción ». *Diario de Centroamérica*, 26 mai 1993, p. 3). En gouvernant sans le Congrès pendant quelques semaines, le pays allait aussi faire des économies que le président comptait utiliser pour financer le système de santé (« Buscando restablecer el orden ». *Diario de Centroamérica*, 25 mai 1993, p. 2). Le discours présidentiel était ainsi très axé sur les bénéfices que retireraient les Guatémaltèques de la suspension de l'ordre constitutionnel. En contrepartie, peu de commentaires étaient faits sur les conséquences négatives qu'engendraient les restrictions civiles et politiques.

Aux yeux du président et de ses chargés de communication, la suspension partielle de la constitution n'avait rien d'anti-démocratique. Profitant sans doute du fait que la liberté de presse était étroitement circonscrite, le service de communication du président vanta les mérites « démocratiques » des mesures imposées. Quelques jours après son message à la nation du 25 mai, le président réaffirma que son gouvernement prenait les meilleures initiatives pour mettre fin à « l'anarchie » et à « l'impunité » qui mettaient en péril la démocratie guatémaltèque (« Presidente Serrano propone retorno a la normalidad constitucional ». *Prensa Libre*, 30 mai 1993, p. 2). Dans le journal d'État, les mesures exceptionnelles étaient présentées à la fois comme une façon de répondre aux préoccupations des citoyens et d'amener ces derniers à s'impliquer

davantage dans le processus décisionnel (« Buscando restablecer el orden ». *Diario de Centroamérica*, 25 mai 1993, p. 2 ; « Lucha frontal contra mafia, narcotráfico y corrupción ». *Diario de Centroamérica*, 26 mai 1993, p. 3). En instaurant ces restrictions, le président disait vouloir mettre un terme à la méfiance que portaient les citoyens à l'égard des institutions. Rien dans les messages présidentiels ne laissait transparaître la nature peu démocratique de la démarche politique. Au contraire, le coup d'État était présenté comme un projet riche en retombées démocratiques auquel la population était invitée à participer et à débattre en vue des réformes constitutionnelles qui s'engageaient.

Les projets réformateurs, tels que souhaités par Serrano, ne purent toutefois se concrétiser. La forte opposition institutionnelle qui s'organisa bouleversa les plans du président. Le jour même de l'annonce du coup d'État, la Cour constitutionnelle (CC) déclara que les mesures en place étaient inconstitutionnelles. Ignorant cet avis qui provenait de toute façon d'une institution qu'il avait tenté sans succès de dissoudre, Serrano se tourna vers le tribunal électoral qu'il mandata pour organiser l'élection de l'assemblée constituante. Le 29 mai, le président du TSE informa toutefois le chef d'État qu'il était impossible pour les autorités électorales d'organiser un scrutin en vue d'élire les membres d'une telle assemblée tant que la « ...constitution [serait] suspendue en tout ou en partie » (« Presidente Serrano propone retorno a la normalidad constitucional ». *Prensa Libre*, 30 mai 1993, p. 2). Incapable d'imposer ses volontés, Serrano n'eut d'autre choix que d'accepter, le 1^{er} juin, une résolution de la CC qui l'obligeait à rétablir l'ensemble des articles de la constitution. En plus d'affecter sa fragile réputation, l'acceptation de la résolution de la CC exposait le président à diverses poursuites¹¹⁵.

Le même jour, Serrano quitta ses fonctions pour ensuite s'exiler à l'étranger. Le vice-président Gustavo Adolfo Espina remplaça son ancien patron mais que pour une très courte durée. Ses liens avec le président sortant le rendant vulnérable, Espina dut également quitter son poste. Le 6 juin, le Congrès nomma Ramiro León de Carpio, protecteur des droits de l'Homme, à la présidence.

¹¹⁵ Selon le magazine *Crónica* du 4 juin 1993, le président aurait d'abord tenté d'acheter les députés afin qu'ils lui accordent l'amnistie. (SHETEMUL Hector *et al.* « La caída de un dictador de papel ». *Crónica*, 4 juin 1993, p.18).

L'issue du jeu de pouvoir auquel s'était adonné Serrano fut influencée par plusieurs éléments. Rappelons que dans son coup d'État, Serrano fut incapable de s'assurer de l'appui des militaires qui auraient pu, par exemple, intervenir en forçant la main des juges de la CC ou des autorités électorales. Bien qu'il soit possible que le président, le commandant général des forces armées, ait mis en marche un plan préalablement approuvé par certains généraux, il ne put, en aucun moment, compter sur le soutien unanime de l'institution militaire. Des divisions au sein de l'armée, pourtant un acteur traditionnellement très actif dans la sphère politique guatémaltèque, expliqueraient la « passivité » de cette dernière face aux tensions entre le président et le congrès. Au nombre des facteurs qui expliquent l'inaction militaire figure le lobby interne et très efficace de jeunes officiers pour qui l'ordre constitutionnel se devait d'être respecté. Le poids des « constitutionnalistes », représenté par le président, Otto Pérez Molina, alors Chef adjoint du personnel, se fit incontestablement sentir alors que, dans les heures précédant la démission de Serrano, la totalité des commandants s'étaient entendus pour demander le départ du président (Shetemul *et al.*, 4 juin 1993 : 18).

Le comportement non-interventionniste de l'armée s'explique notamment par une grave erreur de jugement commise par Serrano. Le pays ne faisant pas face à un « effondrement politique imminent », il était peu probable que l'armée appuie des mesures extraordinaires qui semblaient, de toute évidence, excessives par rapport aux problèmes que ces dernières tentaient de résoudre (Wickham-Crowley, 1996 : 230). En fait, même pour les groupes les plus conservateurs des forces armées, il y aurait eu peu de bénéfices à retirer de la suspension de l'ordre constitutionnel. Alors que sur le terrain les militaires avaient clairement le dessus sur la guérilla, à la table des négociations (où étaient réunis les principaux acteurs de la guerre civile) ils réussissaient assez bien à faire bloquer les concessions qui auraient pu leur être nuisibles.

En analysant les divers facteurs qui ont contribué à l'échec du coup d'État, nous pouvons conclure que Serrano fit face à une véritable « constellation de facteurs négatifs » (Goulet. Cameron, 2010). Au nombre des facteurs qui composent cette constellation figure un élément fort important pour nos recherches : l'opinion défavorable des citoyens envers le président et les mesures d'exception que celui-ci tentait d'imposer. Comptant au départ sur un

très faible taux de satisfaction de la part des citoyens (Fernández Camacho, 2004 : 245 ; McCleary, 1997 : 155), Serrano prit une décision hautement risquée en suspendant la constitution. Sans le capital politique nécessaire et sans l'impression que les tensions politiques pouvaient directement affecter l'électorat, il était presque prévisible que les citoyens s'opposeraient à Serrano et à son « entreprise ». De plus, comme le précise Josef Thesing, « ...la citoyenneté n'était pas disposée à accepter que l'on ronge ses droits et ses libertés pour un président impopulaire que plusieurs jugeaient en partie responsable des maux qu'il tentait de combattre » (24 : 1993).

Sans sympathie des citoyens, Serrano s'avança sur un chemin dangereux, et ce, même si une proportion importante (45%) de guatémaltèques affirmaient en 1993 accepter l'idée qu'un coup d'État puisse parfois se produire (Azpuru, 2002 : 77). Afin de rallier à sa cause un grand nombre de citoyens (ce qui comprend ceux pour qui un coup d'État était quelque chose de concevable), Serrano devait tout de même donner l'impression que les mesures qu'il imposait étaient nécessaires et qu'il disposait de crédibilité pour aller de l'avant. Sans appuis considérables dans la presse, qui de toute façon était muselée, et sans une solide base partisane, il est difficile d'imaginer de quelle façon Serrano aurait pu efficacement influencer l'opinion publique à son avantage.

Outre la conjoncture très défavorable, l'opposition des Guatémaltèques au coup d'État s'expliquerait aussi par une incompatibilité entre, d'une part, ce à quoi ils s'attendaient de leur président et, d'autre part, ce que celui-ci leur offrait. Élu en partie parce que les électeurs croyaient en sa capacité de mettre fin au conflit armé (Trudeau, 1993 : 168), Serrano ne fit que semer un peu plus de déception en orchestrant un coup d'État. Alors que l'ordre constitutionnel était suspendu, il devint difficilement imaginable aux yeux de plusieurs que la communauté internationale continue d'appuyer le gouvernement dans les discussions de paix ou encore que l'ensemble des acteurs impliqués dans les négociations voient Serrano comme un interlocuteur envers qui ils pouvaient avoir confiance. En fait, bien que les interprétations au sujet des attentes démocratiques des Guatémaltèques soient variées, tout porte à croire que ces derniers s'attendaient à autre chose que ce dont Serrano tentait d'accomplir (Fernández Camacho, 2004 : 259 ; « Sectores populares repudian el golpe ». *La Hora*, 31 mai 1993, p. 8 ; Poitevin, 1993 : 30).

L'utilisation de sondages d'opinions étant à sa première heure au Guatemala à l'époque du coup d'État, il existe peu de données qui nous permettraient de dresser un portrait quantitatif des opinions dans les jours précédant ou suivant l'annonce de la suspension de la constitution¹¹⁶. À défaut de pouvoir compter sur des résultats de sondages afin d'évaluer les opinions des Guatémaltèques, nous pouvons toutefois rappeler quelques observations émises à ce sujet. Lorsqu'il se prononça sur l'amplitude de l'opposition au coup d'État, la *Prensa Libre*¹¹⁷, fit référence, à plusieurs occasions, au fait que tous ou presque tous (« Serrano abandona el poder ». *Prensa Libre*, 2 juin 1993, p. 2 ; « Sectores populares repudian el golpe ». *La Hora*, 31 mai 1993, p. 8 ; García Fernández Dina. « La sociedad civil puede mandar el juego ». *Prensa Libre*, 6 juin 1993, p. 10) les secteurs de la société étaient contre les mesures prises par Serrano. Aux antipodes sur plusieurs sujets, les organisations syndicales et la principale organisation patronale du pays, le Comité coordonateur des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), partageaient une opinion très négative sur ce que le président tentait d'accomplir (« Sectores populares repudian el golpe ». *La Hora*, 31 mai 1993, p. 8 ; McCleary, 1997 ; Warren, 1998).

La convergence des points de vue entre diverses associations de la société donna lieu à la création du Groupe multisectoriel auquel participèrent des hommes d'affaires, des défenseurs des droits de l'Homme, des paysans, etc. Réunis, ces acteurs s'opposèrent avec succès à ce que le vice-président Espina, qu'ils estimèrent être complice de Serrano, termine le mandat de son ancien patron comme le prévoyait la constitution. Ce rapprochement entre des groupes aux intérêts idéologiquement éloignés contribua à rendre intenable la position d'Espina à la tête du pays. Considérée comme un évènement exceptionnel dans l'histoire du pays, la collaboration entre les membres du Groupe aurait eu des répercussions très favorables sur la démocratie guatémaltèque.

¹¹⁶ Trois jours avant le coup d'État, le magazine *Crónica* mandata une firme afin de réaliser un sondage auprès des Guatémaltèques. Cette enquête est l'une des rares sources qui existent sur les opinions sur le coup d'État. Le sondage a été effectué auprès de 251 personnes de la capitale. Cependant, en plus d'avoir une marge d'erreur très importante, ce sondage nous apprend peu de chose sur les opinions. En réponse aux quelques questions, qui sont parfois biaisées et piètrement formulées, les sondés ne démontrent généralement pas une tendance claire en faveur de la prise de mesures extraconstitutionnelles. Les résultats complets de ce sondage apparaissent en Annexe 3.

¹¹⁷ Ce journal est connu pour ses points de vue de centre-droit.

Aux yeux de Susanne Jonas, en plus d'avoir « galvanisé » toute la société autour de la question du retour à l'ordre constitutionnel, le rapprochement entre les divers acteurs constitua un évènement important dans la transition démocratique du Guatemala (2000 : 23). Ancien ambassadeur du Guatemala à l'Organisation des États Américains (OÉA), Alfonso Quiñónez s'avance pour sa part pour affirmer que cette expérience de discussions et d'échanges a probablement été très bénéfique à la signature des Accords de paix trois ans plus tard (Goulet. Quiñónez, 2009). Le paradoxe est notable : au sein d'une population où l'appui aux alternatives autoritaires aurait la cote, le coup d'État de 1993 aurait eu un impact positif en réunissant des acteurs divisés par des intérêts et des visions de pays qui divergeaient considérablement. De surcroît, dans l'histoire du pays, l'opposition générale des Guatémaltèques a non seulement été un élément clé en contribuant à l'échec du coup d'État mais aussi en incitant la consolidation d'une mentalité non interventionniste au sein de l'armée (Goulet. Pérez Molina, 2010).

3.5 La variable conjoncturelle et son importance dans le cas du Pérou et du Honduras

Précédemment dans ce chapitre, nous évoquions l'idée que la décision des citoyens d'appuyer majoritairement l'utilisation de mesures extraordinaires est prise largement en fonction du contexte ou d'un « point de référence ». Comme nous le proposons, plus une situation est propice à la crise ou plus elle représente un danger imminent pour les citoyens, plus de chances il y a que les citoyens acceptent l'instauration de mesures qui limiteront les droits et les libertés. Le soutien à de telles mesures est étroitement lié à un désir de « normalité » ou plutôt de voir la situation évoluer vers une conjoncture moins incertaine et moins menaçante. Dans le cas de l'*autogolpe* de 1993 au Guatemala, nous avons vu que les citoyens refusèrent de cautionner les pratiques extraconstitutionnelles imposées par le président Serrano, un phénomène largement attribuable à l'impression qu'aucune crise sérieuse ne les menaçait. Les citoyens s'opposèrent à la fermeture du Congrès ainsi qu'aux autres « solutions » imposées par le président. Dans le cas du Guatemala, l'opposition au coup d'État s'articula en réponse aux actions d'un leader impopulaire qui semblait plus préoccupé par son renvoi éventuel que par la

protection des citoyens contre une menace imminente. Par ailleurs, soulignons que l'opposition des divers secteurs de la société guatémaltèque aux mesures anti-démocratiques s'articula à une époque où il existait une volonté de tourner la page sur une longue période marquée par la gouvernance autoritaire.

Dans cette section nous nous intéressons à deux autres coups d'État qui se sont produits en Amérique latine ; l'un au Pérou (1992) et l'autre au Honduras (2009). À plusieurs égards et, particulièrement, concernant la réaction des citoyens, ces coups d'État diffèrent de celui du Guatemala (1993) où on observa une opposition marquée aux mesures anti-démocratiques. Alors que les Péruviens affichèrent un soutien important au président Alberto Fujimori (l'instigateur du coup d'État civil), les Honduriens, eux, se montrèrent plutôt divisés face aux mesures adoptées afin de déloger du pouvoir le président Manuel Zelaya. En dépit des différences, il est intéressant de noter que la variable conjoncturelle joue un rôle essentiel afin de comprendre les réactions des citoyens. Si la menace terroriste et le désenchantement envers les institutions de l'État favorisèrent grandement Fujimori, l'intervention musclée et inconstitutionnelle contre Zelaya ainsi que la réputation discutable de son successeur divisèrent les Honduriens en des camps distincts.

3.5.1 Le *fujigolpe* : un exemple de coup d'État cautionné par un grand nombre de citoyens

Le 5 avril 1992, en soirée, les stations de télévisions péruviennes reçurent l'ordre de diffuser un message du président Alberto Fujimori dans lequel il informait les citoyens des procédures qu'il entamait afin de « réorganiser » les sphères du pouvoir. Dans les heures qui suivirent, la constitution allait être suspendue, les activités du Congrès, interrompues, des juges de la Cour suprême, renvoyés, et plusieurs membres de l'opposition, arrêtés. Le président justifia ses actions par le besoin d'instaurer un « gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale » (Conaghan, 2005 : 29). En dépit des bouleversements radicaux qu'il imposa, Fujimori rencontra peu d'opposition à ses projets. Au contraire, une importante majorité de citoyens approuvèrent le coup d'État civil du président (Maureci, 1995 : 7). Les raisons de cet appui s'expliquent en grande partie par un ensemble de facteurs conjoncturels.

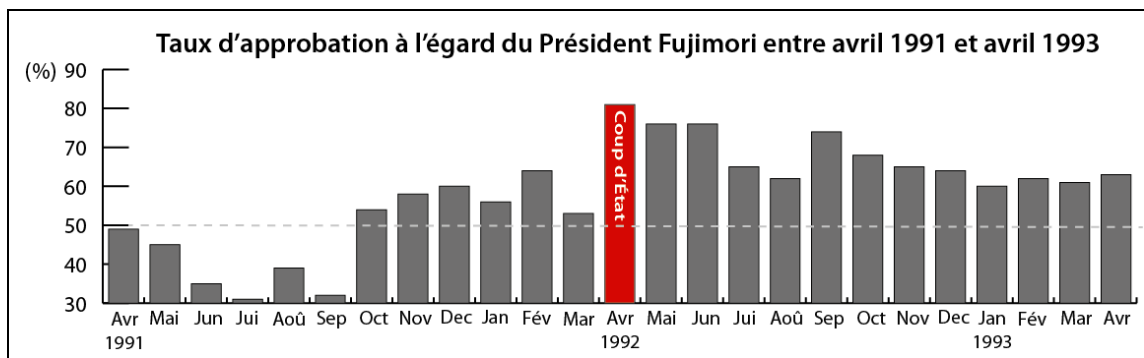
Le coup d'État de 1992 se produisit dans un environnement marqué par une forte hostilité populaire à l'endroit du système de représentation politique (Panfichi, 1997 : 230). Cette hostilité était étroitement liée à la profonde insatisfaction que ressentaient les citoyens envers les partis traditionnels dont la réputation était lourdement entachée par de nombreux cas de corruption et par leur incapacité à trouver des solutions aux graves difficultés économiques¹¹⁸ que connaissait le pays. En fait, dès son élection en 1990, les électeurs avaient « adopté » Fujimori, un *outsider* qui prétendait pouvoir gouverner librement, sans avoir les mains liées par des intérêts partisans. Le capital politique dont tirait profit Fujimori avait aussi une origine institutionnelle : aux yeux de plusieurs citoyens, il était convenu de faire confiance à un homme fort et indépendant puisque les institutions (judiciaires et législatives) étaient jugées inefficaces et répondant uniquement à des intérêts personnels. D'ailleurs, dans les semaines précédant le *golpe*, les sondeurs avaient décelé des indices montrant une opinion publique de plus en plus favorable au président et très irritée par l'immobilisme des institutions. En effet, alors que le chef d'État était soutenu par 50% de la population, le parlement et les pouvoirs judiciaires souffraient d'un discrédit, bénéficiant de l'appui de moins d'un Péruvien sur cinq (« Una encuesta que respalda a Fujimori ». *Expreso*. 9 avril 1992, p. A5).

Dès le début de son mandat, Fujimori avait pris l'habitude d'attaquer l'opposition politique et les institutions de l'État en les accusant de ne répondre qu'aux intérêts de leurs dirigeants, « des groupes privilégiés » (Fujimori, 1992). Selon lui, autant le Congrès que la Cour suprême faisaient obstruction aux réformes destinées à stabiliser l'économie et à protéger la population des violences grandissantes orchestrées par le Sentier Lumineux et d'autres groupes rebelles. Le manque de confiance envers les partis traditionnels, l'impression que les institutions refusaient sans raison de collaborer avec le président, la paralysie institutionnelle provoquée par les fortes tensions entre Fujimori et le Congrès, la

¹¹⁸ Dans son livre sur les « mirages de la démocratie » péruvienne, Martín Tanaka rappelle que même si l'inflation avait considérablement diminué dans les premiers mois de l'administration de Fujimori, elle restait importante dans les mois précédant le coup d'État. Alors que la hausse des prix était de plus de 7000% en 1990, elle atteignit presque 140% l'année suivante. (TANAKA Martín. *Los espejismos de la democracia. El colapso del sistema de partidos en el Perú*. Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 1998, p. 47). Nous pouvons facilement nous imaginer la gravité de la situation pour les ménages à faible revenu, lesquels durent gruger dans leurs économies pour survivre à l'hyperinflation.

popularité du chef d'État et, surtout, le sentiment d'urgence (face à l'insécurité économique et les violences des groupes rebelles qui se faisaient alors sentir en milieu urbain) produisirent un effet incubateur. Si le président décidait d'entreprendre des mesures extraordinaires, plusieurs éléments étaient en place pour qu'un appui lui soit accordé.

Graphique 3.4 « El Chino », un président bien en selle à partir de la fin de l'année 1991



Source : TANAKA Martín. *Los espejismos de la democracia. El colapso del sistema de partidos en el Perú*. Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 1998, p. 213. L'auteur se réfère à des données recueillies par la firme de sondage APOYO.

Conscient de sa popularité (et de l'impopularité des juges et des législateurs), Fujimori procéda à la fermeture du Congrès et de la Cour suprême. Pour l'instigateur du coup d'État¹¹⁹, cette intervention musclée dans le domaine politique et judiciaire n'avait rien d'autoritaire. En fait, dans l'une de ses communications, Fujimori déclara que les mesures mises en place n'avaient aucunement pour objectif de rompre la démocratie, mais qu'elles étaient plutôt destinées à « briser la chaîne de la corruption » qui existait (Cameron, 1994 : 153). Le coup d'État était ainsi dépeint comme une intervention qui permettrait de réformer des institutions au sein desquelles la politocaille et les intérêts

¹¹⁹ Évidemment, en aucun moment le principal concerné ne qualifia ses mesures de « coup d'État ». Partisane ou craignant de subir les contrecoups des changements imposés, plusieurs journalistes évitèrent aussi de parler de coup d'État pour décrire les bouleversements que connaissait le pays. La conjoncture ou plutôt, le représentation de la conjoncture, était favorable au président. Les lecteurs intéressés par le thème de la réaction de la presse au *fujigolpe* sont invités à consulter l'article suivant : WOOD David. « The Peruvian Press under Recent Authoritarian Regimes, with Special Reference to the autogolpe of President Fujimori ». *Bulletin of Latin American Research*, 2000, vol. 19, n° 1, p. 17-32.

partisans occupaient trop de place et, éventuellement, d'instaurer une « démocratie légitime et efficace » (Conaghan, 2005 : 30).

Dans son allocution télévisée le jour du coup d'État, le président affirmait ainsi vouloir tourner la page sur « une dictature », un « vieil ordre pourri » une « démocratie trompeuse » qui prenait en otage les honnêtes citoyens et les fonctionnaires de l'État bien intentionnés¹²⁰. Les moyens entrepris, insista le président dans son message à la nation, ne seraient que « temporaires » et faisaient partie d'un plan plus large auquel les citoyens étaient appelés à prendre part et à éventuellement ratifier lors d'un référendum.

Dans un pays où les sondages faisaient partie du paysage politique depuis quelques années, les enquêteurs ne perdirent pas de temps à réagir à l'actualité. En fait, dès le lendemain du coup d'État, les sondeurs étaient dans les rues des grandes villes afin de prendre le pouls de la population. Les sondages effectués (principalement par une firme privée) démontrèrent un appui important au président : plus de 75% des Péruviens interrogés affirmèrent soutenir les mesures mises en place (Dabène, 2006 : 53 et 1997 : 139). Alors que les sondeurs questionnèrent les habitants de six villes (situées dans le nord, le centre et le sud du pays), ils conclurent qu'entre 73 et 89% des citoyens étaient favorables à la dissolution du parlement (Pérez Crespo, 2010). Lorsque les sondeurs interrogèrent les Péruviens sur la réorganisation du pouvoir judiciaire, ils obtinrent aussi un niveau de soutien très élevé (Conaghan, 2005 : 33), laissant ainsi croire à une quasi unanimité sur le sujet auprès des sondés interrogés. Les résultats très favorables des enquêtes réalisées dans les jours suivant le coup d'État amenèrent Fujimori à conclure que « tous les secteurs » (Fujimori, 1995) de la société, et même l'opposition, le soutenaient dans ses démarches.

Il est intéressant de souligner qu'aux yeux de nombreux citoyens, les mesures d'exception n'avaient rien de nuisible à la démocratie. Alors que 50% des sondés opinaient que le Pérou demeurerait malgré tout une démocratie, 45% des Péruviens estimaient que le régime post-coup était plus démocratique que le régime précédent l'*autogolpe* (Kenney, 2004 : 206 et 212). L'appui et la satisfaction aux mesures autoritaires n'étaient toutefois pas sans confins ou sans

¹²⁰ Les lecteurs intéressés peuvent facilement voir et écouter plusieurs allocutions historiques du président, disponibles sur le site vidéo *YouTube*.

condition. Même si les Péruviens et leur président s'entendaient sur le bienfait des mesures, ils partageaient toutefois des opinions différentes sur les répercussions que devaient avoir ces dernières à moyen et à long terme. Par exemple, alors que plus de sept individus sur dix approuvaient les mesures d'urgence prises par Fujimori, une proportion à peu près égale désapprouvait la poursuite de l'ordre non constitutionnel (Conaghan, 2005 : 38). Quant à la possibilité d'annuler les élections municipales prévues pour plus tard en 1992, 85% des péruviens s'y montrèrent défavorables (Conaghan, 1995 : 243)¹²¹.

Il y a lieu de croire que, même s'il fut important, l'appui au coup d'État n'était en rien un chèque en blanc que signaient les électeurs au président. Certains éléments démontrent que le retour à la normale, ou du moins l'apaisement des tensions entre Fujimori et les institutions, entraînaient un changement dans les priorités des citoyens. Rappelons par exemple que les électeurs qui habitaient les zones urbaines défavorisées, et qui portèrent Fujimori au pouvoir en 1990, se montrèrent parmi les plus critiques au pays envers les changements constitutionnels proposés par le chef d'État lors de la consultation populaire de 1993 (Roberts et Moises, 1998 : 225). Soulignons aussi qu'à l'échelle régionale, les électeurs de six des vingt-cinq départements rejetèrent les changements constitutionnels qui leur étaient soumis. Même s'il bénéficiait d'un taux d'approbation de 65% le mois où le référendum eut lieu, Fujimori remporta son pari mais sans toutefois compter sur un enthousiasme débordant. Alors que 48% des votants appuyèrent les réformes constitutionnelles, 43% d'entre eux les rejetèrent et 9% annulèrent leur vote où insérèrent un bulletin non complété dans les urnes. Deux ans plus tard, lors d'un scrutin, Fujimori était néanmoins facilement reconduit dans ses fonctions.

¹²¹ Nous pouvons établir un parallèle entre ces comportements et ce que constatait Nancy Bermeo sur l'appui au coup d'État chilien de 1973. Comme elle le soulignait la politologue : « Le fait que le coup d'État du 11 septembre ait été suivi d'une mobilisation de l'opposition [au président déchu]... amenèrent plusieurs observateurs à conclure que le Chilien moyen avait abandonné sa loyauté aux institutions démocratiques pour embrasser la dictature. Ceci n'est qu'une demi-vérité. Même si certains Chiliens ont tourné le dos à la démocratie (et que certains n'ont de toute façon jamais été loyaux envers celle-ci), la majorité des Chiliens ordinaires ne souhaitaient pas l'institutionnalisation d'une dictature militaire en 1973 ». (BERMEO Nancy. *Ordinary People in Extraordinary Times. The Citizenry and the Breakdown of Democracy*. Princeton : Princeton University Press, 2003, p. 166)

Une analyse des événements pourrait mener à voir l'approbation d'une nouvelle constitution (dont l'une des caractéristiques était de donner plus de pouvoir à l'exécutif) et la réélection du président comme une marque de légitimation des mesures adoptées en avril 1992. Bien que cette analyse soit pertinente, nous ne pouvons écarter un certain nombre d'éléments contextuels. D'abord, lors des campagnes référendaire (1993) et électorale (1995), Fujimori marqua des points auprès de l'électorat notamment en s'attaquant avec succès à la question du terrorisme et de l'insécurité. De près de 3500 morts violentes l'année où le dirigeant arriva au pouvoir, le nombre de victimes diminua de façon considérable, et en peu de temps (Pérez Crespo, 2010). Malgré l'utilisation de la force et l'emploi de techniques peu soucieuses du droit pour affaiblir les groupes rebelles, la diminution du nombre d'homicides (et l'amélioration des conditions de vie que cela signifiait) contribuèrent à maintenir l'appui envers le président. L'arrestation très médiatisée du chef du Sentier Lumineux, Abimael Guzmán à la fin de 1992 vint confirmer la détermination et le succès du président en matière de sécurité. Dans d'autres domaines, comme nous le rappelle Cécile Lavrard-Meyer (2011), l'État augmenta considérablement ses ressources afin de lutter contre la pauvreté. Le président s'assurait de récolter les fruits de ses investissements en distribuant lui-même les ressources destinées aux moins nantis. Finalement, sur la scène politique, le gouvernement réussissait à marquer plusieurs points sans être véritablement importuné par l'opposition, les membres de cette dernière peinant à retrouver la confiance des citoyens et à s'imposer comme une alternative crédible. Cette situation prédomina jusqu'en 2000, année où Fujimori dut abandonner le pouvoir, incapable de contourner les règles constitutionnelles afin d'effectuer un troisième mandat.

Le cas péruvien nous rappelle un certain nombre de choses concernant l'appui des citoyens aux mesures extraordinaires. Dans un premier temps, le soutien à des mesures, tel un coup d'État, est étroitement lié à la conjoncture. En d'autres mots, une situation difficile et menaçante doit se produire afin que les citoyens donnent majoritairement leur appui à des modes d'actions aux répercussions nuisibles à la démocratie. Par ailleurs, pour que ce soutien devienne possible, l'instigateur des mesures doit être largement perçu comme étant crédible tandis que la « cible » des actions menées doit, en contrepartie, être une source d'aversion ou de peur chez les citoyens. L'aspect contextuel de l'appui implique par le fait même que l'appui aux mesures proposées aura une

temporalité courte. Une fois le retour à la normale assuré, il est improbable que les citoyens soutiennent la poursuite des politiques d'exception. En parallèle, observons que le soutien à des mesures extraordinaires, du point de vue des citoyens, est d'abord perçu comme une fin plutôt qu'un moyen. Si les citoyens et les leaders aux tendances peu démocratiques s'entendent sur le bienfait de politiques autoritaires, ils auront des opinions divergentes sur l'objectif ultime de celles-ci. Alors que les citoyens tendent à voir les mesures comme une façon de mettre fin (ou prévenir) à une situation difficile et menaçante, les instigateurs de ces mesures pourront croire en leur potentiel réformateur.

3.5.2 Le coup d'État de 2009 au Honduras : un évènement politique diviseur

À l'aube du 28 juin 2009, le Honduras est le théâtre d'un coup d'État, le premier à avoir lieu dans ce pays depuis les années 1970. L'armée fait irruption dans la résidence du président Manuel Zelaya. Celui-ci est contraint, dans les heures qui suivent, et en dépit de la constitution qui interdit d'expatrier un citoyen hondurien, de monter dans un avion en partance pour l'étranger. Le coup d'État a des apparences d'une « transition » politique normale puisque les putschistes affirment que Zelaya a signé une lettre de démission où il évoque, entre autres, des motifs de santé pour se retirer du pouvoir (voir Annexe 10). Plus tard, dans la journée, le Congrès se réunit afin d'organiser la succession de Zelaya. La majorité des élus acceptent, comme le prévoit la constitution lorsqu'aucun vice-président n'est en poste, que Roberto Micheletti, président du Congrès, termine le mandat du président déchu. Tout comme Zelaya, le nouveau président appartient au Parti libéral (PL), formation qui, dans un climat de fortes tensions politiques, avait finalement décidé – au détriment et à la grande insatisfaction de Micheletti – que l'ancien vice-président de Zelaya serait candidat du PL au scrutin présidentiel prévu quelques mois plus tard.

Contrairement au cas péruvien, les citoyens refusèrent de cautionner le coup d'État. Toutefois, comparativement au cas guatémaltèque, ils ne s'y opposèrent pas avec autant de conviction. En fait, il serait juste de dire que les Honduriens, bien que majoritairement opposés au coup d'État, se montrèrent plutôt divisés. Il y a lieu de croire que cette réaction fut provoquée par des facteurs d'ordre conjoncturel qui contribuèrent à la fois à miner et à alimenter

l'appui des citoyens au coup d'État. Rappelons par exemple que malgré l'ire que Zelaya provoqua dans plusieurs dossiers avant d'être forcé à l'exil, ce dernier fut, lors du coup d'État, victime de mesures d'une rare exception qui entraînèrent des bouleversements politiques considérables à court et moyen termes.

Le contexte dans lequel se produisit le putsch de juin 2009 était marqué d'importantes tensions entre le président Zelaya et les institutions de l'État. Ces tensions atteignirent un leur paroxysme à la fin juin lorsque le président congédia le chef des armées qui, lui, s'opposait à collaborer à la tenue d'un référendum qui aurait pu ouvrir la voie à des réformes constitutionnelles permettant à Zelaya de revenir au pouvoir après quelques années à l'écart de la présidence. Frustré par le chef des armées, le président chercha une façon d'assurer la tenue du référendum, et ce, même si la cour suprême s'y opposait. Il est important de rappeler qu'en dépit des différends entre le président et les institutions, les tensions concernaient d'abord et avant tout les élites du pays. Même si Zelaya obtenait un certain succès à mobiliser ses soutiens afin de forcer la collaboration des institutions, il semblait improbable que la situation dégénère et provoque une grave crise sociale. Souhaitant cependant prévenir de plus importants tumultes, les militaires, munis d'un mandat d'arrestation contre le président, forcèrent Zelaya à quitter le pays.

L'intromission de l'armée dans les affaires politiques mit fin au mandat du président de façon prématurée. Sans prétendre que Zelaya fut l'artisan de son propre malheur, soulignons que son renvoi succéda à une série d'évènements qui polarisa la population et fomenta la discorde à l'endroit du président. Le mandat de Zelaya fut en effet marqué de plusieurs évènements « irritants » qui eurent des conséquences négatives sur l'image du président tout en provoquant beaucoup d'animosité à son égard. Par exemple, le style populiste du chef (ce qui inclut la mobilisation de sympathisants à l'extérieur des canaux du PL) et sa décision d'entreprendre un rapprochement avec les pays de l'Alliance bolivarienne (ALBA) irritèrent non seulement l'opposition mais aussi des membres influents au sein du PL.

Si la conjoncture politique était difficile et défavorable pour Zelaya, elle risquait toutefois peu de devenir menaçante pour les citoyens. La faible popularité du chef d'État, en fin de mandat, et les divisions au sein du PL ne permettaient pas non plus au président d'entreprendre des réformes radicales comme le

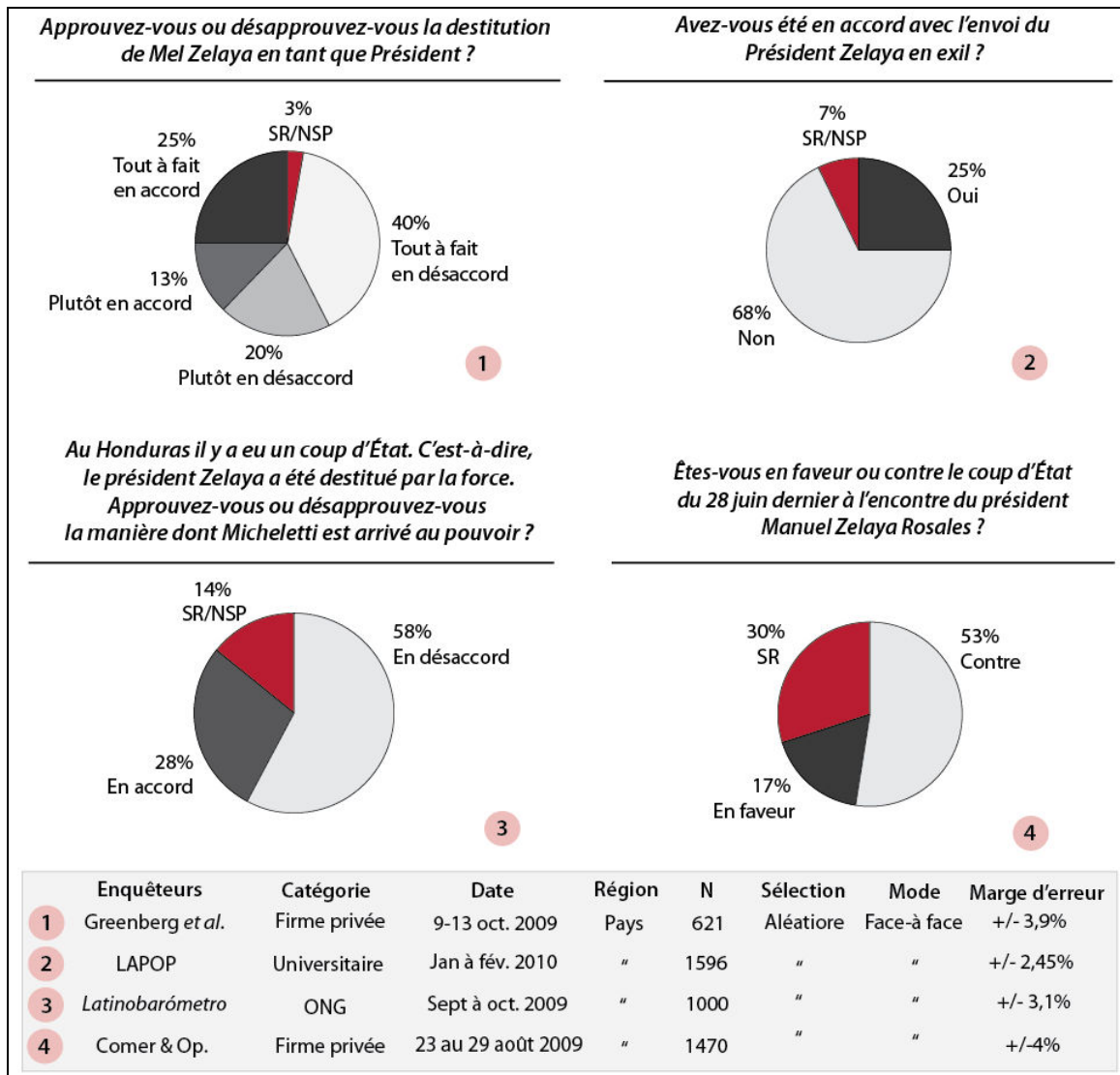
craignaient les opposants de Zelaya. Voyant néanmoins une menace de la part du président, l'armée intervint avec force. Pour sa part, une fois en poste, le successeur de Zelaya purgea le gouvernement de fidèles du président en exil et imposa de nombreuses restrictions à la pratique des droits et libertés, même durant la campagne menant à l'élection de novembre 2009. La réponse du gouvernement *de facto*, ainsi que la manière dont Zelaya fut renvoyé, n'aidèrent point à convaincre un large segment de la population de la pertinence des mesures empruntées.

La division des Honduriens entre ceux qui soutinrent le coup d'État (ou le renvoi de Zelaya) et ceux qui s'y opposèrent s'observa assez clairement dans les enquêtes d'opinion. Deux mois après que Zelaya eut été chassé du pouvoir, un peu plus de la moitié des sondés d'une enquête réalisée par un groupe de consultants, affirmèrent être contre le coup d'État. À l'opposé, 17% des sondés affirmèrent être en faveur de celui-ci. Bien que l'écart entre les deux groupes soit considérable (démontrant une opposition marquée), il faut toutefois interpréter ces résultats avec prudence puisque 30% des sondés refusèrent de s'exprimer ou encore n'avaient pas d'opinion sur le sujet. Cette proportion élevée de sans-réponses peut s'expliquer par le fait que de nombreux sondés ont craint de s'exprimer (Goulet. Mejía, 2010) ou qu'ils ressentirent de l'ambivalence ou de l'indifférence. Interrogés quelques semaines plus tard par le *Latinobarómetro*, la majorité des sondés s'opposèrent de nouveau au coup d'État. Moins timides cette fois-ci, les soutiens au putsch firent cependant entendre leur voix avec plus de force pour faire ainsi grimper les appuis au putsch à 28%.

La division entre les sondés est appréciable même si les opposants au coup d'État étaient environ deux fois plus nombreux que ses soutiens. Cette division est aussi visible alors que, dans le cadre d'une enquête menée par une firme privée internationale, 38% des sondés approuvèrent la destitution du président Zelaya et que 60% s'exprimèrent contre celle-ci. En décortiquant un peu plus ces résultats on remarque qu'il est peut être simpliste de traiter les opinions comme si elles étaient bipolaires. Entre ceux qui affirmèrent fortement approuver le coup d'État (25%) et ceux qui dirent y être clairement opposés (40%) apparaît un groupe « intermédiaire ». Ce groupe est constitué d'un nombre important de citoyens (33%) qui affirment être plutôt en accord avec l'une ou

l'autre des options. Les résultats plus détaillés apparaissent dans le Graphique 3.5.

Graphique 3.5 Les Honduriens et le coup d'État de juin 2009



La distinction entre les soutiens (minoritaires) et les opposants (majoritaires) au coup d'État est également observable au niveau des opinions sur les personnalités « Zelaya » et « Micheletti ». Dans le cadre d'une enquête d'opinion nationale réalisée quatre semaines après le coup d'État, lorsque les sondeurs interrogèrent les Honduriens sur l'image qu'ils se faisaient de Zelaya, ces derniers (du moins ceux qui acceptèrent de s'exprimer sur le sujet) étaient

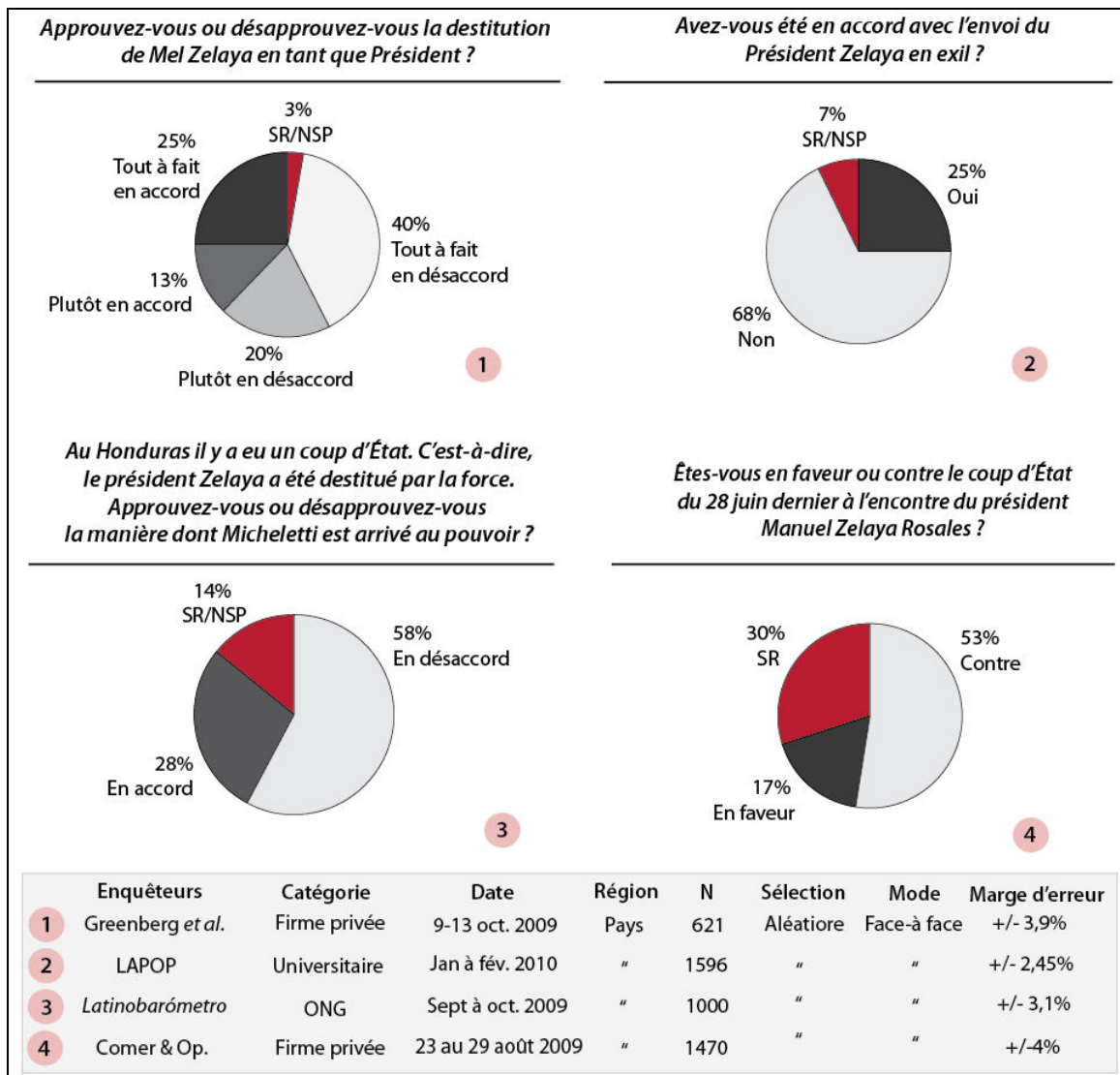
presque également divisés de part et d'autre. En effet, si 42% avaient une image favorable du président déchu, à peine un peu moins se faisaient une image négative de celui-ci. Nouvellement arrivé en poste et actif à imposer des restrictions relatives aux droits et aux libertés, Micheletti ne disposait pas d'autant de sympathie avec moins de 30% des sondés qui avaient une image positive de lui. Cette évaluation est sans doute liée au fait que, toujours selon la même enquête, la majorité des sondés (42%) reconnaissaient plutôt Zelaya comme étant le président du pays.

Plusieurs semaines après le coup d'État, les divisions au sujet de l'image des deux principaux acteurs de la scène politique demeurèrent bien présentes. Avec le temps, les opinions devinrent cependant un peu plus favorables à Zelaya, réfugié dans l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa, qui disait être victime de harcèlement de la part du régime. Si 43% des sondés avaient une excellente opinion de ce dernier, environ la moitié moins des sondés avaient une telle opinion de Micheletti. Sans être impopulaire, le nouveau président semblait générer énormément d'indifférence. En octobre, alors qu'il était très improbable que Zelaya puisse revenir au pouvoir pour terminer son mandat comme il le souhaitait, les sondés firent une évaluation très positive du travail qu'il avait accompli durant son mandat. À l'inverse les opinions étaient plus partagées sur le travail effectué par le président par intérim.

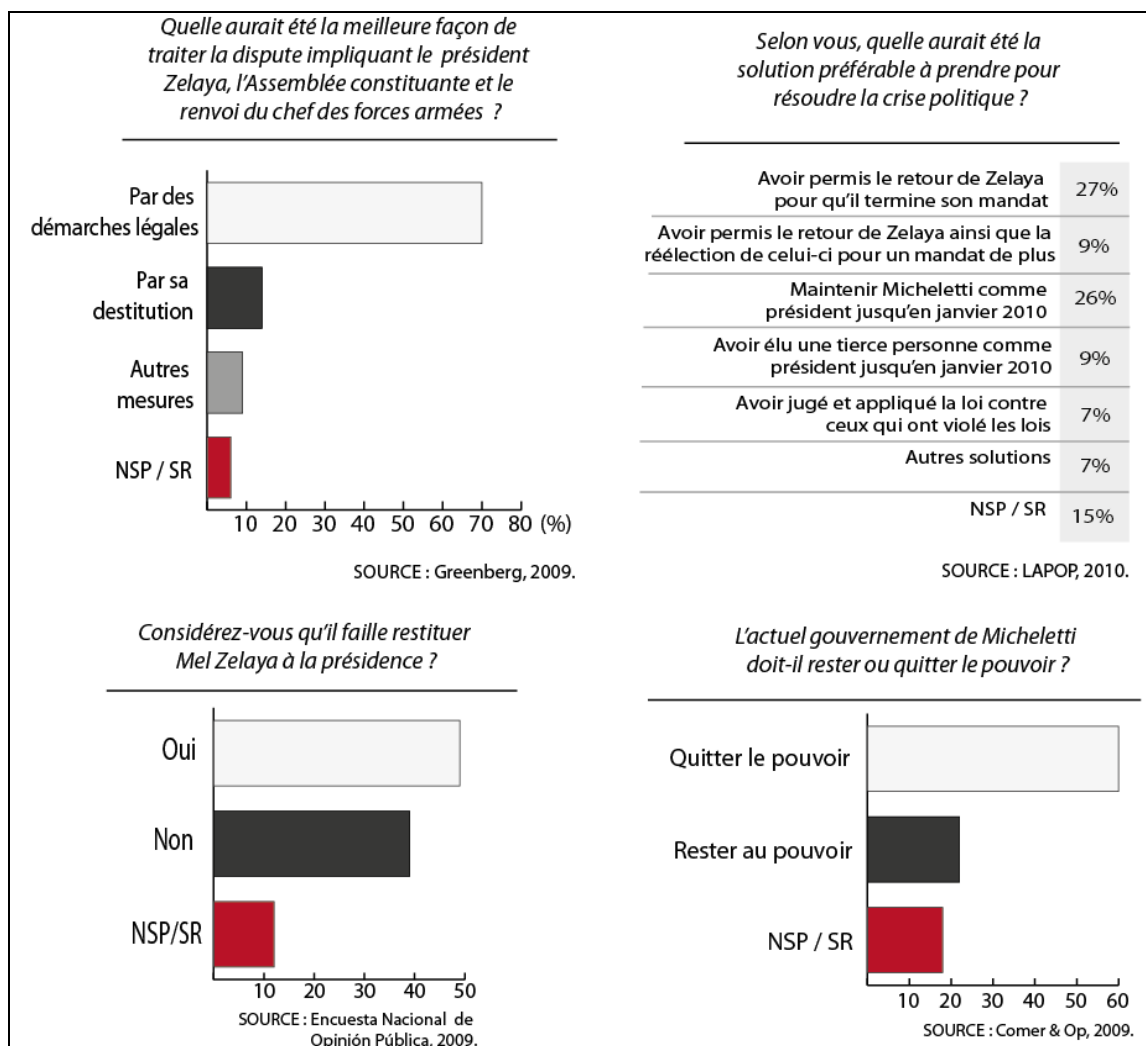
Durant l'épisode politique post-coup, les sondeurs cherchèrent à connaître quelle était, aux yeux des citoyens, la meilleure marche à suivre afin de mettre fin à ce qui ressemblait de plus en plus à une impasse politique. Même s'il avait quitté le pouvoir à un moment où il était impopulaire, la majorité des sondés estimèrent qu'il fallait restituer Zelaya. Divisés sur la question, approximativement 40% des sondés jugèrent plutôt qu'il ne fallait pas procéder à la restitution du chef d'État. Si de nombreux sondés ne souhaitaient pas voir revenir Zelaya à la tête du pays, assez peu d'entre eux affirmaient ouvertement que Micheletti devait rester en poste. Alors qu'on interrogea les sondés sur la façon de traiter la dispute entre les élites politiques, une très forte proportion de citoyens affirmèrent que des démarches légales auraient dû être entreprises contre Zelaya plutôt que de le destituer. Il est intéressant de noter que si le coup d'État et les deux principaux acteurs de la scène politique divisèrent la population, il en était tout autre quant à la nature des démarches qui auraient dû être entreprises contre

Zelaya alors que celui-ci renvoya le chef des armées et tenta d'organiser la création d'une assemblée constituante.

Graphique 3.6 Image et évaluation des deux principaux acteurs impliqués dans le coup d'État



Graphique 3.7 Le coup d'État et la marche à suivre



Comme nous l'avons vu un peu plus haut, le contexte politique favorisa une division de l'opinion publique. Conscient que cette division pouvait avoir des conséquences négatives, le gouvernement *de facto* fit tout son possible pour influencer les opinions et tenter de limiter les torts que pouvait lui causer la mobilisation pro-Zelayalista. En ce qui a trait au façonnement de l'opinion, le gouvernement de Micheletti présenta le coup d'État comme une mesure normale et nécessaire qui s'inscrivait parfaitement dans une optique de promotion de la démocratie. En référence au rapprochement entre Zelaya et les pays de l'ALBA, le gouvernement décrit le coup d'État comme une procédure ayant permis d'éviter l'émergence d'une nouvelle « dictature » (Paramo, 2010 : 118) dans le

continent. Le journal *El Herald*, très critique envers le président en exil, en rajouta en affirmant que Zelaya prévoyait, avant d'être déchu, dissoudre le congrès (15 septembre 2009) et avoir recours à de la fraude électorale afin de promouvoir ses politiques constitutionnelles (28 juin 2009).

Plusieurs élus au congrès étaient aussi décidés à présenter le coup d'État comme une démarche politique normale. La vice-présidente du congrès, Marcia Villeda, semblait convaincue que les législateurs avaient assuré une transition dans les règles de l'art en acceptant une lettre de démission de Zelaya (dont il n'existait pourtant aucune preuve que ce dernier était le véritable signataire). Selon Villeda, ce qui se produisait au Honduras n'avait rien d'un coup d'État, mais était en tout point une transition assurée alors qu'il existait des soupçons voulant que Zelaya ait lui-même violé la constitution au cours de son mandat (« Congreso de Honduras niega golpe de estado [en ligne] ». *El Universal*, 28 juin 2009, [consulté le 28 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.eluniversal.com.mx>).

Pour leur part, les principales institutions jugèrent que le Honduras avait tout simplement connu une « succession présidentielle », et ce, même si un tel évènement, décrit en ces termes, n'a pas de valeur juridique ou constitutionnelle (Orellana, 2009).

3.5.3 Un coup d'État ? Mais quel coup d'État ?

La journée même où le président Zelaya était chassé de son pays, plusieurs membres de la communauté internationale manifestèrent leur inquiétude face au précédent que les autorités honduriennes venaient de créer. Si certaines personnes influentes évitèrent de se prononcer sur la nature exacte des évènements, d'autres n'hésitèrent point à parler de destitution illégale. Parmi les diplomates s'exprimant sur la question, figurait le Secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OÉA) qui, dans les heures suivant l'expulsion de Zelaya de son pays, décrivit les faits comme n'étant rien de moins qu'un « coup d'État militaire »

Même s'il était clair que les évènements n'avaient rien de démocratique ou de constitutionnel, bons nombres de journalistes et de politiciens refusèrent de voir l'évènement du 28 juin 2009 comme un putsch. Après tout, les militaires

assuraient qu'ils avaient rempli un mandat confié par la Cour de justice et rappelaient que la succession présidentielle avait été organisée par les législateurs, tel que le prévoyait la constitution en cas de démission présidentielle. Cette version des faits, bien que tordue, trouva écho dans la population.

Dans l'enquête qu'il mena en janvier et février 2010 (donc six mois après le renvoi de Zelaya et dans les semaines où s'organisa la transition entre le président *de facto* et Porfirio Lobo), le LAPOP interrogea les Honduriens afin de savoir notamment s'ils jugeaient qu'un coup d'État s'était produit dans leur pays. Divisés, 56% des sondés répondaient « oui » et 36%, « non ». Chez les Honduriens, les jeunes furent plus portés que les sondés de soixante ans et plus à croire que le pays avait bien été le théâtre d'un coup d'État. Les personnes âgées de dix-huit à vingt-neuf ans, exposées à un premier putsch au cours de leur vie adulte, semblaient ainsi plus sensibles à la situation que leurs aînés, témoins dans le passé de tumultes politiques maintes fois plus violents. Outre l'âge, le niveau d'éducation affecta aussi les perceptions. Les citoyens sans instruction étaient ainsi moins portés à croire qu'un coup d'État s'était produit que ne l'étaient les diplômés universitaires. Ensuite, les « blancs » se montrèrent plus divisés que les « métis », qui, dans une proportion de 60%, refusèrent de croire que les manœuvres militaires contre Zelaya constituèrent une démarche démocratique.

Des facteurs « plus politiques » entrent aussi en ligne de compte si nous souhaitons comprendre les perceptions. Par exemple, les sondés qui affirmaient être peu ou pas intéressés par la politique étaient plus convaincus que ceux qui s'y disaient intéressés ou très intéressés qu'un coup d'État avait bel et bien eu lieu. Malgré ces différences, c'est surtout lorsqu'on porte attention à l'affiliation partisane des sondés que de profondes brèches apparaissent. Chez les affiliés au PL, la thèse du coup d'État est pratiquement trois fois plus populaire que la théorie « négationniste ». Moins touchés par les déchirements entre les acteurs du PL, les partisans du Parti national (PN) affichaient des perceptions divisées en deux blocs de taille relativement similaires.

Le grand nombre d'indicateurs utilisés dans les enquêtes du LAPOP nous permet d'aller au-delà des analyses primaires. Il est notamment intéressant de

constater que les citoyens qui estiment qu'un gouvernement autoritaire soit parfois préférable à un régime démocratique semblent être plus « permissifs » ou moins « ébranlés » face à un coup d'État que peuvent l'être ceux qui sont indifférents ou qui préfèrent la « démocratie » en toute circonstance. Alors que 44% des sondés qui appartiennent au premier groupe jugèrent qu'il n'y a pas eu de coup d'État au Honduras, cette proportion ne dépasse guère les 37% chez les deux autres groupes. Il est ainsi convenable de souligner que plusieurs sondés qui estiment qu'un gouvernement autoritaire soit parfois préférable, ont une conception large de ce qui peut se produire dans le cadre de la démocratie.

Étrangement, aux yeux des citoyens, un coup d'État peut à la fois être étroitement lié et complètement détaché de la vie démocratique. Cette facette des opinions se reflète dans les attitudes plutôt similaires qu'affichent les sondés qui croient (en général) que l'instauration d'un leader non élu soit souhaitable et ceux qui sont en désaccord avec cette vision des choses. En effet, chez les deux groupes, il n'existe aucune différence en termes d'appui et d'opposition à l'exclusion forcée de Zelaya.

Fait paradoxal, les sondés qui estiment que la « démocratie » est préférable en tout temps, sont plus enclins à croire que les militaires n'ont pas violé la constitution en forçant la démission de Zelaya que ceux qui sont indifférents ou qui sont des « autoritaires d'occasion ». Curieusement, ce sont les « indifférents » (à 49%) qui sont le plus susceptibles de croire que les militaires ont outrepassé leurs fonctions en intervenant dans la sphère politique en juin 2009.

Ces brèves observations nous rappellent un certain nombre d'éléments que nous tentons de mettre en relief dans cette thèse. Premièrement, comme nous le constatons dans ce chapitre, il est courant que les sondés jugent que des manœuvres non-démocratiques s'inscrivent parfaitement dans un cadre de la démocratie. Deuxièmement, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les opinions concernant les nombreuses composantes de la démocratie sont souvent détachées les unes des autres, mettant en doute les arguments voulant que les citoyens pensent, comprennent et voient les différents aspects de la démocratie comme un tout. Finalement, nos observations rappellent l'importance de la qualité des indicateurs utilisés dans les enquêtes d'opinion. Nous le devinons dans le cas du Honduras, il devient inapproprié d'interroger les sondés afin de

savoir ce qu'ils opinent « du » coup d'État alors que bon nombre d'entre eux sont persuadés qu'un tel événement ne s'est jamais produit.

Dans cette section nous avons vu que les Honduriens, bien que majoritairement opposés au coup d'État, étaient divisés face aux événements qui menèrent et succédèrent le renvoi du président Zelaya. Cette division était notamment liée à des facteurs conjoncturels que le gouvernement *de facto* tenta d'ailleurs d'influencer afin de donner plus de légitimité à ses dirigeants. Cependant, alors que passèrent les semaines, la sympathie envers le président déchu grandit mais jamais au risque de forcer Micheletti à démissionner. La courte durée du mandat (juin 2009 à janvier 2010) aura facilité la tâche du gouvernement provisoire.

Même si les Honduriens sont parfois dépeints comme étant « permissifs » envers les mesures anti-démocratiques (Selingson et Booth, 2010 : 127), il semblerait que les faits et les circonstances politiques aient grandement influencé la prise de position vis-à-vis du coup d'État de 2009. Face à de vifs différends entre les institutions de l'État et un président soupçonné d'abus de pouvoir, les citoyens auraient préféré que des démarches légales soient entreprises plutôt que de voir l'armée intervenir avec force. Il est fort possible que la situation aurait été toute autre si une crise majeure avait secoué le pays et qu'un leader populaire s'était imposé pour calmer le jeu. Dans les faits, la population était plutôt opposée au président *de facto*, d'autant plus que l'arrivée du nouveau chef d'État apporta son lot de désordre et de manifestations violentes. Dans le cas du Honduras en 2009, si permissivité il y eut, elle semble avoir été causée par une aversion profonde pour Zelaya ressentie par environ un quart de la population et une impression que le renvoi de ce dernier ne représentait pas un geste si éloigné des procédures démocratiques.

3.6 Conclusion

Même si le but premier de ce chapitre n'est pas de faire une analyse comparée des coups d'État de 1993 au Guatemala, de 1992 au Pérou et de 2009 au Honduras, il est pertinent d'émettre quelques commentaires sur les différences et des ressemblances entre ces trois événements. Au niveau des différences,

nous avons vu que la réaction des citoyens à ces coups d'État différa considérablement d'un pays à un autre. Alors que, dans le cas du Guatemala, les citoyens s'opposèrent fortement au putsch, au Honduras ils furent plus divisés lorsque les militaires forcèrent le président Zelaya à l'exil. À l'opposé, les Péruviens démontrèrent en grand nombre leur soutien à Fujimori lorsque celui-ci procéda à l'*autogolpe* de 1992.

La variable conjoncturelle explique en grande partie la différence entre la réaction des citoyens d'un pays à un autre. Si le Pérou est le pays où l'appui au coup d'État était le plus important, il est aussi l'endroit qui connut la pire crise politique, où les citoyens craignaient le plus pour leur sécurité et où l'instigateur des mesures anti-démocratiques jouissait de la meilleure crédibilité. La situation au Guatemala et au Honduras n'était en rien analogue, notamment au niveau des difficultés politiques entourant les coups d'État et de la crédibilité des acteurs qui tentèrent d'imposer leurs pouvoirs politiques. Dans un cas comme dans l'autre, même si des turbulences sociales apparurent dans les semaines précédant le putsch (laissant entrevoir le déroulement d'une grave crise), les citoyens semblaient conscients que la cause des difficultés que connaissaient leurs pays était principalement liée à des histoires de règlements de comptes entre les élites politiques. À défaut d'une « réelle » crise, d'acteurs crédibles et d'avoir épuisé toutes les solutions institutionnelles, les coups d'État guatémaltèque et hondurien reçurent beaucoup moins d'appui qu'au Pérou. Au Guatemala, les mesures extraordinaires prises par Serrano provoquèrent même une forme de cohésion sociale en faveur de la démocratie et de la constitutionnalité.

En dépit des différences entre les cas examinés, il existe des ressemblances frappantes. Par exemple, tant au Guatemala qu'au Pérou et au Honduras, les acteurs qui tentèrent d'imposer leur pouvoir par la force prétendaient agir au nom et en défense de la démocratie. Cette stratégie est en fait une manière de façonner la réalité (la conjoncture), notamment en laissant croire aux citoyens que les coups d'État visaient d'abord à protéger les pays face à une dangereuse menace ou une dérive autoritaire. Il est intéressant de relever que cette stratégie peut contribuer à accroître le soutien envers les mesures extraordinaires notamment aux yeux de citoyens qui sont portés à croire qu'un putsch n'est pas nécessairement un évènement lourd en conséquences négatives ou contraire à la démocratie.

Les discussions sur le temps court de l'appui aux mesures extraordinaires tentent précisément de nous aider à comprendre des phénomènes complexes. En nous penchant sur des questions d'ordre théorique, nous avons vu en première partie de ce chapitre de quelle façon les opinions en faveur ou contre les mesures anti-démocratiques peuvent évoluer en fonction du contexte. À ce sujet, il est pertinent de croire que de nombreux citoyens évaluent les options et les politiques qui leur sont présentées en fonction du contexte ou d'un « point de référence ». Par exemple, plus une situation se fera menaçante aux yeux des citoyens, plus il est envisageable que ceux-ci appuieront des mesures extraordinaires pouvant avoir des conséquences néfastes sur la démocratie. Cependant, si cet appui se matérialise, il sera probablement de courte durée puisqu'il visera d'abord à corriger une situation perçue comme étant dangereuse plutôt qu'à enclencher des réformes qui auront de grandes répercussions à long terme. En contrepartie, si les mesures empruntées par les dirigeants sont jugées excessives, il est possible que les citoyens s'unissent contre ceux-ci.

Une façon de mesurer l'appui des citoyens à des solutions divergeant de l'idéal démocratique consiste à utiliser les sondages d'opinions. Dans le cas de l'étude des opinions, nous avons vu que face à des situations hypothétiques où l'option d'appuyer un coup d'État est évoquée, les Guatémaltèques tendent généralement à opter pour la démocratie ou à être quelque peu ambivalents envers celle-ci. Nous avons observé d'importantes variations au niveau des réponses d'une question à une autre, rendant ainsi « l'option autoritaire » plus envisageable dans certaines circonstances (par exemple, face à une poussée de criminalité) que dans d'autres (par exemple, en cas de manifestations sociales). Bien qu'émisses en réponse à des situations hypothétiques, les opinions exprimées dans les sondages sont intéressantes notamment puisqu'elles démontrent de sérieuses réserves quant à l'efficacité de la démocratie face à certaines situations.

Dans ce chapitre, nous avons examiné les opinions sur les mesures extraordinaires en nous basant notamment sur des résultats de sondage. Nous avons vu que les événements peuvent largement influencer les citoyens. L'influence des circonstances peut à la fois avoir un effet bénéfique et défavorable sur la démocratie. Il est ainsi tout à fait normal que les comportements des citoyens face à des difficultés sociales et politiques seront

dans certaines circonstances plus ou moins portés vers la démocratie et la constitutionnalité, du moins comparativement à la lecture des sondages d'opinions que peuvent faire certains analystes¹²². Dans le cas du Guatemala, il peut sembler paradoxal d'observer, comme nous l'avons fait, que les citoyens se sont très majoritairement opposés au coup d'État de 1993 alors que ces derniers sont souvent dépeints comme ayant de nombreuses affinités avec les valeurs autoritaires (cf. chapitre 1 de cette thèse).

Dans le prochain chapitre, nous nous intéresserons aux opinions qui sont plus « stables », c'est-à-dire à des attitudes vis-à-vis de la démocratie qui tentent à être moins influencées par les événements. Nous nous éloignerons ainsi de la question des appuis aux mesures extraordinaires afin d'accorder une attention au soutien des Guatémaltèques envers les valeurs démocratiques (l'appui à la liberté d'expression, aux idéaux liés à la participation politique, etc.). D'une analyse donnant une importance primordiale au contexte (le temps court), nous passerons à une analyse axée sur l'articulation entre les opinions sur des valeurs connues comme étant plus statiques (le temps long).

¹²² Les lecteurs sont invités à consulter le chapitre de Georges Couffignal dans *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?* où il émet des commentaires fort pertinents sur les différences entre, d'une part, les comportements électoraux qui témoignent d'une volonté démocratique et, d'autre part, les interprétations plus sombres sur les opinions présentées par les analystes et les sondeurs d'opinions. (COUFFIGNAL Georges. « 2006 : Anciens et nouveaux élus ». *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?* / ed. par Olivier DABÈNE. Paris : Les presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, p. 332-333).

CHAPITRE 4

L'appui aux principes
de la démocratie.
Le temps long des opinions.

Les citoyens peuvent être prêts à admettre que la majeure partie de leurs concitoyens devraient avoir la possibilité d'exprimer leurs opinions sur des problèmes politiques et organiser des réunions. Mais leur réaction aux groupes qu'ils perçoivent comme extrémistes ou menaçants est un autre problème. Lorsque leur degré de tolérance est soumis à rude épreuve, quand il leur est demandé de soutenir les droits de ceux qu'ils détestent vraiment, leur apparente adhésion à la tolérance se révèle illusoire.

Paul Sniderman et Simon Jackman
Intolérance et culture politique, 2002

Dans le chapitre précédent nous nous sommes intéressés à la volatilité des opinions. Plus précisément, nous avons examiné de quelle manière l'appui à la gouvernance démocratique pouvait momentanément se transformer en fonction du contexte sociopolitique. Toujours intéressés par les questions de temporalité et de demandes des citoyens pour la démocratie, nous poursuivons notre analyse mais en nous concentrant sur une autre facette des opinions

4.1 Introduction

Dans le présent chapitre, nous portons une attention particulière à l'appui à la démocratie dans une optique de stabilité et de temporalité longue. Nous nous concentrons sur la résilience des points de vue sur les principes de la démocratie ainsi qu'à l'articulation entre les opinions. Dans cette thèse nous avons vu que les attitudes peuvent évoluer radicalement sur une courte période de temps. La

transformation des opinions est étroitement liée aux circonstances et à la « lecture » que font les citoyens des évènements. Si la discussion que nous engageons dans ce chapitre, en nous intéressant à la stabilité des valeurs, peut sembler incompatible avec ce que nous avons vu précédemment, il en est tout autre. Au nombre des liens entre les caractéristiques de volatilité (temps court) et de stabilité (temps long) des opinions figure la grande flexibilité que démontrent les citoyens dans leurs manières de se positionner vis-à-vis la démocratie. Alors que dans le temps court cette flexibilité peut se manifester par un appui simultané à cette dernière *et* à un gouvernement *golpista*, dans le temps long elle peut prendre la forme d'un soutien aux principes généraux (le vote, la liberté de parole, etc.) de la démocratie *et* une opposition à la participation de certains groupes de la société dans les affaires politiques. Comme nous le verrons dans ce chapitre, il est inadéquat de penser qu'en général les citoyens prennent position sur la démocratie « en bloc »¹²³, c'est-à-dire en acceptant ou en rejetant tout ce qui y est rattaché. Plutôt, il est convenable de croire que la plupart des citoyens énoncent des opinions « à la pièce », en isolant presque chaque aspect de la démocratie et en émettant des réserves lorsque les droits qui leurs sont présentés ont pour but de protéger des groupes envers lesquels ils sont intolérants.

La première section de ce chapitre traite de l'aspect théorique de la stabilité des opinions. Comme nous le verrons, si les points de vue peuvent rapidement se transformer, ils peuvent tout aussi bien démontrer une étonnante durabilité. Nous proposerons que la stabilité des attitudes quant aux principes de la démocratie soit étroitement liée à la résilience des valeurs sur lesquelles elles reposent. Façonnées à des moments précis, les opinions et les valeurs peuvent connaître de longues périodes de stabilité, à moins que des évènements inhabituels ne viennent « perturber » les citoyens ou que ceux-ci ne se placent

¹²³ Cette expression est empruntée à Daniel Boy et Elisabeth Dupoirier. (BOY Daniel et DUPOIRIER Elisabeth. « Is the Voter a Strategist? » *The French Voter Decides* / ed. par Daniel BOY et Nonna MAYER. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1993, p. 164). Par ailleurs, pour reprendre les termes de Nonna Mayer (MAYER Nonna. *Sociologie des comportements politiques*. Paris : Armand Colin, 2010, p. 99), les citoyens, lorsqu'ils énoncent des points de vue sur la démocratie, sont souvent « indépendants ». Comme les électeurs qui ne sont « ni à gauche ni à droite », ils prennent bien souvent position par rapport aux droits démocratiques sans respecter une idéologie ou des normes précises.

dans des situations où ils sont amenés (consciemment ou inconsciemment) à réévaluer leurs positions.

Le temps long de l'appui à la démocratie est lié à des considérations temporelles mais il ne se limite pas à cela. Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous étudierons l'assemblage des attitudes. Plus précisément, nous nous pencherons sur l'articulation entre les points de vue concernant les principes de la démocratie. L'intérêt pour un tel sujet n'est en rien étranger au fait que la grande majorité des citoyens affichent des points de vue qui sont à la fois démocratiques et non-démocratiques. Nous tenterons de comprendre quels sont les liens entre ces opinions « opposées » en nous référant à la notion d'ambivalence, un exercice rarement effectué dans l'étude des comportements en Amérique latine. Notre discussion nous mènera, dans la section suivante, à élaborer un schéma où sera exposée une double logique que nous nommons le raisonnement vertical et horizontal. Nos recherches nous aideront à comprendre de quelle façon les sondés guatémaltèques arrivent à émettre des points de vue « inconséquents » ou « fluctuants »¹²⁴.

Dans la dernière partie de ce chapitre nous nous penchons sur les particularités des opinions exprimées par les Guatémaltèques. En nous référant à la logique de raisonnement vertical, nous déterminerons dans quelle proportion les sondés font preuve de « cohérence » dans leurs points de vue sur des enjeux abstraits et des questions concrètes sur la démocratie. Nous verrons que les Guatémaltèques ne sont pas nécessairement plus ou moins ambivalents que les sondés des autres pays de la région. En faisant allusion à la logique de raisonnement horizontal, nous évaluerons dans quelle proportion les sondés sont disposés à soutenir ou à s'opposer aux droits de groupes déterminés. Nous verrons qu'il semble exister au Guatemala une faible disposition à accepter que les personnes qui critiquent le gouvernement puissent prendre part au jeu politique.

Dans ses enseignements sur la démocratisation, le politologue Guillermo O'Donnell avance que de nombreux pays se trouvent dans une sorte de « zone

¹²⁴ Le terme est emprunté à Torres-Rivas et Rodas, qui donnent le surnom de « fluctuants » aux Guatémaltèques qui affichent des valeurs libérales et non libérales. (TORRES-RIVAS Edelberto et RODAS Francisco. *Percepción ciudadana de la democracia*. Ville de Guatemala : Programa de la Naciones Unidas para el Desarrollo, 2007, p. 13).

grise » (1999: 175) où des facettes de leur régime politique s'apparentent à celles de démocraties établies depuis longtemps alors que d'autres éléments rappellent leur passé autoritaire. Ce principe de « zone grise » peut aussi s'appliquer aux attitudes. Si à certains niveaux les Guatémaltèques affichent des points de vue démocratiques, à d'autres niveaux ils le font avec beaucoup de réticence. Puisque l'ambivalence concernant la démocratie n'est en rien une spécificité du Guatemala, notre travail consiste à découvrir à quel endroit de la zone grise se trouvent les sondés de ce pays. Comme nous l'avons fait auparavant, nous tentons d'en connaître davantage sur les opinions en procédant à des comparaisons entre les pays d'Amérique centrale et en décortiquant les attitudes en fonction des différentes strates de la société guatémaltèque.

4.2 Stabilité et temporalité longue des opinions

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que les opinions sur la démocratie peuvent être fortement influencées par les circonstances et, par le fait même, évoluer rapidement. Par exemple, même dans un pays réputé pour la culture démocratique de ses citoyens, l'appui à des mesures autoritaires est envisageable si une crise venait à sérieusement compromettre la stabilité des institutions et la sécurité. La temporalité courte de l'appui à de telles mesures est étroitement liée au contexte dans la mesure où le soutien des citoyens envers des politiques préjudiciables à la démocratie aura tendance à s'estomper avec la normalisation ou la « pacification » de la situation. Cependant, si les opinions liées à la démocratie sont potentiellement changeantes, elles peuvent aussi, lorsqu'elles sont analysées dans une perspective de temps long, être stables et relativement détachées du contexte.

Dans ce chapitre nous nous éloignons de la question des appuis aux mesures exceptionnelles pour nous concentrer sur les opinions des citoyens à l'égard des principes de la démocratie. Plus précisément, nous nous intéressons à la disposition des sondés à appuyer (ou rejeter) les principes — présentés de façon générale ou abstraite — de la polyarchie. Ces principes, tel que l'établit Robert Dahl (1971 : 3) sont : la tenue d'élections justes et libres, le droit de vote universel, le droit de se porter candidat à une élection, la liberté d'expression, l'accès et la diffusion d'informations variées, la liberté d'organisation et l'adoption des politiques par un processus de vote.

Lorsque les sondeurs interrogent les citoyens sur les principes de la démocratie, ils le font généralement à l'aide d'indicateurs qui ne font aucunement référence au contexte. Afin d'émettre une opinion sur ces principes, les sondés pourraient ainsi puiser dans leur « bassin de valeurs » plutôt que de se fier à des critères plus pragmatiques ou contextuels. Sans prétendre que les sondés émettent des opinions uniquement en fonction de leurs valeurs *ou* en procédant à une évaluation des circonstances¹²⁵, il est tout à fait pertinent de croire que, dans la vie de tous les jours, l'expression de l'appui aux principes de la démocratie est un phénomène relativement isolé des circonstances — du moins, beaucoup plus que ne peuvent l'être les prises de position au sujet d'une mesure exceptionnelle tel un coup d'État.

Par le concept de temporalité longue (ou temps long), nous nous intéressons aux opinions qui sont ancrées dans les valeurs et qui auront peu tendance à varier dans le temps. La constance de certaines opinions n'est en rien étrangère à la stabilité relative des valeurs sur lesquelles elles reposent. Celles-ci, que l'on peut définir comme des prédispositions individuelles à accepter ou rejeter certains arguments (Zaller, 1991 : 1216), sont en quelque sorte des instruments qui permettent de prendre position sur divers sujets lorsque, par exemple, des considérations plus pragmatiques ne peuvent être utilisées pour y arriver. Si les valeurs sont souvent la base des opinions, elles sont connues pour leur nature « englobante » notamment en « transcend[ant] des objets spécifiques » (Rokeach, 1968 : 550). La stabilité des valeurs permet ainsi d'opiner sur de nombreux sujets sans procéder à des remises en question ou à des évaluations complètes des thèmes qui sont présentés aux sondés.

Les valeurs permettent ainsi de prendre position sur plusieurs sujets lorsque, pour reprendre les termes de Marcus *et al.*, il n'y a aucune « nouveauté » dans « l'environnement » des citoyens (57 : 2000). En d'autres mots, si aucune crise ou situation déstabilisante ne viennent troubler leur quiétude, les citoyens pourront « compter sur le *statu quo* », une façon, comme le décrivent Marcus *et al.* (2000 : 22), de se fier à leur mode de conduite ou à leur raisonnement habituel. Les valeurs permettent précisément de prendre position lorsque rien d'extraordinaire ne vient perturber le quotidien. En référence aux

¹²⁵ Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 5, où nous nous intéressons notamment au lien entre le temps court et le temps long.

travaux de Lazarsfeld (1948) ou encore à ceux de Moreno (2009), pensons à des situations d'enquête ou à des thèmes de sondages qui ne déclenchaient pas des raisonnements particuliers ou circonstanciels.

Bien qu'il serait périlleux d'affirmer que les opinions sur les principes de la démocratie soient statiques, nous pouvons affirmer que, chez les sondés, elles subiront peu de changements dans le temps. Plus précisément, il est convenable de penser que ce type d'opinions, étroitement liées aux valeurs, se façonne à des « moments charniers » et restent, par la suite, relativement stables durant plusieurs mois, voire des années. Les périodes de transformation des opinions, peu fréquentes au cours d'une vie, tendront à se produire alors qu'une personne est confrontée à de nouvelles idées et/ou un nouveau milieu de vie. La remise en question des valeurs, l'acquisition de nouvelles connaissances et la transformation des points de vue peuvent s'enclencher, par exemple, alors qu'un étudiant décide de quitter son village situé en milieu rural pour se rendre dans la capitale, où il entreprend des études universitaires. Le contact avec un nouvel environnement, plus cosmopolite, ainsi qu'avec divers modes de pensée, suscitera, pour le moins, une réflexion importante sur les valeurs acquises jusqu'à ce moment. Pourrait résulter de cette réflexion une réorientation durable des valeurs et des attitudes¹²⁶.

Si les citoyens peuvent par eux-mêmes se placer dans des situations propices à la transformation de leurs opinions, des changements de société peuvent également venir à eux et produire un effet non négligeable. Dans son étude sur les valeurs aux États-Unis, Rokeach souligne que le mouvement pour les droits civils influença considérablement les Blancs à croire davantage en

¹²⁶ Nous évoquons un exemple de remise en question de valeurs qui a un effet durable mais qui se produit de façon graduelle. Ce type de transformation des opinions rappellera à certains lecteurs les travaux de Paul Lazarsfeld et de ses collègues de l'Université de Columbia. Il y a toutefois une différence importante entre ce que nous proposons et ce que le chercheur Autrichien avançait (notamment lorsqu'il étudia la question de l'influence des pairs). Nous estimons qu'il est pertinent de croire que les citoyens, placés dans un nouvel environnement, procéderont à une évaluation des nouvelles idées auxquelles ils sont confrontés. Une remise en question des valeurs et des opinions pourraient s'en suivre. Dans un livre écrit avec Elihu Katz, Lazarsfeld évoque l'hypothèse que les individus, par souci d'acceptation, auront soudainement tendance à ajuster leurs attitudes lorsqu'ils intègrent un nouveau groupe. (KATZ Elihu et LAZERSFELD Paul. *Influence personnelle*. Paris : Armand Collin, 2008 [1955], chapitre 4). Bien qu'intéressante, cette hypothèse semble sous-estimer les différences entre les discours que peut tenir une personne et ses valeurs et opinions réelles.

l'égalité vis-à-vis de leurs concitoyens noirs (1968 : 235). Mais dans un cas similaire, pour qu'il y ait une transformation des opinions, les citoyens doivent évidemment être ouverts au changement.

Notons que la disposition au changement et la remise en question des valeurs n'ont parfois qu'un effet superficiel sur les attitudes. Les travaux sur l'identité partisane, même s'ils ont à première vue un lien imprécis avec la question qui nous préoccupe ici, sont intéressants à cet égard. L'un des exemples que nous donnent Elizabeth Gidengil *et al.* dans leur étude sur les comportements électoraux au Canada rappelle la nature particulièrement stable de certaines opinions : dans la plupart des cas, les électeurs qui en viennent à voter pour un parti autre que celui auquel ils se disent affiliés le font sans remettre en cause leur allégeance politique (2006 : 7). En d'autres mots, si les événements qui se produisent au cours d'une campagne (ou qui précèdent celle-ci) peuvent influencer les choix « sur papier » que font de nombreux citoyens, il en faut davantage pour transformer complètement les opinions¹²⁷.

La « cristallisation » des opinions et les « effets minimaux »¹²⁸ que peuvent avoir les circonstances (notamment sur les affinités partisans) amènent d'ailleurs certains chercheurs à croire que, dans les études longitudinales, les variations des opinions sont d'abord et avant tout le produit d'erreurs de mesure (Green et Palmquist, 1990 ; Schickler et Green, 1997; Krosnick, 1991). Ce type d'observation, diront certains, est cependant peu utile puisqu'il s'applique à une réalité où le jeu politique est généralement plus stable qu'en Amérique latine. En réalisant une importante étude de panel au Mexique, McCann et Lawson cherchèrent précisément à mesurer l'évolution des opinions alors que ce pays connaissait une transition à la démocratie. Durant une période de six mois au

¹²⁷ Sur la stabilité du vote sur le « tempérament politique » des électeurs, le lecteur est invité à consulter l'analyse que faisait André Siegfried au début du 20^{ième} siècle en France. Voir SIEGFRIED André. *Tableau politique de la France de l'ouest*. Paris, 1995 [1993] : Imprimerie nationale, 636 p.

¹²⁸ Cette expression est traduite de l'anglais et empruntée à Finkel. Voir FINKEL Steven E. « Reexamining the "Minimal Effects" Model in Recent Presidential Campaigns ». *The Journal of Politics*, 1993, vol. 55, n° 1, p. 1-21.

cours de laquelle eut lieu l'élection de l'an 2000, les chercheurs observèrent globalement une « inertie » des opinions (2003 : 70)¹²⁹.

Les conclusions tirées au Mexique en l'an 2000 ne semblaient pas être le fruit du hasard. Six ans plus tard, Lawson coordonna une autre étude de panel qui consista à interroger plus de 2400 Mexicains sur des sujets liés à leur allégeance politique, à la campagne électorale (2006) et à d'autres thèmes d'actualité. Au cours des huit mois que dura l'enquête, les chercheurs interrogèrent les sondés à trois reprises, soit avant le début de la campagne électorale, quelques semaines avant l'élection présidentielle et, finalement, quelques jours après le scrutin. Quelques exemples de la stabilité des opinions apparaissent dans le Tableau 4.1.

En analysant les résultats présentés, on remarque que la campagne électorale et le scrutin de 2006 ont eu un effet, au mieux, très modéré sur les points de vue. Sans parler de bouleversement, on constate que lorsqu'il n'y a pas eu inertie, les événements ont amené les sondés à clarifier leurs opinions. Par exemple, au niveau du positionnement gauche-droite, l'élection semble d'abord avoir encouragé les sondés à s'exprimer plutôt qu'à revoir leurs points de vue. La diminution de la part de sondés qui refusèrent d'indiquer s'ils étaient de gauche, de centre ou de droite par rapport aux deux premières vagues, est une forme d'activation des opinions. Au sujet de l'avortement, les opinions des sondés sont pratiquement restées figées. Cette rigidité s'explique à la fois par le peu d'importance qu'a occupé ce thème dans la campagne et, essentiellement, par la nature même de ces points de vue, ancrés dans les valeurs des sondés. Finalement, même si elles ont connu une légère baisse, les opinions sur la peine de mort sont restées assez stables au cours de la durée de l'étude de panel.

Les résultats des recherches de Lawson *et al.* n'incluent malheureusement pas de données sur l'appui aux principes de la démocratie. Toutefois, si des résultats sur le sujet étaient disponibles, il serait improbable que nous observions une variation importante des attitudes dans le temps. Il existe peu de chances

¹²⁹ L'étude des deux politologues n'est pas sans rappeler les travaux (et les conclusions) de Kaase, Newton et Scarbrough, des chercheurs qui s'intéressèrent au « soubassement » des valeurs et des opinions dans les pays de l'Europe de l'Ouest au moment où cette région connaissait des bouleversements socioéconomiques. (KAASE Max, NEWTON Kenneth et SCARBROUGH Elinor. « Beliefs in Government ». *Politics*, 1997, vol. 17, n° 2, p. 135-139).

que la campagne électorale de 2006 ait mené, chez les citoyens, à une remise en question sur ces principes. Ceci dit, il reste tout de même intéressant de souligner la stabilité des opinions plus « idéologiques » comme nous le faisons dans le Tableau 4.1. Étant bien souvent ancrées dans les valeurs (ou dans les questions d'identités), nous pouvons affirmer que ces opinions sont potentiellement « cristallisables ».

**Tableau 4.1 Étude de panel au Mexique en 2006.
Quelques exemples de l'inertie des opinions**

	Oct. 2005	Mai 2006	Jui. 2006
En politique, vous considérez-vous de gauche, de centre ou de droite ?			
De gauche	24	24	26
De droite	23	25	26
De centre	19	19	20
Aucun	12	11	14
NSP / SR	21	22	13
L'avortement en cas de viol devrait-il être légal ou illégal ?			
Légal	56	58	57
Illégal	36	34	37
NSP / SR	8	9	6
La peine de mort devrait-elle s'appliquer ou non dans les cas de d'homicides ?			
Oui, elle devrait s'appliquer	51	46	46
Non, elle ne devrait pas s'appliquer	41	45	45
NSP / SR	8	9	9

Notes : Les personnes interrogées dans cette étude ont été choisies au hasard parmi trois échantillons. Le premier échantillon était constitué de citoyens du Mexique, le deuxième, de résidents de la Ville de Mexico, et le troisième, d'habitants de zones rurales des états de Chiapas, Jalisco et Oaxaca. Après avoir été sondées une première fois en octobre 2005, les personnes interrogées ont reçu la visite des enquêteurs à deux autres reprises, soit en mai 2006 et quelques jours après l'élection du 2 juillet. Lors de la première vague de sondages, les enquêteurs ont recueilli les opinions de 2400 personnes âgées de 17 ans et plus. De ces dernières, 1776 et 1594 ont pu être retrouvées pour répondre aux sondages lors des deux vagues successives. La marge d'erreur des résultats oscille entre 2 et 2,5 points de pourcentage.

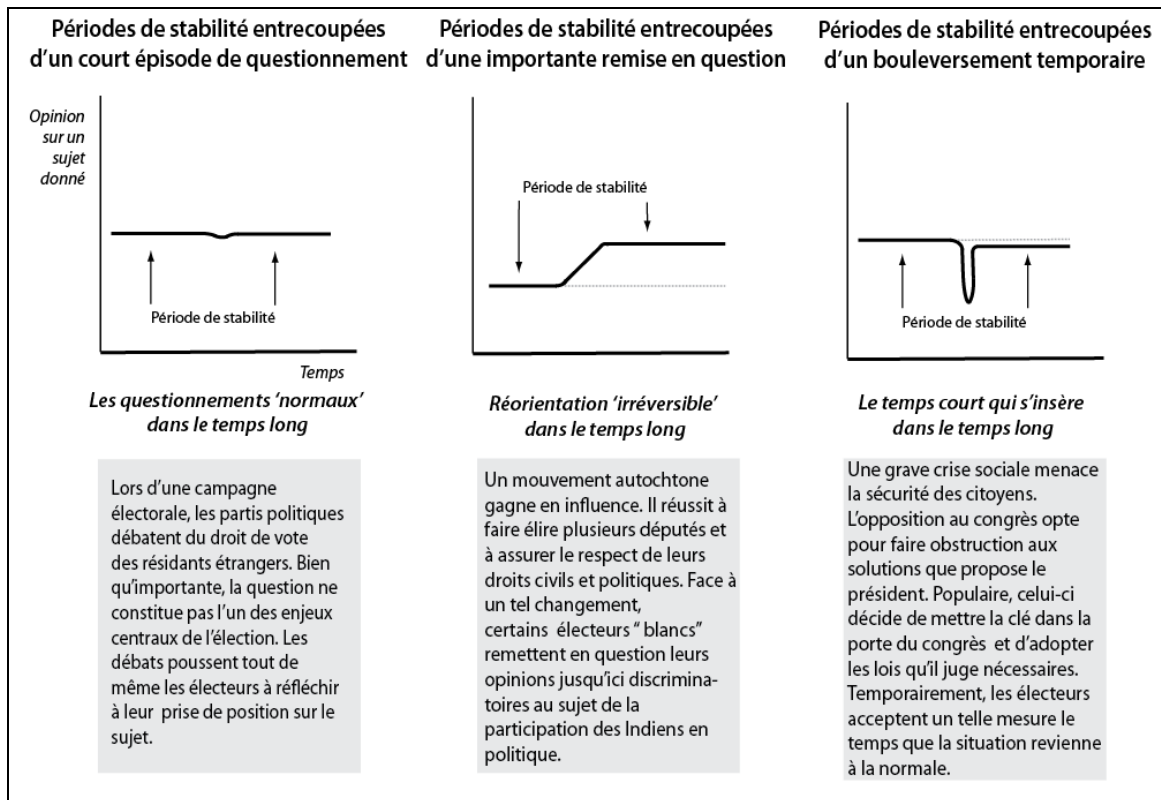
Source : *The Mexico 2006 Panel Study. Wave X* [Ressource électronique]. [Cambridge] : LAWSON Chappell *et al*, 2007. [Réf. du 5 septembre 2010]. États-Unis.
Disponible sur : <http://web.mit.edu/clawson/www/polisci/research/mexico06/index.html>.

La stabilité des opinions dans le temps n'est toutefois pas synonyme de stagnation complète. Nous proposons dans la Figure 4.1 une représentation de quelques évolutions possibles. Bien qu'il puisse exister d'autres parcours et scénarios¹³⁰, ceux présentés sont probablement les plus courants. La partie gauche de la figure présente le parcours le plus stable, où les opinions, malgré un épisode de questionnement sur un sujet donné restent pratiquement inchangées dans le temps. Quant à la partie centrale de la figure, elle illustre des périodes de stabilité entrecoupées d'un épisode de réorientation majeure des opinions. Cet épisode important, compte tenu de son impact à long terme, pourrait aussi bien être provoqué par un phénomène social (pensons à la transformation des valeurs d'une société) que par une initiative individuelle (pensons à l'exemple d'un jeune adulte qui quitte son village pour entreprendre des études universitaires). Finalement, la section de droite nous permet de visualiser l'effet que pourrait engendrer une crise sur des opinions qui sont habituellement stables. Le bouleversement des opinions (représenté par une forte déviation en U) pourrait, par exemple, être causé par un évènement fort qui mènerait les citoyens à prendre position sur un sujet en fonction principalement de critères circonstanciels plutôt qu'en puisant dans leurs valeurs. Une fois cet évènement déstabilisateur passé, les opinions, malléables en situation extrême, reprendraient complètement ou sensiblement leur forme et leur stabilité habituelles.

La Figure 4.1 est utile afin de visualiser l'évolution et surtout la tendance à la stabilité des points de vue. Dans la section suivante, nous nous éloignons des questions directement liées à la stabilité et au parcours des opinions pour nous concentrer sur l'assemblage et l'interaction entre ces dernières. Dans cet exercice, nous donnons progressivement plus d'importance aux valeurs et opinions qui sont plus étroitement liées aux principes de la démocratie.

¹³⁰ Pensons par exemple à une évolution très lente mais progressive des opinions dans le temps.

Figure 4.1 Évolution et stabilité des opinions dans le temps long



4.3 Les opinions, leur fluidité et leurs assemblages

Dans les études sur les opinions, les travaux de Paul Lazarsfeld et des autres chercheurs associés à l'école de Columbia sont bien connus. S'intéressant notamment à la stabilité des intentions de votes aux États-Unis, les chercheurs élaborèrent des arguments qui donnent une importance particulière aux affiliations sociales comme facteur influençant à la fois la construction et la durabilité des opinions. Bien que nous fassions référence à quelques endroits aux travaux de Lazarsfeld *et al.*, notre approche sur la temporalité longue comporte quelques éléments qui diffèrent de ces derniers. D'abord, nous reconnaissons que, malgré leur stabilité, les opinions peuvent connaître des épisodes de bouleversements importants. Ces transformations, parfois temporaires et réversibles, sont plus susceptibles d'être provoquées par des événements politiques (pensons à une crise) que par l'influence soudaine des pairs ou de nouvelles connaissances. Ensuite, nous croyons, comme l'illustrent Elisabeth Gidengil *et al.*, qu'il faille reconnaître la distinction entre les opinions « de surface » et les attitudes plus concrètes démontrées par les citoyens. Si les opinions semblent parfois stables et cohérentes à première vue, elles peuvent

toutefois cacher, plus en profondeur, des attitudes complexes et qui sont difficilement conciliables avec les idéaux plus généraux qu'affichent les sondés. Finalement, en plus d'être complexes, les points de vue sur la démocratie sont très variés. Leur nombre, leurs amalgames et le fait qu'ils fassent rarement l'objet de débat public (du moins comparativement aux questions liées aux partis, aux politiciens et aux intentions de vote), font des points de vue sur la démocratie quelque chose de plutôt personnel et de relativement détaché des valeurs que les citoyens partagent en tout point avec parents et amis.

Dans cette section nous tenterons d'explorer quelques-unes des dimensions des attitudes que nous mettons en lumière. Plus particulièrement, nous nous penchons sur les liens (ou sur l'absence de ceux-ci) entre les opinions sur la démocratie. Nous nous intéressons plus particulièrement à la « zone grise » des opinions ou plutôt aux points de vue, entretenus par la plupart des citoyens, qui sont à la fois démocratiques et non-démocratiques. Les interrogations sur de tels positionnements, pouvant sembler « incohérents », nous amèneront à nous référer aux travaux sur l'ambivalence. Les discussions que nous engageons sur ce sujet seront utiles, plus loin, à l'élaboration d'un schéma qui nous permettra de mieux comprendre la manière dont les Guatémaltèques forment leurs opinions sur la démocratie.

Est-il approprié de croire que la grande majorité des citoyens sont, soit des « démocrates », soit des « autocrates » ? Autrement dit, pouvons-nous nous attendre à ce que, dans les enquêtes d'opinion, une proportion importante des sondés soutiennent ou rejettent l'ensemble des principes de la démocratie ? Compte tenu des recherches effectuées sur la question, il est irréaliste de s'attendre à de tels résultats. Aux yeux de certains, il peut sembler surprenant que l'appui aux règles de la démocratie soit un phénomène qui est plus fluide et multiforme que monolithique. Bien souvent, et pour reprendre l'un des constats émis par Gyimah-Boadi et Attoh (2009 : 70), les citoyens arborent des attitudes qui reflètent un mélange de caractéristiques positives et négatives en matière de citoyenneté démocratique¹³¹.

¹³¹ Bien que l'étude des deux chercheurs porte sur l'Afrique, il y a peu de raisons de croire qu'elle ne soit pas utile afin de comprendre les attitudes de citoyens d'autres régions du monde. Dans le cadre d'une étude sur la démocratie représentative en France, Grunberg soulignait par ailleurs que les sondés tendent à voir certains droits politiques (de base)

En Amérique latine, la question des attitudes à la fois démocratiques et non-démocratiques a été abordée dans le cadre d'une vaste enquête publiée par le PNUD en 2004¹³². Dans cette enquête régionale, les chercheurs tentèrent notamment de cerner les nuances des opinions en se gardant d'étiqueter l'ensemble des citoyens comme étant simplement des « démocrates » *ou* des « autoritaires ». Les auteurs de l'étude s'intéressèrent à une classe intermédiaire, ou plutôt, aux ambivalents, c'est-à-dire aux sondés qui affichaient des opinions « ambiguës » et « contradictoires » sur la démocratie (PNUD : 2004, 134). Par exemple, les chercheurs soulignaient que parmi les Latino-Américains qui affichaient leur préférence pour la démocratie, plusieurs d'entre eux exprimaient aussi leur opposition envers les règles démocratiques de base.

Alors que la dichotomie autoritaires-démocrates perdait de son utilité pour comprendre et catégoriser les opinions, il devenait convenable de s'intéresser un peu plus aux ambivalents, qui, selon la définition du PNUD, représenteraient environ un tiers des citoyens dans la région latino-américaine (2004, 134). Cependant, compte tenu de la multitude d'indicateurs employés pour cerner ces ambivalents (et, par le fait même, du grand nombre de combinaisons de réponses pouvant être données par les sondés), comment était-il possible de procéder pour en apprendre davantage sur ce groupe de citoyens ?

Insatisfaits du peu de précision apportée jusqu'ici par les discussions sur l'ambivalence en Amérique latine, Andreas Schedler et Rodolfo Sarsfield (2004) proposèrent de se pencher plus attentivement sur les citoyens « hybrides » ou plutôt, sur ceux qui affichent des points de vue « inconsistants » en matière de démocratie. Dans leur article sur les « démocrates avec adjectifs »¹³³, les deux

comme étant plus importants que d'autres. (GRUNBERG Gérard. « Le soutien à la démocratie représentative ». *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français* / ed. par Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER et Paul M. SNIDERMAN. Paris : Presses de Sciences Po, 2002, p. 113). Cette facette qui ressort de l'étude de Grunberg, n'est peut-être pas étrangère au phénomène des attitudes « mixtes » auquel nous nous intéressons ici.

¹³² Les lecteurs intéressés sont invités à consulter l'étude en question : PNUD. *Democracy in Latin America. Towards a Citizens' Democracy*. New-York : United Nations Development Programme, 2004, 284 p.

¹³³ Ce terme s'inspire des discussions sur la classification des régimes démocratiques qui souffrent de lacunes importantes. Les lecteurs peuvent se référer au texte suivant : COLLIER David et LEVITSKY Steven. « Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research ». *World Politics*, 1997, vol. 49, n° 3, p. 430-451.

chercheurs développèrent, sur la base d'une étude réalisée au Mexique, une typologie servant à identifier les amalgames de positions où la préférence pour la démocratie était exprimée simultanément à la volonté de bloquer l'accès de certaines minorités au jeu démocratique. Dans leurs recherches, les « démocrates libéraux », ceux qui affichèrent des positions démocratiques et de tolérance à tous les niveaux, ne représentèrent qu'une faible proportion (13%) de sondés. Sans être pour autant non-démocrates, les chercheurs établirent que la majorité des personnes interrogées affichaient des positions de « démocrates intolérants », de « démocrates paternalistes », de « démocrates homophobes » ou encore de « démocrates exclusifs » (2004 : 17).

Tableau 4.2 Quelques exemples d'étiquettes employées pour décrire les « sous-types » de démocrates.

Démocrates conditionnels	Myers et O'Connor, 1998	Démocrates ambivalents	Shih, 2003
Démocrates utilitaires	Sarsfield, 2003	Démocrates représentatifs	Diamond, 1999
Démocrates fermes	Seligson, 2003	Démocrates profonds	de Souza, 2008
Démocrates militaristes	Pereira Almas, 2002	Proto démocrates	Bratton, 2002
Démocrates laïques	Jamal et Tessler	Démocrates désabusés	Norris, 1999
Démocrates rétribués	Hermet, 1989	Démocrates insatisfaits	Lagos, 2008

Convaincus de la pertinence de la démarche, Carlin et Signer (2007) entreprirent, eux aussi, une analyse par segments mais en se penchant sur la question de l'appui aux principes de la polyarchie. Sur la base de résultats de sondages amassés dans douze pays latino-américains (dont le Guatemala), les chercheurs portèrent une attention particulière à la tolérance politique des sondés ainsi qu'au soutien de ces derniers vis-à-vis de la liberté d'expression, des libertés civiles et des institutions. Sans grande surprise, ils observèrent que la majorité des sondés n'étaient ni des « polyarches », ni des autocrates, mais qu'ils épousaient et rejetaient simultanément les principes associés et dissociés de la démocratie.

Les recherches effectuées par les latino-américanistes sur les opinions sont importantes dans la mesure où elles soulignent clairement que les opinions tendent à être fluides plutôt qu'à suivre une logique précise. Elles nous rappellent notamment que les liens entre les opinions ne sont pas aussi simples que certains politologues (par exemple, ceux qui classent les citoyens dans des catégories dichotomiques ou sur des échelles ordinales du plus ou moins démocrates), le laissent entendre¹³⁴. Étrangement, bien que Carlin et Singer excellent à décortiquer les opinions et à en relever les nuances, ils portent assez peu attention à l'interaction entre les variables auxquelles ils s'intéressent. Cette façon de procéder est quelque peu paradoxale puisque les experts se réfèrent directement au concept de l'ambivalence mais sans véritablement utiliser les instruments que celui-ci met à leur disposition. Voyons de quelle manière nous pouvons nous inspirer des études sur l'ambivalence afin de mieux comprendre les liens entre les opinions.

Il arrive que les chercheurs qui étudient les attitudes ambivalentes (dans divers contextes) interprètent les prises de position « opposées » comme étant une sorte de faille dans la logique des citoyens. Contradiction (Azpuru, 2002 : 75), inconsistance (Converse, 1967 : 630) et incohérence (Schweisguth, 1994 : 3) sont quelques-uns des termes employés pour décrire et commenter les opinions ambivalentes. Par exemple, dans la définition même du concept, Keele et Wolak soulignent que l'ambivalence «...représente un conflit interne entre des sentiments contradictoires concernant une chose ou un sujet particulier, où les [individus] comprennent les différentes facettes d'une problématique, mais tout en étant incapables de trouver une solution aux intérêts divergents liés à celle-ci » (2008 : 654).

Présenter l'ambivalence comme un phénomène qui témoigne d'une faiblesse, voire une forme d'incompétence des citoyens est quelque chose de courant¹³⁵. Bien qu'elle soit intéressante, cette approche n'est peut-être pas des

¹³⁴ Nous pouvons affirmer que le fait de classer les citoyens sur une échelle ordinale, ou de façon dichotomique, est problématique. En plus de négliger l'élément de fluidité qui caractérise les opinions, cette façon de procéder laisse indirectement croire que le degré d'acceptation d'un principe démocratique exprimé par un sondé influencera la position de celui-ci sur un autre aspect de la démocratie.

¹³⁵ Rappelons, pour ne citer que ceux-ci, ce qu'écrivaient Lazarsfeld *et al.* sur l'effet des campagnes électorales aux États-Unis dans les années quarante : « ... les pressions

plus adéquates pour comprendre les liens entre les opinions sur la démocratie. En effet, des prises de position « incohérentes » peuvent être étiquetées ainsi uniquement si nous nous attendons à ce que la majorité des sondés pensent les principes de la démocratie comme le ferait un politologue expert en droit électoral. En fait, en ne soulignant que les désaccords qui existent dans le milieu universitaire sur la définition même de démocratie, il serait irréaliste de s'attendre à ce que les citoyens expriment leurs opinions sur la base de logiques analogues à celles employées par des politologues ou des juristes experts en démocratie. Heureusement, les travaux sur l'ambivalence sont nombreux, et nous offrent diverses avenues pour comprendre les opinions.

Dans leur étude sur les opinions au sujet du gouvernement américain, Cantril et Cantril proposent une définition et une approche à l'ambivalence qui semblent plus objectives ou, plutôt, qui laissent moins transparaître des attentes spécifiques quant à la logique de raisonnement que devraient emprunter les citoyens. Tel qu'ils le précisent, l'ambivalence « ...renvoie à une situation où une personne démontre simultanément ce qui semble être des sentiments conflictuels à propos de quelque chose » (1999 : 10). Dans la même lignée que les travaux de Albertson *et al.* (2005 : 20), Cantril et Cantril refusèrent de conclure que le fait de démontrer différentes inclinations sur un même sujet représente automatiquement une forme de conflit interne ou d'incohérence¹³⁶.

Même si elles sont régulièrement négligées dans les recherches sur les opinions en Amérique latine, ces discussions conceptuelles sur l'ambivalence ne sont pas anodines. En effet, elles laissent entrevoir la possibilité quant à l'existence d'une brèche entre la manière dont raisonnent les sondés et les liens qui, selon les chercheurs, devraient exister entre les opinions. Feldman et Zaller expriment très bien ces idées en expliquant que les valeurs qualifiées de « schizophrènes » par certains auteurs sont simplement le produit d'un mode de

divergentes sur le votant entraîneront celui-ci dans des directions opposées » (LAZERSFELD Paul F., BERELSON Bernard et GAUDET Hazel. *The People's Choice. How the Voter Makes up His Mind in a Presidential Campaign*. New-York : Colombia University Press, 1948, p. 53).

¹³⁶ Les lecteurs intéressés par une définition plus concise peuvent aussi se référer aux travaux de Lavine *et al.* Pour ces derniers « l'ambivalence renvoie au degré auquel une personne appuie des croyances et des sentiments antagoniques » (LAVINE Howard *et al.* « Threat, Authoritarianism, and Selective Exposure of Information ». *Political Psychology*, 2005, vol. 26, n° 2, p. 226).

pensée « libre d'idéologie » (1992 : 269) ou, en d'autres mots, détaché de principes directeurs tel qu'ils pourraient être établis par des universitaires.

L'explication de l'incohérence cède ainsi sa place à une approche plus pragmatique de l'ambivalence. En fait, certains auteurs, tous intéressés par la société américaine, voient l'ambivalence comme un phénomène qui s'empreint des tensions que l'on retrouve au sein de la tradition, du système et de la culture politiques aux États-Unis (Cantril et Cantril, 1999 : 9 ; Feldman et Zaller, 1992 : 293; Steenbergen et Brewer, 2004 : 94). S'attardant à la question de l'intolérance durant la guerre froide, Gibson donne un exemple concret de cette observation en rappelant que « la culture américaine fait depuis longtemps la distinction entre les "vrais Américains" et les autres, et, a toujours été disposée à nier les libertés civiles à ceux qui sont "non-Américains" » (1988 : 520). Les opinions ambivalentes des sondés seraient ainsi alignées sur des messages (voire des politiques) ambivalents, une précision qui, bien qu'elle semble simpliste, se doit d'être apportée.

Plus haut, nous soulignons que l'une des forces des recherches de Carlin et Singer sur l'Amérique latine était de reconnaître la complexité des opinions des citoyens sur les principes de la démocratie. Nous pouvons aussi nous référer aux travaux sur l'ambivalence afin d'explorer un peu plus cette complexité. Deux aspects sont particulièrement intéressants et pourraient nous être utiles à cet égard ; l'un est lié à ce que ressentent les sondés face à un sujet susceptible de provoquer de l'ambivalence et, l'autre, concerne les valeurs sous-jacentes utilisées par les sondés pour prendre position.

Les travaux de Meffert *et al.* sur les diverses dimensions des attitudes proposent des idées intéressantes qui éclairent sur l'état d'esprit des personnes ambivalentes. Selon les chercheurs, il est tout à fait envisageable qu'un individu, confronté à une problématique donnée, ressente une émotion positive mais tout en engageant une réflexion négative (2004 : 69). En nous référant à un exemple lié à notre sujet de recherche, pensons à ce que peut susciter chez un sondé une question où on lui demande de donner son avis sur le principe que tous les citoyens doivent avoir le droit de se porter candidat à une élection. Il est parfaitement envisageable qu'un telle question provoque, chez le sondé, une forme d'engouement *et* de la répulsion. En effet, si le sondé verra en ce principe une valeur d'équité permettant aux gens comme lui de porter leur candidature, il

reconnaîtra la possibilité que des personnes avec lesquelles il est idéologiquement opposé se prévalent de ce même droit. L'émotion positive (c'est-à-dire, la perspective de pouvoir, soi-même, participer au jeu politique sans discrimination) se mélange à des considérations pragmatiques négatives (par exemple, la peur que les groupes extrémistes gagnent en influence). Les travaux de Meffert *et al.*, ainsi que les exemples auxquels nous pouvons penser, nous amènent à prendre conscience que la complexité des opinions n'est en rien étrangère aux multiples facettes que comportent à la fois les opinions et les sujets sur lesquels les enquêteurs demandent aux sondés de s'exprimer.

Si les sujets d'enquêtes comportent de nombreuses facettes, il est à prévoir que les sondés utilisent plusieurs moyens pour prendre position. Le deuxième aspect auquel nous faisons référence plus haut est clairement présent dans les recherches de Craig *et al.*, qui s'intéressent aux « multiples lentilles » (2005 : 14) employées par les sondés pour émettre une opinion sur les droits des homosexuels. Vis-à-vis de ces droits, les auteurs rappellent qu'une forte proportion de citoyens a tendance à se baser simultanément sur des valeurs sous-jacentes telles l'égalité, le traditionalisme et l'individualisme. Nous pouvons imaginer l'influence que peuvent avoir ces mêmes valeurs sur les opinions lorsqu'un enquêteur demande à des sondés de s'exprimer sur la démocratie et sur ses principes. En reconnaissant la pertinence de ce que Craig *et al.* apportent à la discussion, il devient un peu plus inapproprié de s'attendre à ce que les citoyens pensent les principes de la démocratie uniquement en fonction de critères qui sont tous étroitement liés à celle-ci.

Les nombreuses considérations et les multiples « lentilles » dont les sondés font usage afin de prendre position, donnent lieu à des situations pouvant sembler paradoxales. Par exemple, il est connu que les citoyens tendent à démontrer un appui beaucoup plus soutenu à la démocratie lorsque celle-ci leur est présentée de façon abstraite que de manière concrète (McClosky et Brill, 1983 ; McClosky, 1964 ; Albritton et Bureekul, 2002 ; Prothro et Grigg, 1960). En reconnaissant la complexité des opinions, nous pouvons ainsi voir en ce phénomène autre chose qu'une simple forme de contradiction. Ainsi, s'il faut s'attendre à ce que les citoyens soient plus enclins à soutenir, disons, la « liberté d'expression pour tous » qu'ils ne le seraient à appuyer la « liberté d'expression des minorités ethniques » c'est que, dans bien des cas, le parcours, les outils et

les valeurs empruntés pour émettre une opinion ne sont pas les mêmes d'une question à une autre. Cette façon de procéder peut paraître intrigante d'autant plus que les deux questions sont intimement liées à un seul et même principe de la démocratie.

Nous pouvons de manière toute aussi pertinente nous interroger sur l'existence de raisonnements communs qui puissent influencer la prise de position sur un certain nombre de principes de la démocratie. La force des valeurs sous-jacentes pourrait bien, ici aussi, avoir une incidence importante. Pensons notamment à l'intolérance, un élément qui explique pourquoi certains sondés sont disposés à nier les droits démocratiques à certains groupes, même si, de façon générale ils sont en accord avec les principes de droits politiques et civils (Sniderman et Jackman, 2002; Marcus *et al.*, 1995). L'aversion pour certains groupes (ou le « pluralisme de l'intolérance » dans les termes de Sniderman et Jackman), jouerait ainsi un rôle qui viendrait en quelque sorte supplanter d'autres valeurs normalement utilisées pour prendre position sur la démocratie et ses principes. Par exemple, l'intolérance d'une personne à l'endroit des immigrants peut facilement mener à nier l'ensemble des droits politiques à ceux-ci.

Au final, plusieurs indices nous laissent croire que l'ambivalence est sans doute plus une question d'asymétrie que d'incohérence ou de contradiction. Cette asymétrie tend à créer un déséquilibre d'une part, entre l'appui à un principe de la démocratie et à un autre, et, d'autre part, entre les groupes qui peuvent jouir de ces principes. Ce constat nous est utile à l'élaboration d'un schéma (chose que nous verrons dans la prochaine section) servant à illustrer la complexité des liens entre les opinions. À ce sujet, résumons quelques éléments importants que nous devons retenir :

→ les opinions sur la démocratie sont généralement fluides, ce qui implique notamment que la position des sondés par rapport à l'un des aspects de la démocratie aura une incidence très variable sur les opinions de ces derniers concernant d'autres aspects de la démocratie ;

→ de nature asymétrique, il est envisageable que les opinions sur les droits civils et politiques soient exprimées, dans certains cas, sur la base de critères subjectifs donnant ainsi une importance marquée à « qui sont les bénéficiaires de ces droits » plutôt qu'à des critères d'universalité ;

→ les modes de raisonnement étant multiples et sensibles au contenu des questions de sondages, il est improbable que l'on observe un lien très étroit entre les opinions au sujet d'un principe abstrait et celles émises au sujet d'un principe concret, et ce, même si les deux éléments renvoient à un même principe de la démocratie.

Dans la prochaine section nous proposons un schéma théorique à partir duquel nous pourrions examiner les opinions propres aux Guatémaltèques. Évidemment, ce schéma devra être élaboré sur la base de connaissances que nous avons acquises jusqu'à présent.

4.4 Illustrer la dynamique des liens entre les opinions

Dans la section précédente nous avons constaté que les liens entre les opinions tendent à s'organiser d'une manière complexe. Cette caractéristique que nous avons relevée doit évidemment être prise en compte dans l'élaboration d'un schéma servant à illustrer la dynamique des liens entre les opinions. Outre la capacité de notre schéma à démontrer cette complexité, il se doit aussi d'offrir une certaine flexibilité. Cet aspect est d'autant plus important car, comme nous le verrons plus loin, bien que généralisables, les logiques de raisonnement peuvent varier considérablement d'un groupe de citoyens à un autre. Amorçons sans plus tarder notre réflexion sur la construction d'un schéma.

4.4.1 Le principe de verticalité dans l'analyse des opinions

L'un des constats que nous émettions précédemment est que, dans le temps long, les citoyens prennent souvent position sur des sujets (précis) en puisant dans leur bassin de valeurs (générales). Cette façon de procéder laisse entrevoir au moins deux dimensions importantes ; l'une est liée à la connexion entre les éléments (c'est-à-dire entre les valeurs et les opinions) et l'autre est liée au passage de l'abstrait au spécifique dans l'opération permettant aux sondés d'exprimer leurs préférences. Si l'on devait illustrer ces deux dimensions nous pourrions par exemple utiliser une figure à forme pyramidale où les valeurs seraient verticalement liées aux opinions. Peu nombreuses (et agissant comme variables indépendantes), les valeurs seraient situées dans le haut de la

pyramide alors que les opinions (agissant comme variables dépendantes), pour leur part, seraient situées à la base de celle-ci.

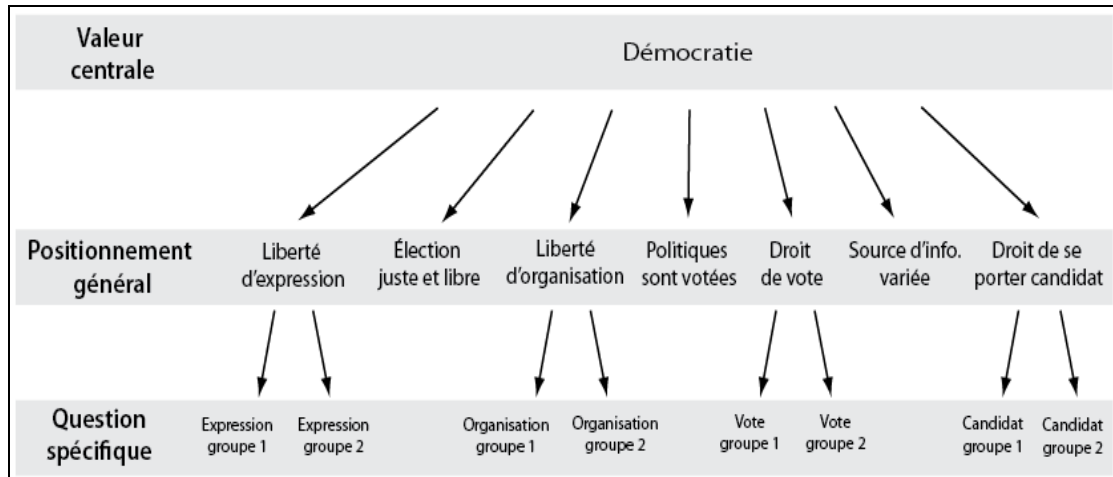
Les travaux de Hurwitz et Peffley (1987) sur les attitudes semblent confirmer la pertinence qu'il y a à nous intéresser à un schéma où les deux dimensions identifiées occuperaient un rôle important. Dans leur étude sur les opinions sur la politique étrangère américaine, les chercheurs rappellent la force des liens verticaux (ou « hiérarchiques ») entre les valeurs, les « positionnements généraux » et les opinions. Plus précisément, Hurwitz et Peffley illustrent de quelle façon l'ethnocentrisme (une valeur) influence les prises de position en matière d'isolationnisme (un positionnement général), ce qui, à son tour, a une incidence sur leurs opinions vis-à-vis des politiques du gouvernement américain à l'égard des pays soviétiques.

En nous inspirant de cette logique, nous pouvons illustrer la forme que prendrait une figure où les éléments seraient liés de façon « hiérarchique ». Si nous jugeons, comme le font Hurwitz et Peffley, qu'il est plus utile d'examiner les liens entre les différents niveaux d'abstraction (c'est-à-dire, les valeurs, les positionnements généraux et les opinions) d'une même problématique que de chercher les connexions entre les opinions (1987 : 1100), nous pouvons d'abord nous attendre à ce que les composantes de notre schéma qui seraient situées sur un même niveau évolueraient de manière indépendante l'une de l'autre. En d'autres mots, les liens entre ces composantes suivraient principalement une logique verticale, où il y aurait peu de chance que les valeurs soient liées entre elles, que les positionnements généraux s'influencent entre eux, et, finalement, que les opinions sur un sujet spécifique aient un impact sur les opinions d'un autre sujet.

La Figure 4.2 illustre les liens entre les prises de position sur la démocratie. Dans ce schéma, la démocratie (l'idée la plus abstraite de la figure) influence un à un les positionnements généraux sur les principes démocratiques. Finalement, ces positionnements ont une incidence sur l'opinion des sondés concernant la participation de groupes spécifiques dans le jeu politique. Autrement dit, les prises de position suivent un parcours descendant, impliquant qu'une personne qui démontre un soutien inconditionnel à la démocratie (présentée de façon générale) appuiera également les idées plus ou moins concrètes en lien avec celle-ci. À l'inverse, selon cette logique verticale, il faudra s'attendre à ce qu'une

personne qui rejette la démocratie s'opposera aux principes plus spécifiques situés dans la partie centrale et inférieure de la figure.

Figure 4.2 Les opinions sur la démocratie insérées dans un schéma inspiré par Hurtwitz et Peffley



Bien que simple et intéressant (notamment en faisant la distinction entre les niveaux d'abstraction), cette figure, qui met l'accent sur la verticalité des rapports, est toutefois peu probante. En effet, la Figure 4.2 laisse peu de place à la fluidité et à l'asymétrie des opinions, des caractéristiques que nous évoquons dans la section précédente. Pour être utile, le schéma « définitif » que nous utiliserons afin d'illustrer les liens entre les opinions devra à la fois être moins rigide et plus complet (par exemple, en nous donnant de meilleures indications au sujet de la force des liens entre les composantes). En d'autres mots, nous devons proposer un schéma plus dynamique au sein duquel la complexité des liens est mieux représentée.

4.4.2 Schématiser les opinions et leur complexité

L'une des premières choses à faire afin d'élaborer un schéma qui nous sera utile est d'écarter les logiques qui limitent les rapports entre les opinions à des liens verticaux. Sur la base de ce que nous évoquons plus haut, nous avons de bonnes raisons de croire qu'il est inadéquat d'ignorer l'effet que peuvent avoir, entre elles, les composantes d'un schéma qui sont situées sur un même niveau. Plus concrètement, et en nous référant à la Figure 4.2, pensons aux liens qui pourraient exister entre les composantes de la partie inférieure. Prenons

simplement l'exemple de sondés qui, tout en étant favorables envers les principes démocratiques en général, seraient farouchement opposés à l'idée de permettre la participation du Groupe 1 (disons des électeurs issus d'une communauté autochtone) dans le jeu politique. Dans une telle situation, l'ajout de liens horizontaux entre les composantes et l'atténuation de la force des liens verticaux seraient à prévoir.

L'importance d'insérer des liens horizontaux dans notre schéma ne remet pas entièrement en cause l'utilité de la logique verticale ou « hiérarchique ». En effet, par sa flexibilité, notre schéma doit prévoir l'existence de raisonnements variés. Par exemple, si certains sondés ne voient aucune contradiction dans le fait d'appuyer la démocratie et de s'opposer à ce que des groupes spécifiques puissent jouir de leurs droits, d'autres sondés arboreront toutefois un raisonnement plus « cohérent » en jugeant que la démocratie doit permettre la participation politique de tous les groupes de la société. En référence aux travaux de quelques chercheurs qui abordent la question de la compatibilité et la consistance des opinions, nous pouvons nous attendre à ce que le deuxième groupe de sondés démontre un niveau plus élevé de sophistication politique que le premier groupe¹³⁷.

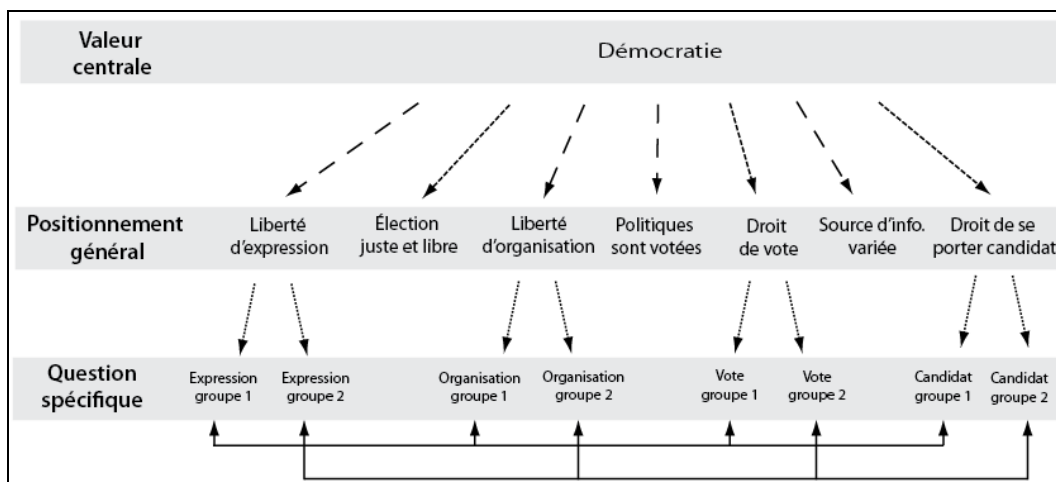
Sur la base des observations que nous avons émises jusqu'à présent, nous pouvons élaborer un nouveau schéma qui tiendra compte de la complexité des opinions. La Figure 4.3 offre une alternative intéressante au schéma hiérarchique présenté plus haut. Cette fois-ci, le dynamisme des liens est exposé en tenant compte à la fois de l'interaction verticale et horizontale entre les composantes. Cependant, comme nous pouvons le constater, l'ajout de liens horizontaux se fait uniquement au niveau des questions spécifiques. S'il y a peu de raisons de croire que des liens horizontaux existent entre les éléments abstraits de la figure, il en est tout autre pour les questions plus spécifiques. La volonté, chez plusieurs citoyens, de nier (ou de protéger) les droits de groupes clairement identifiés est

¹³⁷ Les lecteurs sont invités à consulter : MUXEL Anne. « Loyautés, mobilités, abstentions ». *Comment les électeurs font-ils leur choix ? Le Panel électoral français 2007* / ed. par CAUTRÈS Bruno et MUXEL Anne. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 45-75. ; McCLOSKEY Herbert et ZALLER John. *The American Ethos: Public Attitudes Toward Capitalism and Democracy*. Harvard University Press : Cambridge, 1984, 342 p. ; SULLIVAN John L., PIERESON James et MARCUS Georges E. *Political Tolerance and American Democracy*. Chicago : The University of Chicago Press, 1982, 278 p.

une considération importante qui crée de forts liens horizontaux. Ces liens se forment sous une logique partiellement indépendante au raisonnement vertical.

Dans notre schéma, l'association verticale entre les éléments de la figure demeure pertinente. Nous proposons toutefois d'ajouter une précision concernant la force des liens entre les composantes. Alors que les traits pointillés espacés démontrent une faible association entre les variables, les points rapprochés et les traits continus illustrent un rapport étroit entre celles-ci. Dans le haut du schéma, nous remarquons que les traits qui relient la démocratie aux élections justes et libres, au droit de vote et au droit de se porter candidats (trois principes qui sont régulièrement associés à la démocratie dans les sondages d'opinions) sont plus importants que les autres liens. En progressant vers le bas, nous remarquons que les liens entre composantes tendent à se renforcer. Cette particularité illustre des raisonnements qui s'articulent principalement sur des logiques pragmatiques où les éléments abstraits évoluent de façon indépendante l'un de l'autre et où les composantes spécifiques sont plus étroitement liées entre elles, que ce soit de façon verticale ou horizontale.

Figure 4.3 Les liens entre les opinions dans un schéma dynamique



Ce deuxième essai semble concluant. Bien que simple à déchiffrer, ce schéma comporte un grand nombre de particularités qui reflètent ce que nous avons tenté jusqu'ici de mettre en relief sur les opinions. Dans un premier temps, ce schéma démontre la complexité des points de vue, qui sont à la fois liés et séparés les uns des autres. Dans un deuxième temps, la Figure 4.3 offre une

certaine flexibilité pour comprendre les opinions. En effet, le schéma permet de voir que si certains citoyens empruntent une logique « cohérente » (ou verticale), d'autres, sans doute beaucoup plus nombreux, démontreront un raisonnement plus « horizontal » en faisant des liens entre les aspects spécifiques de la figure sur la base de critères qui évacuent en tout ou en partie des considérations purement démocratiques au sens légal ou conceptuel du terme. Parmi ces derniers citoyens, on retrouve un grand nombre d'ambivalents au sujet de la démocratie. Utilisons notre schéma afin d'entamer notre examen des opinions propres aux Guatémaltèques.

4.5 L'appui à la démocratie dans le temps long au Guatemala

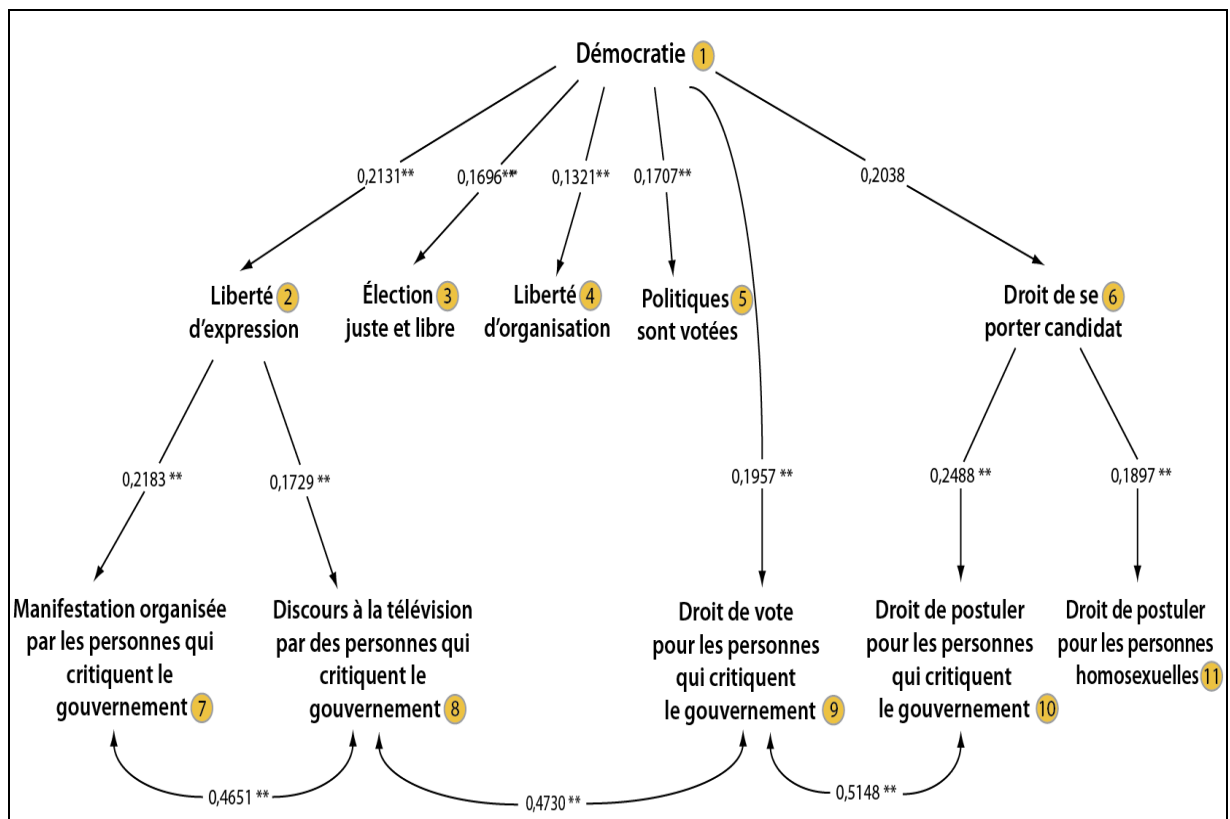
Dans cette section, nous nous intéressons au soutien que démontrent les Guatémaltèques envers les principes de la démocratie. Comme nous l'avons fait dans le chapitre précédent, nous procédons notamment à une analyse empirique qui consiste à comparer les attitudes des Guatémaltèques avec celles des sondés des autres pays de l'isthme centraméricain. Cet exercice nous permettra d'identifier les particularités des points de vue exprimés au Guatemala. Nous amorçons toutefois notre discussion par une analyse basée sur le schéma que nous avons élaboré précédemment. Les observations au sujet des liens empiriques entre les composantes de notre schéma nous conduiront peu à peu à traiter du thème de l'ambivalence.

La Figure 4.4 illustre les liens entre les principales variables que nous utilisons afin de mesurer l'appui des Guatémaltèques aux principes de la démocratie. Même si le nombre de variables est réduit comparativement à notre schéma¹³⁸, cela ne nous empêche point d'émettre quelques observations liées à notre démarche. Dans un premier temps, notons que les liens entre l'appui à la démocratie (abstrait) et les positionnements généraux (plus concrets) sont modérés. Nous observons, dans la partie supérieure de notre schéma, que les liens entre la démocratie et la liberté d'expression, ainsi que le droit de se porter candidat, sont les plus étroits. Le lien entre la démocratie et la liberté

¹³⁸ Au niveau des positionnements généraux, soulignons que les enquêtes de la LAPOP n'incluent pas d'indicateurs qui servent à mesurer l'appui des sondés aux principes du vote universel et de l'accès et la diffusion à de l'information variée. Au niveau des questions spécifiques, les enquêtes se limitent à interroger les citoyens sur les droits de gens qui critiquent le gouvernement et, à un endroit, des homosexuels.

d'organisation (un principe qui est plus rarement évoqué par les sondés lorsqu'on leur demande ce que la démocratie représente à leurs yeux) est, quant à lui, le plus faible. D'ailleurs si la majorité des sondés, qui jugent que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement, appuient le principe de liberté d'expression, ce n'est qu'une minorité de ceux-ci qui reconnaissent l'importance de la liberté d'organisation. Les liens entre les composantes supérieures reflètent ainsi un mélange de « cohérence » et « d'incohérence » dans l'optique où appuyer la démocratie (au sens large) va parfois de pair avec le soutien envers des principes plus concrets de la démocratie.

Figure 4.4 Associations entre les opinions des Guatémaltèques. 2008.



Notes : Les chiffres qui apparaissent aux côtés des composantes du schéma renvoient à aux indicateurs suivants :

- 1) ing4 : « 'La démocratie n'est pas parfaite mais elle demeure la meilleure forme de gouvernement'. Jusqu'à quel point êtes-vous en accord avec cette affirmation ? »
- 2) pop110 : « 'Une fois que le peuple décide ce qui est adéquat, nous devons empêcher qu'une minorité s'y oppose'. Jusqu'à quel point êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette affirmation ? ».
- 3) aut1 : « Il y des gens qui estiment que nous avons besoin d'un leader fort qui n'aurait pas à être élu par le vote. D'autres personnes pensent que même si les choses fonctionnent mal, la démocratie électorale, c'est-à-dire le vote populaire, sera toujours mieux. Qu'en pensez-

- vous ? (1) Nous avons besoin d'un leader fort qui ne serait pas élu ; (2) La démocratie électorale est meilleure ».
- 4) d33 : « Jusqu'à quel point approuveriez ou désapprouveriez-vous une loi qui interdirait les réunions de tout groupe qui critiquerait le système politique guatémaltèque ? ».
 - 5) pop101 : « 'Pour le progrès du pays, il est nécessaire que nos présidents limitent la voix et le vote des partis d'opposition.' Jusqu'à quel point êtes-vous en accord ou en désaccord avec cette affirmation ? ».
 - 6) e11 : « Certaines personnes travaillent pour un parti politique ou pour devenir candidat lors d'une campagne électorale. Jusqu'à quel point approuvez ou désapprouvez-vous cette activité ? ».
 - 7) d2 : « Avec quelle fermeté approuvez-vous ou désapprouvez-vous que les personnes qui critiquent le gouvernement puissent organiser des manifestations pacifiques qui ont comme but d'exprimer leurs points de vue ».
 - 8) d4 : « Avec quelle fermeté approuvez-vous ou désapprouvez-vous que les personnes qui critiquent le gouvernement de Guatemala prononcent un discours à la télévision ? ».
 - 9) d1 : « Il y a des personnes qui critiquent le gouvernement du Guatemala, pas seulement du gouvernement actuel, mais aussi de la forme de gouvernement. Avec quelle fermeté approuvez-vous ou désapprouvez-vous le droit de vote de ces personnes ? ».
 - 10) d3 : « Toujours en pensant à ceux qui critiquent la forme de gouvernement de Guatemala, avec quelle fermeté approuvez-vous ou désapprouvez-vous que ces personnes postulent à des postes publics ? ».
 - 11) d4 : « Et maintenant, en changeant de sujet, et en pensant aux personnes homosexuelles, avec quelle fermeté approuvez-vous ou désapprouvez-vous que ces individus postulent à des postes publics ? ».

L'association entre les variables est mesurée à l'aide du V de Cramer. **p < 0,01.

Les données sont celles de 2008, sauf pour ce qui est du lien entre les variables « Démocratie » et « Liberté d'organisation », qui, lui, est calculé à partir des résultats de l'enquête de 2006. Les sans-réponses sont exclus. Les éléments qui apparaissent dans le schéma sont ceux qui sont le plus étroitement liés aux principes de la démocratie tel que nous les définissons précédemment.

Source : LAPOP, 2008.

Les liens verticaux entre les composantes de la partie inférieure du schéma sont, en moyenne, un peu plus étroits que ce que nous avons observé jusqu'ici. Renvoyant à des idées plus tangibles, les positionnements généraux et les questions spécifiques sont, de façon constante, faiblement ou modérément liés entre eux. En effet, les sondés qui appuient les principes (généraux) de liberté d'expression et de participation dans les campagnes électorales ont plutôt tendance à accepter que les gens qui critiquent le gouvernement et les homosexuels puissent participer au jeu politique. À l'inverse, la majorité des sondés qui sont contre ces principes sont aussi « cohérents » dans la mesure où ils s'opposent à ce que ces deux groupes puissent prendre part à la démocratie.

Rappelons que la force modérée des liens verticaux laisse toutefois croire que des facteurs parallèles sont en jeu afin d'expliquer la corrélation entre les composantes de notre schéma. L'analyse des liens horizontaux nous offre quelques indices à ce sujet. Par exemple, les sondés qui sont défavorables à ce que les personnes qui critiquent le gouvernement organisent des manifestations

ou prononcent un discours à la télévision voient, dans une forte proportion, d'un mauvais œil que ces mêmes personnes exercent leur droit de vote et de participation politique. Par ailleurs, laissant croire en la pertinence de la thèse du « pluralisme de l'intolérance », un certain nombre de ces sondés s'opposent aussi à la participation des citoyens homosexuels au sein des partis politiques¹³⁹.

Il est intéressant de souligner que les liens horizontaux entre les composantes sont les plus étroits de notre schéma. Si ces derniers sont aussi forts, nous pouvons logiquement nous attendre à ce qu'un grand nombre de Guatémaltèques soient globalement favorables ou défavorables à l'implication politique des gens qui critiquent le gouvernement¹⁴⁰. À ce sujet, notons la différence minime de la force des liens horizontaux lorsque nous isolons les sondés qui ont fait des études universitaires de ceux qui ont une formation scolaire moins avancée.

En contrepartie, la différence des liens entre les Guatémaltèques, regroupés en fonction de leur niveau d'éducation, est plus marquée lorsque nous nous intéressons à la « cohérence verticale » des réponses. Lorsque les niveaux d'abstraction diffèrent (dans la partie supérieure du schéma), les Guatémaltèques qui ont une formation universitaire (complète ou incomplète), les habitants de régions ainsi que les *Ladinos* tendent à être relativement consistants. En revanche, les Guatémaltèques qui n'ont pas fréquenté l'université, qui habitent en région rurale et qui sont d'origine indienne tendent à être plus ambivalents. Soulignons néanmoins que l'âge, le sexe et l'intérêt dans les affaires politiques n'ont pratiquement aucun impact sur la constance ou l'ambivalence des réponses sur la démocratie.

¹³⁹ À ce sujet, rappelons ce que Seligson observait dans les années quatre-vingt-dix : « La majorité des Guatémaltèques interviewés en 1993 sont plus préoccupés par la protection de leurs propres libertés que par les droits des autres Guatémaltèques à s'opposer ». (SELIGSON Mitchell *et al.* *La cultura democrática de los guatemaltecos*. Ville de Guatemala : ASIES, 1995, p. 69)

¹⁴⁰ La force des liens verticaux s'explique par un effet combiné de co-variation et de corrélation. Chez les sondés qui sont « cohérents », il est prévisible que les points de vue concernant la démocratie auront un impact sur les opinions sur la participation politique des gens qui critiquent le gouvernement, d'où un effet de co-variation lorsque nous nous intéressons aux liens verticaux entre les variables. Par ailleurs, un phénomène de corrélation est observable chez les sondés qui ont un avis favorable ou défavorable envers la démocratie mais qui auront plus spécifiquement une aversion pour les gens qui critiquent le gouvernement.

Certaines personnes s'interrogeront pour savoir si le phénomène que nous observons est également lié à la faible compétence politique des citoyens. La réflexion en ce sens est pertinente. Après tout, il semble possible que ceux et celles qui, par exemple, appuient la démocratie et s'opposent en même temps à la liberté d'expression souffrent d'un manque de connaissances, ce qui les empêcherait de faire des liens entre le concept général de la démocratie et les composantes de celle-ci¹⁴¹. Les indicateurs dont nous disposons nous permettent d'explorer partiellement cette hypothèse¹⁴². En construisant un index de compétence politique à partir des variables utilisées dans les enquêtes du LAPOP, nous constatons que les sondés qui démontrent un très faible niveau de connaissances sur des enjeux politiques tendent à afficher des points de vue contradictoires dans une plus forte proportion que ceux qui ont de meilleures connaissances. Bien que cette observation soit intéressante, elle doit être analysée avec énormément de prudence pour diverses raisons. D'une perspective empirique, soulignons que les connaissances politiques que détiennent les citoyens sont à la fois liées à leur participation politique et à leur niveau d'instruction. Dans le cas qui retient notre attention, nous observons notamment que plus les Guatémaltèques sont restés longtemps sur les bancs d'école, plus ils sont en mesure de répondre correctement aux questions servant à mesurer leurs connaissances politiques. En analysant les liens verticaux entre les variables de notre schéma, nous constatons globalement que le niveau d'éducation et de compétence politique a approximativement le même poids sur la cohérence des points de vue. En procédant à un exercice de régression linéaire nous constatons que l'ajout de la variable « connaissances politiques »

¹⁴¹ Nous soulevons la question mais tout en étant parfaitement conscients, comme nous l'évoquons à plusieurs endroits dans cette thèse, que la « démocratie » est un terme hautement polysémique. De plus, nous ne pouvons en aucun cas, prendre pour acquis la théorie du « tout ou rien » selon laquelle les citoyens qui appuieront la démocratie seront automatiquement à l'aise avec tous les droits qui y sont rattachés.

¹⁴² Malheureusement, les enquêtes du LAPOP comptent assez peu d'indicateurs qui servent à mesurer les connaissances politiques des citoyens. À cet effet, nous pouvons nous référer à cinq variables : 1) Quel est le nom de l'actuel président des États-Unis ; 2) Quel est le nom du président sortant du congrès du Guatemala ? ; 3) Combien de départements retrouve-t-on au Guatemala ; 4) Combien de temps dure un mandat présidentiel au Guatemala ? et 5) Quel est le nom du président du Brésil ? Nous sommes conscients que l'analyse que nous faisons n'est que partielle, ainsi très limitée. La compétence politique est un concept large qui se devrait d'être mesuré par plusieurs variables couvrant différentes facettes de la vie politique, ce qui inclue le fonctionnement de la démocratie.

(ou « indexcompe » que nous créons) à un modèle analysant les liens entre les variables en fonction du nombre d'années d'instruction, engendre très peu d'effet.

Encadré 4.1. La stabilité des réponses sur la démocratie dans les enquêtes de 2008 et 2010 du LAPOP.

Dans le chapitre quatre nous faisons référence à l'étude de panel réalisée au Mexique par Chappell Lawson *et al.* En interrogeant des centaines de citoyens à trois moments différents, les politologues observèrent que les opinions des Mexicains avaient peu tendance à se transformer (du moins lorsque ces dernières étaient analysées au cours d'une période de quelques mois où se produisirent une campagne électorale et une élection). Il serait intéressant d'avoir accès à d'autres études similaires afin d'évaluer plus en profondeur la « durabilité » des opinions en Amérique latine. Malheureusement, si des recherches de panel sont rarement menées dans cette région, elles sont inexistantes au Guatemala.

À défaut de compter sur des résultats d'enquêtes longitudinales où seraient exposées les opinions de participants Guatémaltèques, nous pouvons nous rabattre sur les sondages de la LAPOP menés à chaque deux ans à partir d'échantillons représentatifs de la population générale. Même si, pour des raisons évidentes, ces enquêtes ne peuvent remplacer une véritable étude de panel, elles nous fournissent tout de même des informations intéressantes. Par exemple, d'un sondage à un autre, il est rare d'observer des transformations profondes des opinions de la population en générale. Pour observer des changements importants, il faut plutôt s'intéresser aux points de vue des citoyens amassés sur une période de plusieurs années.

À titre d'indication sur la stabilité des opinions, nous avons calculé les réponses moyennes données par les participants aux études de 2008 et de 2010 de la LAPOP aux indicateurs utilisés dans notre schéma théorique. Indépendamment du type de questions servant à mesurer l'appui à la démocratie, et du niveau de précision de celles-ci, nous observons une stabilité dans les réponses des Guatémaltèques. En plus du peu de différence que nous observons au niveau des points de vue exprimés, nous enregistrons des taux de sans-réponses assez similaires d'une année à une autre.

Évidemment les sondés qui ont participé à l'étude de 2008 et ensuite à celle de 2010 ne sont pas les mêmes. Cette réalité nous empêche de construire une argumentation sans faille sur la stabilité des points de vue de 2008 à 2010. Cependant, le peu de changement observé semble nous indiquer que, globalement, les thèmes abordés par les enquêteurs de LAPOP ont produit des réactions très similaires au Guatemala d'une vague à une autre. Ces observations ne relèvent sûrement pas du hasard puisque les méthodes d'échantillonnage ainsi que les indicateurs utilisés sont eux aussi restés les mêmes.

		ing4	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4	d5
2008	Réponse moyenne	4,6	1,8	3,4	6,3	5	4,9	4,1	4	3,5
	SR/ NSP	15%	14%	18%	6%	12%	10%	11%	11%	11%
2010	Réponse moyenne	4,8	1,8	3,2	6,4	5	5,4	4,3	4	3,3
	SR/ NSP	11%	9%	15%	6%	13%	10%	12%	12%	8%

Sources : LAPOP, 2008 et 2010.

Il serait difficile d'aborder la question de la cohérence des attitudes sans parler de la préférence partisane des sondés, une variable qui peut affecter les opinions sur la démocratie¹⁴³. Un phénomène très intéressant est observable lorsqu'on cherche à savoir si ceux et celles qui appuient le gouvernement affichent des points de vue plus conséquents que les sondés qui préfèrent les partis d'opposition. De façon générale, les citoyens qui affirment qu'ils voteraient pour le parti du gouvernement si des élections avaient lieu tendent, dans la partie supérieure du schéma, à avoir des opinions un peu plus cohérentes que ceux qui affirment qu'ils ne voteraient pas pour le gouvernement. Inversement, dans la partie inférieure du schéma, ce sont les opposants ou ceux qui n'appuieraient pas le gouvernement qui démontrent une plus importante cohérence dans leurs propos.

Dans le premier chapitre de cette thèse nous abordions brièvement la question des sans-réponses. D'entrée de jeu, nous soulignons que les Guatémaltèques sont souvent moins portés que les sondés des autres pays à énoncer une opinion, et particulièrement lorsque le sujet abordé dans les enquêtes est celui de la démocratie. Dans le cadre d'une analyse sur l'association entre les points de vue, il est intéressant de nous demander si les Guatémaltèques qui refusent d'émettre un point de vue sur une question d'ordre

¹⁴³ Compte tenu de la conjoncture partisane qui leur est favorable, nous pouvons nous imaginer que certains citoyens qui appuient le gouvernement seront plus enthousiastes au sujet de la « démocratie » que des opposants à ce dernier. Si certains partisans du gouvernement auront l'impression de récolter les fruits de la démocratie, les opposants sentiront, dans certains cas, être en train d'en payer les frais. À un niveau plus spécifique, nous pouvons nous imaginer que les opposants du gouvernement afficheront des attitudes plus favorables à la liberté d'expression et d'organisation que les partisans du gouvernement, soucieux de maintenir un climat paisible et favorable à l'avancement de leurs politiques.

général sur la démocratie refuseront également de se prononcer sur des questions plus spécifiques liées à celle-ci.

En procédant à une analyse des résultats, nous observons que les sondés qui n'émettent pas d'opinion au sujet de la « démocratie » sont tantôt majoritaires, tantôt minoritaires à s'exprimer ouvertement sur les éléments verticalement liés à cette dernière. Par exemple, alors que 62% des sondés qui n'ont pas d'opinion sur la « démocratie » refusent d'exprimer un point de vue sur la liberté d'expression, seulement 21% de ceux-ci s'abstiennent de prendre position sur la question du droit de se porter candidat à une élection.

Dans le schéma que nous proposons un peu plus haut, les liens verticaux entre les variables sont ceux qui produisent la plus forte paire de non-réponse. En effet, dans environ trois cas sur quatre, les sondés qui refusent de s'exprimer sur une question où on met en contexte des gens qui critiquent le gouvernement feront de même sur l'ensemble des autres questions où on fait référence aux droits politiques de ces derniers. Cette observation vient un peu plus démontrer l'utilité de la logique raisonnement horizontal comme outil servant à comprendre les attitudes sur la démocratie, et ce, même chez les citoyens qui refusent de ce prononcer sur la question.

D'autres types d'analyses peuvent être effectuées afin de comprendre les liens entre les variables de notre schéma. Par exemple, nous pouvons produire une matrice de corrélations permettant d'évaluer toutes les associations possibles entre les composantes de ce dernier, et ce, sans tenir compte des logiques de raisonnement verticale et horizontale que nous proposons plus haut. Lorsque nous procédons à un tel exercice et que nous examinons les résultats (Tableau 4.3), au moins trois choses retiennent notre attention. D'abord, nous constatons l'absence ou la faiblesse marquée de la corrélation (ou de la covariance) entre, d'une part, l'appui à la démocratie électorale (aut1) et, d'autre part, la presque totalité des autres variables. Pourtant essentiels à la démocratie, le vote des politiques et la participation des partis d'opposition dans le processus décisionnel (pop101) sont également des aspects envers lesquels les sondés prennent position de manière relativement « isolée ». Ces observations confirment un peu plus l'utilité de l'argument selon lequel les citoyens évaluent la démocratie en considérant la plupart de ses composantes « une à une » et sans construire un raisonnement où le droit occupe une place importante. Ensuite,

nous notons des variations importantes dans la force du lien entre la préférence pour la « démocratie » (ing4) et les autres variables de notre schéma. Finalement, nous remarquons sans étonnement une forte connexion entre les variables qui servent à mesurer les attitudes sur les diverses formes de participation des gens qui critiquent le gouvernement (d1 à d4). Dans ces résultats, la logique de raisonnement vertical vient clairement faire sentir son influence¹⁴⁴.

Tableau 4.3 Analyse statistique des variables du schéma

Matrice de corrélations											Analyse factorielle					
	ing4	pop110	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4		Facteur 1	Facteur 2	...	Eigen value	Proportion	
pop110	0,28	-								ing4	0,27	0,28		Facteur 1	3,47	0,35
aut1	0,11	0,03	-							pop110	0,19	0,64		Facteur 2	1,29	0,13
pop101	0,07	0,30	0,03	-						aut1	0,04	0,08		...		
e11	0,31	0,17	0,02	0,00	-					pop101	0,05	0,63				
d1	0,27	0,14	0,06	0,02	0,25	-				e11	0,24	0,13				
d2	0,30	0,22	0,05	0,04	0,27	0,65	-			d1	0,43	-0,18				
d3	0,23	0,20	0,04	0,03	0,22	0,62	0,62	-		d2	0,43	-0,09				
d4	0,22	0,18	-0,00	0,04	0,21	0,58	0,59	0,76	-	d3	0,45	-0,16				
d5	0,11	0,12	0,09	0,05	0,16	0,27	0,25	0,36	0,34	d4	0,44	-0,16				
										d5	0,25	-0,03				

Une autre technique utilisée afin d'en apprendre davantage sur les liens entre les variables et de dégager des logiques de raisonnement est l'analyse factorielle. Celle-ci permet d'identifier des dimensions (regroupement de variables liées à des sous concepts) qui, lorsque mises ensemble, expliquent les attitudes au sujet de concepts plus larges. Bien qu'improbable et peu utile, nous pourrions ainsi dégager autant de dimensions qu'il y a de variables dans le modèle que nous proposons. Sur la base de ce que nous avons observé jusqu'à présent, nous pouvons déjà exclure la possibilité qu'un petit nombre de facteurs (disons

¹⁴⁴ Dans son livre sur la nature et les origines des opinions, John Zaller argumente que les sondés répondent souvent aux enquêtes d'opinion en donnant la première réponse qui leur vient en tête (*on the top of the head*) (ZALLER John. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992, p. 36). Il est difficile de déterminer quel pourcentage des sondés procèdent effectivement de cette façon lorsqu'ils participent à un sondage d'opinion. Indépendamment de ce qu'avance Zaller, il est étonnant de voir jusqu'à quel point les sondés font preuve de « consistance horizontale » lorsqu'ils se prononcent sur des questions concrètes sur la démocratie. La cohérence dans les réponses (ou la décision de ne pas se prononcer sur un groupe de questions précises) porte à nous interroger sur les arguments donnant une grande importance à l'instabilité des attitudes ou à la nature aléatoire de ces dernières.

deux ou trois) puissent regrouper la totalité des variables de notre schéma pour expliquer le concept général de l'appui à la démocratie. Comme nous le constatons dans notre matrice de corrélation, si certaines variables semblent être étroitement liées entre elles, d'autres ne le sont aucunement.

Le premier facteur qui se dégage clairement de notre analyse est celui des opinions sur la participation des gens qui critiquent le gouvernement (d1 à d4). Plus surprenant, un deuxième facteur met en évidence l'association des opinions sur la liberté d'expression, du moins, lorsque celle-ci est attribuée aux minorités (pop110) et aux législateurs (pop101)¹⁴⁵. Combinées, ces deux dimensions expliquent la moitié de la variance de toutes les variables de notre schéma. Au-delà de ces deux facteurs, il est cependant impossible de dégager d'autres groupes de variables. Cette constatation confirme un peu que les opinions, qu'elles soient générales (ing4) ou spécifiques (d5), évoluent souvent de manière indépendante aux autres points de vue concernant la démocratie. Sur la base de ces résultats, nous pourrions tenter d'exprimer la relation entre les dimensions et les variables de la manière suivante :

Appui à la démocratie (AD) = A (critique gouvernement) + A (expression opposition) + toutes les autres variables qui, une à une, ne peuvent être regroupées en sous concepts

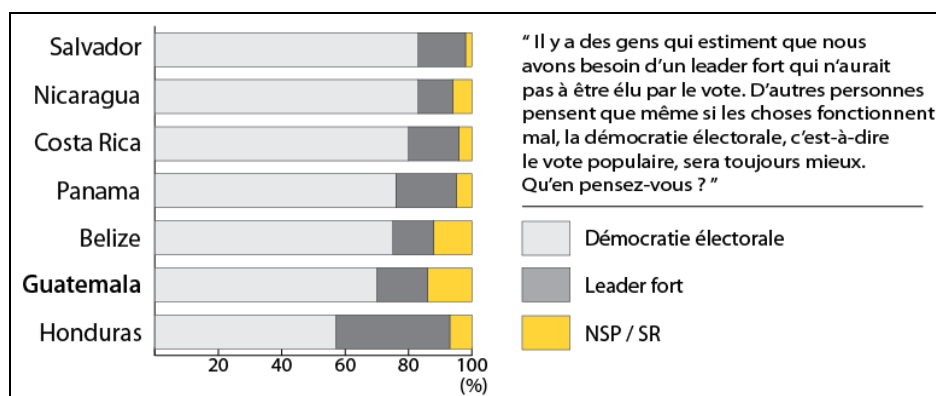
4.5.1 L'ambivalence en Amérique centrale

Bien qu'utiles à notre analyse, plaçons temporairement de côté les thèmes de la cohérence des opinions et de l'association entre les variables. Pour le moment, intéressons-nous à la force de l'appui aux principes de la démocratie. Comme nous l'avons fait précédemment, il est convenable, afin d'en apprendre davantage sur les opinions propres aux Guatémaltèques, de procéder à des comparaisons entre les points de vue exprimés dans les différents pays de la région. Les particularités dénotées au sujet des opinions alimenteront un peu plus loin notre discussion sur l'ambivalence.

¹⁴⁵ Nous observons des résultats assez similaires dans la plupart des autres pays d'Amérique centrale lorsque nous procédons à une analyse factorielle. Les résultats de cette analyse sont présentés dans l'Annexe 6.

Le Graphique 4.1 illustre le soutien à l'une des facettes du principe d'élections justes et libres au Guatemala et dans les autres pays de la région. En 2008, alors que 70% des sondés Guatémaltèques exprimaient leur appui à la démocratie électorale, 16% d'entre eux estimaient qu'il était préférable qu'un leader fort, et non élu, soit à la tête du pays. Par ailleurs, 14% des sondés refusèrent de répondre à la question posée par les enquêteurs de la LAPOP. En Amérique centrale, le Guatemala n'est ni le pays où l'appui à la démocratie électorale est le plus faible, ni l'endroit où il est le plus élevé. Comme nous l'avons souligné dans un chapitre précédent, la forte proportion de sondés qui refusèrent de répondre à la question qui leur était posée nous amène à tempérer nos analyses. Si l'appui à la démocratie électorale est plus marqué dans cinq des autres pays et si le soutien à un leader fort est aussi ou plus important dans trois des autres pays, nulle part ailleurs retrouve-t-on une proportion aussi forte de sondés qui s'abstiennent de répondre qu'au Guatemala.

**Graphique 4.1 Démocratie électorale ou leader fort ?
Les opinions en Amérique centrale. 2008.**



Source : LAPOP, 2008.

Le Tableau 4.4 permet d'évaluer l'appui des sondés à quatre autres principes de la démocratie. De façon similaire à ce que nous observons plus haut, les Guatémaltèques ne figurent ni comme les « meilleurs », ni comme les « pires » démocrates de la région en matière de liberté d'expression et d'organisation. En effet, on retrouve des pays où les opinions favorables et défavorables à ces principes sont plus marquées. Indépendamment des comparaisons entre les pays, soulignons toutefois un aspect intéressant : chez

les Guatémaltèques qui acceptent de s'exprimer dans le cadre des enquêtes d'opinion, il semble exister un nombre non négligeable de sondés qui considèrent important de « contenir » la dissidence. Par exemple, au Guatemala, quatre personnes sur dix se montrent défavorables à ce qu'une minorité exprime son opinion après que la majorité ait décidé de la marche à suivre dans les affaires politiques.

L'inconfort que génère la dissidence semble avoir des répercussions à d'autres niveaux. Un quart des sondés guatémaltèques sont en désaccord avec l'idée qu'une personne qui le souhaite puisse travailler pour un parti ou devenir candidat à une élection. Une autre lecture des résultats pourrait être d'affirmer que les Guatémaltèques sont généralement timides au moment d'exprimer leurs préférences envers les principes de la démocratie. En référence à la partie inférieure gauche du Tableau 4.4, nulle part ailleurs retrouve-t-on une aussi faible proportion de sondés qui sont en désaccord avec l'idée que les présidents puissent limiter la voix des partis d'opposition. Encore une fois, nous pouvons stipuler que le nombre élevé de sans-réponses vient influencer cette distribution.

Si on sait que les femmes, les *Indígenas*, les gens sans instruction et les citoyens qui ne prennent pas part aux scrutins¹⁴⁶, sont nombreux à ne pas exprimer une opinion, on connaît moins de chose sur ceux qui affichent des points de vue favorables, neutres ou défavorables sur les principes de la démocratie. Au Guatemala, comme dans la plupart des autres pays de la région, les attitudes envers la liberté d'expression, le vote des politiques, la liberté d'organisation et le droit de se porter candidat ne sont aucunement ou très faiblement influencées par des variables telles l'âge, le sexe, l'origine ethnique, le lieu de résidence ou les préférences partisans. En d'autres mots, l'accord et le désaccord concernant les principes de la démocratie qui nous intéressent ici sont observables dans à peu près une même proportion d'un groupe à un autre. Quelques exceptions ou spécificités existent toutefois. Par exemple, au Guatemala, l'éducation influence légèrement les opinions sur l'implication politique des citoyens dans les partis politiques.

¹⁴⁶ Évidemment, ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives. Il est possible, voire fort probable, qu'une personne appartienne à tous ces groupes.

Tableau 4.4 Appui aux principes de la démocratie dans les pays d'Amérique centrale en pourcentage

Pays	Liberté d'expression				Liberté d'organisation			
	« Une fois que le peuple décide ce qui est adéquat, nous devons empêcher qu'une minorité s'y oppose » (2008)				« Une loi qui interdirait les réunions de tout groupe qui critique le système politique guatémaltèque ? » (2006)			
	Désaccord	Neutre	Accord	NSP / SR	Désaccord	Neutre	Accord	NSP / SR
Honduras	36	22	32	11	68	17	14	2
Costa Rica	36	18	40	6	66	14	18	2
Nicaragua	35	13	41	11	66	11	20	4
Panama	33	26	37	5	53	32	12	2
Salvador	32	14	53	1	53	22	22	3
Guatemala	29	16	41	15	59	17	17	7
Belize	24	11	45	20	-	-	-	-

Pays	Les politiques sont votées				Droit de se porter candidat			
	« Pour le progrès du pays, il est nécessaire que nos présidents limitent la voix et le vote des partis d'opposition » (2008)				L'idée que les « gens travaillent pour un parti politique ou pour devenir candidat lors d'une campagne électorale » (2008)			
	Désaccord	Neutre	Accord	NSP / SR	Désaccord	Neutre	Accord	NSP / SR
Salvador	53	14	31	2	14	23	62	1
Honduras	46	26	16	12	30	34	28	7
Panama	45	24	23	7	15	31	53	1
Belize	45	10	27	18	14	13	61	12
Costa Rica	45	17	31	7	10	15	72	3
Nicaragua	52	10	25	13	11	12	73	4
Guatemala	41	15	25	18	25	23	47	6

Notes : À l'origine, les sondés devaient indiquer, sur une échelle de 1 à 10 (ou de 1 à 7), à quel point ils étaient en désaccord ou en accord avec les énoncés de l'enquête. Afin de faciliter la lecture des résultats, les réponses ont été regroupées comme ceci : Désaccord = 1 à 4 (ou 1 à 3) ; Neutre = 5 à 6 (ou 4) ; Accord = 7 à 10 (ou 5 à 7). Le symbole « - » signifie qu'aucun résultat n'est disponible.

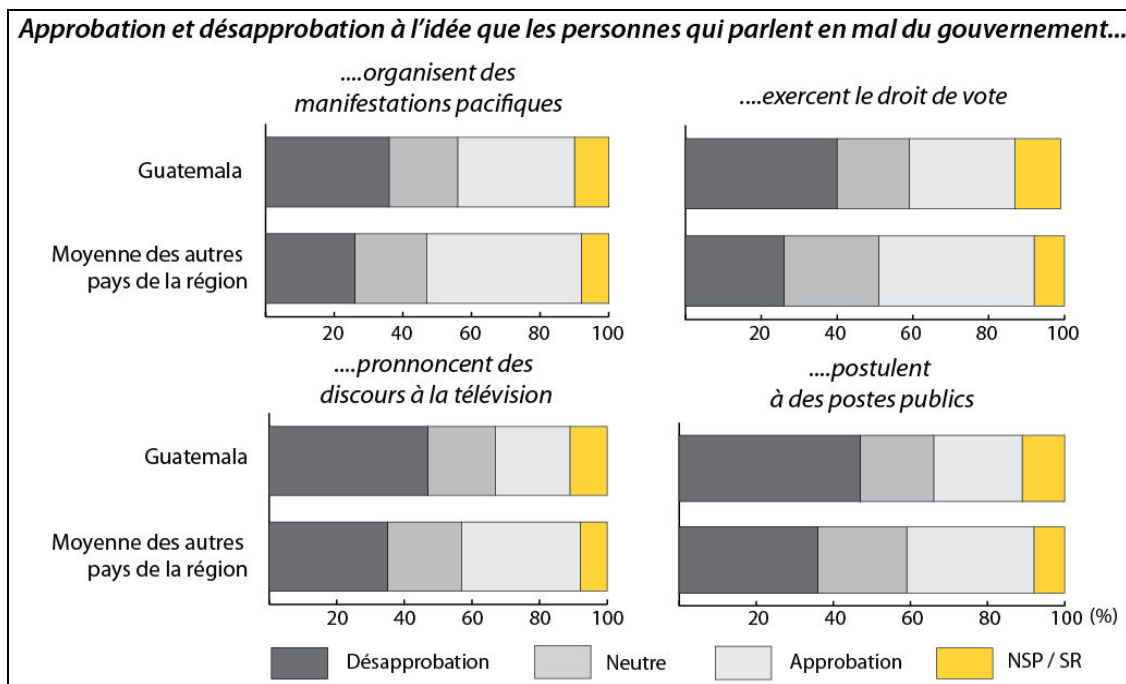
Sources : LAPOP, 2006 et 2008.

En effectuant un exercice de régression linéaire, nous obtenons un modèle statistique représentatif où chaque année de scolarité fait augmenter sensiblement (0,07 point sur l'échelle 1 à 7 points) la préférence pour la libre participation des citoyens dans les partis politiques. Bien que faible, cette relation entre les variables est intéressante puisqu'elle n'est pas observée dans les autres pays centraméricains. Jusqu'à présent, les résultats régionaux dépeignent le Guatemala comme un endroit où l'appui des citoyens envers les principes de la démocratie n'est ni faible, ni prononcé et où la population est assez divisée sur les principes de la démocratie. Ce constat change cependant alors que nous nous intéressons à des indicateurs qui ont pour objectif de mesurer avec plus de précision les facettes de l'appui à la démocratie. Le Graphique 4.2 illustre les opinions des Guatémaltèques sur la dissidence exprimée par les gens qui critiquent le gouvernement. Les opinions y sont comparées avec les résultats moyens enregistrés dans les six autres pays d'Amérique centrale. Ce tableau laisse apparaître une aversion claire de nombreux Guatémaltèques envers les gens qui critiquent les gouvernements.

Dans les quatre scénarios présentés, les Guatémaltèques désapprouvent avec plus d'intensité que les sondés des autres pays l'idée que certaines personnes critiquent le gouvernement. Dans trois des scénarios, la proportion de sondés nicaraguayens qui désapprouvent que les dissidents prennent part au jeu politique s'approche de celle des Guatémaltèques mais sans jamais la dépasser. Ces résultats peuvent, aux yeux de plusieurs, sembler surprenants, voire contradictoires avec le portrait plus conciliant des Guatémaltèques présenté jusqu'ici. L'idée que des gens puissent effectivement critiquer le gouvernement semble toucher une corde sensible qui, chez plusieurs sondés, leur font oublier qu'ils sont pourtant favorables à des principes de la démocratie qui devraient garantir les droits politiques de gens qu'ils souhaitent garder à l'extérieur de la sphère politique.

Au Guatemala, le malaise que provoque la participation des gens qui critiquent le gouvernement est en grande partie alimenté par les citoyens qui n'ont pas eu accès à une éducation de base. Par exemple, chez les non scolarisés, plus d'une personne sur deux affirme être en désaccord avec l'idée que les gens qui critiquent le gouvernement puissent organiser des manifestations, exercer le droit de vote ou prononcer un discours à la télévision.

Graphique 4.2 L'approbation et la désapprobation de la critique envers le gouvernement. 2008.



Notes : À l'origine, les sondés devaient indiquer sur une échelle de 1 à 10 à quel point ils approuvaient ou désapprouvaient les énoncés que les enquêteurs leur présentaient. Afin de faciliter la lecture des résultats, les réponses ont été regroupées comme ceci : 1 à 4 = Approbation ; 5 à 6 = Neutre ; 7 à 10 = Désapprobation.

Source : LAPOP, 2008.

Chez ceux qui ont effectué des études universitaires, ce point de vue est partagé par une plus faible proportion d'individus, soit environ une personne sur quatre. En contrepartie, le niveau d'instruction a très peu d'influence sur l'idée qu'une personne qui critique le gouvernement puisse accéder à un poste public. En général, sur toutes ces questions, les *Indígenas*, très nombreux à être non scolarisés, figurent automatiquement parmi les moins tolérants envers les contestataires¹⁴⁷. Ethniquement plus « homogènes » et moins affectés par

¹⁴⁷ Les lecteurs sont invités à lire l'analyse que fait Isabel Iguanzo sur les attitudes des *Indígenas*. S'intéressant aussi aux opinions recueillies à l'aide d'enquêtes dans les pays à forte densité autochtone, l'auteure souligne que les *Indígenas* sont nombreux à valoriser le respect pour l'autorité politique. (IGUANZO Isabel. « Pueblos indígenas, democracia y representación: los casos de Bolivia y Guatemala ». *Boletín PNUD & Instituto de Iberoamerica*, 2011, p. 14). Ce trait caractéristique aurait ainsi comme effet d'alimenter le malaise envers la contestation. Bien qu'il faille reconnaître l'importance de la « variable ethnique », nous ne devons toutefois écarter l'influence que semble avoir l'éducation sur les

l'analphabétisme que ne l'est le Guatemala, la plupart des autres pays affichent des différences moins marquées au niveau des attitudes comparées en fonction du niveau d'éducation et de l'appartenance raciale de leurs citoyens.

Encadré 4.2 La contestation envers le gouvernement rend-elle réellement les *Indígenas* inconfortables ou ceux-ci cherchent-ils plutôt à immuniser leurs dirigeants contre la critique ?

En 2007, le candidat Álvaro Colom était élu au deuxième tour du scrutin présidentiel en obtenant 53% des voix. Dans la capitale guatémaltèque, où réside un électeur sur quatre, le candidat de l'Union nationale pour l'espoir (UNE), reçut à peine 40% des appuis. En revanche, le nouveau président éclipsa son adversaire, Otto Pérez Molina, dans tous les autres départements du pays. À certains endroits où les *Indígenas* sont plus nombreux que les *Ladinos* (notamment dans la région de Totonicapán), Colom bénéficia d'un appui supérieur à 60%. La victoire du candidat de l'UNE était historique dans la mesure où, pour la première fois depuis la signature des Accords de paix, un président arrivait au pouvoir sans avoir obtenu la majorité des suffrages dans la capitale.

La popularité de Colom auprès des électeurs résidant à l'extérieur de la Ville de Guatemala et en région rurale s'explique par plusieurs facteurs, à commencer par la capacité des stratèges de l'UNE de gagner la fidélité des caciques locaux (lesquels sont d'efficaces mobilisateurs) et, à l'inverse, par les difficultés du parti patriote (PP) à construire des assises dans les petites communautés.

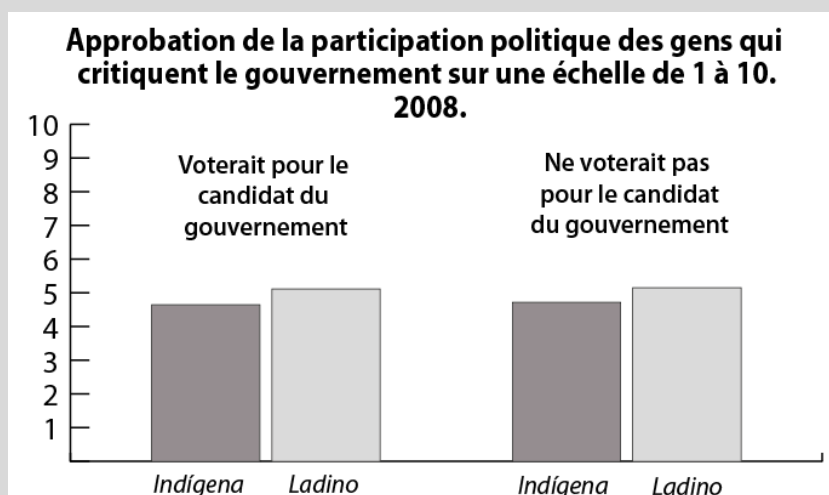
La réflexion sur la popularité du président Colom à l'extérieur de la capitale (et auprès des électeurs autochtones) ainsi que des points de vue défavorables exprimés par les *Indígenas* envers la contestation nous portent à nous interroger. La timide approbation que démontrent les sondés qui s'identifient comme étant *Indígena* envers les actions politiques des gens qui critiquent le gouvernement serait-elle simplement une question partisane ?

Dans le chapitre 4 de cette thèse, nous constatons que les attitudes sur les gens qui critiquent le gouvernement sont intimement liées entre elles, une manifestation de ce que nous appelons la logique de raisonnement horizontal. Compte tenu des liens étroits entre ces attitudes, nous avons cru utile d'élaborer un index qui nous aiderait à déterminer si les opinions des *Indígenas* sont d'abord influencées par leurs valeurs ou si elles reflètent simplement les préférences de ceux-ci pour le gouvernement de Colom. L'index en question mesure ainsi de façon combinée la tolérance de la contestation envers le gouvernement sous la forme de manifestations pacifiques, de mise en candidature à une élection, de discours télévisés et de droit de vote. Notre index prend la forme d'un indicateur dont la valeur varie de 0 et 10. Alors que le score 0 représente une désapprobation totale de la participation politique des gens qui critiquent le gouvernement, la valeur 10 signifie une approbation complète de cette dernière.

valeurs. Comme nous le constatons, les *Ladinos* qui ont peu ou pas d'instruction semblent, dans une proportion considérable, être aussi mal à l'aise avec la contestation. Ce malaise ou la perplexité que l'enjeu de la tolérance produit s'observe également dans la forte proportion de sans-réponses chez les sondés (environ une personne sur cinq) qui n'ont pas d'instruction. À l'inverse, il est rare que les plus instruits s'abstiennent d'exprimer une opinion sur la participation politique de gens qui critiquent le gouvernement.

En analysant les résultats, nous constatons dans un premier temps que les *Indígenas* ont effectivement un peu plus tendance que les *Ladinos* à être en désaccord avec la participation politique des gens qui critiquent le gouvernement (ou à obtenir un plus faible score sur l'index que nous avons créé). En nous intéressant à cet aspect, nous avons découvert que cette désapprobation ne trouve toutefois pas sa source dans les préférences politiques. En effet, qu'ils soient *Indígenas* ou *Ladinos*, les citoyens tendent à désapprouver ou à approuver la contestation à un même niveau indépendamment de leurs intentions de vote si un scrutin avait lieu.

La variable politique (ou plutôt l'intention de vote si une élection était prévue dans les jours suivant l'entretien réalisé par le LAPOP en 2008) a un effet minime sur les attitudes concernant la contestation envers le gouvernement de Colom chez les *Indígenas* comme chez les *Ladinos*. Dans une autre étude, nous pourrions poursuivre nos recherches en nous concentrant sur la sous-culture politique des citoyens autochtones ou encore en nous intéressant davantage à la condition socioéconomique de ces derniers comme facteur ayant une incidence sur les attitudes sur la démocratie.



Note : la variable « approbation de la participation politique » est en fait un index construit à partir de quatre variables différentes. Les résultats présentés sont des moyennes.

Source : LAPOP, 2008.

Dans ses travaux sur les attitudes en France, Nonna Mayer nous apprendait au début des années quatre-vingt-dix que les plus intolérants de la société étaient souvent peu instruits, propriétaires de petites entreprises, fermiers ou encore sans emplois et qu'ils gagnaient un revenu mensuel inférieur à 5000 francs (1993 : 26). Les indicateurs utilisés dans les enquêtes du LAPOP au Guatemala nous permettent partiellement d'évaluer si les plus intolérants envers les gens qui critiquent le gouvernement et les homosexuels appartiennent à ces mêmes groupes. Comme nous le constatons plus haut, l'éducation joue effectivement un rôle, renforçant légèrement la tolérance des Guatémaltèques au fur et à mesure

qu'ils progressent dans leur parcours scolaire. Ensuite, nous observons que ceux qui travaillent à leur compte tendent effectivement à être un peu moins tolérants que les salariés qui œuvrent dans le secteur privé. Cette caractéristique n'est toutefois pas une norme dans l'isthme puisque dans presque tous les autres pays il n'y a aucune différence notable entre les deux groupes. Finalement, en termes de comparaison socioéconomique, nous constatons que les revenus affectent également les attitudes des Guatémaltèques dans la mesure où l'augmentation des revenus favoriserait l'ouverture quant à la participation politique des homosexuels et des gens qui critiquent le gouvernement. En fait, au Guatemala, les revenus expliqueraient environ 1% des attitudes sur la tolérance, une proportion similaire à celle observée au Panama, mais qui demeure inférieure au chiffre de 3% enregistré en moyenne au Costa Rica et au Salvador.

Peu instruits, gagnant un faible revenu et travaillant à leur compte, ces descriptions reviennent-elles à identifier les *Indígenas* (nombreux à vivre de la terre) comme étant les moins disposés à accepter la dissidence ? Au-delà de l'appartenance ethnique, nous constatons que le milieu de vie influence les attitudes. Par exemple, nous observons qu'après les départements du nord-ouest (où vivent un grand nombre d'*Indígenas*), c'est dans ceux du sud-ouest (où la proportion de *Ladinos* est similaire à celle des *Indígenas*) où on retrouve la plus forte concentration de citoyens qui sont défavorables à la participation politique des homosexuels et des gens qui critiquent le gouvernement. Par ailleurs, nous ne pouvons simplement associer l'intolérance aux *Indígenas* et au mode de vie rural qui caractérise ces derniers.

Si les sondés de la capitale sont ceux qui font preuve de plus d'ouverture, ce ne sont pas ceux qui résident dans les petits villages qui affichent la plus forte proportion d'intolérance¹⁴⁸. Il constituera une surprise pour plusieurs d'apprendre que ce sont les citoyens qui habitent les villes de taille moyenne qui sont les plus réfractaires à la contestation.

¹⁴⁸ Évidemment, nous ne devons passer sous silence le fait que les sondés qui habitent en milieu rural affichent un niveau de tolérance plus faible que ceux qui résident dans la capitale ou encore dans les villes importantes du pays. Toutefois, au niveau des opinions dans les zones peu peuplées, nous constatons la forte propension à esquiver les questions sur la tolérance. Alors que le taux de sans-réponse dans la capitale est d'environ 0,5% dans la capitale, il est de 15% et plus en milieu rural. Dans les villes de taille moyenne la proportion de sans-réponse est d'environ 5%.

Les résultats qui apparaissent dans le Graphique 4.2, et plus particulièrement l'antipathie que plusieurs Guatémaltèques ressentent à l'endroit des gens qui critiquent le gouvernement que les résultats mettent en évidence, nous offrent un excellent prétexte pour revenir sur le thème de l'ambivalence des opinions. En effet, il est intéressant de savoir dans quelle mesure les sondés qui prennent position en appuyant ou en s'opposant aux droits politiques des gens qui critiquent les gouvernements le font de manière « cohérente » avec leur prise de position sur des principes plus abstraits de la démocratie.

Dans la région centraméricaine, nous constatons, en interrogeant les banques de données de la LAPOP, que la majorité des sondés prennent position sur des questions spécifiques liées à la démocratie indépendamment de leurs points de vue sur des thèmes plus généraux. En prenant l'exemple des opinions sur la liberté d'expression et la participation des gens qui critiquent le gouvernement, à des manifestations pacifiques, nous observons que 61 (Costa Rica) à 75% (Guatemala) des sondés ont des attitudes dissociables. Clairement en minorité, le reste de citoyens se montrent plus « associatifs » en étant neutres, en appuyant *ou* en s'opposant au principe de liberté d'expression *et* à l'idée que les personnes qui critiquent le gouvernement, puissent participer à des manifestations.

Au Guatemala, un quart des sondés affichent des opinions associatives sur le thème de la liberté d'expression¹⁴⁹. La moitié de ces sondés (13%) se montrent défavorables envers la liberté d'expression *et* en désaccord avec l'idée que les gens qui critiquent le gouvernement puissent prendre part à des manifestations pacifiques. Faisant aussi preuve d'un jugement associatif, 9% des Guatémaltèques expriment une tendance démocratique alors que 3% sont neutres. Fait important à souligner, c'est au Guatemala (avec le Honduras,

¹⁴⁹ Cette proportion est calculée à partir du nombre de personnes qui acceptèrent de répondre aux questions, et non en fonction du nombre total de sondés. Une « tendance associative non-démocratique » équivaut à être simultanément défavorable (ou plutôt défavorable) envers un principe abstrait de la démocratie et une question spécifique liée aux droits démocratiques. En revanche, une « tendance associative démocratique » équivaut à être favorable (ou plutôt favorable) envers les deux aspects. Les sondés qui sont « neutres » sont ceux qui expriment un point de vue qui n'est ni favorable, ni défavorable. Bien que la neutralité puisse traduire une forme d'indifférence, nous considérons que ces sondés font preuve de raisonnement associatif. Dans la catégorie de l'ambivalence, nous classons les sondés qui affichent des opinions dissociées ou « contradictoires ».

également à 9%) où on enregistre la plus faible proportion de sondés qui démontrent un point de vue favorable à la démocratie sur les deux questions. À l'inverse, c'est au Nicaragua (16%) où on retrouve la plus forte proportion de citoyens qui affichent une tendance associative non-démocratique.

Des résultats similaires sont obtenus lorsqu'on s'intéresse au lien entre les opinions concernant la liberté d'expression et l'apparition télévisée des gens qui critiquent le gouvernement. Le Guatemala figure de nouveau (avec le Honduras) comme l'endroit où les sondés expriment la plus faible tendance associative démocratique (7%). Même si les Guatémaltèques sont très ambivalents (69%), un cinquième d'entre eux sont « cohérents » et expriment de sérieuses réserves concernant la liberté d'expression et l'apparition télévisée des gens qui critiquent le gouvernement. À l'échelle régionale, le Costa Rica et le Belize se caractérisent par un plus faible taux d'ambivalence, chose en partie explicable par la forte proportion de sondés qui expriment une tendance associative démocratique.

Sur le thème de la liberté d'expression, nous avons remarqué que les Guatémaltèques se montrent majoritairement ambivalents. Parallèlement à cette ambivalence, nous observons que ces derniers procèdent peu par association démocratique dans leurs raisonnements au sujet du principe général de la liberté d'expression et des questions plus spécifiques liées à celui-ci. Par ailleurs, en matière de liberté d'expression, nous observons que les Guatémaltèques démontrent une tendance associative non-démocratique prononcée, du moins à l'échelle de la région. Attardons-nous maintenant aux liens entre les opinions concernant, d'une part, le droit des citoyens de se porter candidats et de participer aux affaires de l'État et, d'autre part, aux questions spécifiques liées à celui-ci.

Il est intéressant de noter que les Guatémaltèques semblent un peu plus portés à employer une logique associative pour prendre position au sujet du droit des citoyens de s'impliquer au sein d'un parti politique et dans les affaires de l'État que sur le thème de la liberté d'expression. Plus précisément, si 54% d'entre eux sont ambivalents, 46% affichent des opinions « cohérentes » en étant favorables, neutres ou défavorables envers l'implication politique (principe général) et l'idée qu'une personne qui critique le gouvernement puisse aspirer à une fonction d'État. Chez les « associatifs », on retrouve une proportion similaire (19 contre 18%) de sondés qui affichent une tendance démocratique et une

inclinaison non-démocratique sur les deux questions. Les Guatémaltèques qui ont des points de vue neutres représentent, quant à eux, 9% des sondés. S'ils ne forment pas le groupe le plus important, les sondés qui expriment une tendance associative non-démocratique sont plus nombreux au Guatemala que dans la plupart des autres pays de la région. À l'opposé, le Belize et le Costa Rica figurent comme les pays où la proportion de sondés qui démontrent une tendance associative démocratique est la plus élevée et où la proportion de sondés qui expriment une tendance associative non-démocratique est la plus faible.

La proportion de Guatémaltèques qui utilisent un raisonnement associatif au sujet de l'implication des homosexuels dans les affaires de l'État est similaire à celle observée précédemment. Approximativement 40% des sondés expriment des opinions « conséquentes » en étant favorables, neutres ou défavorables envers l'implication politique et l'idée qu'une personne homosexuelle puisse jouer un rôle important en politique ou au niveau étatique. Cette fois-ci, l'écart entre les sondés qui expriment une tendance associative démocratique (14%) et ceux qui démontrent une inclination non-démocratique (20%) est toutefois plus important. Les Guatémaltèques qui sont neutres sur le principe général et sur l'idée plus abstraite qui leur est présentée, sont peu nombreux (5%). La dissociation, ou l'ambivalence, sont, encore une fois, très répandues en atteignant un ratio de six sondés sur dix. Dans ce cas, c'est au Costa Rica (33%) et au Nicaragua (29%) où la tendance associative démocratique est la plus importante. Il est à noter que la force de la tendance associative non-démocratique, d'un sondé sur cinq, au Guatemala et au Honduras, dépasse considérablement ce qu'on retrouve dans les autres pays de la région où elle ne dépasse pas les 10%.

4.5.2 Association et dissociation des opinions

Plus haut, alors que nous discutons des liens théoriques entre les opinions, nous faisons la différence entre les logiques de raisonnement vertical et horizontal. Notre analyse des tendances associatives vise en partie à décortiquer ces logiques et à évaluer leur « popularité ». En termes comparatifs, et sur la base de ce que nous avons observé, nous pouvons stipuler que la proportion de Guatémaltèques qui procèdent par association (sur les principes de la démocratie et les questions plus spécifiques liées à ceux-ci) est similaire à celle enregistrée en moyenne dans les autres pays. Une particularité guatémaltèque est toutefois à

souligner : au Guatemala, la proportion de sondés qui affichent une tendance associative non-démocratique est généralement plus prononcée qu'ailleurs alors que, à l'inverse, la part de sondés qui expriment une tendance associative démocratique est généralement plus faible que dans les autres pays. En moyenne, le nombre de sondés, au Guatemala, qui se montrent ambivalents sur les questions examinées est similaire à ce qu'on retrouve ailleurs en Amérique centrale.

En décortiquant les données et en isolant certaines variables nous pouvons également évaluer ces proportions en tenant compte du niveau d'éducation, du groupe ethnique, du sexe, de l'âge ou encore du lieu de résidence des sondés. Notons, en procédant à cet exercice, que la part de citoyens guatémaltèques qui démontrent une tendance associative démocratique est plus importante chez les *Ladinos*, chez les moins de trente ans, chez ceux qui ont effectué des études universitaires et chez les résidents de la région métropolitaine que chez les sondés d'origine autochtone, chez les plus de trente ans, chez ceux qui n'ont pas fréquenté l'université et chez les habitants des régions. À l'inverse, nous observons plus de sondés qui affichent une tendance associative non-démocratique chez les Guatémaltèques d'origine indigène que chez les *Ladinos*¹⁵⁰. Il est aussi à noter que la proportion de sondés qui affichent une tendance associative non-démocratique est plus importante chez les sondés de 31 ans et plus que chez les trente ans et moins. Par ailleurs, si nous retrouvons un peu moins d'ambivalents chez les sondés qui ont fait des études universitaires que chez ceux qui ont un niveau d'éducation moins élevé, nous observons peu de différence, à ce niveau, entre les hommes et les femmes, entre les *Ladinos* et les Indiens et, finalement, entre les résidents de la capitale et les habitants des régions.

Dans cette section, nous avons tenté d'identifier les principales particularités des opinions au Guatemala. En analysant les résultats qui sont disponibles, nous avons établi que les Guatémaltèques, sur les principes généraux, ne figurent ni comme les « meilleurs » ni comme les « pires » démocrates de la région centraméricaine. Toutefois, en nous intéressant à des

¹⁵⁰ Ces résultats doivent être interprétés avec précaution. Compte tenu du taux élevé de sans-réponses chez les sondés indigènes, il serait trompeur d'affirmer que ceux-ci sont plus autoritaires que les *Ladinos*.

questions plus spécifiques, nous avons constaté que ces derniers sont plutôt défavorables à ce que les gens qui critiquent le gouvernement prennent part à la vie démocratique du pays. Cette particularité, ainsi que la nature des discussions théoriques que nous avons entreprises, nous ont convaincu de l'utilité de nous intéresser aux liens entre les opinions. À ce sujet, nous avons constaté que si les sondés guatémaltèques ne sont pas nécessairement plus ambivalents que ceux des autres pays, ils affichent une tendance associative non-démocratique un peu plus prononcée qu'ailleurs. Pour leur part, les sondés qui affichent une tendance démocratique sont plus timides que dans les autres pays de l'isthme.

Comprendre l'appui à la démocratie dans le temps long est un exercice complexe. Ainsi, il est inadéquat de prétendre que la majorité des sondés prennent position sur les principes généraux de la démocratie et sur les questions abstraites liées à ceux-ci en tenant compte des mêmes considérations qui occupent l'esprit des experts en démocratie. Sur la base d'observations empiriques, nous constatons plutôt que les opinions sont fluides et asymétriques, s'éloignant parfois des logiques « cohérentes » où, par exemple, le fait d'appuyer la démocratie en terme général n'entraîne pas à coup sûr le soutien envers les droits politiques de groupes « mal-aimés ». En fait, en analysant les réponses aux questions qui retiennent notre attention, on observe qu'environ 20 à 50% des réponses données par les Guatémaltèques sont antinomiques dans la mesure où elles dévoilent une dissociation entre les points de vue sur les principes abstraits et les questions concrètes de la démocratie. De tous les enjeux, la liberté d'expression est celui qui génère à la fois le plus d'opinions non-démocratiques et le plus de « contradictions » entre les points de vue exprimés par les Guatémaltèques.

4.6 Conclusion

Si les opinions peuvent, dans le temps court, rapidement se transformer, elles peuvent aussi, lorsque analysées dans une perspective de temps long, démontrer une grande stabilité. Ces deux facettes des opinions sont liées à des phénomènes que nous avons exploré jusqu'ici dans cette thèse : alors qu'à certains moments (lors d'une période de crise, par exemple) les citoyens se fient à des critères pragmatiques pour émettre leurs opinions sur la démocratie, à

d'autres moments (lors d'une période où rien ne vient troubler leur quotidien, par exemple), ils puisent dans leur bassin de valeurs pour y arriver. Dans ce chapitre nous nous sommes particulièrement intéressés à la stabilité des opinions ainsi qu'à l'articulation entre celles-ci dans une optique de temporalité longue.

Dans la première partie de ce chapitre nous avons porté notre attention sur le thème de la stabilité des opinions. Nous avons vu que si, par moment, elles subissent d'importantes transformations, les attitudes connaissent fréquemment de longues périodes de stabilité. La « cristallisation » des opinions n'est pas étrangère au fait qu'elles sont souvent détachées du contexte et qu'elles sont ancrées dans la constance des valeurs. Cette caractéristique a des implications notables sur la manière dont nous traitons notre objet d'étude. Les valeurs, nombreuses et parfois rivales, influencent les opinions sur les principes de la démocratie. Il devient ainsi préférable de voir le thème de l'appui à la démocratie comme étant une question complexe, où les points de vue étudiés sont riches en nuances et ne sont ni complètement alignés sur la démocratie, ni en parfait décalage par rapport à celle-ci.

Notre discussion nous mène directement à examiner les attitudes qui reflètent simultanément des préférences démocratiques et non-démocratiques. En nous référant à la notion d'ambivalence, nous tentons, dans la deuxième partie de ce chapitre, de comprendre quels sont les liens entre des opinions qui paraissent, à première vue, contradictoires ou inconstantes. En prenant en considération la fluidité et l'asymétrie des opinions, nous tentons d'identifier les logiques de raisonnement qui sont employées par les citoyens.

L'idée que les opinions sur la démocratie sont émises sur la base de raisonnements verticaux (c'est-à-dire en faisant des liens entre les principes abstraits de la démocratie et des idées plus concrètes liés à ceux-ci) et horizontaux (c'est-à-dire en employant des critères plus subjectifs) guide la suite de notre réflexion. Dans la troisième section de ce chapitre nous avons élaboré un schéma théorique où sont prises en compte les deux formes de raisonnement. Ce schéma nous permet de visualiser les liens entre les opinions sur la démocratie. La structure que nous mettons en place facilite l'analyse des opinions qui sont propres aux Guatémaltèques.

Dans la dernière partie de ce chapitre, nous nous sommes intéressés à l'appui que démontrent les Guatémaltèques envers les principes de la démocratie. L'examen des attitudes, sur la base de notre schéma théorique, nous amène à faire plusieurs observations. En procédant à une analyse comparée, nous avons remarqué qu'au Guatemala le niveau de soutien envers les principes (généraux) de la démocratie n'est ni le plus élevé, ni le plus faible de la région centraméricaine. De façon similaire, la propension des Guatémaltèques à émettre des points de vue ambivalents est comparable à ce que l'on observe ailleurs en Amérique centrale. En contrepartie, les sondés du Guatemala se démarquent sur un certain nombre de points. En premier lieu, s'ils sont peu nombreux à démontrer une tendance associative démocratique (entre les principes généraux de la démocratie et les idées plus concrètes liées à ceux-ci), ils démontrent une inclination associative non-démocratique, qui est globalement plus prononcée qu'ailleurs. Cette inclination n'est pas étrangère au fait que les Guatémaltèques soient portés à vouloir encadrer la dissidence. En deuxième lieu, et en lien avec ce dernier point, les Guatémaltèques démontrent un malaise à l'idée de permettre aux personnes qui critiquent le gouvernement de s'exprimer et, de façon plus générale, de participer au jeu politique.

L'un des paradoxes que nous avons éclairci dans ce chapitre a été de comprendre de quelle façon une brèche pouvait apparaître entre l'appui aux principes généraux de la démocratie et le soutien envers des idées et des situations plus concrètes. Notre analyse, effectuée dans une optique de temporalité longue, nous a permis de comprendre la logique derrière des attitudes pouvant sembler incohérentes. Mais à ce niveau, plusieurs points restent à élucider. Dans une analyse sur la légitimité, Booth et Seligson notent que c'est au Guatemala où on retrouve le plus grand nombre de sondés qui sont « triplement insatisfaits » envers le gouvernement, le régime et les institutions (2009 : 247). Un autre paradoxe apparaît ainsi : s'ils sont insatisfaits, pourquoi les Guatémaltèques ne sont-ils pas plus ouverts à l'idée que les gens qui critiquent le gouvernement puissent participer à la vie politique (et éventuellement trouver solution à leurs insatisfactions) ? Le prochain chapitre tentera notamment de faire la lumière sur d'autres paradoxes qui sont mis en relief dans notre étude sur les opinions.

CHAPITRE 5

Opinions paradoxales et écart entre l'offre et la demande en démocratie.

« ...[Il] y a des hommes et des femmes qui appuient la démocratie et qui affirment qu'un leader non démocratique serait une bonne chose pour leur pays. Comment devons-nous interpréter cette apparente contradiction ? Bien qu'il soit possible que certaines personnes ne comprennent pas ce qu'implique la démocratie, il est aussi probable que dans de nombreux autres cas la juxtaposition de ces attitudes contradictoires reflète la crainte qu'une transition à la démocratie soit déstabilisatrice et ainsi démesurément nuisible pour certains citoyens même si ce changement était globalement favorable pour le pays. Pour cette raison [plusieurs personnes opinent que] la transition à la démocratie devrait être 'guidée' par un leader fort qui pourra assurer que le changement politique s'effectue dans l'ordre ».

Amaney Jamal et Mark Tessler sur les attitudes dans le monde arabe, 2008.

Préférer la démocratie à l'autoritarisme, mais être contre les principes de liberté de manifestation et d'organisation. Accorder une grande valeur aux élections justes et libres, mais être irrité par la participation d'opposants du gouvernement à un débat télévisé. Soutenir la « primauté du droit », mais s'objecter à ce que des membres d'une *pandilla* aient recours à leurs droits pour se défendre d'accusations portées contre eux.

5.1 Introduction

Voilà quelques exemples de paradoxes qu'on observerait à coup sûr si on effectuait une grande enquête sur la démocratie au Guatemala ou dans pratiquement n'importe quel autre pays. À première vue, ces attitudes semblent incohérentes mais, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, elles répondent en partie à une logique de raisonnement qui est étroitement liée aux valeurs des citoyens. Nous proposons ici d'approfondir nos recherches en nous

intéressant au lien entre ces paradoxes et l'évaluation que font les citoyens de la démocratie.

Jusqu'à présent nous avons étudié les préférences des sondés pour la démocratie sans porter une grande attention à la manière dont les citoyens perçoivent cette dernière. Dans ce chapitre, nous nous penchons sur l'offre démocratique ou plutôt sur la manière dont les sondés évaluent la démocratie, un facteur pouvant en partie influencer les prises de positions paradoxales. Afin de procéder à cette analyse, nous nous inspirons, pour reprendre les termes de Nonna Mayer (2010 : 61), d'une « approche mixte » qui tient compte à la fois de facteurs écologiques (contexte et environnement) et individuels (valeurs). Nous proposons ainsi de combiner les approches que nous avons utilisé séparément dans cette thèse, d'abord quand nous étudions le temps court de l'opinion et ensuite, alors que nous nous penchons sur le temps long de l'appui à la démocratie.

Nous amorçons notre analyse en abordant le thème de la complexité démocratique du Guatemala. Notre discussion vise principalement à rappeler quelques spécificités de ce pays, un endroit où, comme le souligne Edelberto Torres-Rivas, la vie politique est remplie de paradoxes (1999 : 51). Afin de mieux comprendre les opinions des Guatémaltèques, il convient de rappeler quelques éléments qui caractérisent l'environnement dans lequel ces derniers sont interrogés et développent leurs attitudes. D'une certaine manière, ces éléments servent de repères empiriques ou historiques qui permettent de prendre conscience d'un aspect important de la culture politique guatémaltèque : l'instrumentalisation du discours politique comme stratégie servant à dépeindre ce qui est démocratique (ou ce qui est favorable aux droits civils et politiques) comme étant non-démocratique, et vice versa. Comme nous le soulignons auparavant, cette stratégie et son importance dans l'histoire contemporaine du Guatemala ne peuvent qu'avoir des répercussions sur la « perplexité démocratique » qu'affichent de nombreux sondés lorsqu'ils sont interrogés sur la démocratie. Sans nous concentrer expressément sur le lien entre les opinions et le flou qui entoure la notion de démocratie, nous nous intéressons à la question de l'instrumentalisation du discours politique comme toile de fonds sur laquelle les citoyens sont invités à s'exprimer.

Le thème du lien entre les préférences pour la démocratie (la demande) et l'évaluation que font les citoyens de cette dernière (l'offre) sont importants dans nos recherches. Afin de guider notre analyse, nous nous référons aux débats théoriques sur la question. Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous passerons en revue les principaux points de vue sur l'interaction entre l'offre et la demande en démocratie. Nous porterons une attention particulière aux arguments « pragmatiques » qui dépeignent les sondés comme des êtres capables d'évaluer le rendement des institutions démocratiques et d'ajuster leurs demandes démocratiques en fonction de la capacité de ces dernières à gérer la vie politique.

Dans la troisième section de ce chapitre, nous étudierons les attitudes des Guatémaltèques vis-à-vis de l'offre en démocratie et nous les comparerons à celles des sondés des autres pays de la région centraméricaine. Comme nous le constaterons, les Guatémaltèques tendent, plus qu'ailleurs, à douter de la capacité des institutions à faire fonctionner la démocratie. Outre des comparaisons entre les pays, nous analyserons aussi les opinions des Guatémaltèques par sous-groupes. À ce niveau nous observerons que les sondés qui jugent le plus sévèrement l'offre en démocratie sont bien souvent *Ladinos*, des opposants du gouvernement et des résidents des grandes villes. À l'inverse, ceux qui évaluent le plus favorablement l'offre en démocratie sont dans de nombreux cas *Indígenas*, des habitants de villages ou de petites villes et des citoyens fidèles au gouvernement.

Les réserves des Guatémaltèques sur l'offre en démocratie se démarquent de leurs demandes en la matière, qui, elles, restent assez soutenues. Dans la dernière partie de ce chapitre, nous nous intéresserons à l'écart entre les inclinations démocratiques des Guatémaltèques et les limites des institutions à répondre à celles-ci. Comme nous le verrons, la brèche entre, d'une part, les aspirations démocratiques des citoyens et, d'autre part, l'offre démocratique favorise la formation de paradoxes; comme si les sondés restaient, en théorie, démocrates mais que, dans la pratique, ils étaient fort préoccupés et conscients de l'incapacité des institutions à imposer un cadre légal assurant à la fois la protection de leurs droits et le bon fonctionnement de l'appareil démocratique.

5.2 Paradoxes des opinions sur fond de... paradoxes politiques

L'une des approches que nous privilégions dans cette thèse consiste à porter une attention particulière au contexte et à l'environnement politique. Les réponses que nous a apportées cette approche (notamment lorsque nous nous penchons sur le temps court de l'appui à la démocratie) nous amènent une nouvelle fois à nous y intéresser. Cette fois-ci, nous nous concentrons sur les opinions paradoxales en tenant compte de la toile de fonds sur laquelle elles sont exprimées. Avant d'examiner les perceptions du régime politique et des institutions, nous nous penchons sur une caractéristique importante de la politique guatémaltèque : la forte ambiguïté qui entoure la notion de démocratie au Guatemala. La brève analyse que nous proposons est utile puisque, comme nous l'avons vu, de nombreux points de vue (incluant ceux qui paraissent incohérents) trouvent en partie leur sens (et leur cohérence) lorsqu'ils sont étudiés comme étant concomitants d'une conjoncture ou d'un environnement spécifique.

Au Guatemala comme ailleurs, nous pouvons avancer que les attitudes paradoxales deviennent plus facilement intelligibles lorsque nous nous intéressons à la « réalité politique » et, plus particulièrement, à la manière dont celle-ci est présentée aux citoyens. En fait, nous observons que les opinions paradoxales sont bien souvent exprimées dans un environnement où la réalité politique, lorsqu'elle est présentée par les principaux acteurs politiques (dirigeants, partis, médias de communication, etc.), subit des transformations importantes, rendant très malléable la ligne entre ce qui est « démocratique » et ce qui ne l'est pas. Cependant, il serait fallacieux d'affirmer que les opinions paradoxales, en partie ancrées dans les valeurs¹⁵¹, sont simplement le produit de cette distorsion de la réalité politique. Nous pouvons plutôt affirmer que ces dernières trouveront un terrain fertile dans un environnement où les paradoxes sont largement véhiculés.

¹⁵¹ Un grand nombre de chercheurs se sont intéressés aux opinions autoritaires dans les démocraties de longue date. Comme ces chercheurs l'observèrent en Amérique du Nord et en Europe, nous n'excluons pas que le Guatemala abrite des citoyens qui, à plusieurs niveaux, ont des valeurs autoritaires. Cependant, afin d'apporter un éclairage différent sur le débat, nous nous concentrons sur le paradoxe des opinions, un phénomène qui, sans être le produit d'une réalité politique remplie de contradictions, semble trouver en cette dernière un environnement qui facilite leur développement.

UAlors que nous étudions les multiples facettes de la culture politique guatémaltèque dans la première partie de cette thèse, nous évoquions l'emploi sous la dictature de discours qui avaient pour but de légitimer la répression et de convaincre la population que celle-ci s'inscrivait dans une logique de démocratie. Cette stratégie, empruntée par les dirigeants autoritaires, visant à « se réclam[er] des valeurs permanentes de l'ordre démocratique ...» (Rouquié, 1982 : 49), n'a toutefois pas été inventée par les militaires durant la Guerre froide au moment où la répression et les violences étaient les plus marquées. Bien avant le règne des militaires dans les années quatre-vingt, les présidents faisaient usage de cette stratégie. Un exemple notoire est celui du président Jorge Ubico (1931-1944) alors que, confronté à des manifestations importantes, il tentait de s'accrocher au pouvoir. Dans les derniers mois de son régime, Ubico suspendit les droits constitutionnels et tenta de rétablir l'ordre au nom de la protection des « institutions démocratiques » du pays (Yashar, 1997 : 91). La contradiction était évidente : la restriction des droits et des libertés imposée par le Président pour assurer la stabilité de son régime, se fit au nom de la protection d'un type de régime et de règles qui, ironiquement, n'allaient voir le jour que beaucoup plus tard.

5.2.1 1999 : Une consultation populaire contre la démocratie ?

La signature des Accords de paix en 1996¹⁵² changea quelque peu la donne : s'il était toujours possible pour les autorités de commettre des abus et de violer les droits et libertés des citoyens, il était désormais plus difficile de le faire au nom de la stabilisation et de la pacification du pays. L'emploi d'arguments « démocratiquement fallacieux » demeura toutefois une pratique ancrée dans les mœurs politiques du pays. L'un des meilleurs exemples est sans doute celui de la campagne menée en 1999 contre l'adoption de réformes constitutionnelles qui

¹⁵² Le 29 décembre 1996, les représentants du gouvernement et les dirigeants de la guérilla (URNG) se réunirent dans la capitale du Guatemala et signèrent, en présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'Accord de paix. Même si des discussions avaient mené depuis 1991 à la signature d'autres documents, c'est véritablement l'entente du 29 décembre 1996 qui mit fin à la Guerre civile. L'Accord prévoyait notamment la fin des combats, la reconnaissance légale de l'URNG comme entité faisant partie du processus de réconciliation et l'engagement du gouvernement envers le respect des droits de l'Homme. Le document prévoyait également la reconnaissance de l'identité et des droits des peuples autochtones. Dans un pays où la constitution (1985) faisait de l'espagnol la seule langue officielle du pays, une telle entente entre les partis impliquait que des changements à la constitution devaient être apportés.

avaient, entre autres, pour objectif de renforcer les droits des communautés mayas, tel qu'il avait été convenu lors de la signature des Accords de paix quelques années auparavant.

Durant la campagne référendaire de 1999, de nombreuses stratégies furent utilisées pour discréditer les arguments des groupes favorables aux changements constitutionnels. Journalistes, personnes issues des classes conservatrices et hommes d'affaires présentèrent la consultation populaire comme un événement dangereux qui risquait de pousser une nouvelle fois le pays vers la violence en attisant les tensions entre les Indiens et les *Ladinos*. Cette stratégie était similaire à celle employée au cours des années précédentes où faire la promotion des droits de l'Homme était dépeint comme une manœuvre partisane¹⁵³ ou encore comme une marque d'intolérance envers les *Ladinos* (Cojtí Cuxil, 1996 : 22). Au lieu de voir la promotion des droits indigènes comme une manière de réduire les inégalités entre les deux peuples, de nombreux opposants aux réformes véhiculèrent l'idée que les communautés mayas cherchaient plutôt à diviser le pays. Les « constitutionnalistes » (Davis, 2004) présentaient par ailleurs le changement comme un retour en arrière qui mettait la paix en péril et qui, de surcroît, violait la volonté populaire.

De façon toute autant exagérée, certains opposants arguaient que les réformes mèneraient à une situation discriminatoire envers les *Ladinos* (Carey, 2004 : 74). La réalité politique était pour ainsi dire faussée par des idées voulant que tout ce qui troublait le *statu quo* était périlleux et menaçant, et ce, même si une partie des changements dont il était question avaient été préalablement approuvés par les signataires des Accords de paix. Étrangement, ou simplement en décalage avec les principes de primauté du droit, la promotion des intérêts

¹⁵³ Les lecteurs intéressés pourront consulter le texte de Jailey J. Philpot-Munson sur la résistance des évangélistes aux discussions de paix. (PHILPOT-MUNSON Jailey J. « Understanding Evangelical Resistance to Peace Process ». *Mayas in Postwar Guatemala. Harvest of Violence Revisited* / ed. par Walter E. LITTLE et Timothy J. SMITH. Tuscaloosa : The University of Alabama Press, 2009, p. 42-53). Celui-ci décrit de quelle façon certains évangélistes dépeignaient les défenseurs des droits de l'Homme comme des alliés de la guérilla. Dans le cas de la campagne référendaire de 1999, de nombreux pasteurs prirent part à la campagne et appelant, dans leurs communautés, à rejeter les réformes constitutionnelles. Dans son analyse du référendum, Hernández Pico rappelle que certains pasteurs invitèrent les fidèles qui songeaient à appuyer les réformes, à devenir catholiques. (PICO HERNÁNDEZ Juan. « ¿Por qué el NO en la Consulta Popular? » *Envío Digital* [en ligne], 1999, [consulté le 28 février 2011], n° 208. Disponible sur : <http://www.envio.org.ni>).

des groupes sous-représentés posait un risque et pouvait éventuellement porter atteinte à l'influence que les *Ladinos* exerçaient dans les différentes sphères : sociale, économique et politique. Plutôt que de voir dans le référendum une occasion de réduire la brèche entre les Indiens et les *Ladinos*, les groupes les plus influents de la société cherchèrent à miner le changement. Le message qui était véhiculé était simple : ce n'est qu'en restant « unis »¹⁵⁴ que le Guatemala pouvait aller de l'avant dans son développement économique et sa démocratie.

Cette présentation de la réalité politique ne pourrait être plus paradoxale. Au nom de la démocratie, les classes dominantes prônaient l'exclusion et la poursuite d'un ordre où le rôle des autochtones était réduit à celui d'observateur¹⁵⁵. Les arguments des groupes dominants auraient pu être compréhensibles si les *Ladinos* avaient été les principales victimes de la guerre civile, s'ils constituaient la majorité de la population et si leur poids politique était superficiel. Cependant, il en était tout autre : l'ironie du discours et la représentation politique étaient, en quelque sorte, psychotiques et détachées du réel. Il est difficile d'évaluer si les votants, peu nombreux à se présenter aux urnes, et qui rejetèrent les questions qui leur étaient soumises, ont cru en cette représentation de la réalité. L'important pour nous est plutôt de prendre conscience jusqu'à quel point la manipulation du discours peut s'imposer et éclipser les représentations plus nuancées, où la promotion des droits des minorités vise à rétablir un déséquilibre et non à mettre en place des politiques discriminatoires et anti-démocratiques envers les *Ladinos*. Le discours paradoxal, sans devenir la source même des opinions « contradictoires », est certainement une solide base sur laquelle elles peuvent se construire et être exprimées.

¹⁵⁴ L'argument de l'unité a largement été employé par les opposants aux réformes. Un exemple de pamphlet distribué par les partisans du « non » se trouve en Annexe 9. Sur ce pamphlet apparaît une carte du Guatemala, où le pays est fragilisé, fragmenté comme un morceau de verre brisé.

¹⁵⁵ Les lecteurs intéressés par l'origine historique de l'exclusion des Indiens sont invités à consulter le livre de René Reeves. (REEVES René. *Ladinos with Ladinos, Indians with Indians. Labor, and Regional Ethnic Conflict in the Making of Guatemala*. Stanford : Stanford University Press, 2006, 249 p.).

5.2.2 Failles de sécurité, failles démocratiques ?

L'exemple du référendum de 1999 peut sembler isolé, mais il révèle en fait un trait important de la vie politique du Guatemala, qui est celui de la prégnance des paradoxes. Bien que des recherches plus poussées sur la compétence politique des électeurs seraient à entreprendre, il est tout à fait approprié d'affirmer que ces paradoxes et la « distorsion » de la réalité politique par certains acteurs politiques (tels les partisans du « non » en 1999 qui voyaient les changements constitutionnels comme étant anti-démocratiques¹⁵⁶) peuvent influencer la perception que se font les Guatémaltèques des enjeux démocratiques. Sources d'information, les débats politiques peuvent avoir, chez les citoyens, un effet sur la formation de leurs opinions. Dans un environnement où les paradoxes sont nombreux et promus, on ne peut s'étonner qu'ils « resurgissent » dans les opinions des citoyens.

Il serait inutile de défendre l'idée que le Guatemala est le seul endroit où la réalité politique est « trafiquée » au point de rendre « non-démocratique » ce qui en fait est susceptible d'être favorable à la démocratie (ou vice versa). Néanmoins, il demeure important de rappeler certains événements incontournables d'une histoire marquée par les contradictions. Au-delà d'exemples précis (comme celui de la campagne référendaire de 1999), nous pouvons notamment rappeler que le processus même de démocratisation du pays s'est effectué dans un cadre paradoxal. Comme le souligne Dinorah Azpuru, le cas du Guatemala est celui d'un pays où « les gouvernements légaux et légitimes sont nés avant même que la paix ait été formellement mise en place » (1999 : 99), donnant ainsi lieu à une étrange situation. Durant cette période, le processus de démocratisation, les violences et la répression dans certaines régions du pays avaient lieu alors que le pouvoir offrait aux citoyens la possibilité de se prévaloir de droits civils et politiques que leur avaient longtemps refusé les dirigeants militaires. Les contradictions n'ont toutefois pas cessé avec la signature des Accords de paix en 1996. Comme le rappelle Edelberto Torres-

¹⁵⁶ Il est difficile d'évaluer si les votants ont adhéré à ces arguments, mais, choses certaines, les enjeux n'ont pas mobilisé la population. La reconnaissance des vingt-cinq langues du pays, fin de la participation de l'armée dans les affaires de sécurité interne, incorporation des tribunaux militaires dans le système de justice ne sont que quelques-unes des propositions rejetées par les votants, ou qui n'ont pas convaincu les citoyens à se rendre aux urnes le jour du référendum.

Rivas, les violations des droits de l'Homme restèrent endémiques même si les militaires n'étaient plus au pouvoir et que la paix était signée (2005 : 151)¹⁵⁷.

Bien que la réalité politique soit marquée par de nombreuses contradictions, il serait inadéquat d'en conclure que celle-ci jette automatiquement les citoyens dans la plus profonde des confusions. S'il est convenable de croire que les paradoxes politiques peuvent renforcer des paradoxes au niveau des opinions, il est toutefois inapproprié de croire que les citoyens en perdent le sens de la raison. En fait, nous sommes plutôt d'avis, comme nous l'avons aussi défendu précédemment dans cette thèse, que la conjoncture politique amène les citoyens à faire des choix qui leur semblent le mieux adaptés au contexte.

La question de l'appui aux droits de groupes spécifiques peut nous être utile afin de démontrer le raisonnement que de nombreux citoyens empruntent pour prendre position sur des enjeux liés directement ou indirectement à la démocratie. Par exemple, certains chercheurs nous rappellent que les ratés continus du système de justice en Amérique latine influencent les citoyens à adopter des opinions défavorables envers les droits des criminels et cela, non pas par simple affinité avec les idéaux autoritaires, mais sur la base d'une évaluation critique du fonctionnement du système de justice. Pour reprendre le terme de Camille Goirand, de nombreux citoyens sont conscients que les institutions judiciaires sont « défectueuses » (2002 : 33). Voyant difficilement en quoi le système de justice remplit ses fonctions protectrices et punitives, de nombreux citoyens estiment que le droit (du moins la manière dont celui-ci est appliqué) et les autorités (la police, les juges, etc.) sont la source d'un problème (c'est-à-dire de l'insécurité et de l'impunité) plutôt qu'une solution à celui-ci (Gómez Galvez *et al.*, 2007 : 71 ; Pitarch *et al.*, 2008 : 75)¹⁵⁸.

¹⁵⁷ Un constat similaire est émis par Panizza et de Brito (PANIZZA Francisco et DE BRITO Alexandra Barahoma. « The politics of human rights in undemocratic Brazil: 'A lei não pega' ». *Democratization*, 1998, vol. 5, n° 4, p. 20-51) sur la situation des droits de l'Homme au Brésil sous la démocratie.

¹⁵⁸ Nous pouvons ajouter à ceci la peur que ressentent les citoyens d'être les prochaines victimes de l'insécurité. En 2010, dans presque tous les pays de la région (Belize et le Nicaragua), la majorité de sondés affirmaient que le crime et la délinquance étaient les problèmes les plus importants qui affectaient leur pays. Comme le soulignent Booth et Seligson, l'insécurité fait des victimes de façon plus aléatoire et moins prévisible que sous les régimes militaires. (BOOTH John A. et SELIGSON Mitchell A. *The Legitimacy Puzzle in*

Aux yeux de nombreux citoyens, le système de droits est fissuré et permet aux criminels d'utiliser les droits de l'homme à leur avantage ou encore, de façon plus générale, d'exercer une influence considérable sur la justice. Dans un tel contexte, l'appui aux droits des criminels peut facilement devenir synonyme de soutien à un système déficient au sein duquel les intérêts du « simple citoyen » sont éclipsés. Dans une perspective pragmatique, il devient « justifiable » de vouloir nier les droits des criminels plutôt que de demander l'application plus rigoureuse des règles de la justice, une solution, qui, de toute manière, est perçue comme étant difficilement envisageable compte tenu des défauts du système de justice et de l'emprise qu'ont les réseaux criminels sur celui-ci.

Le contexte est une variable importante afin de comprendre les opinions. Nous pouvons ouvertement interroger les citoyens et leur demander s'ils appuient la « démocratie » et les droits de groupes en particulier. Mais si, comme référence, les citoyens ont en tête un système qui mine leurs propres intérêts et qui est incapable d'appliquer les règles d'équité et de primauté du droit, il ne faudra pas nous étonner si nous obtenons des résultats paradoxaux, où se mélangent des opinions qui démontrent un appui à la démocratie (comme idéal) et une indisposition à soutenir des principes plus spécifiques (compte tenu des ratés du système de droits). Dans ce chapitre, si nous nous donnons notamment comme mission de comprendre les asymétries dans la « demande » des citoyens pour la démocratie et ses droits, nous devons impérativement nous intéresser à l'évaluation que font les citoyens de « l'offre » en la matière. L'analyse de la brèche entre cette demande et cette offre nous aidera à comprendre davantage les paradoxes que nous observons dans l'étude des opinions.

5.3 Théories et réflexions sur l'offre et la demande pour la démocratie

Dans la première partie de cette thèse nous évoquons l'existence de liens réciproques entre culture et régime politique. Plus précisément, nous acceptons l'argument que les attitudes façonnaient les institutions et les politiques aussi bien que, à l'inverse, ces dernières pouvaient avoir un impact sur les attitudes. Les discussions que nous engageons dans ce chapitre sur l'offre et la demande nous donnent l'occasion de revenir sur le sujet en examinant l'interaction entre, d'une

Latin America. Political Support and Democracy in Eight Nations. Cambridge : Cambridge University Press, 2009, p.124). Les citoyens en semblent conscients.

part, ce que les citoyens demandent en terme de démocratie et, d'autre part, ce que ceux-ci estiment qu'ils obtiennent de l'État en matière de démocratie.

Jusqu'ici nous avons étudié diverses facettes de la culture politique, des opinions, des croyances et des valeurs mais sans trop nous préoccuper de la manière dont les citoyens perçoivent les institutions et les autorités chargées de protéger leurs droits et de superviser le jeu politique. Notre intérêt pour « l'offre démocratique » (du moins telle que les sondés l'évaluent) est facilement justifiable. Outre les analyses que nous pouvons faire des institutions et de l'application des règles et des droits de la démocratie, il est convenable de tenir compte des opinions des citoyens guatémaltèques sur le sujet. Après tout, la perception citoyenne de la démocratie (et de son fonctionnement) risque fortement d'influencer la demande pour cette dernière.

Dans les chapitres précédents nous avons vu que les Guatémaltèques, dans une proportion majoritaire, tendent généralement à adhérer aux principes démocratiques. Toutefois, alors que nous nous intéressions plus précisément aux nuances des opinions, nous constatons aussi que de nombreux sondés affichaient des attitudes « contradictoires ». Nous avançons que ce type d'attitudes était en partie attribuable à l'utilisation combinée de logiques de raisonnement vertical (où l'appui à la « démocratie » a une incidence partielle sur les opinions liées aux principes plus spécifiques) et horizontal (par laquelle les sondés jugent les droits « à la pièce » et en tenant compte de qui en seront bénéficiaires).

En nous intéressant à l'offre politique nous cherchons à approfondir notre analyse et à comprendre de quelle manière le contexte général (dans une optique de temps long plutôt que de court terme ou de crise) ou l'environnement politique interviennent dans les prises de positions paradoxales. Soupçonnant les sondés d'être plus « pratiques » que « théoriques » dans leur manière de voir la démocratie¹⁵⁹, nous réintroduisons dans notre analyse des variables liées à l'environnement et, avec plus de précision, à la manière dont fonctionne la démocratie. Après tout, et sans remettre en question l'importance des valeurs dans le positionnement vis-à-vis de la démocratie, il est pertinent de croire que,

¹⁵⁹ Nous évoquions précédemment que nous ne pouvons prendre pour acquis que le « citoyen moyen » voit la démocratie comme le ferait un expert en droit.

par pragmatisme, de nombreux citoyens ajusteront leurs opinions sur la base de leur évaluation de l'État et de la capacité de celui-ci à faire fonctionner la démocratie, à « gérer » les acteurs politiques et à faire respecter les règles et les droits.

Dans cette optique, il est tentant de voir les paradoxes des opinions comme une sorte de « conflit interne » qui tiraillerait les citoyens, généralement favorables aux principes démocratiques mais souvent incertains quant à la capacité des institutions à garantir l'application des règles de la démocratie et à encadrer l'influence qu'exercent les acteurs qui prennent part (officiellement ou non) au jeu politique. Cette supposition est d'autant plus intéressante dans la mesure où nous nous intéressons à un pays où la démocratie connaît des limites importantes. En effet, le régime politique guatémaltèque correspond en plusieurs points à celui où les principes de démocratie et de justice peinent à étendre leurs racines¹⁶⁰. Nous évaluerons plus loin l'impact que produit la brèche entre l'état de la démocratie (telle qu'évaluée par les citoyens) et les demandes des sondés pour celle-ci, mais il y a lieu de croire qu'ici se trouve une partie des réponses aux interrogations que nous avons soulevé au sujet du paradoxe des opinions. Pour l'instant, passons en revue quelques-unes des approches théoriques utilisées afin d'aborder le thème de l'offre et de la demande.

Les politologues qui s'intéressent à l'offre et à la demande politiques en démocratie (ou dans un contexte de démocratisation) sont nombreux. La lecture de leurs travaux nous permet de cerner les différents enjeux et positionnements à l'intérieur de la discipline. Parmi ces travaux, figurent ceux de Ronald Inglehart. Dans un livre qu'il écrit avec Christian Welzel, le chercheur américain expose sa « thèse de la congruence ». Inglehart défend l'idée que la stabilité des institutions repose sur leur concordance avec la « culture de masse » (2005 : 174). Pour qu'il y ait congruence, les auteurs évoquent deux scénarios où le niveau de demande pour la démocratie (ou plutôt la vitalité des valeurs que les chercheurs associent à la démocratie) est similaire au niveau de libertés et de droits offerts par les institutions et le gouvernement. Dans un premier scénario, une forte demande

¹⁶⁰ Violence, intimidation durant les campagnes politiques, sous-représentation marquée de la majorité *indígena* dans le processus de prise de décision, impossibilité pour de nombreux citoyens d'avoir accès au système de justice et absence de l'État dans plusieurs régions du pays, ne sont que quelques facteurs qui contribuent à cette situation.

pour la démocratie rencontre une offre institutionnelle élevée. Dans un deuxième scénario, la faiblesse de la demande exprimée par les citoyens rencontre un faible niveau de l'offre en matière de droits civils. Cependant, pour les chercheurs, s'il peut y avoir « congruence » entre les valeurs des citoyens et la disposition des institutions à permettre la démocratie¹⁶¹, il peut aussi y avoir « incongruence » (c'est-à-dire inadéquation) ou, dans un terme plus simple, un décalage entre l'offre et la demande.

Pour Inglehart, l'équilibre entre l'offre et la demande est essentiel à la stabilité des régimes. Alors qu'un niveau élevé de l'offre et de la demande pour les droits et les valeurs démocratiques serait favorable à la stabilité démocratique, un faible niveau de ces deux composantes produirait plutôt un régime non-démocratique stable. En contrepartie, selon les théoriciens, un décalage entre l'offre et la demande produirait des régimes démocratiques ou non-démocratiques instables. Dans cette approche, la clé de la démocratisation est d'abord la demande de valeurs démocratiques. Comme le précisent les auteurs, « plus la demande populaire pour la démocratie surpasse la vitalité des institutions démocratiques, plus il est probable qu'un changement en faveur de la démocratie se produise » (2005 : 174).

Comme nous y faisons indirectement référence dans le chapitre sur la culture politique, la chaîne de causalité entre l'offre et la demande n'est pas quelque chose qui fait l'unanimité en science politique. Le plus important critique de l'approche « culturaliste » (ou axée sur la demande) à laquelle souscrit Inglehart est sans doute Guillermo O'Donnell, qui étudia de près la chute des régimes autoritaires et les transitions à la démocratie en Amérique latine. Prenant pour acquis que les citoyens « démocrates » étaient peu nombreux alors que les gouvernements autoritaires laissaient le pouvoir (1992 : 19), O'Donnell remet automatiquement en question ce qu'avancent les « culturalistes ». Tout simplement, selon le défunt chercheur argentin, si la présence de large bassin de démocrates était préalable à la démocratie, aucune démocratie n'aurait vu le jour,

¹⁶¹ Avant Inglehart et Welzel, Harry Eckstein, qui s'intéressa à la politique et à la société norvégienne, parlait « d'adéquation » entre les structures d'autorité sociale et le mode de fonctionnement (*patterns*) des gouvernements. À partir d'une théorie axée sur la congruence, Eckstein expliquait que la stabilité d'un gouvernement repose en grande partie sur l'équilibre entre ces deux aspects. Voir ECKSTEIN Harry. *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*. Princeton : Princeton University Press, 1966, p. 239.

que ce soit en Amérique latine ou ailleurs (1992 : 20). Dans un texte novateur, le politologue argue plutôt que la démocratie est « contagieuse » : c'est par l'application des droits et des libertés que les valeurs démocratiques se reprendraient (1992 : 19). Une logique similaire est habilement exposée par Manuel Alcántara : c'est en « pratiquant la démocratie » que « les citoyens deviennent démocrates » (2004 : 7).

Cette approche axée sur l'offre démocratique influença un certain nombre de recherche sur les opinions, notamment parmi les adeptes de la théorie du choix rationnel. En supposant que les électeurs prenaient position en pesant le « pour » et le « contre » de ce qui leur était offert, certains chercheurs tentèrent de démontrer que l'appui à la démocratie reposait sur les bénéfices politiques et matériels que celle-ci apportait. Intéressés par les anciens pays communistes, où la transition à la démocratie fut accompagnée de la libéralisation de l'économie, Geoffrey Evans et Stephen Whitefield (1995) tentèrent d'évaluer si les bénéfices politiques et économiques pouvaient influencer les citoyens à appuyer (ou non) la démocratie. Les deux chercheurs estimèrent que la perception des Européens de l'Est quant aux libertés civiles et politiques avait un effet plus important sur leurs préférences démocratiques que le fait de percevoir des avantages liés à la libéralisation de l'économie. La théorie du choix rationnel ne semblait ainsi que partiellement expliquer la demande pour la démocratie.

Dans leur étude sur les comportements en Afrique, Robert Mattes *et al.* conclurent aussi que les gains ou les pertes économiques avaient peu d'incidence sur l'évaluation que font les citoyens de la démocratie (2007 : 202). Les chercheurs, intéressés par une approche institutionnelle axée sur l'offre démocratique, estimèrent plutôt que la demande pour la démocratie était étroitement liée à une évaluation pragmatique que font les sondés du rendement des institutions sous les gouvernements en place. Ailleurs, Robert Mattes, intéressé par l'impact du « contenu démocratique » (2000 : 15) sur la demande pour la démocratie, conclut que, de façon plus générale, la « personne moyenne » porte une attention particulière aux règles, aux procédures et aux mœurs qui prévalent dans la sphère politique (2007 : 1). Ces variables, dans un

contexte de « démocratie imparfaite »¹⁶², auraient un impact direct sur le niveau de satisfaction envers la démocratie.

Par leur distinction entre les paradigmes « réaliste » et « idéaliste », William Mishler et Richard Rose résument assez bien les différentes positions sur les liens et l'interaction entre l'offre et la demande pour la démocratie (2001). Alors que les « réalistes » voient l'évaluation citoyenne de la démocratie comme un facteur déterminant de l'appui à la démocratie, les « idéalistes », pour leur part, estiment que c'est la demande pour les libertés qui stimule l'offre démocratique. Sans prendre position dans un débat complexe, nous pouvons toutefois affirmer notre intérêt pour l'approche réaliste. Nous observons dans les travaux des chercheurs qui adhèrent à cette approche une propension à mesurer l'offre démocratique à partir de la perception des citoyens plutôt que sur la base d'études réalisées par des acteurs externes. Évidemment ces études sont utiles à nos analyses, mais puisque nous cherchons à comprendre les paradoxes des opinions, il est sans doute plus utile de nous intéresser principalement à l'évaluation que font les citoyens de leur démocratie plutôt qu'aux observations des experts sur le sujet.

En concordance avec l'approche réaliste, il est intéressant de croire que l'évaluation démocratique des citoyens se fait en fonction d'expériences directes ou indirectes avec l'État et les gouvernements. À ce sujet, de nombreux auteurs rappellent le lien qui existerait entre le fait de percevoir, de ressentir ou d'avoir été victime de corruption et la satisfaction envers la démocratie (Zovatto, 2002 : 44 ; Graham et Sukhtankar, 2004 : 372 ; Miceli Kerbauy, 2009 : 344). Faisant preuve de prudence en s'interrogeant plutôt sur les causes de l'appui aux régimes politiques¹⁶³, Mishler et Rose estiment que plus les citoyens croient en

¹⁶² En anglais, les auteurs font référence à une démocratie affectée par plusieurs défauts et « verrues ». (MATTES Robert et BRATTON Michael. « Learning about Democracy in Africa: Awareness, Performance, and Experience ». *American Journal of Political Science*, 2007, vol. 51, n° 1, p. 192).

¹⁶³ Comme ils l'évoquent à de multiples endroits, Mishler et Rose se penchent sur l'appui aux « régimes » plutôt qu'au soutien envers la démocratie. Dans des démocraties dites « incomplètes », il serait malhabile d'interpréter l'appui au régime comme une forme de soutien à la démocratie. Les lecteurs pourront également apprécier le fait que l'étude de l'appui aux « régimes politiques » plutôt que « l'appui à la démocratie » facilitent les comparaisons entre les différents pays du monde.

l'intégrité des autorités politiques et judiciaires et en la disposition de celles-ci à respecter la primauté du droit, plus ils appuient le régime politique (2001 : 312)¹⁶⁴.

Les « résultats concrets » et la relation qu'entretiennent les citoyens avec l'État semblent ainsi pencher dans la balance de l'évaluation de l'offre et, par conséquent, de l'appui à la démocratie (ou aux régimes politiques). Sur la base de règles et de principes, les acteurs de la démocratie prennent des décisions et favorisent (du moins en théorie) une gestion équitable et transparente des affaires de l'État. Les citoyens sont les premiers à bénéficier de ce type de gouvernance. Mais la démocratie est aussi affaire de médiation et d'application des lois, ce qui permet notamment à l'État de trancher, de déclarer des « vainqueurs » et des « perdants » suite à un scrutin. Ces décisions affectent aussi les citoyens, qu'ils soient impliqués au non dans le jeu politique et influencent la manière dont ces derniers perçoivent la démocratie.

Pragmatiques, les électeurs jugeront l'offre et le rendement du système politique sur la base de leur expérience personnelle. Cette évaluation pourra ainsi diverger (ou non) des principes plus théoriques utilisés par les experts en démocratie pour effectuer la même tâche¹⁶⁵. Adam Przeworski nous donne un exemple éloquent. Le politologue souligne que la valeur que les acteurs politiques donnent à la démocratie varie s'ils sont les vainqueurs ou les vaincus d'une élection (2003 : 135). Alors que les perdants attribuent généralement une valeur moindre à la démocratie, les vainqueurs, eux, lui accordent une valeur plus importante. Du point de vue des citoyens, Nonna Mayer réussit parfaitement à résumer la situation : « on reconnaît plus volontiers le bon fonctionnement de la démocratie lorsqu'on se sent proche de l'un des "partis du gouvernement", plus encore si on appartient à la majorité au pouvoir » (1997 : 45).

Dans leur évaluation de la démocratie, les citoyens tiennent compte des éléments concrets qui ont un impact sur leur vie. Cependant, même si la métaphore est intéressante, la démocratie ne peut être réduite à une question de

¹⁶⁴ Une étude de John James Kennedy sur l'offre et la demande en politique municipale chinoise démontre aussi que plus les citoyens ont la conviction que les lois électorales sont respectées, plus ils feront la distinction entre le rendement des dirigeants et celui des institutions. (KENNEDY John James. « Supply and Support for Grassroots Political Reforms in Rural China ». *Journal of Chinese Political Science*, vol. 15, n° 2, 2010, p.169-190).

¹⁶⁵ Les lecteurs conviendront qu'il serait inconcevable de penser que l'électeur moyen juge de l'offre démocratique en se référant aux travaux de Robert Dahl.

« gains » et de « pertes ». Les « perdants » de la démocratie doivent sentir que leur situation est due à l'incapacité de leurs partis et/ou de leurs candidats de mobiliser suffisamment de ressources et de soutiens, et non à un facteur lié à la fraude et à l'abus de ceux qui sont au pouvoir ou qui influencent ce dernier de façon indue. Même s'il est improbable qu'ils puissent changer quoi que ce soit au processus de décision et aux politiques adoptées par le gouvernement, les citoyens doivent avoir la conviction qu'ils peuvent tout de même user de leurs droits. Par exemple, au Guatemala, les citoyens qui se sentent libres d'exercer leurs droits seraient plus satisfaits de la démocratie que leurs concitoyens qui ont un sentiment contraire (Azpuru, 2009 : 99).

Les notions d'évaluation de l'offre et de demande semblent être intimement liées. Dans leur rapport de 2004 sur les démocraties latino-américaines, les experts des Nations Unies soulignaient notamment que les non-démocrates tendent à être moins satisfaits de la démocratie que ne le sont les démocrates et les ambivalents (PNUD, 2004 : 139). L'observation porte à la réflexion : les non-démocrates seraient insatisfaits des régimes démocratiques comme si le produit qui leur était offert ne correspondait pas à leurs attentes. Rien n'indique pour autant que ces non démocrates trouveraient leur compte dans un régime autoritaire, où les politiques adoptées ne leur apporteraient pas automatiquement plus de satisfaction et où ils pourraient encore moins exprimer leurs préoccupations.

L'insatisfaction envers les régimes doit retenir notre attention mais elle ne doit pas être associée automatiquement au rejet de la démocratie. En fait, l'insatisfaction est quelque chose de plutôt positif ; en fonctionnant comme un incitatif à la participation, à l'implication, à la demande de changements et d'améliorations aux systèmes de lois, à l'application des règles, etc. Pour ce faire, il faut cependant que les institutions puissent, dans un cadre légal et de façon efficace et impartiale, traiter les demandes qui leur sont adressées. Or, là réside une partie du problème, compliquant ainsi la relation entre les citoyens et l'État.

Le contexte latino-américain est bien souvent celui où les principes de la démocratie ne sont pas consolidés, où, dans les mots d'O'Donnell, les règles institutionnalisées sont celles de l'informel et où la présence de « l'État légal » est effacée (1999a : 181 ; 1999b : 313). Ainsi, qu'arrive-t-il lorsque, ni autoritaire, ni pleinement démocratique, l'État est particulièrement vulnérable aux pressions de

groupes qui cherchent à imposer leurs propres façons de faire ? Incapables d'exercer pleinement leur citoyenneté¹⁶⁶, les citoyens ont de bonnes raisons d'être à la fois insatisfaits du régime et inquiets que des groupes influents puissent exploiter les faiblesses institutionnelles et les libertés démocratiques afin de « capturer l'État »¹⁶⁷.

Dans un contexte démocratique, Herbert McClosky et Alida Brill nous rappellent que les libertés fonctionnent sous un principe de répartition : le renforcement des droits des uns peut engendrer l'affaiblissement des droits des autres (1983 : 19). Ce principe de distribution peut s'avérer être un irritant considérable dans un contexte semi-démocratique. Les citoyens qui sentent avoir peu (ou aucunement) accès à leurs droits seront à coup sûr préoccupés de voir que d'autres bénéficient des leurs ou d'une protection excessive. Dans le domaine judiciaire, les citoyens honnêtes à qui on refuse des droits auront naturellement de la difficulté à comprendre pourquoi les gens qui violent les lois peuvent, eux, obtenir une protection légale pour se défendre d'accusations portées contre eux¹⁶⁸. En d'autres mots, les asymétries dans l'offre seront propices aux asymétries au niveau de la demande.

Il est aussi possible de transposer le problème à celui de la légitimité et l'efficacité des gouvernements. En Amérique centrale, les citoyens qui doutent de l'efficacité des gouvernements et des États seraient portés à appuyer des mesures extraconstitutionnelles pour combattre la criminalité (Pérez, 2003 : 629). La distribution inégale des droits aurait un effet pervers : le citoyen se sentant vulnérable serait favorable aux solutions illégales afin d'éviter une situation où les

¹⁶⁶ Cette expression est empruntée à Pinheiro. Les lecteurs peuvent consulter : PINHEIRO Paulo Sérgio. « The rule of Law and the underprivileged in Latin America: Introduction ». *The (Un)Rule of Law and the Underprivileged in Latin American* / ed. par Juan E. MENDÉZ et al. Notre-Dame : University of Notre-Dame Press, 1999, p. 1-15.

¹⁶⁷ L'expression est empruntée à Jennifer M. Coston. Les lecteurs peuvent consulter : COSTON Jennifer M. « Administrative avenues to democratic governance: the balance of supply and demand ». *Public Administration and Development*, 1998, vol. 18, n° 5, p. 479-493.

¹⁶⁸ Dans un article sur la criminalité et la démocratie au Salvador, Eline Cecile Ranum explique cette logique de raisonnement : « Pour plusieurs personnes, les criminels, étant des *violadores* de la loi, ne peuvent exiger le respect de leurs droits humains et individuels puisqu'en commettant un délit ils ont renoncé à leurs droits... ». (RANUM Elin Cecile. « El Crimen violento y la demcoracia en El Salvador ». *Estudios Centroamericanos*, 2007, vol. 62, n° 703-704, p. 363).

droits, promus par un gouvernement ou un État inepte, risquent au final de servir les intérêts des criminels et, subséquemment, dans un cas extrême, d'affaiblir un peu plus les institutions.

Nous pouvons certes penser à des situations où les citoyens « adaptent » leurs demandes en fonction des capacités de l'État, mais nous devons aussi nous interroger sur les attitudes des citoyens dans un environnement où celui-ci est tout simplement absent (ou inaccessible). Cette absence (ou cette inaccessibilité) aura inévitablement un effet sur les attentes des citoyens, habitués à fonctionner avec ce vide. Ainsi, le geste d'appuyer une solution « extraconstitutionnelle » prendra une signification différente en fonction de la présence ou de l'absence de l'État. Techniquement, il est plus juste d'affirmer que certains citoyens « tournent le dos » à la démocratie et à la justice dans les endroits où celles-ci font partie du paysage politique et légal que là où elles en sont exclues. Sans minimiser l'impact que peu engendrer l'appui à des mesures incompatibles avec le droit, nous devons comprendre que, là où l'État est absent ou très effacé, les citoyens ne prennent pas nécessairement position sur la base de considérations qui sont complètement alignées sur « la démocratie » ou « l'autoritarisme ».

Nous reconnaissons que la logique de raisonnement sur la démocratie que nous dégageons est pragmatique. Elle tente de mettre en relief les préoccupations qu'entretenaient de nombreux citoyens, engendrées par les limites de l'État et la facilité de certains acteurs d'en exploiter les failles. À lui seul, le contexte politique (ou la perception de celui-ci) est assez propice aux paradoxes des opinions. Ce contexte, celui où on observe un fossé qui sépare les aspirations des citoyens de la capacité des États à mettre en place un système de droits, génère une situation bien étrange. Malgré l'appui assez répandu aux principes de la démocratie et la demande des électeurs pour la protection de leurs droits, les citoyens sont craintifs (voire parfois réfractaires) à l'attribution de droits à des groupes qui pourraient profiter indûment de l'incapacité des institutions et des débilés de la démocratie. Aux yeux de plusieurs citoyens, alors que leurs droits ne sont pas pleinement garantis, il semble inapproprié de donner plus de liberté et de protection à des groupes (dont les intentions sont inquiétantes) qui pourront avoir une influence excessive sur les institutions.

5.4 L'évaluation des Guatémaltèques de l'offre en démocratie

Dans le deuxième chapitre de cette thèse, nous prenions connaissance du grand nombre d'indicateurs qui existaient afin de mesurer l'appui à la démocratie. Maintenant que nous nous penchons sur l'offre en démocratie nous constatons à nouveau l'existence de multiples indicateurs pouvant être utiles à nos recherches. En effet, dans les enquêtes d'opinion, les sondeurs ont recours à de nombreuses questions visant aussi bien à connaître l'évaluation que font les citoyens de la démocratie de manière générale qu'à mesurer les opinions sur l'efficacité des institutions et du système de justice. Nous proposons d'amorcer notre discussion sur l'offre démocratique en nous intéressant aux indicateurs qui sont les plus généraux.

Précédemment, nous évoquons l'influence qu'exerçait l'environnement sur les attitudes. Nous proposons l'idée que les préférences démocratiques des citoyens étaient en partie influencées par la capacité des États à faire fonctionner la démocratie et le système de droits. En nous interrogeant sur la perception de l'offre démocratique au Guatemala, nous constatons que les sondés de ce pays font une évaluation plutôt sombre de la démocratie. En effet, en 2010, le nombre de Guatémaltèques qui jugeaient que leur pays était peu ou pas démocratique (53%) dépassait le nombre de ceux qui avaient une opinion plus « optimiste » sur le sujet (47%). L'évaluation critique des Guatémaltèques se reflétait aussi dans la faible proportion de sondés (10%) qui estimaient que leur pays était « très démocratique ». Parallèlement, et plus ou moins directement en lien avec ces observations, les Guatémaltèques affichaient une forte propension à être insatisfaits ou très insatisfaits de la démocratie (54%).

Si nous procédons à des comparaisons avec les pays d'Amérique centrale, nous constatons que les Guatémaltèques sont assez peu convaincus que leur pays est démocratique. Nous remarquons par ailleurs qu'ils sont assez polarisés : alors qu'environ la moitié des sondés estiment que leur pays est plutôt ou très démocratique, l'autre moitié en juge autrement. Le même phénomène (ou une répartition similaire) est observable au niveau de la satisfaction envers la démocratie. Ce type d'attitudes n'est toutefois ni la norme, ni une exception dans

la région. Par exemple, le Nicaragua connaît aussi une division marquée¹⁶⁹. Dans la plupart des pays de la région, on enregistre une tendance plus favorable dans la mesure où une forte majorité de sondés estiment vivre sous une démocratie et être satisfaits de celle-ci. Contrairement aux Guatémaltèques, il est possible qu'un plus grand nombre de sondés vivant dans ces pays (Salvador, Honduras, Costa Rica et Panama) aient l'impression de bénéficier de ce que la démocratie leur apporte.

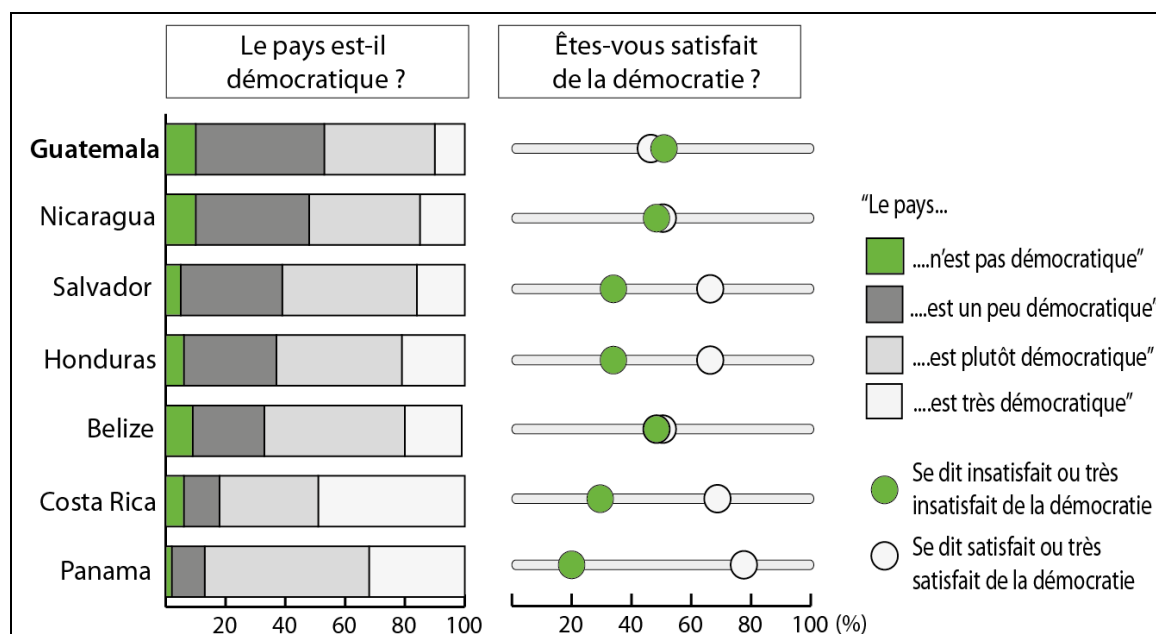
Comme nous l'avons vu dans l'un des chapitres précédents, interroger les sondés sur leurs opinions sur « la démocratie » peut être problématique. Il est effectivement difficile de nous assurer que les indicateurs qui emploient – pour reprendre l'expression anglo-saxonne – le *D-word* soient précis et fiables. Néanmoins, les résultats que nous observons au Guatemala sont intéressants et nous incitent à creuser un peu plus afin d'en apprendre davantage sur l'évaluation de l'offre démocratique. Toujours en nous référant à des indicateurs généraux, nous pouvons par exemple chercher à connaître quelle est la perception des Guatémaltèques sur la protection de leurs droits. En 2010, un tiers des sondés du Guatemala indiquèrent aux sondeurs de la LAPOP que leurs droits n'étaient aucunement ou très faiblement protégés par le système politique. Cette proportion est plus importante qu'ailleurs en Amérique centrale où entre un quart (Belize) et un dixième (Honduras et Panama) des sondés ont la même opinion. De façon similaire, c'est au Guatemala où l'on retrouve la plus faible proportion de sondés (12%) qui affirment que leurs droits sont très bien ou parfaitement protégés par le système politique.

Nous évoquons plus haut, en rappelant les travaux de divers politologues, le lien qui existerait entre la préférence politique des citoyens et leur évaluation de la démocratie. Certains indicateurs nous permettent d'évaluer la relation entre ces deux variables dans la région centraméricaine. Tout d'abord, nous observons que 28% des Guatémaltèques estimaient (en 2010) que le gouvernement ne promouvait et ne protégeait pas (ou très peu) les principes démocratiques. En 2010, seuls les Nicaraguayens étaient aussi pessimistes quant à l'implication de leur gouvernement dans la protection des principes démocratiques. Au

¹⁶⁹ Il est intéressant de noter que la situation au Guatemala est toutefois plus fluide que celle observée au Nicaragua. En effet, les deux variables sont plus étroitement liées dans ce dernier pays qu'elles ne le sont au Guatemala.

Guatemala, il est intéressant de noter que le fait d'avoir voté pour le Président Colom en 2007 n'a qu'un très faible impact sur les opinions relatives à la protection des principes démocratiques. En contrepartie, les sondés qui déclarent avoir voté pour Colom (ou sympathisé avec le parti au pouvoir) sont plus enclins que ceux qui n'ont pas voté pour lui (ou qui ne sympathisent pas avec le parti au pouvoir) à croire que les droits principaux des citoyens sont bien protégés, à juger que le pays est démocratique et, finalement, à être satisfaits de la démocratie.

Graphique 5.1 Perception générale de l'offre démocratique dans les pays d'Amérique centrale. 2010.



Note : Les sans-réponses sont exclus des résultats présentés dans ce graphique.

Source : LAPOP, 2010.

Tableau 5.1 Évaluation de la protection des droits et vote pour le Président Colom au Guatemala. 2010.

	N'a pas voté pour Colom au 1 ^{er} tour de l'élection de 2007	A voté pour Colom au 1 ^{er} tour de l'élection de 2007
<i>Les droits principaux des citoyens ne sont aucunement ou très peu protégés</i>	47 %	23 %
<i>Les droits principaux des citoyens sont relativement bien protégés</i>	49 %	60 %
<i>Les droits principaux des citoyens sont bien ou très bien protégés</i>	4 %	17 %

Notes : Sous sa forme initiale, la variable « protection des droits » (colonne de gauche dans le tableau) était codée de 1 à 7 ; 1 indiquant aucune protection et 7, une excellente protection. Afin de simplifier la présentation des résultats nous avons regroupé ces réponses comme ceci : 1 et 2 = faible protection ; 3 à 5 = protection moyenne ; et 6 et 7 = protection élevée. Les sans-réponses sont exclus de ces résultats. Au total, 655 sondés ont répondu aux deux questions. Dans ce tableau, le total des réponses se fait en additionnant les données qui apparaissent dans les colonnes.

Source : LAPOP, 2010.

Devant ces résultats nous pouvons nous interroger sur l'aspect utilitaire ou partisan que semble prendre l'évaluation de l'offre démocratique au Guatemala. En procédant à une analyse de régression linéaire nous observons que l'opinion des sondés sur la protection des principes démocratiques par le gouvernement (2010) explique environ 9% des attitudes sur la satisfaction envers la démocratie et 8% de celles vis-à-vis du degré de démocratie que l'on retrouve au pays (voir Annexe 11). Même si ces variances sont importantes, les Guatémaltèques ne figurent pas parmi ceux dont les préférences politiques affectent le plus le jugement sur l'offre démocratique. Alors que les Nicaraguayens sont particulièrement influencés par leurs préférences politiques, les Panaméens, à l'échelle régionale, demeurent ceux qui le sont le moins¹⁷⁰.

¹⁷⁰ Dans le cas du Nicaragua nous observons que les attitudes sont fortement influencées par les préférences partisans. Rappelons que le Nicaragua connaissait en 2010 (et depuis quelques années) une situation particulièrement tendue et polarisée entre les partisans du président Ortega et ceux qui n'appuyaient pas ce dernier. La conjoncture au Panama est pour sa part différente. Entre 1989 et 2009, les deux plus importants partis du pays se sont pacifiquement échangés le pouvoir tour à tour, diminuant ainsi l'impression que la démocratie était une affaire de gains liés à un parti ou à un autre.

Au Guatemala il est par ailleurs intéressant d'observer que les sondés qui vivent en milieu rural tendent à être plus optimistes concernant l'offre démocratique que leurs concitoyens qui résident dans les villes. En effet, les résidents des zones rurales sont un peu plus portés que les habitants des régions urbaines à être satisfaits de la démocratie, à juger que le pays est démocratique et à croire que le système politique protège les droits principaux des citoyens. À part le Nicaragua, où on retrouve un phénomène similaire (mais moins marqué), le Guatemala fait office d'exception dans la région dans la mesure où on observe généralement peu de différence entre les opinions des citoyens qui habitent en milieu rural et ceux qui vivent dans les villes. Dans le cas du Guatemala, il ne faut pas toutefois oublier que le gouvernement a été élu quelques années auparavant grâce à sa popularité à l'extérieur de la capitale.

Nous pouvons également nous interroger sur l'impact qu'auraient d'autres facteurs sur l'évaluation de l'offre démocratique (étudiée d'une perspective générale). Par exemple, nous pouvons nous questionner à savoir si le fait d'être politiquement actif et de s'intéresser à la politique a un effet sur la perception générale de la démocratie. Au Guatemala, si on exclut ceux qui affirment avoir participé à une manifestation dans les douze mois précédant l'enquête de la LAPOP¹⁷¹, il ne semble pas y avoir un lien entre, d'une part, le fait d'avoir voté à l'élection de 2007, d'avoir participé dernièrement à un conseil municipal ou encore de se dire intéressé par la politique et, d'autre part, d'avoir une perception favorable de l'offre démocratique. En contrepartie, comme nous pouvons l'observer dans l'Annexe 12, il semble exister une relation inverse entre l'intérêt pour l'actualité et les nouvelles, et la perception que le pays est démocratique. Fait tout aussi fascinant, l'âge réduit cette perception de façon considérable. Plus pessimistes que les jeunes, les sondés âgés de cinquante ans semblent avoir d'importantes réserves quant au fait que le Guatemala serait une « démocratie ». Les attentes de ces électeurs envers « la démocratie » n'ont peut-être jamais été remplies, contrairement aux citoyens plus jeunes qui n'ont pas (ou moins) connu d'autres types de régimes. Toutefois, au niveau de l'application des droits, et de

¹⁷¹ Ces personnes tendent à être un peu moins satisfaites de la démocratie et un peu moins convaincues que le pays est démocratique que celles qui affirment ne pas avoir participé à une manifestation au cours des douze mois précédents. Par leur nature, les manifestations sont souvent plus contestataires que bien d'autres actions participatives. Il semble ainsi normal que les citoyens qui participent à des manifestations soient un peu plus pessimistes que leurs concitoyens qui sont actifs à d'autres niveaux.

la proportion par le gouvernement des principes démocratiques, l'âge a peu d'effet sur les opinions.

Afin d'en apprendre un peu plus sur l'évaluation que font les Guatémaltèques de l'offre démocratique – et éviter de conclure prématurément que les perceptions de ces derniers sont simplement conditionnées par l'âge et les préférences politiques – nous devons poursuivre notre analyse en employant des indicateurs plus précis. Nous proposons notamment de nous intéresser aux opinions des sondés vis-à-vis de la justice, une branche de l'État qui joue un rôle déterminant en démocratie. La poursuite de notre analyse nous permettra de déterminer si les réserves qu'entretiennent les Guatémaltèques quant à l'offre démocratique s'appliquent aussi à des domaines précis du jeu politique et de la démocratie.

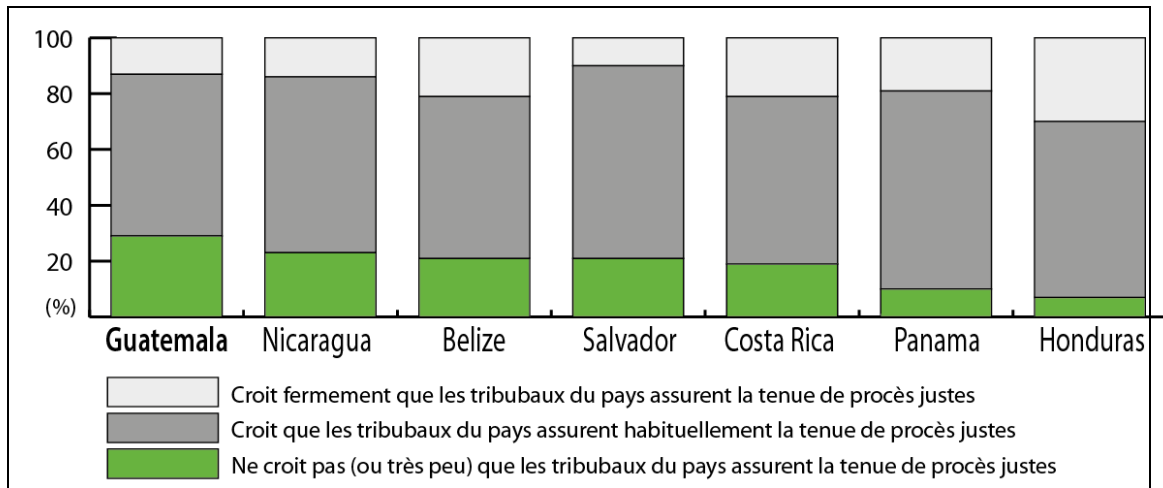
5.4.1 La justice, les élections et le citoyen

Les enquêtes de la LAPOP sont particulièrement utiles à nos recherches notamment parce qu'elles nous permettent d'aller au-delà des opinions générales et, par le fait même, de déceler les nombreuses nuances qui caractérisent les attitudes. Par exemple, en 2010, les enquêteurs du *AmericasBarometer* cherchèrent à connaître les opinions des Latino-Américains concernant le système de justice. Une série d'indicateurs furent utilisés à cette fin. Les enquêteurs interrogèrent, entre autres, les citoyens sur la capacité des tribunaux à organiser des procès qui sont justes et impartiaux.

Dans les sondages, alors qu'ils étaient questionnés sur le travail des tribunaux, les Guatémaltèques exprimèrent des opinions particulières. Dans un premier temps, seule une faible minorité d'entre eux (13%) se dirent convaincus que les tribunaux assuraient la tenue de procès justes. Dans un deuxième temps, une proportion élevée (29%) de sondés exposèrent leur conviction que les tribunaux étaient incapables de remplir ce rôle. En comparant ces résultats avec ceux amassés dans les autres pays, le Guatemala figure, aux côtés du Nicaragua, comme l'endroit où les citoyens sont le moins persuadés que les tribunaux assurent la tenue de procès justes. Sur la base des observations faites précédemment sur la protection des droits (en général), ces résultats ne

représentent pas nécessairement une surprise. La protection des droits étant liée au travail des tribunaux, nous constatons par exemple que les Guatémaltèques qui estiment que les droits principaux des citoyens ne sont pas adéquatement protégés, tendent à être suspicieux envers les tribunaux.

Graphique 5.2 Les tribunaux et la tenue de procès justes en Amérique centrale. 2010.



Notes : Sous sa forme originale, la variable présentée dans le graphique ci-haut était codée de 1 à 7 ; 1 indiquant que les tribunaux n'assuraient aucunement (ou rarement) la tenue de procès justes et 7 indiquant que ceux-ci assuraient toujours cette fonction. Afin de simplifier la présentation des résultats nous avons regroupé ces réponses comme ceci : 1 et 2 = ne croit pas (ou très peu) que les tribunaux assurent la tenue de procès justes ; 3 à 5 = croit que ceux-ci assurent habituellement la tenue de procès justes ; et 6 et 7 = croit fermement que les tribunaux assurent la tenue de tels procès. Les sans-réponses (0,5 à 6% des réponses totales) sont exclus de ces résultats.

Source : LAPOP, 2010.

La propension des Guatémaltèques à entretenir une suspicion envers les tribunaux se traduit également par leur faible niveau de confiance envers la justice. En effet, un tiers de ceux-ci portent peu ou aucune confiance à l'égard du système de justice et de la Cour suprême. Pour leur part, les sondés qui ont une confiance élevée forment un groupe beaucoup plus petit, représentant environ 15% des personnes interrogées qui ont une opinion sur le sujet. Moins polarisés que sur la question de la démocratie, les Guatémaltèques sont nombreux (51% et plus) à exprimer une confiance modérée à l'endroit de la justice. Le nombre important (61%) de ceux qui portent une confiance moyenne est notamment observable au niveau des opinions concernant la Cour constitutionnelle. À

l'échelle régionale, les Guatémaltèques figurent tout de même parmi les moins confiants à l'endroit du système de justice et de ses institutions. Aussi méfiants, qu'eux, figurent les Nicaraguayens.

Tableau 5.2 La confiance des Centraméricains à l'endroit du système de justice et de ses principales institutions. 2010.

	Niveau de confiance en...								
	...le système de justice (%)			...la Cour suprême (%)			...la Cour constitutionnelle (%)		
	Faible	Modéré	Élevé	Faible	Modéré	Élevé	Faible	Modéré	Élevé
Guatemala	34	51	15	31	56	13	22	61	17
Nicaragua	29	54	17	33	53	14			
Belize	28	50	22	20	47	33			
Salvador	19	59	22	14	68	18			
Costa Rica	18	45	27	16	54	30	12	67	21
Panama	14	68	18	18	65	17			
Honduras	9	71	20	9	70	21			

Notes : À l'origine, une échelle de 1 à 7 a été utilisée par les sondeurs afin d'amasser les opinions. Les variables ont été « recodées » pour simplifier la lecture des résultats. Les sans-réponses sont exclus. Rappelons que le Guatemala et le Costa Rica sont les deux seuls pays de la région qui sont dotés d'une cour constitutionnelle.

Source : LAPOP, 2010.

Le recours à des techniques de régressions linéaires peut nous aider à déceler les spécificités des attitudes des Guatémaltèques sur la justice. En procédant à des régressions linéaires simples, pour chaque pays, entre les variables du Tableau et du Graphique 5.2, on observe que c'est au Guatemala où les opinions sont le plus étroitement liées entre elles et où la valeur des constantes à l'origine (dans tous les cas) est la plus faible. Statistiquement significatifs, ces résultats nous confirment, par exemple, que les citoyens qui ont une très faible confiance envers *une* institution de la justice, auront également une très faible confiance envers une autre institution ou envers le système de justice en général. La relation entre les variables étant généralement un peu plus prononcée qu'ailleurs, ceux qui ont un niveau de confiance élevé envers une institution de la justice auront tendance à avoir un haut niveau de confiance

envers une autre. Contrairement à certains pays où la méfiance des citoyens est « ciblée », on observe au Guatemala une disposition à se méfier ou à avoir confiance en la justice (et en toutes ces institutions) de manière générale.

L'utilisation de régressions linéaires multiples nous confirme la solidité des liens entre les variables au Guatemala. Dans ce pays, le niveau de confiance envers la Cour suprême et la Cour constitutionnelle, ainsi que les opinions sur la capacité des tribunaux à assurer des procès justes, expliquent près de la moitié ($R^2 = 0,46$) de la variance dans le niveau de confiance à l'endroit du système de justice. En contrepartie, au Costa Rica, le premier groupe de variables explique moins de quatre dixième ($R^2 = 0,37$) de la variance de cette dernière attitude. De façon similaire, au Guatemala, les opinions des sondés sur la capacité des tribunaux à organiser un procès juste et la confiance envers la Cour suprême, expliquent 44% de la variance des opinions sur la capacité des tribunaux, alors que dans les autres pays elle est inférieure à 40%.

La force des liens entre les variables est une nouvelle fois confirmée lorsque nous procédons à une analyse factorielle dans laquelle nous ajoutons à la liste des composantes étudiées la confiance en le bureau du défenseur des citoyens (*Procuraduría de los Derechos Humanos*). Dans le cadre de cette analyse, nous observons que la principale variable latente (ou facteur) explique 59% de la variabilité totale des composantes sur lesquelles repose le modèle. En procédant de la même façon pour le Costa Rica, pays qui est aussi doté d'une cour constitutionnelle et d'un défenseur des habitants (ou protecteur du citoyen), le facteur le plus déterminant explique 44% de la variabilité des opinions sur l'ensemble des aspects étudiés. Ces résultats, ainsi que ceux exposés plus haut, nous démontrent que les Guatémaltèques semblent globalement « conséquents » dans leur méfiance en le système de justice. Cette « cohérence » pousse par exemple les sondés qui portent peu de confiance envers une institution de la justice à être méfiants envers toutes les autres institutions. Dans les autres pays, on retrouve une variabilité plus importante alors que l'opinion concernant la justice aura plus tendance à changer d'une institution (ou d'un sujet) à une autre.

Nous pouvons nous interroger afin de savoir si les citoyens qui expriment de la méfiance envers la justice (et ses institutions) ont le même profil que ceux qui doutent que le Guatemala soit une démocratie. À ce sujet, même si certains

indices nous montrent que les Guatémaltèques qui doutent le plus de la démocratie ont aussi peu confiance en la justice, d'autres informations nous incitent à la prudence. Par exemple, contrairement à ce que nous avons observé précédemment, l'âge n'a pratiquement aucun effet sur la confiance à l'endroit de la justice. Plus précisément, si les aînés tendent à être beaucoup plus suspicieux que les jeunes sur l'offre démocratique d'un point de vue général, leurs attitudes concernant la justice se démarquent très peu de celles de ces derniers. Tout aussi distinctifs, si les Guatémaltèques qui s'intéressent peu ou aucunement à l'actualité tendent à être très critiques envers l'état de la démocratie, ils se démarquent nettement moins de ceux qui s'y intéressent lorsque nous les interrogeons sur le thème de la justice.

Certains paramètres restent toutefois constants. En terme de facteur géographique, soulignons que les Guatémaltèques qui habitent en région urbaine, et notamment dans la capitale, démontrent moins de confiance en la justice (et ses institutions) que ceux qui vivent en milieu rural. Précisons que les résidents des grandes villes tendent à avoir un niveau d'instruction et un salaire plus élevés que ceux qui habitent à l'extérieur des centres urbains. Nous observons d'ailleurs une corrélation négative entre, d'une part, les variables revenu et éducation et, d'autre part, la confiance envers le système de justice.

Outre les explications liées au facteur conjoncturel, nous pouvons avancer que les attentes des citoyens influents (par leur statut socioéconomique) en matière de justice sont probablement plus élevées que celles des citoyens qui le sont moins. Nous devons toutefois faire preuve de prudence dans notre analyse. Si les citoyens qui ont peu d'instruction et qui ont un faible revenu sont un peu plus confiants envers la justice que ne le sont les plus fortunés, ils représentent néanmoins le groupe le moins homogène sur la question. En évaluant les données, on remarque effectivement que les plus pauvres et les moins instruits de la société sont très divisés au moment d'évaluer la justice, du moins, ils le sont beaucoup plus que les groupes qui ont un statut socioéconomique supérieur au leur.

Précédemment, nous observions que les sondés qui appuyaient le gouvernement étaient parmi les plus optimistes quant à l'offre en démocratie. Nous pouvons nous questionner à savoir si les sympathisants du gouvernement sont aussi plus optimistes concernant la justice. En matière d'opinion concernant

la justice, nous observons que les Guatémaltèques qui appuient le gouvernement portent plus de confiance en les institutions judiciaires que ne le font les opposants de ce dernier. Par exemple, alors que le niveau de confiance moyen sur une échelle de 1 à 7 des sondés qui affirmaient en 2010 qu'ils voteraient pour le candidat du président Colom (si une élection avait lieu la même semaine où ils répondaient au sondage de la LAPOP) était de 4,2, il était 0,8 point inférieur chez ceux qui voteraient pour un candidat de l'opposition. Fait important à noter, un écart entre les deux groupes se maintient aussi au niveau de la confiance en les tribunaux, la Cour suprême, la Cour constitutionnelle et même la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) de l'Organisation des Nations Unies¹⁷².

Tableau 5.3 La confiance des Guatémaltèques en la justice. 2010.

	<i>Niveau de confiance moyen sur une échelle de 1 à 7 envers...</i>	<i>...le système de justice</i>	<i>...les tribunaux</i>	<i>...la Cour suprême</i>	<i>...la Cour constitu.</i>	<i>...la CICIG</i>
Si une élection avait lieu cette semaine	Voterait pour le candidat du président	4,2	4,2	4,2	4,7	5,1
	Voterait pour un candidat de l'opposition	3,4	3,5	3,3	3,8	4,9
	Ne voterait pas	3,1	3	3,2	3,6	3,9
	Voterait blanc ou annulerait	3,5	4	3,8	3,9	4,3

Source : LAPOP, 2010.

Nous ne pouvons conclure que le niveau de confiance est simplement une affaire partisane, ou plutôt une question d'appui ou d'opposition au gouvernement. En effet, soulignons que les sondés qui s'abstiendraient de voter si une élection avait lieu sont ceux qui affichent le plus bas niveau de confiance en la justice et ses institutions. Cette situation n'est pas la règle dans la région centraméricaine. Par exemple, au Nicaragua, ce sont les citoyens qui affirment qu'ils voteraient pour un candidat de l'opposition qui expriment de loin la plus grande méfiance en les institutions de la justice, comme si les préférences politiques influençaient les opinions au-delà de ce que nous observons au

¹⁷² Évidemment, la CICIG n'a aucun lien avec l'État, si ce n'est que de pouvoir opérer au Guatemala grâce à l'automatisation de ce dernier.

Guatemala. Les doutes et la méfiance vis-à-vis de la justice qu'expriment les abstentionnistes Guatémaltèques sont des phénomènes qui méritent notre attention. Poursuivons notre analyse en nous intéressant à ce groupe et, plus généralement, à l'évaluation qu'ils font de l'offre en matière de démocratie électorale dans leur pays.

Les abstentionnistes, ou plutôt ceux qui affirment qu'ils ne voteraient pas si une élection avait lieu dans les jours suivant l'enquête, ont une tendance plus marquée que les autres sondés à être méfiants envers les élections et le Tribunal suprême électoral (TSE), l'organisme chargé d'organiser et de superviser les élections au Guatemala. Environ un tiers de ceux-ci affichent un faible niveau de confiance en le processus électoral. Cette proportion est supérieure à ce qu'on observe chez les sondés qui voteraient pour un candidat de l'opposition, qui voteraient blanc ou qui appuieraient le candidat du président sortant. Encore une fois, les sympathisants du gouvernement, figurent parmi les citoyens qui font la meilleure évaluation de la démocratie électorale.

Chez les citoyens, outre le désintérêt à voter, un certain nombre de facteurs semblent accentuer la méfiance « électorale ». Par exemple, ceux qui disposent d'un revenu modeste¹⁷³ ou qui ont un niveau d'éducation primaire (complété ou non) ont tendance à être méfiants à la fois envers les élections et le TSE. Si on s'intéresse uniquement à la confiance en les élections, on observe que les citoyens qui ne se préoccupent aucunement de l'actualité ou encore qui habitent dans les départements du Sud-est du pays¹⁷⁴, affichent une méfiance prononcée. En contrepartie, les sentiments d'ambivalence sont marqués chez les pauvres et les *Indígenas*, parmi lesquels on retrouve à la fois une inclination à la méfiance et à la confiance.

¹⁷³ Dans nos opérations de « recodage », nous déterminons qu'une personne qui dispose d'un revenu modeste reçoit en salaire (et/ou en *remesas*) entre 1500 et 2500 Quetzales par mois, soit de 135 à 230€. Les Guatémaltèques de très faibles revenus disposent d'un salaire inférieur à ceci.

¹⁷⁴ Dans cette partie du Guatemala, 40% des sondés affirmèrent n'avoir aucune ou très peu de confiance en les élections. Ces résultats sont toutefois à prendre avec prudence. Dans cette partie du pays, seules 102 personnes ont répondu à la question des enquêteurs de la LAPOP sur les élections.

Tableau 5.4 La confiance des Guatémaltèques en les élections. 2010.

	Confiance en les élections			Confiance en le TSE			
	Faible	Modérée	Élevé	Faible	Modérée	Élevé	
Si une élection avait lieu cette semaine	Voterait pour le candidat du président (%)	14	56	29	11	49	40
	Voterait pour un candidat de l'opposition (%)	24	58	18	22	57	21
	Ne voterait pas (%)	34	51	15	29	54	17
	Voterait blanc ou annulerait (%)	24	64	12	21	51	26

Source : LAPOP, 2010.

Comparer les attitudes des Guatémaltèques à celles des sondés des autres pays nous permet d'en apprendre davantage sur ces premiers. Lorsqu'on compare le niveau moyen de confiance (toujours sur une échelle de 1 à 7) des Guatémaltèques à celui des autres sondés centraméricains, on remarque qu'ils sont plutôt méfiants envers les processus électoraux et l'institution chargée d'en assurer le bon déroulement. Avec un score moyen de 3,8 (envers les élections) et de 4,1 (envers le TSE), les Guatémaltèques figurent, aux côtés des Nicaraguayens et des sondés du Belize, parmi les moins confiants de la région. Dans leur méfiance (ou leur confiance) en les élections et le TSE, les Guatémaltèques sont relativement « conséquents ». En procédant à des analyses de régressions linéaires entre les variables, on observe que dans la population générale le niveau de confiance en les élections expliquerait 30% de la variabilité des opinions sur le TSE. La valeur de R^2 pour le Guatemala est supérieure à ce qu'on observe dans tous les autres pays si exclut le Costa Rica (0,32) et le Nicaragua (0,35)¹⁷⁵.

¹⁷⁵ Statistiquement, ces résultats, ainsi que l'ensemble de ceux recueillis dans la région centraméricaine, sont hautement significatifs.

Encadré 5.1 Réserves et mutisme des sondés sur des questions relatives à l'offre en démocratie

L'analyse des attitudes nous amène à porter une attention particulière aux points de vue communiqués par les Guatémaltèques dans les enquêtes d'opinion. Pour que nos recherches soient complètes, nous devons toutefois aussi bien nous intéresser aux opinions exprimées qu'à celles qui ne le sont pas. Tel que constaté précédemment, il arrive que les Guatémaltèques « esquivent » les questions de sondages qui leur sont soumises, soit parce qu'ils ne souhaitent pas dévoiler leur pensée, soit parce qu'ils n'ont tout simplement pas une opinion arrêtée. Que nous apprend ce silence ?

Les questions de sondage utilisées afin d'évaluer les perceptions de la démocratie (au sens large) étant différentes les unes des autres (dans leur formulation, dans ce qu'elles ciblent, etc.), elles produisent des taux de sans-réponses qui varient considérablement. Par exemple, en 2010, alors que 3% des Guatémaltèques refusèrent d'indiquer s'ils avaient confiance en le système de justice, une proportion dix fois plus importante d'entre eux s'abstinrent de se prononcer sur le travail de la CICIG. Cependant, bien qu'il existe des cas « extrêmes », le taux de sans-réponses oscille habituellement entre 6 et 10%.

Alors que nous nous intéressions à l'ambivalence des opinions, nous tentions de déterminer si le fait de ne pas avoir une opinion sur *un* principe de la démocratie produisait une attitude similaire sur d'autres principes. Nous nous posons la même question mais cette fois en nous penchant sur les indicateurs servant à connaître l'évaluation que font les citoyens de la démocratie et de ses institutions. S'il est vrai que certains Guatémaltèques font preuve de mutisme sur l'ensemble des questions relatives à l'offre en démocratie, les choses ne sont pas si simples. Nous remarquons en analysant les questions par paires, que le refus systématique de répondre est plus important lorsque les indicateurs analysés sont étroitement liés entre eux que lorsqu'ils ont peu de chose en commun.

Comme règle générale, nous observons cependant que les sondés qui sont les moins loquaces sont souvent réfractaires à participer au jeu politique. Cette concordance ne relève évidemment pas du hasard. Nous pouvons facilement comprendre qu'il est difficile pour de nombreux citoyens d'évaluer la démocratie alors qu'ils entretiennent (par choix ou non) peu de rapports avec celle-ci. Pour ne nommer quelques groupes, nous remarquons que le taux de sans-réponses est plus élevé chez les *Indígenas* que chez les *Ladinos*, chez les femmes que chez les hommes, chez les abstentionnistes que chez les votants, etc. Malgré l'importance de ces facteurs, aucun n'a un poids aussi important que l'éducation, une variable qui favoriserait la participation dans la sphère démocratique et qui faciliterait l'évaluation faite de celle-ci. Par exemple, alors que 20% des sondés qui n'ont pas d'instruction refusèrent de se prononcer sur la confiance qu'ils portent en le tribunal électoral, seulement 1% de ceux qui ont fréquenté l'université adoptèrent cette même – non – attitude.

En termes de comparaisons entre les pays, le Guatemala figure, par quelques points de pourcentage, comme l'endroit d'Amérique centrale où on retrouve le plus fort taux de sans-réponses au sujet de l'offre en démocratie. Cette caractéristique n'est pas étrangère à la proportion importante d'analphabètes que compte le Guatemala. Au-delà des différences entre les pays, la situation n'est pas complètement opposée d'un lieu à un autre où le profil du citoyen qui est incapable (ou qui ne souhaite pas communiquer une opinion) est souvent le même : pauvre, peu ou pas instruit et restant en marge des affaires de l'État et de la démocratie.

5.4.2 La représentation politique et le citoyen

Dans notre analyse de l'offre politique au Guatemala nous avons observé que les sondés de ce pays tendent à être critiques envers l'application des grands principes démocratiques ainsi que des institutions chargées de faire fonctionner la démocratie. Après avoir porté notre attention sur l'offre en démocratie de manière générale, sur la justice et sur les élections, nous proposons, afin de compléter notre analyse de l'offre politique, de nous pencher sur la représentation politique. Plus précisément, nous proposons d'évaluer les opinions des Guatémaltèques sur le travail du congrès, des élus et des partis politiques ou, en d'autres mots, sur le rendement législatif et l'aspect de représentation du régime politique. Encore une fois, comme nous le constaterons, les Guatémaltèques se montrent particulièrement critiques et pessimistes sur l'offre démocratique à ces niveaux.

Dans leurs enquêtes, les chercheurs de la LAPOP incluent des indicateurs qui servent à mesurer les attitudes des Latino-Américains à l'endroit des législateurs et des chambres législatives. Dans le cadre de l'étude sur les opinions en 2008¹⁷⁶, les sondés Guatémaltèques étaient invités à répondre à trois questions en particulier : 1) « Jusqu'à quel point le Congrès effectue le travail auquel vous vous attendez de lui ? », 2) « Jusqu'à quel point faites-vous confiance au Congrès ? » et 3) « En pensant au Congrès et aux députés dans leur ensemble, indépendamment de leur parti, croyez-vous que les députés [...] font très bien, bien, ni bien ni mal, mal ou très mal leur travail ? ». Ces trois questions nous permettent de connaître (en partie) l'évaluation que font les Guatémaltèques de l'offre démocratique au sens législatif du terme.

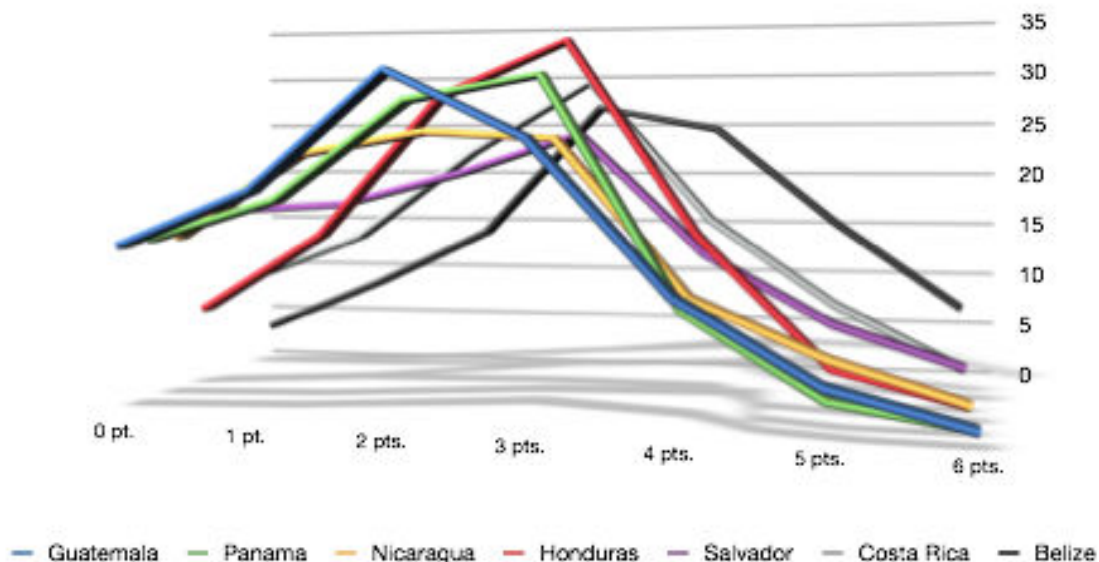
Le Graphique 5.3 nous permet de visualiser les résultats de l'enquête. Nous y compilons les résultats des trois indicateurs auxquels nous faisons référence et créons une échelle sur le rendement législatif¹⁷⁷. Une fois de plus, par leur

¹⁷⁶ Dans ce chapitre, nous revenons exceptionnellement à l'analyse des données de 2008 plus que celles de 2010. L'enquête de 2008 de la LAPOP comporte plus d'indicateurs sur les affaires législatives que celle de 2010.

¹⁷⁷ Afin de construire cette échelle, nous avons créé une nouvelle variable (*indexcongres*) qui combine les réponses aux trois questions que nous citons plus haut. Initialement les réponses aux deux premières de ces questions étaient codées de 1 à 7, 1 indiquant l'absence de confiance ou de conviction que le congrès effectuait son travail et 7 indiquant un très haut degré de confiance ou de certitude. Ces deux questions ont été « recodées »

méfiance et leur suspicion quant à la vitalité de l'offre démocratique, les Guatémaltèques se distinguent de la majorité des Centraméricains. Au Guatemala, 60% des sondés obtiennent deux points ou moins sur notre échelle, indiquant qu'une forte proportion des sondés ont une mauvaise ou, pire, une piètre opinion du rendement législatif dans leur pays. Cette distribution des cas est similaire à celle observée au Nicaragua mais se distingue clairement de ce que nous enregistrons dans certains pays (au Belize et au Costa Rica par exemple) où la majorité des sondés se classent dans la partie supérieure de notre échelle.

Graphique 5.3 Distribution en pourcentage des opinions sur la chambre législative et du travail des législateurs sur une échelle de 1 à 6. 2008.



Source : LAPOP, 2008.

Évidemment, les préférences politiques ont un impact sur l'évaluation que font les sondés du rendement dans le domaine législatif. Comme nous l'avons observé auparavant, les sondés qui sympathisent avec le gouvernement et ceux qui résident en milieu rural tendent à être plus optimistes sur les questions liées à

afin de produire trois catégories : faible (réponses 1 et 2 = 0 point), modérée (réponses 3 à 5 = 1 point) et élevée (réponses 6 et 7 = 2 points). Les réponses à la troisième question ont aussi été regroupées en trois catégories : faible (très mal et mal = 0 point), neutre (ni bien ni mal = 1 point) et élevée (bien et très bien = 2 point). En cumulant les points à ces questions nous obtenons une échelle qui varie de 0 à 6 points.

l'offre en démocratie. Toutefois, dans le cas de l'évaluation de l'offre législative, nous remarquons que la méfiance et l'insatisfaction des sondés sont particulièrement « généralisées ». À ce sujet, nous observons qu'en 2008 le salaire et le niveau d'instruction ont eu très peu d'influence sur les opinions, faisant ainsi de la méfiance et de l'insatisfaction des sentiments qui étaient largement partagés, et ce, indépendamment de la situation socio-économique des citoyens.

Avant de conclure cette section sur l'offre démocratique, intéressons-nous aux opinions sur les partis politiques. Les enquêtes de la LAPOP nous permettent de connaître l'évaluation que font les citoyens de la représentation politique, une tâche qui revient notamment aux partis politiques¹⁷⁸. Il est convenable de rappeler qu'en Amérique centrale, les Guatémaltèques sont ceux qui sympathisent le moins avec les partis. En 2010, 18% des sondés affirmèrent sympathiser avec une organisation partisane alors que dans les autres pays de la région les citoyens le faisaient dans une proportion de 29 (Belize) à 44% (Honduras). Par ce faible attachement des Guatémaltèques aux formations politiques, nous pouvons nous attendre à ce que leurs opinions sur les partis soient plutôt négatives.

Lorsqu'on interroge les Guatémaltèques, ils n'expriment une fois sur deux aucune ou très peu de confiance en les partis politiques. Ce niveau de méfiance fait du Guatemala l'un des pays de l'isthme centraméricain où on doute le plus des partis politiques. Dans une enquête menée deux ans auparavant, les sondeurs de la LAPOP recueillaient des opinions qui laissaient un peu plus paraître le doute qu'entretiennent les Guatémaltèques envers les formations politiques. Encore une fois, un sondé sur deux se disait persuadé que les partis ne leur portaient aucune ou très peu attention. La même année, ils répondaient dans une proportion de 39% que les partis ne représentaient pas vraiment les intérêts des électeurs.

Comme nous l'avons observé plus haut, la propension à la méfiance ou au doute quant à l'offre en démocratie est assez répandue au Guatemala. Ce phénomène fait en sorte que les préférences politiques des citoyens ne sont pas le seul facteur qui influence les opinions. Par exemple, dans le cas de la

¹⁷⁸ Médiateurs entre l'État et les citoyens, les partis peuvent être porteurs et défenseurs d'idées qu'ils adoptent en consultant leurs « bases ».

confiance en les partis, nous observons que les attitudes des sondés qui affirment qu'ils voteraient (si une élection avait lieu) pour un candidat du gouvernement, sont plutôt similaires à celles des sondés qui préféreraient un candidat de l'un des partis d'opposition. En contrepartie, et comme nous pouvons nous y attendre, les sondés qui affirment qu'ils ne voteraient pas ou qui annuleraient leur vote tendent à être très méfiants envers les partis. Par ailleurs, toujours sceptiques, les résidents des centres urbains sont un peu plus méfiants envers les partis que ne le sont les habitants des campagnes. Finalement, l'âge, le niveau d'éducation et le niveau de revenu ont peu d'impact sur les opinions sur les partis.

Dans cette section, nous nous sommes penchés sur l'évaluation que font les Guatémaltèques des diverses facettes de leur démocratie. À plusieurs niveaux, nous avons constaté que ces derniers estiment que l'offre en démocratie est faible, voire carrément insuffisante. Parmi les facteurs qui influencent cette perception figure celui des préférences politiques. Bien qu'important, nous avons spécifié que celui-ci a toutefois moins d'impact sur les opinions que cela est le cas au Nicaragua, un pays où les affiliations politiques des citoyens influencent fortement les perceptions de l'offre en démocratie. Dans la prochaine section, nous nous intéressons au lien entre la perception de l'offre en démocratie et la préférence des citoyens en la matière. Les écarts et les concordances observés entre l'offre et la demande en démocratie nous aideront à approfondir notre compréhension des paradoxes des opinions.

5.5 Les paradoxes et le décalage entre l'offre et la demande en démocratie

Dans les chapitres 3 et 4 de cette thèse, nous présentons différentes approches à l'étude de l'appui à la démocratie. D'abord, en nous intéressant au contexte et à la temporalité courte des opinions, nous mettons de l'avant des outils d'analyse servant à comprendre les attitudes des citoyens vis-à-vis de la démocratie dans des circonstances extraordinaires. Ensuite, en nous attardant à la question des valeurs et de la temporalité longue des opinions, nous proposons des instruments de recherche permettant de décortiquer le soutien aux principes démocratiques dans la vie de tous les jours. En nous référant au contexte et aux valeurs nous proposons ainsi des approches qui nous amènent à observer les

opinions sous différents angles. Nous proposons de poursuivre notre réflexion mais cette fois en combinant les deux approches ou, plus précisément, en nous intéressant à l'interaction entre les valeurs des citoyens (la demande) et l'évaluation que font ces derniers du contexte ou de l'environnement démocratique (l'offre). Cet exercice nous permettra d'élucider un peu plus la problématique des paradoxes et des contradictions qui sont souvent exprimés par les citoyens dans les sondages d'opinions.

Dans la section précédente, nous observions que les Guatémaltèques tendent plus qu'ailleurs à faire une évaluation négative de l'offre en démocratie. Il serait difficile de nous intéresser à l'appui à la démocratie sans nous interroger sur le lien entre cette dernière évaluation et les valeurs des citoyens. A priori, il est approprié de croire que les doutes des Guatémaltèques quant à la capacité de l'État à assurer le fonctionnement du jeu démocratique ont probablement un effet négatif sur la demande en démocratie et sur la « cohérence » de leur soutien aux valeurs démocratiques. En effet, si la faiblesse de l'offre démocratique ne vient pas remettre en cause l'appui général pour la démocratie, il y a lieu de croire qu'elle renforce toutefois certaines valeurs et idéaux qui sont peu compatibles avec les principes démocratiques. Rappelons que l'évaluation négative que font les citoyens de la démocratie traduit aussi une crainte quant à la vulnérabilité des institutions à être manipulées ou encore à la propension de ces dernières à prendre des décisions qui favoriseront injustement (ou en marge de la loi) certains groupes.

Alors que nous étudions les valeurs des Guatémaltèques, nous constatons que plusieurs citoyens étaient peu favorables à l'idée que certaines minorités puissent participer au jeu politique. Un peu plus loin dans notre analyse, nous constatons que de nombreux Guatémaltèques affichaient d'importantes réserves quant à la capacité de l'État à protéger leurs droits et à faire fonctionner la démocratie. Directement liés à l'offre et à la demande en démocratie, nous avons jusqu'ici analysé ces comportements de manière indépendante en nous interrogeant peu sur leur interaction. Afin d'analyser ces comportements « dans un tout », nous proposons de nous intéresser au concept huntingtonien de « prétoriennisme ». Celui-ci traduit assez bien la question de déséquilibre qui peut exister entre, d'une part, les demandes des citoyens et, d'autre part, les difficultés des institutions à répondre adéquatement à celles-ci.

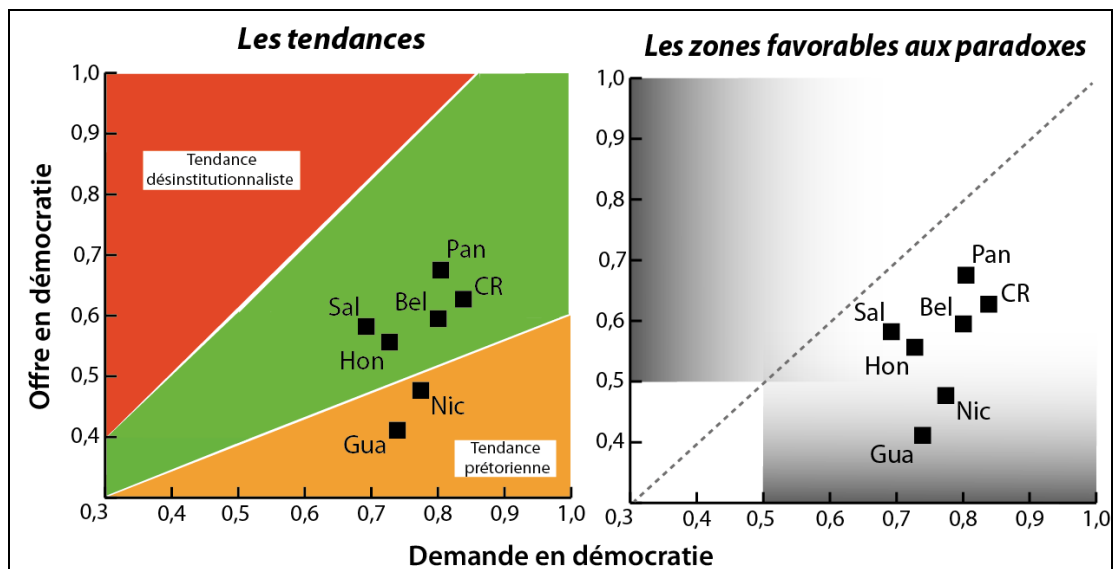
Pour Samuel P. Huntington, une société prétorienne se caractérise par le niveau élevé de participation de ses acteurs politiques (citoyens, société civile, groupes armés, etc.) et par la capacité réduite des institutions à répondre et à gérer cette demande. Dans une telle situation, l'instabilité et le désordre sont courants puisque les acteurs politiques cherchent à influencer le processus de décision par tous les moyens alors que l'État est incapable « d'épurer » les demandes et d'exercer son rôle de médiateur et de modérateur (1968 : 196). À première vue, il peut être difficile de comprendre le lien entre la conjoncture prétorienne et la thématique des opinions au Guatemala. L'utilisation de ce concept est pourtant utile puisqu'il reflète assez bien, d'une part, l'évaluation que font les sondés guatémaltèques d'une offre inadéquate en démocratie et, d'autre part, la demande soutenue exprimée par les principaux concernés (les sondés) et les « adversaires » (les citoyens qui appuient d'autres partis, par exemple) de ceux-ci.

Sans remettre en question l'idéal démocratique, mais percevant l'État comme étant inapte à remplir ses fonctions constitutionnelles et comme étant facilement corrompible, de nombreux citoyens pourraient bien développer une vision prétorienne. Cette vision ne favoriserait en rien la tolérance envers les groupes qui peuvent sembler menaçants (opposition, homosexuels, les gens qui critiquent le gouvernement, etc.). Dans un contexte où l'offre démocratique est jugée anémique, de nombreux citoyens seraient en effet encouragés à cultiver leurs suspicions tant envers l'État qu'envers les groupes minoritaires qui pourraient être tentés d'exploiter les failles du système de droits et ainsi obtenir des privilèges et exercer une influence excessive par rapport à leurs appuis. Sans prétendre qu'une meilleure offre démocratique et une meilleure gestion étatique de la demande populaire changeraient radicalement les attitudes, elles pourraient pour le moins rassurer les citoyens quant à l'application invariable des règles de justice et de démocratie. Il est convenable de croire que dans de telles circonstances, les citoyens auraient moins de contraintes à revoir leurs attitudes qui sont peu favorables envers la participation de groupes minoritaires, lesquels sembleraient moins menaçants si les institutions étaient en mesure d'appliquer les lois de manière plus symétrique et systématique.

L'évaluation « prétorienne » que font de nombreux citoyens est intimement liée à la question de l'offre démocratique que nous avons abordée dans la section

précédente. En effet, l'évaluation de l'offre (ou l'incertitude marquée des citoyens quant à la capacité de l'État à fonctionner démocratiquement) est le fondement de cette vision prétorienne. La demande des citoyens pour la démocratie est également importante puisqu'elle définit le point de référence par rapport à l'évaluation de la conjoncture institutionnelle. Visuellement, nous pouvons présenter où se situent les citoyens en fonction de leur demande pour la démocratie et de leur évaluation de l'offre démocratique. La Figure 5.1 nous permet d'observer le positionnement moyen des sondés centraméricains sur des échelles d'attitudes liées à ces deux aspects des opinions.

Figure 5.1 L'offre et la demande en démocratie en Amérique centrale. 2010.



Note : Les explications méthodologiques concernant la construction des échelles d'offre et de demande sont disponibles en Annexe 13.

Source : LAPOP, 2010.

Les plans qui apparaissent dans la Figure 5.1 sont respectivement constitués de deux axes gradués de 0,3 à 1¹⁷⁹. Des échelles sont utilisées afin de mesurer le niveau moyen de la demande et de l'évaluation de l'offre en démocratie dans chacun des pays de la région. Le plan de gauche est divisé en trois sections. D'abord la section supérieure représente une « tendance désinstitutionnaliste » où les attitudes des sondés qui s'y retrouveraient seraient

¹⁷⁹ En fait, les valeurs des axes varient plutôt de 0 à 1. Afin de simplifier leur lecture, nous présentons des plans gradués de 0,3 à 1.

caractérisées par un souhait marqué pour moins de démocratie par rapport à ce que les institutions leur offriraient. Ensuite, la section du centre représente une situation d'équilibre ou une « tendance institutionnaliste » où les attentes en démocratie correspondent approximativement à l'offre de l'État en la matière. Finalement, la section inférieure illustre une « tendance prétorienne » où la demande en démocratie est considérablement plus soutenue que l'offre démocratique¹⁸⁰.

Comme nous pouvons nous y attendre, c'est au Guatemala où on enregistre la plus faible évaluation moyenne de l'offre démocratique. En contrepartie, ce n'est pas dans ce pays où on observe le plus faible niveau de demande en démocratie. Par ailleurs, l'écart considérable entre le niveau de demande et de l'offre démocratique place le Guatemala dans la section inférieure du graphique, là où les aspirations démocratiques des citoyens se heurtent à une insuffisance et une incapacité des institutions de l'État à faire fonctionner la démocratie. À l'exception du Nicaragua, les citoyens des autres pays de la région affichent des attitudes « correspondantes » dans la mesure où l'évaluation de l'offre est similaire au niveau de la demande en démocratie.

Le plan de droite de la Figure 5.1 reproduit les mêmes résultats. Toutefois, il met en évidence des zones ombragées où l'écart entre l'offre et la demande en démocratie est particulièrement propice aux paradoxes des opinions. Par exemple, dans la partie inférieure droite (là où se trouve le Guatemala par exemple) les attitudes se caractérisent par une demande soutenue en démocratie mais elles se heurtent à une perception limitée des capacités de l'État à mettre en place un système de droits favorable aux principes démocratiques. Cette région ombragée est ainsi un terrain fertile pour les opinions paradoxales puisque la demande pour la démocratie sera sans cesse rattrapée par une « réalité » qui rend difficile la pratique des droits et le respect de règles qui seront à la fois démocratiques et applicables pour l'ensemble des citoyens. Les situations d'équilibre (les régions rapprochées de la ligne pointillée) entre les niveaux de

¹⁸⁰ Ce plan est inspiré de la théorie de Samuel P. Huntington, que celui-ci exprime aussi graphiquement. Des différences importantes existent toutefois entre le plan que nous proposons et celui présenté par Huntington. En premier lieu, afin de construire son graphique, le chercheur américain utilise les variables « institutionnalisation » et « participation politique ». Ensuite, il le divise diagonalement à 45° en deux parties qu'il nomme « civique » (partie supérieure) et « prétorien » (partie inférieure).

l'offre et de la demande sont quant à elles moins propices aux paradoxes puisque les citoyens estimeront que l'État offre approximativement ce à quoi ils s'attendent de ce dernier en termes de démocratie. Les zones non ombragées sont ainsi des endroits où les attentes des citoyens correspondent en plusieurs points à ce qu'ils attendent de l'État¹⁸¹.

Les paradoxes et les contradictions des opinions sont aussi observés dans des pays où la primauté du droit et les principes démocratiques sont appliqués avec plus d'assiduité qu'au Guatemala. Toutefois, il est intéressant de noter que les situations déséquilibrées entre l'offre et la demande démocratique sont favorables aux paradoxes. Là où un décalage existe (du moins dans la partie inférieure droite de notre figure), les aspirations démocratiques des citoyens sont confrontées à des limitations d'ordre pratique qui sont considérables. Dans le cas du Guatemala, la brèche entre les demandes en démocratie et l'offre démocratique rappelle aux citoyens que, malgré leurs ambitions, les institutions sont à la fois incapables de répondre à la demande démocratique et vulnérables aux pressions qui lui sont faites de toutes parts.

¹⁸¹ Michael Bratton et Robert Mattes intéressés par les attitudes dans plusieurs pays d'Afrique, développent un schéma axé sur l'offre et la demande, duquel nous nous inspirons. Nous devons toutefois émettre quelques précisions sur les différences entre le schéma des chercheurs et le nôtre. D'abord, nous préférons croire que les pays qui apparaissent près de la ligne pointillée sont en situation d'équilibre (en termes de la perception de l'offre et de la demande en démocratie) plutôt que dans une conjoncture de consolidation de leur régime politique. Pour arriver à une telle conclusion, nous aurions besoin d'un très grand nombre d'informations qui ne se limitent pas uniquement aux enquêtes d'opinion. Ensuite, il nous paraît inapproprié d'ajouter à notre schéma (comme le font Bratton et Mattes) les mentions « Autocratie » et « Démocratie » dans les coins traversés par la ligne pointillée. D'une part, il semble pratiquement impensable d'effectuer des enquêtes à grandes échelles sur des sujets « sensibles » dans des pays qui sont de véritables autocraties. Dans le cas où il serait possible de le faire, il est improbable que les sondés livreraient le fond de leur pensée. D'autre part, il semble irréaliste de penser qu'un grand nombre de citoyens pourraient, même dans les pays qui ont de longues traditions de respect des droits et des libertés, être à la fois très satisfaits de l'offre en démocratie et très exigeants dans leurs demandes en la matière. (BRATTON Michael et MATTES Robert. *Neither Consolidating Nor Fully Democratic: The Evolution of African Political Regimes, 1999-2008*. [En ligne]. 2009, [consulté le 9 août 2011]. Disponible sur : http://www.afrobarometer.org/index.php?option=com_docman&Itemid=37).

Encadré 5.2. Offre et demande en matière de sécurité : y a-t-il un décalage ?

Avec un taux d'homicide d'environ cinquante victimes pour 100 000 habitants, il n'est pas surprenant que les Guatémaltèques soient préoccupés par la violence, la criminalité et l'insécurité. Les enquêtes du LAPOP réussissent d'ailleurs à cerner cette inquiétude : pour un Guatémaltèque sur deux, la criminalité (sous ses diverses formes) vient en tête de liste des problèmes qui affectent leur pays. Dans la capitale, cette préoccupation est ressentie par un peu plus de six personnes sur dix. Alors que le taux d'impunité dépasserait les 97%, de nombreux citoyens sont, en plus d'être préoccupés par la criminalité, très critiques quant au travail des autorités et des élus en matière de justice. L'insatisfaction et les craintes mènent parfois les citoyens à appuyer des mesures de type « main de fer », allant du durcissement des peines de prison à la mise en œuvre d'opérations extrajudiciaires.

Alors que nous nous intéressions à l'appui à la démocratie dans le temps court, nous soulignons que plusieurs citoyens estimaient qu'un coup d'État était justifiable si cette mesure avait pour but de contrer une recrudescence de la criminalité. En matière de demande en sécurité, les enquêteurs de la LAPOP observèrent que 52% des Guatémaltèques se disaient favorables à une intervention militaire dans la sphère politique si cela avait pour objectif de freiner une montée de violence. En contrepartie, 41% des sondés affirmaient être opposés à une telle solution. Au Guatemala, le niveau d'appui à un coup d'État dans les circonstances évoquées était parmi le plus élevé d'Amérique centrale.

Au Guatemala, il arrive fréquemment que militaires et policiers collaborent au maintien de l'ordre. Si la police nationale, assistée par l'armée, est le seul acteur qui puisse légalement intervenir sur le terrain afin de mettre la main au collet de malfaiteurs, la réalité est quelque peu différente. De façon périodique, il arrive que des groupes de citoyens s'imposent dans le règlement d'affaires criminelles avant même que les autorités n'interviennent. Typiquement, les actions des citoyens se soldent par le lynchage de supposés criminels. Sans se référer expressément à ces épisodes violents, les enquêteurs de LAPOP tentèrent de savoir si les sondés voyaient d'un bon œil que les citoyens se fassent eux-mêmes justice. Alors que 28% des Guatémaltèques disent être favorables ou plutôt favorables à la « justice citoyenne », 41% d'entre eux affirment s'y opposer. Si cet appui correspond approximativement à la moyenne régionale, le taux d'opposition des Guatémaltèques aux actions de justice en mains propres est moins marqué qu'ailleurs en Amérique centrale.

Le soutien des citoyens à des solutions extrajudiciaires peut prendre diverses formes. L'appui à des opérations où les forces de l'ordre seraient autorisées à ignorer la loi en est un exemple. En 2010, 37% des Guatémaltèques affichaient leur soutien à de telles opérations si l'objectif était de « capturer des délinquants ». Bien que le niveau d'appui aux solutions extraconstitutionnelles soit important, il est ne remet pas en question la place de la légalité en matière de justice. Dans environ deux cas sur trois, les Guatémaltèques estiment que les autorités doivent respecter les règles en tout temps, démontrant ainsi un certain attachement aux procédures judiciaires ou encore un malaise quant à l'octroi de « super pouvoirs » aux forces de l'ordre.

Il est intéressant de noter qu'il existe au Guatemala une forte méfiance à l'égard des forces policières. En fait, l'enquête de LAPOP révèle qu'à ce niveau, les Guatémaltèques sont les plus suspicieux d'Amérique centrale. En 2010, une personne sur deux affirmait avoir très peu ou aucune confiance en la police nationale. Les problèmes d'insécurité et de violence étant endémiques et complexes, les policiers ne sont toutefois pas les seuls sur lesquels on met l'efficacité en doute. En effet, environ un Guatémaltèque sur trois démontrerait une méfiance totale ou presque absolue envers le système de justice. Dans une proportion de 35%, les Guatémaltèques affirment d'ailleurs qu'ils ne porteraient aucune confiance dans le système de justice dans l'éventualité où ils seraient victimes d'un acte criminel.

Il est évident que les citoyens entretiennent d'importantes réserves quant au fonctionnement de la justice ; de l'intervention policière à la tenue de procès qui protègent les victimes et condamnent les criminels. Cette suspicion n'épargne pas le gouvernement. Plus qu'ailleurs, les sondés du Guatemala estiment que celui-ci ne contribue en rien à l'amélioration de la sécurité. Dans une proportion marquée, les reproches proviennent de citoyens qui affirment avoir été victime de délinquance. Étrangement, s'ils sont très critiques envers les élus et la justice, et qu'ils estiment plus qu'ailleurs être affectés par la criminalité, les Guatémaltèques ont, en termes comparatifs, peu l'impression d'habiter des quartiers dangereux où les gangs de rue sont présents.

Les questions d'offre, de demande et de victimisation peuvent évidemment être étudiées une à une mais c'est véritablement en croisant les attitudes sur ces sujets que nous obtenons le plus de matière à analyse. Il semble particulièrement intéressant d'évaluer si les lacunes que de nombreux Guatémaltèques attribuent à l'offre en sécurité expliquent les prises de position radicales relatives à la sécurité. Par exemple, pouvons-nous nous attendre à ce que la méfiance des Guatémaltèques à l'égard du système de justice, des forces policières et du gouvernement engendre le soutien à des mesures qui court-circuitent les règles de la justice ?

D'une certaine façon, le raisonnement selon lequel les citoyens chercheraient des moyens (incluant ceux de nature illégale) à compenser pour les failles de la justice semble expliquer certaines attitudes. Soulignons notamment que les Guatémaltèques qui démontrent une méfiance marquée envers les tribunaux et les forces policières sont plutôt portés à croire qu'il est parfois convenable que les citoyens prennent la loi entre leurs mains. Par ailleurs, nous observons que les sondés qui jugent dangereux les endroits où ils habitent sont enclins à croire en la nécessité de mesures extraordinaires afin de combattre le crime. Ces mesures auxquelles nous faisons référence sont autant la justice citoyenne que les opérations où les forces de l'ordre peuvent ignorer certains articles de la loi.

Cette concordance des attitudes semble d'abord démontrer un raisonnement influencé par l'urgence de trouver des solutions immédiates à l'insécurité. Mais les opinions étant complexes, nous ne pouvons nous satisfaire d'une seule réponse. Dans leurs demandes pour plus de sécurité, les Guatémaltèques expriment d'importantes contradictions qui nous permettent de douter que la quête de sécurité soit l'unique facteur qui influence les attitudes. En analysant les résultats de l'enquête du LAPOP nous constatons notamment que de nombreux sondés sont à la fois méfiants à l'égard des forces policières *et* favorables à l'octroi des pouvoirs extraordinaires aux agents de police.

Nous hésitons à attribuer le qualificatif « d'autoritaires » aux sondés qui appuient les mesures qui faciliteraient une utilisation illégale de la force. Les enquêtes démontrent certes que plusieurs sondés se disent favorables à la suspension de la démocratie et à la mise en œuvre d'opérations extrajudiciaires mais ces mêmes sondés affichent paradoxalement une forte méfiance et insatisfaction envers les acteurs qui seraient chargés de mener à bien les solutions qu'ils appuient. Compte tenu de cette inconsistance, peut-être est-il plus adéquat d'attribuer l'étiquette « d'antiétatiques » aux citoyens qui penchent vers les solutions plutôt autoritaires et qui, en même temps, démontrent une méfiance prononcée à l'égard de tous les acteurs associés à l'État.

S'il semble effectivement exister une tendance « antiétatiques », nous devons tout de même apporter quelques précisions. Comme nous le démontrons à divers endroits dans cette thèse, on retrouve au Guatemala des différences importantes entre les points de vue des citoyens en fonction du groupe ethnique auquel ils appartiennent, du lieu où ils habitent et de leur statut socio-économique. Les opinions sur les enjeux de sécurité ne font pas exception à cette règle. D'abord au niveau de l'offre, nous constatons que les *Indígenas* (souvent très peu instruits, habitant en région rurale, pauvres et peu exposés à l'insécurité) affichent une confiance à l'égard de la police, de l'armée, du système de justice et du gouvernement qui est beaucoup plus prononcée que celle exprimée par les *Ladinos* (généralement instruits, habitant les régions urbaines, bien pourvus et fortement exposés à l'insécurité). Les particularités des deux groupes semblent, dans une certaine mesure, influencer leurs attitudes sur la demande en sécurité.

Il est intéressant d'observer que les prises de position des *Indígenas* et des *Ladinos* sur la demande en sécurité varient sur quelques points. Bien qu'il est difficile d'affirmer que l'un de ces groupes soit plus porté que l'autre vers les mesures de type autoritaire, nous observons quand même une différence importante. Soulignons que les *Ladinos* disent soutenir les opérations policières qui se font en marge de la loi dans une proportion beaucoup plus lourde que les *Indígenas* (44 contre 27%). La flexibilité que les *Ladinos* sont prêts à donner aux autorités est en partie un phénomène sous-régional. Dans la Ville de Guatemala, le niveau d'appui à ce type d'opérations grimpe, chez les *Ladinos*, à six personnes sur dix. Si le faible nombre de cas nous incite à la prudence, il semble tout de même que les autochtones qui vivent dans la capitale restent incrédules quant à l'utilité de ces mesures, et ce, même s'ils se disent victimes de la délinquance dans une proportion similaire à leurs concitoyens *ladinos*.

Lorsque que nous procédons à leur analyse, nous constatons que les points de vue concernant l'offre et la demande en sécurité sont parfois inconsistants. L'une des principales inconsistances est l'appui « inconditionnel » et la méfiance exprimée par les *Ladinos* à l'égard des forces policières. Les « sophismes » des opinions en matière de sécurité ne sont toutefois pas si nombreux, la forte méfiance exprimée par les Guatémaltèques à l'égard de l'État se combinant régulièrement à des opinions favorables au processus judiciaire. Par ailleurs, les attitudes « antiétatiques » nous aident à comprendre un certain nombre de points de vue sur la sécurité en laissant transparaître une forme d'aversion contre l'État. En matière de sécurité, le recul que prennent les Guatémaltèques par rapport à l'État se manifeste dans un contexte où les agences privées de sécurité sont, en nombre d'effectifs, cinq fois plus importantes que la police nationale.

Le schéma que nous présentons a comme principal avantage de synthétiser un grand nombre d'opinions sur la démocratie. En utilisant, un système de moyennes, nous réussissons rapidement à effectuer des comparaisons entre les pays. Cependant, la simplicité de notre schéma constitue aussi sa plus grande faiblesse. En résumant les opinions de centaines de sondés sur de nombreux aspects de la démocratie, nous sommes incapables de mettre en évidence ou de déterminer le poids que représentent les sondés qui ont des points de vue « hors normes » ou éloignés de la moyenne. Dans le cas du Guatemala, il pourrait être utile, par exemple, de savoir quelle proportion des citoyens affiche des attitudes contraires à la tendance prétorienne et dans quelle mesure ils sont disposés à en faire quelque chose. Toujours dans notre logique d'opinions paradoxales, nous pourrions tenter de connaître la proportion des citoyens qui rejettent la démocratie tout en étant satisfaits de ce que celle-ci leur apporte.

En analysant les résultats des indicateurs servant à mesurer la demande en démocratie, nous estimons qu'entre 9 et 17% des Guatémaltèques appuient des mesures destinées à affaiblir ou à limiter les droits et les procédures démocratiques. Cette proportion est similaire à ce qui est observé dans les autres pays d'Amérique centrale. Étrangement, plusieurs citoyens (entre un quart et la moitié d'entre eux) qui ne sont pas attachés au système de droits, font tout de même une évaluation positive de l'offre en démocratie. En d'autres mots, même s'ils expriment leur satisfaction envers la démocratie et leur confiance en les institutions, ces citoyens souhaitent un recul des libertés politiques. En moyenne, nous estimons à environ 5% le taux de Guatémaltèques qui ont des attitudes « paradoxalement autoritaires », une inclination associée, dans notre schéma, à la tendance dés-institutionnaliste. Plus de recherches doivent évidemment être effectuées sur ce type de paradoxe, mais nous voyons en cette inclination une forme de nostalgie de l'autoritarisme combinée à une complaisance envers le régime actuel. Contrairement aux citoyens associés à la tendance prétorienne, les « autoritaires complaisants » semblent faire preuve de très peu de pragmatisme dans leurs propos. En effet, au lieu d'ajuster (que ce soit de façon partielle) leurs demandes en fonction de l'offre, certains éléments portent à croire qu'ils sont fortement guidés par un idéal non-démocratique.

Alors que nous débutons nos recherches, nous évoquons les travaux de chercheurs qui soutiennent que la culture politique guatémaltèque est fortement influencée par les préférences autoritaires des citoyens. Notre discussion sur les paradoxes a apporté de nouveaux éléments qui rendent ce postulat un peu plus contestable. Nous avons notamment établi que seule une faible minorité de sondés affichent des positions non-démocratiques à « tout prix », ou plutôt, des opinions autoritaires qui sont imperméables aux bénéfices de la démocratie. En nous intéressant aux paradoxes des opinions, nous avons toutefois démontré que le Guatemala est un pays où les demandes démocratiques des citoyens tendent à être plus importantes que la perception de l'offre en la matière. Si nous avons brièvement tenté de comprendre les liens entre les opinions, nous devons aussi nous interroger sur ce que ces résultats laissent entrevoir quant à la relation entre les Guatémaltèques et la politique. Le décalage que nous observons est un signe manifeste indiquant la présence d'un fossé entre les citoyens et le système de droit et de représentation.

5.6 Conclusion

Dans le quatrième chapitre de cette thèse, nous exposons les différences entre les logiques de raisonnement verticale et horizontale. Alors que la logique verticale témoigne de la capacité des sondés à faire des liens entre les concepts généraux de la démocratie et les principes plus spécifiques liés à celle-ci, la logique horizontale met en évidence la propension des sondés à appuyer ou à rejeter les principes de droit sur la base de leur sensibilité ou leur aversion pour des groupes spécifiques qui cherchent à participer au jeu politique. Comme nous l'évoquons précédemment, ce deuxième type de raisonnement laisse transparaître une incohérence dans les attitudes ou, simplement, des opinions paradoxales. Dans le cinquième chapitre nous avons tenté d'en apprendre davantage sur ce type d'opinions notamment en analysant les manières dont celles-ci se rattachent à l'évaluation que font les sondés de l'offre en démocratie.

Avant de nous intéresser à la perception des Guatémaltèques de l'offre en démocratie, nous avons d'abord mis en relief une caractéristique importante de la politique : la prégnance des paradoxes dans ce qui entoure la démocratie au Guatemala. Dans la première partie de ce chapitre, nous avons souligné la nature polysémique que prend la démocratie dans la culture politique. Cette

polysémie est clairement reflétée dans les discours qui rendent « non-démocratique » ce qui en fait est favorable aux droits et à la démocratie, et vice versa. À ce sujet nous avons notamment évoqué l'exemple du référendum de 1999 où les propositions soumises au vote, préalablement acceptées lors de la signature des Accords de paix, furent minées et présentées à la fois comme une menace à l'unité nationale et à la démocratie. Nous croyons en la pertinence de ce type d'exemple afin de prendre conscience de l'environnement dans lequel nous répertorions des attitudes qui, au premier abord, nous semblent incohérentes.

L'un des principaux objectifs de ce chapitre a été de connaître l'évaluation que font les Guatémaltèques de leur démocratie et de comprendre l'interaction entre celle-ci et les préférences démocratiques. Ces questions, comme nous l'avons vu, sont étroitement liées aux concepts d'offre et de demande en politique. Dans la deuxième partie de ce chapitre, nous nous sommes intéressés à la facette théorique de l'offre et de la demande en démocratie. La discussion que nous avons engagée nous a permis de nous familiariser avec les principaux arguments sur la relation entre ces aspects. Bien qu'il nous soit difficile de prendre position sur des enjeux aussi complexes, nous portons un intérêt particulier aux arguments qui présentent le sondé « moyen » comme un citoyen capable d'émettre des jugements éclairés sur l'état de la démocratie et, même, d'ajuster ses préférences et attentes en fonction de cette évaluation.

Dans la troisième partie de ce chapitre nous avons abordé des thématiques d'ordre empirique. Nous avons étudié et comparé les points de vue des Guatémaltèques sur l'offre en démocratie. Dans notre analyse nous avons constaté que les Guatémaltèques étaient particulièrement critiques envers l'offre en démocratie et suspicieux quant à la capacité des institutions à promouvoir un système de droits. L'insatisfaction et la méfiance marquées des *Ladinos*, des personnes les plus instruites et des résidents de la capitale font du Guatemala le pays d'Amérique centrale où le citoyen moyen doute le plus de la vitalité démocratique et de la compétence des institutions à gérer le jeu politique. La piètre évaluation que font les Guatémaltèques de l'offre en démocratie tranche toutefois avec leur demande relativement soutenue pour la démocratie.

La question de l'écart entre l'offre et la demande en démocratie occupe notre attention dans la dernière partie de ce chapitre. Nous croyons que l'écart que nous observons au Guatemala est particulièrement favorable aux paradoxes

des opinions. Globalement démocrates, les Guatémaltèques s'expriment sur la démocratie en évaluant les capacités réduites des institutions à faire fonctionner le jeu politique. Conscients de la vulnérabilité des institutions et des nombreuses demandes qui leur sont formulées, les Guatémaltèques afficheraient des « craintes prétorienne ». Sans prétendre que celles-ci aient un effet direct sur la demande des opinions, elles compliquent considérablement toute réflexion menant à l'adoption d'opinions plus démocratiquement « conséquentes ». S'il est inapproprié de faire des prédictions, il semble tout à fait approprié de croire que les Guatémaltèques démontreront une plus grande tolérance envers les concitoyens lorsqu'ils constateront que leurs propres droits sont protégés.

CONCLUSION

Pour une meilleure prise en compte
des opinions des Latino-Américains.

Alimenter la réflexion sur le thème de l'appui à la démocratie dans des pays où il n'existe pas une longue tradition démocratique : quoique simpliste, cette affirmation résume bien l'un des principaux objectifs de cette thèse. Si les chercheurs et les étudiants sont libres d'engager la réflexion comme ils l'entendent, nous avons proposé quelques balises qui pourraient leur être utiles. Dès le début de cette thèse, nous avons tenté de voir l'appui à la démocratie comme un objet complexe et non monolithique qui requière d'être déconstruit. Nous ensuite proposé de nous intéresser aux sondages d'opinion, à porter attention à leurs possibilités tout en reconnaissant leurs faiblesses et leurs limites. En matière d'analyse, nous avons tenté de prendre garde aux approches qui associent expressément les opinions non-démocratiques à un héritage culturel autoritaire. Enfin, nous avons proposé de tenir compte des nuances des opinions de sorte à éviter les grandes schématisations menant, par exemple, à classifier les citoyens en « démocrates » ou « d'autoritaires ». Revenons brièvement sur chacun de ces points.

« Ce n'est pas tous ceux qui aiment le *D-word* qui adhèrent aux valeurs que les politistes associent à ce mot... ». « Être d'accord avec l'énoncé 'la démocratie est toujours préférable aux autres formes de gouvernement' est un piètre indice de la proportion d'individus qui rejettent [...] les idéaux autoritaires... ». Les observations de Nathan (2007 : 12) et de Chu et Huang (2007 : 12) pourraient difficilement être plus claires : l'appui à la démocratie est un phénomène complexe qui sous-tend plusieurs attitudes en partie dissociées les unes des autres. Dans cette thèse nous tentons d'ailleurs de démontrer qu'il est imprudent de prétendre cerner les convictions démocratiques des citoyens en se basant sur un petit nombre d'indicateurs généraux. D'un niveau de fiabilité et de validité contestable, les questions abstraites qui servent à mesurer l'appui à la « démocratie » figurent pourtant dans plusieurs (sinon dans toutes) les grandes enquêtes. Sans être complètement inutiles, ces questions nous informent d'abord

et avant tout de la première réaction des interviewés à un concept flou et nous offrent peu d'informations concrètes sur les points de vue concernant les principes spécifiques de la démocratie ou sur la participation de groupes controversés (ou mal-aimés) dans la sphère politique. Ainsi, il semble adéquat de voir l'appui à la démocratie comme un objet à plusieurs faces, méritant d'être identifiées et étudiées.

Analyser l'appui à la démocratie à partir de sondages d'opinion n'est pas un exercice sans controverse. Après tout, n'est-il pas envisageable, pour reprendre une expression de David W. Moore, de considérer que les opinions soient un produit « manufacturé » (2008 : 93), reflétant au mieux une image très déformée de ce que pensent réellement les citoyens ? S'il est parfois difficile de trancher la question, c'est en partie dû au manque de transparence entourant les enquêtes d'opinion. Il est vrai que certains sondeurs refusent de dévoiler des informations essentielles concernant leurs travaux, alimentant le scepticisme quant à la représentativité des échantillons. Les critiques sur les enquêtes visent également l'utilisation d'indicateurs piètrement élaborés. Rappelons toutefois que les indicateurs utilisés par les sondeurs sont aussi diversifiés que les sondages eux-mêmes, concernant différents aspects des opinions, et ce, avec des intentions et une précision qui varient. L'offre en terme de sondages permet de comparer la qualité des enquêtes, de choisir celles qui nous paraissent les plus crédibles, d'évaluer quels résultats sont les plus sérieux ou exposent le mieux des tendances qui sont cohérentes avec ce qui est observé à d'autres niveaux. Nous sommes convaincus que même les chercheurs les plus critiques à l'endroit des enquêtes d'opinion peuvent trouver une utilité à ces dernières, même si elles ne portent pas attention aux citoyens qui refusent de participer aux enquêtes ou encore de répondre aux questions qui leur sont posées.

« Selon toute apparence, les Américains ont une faible compréhension [*a weak grip on*] des valeurs démocratiques. » Le constat que dressent Sniderman *et al.* (1991 : 58) est intéressant et rappelle de nombreuses observations émises par les analystes qui se penchent sur les attitudes dans des pays qui ont une tradition démocratique souvent plus modeste que celle des États-Unis. Au sud comme au nord du continent, on constate que plusieurs citoyens sont portés simultanément à appuyer les grandes idées de la démocratie et à s'opposer à des principes plus spécifiques liés à celle-ci. Si on parle bien d'un même

phénomène, certains analystes tentent toutefois d'attribuer des causes qui sont complètement différentes. Sans vouloir dénigrer les explications culturelles, nous avons tenté dans cette thèse de ne pas appliquer une analyse de type « deux poids, deux mesures », en associant les opinions non-démocratiques à un héritage autoritaire au sud du continent et, plus au nord, en les attribuant à des facteurs psychologiques.

Dans cette thèse nous avons évité l'emploi de grandes étiquettes afin d'identifier les citoyens en fonction de leurs opinions. Les classifications dichotomiques de type autoritaire-démocrate simplifient certes la présentation des résultats d'enquêtes mais elles déforment considérablement la réalité. Le fait d'exprimer (ou non) un appui à la « démocratie » nous dit peu de choses sur les « objections » que peuvent avoir les citoyens concernant celles-ci. Pour reprendre une idée bien connue, il existe différentes catégories de démocrates (des « démocrates avec adjectifs ») qui affichent des idiosyncrasies particulières. Notre mise en garde quant à la simplification semble d'autant plus intéressante puisque dans certains pays, comme au Guatemala, plusieurs citoyens expriment librement leurs opinions sur certains aspects de la démocratie et s'abstiennent parallèlement de se prononcer sur d'autres éléments liés à celle-ci. Alors que plusieurs auteurs dénotent l'existence de « démocrates intolérants », nous reconnaissons également l'existence de « démocrates timides » ou « irrésolus » qui alimentent un peu plus l'immense bassin (ou zone grise) de citoyens qui n'expriment pas de façon systématique des opinions démocratiques ou autoritaires.

Dans cette conclusion, nous revenons brièvement sur les travaux exposés dans cette thèse. Dans un premier temps, nous passons en revue les hypothèses et les propositions que nous avons présentées en début de parcours. Bien que nous croyions en l'utilité de nos arguments, nous estimons louable de reconnaître certains de leurs points faibles. Dans la deuxième partie de cette conclusion, nous nous intéressons aux faiblesses de notre argumentation et nous tentons, à partir de celles-ci, d'en dégager des éléments qui pourraient inspirer un prochain segment de recherche. Nous concluons nos travaux sur une brève réflexion concernant le lien entre les opinions, leur étude et l'évolution de la démocratie.

A. Retour sur nos hypothèses de travail

Les discussions menées dans nos recherches sont organisées autour de l'hypothèse centrale montrant que l'appui à la démocratie est une notion (ou un objet) malléable et multiface. Cette hypothèse repose sur trois axiomes ou sous hypothèses. Dans un premier temps, nous avons présenté l'idée que les points de vue des citoyens sur la démocratie sont, par moment, largement influencés par les circonstances. Si elles peuvent soudainement se transformer, les opinions démontrent, sur un autre plan, un certain statisme. En lien avec cette caractéristique, nous soumettons l'idée que si aucun évènement extraordinaire ne se produit, les citoyens se positionneront sur la démocratie sur la base de logiques de raisonnement qui reposent largement sur la stabilité et l'ambivalence de leurs valeurs et de leurs préférences. Les deux premiers axiomes ont placé séparément le contexte (élément externe ou perception de celui-ci) et les valeurs (éléments individuels) au cœur de notre analyse. En s'inspirant de l'importance du contexte et des valeurs, la troisième sous-hypothèse avance l'idée que plus les citoyens auront des réserves quant à la capacité de l'État à faire fonctionner la démocratie, plus leurs demandes en matière de droits et libertés refléteront des tensions entre l'idéal démocratique et la pratique de celui-ci. Afin de préparer l'examen de nos hypothèses, nous avons présenté deux propositions.

Notre première proposition a établi qu'il est imprudent d'analyser la culture politique guatémaltèque en partant du point de vue qu'elle est le reflet d'idéaux autoritaires profondément ancrés et largement partagés. Cette proposition a visé, dès le début de nos recherches, à traiter avec prudence les arguments qui attribuaient expressément à des tendances autoritaires lourdes des caractéristiques tels le détachement des citoyens par rapport aux partis politiques, le peu d'enthousiasme à prendre part aux scrutins et la faible propension à affirmer que la démocratie est préférable aux autres formes de gouvernement. En nous intéressant à la culture politique du Guatemala, nous avons avancé notamment qu'il est plus approprié de voir celle-ci comme un objet segmenté. Soulignons que si plusieurs Guatémaltèques affichent une forte apathie, d'autres démontrent un niveau prononcé d'engagement et de participation politique. Si l'existence même de cette segmentation n'est pas propre au Guatemala, elle est toutefois particulièrement profonde dans ce pays.

Dans nos recherches, nous avons constaté que si les Guatémaltèques sont les moins portés d'Amérique centrale à affirmer avoir confiance dans les partis politiques et les institutions, ils sont les plus enclins à prendre part à des groupes de citoyens et à assister à des assemblées publiques. La distance entre les citoyens et les partis (et les institutions de l'État) est, dans une certaine mesure, contrebalancée par une participation politique (qu'elle soit active ou passive) qui se fait en marge des questions partisans et nationales. Associant peut-être « politique » aux partis et à la corruption, les Guatémaltèques sont nombreux à se dire désintéressés de la politique, et ce, même s'ils prennent part aux scrutins et s'ils se présentent régulièrement à des activités où sont discutées des questions politiques¹⁸². Malgré l'importance de ces éléments, il est hasardeux de dépeindre la culture politique comme étant globalement participative, l'engagement des Guatémaltèques étant très inégal. Nous avons observé d'ailleurs que les hommes sont bien plus portés que les femmes à voter et à s'impliquer dans les affaires publiques. En termes de participation communautaire, les *Indígenas* et les provinciaux sont beaucoup plus actifs que les *Ladinos* et les résidents des centres urbains. Ces gens qui participent aux affaires publiques tranchent, plus qu'ailleurs en Amérique centrale, avec une masse d'individus, souvent très pauvres, qui restent à l'écart de toute activité politique.

Les analystes qui appartiennent aux courants culturalistes sont portés à croire que l'héritage autoritaire contribue à ce que peu de citoyens expriment un appui à un système de gouvernement démocratique. Le Guatemala fait figure de pays qui détient un lourd passé autoritaire et où l'on compte une faible proportion de citoyens affirmant que la démocratie est préférable aux autres formes de gouvernement. À première vue, les résultats d'enquête nous ont incité à voir les Guatémaltèques comme des citoyens qui tournent le dos à la démocratie¹⁸³, cependant la réalité est beaucoup plus complexe. Par exemple, dans les sondages, les Guatémaltèques sont nombreux à croire que leur pays n'est pas

¹⁸² Nous n'avons pas traité ce thème dans nos travaux, mais il est pertinent de s'interroger sur le point de savoir si les Guatémaltèques qui se disent désintéressés de la politique et qui prennent part à différentes activités politiques ne sont pas influencés par un biais de désirabilité sociale.

¹⁸³ Sur la base des observations faites dans cette thèse, il serait sans doute plus juste d'affirmer que c'est la démocratie qui tourne le dos aux citoyens.

démocratique, à être insatisfaits de la démocratie, à se dire incapables de définir ce qu'est cette dernière et à s'abstenir de répondre quand on les interroge sur le sujet. Ces informations nous ont obligé à remettre en perspective l'idée qu'il existerait une sorte d'inclination naturelle vers les idéaux autoritaires. Bien qu'il y ait une part de la population qui semble défavorable aux droits et aux libertés, il est peut-être plus juste, en terme de tendance, de parler de « perplexité démocratique » dans un pays où la pauvreté et le faible niveau d'instruction restreignent considérablement les rapports qu'entretiennent les citoyens avec la démocratie.

Notre première proposition est de nature empirique et nous a amené à examiner les particularités de la « personnalité politique guatémaltèque ». Notre deuxième proposition est certes plus axée sur des considérations d'ordre méthodologique mais, comme la première, elle vise à préparer l'examen de nos hypothèses de travail. Comme nous l'avançons plus haut, toutes les enquêtes d'opinion et tous les indicateurs utilisés dans celles-ci pour mesurer l'appui à la démocratie ne se valent pas. Cette proposition fait allusion aux travaux qui mettent globalement en doute l'utilité des sondages d'opinion. Plutôt que de repousser du revers de la main l'ensemble des sondages, notre proposition cherche à en apprendre davantage sur les études-baromètre, à évaluer ce qu'elles offrent et à connaître leurs forces et leurs faiblesses.

Dans cette thèse, nous nous sommes intéressés aux grandes enquêtes internationales et, tout particulièrement, à celles qui sont menées en Amérique latine. Nous avons utilisé les résultats des études-baromètre afin de comparer les opinions des Guatémaltèques à celles des citoyens des autres pays centraméricains ou latino-américains. Les deux principales sources (ou bases de données) auxquelles nous avons eu recours proviennent du *Latinobarómetro* et du *AmericasBarometer* (LAPOP). Bien que les deux groupes aient essentiellement le même mandat (celui de mesurer les opinions des Latino-Américains), ils diffèrent à plusieurs égards. Les populations ciblées, les techniques employées pour constituer les échantillons, le nombre de personnes interrogées dans chaque pays, la couverture géographique des enquêtes, la quantité de renseignements méthodologiques qui est dévoilée et le type d'indicateurs qui figurent dans les questionnaires ne sont que quelques-uns des aspects qui différencient les deux sondeurs.

Une partie de notre hypothèse centrale a stipulé que l'appui à la démocratie est un objet constitué de plusieurs faces. L'analyse des études-baromètre nous offre des indices préliminaires quant à la valeur de cette hypothèse. En passant en revue les travaux d'environ une dizaine d'enquêtes internationales, nous avons pris conscience du grand nombre de questions utilisées afin d'évaluer l'attachement des citoyens à la démocratie. En plus de leur nombre, nous avons constaté que les indicateurs utilisés (au sein d'un même sondage ou d'une étude à une autre) varient considérablement. Afin de distinguer ces indicateurs et mieux comprendre leurs fonctions, nous avons proposé une typologie qui se décline en quatre catégories, intitulées monolithique, polyarchique, bathymétrique et référentiel. Chacune de ces catégories rassemble des questions de sondage qui diffèrent en ce qu'elles dévoilent de l'appui à la démocratie.

Nos deux propositions sont essentiellement étudiées dans les premier et deuxième chapitres de cette thèse. Pour leur part, nos hypothèses de travail ont été examinées dans les chapitres trois, quatre et cinq. Immédiatement après avoir abordé la question des grandes enquêtes, nous nous sommes penchés sur notre première sous-hypothèse. À cet effet, nous avons choisi d'examiner les réactions des citoyens à l'un des événements les plus difficiles que la démocratie guatémaltèque ait connu. Plus précisément, nous avons tenté de connaître et d'évaluer les opinions des Guatémaltèques alors que le président Jorge Serrano mit à exécution le coup d'État civil de 1993. Afin de nous donner les outils nécessaires à l'analyse des opinions à ce « moment critique », nous avons élaboré un modèle théorique intitulé « le temps court de l'appui à la démocratie ». En utilisant notamment les théories des perspectives et des bifurcations, nous avons montré que les opinions des citoyens sur les mesures extraordinaires adoptées par les dirigeants évoluent largement en fonction des circonstances.

Le temps court de l'appui à la démocratie prévoit que les citoyens soutiendront des mesures autoritaires qui leur sont proposées (ou imposées) si elles sont perçues comme un moyen efficace de prévenir l'aggravation d'une crise et si elles figurent comme une solution de dernier recours pouvant apaiser une menace imminente. Cependant l'appui à ce genre de mesure est étroitement lié à une contrainte temporelle. À ce niveau, notre modèle prévoit que si les citoyens offrent leur soutien à des mesures d'exception, ils le font de façon circonscrite dans le temps. Nous établissons que les citoyens qui appuient des

restrictions servant à prévenir l'aggravation d'une crise, ajustent leurs opinions en fonction des circonstances et, plus particulièrement, de l'imminence de la menace. Il est ainsi inadéquat de penser que l'appui à des mesures extraordinaires se traduit par l'acceptation du maintien indéfini ou encore du durcissement de celles-ci dans le temps. Quand les choses reviendront à la normale et que la crise et les craintes s'atténueront, il faudra plutôt s'attendre à ce que les opinions deviennent de plus en plus défavorables envers des mesures drastiques qui minent les droits et les libertés.

Le modèle théorique que nous avons développé nous amène à comparer la tentative de coup d'état civil de Serrano aux putschs qui se sont produits au Pérou en 1992 et au Honduras en 2009. En étudiant la réaction des Guatémaltèques, des Péruviens et des Honduriens à ces événements respectifs, nous avons constaté que les mesures antidémocratiques prises dans les trois pays ont été accueillies de manières bien différentes¹⁸⁴. En effet, alors que plusieurs Péruviens affirmèrent momentanément approuver les mesures autoritaires du Président Alberto Fujimori, la majorité des Guatémaltèques tournèrent le dos à Jorge Serrano après que celui-ci ait tenté de « réorganiser » les sphères du pouvoir. Au Honduras, la population apparut plutôt divisée sur le renvoi par la force du président Zelaya. Rien ne porte à croire que ces différentes réactions aient été le fruit du hasard. La gravité de la crise qui secoua les trois pays, la crédibilité des acteurs impliqués dans celle-ci et la capacité des institutions à offrir des solutions, variaient considérablement d'un endroit à un autre. Le modèle que nous développons et que nous appliquons afin de comprendre les réactions des citoyens face à des mesures autoritaires, nous permet effectivement de conclure que les opinions sur la démocratie (ses règles et ses droits) sont sensibles aux circonstances. Afin d'affiner notre argumentation, peut-être devrions-nous toutefois ajouter, qu'en période de crise, les opinions sont aussi sensibles à la notoriété (ou au manque de celle-ci) des

¹⁸⁴ Notre constat est notamment établi à partir de résultats de sondage. Nous reconnaissons que la disponibilité et la nature des sources varient considérablement d'un pays à un autre. La tradition de sondage en Amérique latine ayant gagné en force à partir de la moitié des années quatre-vingt dix, les données sur le putsch hondurien sont plus complètes que celles sur les coups d'État de 1992 et 1993 au Pérou et au Guatemala. Afin de peaufiner nos arguments, nous pourrions davantage porter attention aux différentes manifestations de l'opinion (courrier des lecteurs, grèves, pressions populaires, etc.).

acteurs qui proposent ou subissent les mesures d'exception et au niveau de crédibilité des institutions.

Dans cette thèse, nous avons avancé que l'appui à la démocratie est un objet malléable. Cette caractéristique s'observe, par exemple, alors que des citoyens habituellement attachés à la démocratie en viennent à soutenir l'emploi de mesures autoritaires afin de mettre un terme à une menace ou prévenir l'aggravation d'une crise. La malléabilité des opinions se manifeste également par la capacité de ces dernières à atteindre un niveau de rigidité et de stabilité alors qu'aucun évènement extraordinaire ne vient les influencer. Dans le but d'étudier cet aspect, nous avons développé un outil intitulé « le temps long de l'appui à la démocratie ». À l'aide de ce dernier, nous avons tenté d'expliquer les causes potentielles de la durabilité des opinions et de comprendre l'interaction entre celles-ci. Alors que le temps court de l'appui à la démocratie est étroitement lié aux circonstances (et à l'évaluation de celles-ci), le temps long, lui, repose beaucoup plus sur les valeurs et les préférences des citoyens.

Le quatrième chapitre de cette thèse examine les opinions sur la démocratie qui sont peu susceptibles d'être influencées par les « facteurs externes ». Autrement dit, nous nous sommes intéressés aux opinions qui sont davantage liées aux préférences « habituelles » qu'aux préoccupations pressantes. Nous avons tenté de cerner ces préférences et d'identifier les logiques de raisonnements qui amènent de nombreux individus à exprimer des opinions (latentes ou non) qui suggèrent simultanément un attachement et une opposition à la démocratie. Intéressés par la problématique des points de vue contradictoires, nous avons puisé dans les théories sur l'ambivalence afin d'apporter des explications à ce qui est souvent perçu comme de l'incohérence dans les propos. À ce sujet, nous avons identifié différents modes de raisonnement. Alors que le raisonnement vertical établit des liens entre les opinions sur les règles générales de la démocratie et les principes plus spécifiques de celles-ci, le raisonnement horizontal fait fi –en tout ou en partie– de ces liens. Le raisonnement horizontal met en évidence une logique subjective par laquelle les sondés émettent leurs points de vue non pas en adhérant ou en rejetant la totalité des droits mais plutôt en se souciant particulièrement de qui en sont les bénéficiaires.

En étudiant le cas du Guatemala, nous remarquons que l'ambivalence n'est pas nécessairement plus répandue dans ce pays qu'elle ne l'est ailleurs en Amérique centrale. Cependant, nous observons que la source de cette ambivalence au Guatemala est particulièrement liée à l'inconfort généré par la participation politique de gens qui critiquent le gouvernement. Cet inconfort est notamment observé alors que plusieurs citoyens disent préférer la démocratie tout en s'opposant à l'idée que les dissidents exercent leurs droits. Cette constatation vient confirmer que de nombreux sondés prennent position sur les principes démocratiques « à la pièce » plutôt qu'en se souciant ou en étant conscients des « contradictions » de leurs préférences. À ce niveau, nous constatons que les citoyens prennent souvent position en adoptant des points de vue personnalisés qui accordent peu d'importance à la primauté du droit.

Notre deuxième sous-hypothèse semble être confirmée, du moins dans la mesure où plusieurs citoyens s'expriment sur la démocratie sur la base de logique de raisonnement qui témoigne d'une grande ambivalence, en fonction de ce qu'ils « aiment » et de ce qui les « irrite » dans cette dernière. Toutefois, le manque de données longitudinales nous empêche de confirmer avec certitude que, dans la plupart des cas, ces préférences restent inchangées sur une longue période de temps. La faible variation des préférences démocratiques, observée d'une enquête à une autre, reste néanmoins un indice important quant à la relative cristallisation des points de vue à l'intérieur d'un même pays.

Soutenir la liberté d'expression, mais être contre l'idée que des opposants du gouvernement prononcent un discours public ou appuyer la pratique du vote juste et libre, mais voir d'un mauvais œil que des membres d'un certain parti exercent leur droit de vote sont deux positionnements qui démontrent certes l'ambivalence, mais laissent aussi apparaître des points de vue fondamentalement paradoxaux. Le dernier chapitre de cette thèse s'est donné comme objectif d'explorer les paradoxes dans les réponses offertes par les participants aux sondages d'opinion. Sans délaisser complètement la question des valeurs, nous avons étudié les opinions en les plaçant dans leur contexte. Plus précisément, nous avons examiné « les demandes » des citoyens en relation avec l'évaluation faite par ceux-ci de « l'offre » en démocratie. Plus pragmatiques qu'idéologiques dans leurs manières de prendre position, il semble convenable de croire que plusieurs citoyens ajusteront leurs préférences en

fonction des capacités de l'État d'opérer le système de droits. Nous avons tenté d'en apprendre davantage sur les opinions paradoxales en nous interrogeant sur la manière dont elles se rattachent à l'évaluation de la démocratie.

Dans la dernière partie de cette thèse nous avons élaboré un schéma qui permet de visualiser le niveau de la demande et de l'offre en démocratie en Amérique centrale. Ce schéma nous apprend que si les Guatémaltèques n'affichent pas les plus faibles demandes en démocratie, ils sont les plus critiques quant à l'offre en la matière. Au travers de la notion de « craintes prétorienne », nous avançons que les questionnements au sujet de la capacité de l'État à faire fonctionner la démocratie alimentent les inquiétudes quant à la possibilité que certains acteurs exploitent les failles du système politique. Si les craintes prétorienne ne font pas nécessairement en sorte que les citoyens tournent le dos à la démocratie, elles constituent un terrain fertile à l'émergence de tensions entre l'appui à l'idéal démocratique et le soutien aux droits à des groupes « mal-aimés », qui pourraient hypothétiquement exploiter les faiblesses du système politique à leur avantage. Au Guatemala, ces craintes prennent un sens particulièrement intéressant compte tenu d'une histoire où des gouvernements, peu soucieux des droits et appliquant leurs propres lois, ont longtemps dirigé le pays en affirmant instaurer une véritable démocratie.

Que nous indiquent ces dernières observations sur de nos travaux ? Nous pouvons d'abord affirmer que l'hypothèse centrale de nos recherches est en grande partie corroborée. Ce constat tient d'abord compte du fait que nous avons confirmé l'utilité et la validité des trois axiomes sur laquelle elle repose. Ensuite, en rappelant une série d'arguments, nous avons constaté que l'appui à la démocratie est un objet intrinsèquement multiface et malléable. Pour ne donner qu'un exemple, nous avons démontré que, même si elles semblent logiquement liées entre elles, les opinions sur « la démocratie » sont bien souvent détachées de celles concernant des principes démocratiques fondamentaux. Par ailleurs, dans nos recherches nous avons constaté la grande flexibilité avec laquelle la plupart des sondés se positionnent par rapport à la démocratie, que ce soit en période de crise, lorsqu'ils énoncent des opinions sur des situations hypothétiques ou quand ils expriment de manière générale leurs points de vue sur les droits et les libertés.

B. Examen critique de nos travaux et nouvelles pistes de recherche

La valeur d'une étude se mesure en partie à la qualité de ses arguments et à ce qu'elle apporte au domaine dans lequel elle s'inscrit. Nous avons tenté de mener nos travaux en prenant ces critères en considération, mais aussi en essayant d'aborder notre objet de recherche de manière originale. En suivant cette voie, nous avons peut-être fait preuve d'un peu trop de hardiesse. Sans craindre d'affecter la crédibilité de nos travaux (ou de fourbir des armes à leur rencontre), nous estimons qu'il est utile de nous interroger sur quelques-uns de leurs points faibles. Le but de cet exercice n'est pas tant de faire un *mea culpa* que de viser au perfectionnement de notre analyse et d'identifier de nouvelles pistes de recherche que nous pourrions emprunter dans le futur. Les points faibles sur lesquels nous nous attardons sont liés à la mesure, à la couverture et à l'examen de l'appui à la démocratie.

Comme nous le signalons auparavant, l'utilisation de données produites par les grandes enquêtes comporte à la fois des avantages et des inconvénients. Si elles sont facilement accessibles, les données de sondages sont obtenues à l'aide d'instruments rigides qui peuvent difficilement satisfaire tous les utilisateurs. Soulignons qu'afin de maximiser la diffusion de leurs recherches, les responsables des grandes enquêtes interrogent habituellement les citoyens sur un très grand nombre de sujets. Cette stratégie multiplie certes les possibilités d'analyse, mais elle limite automatiquement la profondeur avec laquelle sont traités chacun des thèmes. Bien que presque toutes les enquêtes-baromètre s'intéressent aux opinions concernant les droits et les libertés, trop peu d'entre-elles allouent suffisamment de temps et de ressources à mesurer l'intensité des points de vue sur le sujet. Pourtant, connaître la force des opinions semble essentiel, notamment afin d'épurer les résultats et d'en écarter les « non-attitudes ».

Dans notre analyse des opinions au Guatemala, nous avons identifié des tendances claires. Par exemple, nous avons constaté que plusieurs Guatémaltèques voyaient d'un mauvais œil que les gens qui critiquent le gouvernement participent au jeu politique. Par ailleurs, nous avons observé que les Guatémaltèques sont nombreux à affirmer ne pas avoir (ou à ne pas vouloir énoncer) d'opinion sur quelques aspects liés à la démocratie. Ces tendances ont d'ailleurs retenu notre intérêt lors de notre examen du temps long de l'appui à la

démocratie. Bien que nous ayons offert des explications, certains points demeurent en suspens. Il est convenable de nous interroger sur la qualité de ces informations, et, plus particulièrement sur la précision des réponses (ou les non-réponses) données par les sondés. Par ailleurs, nous pouvons nous demander dans quelle mesure les indicateurs réussissent bien à traduire « l'intensité »¹⁸⁵ des points de vue exprimés. Rappelons-nous que les opinions analysées dans nos travaux sont recueillies à l'aide de sondages où sont abordés des dizaines de sujets différents. En voulant satisfaire le plus d'utilisateurs possibles, les sondeurs créent peut-être un environnement où les interviewés sont par moment poussés à « réagir » plutôt qu'à livrer avec exactitude le contenu de leur pensée.

Le fait que des sondés soient nombreux à esquiver des questions ou à s'opposer systématiquement à tout droit octroyé à une personne qui critique le gouvernement (par exemple) nous fournit de précieux renseignements. Toutefois, ces derniers sont peut-être insuffisants afin de pleinement évaluer la solidité des opinions. En lien avec l'une des tendances observées, il est notamment difficile de déterminer à quel point « la démocratie » est effectivement étrangère aux yeux de ceux et celles qui s'abstiennent de se prononcer. Dans l'état actuel des choses, il est aussi ardu, voire impossible, d'évaluer jusqu'où les interviewés qui tolèrent mal la dissidence seraient prêts à aller pour défendre leurs points de vue. Cette situation engendre inévitablement des répercussions sur nos travaux et sur la profondeur de certaines de nos analyses.

Il est intéressant de nous interroger sur les solutions à apporter afin de combler notre besoin en information. Malheureusement, il ne semble pas exister de solution idéale, les tensions entre la variable des coûts et celle de l'efficacité étant inhérentes. Très efficace mais aussi très onéreuse, nous pourrions, comme stratégie, élaborer notre propre enquête d'opinion et mandater une firme de sondages pour l'administrer auprès de centaines de citoyens. Beaucoup plus économique mais sans doute moins efficace, nous pourrions nous impliquer auprès de groupes-baromètre et espérer que nos recommandations soient prises en considération. Peu importe la solution, il semble essentiel que des développements, en amont, se produisent dans l'étude des opinions en Amérique latine. Pour faire avancer la recherche, nous croyons nécessaire que les grandes

¹⁸⁵ Nous empruntons le terme à Key. Voir KEY V.O. Jr. *Public Opinion and American Democracy*. New-York : Alfred A. Knopf, 1964, p.12.

enquêtes s'inspirent davantage des techniques et des indicateurs employés par certains politologues qui réalisent des sondages à plus petite échelle¹⁸⁶. La révision des indicateurs actuellement utilisés dans plusieurs grandes enquêtes permettrait de hausser le niveau de précision et de qualité de l'information recueillie et constituerait une fin souhaitable.

En étant intéressés par le cas guatémaltèque et son taux élevé de sans-réponses, force est de constater que plusieurs questions de sondage sont mal adaptées au pays et à ses habitants. Tel qu'évoqué à de multiples reprises dans cette thèse, les Guatémaltèques aucunement ou faiblement instruits sont nombreux à esquiver certaines questions de sondage. Nous devons davantage nous intéresser à ce problème, dans la phase préliminaire des enquêtes comme dans l'administration de celles-ci. Un exercice fructueux serait d'organiser des rencontres délibératives auxquelles seraient conviés des citoyens (notamment des autochtones, chez qui le taux de sans-réponses est élevé) où ceux-ci exprimeraient leurs opinions ou leurs doutes non pas à des questions précises mais plutôt sur les sujets d'enquête et la manière dont ils sont abordés. Une solution complémentaire pourrait être, à l'intérieur des sondages, d'insérer des questions (ou de modifier celles actuellement utilisées) afin de mieux comprendre pourquoi plusieurs personnes se montrent aussi avares de commentaires. Par exemple, face à un interviewé qui affirme ne pas avoir d'opinion à une question en particulier, l'intervieweur pourrait revenir à la charge et demander si un des choix de réponse se rapproche de sa pensée. Par ailleurs, l'intervieweur pourrait reformuler ses interrogations mais en évoquant des mises en situation qui se produisent dans d'autres pays plutôt que dans celui des sondés. L'intervieweur pourrait également interroger les « abstentionnistes » afin de savoir si les sujets traités font bien partie de leurs préoccupations¹⁸⁷. Ou encore, avant d'énoncer les

¹⁸⁶ Nous sommes conscients que cette proposition n'est pas sans difficulté. Pour des raisons évidentes, les groupes baromètre sont intéressés à mesurer l'évolution des opinions dans le temps. Si l'emploi de mêmes questions durant des années produit des données cruciales, cela se fait parfois au détriment de la qualité de l'information. Comme dans tout autre domaine, l'étude des opinions se transforme, voyant apparaître et disparaître des techniques de sonde. L'un des plus grands défis auxquels font face les sondeurs internationaux est sans doute de trouver l'équilibre entre générer des longitudinaux et adapter les indicateurs aux nouvelles réalités.

¹⁸⁷ Dans son étude menée au Guatemala, Philpot-Munson observa qu'une partie importante des *Indígenas* associent les « droits de l'Homme » à un quelconque bureau ayant pignon sur rue plutôt qu'à des droits qu'ils peuvent exiger. (Voir PHILPOT-MUNSON. « Peace

choix de réponses à une question « problématique », l'interviewer pourrait demander aux sondés de réfléchir quelques secondes avant de répondre. L'objectif de ces techniques serait 1) d'en apprendre davantage sur les non-opinion, 2) de déterminer à quel point les non-opinion sont le produit d'une distanciation entre les sondés et le thème à l'étude et 3) d'éviter de compiler des réponses « faussement négatives ».

Plus haut, nous faisons part que les sondages des grandes enquêtes traitent habituellement de nombreux sujets, « forçant » les interviewés à répondre, dans un court laps de temps, à des questions sur la politique, l'économie, les affaires étrangères et bien d'autres thèmes. Si les enquêtes internationales sont d'une grande utilité, il semble important d'amoindrir les effets négatifs que leur structure peut avoir sur les opinions. En ce qui a trait à nos recherches, nous sommes quelque peu préoccupés par la possibilité que le contexte artificiel des grandes enquêtes ait un impact sur l'exactitude des points de vue qui y sont recueillis. Afin d'atténuer cet effet et, pour reprendre les termes de Roger Sapsford, de « s'approcher un peu plus de ce que les personnes interrogées [répondraient] probablement dans la vie de tous les jours » (2007 : 106), nous pouvons évoquer diverses techniques.

En matière d'élaboration de questionnaires, il est particulièrement intéressant de nous inspirer des travaux de Mayer (2002) et de Sniderman (notamment ceux réalisés avec Piazza (1993), Hagendoorn (2001), Jackman et Tiberj (2002)) où les politologues font usage de différentes techniques de contre-argumentation. En appliquant ces techniques à nos recherches, nous pourrions, par exemple, évaluer la réaction des Guatémaltèques qui affirment ne pas vouloir octroyer des droits aux gens qui critiquent le gouvernement en leur demandant s'ils appuieraient des mesures coercitives contre ces derniers, même si cela allait à l'encontre de la constitution. À l'inverse, nous pourrions demander aux sondés, qui estiment important de protéger les droits des dissidents si un trop grand respect des droits ne risque pas de déstabiliser le gouvernement. Par la contre-argumentation, nous chercherions à instaurer une dynamique comparable à celle

Under Fire. Understanding Evangelical Resistance to the Peace Process ». *Mayas in Postwar Guatemala. Harvest of Violence Revisited* / ed. par Walter E. LITTLE et Timothy J. SMITH. Tuscaloosa : The University of Alabama Press, 2009, p. 51). Cette observation témoigne que les « droits de l'homme » font très peu partie des préoccupations des sondés.

d'une discussion où les interlocuteurs apportent des idées et des arguments afin de mieux comprendre la portée, la profondeur et la cohérence des points de vue de la personne qui se trouve devant lui. En plus de contre-argumenter, nous pourrions aussi tenter de faire parler les sondés plus librement. Par exemple, à la toute fin de l'entretien, l'intervieweur pourrait féliciter, sur un ton informel, les participants et les informer qu'il est d'accord avec plusieurs opinions qu'ils ont émises au cours de l'entretien. Toujours sur un ton informel, l'intervieweur pourrait demander aux sondés, comme toute dernière question ouverte, « Avant de conclure, je me pose parfois comme question ce que le gouvernement devrait faire avec les personnes qui le critiquent. Et vous qu'en pensez-vous ? ». Que ce soit par la contre argumentation ou en utilisant la technique de la « pommade », l'objectif demeure le même : celui de minimiser les effets négatifs que peut avoir la structure du sondage sur les réponses et réussir à mieux cerner la profondeur des opinions.

En haussant le niveau de précision des instruments et de l'information recueillie, nous espérons nous approcher le plus possible de ce que pensent les citoyens, donc de « l'opinion réelle ». Cette approche devrait guider toute recherche que nous songeons poursuivre sur l'appui à la démocratie en Amérique centrale. Une telle approche est doublement utile compte tenu de la composante temporelle des modèles théoriques que nous développons dans cette thèse. S'il est vrai, comme l'observent Schuman et Presser (1981), que plus les citoyens sont préoccupés par une question (ou plus ils ont une opinion marquée sur un sujet), plus ils conserveront le même point de vue dans le temps, il est impératif de mieux cerner l'intensité des attitudes. Que ce soit dans le temps court ou dans le temps long, la force des points de vue apparaît comme un paramètre incontournable afin d'améliorer nos connaissances des opinions sur la démocratie.

Les défis et les difficultés auxquels nous faisons face dans nos recherches ne sont évidemment pas tous liés à des questions de mesure de l'opinion. La problématique de la couverture des enquêtes fait également partie de nos préoccupations, qui sont notamment alimentées par un manque d'informations sur la méthodologie des sondages. Soulignons, par exemple, qu'il est généralement difficile de connaître avec exactitude les règles et les démarches entourant la collecte de données sur le terrain. Ce manque d'information est

particulièrement dommageable lorsque les études traitent de pays où l'état du réseau routier et le climat sociopolitique peuvent (par moment et par endroit) être des obstacles majeurs. En l'absence d'information sur le sujet, il est difficile d'évaluer les répercussions de ces obstacles sur les données recueillies. Si nous connaissons les lieux où sont menées les interviews, nous ne pouvons établir avec certitude dans quelle mesure ces dernières correspondent à l'échantillonnage initial. Nous nous demandons concrètement ce qui se produit lorsqu'un intervieweur est incapable de se rendre à un domicile (ou, pire, dans une région) choisi(e) aléatoirement, que ce soit à cause du climat, de l'état des routes ou d'une quelconque intimidation dont il pourrait être victime. Afin de protéger les intervieweurs et de préciser l'étendue de leurs enquêtes, les responsables des études-baromètre en Afrique excluent habituellement de leur échantillonnage les résidents de zones où se déroulent des conflits. En Amérique latine, malgré les diverses difficultés inhérentes au travail de terrain, les sondeurs donnent peu de détails sur les contraintes auxquelles ils font face et sur la manière dont ils composent avec celles-ci. Face à un manque de renseignements, nous devons évoquer la possibilité que les résultats d'enquête reflètent d'abord une image de l'opinion dans les zones qui sont accessibles plutôt qu'une photographie dont le cadre est plus large. En tant que tel, rien n'empêche d'analyser l'opinion dans les régions où les interviewers peuvent se déplacer. Notre difficulté est plutôt d'éclaircir le doute entourant la collecte d'informations et la précision du cadre géographique des études.

Les problèmes liés à la couverture des enquêtes ne sont évidemment pas tous d'ordre géographique. Divers aspects de la vie sociale viennent également alimenter nos préoccupations sur la couverture des enquêtes et sur les résultats sur lesquels nous nous penchons. Comme nous l'avons vu précédemment, le Guatemala est un pays qui compte une importante population autochtone et où subsistent de profondes divisions ethniques. Comme c'est le cas dans plusieurs autres pays d'Amérique latine, les *Indígenas* (ou les gens de couleur) sont nombreux à vivre dans la pauvreté alors que les descendants d'Espagnols, eux, jouissent souvent de meilleures conditions socio-économiques. Les autochtones étant souvent peu instruits et exclus du processus de décisions, leur voix ne trouve qu'un faible écho dans les hautes sphères du pouvoir et dans les médias de communication. Conscients que ceux et celles qui participent aux sondages d'opinion sont souvent mieux intégrés (Michelat et Simon, 1992 : 223), plus

riches et plus instruits (Althaus, 2003 : 59) que ceux qui refusent d'y participer, nous reconnaissons la possibilité que les opinions recueillies reflètent une image où les opinions des *Ladinos* sont surreprésentées par rapport à celles des autochtones. À cette préoccupation, les sondeurs répondraient probablement qu'ils réussissent pourtant, dans le cadre de leurs enquêtes, à s'entretenir avec plusieurs *Indígenas*. Même si cela est vrai, des inquiétudes demeurent. Comme nous l'avons vu, les sondés d'origine autochtone sont portés à esquiver certaines questions d'enquêtes. Par ailleurs, nous n'avons aucune information pour savoir si le taux de refus de participation est plus élevé chez les *Indígenas* que chez les *Ladinos*, forçant ainsi les enquêteurs à trouver davantage de substituts appartenant au premier groupe qu'au deuxième. Compte tenu de l'importance de l'exclusion qui affecte les *Indígenas* de manière disproportionnée, il serait préférable d'être dans une meilleure posture afin de connaître les répercussions de cette réalité sur les résultats des sondages.

Dans leurs recherches sur les États-Unis, des auteurs observent que la couleur de la peau des intervieweurs influence parfois les réponses des sondés (Sniderman et Piazza, 1993: 39 ; Moore, 2008 : 157). Étrangement, malgré l'importance des divisions entre *Ladinos* et *Indígenas* (et même malgré les sous-divisions ethniques entre ces derniers), aucun politologue ne semble s'être penché sur l'effet de l'appartenance ethnique ou de la langue des intervieweurs sur les opinions des Guatémaltèques. Paradoxalement, les études menées au Guatemala abordent souvent des sujets « sensibles », telle que l'intolérance envers les différents groupes ethniques. Afin d'étudier le problème, il serait souhaitable de compter sur davantage de renseignements concernant l'ascendance des interviewers ainsi que leur langue maternelle¹⁸⁸. Par ailleurs, une première observation relative au faible nombre d'entretiens menés au Guatemala dans les langues indigènes, amène plusieurs interrogations sur la représentativité des opinions ou encore sur l'influence de la langue des

¹⁸⁸ Depuis très peu de temps, le LAPOP demande à ses intervieweurs d'indiquer à l'aide d'un chiffre la couleur de leur peau. Cette information, bien que fournie de manière incomplète aux utilisateurs de données, pourrait nous être utile dans de prochaines recherches. Aucun autre groupe de sondage ne semble compiler des informations sur la couleur de la peau ou sur la langue maternelle de leurs intervieweurs.

interviewers sur les réponses¹⁸⁹. Ces observations, tout comme les difficultés que nous éprouvons à mieux intégrer la question ethnique à nos analyses, constituent une faiblesse de nos travaux que nous pourrions toutefois transformer en une très intéressante piste de recherche.

Outre des améliorations à apporter à la mesure et à la couverture de notre étude, nous croyons également pouvoir renforcer certains aspects de notre analyse. En nous concentrant sur le thème de l'appui à la démocratie, nous nous sommes peut-être excessivement attardés aux principes de base de la démocratie (opinions sur la tenue d'élections justes et libres, sur la liberté d'expression, etc.) tout en mettant de côté des aspects importants liés à la qualité de celle-ci. Nous pensons particulièrement au peu d'attention que nous avons porté à la question du soutien à la primauté du droit. Nous sommes conscients que les choix que nous avons faits reposent en grande partie sur des contraintes matérielles (c'est-à-dire sur la disponibilité des indicateurs), mais il est tout de même convenable d'émettre quelques commentaires sur le sujet. Bien que nous ayons démontré que les Guatémaltèques affichent globalement des opinions favorables à la démocratie, nous estimons en connaître trop peu sur l'attachement de ceux-ci aux règles, à leur application et au principe de l'égalité de tous devant la loi.

Dans leur étude sur le Brésil, Holston et Caldeira observent que les citoyens peuvent simultanément appuyer l'utilisation de mesures légales (notamment contre les dirigeants corrompus) et extrajudiciaires (notamment contre les membres de bandes de rue) afin de faire face aux activités illicites et de les punir (1998 : 267). Cette double propension, que nous observerions probablement dans tous les pays d'Amérique latine, porte à la réflexion. Dans quelle mesure les explications offertes dans cette thèse sur le contexte (la perception de la menace engendrée par les différents problèmes), les raisonnements verticaux (le niveau de sympathie des citoyens envers les groupes devant subir les foudres des autorités) et les paradoxes (l'évaluation des capacités des institutions à gérer les différents problèmes) nous permettent-elles de comprendre ces comportements ? La relation qu'entretiennent les citoyens avec le droit et la loi étant difficile à

¹⁸⁹ Nous pensons ici aux sondés dont l'espagnol est la seconde langue mais qui participent aux enquêtes en utilisant cette langue par choix ou afin de faciliter le travail des intervieweurs hispanophones.

cerner, elle nécessite de plus grandes recherches, et ce, tout particulièrement dans un sous-continent où les élites envoient régulièrement des messages d'une grande ambiguïté sur l'application du droit¹⁹⁰.

Un objectif important de futurs travaux serait d'explorer la question de la primauté du droit et, surtout, de mieux comprendre la perception que montrent les citoyens envers celle-ci. Une analyse préliminaire pourrait établir si les Guatémaltèques sont nombreux à adhérer à des logiques de « deux poids, deux mesures »¹⁹¹ en matière de droit. Nous pourrions tenter de comprendre de quelle façon de telles logiques se rattachent à un soutien à l'utilisation arbitraire de la force, à l'appui aux méthodes « alternatives » pour régler les litiges de différentes natures ou encore à un faible niveau de connaissances concernant le fonctionnement du système de droits. Si, dans cette thèse, nous avons laissé des aspects à découvert, nous avons proposé des outils qui nous permettront de poursuivre les recherches.

C. Rapprocher la démocratie des enquêtes internationales et... les latino-américanistes des experts en opinion

Pour fonctionner, la démocratie a besoin de démocrates (Keulder et Wisés, 2005 : 1 ; Hermet, 2008 : 11 ; Gyiamah-Boadi et Attoh, 2009 : 1). Voilà une proposition bien connue dans l'étude de pays qui ont tourné la page de l'autoritarisme au cours des dernières décennies. En fait, les attitudes des citoyens ne sont pas uniquement associées à la survie de la démocratie (PNUD, 2004 : 131 ; Lühiste, 2008 : 312), mais elles joueraient également un rôle dans la consolidation de celle-ci (Bratton et Mattes, 2001 : 471 ; Jamal et Tessler, 2008 ; Zéphyr, 2008 : 269). L'intérêt pour les opinions et pour leurs incidences sur les régimes n'est pas quelque chose de nouveau, le théoricien Juan Linz leur donnait d'ailleurs une certaine importance dans les travaux sur les transitions qu'il élaborait dans les années soixante-dix. La chute des régimes autoritaires, la

¹⁹⁰ Les lecteurs sont invités à lire l'article d'Emmanuelle Steels paru dans *La Presse*. Dans son article, la journaliste cite le Secrétaire public de l'État mexicain de Quintana Roo, Carlos Bibiano Villa, qui affirme ouvertement que les droits de l'homme ne fonctionnent pas et que l'exécution des narcotrafiquants est une solution d'une grande efficacité. Voir STEELS Emmanuelle. « Abattre les 'narcos' plutôt que les interroger ». *La Presse*, 17 mars 2011, p. A22.

¹⁹¹ De telles logiques favoriseraient, par exemple, que le droit soit appliqué de manière arbitraire, donc en fonction de la situation ou des groupes concernés.

volonté de comprendre les changements politiques et l'accumulation de données statistiques ont toutefois apporté de nouvelles pratiques. Au nombre de celles-ci, figure l'établissement de seuils de l'appui à la démocratie. Sous la barre des 50%, le soutien des citoyens serait insuffisant afin de garantir la stabilité d'un régime démocratique (Fuchs, 2005 : 142). Au dessus des 60%, la démocratie aurait de meilleures chances de survivre et de se consolider (Bratton *et al.*, 2005 : 322 ; Diamond, 1999 : 68).

Au moment d'écrire cette conclusion, la plus récente enquête réalisée dans l'hémisphère, celle du *Latinobarómetro*, révèle qu'à peine 36% des Guatémaltèques jugent que la démocratie est préférable aux autres formes de gouvernement (2011 : 38). Si on accepte la pertinence des seuils, le Guatemala se trouverait non seulement dans un cul-de-sac, mais il s'apprêterait à connaître un dérapage autoritaire. Heureusement, et comme nous l'avons démontré dans cette thèse, le fait d'appuyer ou non « la démocratie » reflète, chez la plupart des citoyens, autre chose que de simplement « vouloir » ou non un régime démocratique (et tout ce qui s'y rattache). Soulignons que quelques semaines après avoir livré leurs points de vue aux enquêteurs du *Latinobarómetro*, les Guatémaltèques étaient nombreux à participer à l'élection générale de septembre 2011. En fait, si depuis la signature des Accords de paix ils n'ont jamais appuyé la démocratie avec autant de réticence, rarement ont-ils été aussi nombreux (en terme relatif) à se présenter dans les bureaux de vote. Avec une participation de 61% le jour du second tour de scrutin¹⁹², à l'issue duquel l'ancien Général Otto Pérez Molina remporta la présidence, les Guatémaltèques démontrèrent toute la complexité de leur culture politique et, d'une certaine manière, les risques d'attribuer de trop grandes vertus à un petit nombre de données de sondage.

« [Les] pages des revues spécialisées sont remplies de pourcentages sur les Américains, les Espagnols, les Chiliens, les Polonais ou les Kazakhs qui disent aimer ou pas la démocratie [alors] qu'il n'existe pas la moindre preuve que ces réponses aient quoique ce soit à voir avec la survie de la démocratie... » En écrivant ces lignes, Adam Przeworski (2003 : 199) ne pouvait plus clairement

¹⁹² Depuis 1990, jamais la participation électorale à un deuxième tour de scrutin n'avait dépassé 48% des inscrits. Les ballotages sont habituellement des événements peu courus, ce qui se reflète dans la chute moyenne de dix points de pourcentage de la participation par rapport aux premiers tours de scrutin organisés entre 1990 et 2007. En 2011, la différence de la participation entre les deux tours de l'élection a été de seulement 5%.

mettre en doute le lien entre certaines attitudes relevées par les sondeurs et la démocratie. Si nous croyons aussi que le niveau d'appui à la démocratie est une donnée à traiter avec prudence, mieux vaut cependant ne pas tout rejeter. Toujours selon le plus récent sondage mené au Guatemala, 42% des sondés affirment ne pas accorder d'importance à ce qu'un système politique soit démocratique ou non (ou encore n'ont pas d'opinion sur le sujet). La « popularité » de ce point de vue (ou des non-opinions) n'est pas sans intérêt puisqu'elle laisse entrevoir la possibilité que, lorsqu'ils y réfléchissent spontanément, de très nombreux Guatémaltèques estiment ne pas percevoir les fruits de la démocratie.

Comme le rappellent Schedler et Sarsfield (2004), même si les opinions ne se traduisent pas automatiquement par des actions précises, elles finissent tôt ou tard par rattraper le processus politique. Cette observation nous amène évidemment à nous demander de quelle façon les opinions pourraient rattraper le Guatemala ?¹⁹³ Si la question est intéressante, elle demeure quelque peu prématurée considérant le stade où se trouve la recherche sur les opinions dans l'isthme centraméricain. Logiquement, nous croyons que pour évaluer l'impact d'un phénomène il est préférable de bien connaître ses causes. En référence à notre objet d'étude, nous avons pour le moment de grandes difficultés à évaluer quelles mesures les 22% « d'autoritaires » (les Guatémaltèques qui jugent qu'un gouvernement autoritaire est parfois préférable) seraient prêts à appuyer afin de restreindre les droits et les libertés. Dans une société qui est profondément fragmentée, y a-t-il lieu de croire que ces citoyens sont sensibles aux mêmes problèmes, qu'ils partagent le même idéal ou qu'ils soutiendraient, le temps venu, le même type de leaders ? L'emploi d'indicateurs d'une plus grande précision pourrait nous aider à mesurer la profondeur de l'insatisfaction et de l'aversion à la démocratie, une étape incontournable afin d'éviter les spéculations sur les répercussions des attitudes non-démocratiques sur l'offre politique.

À l'heure actuelle, l'information dont nous disposons montre que de nombreux Guatémaltèques entretiennent une profonde perplexité à l'égard de la

¹⁹³ De façon complémentaire nous pourrions aussi nous interroger afin de savoir dans quelle mesure les valeurs et les opinions des citoyens, coïncident avec celles des élus. Sur ce sujet le lecteur est invité à consulter les chapitres de Manuel Alcántara et d'Araceli Mateos Díaz dans le livre *Politicians and Politics in Latin America* paru en 2008 aux éditions Lynne Rienner Publishers.

démocratie. Bien que ceci puisse être interprété de différentes manières, il s'agit là d'un élément de la culture politique qu'il faut traiter avec précaution. Il est vrai que de nombreux Guatémaltèques semblent réticents à appuyer la démocratie et certains de ses principes. Une question se pose cependant : serait-il plus inquiétant qu'ils se satisfassent d'un régime largement fondé sur l'exclusion, et au sein duquel les intérêts particuliers (notamment ceux du crime organisé) affaiblissent les institutions, ou qu'ils démontrent un recul, un malaise, une incompréhension par rapport à celui-ci ? L'exemple du Venezuela, pays où l'appui à la démocratie est le plus prononcé en Amérique latine, porte à la réflexion. Compte tenu des nombreuses critiques en matière de droits et de libertés pouvant être formulées à l'égard du gouvernement chaviste¹⁹⁴, le fort appui à la démocratie observé au Venezuela est-il quelque chose de rassurant ou d'inquiétant ? Notre tâche dans cette thèse n'a pas tant été de répondre à ce type de d'interrogations que de tenter de comprendre ce qui pousse les citoyens à énoncer certains points de vue et à en rejeter d'autres.

Dans une analyse fort pertinente, Luis Fernando Mack illustre le « divorce » qui serait en vigueur au Guatemala entre la société et les institutions (2007 : 22). Le terme est bien choisi pour décrire la séparation entre les deux « partis » mais aussi pour décrire la profonde suspicion qui entoure cette relation. Chez le citoyen, la méfiance et les difficultés à avoir accès aux institutions le poussent à bien des égards à organiser sa vie en marge de celles-ci. Si le divorce restreint les rapports entre le citoyen et l'État, il amène aussi le premier à emprunter des avenues « extra institutionnelles » lorsqu'il doit le faire. Le vide laissé par l'État (et toutes les règles, les législations et les interventions qui y sont associées) ne peut que miner les chances que se développent un consensus clair ou un profond attachement à quelque chose qui demeure, pour le moment, distant et peu tangible. Comme on l'observe dans la relation entre les citoyens et les dirigeants politiques (Holmberg, 1999), peut-être y a-t-il lieu de croire que de plus étroits rapports avec les institutions solidifieraient les connaissances et la confiance à leur endroit.

¹⁹⁴ Rappelons qu'il existerait au Venezuela une corrélation positive entre l'appui au Président Chávez et le soutien à la démocratie. (RODRÍGUEZ Mariana. *Democracy in Hard Times: Venezuela* [en ligne]. 2011, [consulté le du 21 novembre 2011]. Disponible sur : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO869en.pdf>)

Dans ces dernières lignes nous avons amplement insisté sur l'importance d'avoir recours à des indicateurs qui sauraient davantage cerner la profondeur des opinions. Nous estimons tout aussi nécessaire d'ajuster nos analyses afin de mieux mettre en lumière les rapports qu'entretiennent les citoyens avec les institutions et leurs dirigeants. Connaître la nature de ces rapports est d'une grande utilité pour tous ceux qui cherchent à donner un sens aux résultats des grandes enquêtes internationales. Le but d'un tel exercice est en grande partie d'éviter les spéculations sur les causes et les conséquences des différents niveaux d'appui à la démocratie. Sans affirmer qu'il est, pour le moment, futile de procéder à des comparaisons entre les pays, il semble essentiel de développer une plus grande expertise mais surtout de tirer un plus grand profit de celle qui est existante. En clair, nous ne pouvons qu'espérer la poursuite du rapprochement entre l'étude de l'Amérique latine et l'analyse des opinions comme sous-discipline de la science politique. Si, à ce niveau, il n'y a jamais eu de divorce, nous ne pouvons que souhaiter que s'établisse une fréquentation plus régulière.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES ET CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS.

ABBOTT Andrew. *Time Matters. On Theory and Method*. Chicago : The University of Chicago Press, 2001, 318 p.

ADORNO T. W. Adorno et al. *The Authoritarian Personality*. New-York : Harper & Brothers, 1959, 990 p.

ALBERTSON Bethany, BREHM John et ALVAREZ Micheal R. « Ambivalence as Internal Conflict ». *Ambivalence and the Structure of Political Opinion* / ed. par Stephen C. CRAIG et Michael D. MARTINEZ. New-York : Palgrave Macmillan, 2005, p.15-32.

ALCÁNTARA SÁEZ Manuel. « Politicians and Politics in Latin America After Twenty-Five Years of Democracy ». *Politicians and Politics in Latin America* / ed. par ALCÁNTARA SÁEZ Manuel. Bouleider : Lynne Rienner Publishers, 2008, p. 265-273.

ALMOND Gabriel A. *A Discipline Divided. Schools and Sects in Political Science*. Newbury Park : Sage Publications, 1990, 348 p.

ALMOND Gabriel A. et VERBA Sidney. *The Civic Culture. Political Attitudes of Democracy in Five Nations*. Boston : Little, Brown and Company, 1965, 379 p.

ALTEMEYER Bob. *The Authoritarian Specter*. Cambridge : Harvard University Press, 1996. 374 p.

ARRIOLA QUAN Gustavo *et al. La Democracia: Nuevas reflexiones y otras dudas*. Ville de Guatemala : Programa de la Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), 2008, 163 p.

AZPURU Dinorah. *La cultura democrática de los guatemaltecos en el nuevo siglo*. Ville de Guatemala: ASIES, 2002, 205 p.

AZPURU Dinorah. « Peace and Democratization in Guatemala: Two Parallel Processes ». *Comparative Peace Processes in Latin America* / ed. par Cynthia J. ARNISON. Washington D. C. : Woodrow Wilson Center Press, 1999, p. 97-125.

BACHELARD Gaston. *L'intuition de l'instant*. Paris : Éditions Gonthier, 1932, 152 p.

BADIE Bertrand. *Culture politique*. Paris : Économica, 1983, 140 p.

BARTH Maurice. *L'enfer guatémalteque 1960-1996. Le rapport de la commission « Reconstitution de la mémoire historique »*. Paris : Karthala, 2000, 424 p.

BASÁÑEZ Miguel et PARÁS Pablo. « Color and Democracy in Latin America ». *Citizens Views of Democracy in Latin America* / ed. par Roderic AI CAMP. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2001, p. 139-153.

BATAILLON Gilles. *Genèse des Guerres Internes en Amérique centrale (1960-1983)*. Paris : Les Belles Lettres, 2003, 474 p.

BÉLANGER Éric et NADEAU Richard. *Le comportement électoral des Québécois*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2009, 173 p.

BERMEO Nancy. *Ordinary People in Extraordinary Times. The Citizenry and the Breakdown of Democracy*. Princeton : Princeton University Press, 2003, 265 p.

BLONDIAUX Loïc. *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*. Paris : Éditions du Seuil, 1998, 601 p.

BONEO Horacia et TORRES-RIVAS Edleberto. *¿Por Qué No Votan los Guatemaltecos? Estudio de Participación y Abstención Electoral*. Ville de Guatemala : F&G Editores, 2000, 207 p.

BOOTH John A. et SELIGSON Mitchell A. « Paths to Democracy and the Political Culture of Costa Rica, Mexico, and Nicaragua ». *Political Culture and Democracy in Developing Countries* / ed. par Larry DIAMOND. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1993, p. 107-138.

BOOTH John A. et SELIGSON Mitchell A. *The Legitimacy Puzzle in Latin America. Political Support and Democracy in Eight Nations*. Cambridge : Cambridge University Press, 2009, 355 p.

BOURDIEU Pierre. *Questions de sociologie*. Paris : Les Éditions de Minuit, 2002, 277 p.

BOY Daniel et DUPOIRIER Elisabeth. « Is the Voter a Strategist ». *The French Voter Decides* / ed. par Daniel BOY et Nonna MAYER. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1993, p. 149-165.

BRATTON Michael *et al.* *Public Opinion, Democracy and Market Reform in Africa*. Cambridge : Cambridge University Press, 2004, 488 p.

BRETT Roddy et RODAS Francisco. *Democracia y Derechos Humanos: voz ciudadana*. Ville de Guatemala : PNUD, 2008, 107 p.

CAMAU Michel et GEISSER Vincent. *Le Syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali*. Paris : Presses de Sciences Po, 2003, 372 p.

CAMERON Maxwell A. *Democracy and Authoritarianism in Peru : Political Coalitions and Social Change*. New-York : St. Martin's Press, 1994, 236 p.

CANTRIL Albert H. et CANTRIL DAVIS Susan. *Reading Mixed Signals: Ambivalence in American Public Opinion About Government*. Washington D C. : Woodrow Wilson Center Press, 1999, 253 p.

CAROTHERS Thomas. « The rule-of-law revival ». *Promoting the Rule of Law Abroad. In Search of Knowledge* / ed. par Thomas CAROTHERS. Washington : Carnegie Endowment for International Peace, 2006, p. 3-13.

CEH. *Guatemala, mémoire du silence. Conclusions et recommandations*. Montréal : Projet Accompagnement Québec-Guatemala, 2004, 87 p.

CHAMPAGNE Patrick. *Faire l'opinion le nouveau jeu politique*. Paris : Les Éditions de Minuit, 1990, 311 p.

CLEARY Edward L. « Religion in the Central American Embroglio ». *Repression, Resistance, and Democratic Transition in Central America* / ed. par Thomas W. WALKER et Ariel C ARMONY. Wilmington : Scholarly Resources Inc, 2000, p. 187-210.

COJTÍ CUXIL Demetrio. « The Politics of Maya Revindication ». *Maya Cultural Activism in Guatemala* / ed. par Edward F. FISHER et McKenna R. BROWN. Austin : University of Texas Press, 1996, p. 19-50.

COLLIER Ruth Berins et COLLIER David. *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*. Princeton : Princeton University Press, 1991, 877 p.

CONAGHAN Catherine M. *Fujimori's Peru. Deception in the Public Sphere*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2005, 311 p.

CONAGHAN Catherine M. « Polls, Political Discourse, and the Public Sphere: The Spin on Peru's Fuji-Golpe ». *Latin America in comparative perspective : new approaches to methods and analysis* / ed. par Peter H. SMITH. Boulder : Westview Press, 1995, p. 227-256.

CONVERSE Philip E. « Public Opinion and Voting Behavior ». *Handbook of Political Science*, vol. 4 / ed. par Fred I. GREENSTEIN et Nelson W. POLSBY. Reading : Addison-Wesley Publishing Company, 1975, p. 75-170.

CONVERSE Philip E. « The Nature of Belief Systems in Mass Publics ». *Ideology and Discontent* / ed. par David E. APTER. New-York : The Free Press, 1964, p. 206-256. COUFFIGNAL Georges. « 2006 : Anciens et nouveaux élus ». *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?* / ed. par Olivier DABÈNE. Paris : Les presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2007, p. 331-348.

COUFFIGNAL Georges. « Des démocraties pour les pauvres ? Réflexions sur l'évolution politique de l'Amérique latine ». *Amérique latine. Les Surprises de la démocratie* / ed. par Georges COUFFIGNAL. Paris : La Documentation française, 2007, p. 9-20.

COUFFIGNAL Georges. « L'Amérique latine, entre démocratisation et mondialisation ». *Ramsès 2002*, 2001, p. 173-190.

DABÈNE Olivier. *Amérique latine, la démocratie dégradée*. Bruxelles : Éditions Complexe, 1997, 154 p.

DABÈNE Olivier. *Atlas de l'Amérique latine : violences, démocratie participatives et promesses de développement*. Paris : Édition Autrement, 2006, 79 p.

DABÈNE Olivier. « Enclaves autoritaires en démocratie: perspectives latino-américaines ». *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle* / éd. par Olivier DABÈNE, Vincent GEISSER et Gilles MASSARDIER. Paris : La découverte, 2008, p. 89-112.

DAHL Robert. *Polyarchy. Participation and Opposition*. New Haven : Yale University Press, 1971, 257 p.

DIAMOND Larry. *Developing Democracy. Toward Consolidation*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1999, 362 p.

DIAMOND Larry. « Political Culture and Democracy ». *Political Culture and Democracy in Developing Countries* / ed. par Larry DIAMOND. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1993, p. 1-33.

DOBRY Michel. *Sociologie des crises politiques*. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2009, 383 p.

DUVERGER Maurice. *Les partis politiques*. Paris : Librairie Armand Colin, 1967, 476 p.

ECKSTEIN Harry. *Division and Cohesion in Democracy. A Study of Norway*. Princeton : Princeton University Press, 1966, 293 p.

ERAZO Judith. *La dinámica psicosocial del autoritarismo en Guatemala*. Ville de Guatemala : F&G Editores, 2007, 276 p.

ETOUGA-MANGUELLE Daniel. « Does Africa Need a Cultural Adjustment Program ». *Culture Matters: how values shape human progress* / ed. par Lawrence HARRISON et Samuel P. HUNTINGTON. New-York : Basic Books, 2000, p. 65-77.

FRANKFORT-NACHMIAS Chava et NACHMIAS David. *Research Methods in the Social Sciences*. New-York : Worth Publishers, 2000, 550 p.

FUCHS Dieter. « The Democratic Culture of Unified Germany ». *Critical Citizens. Global Support for Democratic Governance* / ed. par Pippa NORRIS. Oxford : Oxford University Press, 1999, p. 123-145.

GÁLVEZ BORRELL Victor. « Gobernabilidad e intermediación política : las exigencias de la democracia en Guatemala ». *Gobernabilidad y Democracia en Centro América* / ed. par Manuel ROJAS BOLAÑOS *et al.* Ville de Guatemala : FLACSO, 1994, p. 57-75.

GÁLVEZ GOMEZ Ricardo, PORRAS CATEJÓN Gustavo et STEIN Heinemann. *La conciencia ciudadana de los Guatemaltecos*. Ville de Guatemala : Fundación Soros de Guatemala, 2007, 109 p.

GARRARD-BURNETT Virginia. *Terror in the Land of the Holy Spirit. Guatemala Under General Efraín Ríos Montt, 1982-83*. Oxford : Oxford University Press, 2010, 269 p.

GINGRAS Anne-Marie. *Médias et démocratie. Le grand malentendu*. Québec : Presses de l'Université du Québec, 2009, 290 p.

GOIRAND Camille. « Violence et démocratie en Amérique latine ». *Amérique latine 2002*. / éd. par Georges COUFFIGNAL. Paris : IHEAL-La Documentation française, 2002, p. 13-37.

GRAMAJO MORALES Héctor Alejandro. *De la Guerra...a la Guerra*. Ville de Guatemala : Fondo de Cultura Editorial, 1995, 499 p.

GRUNBERG Gérard. « Le soutien à la démocratie représentative ». *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français* / éd. par Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER et Paul M. SNIDERMAN. Paris : Presses de Sciences Po, 2002, p. 109-134.

HANDY Jim. « Returning to the Barracks: The Guatemalan Military and the Transition to Peace ». [Article présenté dans le cadre du congrès annuel de l'Association canadiennes des études latino-américaines et caraïbes de 1996]. 64 p. (Courtoisie de l'auteur).

HARNECKER Marta. *Les concepts élémentaires du matérialisme historique*. Bruxelles : Éditions Contradictions, 1974, 258 p.

HARRISON Lawrence E. *Underdevelopment is a State of Mind. The Latin American Case*. Lanham : University Press of America, 1985, 192 p.

HARRISON Lawrence. « Why Culture Matters ». *Culture Matters : how values shape human progress* / ed. par Lawrence HARRISON Lawrence et Samuel P. HUNTINGTON. New-York : Basic Books, 2000, p. XVII-XXIV.

HERMET Guy. *Culture et démocratie*. Paris : Unesco et Albin Michel, 1993, 244 p.

HERMET Guy. *Exporter la démocratie ?* Paris : Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 2008, 138 p.

HERMET Guy. *Le peuple contre la démocratie*. Paris : Fayard, 1989, 310 p.

HITE Katherine et MORLINO Leonardo. « Problematizing the Links Between Authoritarian Legacies and 'Good' Democracy ». *Authoritarian Legacies and Democracy in Latin America and Southern Europe* / ed. par Katherine HITE et Paola CESARINI. Notre-Dame : University of Notre-Dame Press, 2004, p. 25-83.

HOLMBERG Sören. « Down and Down We Go: Political Trust in Sweden ». *Critical Citizens. Global Support for Democratic Governance* / ed. par Pippa NORRIS. Oxford : Oxford University Press, 1999, p. 103-122.

HOLSTON James et CALDEIRA Teresa P.R. « Democracy, Law, and Violence: Disjunction of Brazilian Citizenship ». *Fault Lines of Democracy in Post-Transition Latin America* / ed. par Felipe AGÜERO et Jeffrey STARK. Miami : North-South Center Press, 1998, p. 263-296.

HUNTINGTON Samuel P. « Cultures Counts ». *Culture Matters: how values shape human progress* / ed. par Lawrence HARRISON et Samuel P. HUNTINGTON. New-York : Basic Books, 2000, p. XIII-XVI.

HUNTINGTON Samuel P. *La Tercera Ola. La democratización a finales del siglo XX*. Buenos Aires : Paidós, 1994, 329 p.

HUNTINGTON Samuel P. *Political Order in Changing Societies*. New Haven : Yale University Press, 1968, 488 p.

HUNTINGTON Samuel P. *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*. New-York : Simon & Schuster Paperbacks, 1996, 367 p.

HURTADO Osvaldo. « Cultura y democracia, una relación olvidada ». *La democracia en América Latina. Hacia una democracia de ciudadanas y ciudadanos. Contribuciones para el debate* / ed. par Fernando ESTEVES. Buenos Aires : Aguilar, Altea, Taurus, Alfaguara, S.A., 2004, p. 289-305.

INGLEHART Ronald. « Values, Economic Development and Political Change ». *Comparative Politics* / ed. par Bernard BROWN. Fort Worth : Harcourt College Publishers, 2000, p. 66-91.

INGLEHART Ronald et WELZEL Christian. *Modernization, Cultural Change, and Democracy: the human development sequence*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005, 333 p.

INKELES Alex et SMITH David H. *Becoming Modern: Individual Change in Six Developing Countries*. Cambridge: Harvard University Press, 1974, 437 p.

JALLOT Nicolas. *Manipulation de l'opinion. Ce sont les sondages qui le disent...* Paris : Éditions Stock, 2007, 151 p.

JONAS Susanne. *Of Centaurs and Doves. Guatemala's Peace Process*. Boulder : Westview Press, 2000b, 299 p.

JONAS Susanne. *The Battle for Guatemala*. Boulder : Westview Press, 1991, 287 p.

JONAS Susanne et WALKER Thomas W. « Guatemala: Intervention, Repression, Revolt, and Negotiated Transition ». *Repression, Resistance, and Democratic Transition in Central America* / ed. par Thomas W. WALKER et Ariel C. ARMONY. Wilmington : Scholarly Resources Inc., 2000, p. 3-24.

JOWELL Roger *et al.* « The European Social Survey as a Measurement Model ». *Measuring Attitudes Cross-Nationally. Lessons from the European Social Survey* / ed. par Roger JOWELL *et al.* Los Angeles : Sage Publication, 2007, p. 1-31.

KATZ Elihu et LAZERSFELD Paul. *Influence personnelle*. Paris : Armand Collin, 2008 [1955], 416 p.

KENNEY Charles D. *Fujimori's Coup and the Breakdown of Democracy in Latin America*. Notre-Dame : University of Notre Dame Press, 2004, 379 p.

KEY V.O. Jr. *Public Opinion and American Democracy*. New-York : Alfred A. Knopf, 1964, 566 p.

KLESNER Joseph L. « Legacies of Authoritarianism. Political Attitudes in Chile and Mexico ». *Citizens Views of Democracy in Latin America* / ed. par Roderic AI CAMP. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2001, p. 118-138.

KNIGHT Alan. « Polls, Political Culture, and Democracy ». *Citizen Views of Democracy in Latin America* / ed. Roderic AI CAMP. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 2001, p. 223-242.

LAVRARD-MEYER Cécile. *Pauvreté et démocratie au Pérou. Le vote des pauvres depuis la transition démocratique péruvienne*. Paris : L'Harmattan, 2011, 335 p.

- LAZERSFELD Paul F., BERELSON Bernard et GAUDET Hazel. *The People's Choice. How the Voter Makes up His Mind in a Presidential Campaign*. New-York : Colombia University Press, 1948, 178 p.
- LEMIEUX Vincent et PÉTRY François. *Les Sondages et la Démocratie*. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 2010, 206 p.
- LIPPMANN Walter. *Public Opinion*. New Brunswick : Transaction Publisher, 1997 [1922], 427 p.
- LOVEMAN Brian. *For la Patria. Politics and the Armed Forces in Latin America*. Wilmington : SR Books, 1999, 331 p.
- MAHONEY James. *The Legacies of Liberalism. Path Dependence and Political Regimes in Central America*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2001, 396 p.
- MAINWARING Scott et SCULLY Timothy R. « Introduction: Party Systems in Latin America ». *Building Democratic Institutions: Party Systems in Latin America* / ed. par Scott MAINWARING et Timothy R. SCULLY. Standford : Standford University Press, 1995, p. 1-36.
- MALONEY William A., SMITH Graham et STOKER Gerry. « Social Capital and Associational Life ». *Social capital: Critical Perspective* / ed. par Stephen BARON, John FIELD et Tom SCHULLER. Oxford : Oxford University Press, 2000, p. 212-225.
- MANSILLA H.C.F. *La Cultura del Autoritarismo ante los Desafíos del Presente. Ensayos sobre una Teoría Crítica de la Modernización*. La Paz : Centro Boliviano de Estudios Multidisciplinarios, 1991, 221 p.
- MARCUS George E., NEUMAN Russell W. et MACKUEN Michael. *Affective Intelligence and Political Judgement*. Chicago : The University of Chicago Press, 2000, 199 p.
- MARCUS George E., SULLIVAN John L., THEISS-MORSE Elizabeth et WOOD Sandra L. *With Malice Toward Some. How People Make Civil Liberties Judgments*. Cambridge : Cambridge University Press, 1995, 288 p.
- MARX Karl. *Capital: a critique of political economy*. New York : International Publishers, 2003 [1867], 618 p.
- MATEOS DÍAZ Araceli. « The Meanings of Democracy and Institutional Trust » *Politicians and Politics in Latin America* / ed. par ALCÁNTARA SÁEZ Manuel. Bouleder : Lynne Rienner Publishers, 2008, p. 65-85.
- MATTELART Armand et NEVEU Érik. *Introduction aux Cultural Studies*. Paris : La Découverte, 2008, 121 p.
- MAYER Nonna. « La consistance des opinions ». *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français* / éd. par Gérard GUNBERG, Nonna MAYER et Paul M. SNIDERMAN. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2002, p. 19-49.

MAYER Nonna. « Ethnocentrism, Racism, and Intolerance ». *The French Voter Decides* / ed. par Daniel BOY et Nonna MAYER. Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1993, p. 21-43.

MAYER Nonna. « Introduction ». *L'électeur a ses raisons* / éd. par Daniel BOY et Nonna MAYER. Paris : Presse de Sciences po, 1997, p. 11-23.

MAYER Nonna. *Sociologie des comportements politiques*. Paris : Armand Colin, 2010, 316 p.

MCALLISTER Ian. « The Economic Performance of Governments ». *Critical Citizens. Global Support for Democratic Governance* / ed. par Pippa NORRIS. New-York : Oxford University Press, 1999, p. 188-203.

McCLEARY Rachel M. *Dictating Democracy. Guatemala and the End of Violent Revolution*. Gainesville : University Press of Florida, 1999, 297 p.

McCLOSKEY Herbert et BRILL Alida. *Dimensions of Tolerance: What Americans Believe about Civil Liberties*. New-York : Russell Sage Foundation, 1983, 512 p.

McCLOSKEY Herbert et ZALLER John. *The American Ethos: Public Attitudes Toward Capitalism and Democracy*. Harvard University Press : Cambridge, 1984, 342 p.

MEFFERT Michael F., GUGE Michael et LODGE Milton. « Good, Bad, and Ambivalent: The Consequences of Multidimensional Political Attitudes ». *Studies in Public Opinion. Attitudes, Nonattitudes, Measurement Error, and Change* / ed. par Willem E. SARIS et Paul. M. SNIDERMAN. Princeton : Princeton University Press, 2004, p. 63-92.

MICELI KERGAUY María Teresa. « Midiendo la adhesión a la democracia del elector paulista ». *Opinión pública, una mirada desde américa latina* / ed. par María BRAUN et Cecilia STRAW. Buenos Aires : Emecé, 2009, p. 339-349.

MICHELAT Guy et SIMON Michel. « Ce que peuvent signifier les sans-réponses à des questions d'opinion : défaut ou source d'information ? » *La qualité de l'information dans les enquêtes* / éd. par Ludovic LEBART. Paris : Dunod, 1992, p. 187-226

MONTERO José Ramón. « Revisiting Democratic Success ». *Politics, Society and Democracy. The Case of Spain* / ed. Richard GUNTHER et Juan LINZ. Boulder : Westpress, 1993, p. 140-168.

MOORE David W. *The opinion Makers. An Insider Exposes the Truth Behind the Polls*. Boston : Beacon Press, 2008, 196 p.

MORENO Alejandro. « The Activation of Economic Voting in the 2006 Campaign ». *Consolidating Mexico's Democracy. The 2006 Presidential Campaign in Comparative Perspective* / ed. par Jorge I. DOMINGUEZ et Chappell LAWSON. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2009, p. 209-228.

MUXEL Anne. « Conclusion. La politique au fil de l'âge ». *La Politique au fil de l'âge* / ed. par Anne MUXEL. Paris : Les presses de sciences Po, 2011, p. 301-307.

MUXEL Anne. « Loyautés, mobilités, abstentions ». *Comment les électeurs font-ils leur choix ? Le Panel électoral français 2007* / ed. par CAUTRÈS Bruno et MUXEL Anne. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2009, p. 45-75.

NOELLE-NEUMANN Elisabeth. *The Spiral of Silence. Public Opinion — Our Social Skin*. Chicago : The University of Chicago Press, 1984, 200 p.

NORRIS Pippa. « Introduction: The Growth of Critical Citizens? » *Critical Citizens. Global Support for Democratic Governance* / ed. par Pippa NORRIS. New-York : Oxford University Press, 1999, p. 1-27.

O'DONNELL Guillermo. *Counterpoints. Selected Essays on Authoritarianism and Democratization*. Notre-Dame : University of Notre Dame Press, 1999a, 235 p.

O'DONNELL Guillermo. « Polyarchies and the (Un)Rule of Law in Latin America ». *The (Un)Rule of Law and the Underprivileged in Latin American* / ed. par Juan E. MENDÉZ et al. Notre-Dame : University of Notre Dame Press, 1999b, p. 303-337.

ORTIZ LOAIZA Paola. « Introducción ». *Partidos políticos en Guatemala : entre institucionalidad y pragmatismo político* / ed. par ORTIZ LOAIZA Paola et al. Ville de Guatemala : FLACSO, 2008, p. 15-28.

OSKAMP Stuart. *Attitudes and Opinions*. Englewood Cliffs : Prentice-Hall, 1977, 466 p.

PANFICHI Aldo. « The Authoritarian Alternative: 'Anti-Politics' in the Popular Sectors of Lima ». *The New Politics of Inequality in Latin America: rethinking participation and representation* / ed. par Douglas CHALMERS et al. Oxford : Oxford University Press, 1997, p. 217-236.

PHILPOT-MUNSON. « Peace Under Fire. Understanding Evangelical Resistance to the Peace Process ». *Mayas in Postwar Guatemala. Harvest of Violence Revisited* / ed. par Walter E. LITTLE et Timothy J. SMITH. Tuscaloosa : The University of Alabama Press, 2009, p. 42-53.

PINHEIRO Paulo Sérgio. « The rule of Law and the underprivileged in Latin America: Introduction ». *The (Un)Rule of Law and the Underprivileged in Latin American* / ed. par Juan E. MENDÉZ et al. Notre-Dame : University of Notre-Dame Press, 1999, p. 1-15.

PIRON Laure-Hélène. « Time to learn, Time to Act in Africa ». *Promoting the Rule of Law Abroad. In Search of Knowledge* / ed. par Thomas CAROTHERS. Washington D.C. : Carnegie Endowment for International Peace, 2006, p. 275-300.

PITARCH Pedro et al. « Human Rights in the Maya Region ». *Legal Globalization and Human Rights: Construction the Rule of Law in Postconflict Guatemala?* / ed. par Rachel SIEDER. Durham : Duke University Press, 2008, p. 67-90.

PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). *Democracy in Latin America. Towards a Citizens' Democracy*. New-York : United Nations Development Programme, 2004, 284 p.

PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement). *Democracy Guatemala: Hacia un Estado para el Desarrollo Humano. Informe Nacional de Desarrollo Humano 2009-2010*. Ville de Guatemala : Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, 2010, 451 p.

PRZEWORSKI Adam. « Why do Political Parties Obey Results of Elections? » *Democracy and the Rule of Law* / ed. par José María MARAVALL et Adam PRZEWORSKI. Cambridge : Cambridge University Press, 2003, p. 114-143.

PUTNAM Robert D. *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton : Princeton University Press, 1993, 258 p.

REEVES René. *Ladinos with Ladinos, Indians with Indians. Labor, and Regional Ethnic Conflict in the Making of Guatemala*. Stanford : Stanford University Press, 2006, 249 p.

RÉMOND René. « Participation électorale et participation organisée ». *La Politisation, mythe ou réalité ?* / Éd. par Georges VEDEL. Paris : Libraire Armand Colin, 1960, p. 71-97.

RIVIÈRE Emmanuel et MARTELLI-BANÉGAS Delphine. « Pour un usage apaisé des sondages ». *La Démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français* / éd. Gérard GRUNBERD, Nonna MAYER et Paul M. SNIDERMAN. Paris : Presses de Sciences po, 2002, p. 293-309.

ROSANVALLON Pierre. *La contre-démocratie. La Politique à l'âge de la défiance*. Paris : Éditions du Seuil, 2006, 344 p.

ROTHER Nina. « Measuring Attitudes Towards Immigration Across Countries with the ESS: Potential Problems of Equivalence ». *Methodological Aspects in Cross-National Research* / éd. par Jürgen H.P. HOFFMEYER-ZLOTNIK et Janet A. HARKNESS. Zuma : Mannheim, 2005, p. 109-125.

ROUQUIÉ Alain. *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*. Paris : Albin Michel, 2010, 377 p.

ROUQUIÉ Alain. *L'Etat militaire en Amérique latine*. Paris : Éditions du Seuil, 1982, 475 p.

ROUQUIÉ Alain. « Vouloir la démocratie ». *La démocratie ou l'apprentissage de la vertu* / éd. par Alain ROUQUIÉ. Paris : Éditions A.-M. Métailié, 1985, p. 9-17.

SAPSFORD Roger. *Survey Research*. Londres : Sage Publications, 2007, 276 p.

SARFIELD Rodolfo. *¿La No-Elección de Dorion Gray o la Decisión de Ulises? Racionalidad y Determinación en las Preferencias por la Democracia en América Latina*, 332 p. Thèse : Ville de Mexico : FLACSO Mexique. (Courtoisie de l'auteur)

SARTORI Giovanni. *Democratic Theory*. New-York : Frederick A. Praeger Publishers, 1967, 479 p.

SCHATZBERT Michael. *Political Legitimacy in Middle Africa: Father, Family, Food*. 2001. Bloomington : Indiana University Press, 292 p.

SCHIRMER Jennifer. *The Guatemala Military Project. A Violence Called Democracy*. Philadelphia: University of Pennsylvania Press, 1998, 345 p.

SCHIRMER Jennifer. « The Looting of Democratic Discourse by the Guatemala Military: Implications for Human Rights ». *Constructing democracy. Human rights, Citizenship, and Society in Latin America* / ed. par Elizabeth JELIN et Eric HERSHBERG. Boulder : Westview Press, 1996, p. 85-97.

SCHUMAN Howard et PRESSER Stanley. *Questions and Answers in Attitude Surveys. Experiment on Questions, Form, Wording, and Content*. New-York : Academic Press, 1981, 370 p.

SELIGSON Mitchell *et al.* *La cultura democrática de los guatemaltecos*. Ville de Guatemala : ASIES, 1995, 77 p.

SHAFFER Frederic C. *Democracy in Translation: Understanding Politics in an Unfamiliar Culture*. Ithaca : Cornell University Press, 1998, 168 p.

SIEDER Rachel *et al.* *Who Governs? Guatemala Five Years after the Peace Accords*. Cambridge : Hemisphere Initiative, 2002, p. 2-61.

SIEGFRIED André. *Tableau politique de la France de l'ouest*. Paris, 1995 [1993] : Imprimerie nationale, 636 p.

SKIDMORE Thomas E. et SMITH Peter H. *Modern Latin America*. New-York : Oxford University Press, 1992, 465 p.

SMITH Timothy J. « Democracy is Dissent. Political Confrontations and Indigenous Mobilization in Sololá ». *Mayas in Postwar Guatemala. Harvest of Violence Revisited* / ed. par Walter E. LITTLE et Timothy J. SMITH. Tuscaloosa : The University of Alabama Press, 2009, p. 16-29.

SNIDERMAN Paul M. *et al.* *Reasoning and Choice: Explorations in Political Psychology*. Cambridge : Cambridge University Press, 1991, 306 p.

SNIDERMAN Paul M. et JACKMAN Simon. « Intolérance et culture politique : la spécificité française ». *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français* / ed. par Gérard GRUNBERG, Nonna MAYER et Paul M. SNIDERMAN. Paris : Presses de Sciences Po, 2002, p. 171-202.

SNIDERMAN Paul M., JACKMAN Simon et TIBERJ Vincent. « Argumentation et raisonnement politique ». *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*. / ed. par Gérard GUNBERG, Nonna MAYER et Paul M. SNIDERMAN. Paris : Les Presses de Sciences Po, 2002, p. 239-272.

SNIDERMAN Paul M. et PIAZZA Thomas Piazza. *The Scar of Race*. Cambridge : The Belknap Press of Harvard University, 1993, 212 p.

STEENBERGEN Marco R. et BREWER Paul R. « The Not-So-Ambivalent Public: Policy Attitudes in the Political Culture of Ambivalence ». *Studies in Public Opinion. Attitudes, Nonattitudes, Measurement Error, and Change* / ed. par Willem E. SARIS et Paul M. SNIDERMAN. Princeton : Princeton University Press, 2004, p. 93-129.

STOKES Susan C. *Mandates and democracy : neoliberalism by surprise in Latin America*. Cambridge : Cambridge University Press, 2001, 220 p.

STOETZEL Jean et GIRARD Alain. *Les sondages d'opinion publique*. Vendôme : Presses universitaires de France, 1973, 283 p.

SUBILEAU Françoise. « L'abstentionisme : apolitisme ou stratégie ? » *Les modèles explicatifs du vote* / ed. par Nonna MAYER. Paris : L'Harmattan, 1997, p. 245-267.

SULLIVAN John L., PIERESON James et MARCUS Georges E. *Political Tolerance and American Democracy*. Chicago : The University of Chicago Press, 1982, 278 p.

TANAKA Martín. *Los espejismos de la democracia. El colapso del sistema de partidos en el Perú*. Lima : Instituto de Estudios Peruanos, 1998, 279 p.

TOCQUEVILLE Alexis de. *Democracy in America*. New-York : The New American Library, 1956, 317 p.

TORRES-RIVAS Edelberto. « Peace and Democracy: An Unpredictable Future ». *The Popular Referendum and the Future of the Process in Guatemala* / ed. par Dinorah AZPURU et al.. Washington D.C. : Woodrow Wilson International Centre for Scholars, p. 51-55.

TORRES-RIVAS Edelberto. « The Paths to Political Democracy in Central America ». *A Challenge to Democracy. Political Parties in Central America, Panama and the Dominican Republic* / ed. par Diego ARCHARD et Luis E. GONZÁLEZ. Washington D.C. : Banque Interaméricaine de développement, p. 141-167.

TORRES-RIVAS Edelberto et RODAS Francisco. *Percepción ciudadana de la democracia*. Ciudad de Guatemala : Programa de la Naciones Unidas para el Desarrollo, 2007, 173 p.

TRUDEAU Robert H. *Guatemalan Politics: The Popular Struggles for Democracy*. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1993, 220 p.

TURNER C. Frederick C. « Reassessing Political culture ». *Latin America in Comparative Perspective : New Approaches to Methods and Analysis*. Boulder : Westview Press, 1995, 310 p.

WARREN Kay B. *Indigenous Movements and Their Critics. Pan-Mayan Activism in Guatemala*. Princeton : Princeton University Press, 1998, 288 p.

WEBER Weber. *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Flammarion, 2000, 394 p.

WIARDA Howard J. « Toward a Model of Social Change and Political Development in Latin America: Summary, Implications, Frontiers ». *Politics and Social Change in Latin America: The Distinct Tradition* / ed. par Howard J. WIARDA. Boston : University of Massachusetts Press, 1982, p. 329-359.

WICKHAM-CROWLEY Timothy P. *Guerrillas and Revolution in Latin America. A Comparative Study of Insurgents and Regimes Since 1956*. Princeton : Princeton University Press, 1992, 424 p.

WOLTON Dominique. *Il faut sauver la communication*. Paris : Flammarion, 2005, 224 p.

YASHAR Deborah J. *Demanding Democracy. Reform and Reaction in Costa Rica and Guatemala, 1870s-1950s*. Stanford : Stanford University Press, 1997, 319 p.

ZALLER John R. *The Nature and Origins of Mass Opinion*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992, 367 p.

ZÉPHYR Dominique. « Corruption and its Impacts on Latin America Democracy Stability ». *Challenges to Democracy: Evidence from the AmericasBarometer 2006-2007* / ed. par Mitchell A. SELIGSON. Nashville : LAPOP, 2008, p. 251-276.

ZIMMERMANN Jean Benoît. « La question des bifurcations en économie : irréversibilités et processus de dépendance du sentier ». *Bifurcations. Les sciences sociales faces aux ruptures et à l'évènements* / ed. par Marc BESSIN et al.. Paris : Éditions la Découverte, 2010, p. 51-63.

II. REVUES ET PÉRIODIQUES

ACHEN Christophe H. « Mass Political Attitudes and the Survey Response ». *The American Political Science Review*, 1975, vol. 69, n° 4, p. 1218-1231.

AZPURU Dinorah. « El apoyo a la democracia en Guatemala ». *Revista Asies*, 2002, n° 3, p. 3-88.

AZPURU Dinorah. « Perceptions of Democracy in Guatemala: An Ethnic Divide? ». *Revue canadienne des études latino-américaines*, 2009, vol. 34, n° 67, p. 105-130.

AZPURU Dinorah et BLANCO Ligia. « Guatemala 2007: Un año de Contrastes para la Democracia ». *Revista de Ciencia Política*, 2008, vol. 28, n° 1, p. 217-241.

BASTIAN Jean-Pierre. « The Metamorphosis of Latin American Protestant Groups: A Sociohistorical Perspective ». *Latin American Research Review*, 1993, vol. 28, n° 2, p.33-61.

BEAUD Paul. « Sens communs : de quelques avatars historiques de la notion d'opinion publique ». *Réseaux*, 1990, vol. 8, n° 43, p. 9-31.

BERGER Susan. « Guatemala: coup and coutercoup ». *NACLA report on the Americas*, 1993, vol. 27, n° 1, p. 4-8.

BIDART Claire. « Crises, décisions et temporalités : autour des bifurcations biographiques ». *Cahiers internationaux de sociologie*, 2006, vol. 120, n° 1, p. 29-57.

BOOTH John A. et SELIGSON Mitchell A. « The Political Culture of Authoritarianism in Mexico ». *Latin American Research Review*, 1984, vol. 19, n° 1, p. 106-124.

BRATTON Michael. « Formal versus Informal Institutions in Africa ». *Journal of Democracy*, 2007, vol. 18, n° 3, p. 96-110.

BRATTON Michael et MATTES Robert. « Support for Democracy in Africa: Intrinsic or Instrumental? ». *British Journal of Political Science*, 2001, vol. 31, n° 3, p. 447-474.

BRÉCHON Pierre. « Les grandes enquêtes internationales (Eurobaromètres, Valeurs, ISSP) : Apports et Limites ». *L'Année sociologique*, 2002, vol. 52, n° 1, p. 105-130.

CALITO Rosendo. « La opinión pública, antes del autogolpe ». *Crónica*, 28 mai 1993, p. 23-24.

CAMERON Maxwell A. « Latin American autogolpes: dangerous undertows in the third wave of democratization ». *Third World Quarterly*, 1998, vol. 19, n° 2, p. 219-239.

CAREY David Jr. « Maya Perspectives on the 1999 Referendum in Guatemala: Ethnic Equality Rejected? ». *Latin American Perspectives*, 2004, vol. 31, n° 6, p. 69-95.

CHANG Yu-tzung *et al.* « Authoritarian Nostalgia in Asia ». *Journal of Democracy*, 2007, vol. 18, n° 3, p. 67-80.

CHANLEY Virginia A. « Trust in Government in the Aftermath of 9/11: Determinants and Consequences ». *Political Psychology*, 2002, vol. 23, n° 3, p. 469-483.

CHU Yun-han *et al.* « Public Opinion and Democratic Legitimacy ». *Journal of Democracy*, 2008, vol. 19, n° 2, p.74-87.

COLLIER David et LEVITSKY Steven. « Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research ». *World Politics*, 1997, vol. 49, n° 3, p. 430-451.

CONVERSE Philip E. et DUPEUX Georges. « Politicization of the Electorate in France and the United States ». *The Public Opinion Quarterly*, 1962, vol. 26, n° 1, p.1-23.

CORTEZ MARTÍNEZ Carlos Aníbal. « Guatemala. Los retos de la democracia ». *Nueva Sociedad*, 2003, n°185, p. 23-33.

COSTON Jennifer M. « Administrative avenues to democratic governance: the balance of supply and demand ». *Public Administration and Development*, 1998, vol. 18, n° 5, p. 479-493.

CRAIG Stephen C., MARTINEZ Michael D. et KANE James G. « Core Values, Value Conflict, and Citizens' Ambivalence about Gay Rights ». *Political Research Quarterly*, 2005, vol. 58, n° 5, p. 5-17.

DARY Claudia. « La tan ansiada búsqueda de la identidad nacional ». *Diálogo*, 2009, n° 6, p. 2-8.

DE SOUZA Peter Ronald *et al.* « Surveying South Asia ». *Journal of Democracy*, 2008, vol. 19, n° 1, p. 84-96.

DIAMOND Larry et MORLINO Leonardo. « The Quality of Democracy. An Overview ». *Journal of Democracy*, 2004, vol. 15, n° 4, p. 20-31.

DOTY Richard M. *et al.* « Threat and Authoritarianism in the United States, 1978-1987 ». *Journal of Personality and Social Psychology*, 1991, vol. 61, n° 4, p. 629-640.

EASTON David. « A Re-Assessment of the Concept of Political Support ». *British Journal of Political Science*, 1975, vol. 5, n° 4, p. 435-457.

ELKLIT Jørgen et REYNOLDS Andrew. « A Framework for the Systematic Study of Election Quality ». *Democratization*, 2005, vol. 12, n° 2, p. 147-162.

EKMAN Joakin et LINDE Jonas. « Communist Nostalgia and the Consolidation of Democracy in Central Eastern Europe ». *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 2005, vol. 21, n° 3, p. 354-374.

EVANS Geoffrey et WHITEFIELD Stephen. « The Politics and Economics of Democratic Commitment: Support for Democracy in Transition Societies ». *British Journal of Political Science*, 1995, vol. 25, n° 4, p. 485-514.

FALK Richard A. « The Relations of Law to Culture, Power, and Justice ». *Ethics*, 1961, vol. 72, n° 1, p. 12-27.

FELDMAN Stanley et STENNER Karen. « Perceived Threat and Authoritarianism ». *Political Psychology*, 1997, vol. 18, n° 4, p. 741-770.

FELDMAN Stanley et ZALLER John. « The Political Culture of Ambivalence: Ideological Responses to the Welfare State ». *American Journal of Political Science*, 1992, vol. 36, n°1, p. 268-307.

FERNÁNDEZ CAMACHO Carmen. « La oposición al autogolpe de Serrano Elias: Eficacia de las relaciones públicas ». *Ámbitos*, 2004, n° 11-12, p. 237-259.

FINKEL Steven E. « Reexamining the 'Minimal Effects' Model in Recent Presidential Campaigns ». *The Journal of Politics*, 1993, vol. 55, n° 1, p. 1-21.

GEDDES Barbara et ZALLER John. « Sources of Popular Support in Authoritarian Regimes ». *American Journal of Political Science*, 1989, vol. 33, n° 2, p. 319-347.

GIBSON James L. « Political Intolerance and Political Repression during the McCarthy Redscare ». *American Political Science Review*, 1988, vol. 82, n° 2, p. 511-529.

GILLIN John. « Ambiguities in Guatemala ». *Foreign Affairs*, 1955, vol. 34, n° 4, p. 469-482.

GILLJAM Mikael et GRANBERG Donald. « Should We Take Don't Know for an Answer? » *Public Opinion Quarterly*, 1993, vol. 57, p. 348-357.

GOEPFERT Paul. « The International Commission Against Impunity in Guatemala. Undoing the Legacy of Violence and corruption ». *ReVista*, 2010/2011, Automne-Hiver, p. 41-43.

GRAHAM Carol et SUKHTANKAR Sandip. « Does Economic Crisis Reduce Support for Markets and Democracy In Latin America? ». *Journal of Latin American Studies*, 2004, vol. 36, n° 2, p. 349-377.

GRAWITZ Madeleine. « Les sondages d'opinion politique ». *Revue des Travaux des Sciences Morales et Politiques*, 1972, Premier semestre, p. 99-108.

GREEN Donald Philip et PALMQUIST Bradley. « Of Artifacts and Partisan Instability ». *American Journal of Political Science*, 1990, vol. 34, n° 3, p. 872-902.

HAGENDOORN Louk et SNIDERMAN Paul M. « Experimenting with a national sample: a Dutch survey of prejudice ». *Patterns of Prejudice*, 2001, vol. 35, n° 4, p. 19-31.

HANDY Jim. « The Guatemala Revolution and Civil Rights: Presidential Elections and the Judicial process under Juan José Arévalo and Jacobo Arbenz Guzman ».

Revue Canadienne des études latino-américaines et caraïbes, 1985, vol. 10, n° 19, p. 3-21.

HARKNESS Janet A. « Improving the Comparability of Translations ». *Measuring Attitudes Cross-Nationally. Lessons from the European Social Survey* / ed. par Roger JOWELL et al. Los Angeles : Sage Publication, 2007, p. 79-93.

HEATH Anthony, FISHER Stephen et SMITH Shawna. « The Globalization of Public Opinion Research ». *Annual Review of Political Science*, 2005, vol. 8, p. 297-333.

HIGHTON Benjamin. « Voter Registration and Turnout in the United States ». *Perspectives on Politics*, 2004, vol. 2, n° 3, p. 507-515.

HUDDY Leonie et al. « Reactions to the Terrorist Attacks of September 11, 2001 ». *The Public Opinion Quarterly*, 2002, vol. 66, n° 3, p. 418-450.

HUNNEUS Carlos et MALDONADO Luis. « Democrátas y Nostálgicos del Anciano Régimen ». *REIS*, 2003, vol. 103, p. 9-49.

HURWITZ Jon et PEFFLEY Mark. « How Are Policy Attitudes Structures? A Hierarchical Model ». *The American Political Science Review*, 1987, vol. 81, n° 4, p. 1099-1120.

IGUANZO Isabel. « Pueblos indígenas, democracia y representación: los casos de Bolivia y Guatemala ». *Boletín PNUD & Instituto de Iberoamerica*, 2011, 16 p.

INGLEHART Ronald. « How Solid is Mass Support for Democracy - And How Can We Measure it? ». *Political Science and Politics*, 2003, vol. 36, n° 1, p. 51-57.

INGLEHART Ronald. « The Renaissance of Political Culture ». *The American Political Science Review*, 1988, vol. 82, n° 3, p. 1203-1230.

JAMAL Amaney et TESSLER Mark. « Attitudes in the Arab World ». *Journal of Democracy*, 2008, vol. 19, n° 1, p. 97-110.

JONAS Susanne. « Democratization Through Peace: The difficult case of Guatemala ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 2000a, vol. 42, n° 4, p. 9-38.

KAASE Max, NEWTON Kenneth et SCARBROUGH Elinor. « Beliefs in Government ». *Politics*, 1997, vol. 17, n° 2, p. 135-139.

KAHNEMAN Daniel et TVERSKY Amos. « Prospect Theory: Decision under Risk ». *Econometria*, 1979, vol. 47, n° 2, p. 263-292.

KAHNEMAN Daniel et TVERSKY Amos. « Values, and Frames ». *American Psychologist*, 1984, vol. 39, n° 4, p. 341-350.

KAM Cindy D. et RAMOS Jennifer M. « Joining and Leaving the Rally. Understanding the Surge and Decline in Presidential Approval Following 9/11 ». *Public Opinion Quarterly*, 2008, vol. 72, n° 4, p. 619-650.

KEELE Luke et WOLAK Jennifer. « Contextual Sources of Ambivalence ». *Political Psychology*, 2008, vol. 29, n° 5, p. 653-673.

- KENNEDY John James. « Supply and Support for Grassroots Political Reforms in Rural China ». *Journal of Chinese Political Science*, vol. 15, n° 2, 2010, p. 169-190.
- KNIGHT Alan. « México bronco, México manso: una reflexión sobre la cultura cívica mexicana ». *Política y Gobierno*, 1996, vol. 3, n° 1, p. 5-30.
- KROSNICK Jon A. « The Stability of Political Preferences: Comparisons of Symbolic and Nonsymbolic Attitudes ». *American Journal of Political Science*, 1991, vol. 35, n° 3, p. 547-576.
- KUZMA Lynn M. « Trends: Terrorism in the United States ». *The Public Opinion Quarterly*, 2000, vol. 64, n° 1, p. 90-105.
- LAGOS Marta. « A road with no return? ». *Journal of Democracy*, 2003, vol. 14, n° 2, p.163-173.
- LAGOS Marta. « Between Stability and Crisis in Latin America ». *Journal of Democracy*, 2001, vol. 12 n° 1, p. 137-145.
- LAGOS Marta. « Latin America's Diversity of Views ». *Journal of Democracy*, 2008, vol. 19, n°1, p. 111-125.
- LANDAU Mark J. « Deliver us from Evil: The Effects of Mortality Salience and Reminders of 9/11 on Support for President Georges W. Bush ». *Personality and Social Psychology Bulletin*, 2004, vol. 30, n°9, p. 1136-1150.
- LAVINE Howard *et al.* « Threat, Authoritarianism, and Selective Exposure of Information ». *Political Psychology*, 2005, vol. 26, n° 2, p. 219-244.
- LEHOUCQ Fabrice *et* WALL David L. « Explaining voter turnout rates in new democracies: Guatemala ». *Electoral Studies*, 2004, vol. 23, n° 3. p. 485-500.
- LEVY Jack. « Prospect Theory, Rational Choice, and International Relations ». *International Studies Quarterly*, 1997, vol. 41. n° 1, p. 87-112.
- LIPSET Seymour Martin. « Democracy and Working-Class Authoritarianism ». *American Sociological Review*, 1959, vol. 24, n° 4, p. 482-501.
- LIPSET Seymour Martin. « Some Social Requisites of Democracy: Economic Development and Political Legitimacy ». *The American Political Science Review*, 1959, vol. 53, n° 1, p. 69-105.
- LÜHISTE Kadri. « Support for Strongman Rule in Ethnically Divided Societies: Evidence from Estonia and Latvia ». *Democratization*, 2008, vol. 15, n° 2, p. 297-320.
- MACK Luis Fernando. « El caso de los patriarcas. Un análisis de las elecciones de 2007 ». *Nueva Sociedad*, 2008, n° 213, p. 17-24.
- MATTES Robert *et* BRATTON Michael. « Learning about Democracy in Africa: Awareness, Performance, and Experience ». *American Journal of Political Science*, 2007, vol. 51, n° 1, p. 192-217.
- MAURECI Philip. State Reform, Coalitions, and Neoliberal Autogolpe in Peru. *Latin American Research Review*, 1995, vol. 30, n° 1, p. 7-37.

McCANN James A. et LAWSON Chappell. « An Electorate Adrift? Public Opinion and the Quality of Democracy in Mexico ». *Latin American Research Review*, 2003, vol. 38, n° 3, p. 60-81.

McCLOSKEY Herbert. « Consensus and Ideology in American Politics ». *American Political Science Review*, 1964, vol. 58, n° 2, p. 361-382.

McCLOSKEY Herbert et SCHAAR John H. « Psychological Dimensions of Anomy ». *American Sociological Review*, 1965, vol. 30, n° 1, p. 14-40.

MICHELAT Guy et SIMON Michel. « Les 'sans-réponses' aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps ». *L'Année Sociologique*, 1982, vol. 32, p. 81-114.

MISHLER William et ROSE Richard. « Political Support for Incomplete Democracies: Realist vs. Idealist Theories and Measures ». *International Political Science Review*, 2001, vol. 22, n° 4, p. 303-320.

MULLER Edward N. et SELIGSON Mitchell A. « Civic Culture and Democracy: The Question of Causal Relationships ». *The American Political Science Review*, 1994, vol. 88, n° 3, p. 635-652.

MYERS David J. et O'CONNOR Robert. « Support for Coups in Democratic Political Culture: A Venezuelan Exploration ». *Comparative Politics*, 1998, vol. 30, n° 2, p. 193-212.

NAVARRO Clemente J. et CLARK Terry N. « Culturas Políticas Locales. Alcaldes y Nueva Cultura Política en Perspectiva Comparada ». *Revista de Ciencia Política*, 2009, vol. 29, n° 3, p. 799-813.

ORELLANA Edmundo. « Golpe de Estado en Honduras. Un Análisis Jurídico ». *Boletín Especial*, 2009, n° 93, p. 2-15.

ORTIZ LOAIZA Paola *et al.* « 22 años: lo inédito del proceso electoral 2007 ». *Cuadernos de información política*, 2008, n° 14, p. 5-39.

PANIZZA Francisco et DE BRITO Alexandra Barahona. « The politics of human rights in undemocratic Brazil: 'A lei não pega' ». *Democratization*, 1998, vol. 5, n° 4, p. 20-51.

PARAMO Pedro. « Honduras y la mala hora de América Latina ». *Nueva Sociedad*, 2010, n° 226, p. 115-124.

PEREIRA ALMAO Valia. « Fortalezas y debilidades de la actitud democrática en Venezuela ». *América Latina Hoy*, 2002, vol. 32, p. 117-131.

PÉREZ Orlando J. « Democratic Legitimacy and Public Insecurity: Crime and democracy in El Salvador and Guatemala ». *Political Science Quarterly*, 2004, vol. 118, n° 4, p. 627-644.

PERRIN Andrew J. « National Threat and Political Culture: Authoritarianism, Antiauthoritarianism, and the September 11 Attacks ». *Political Psychology*, 2005, vol. 26, n° 2, p. 167-194.

- POITEVIN René. « Guatemala: la crisis de la democracia. Dudas y Esperanzas en los golpes de estado de 1993 ». *Debate*, 1993, vol. 21, p. 7-47.
- PORTES Alejandro. « The Two Meanings of Social Capital ». *Sociological Forum*, 2000, vol. 15, n° 1, p. 1-12.
- PROTHRO James W. et GRIGG Charles M. « Fundamental Principles of Democracy: Bases of Agreement and Disagreement ». *The Journal of Politics*, 1960, vol. 22 n° 2, p. 276-294.
- QUATRONNE Georges A. et TVERSKY Amos. « Contrasting Rational and Psychological Analyses of Political Choice ». *The American Political Science Review*, 1988, vol. 82, n° 3, p. 719-32.
- RANUM Elin Cecile. « El Crimen violento y la democracia en El Salvador ». *Estudios Centroamericanos*, 2007, vol. 62, n° 703-704, p. 353-375.
- REMMER Karen L. « The Political impact of Economic Crisis in Latin America in the 1980s ». *The American Political Science Review*, 1991, vol. 85, n° 3, p. 777-800.
- RICARDA ROOS Stefanie. « Democracy and Elections in Guatemala ». *The Fletcher Forum of World Affairs*, 1997, vol. 21, n° 1, p. 97-132.
- ROBERTS Kenneth and MOISES Arce. « Neoliberalism and Lower-Class Voting Behavior in Peru ». *Comparative Political Studies*, 1998, vol. 31, n° 2, p. 217-246.
- ROKEACH Milton. « The Role of Values in Public Opinion Research ». *The Public Opinion Quarterly*, 1968, vol. 32, n° 4, p. 547-559.
- ROSE Richard. « How Muslims View Democracy: Evidence from Central Asia ». *Journal of Democracy*, 2002, vol. 3, n° 4, p. 102-111.
- ROSE Richard. « Learning to Support New regimes in Europe ». *Journal of Democracy*, 2005, vol. 18, n° 3, p. 111-125.
- SARFIELD Rodolfo et ECHEGARAY Fabián. « Opening the Black Box: How Satisfaction and its Perceived Efficacy Affect Regime Preference in Latin America ». *International Journal of Public Opinion Research*, 2005, vol. 18, n° 2, p. 153-173.
- SCHICKLER Eric et GREEN Donald Philip. « The Stability of Party Identification in Western Democracies: Results from Eight Panel Surveys ». *Comparative Political Studies*, 1997, vol. 30, n° 4, p. 450-483.
- SELIGSON Mitchell A. « Improving the Quality of Survey Research in Democratizing Countries ». *Political Science and Politics*, 2005, vol. 38, n° 1, p. 51-56.
- SELIGSON Mitchell A. « Public Support for Due Process Rights: The Case of Guatemala ». *Journal of the Southwest*, 2003, vol. 45, n° 4, p. 557-594.
- SELIGSON Mitchell A. « The Rise of Populism and the Left in Latin America ». *Journal of Democracy*, 2007, vol.18, n° 3, p. 82-95.
- SELIGSON Mitchell A. et BOOTH John A. « Trouble in Central America. Crime, Hard Time, and Discontent ». *Journal of Democracy*, 2010, vol. 21, n° 2, p. 123-135.

SELIGSON Mitchell A. et CARRIÓN Julio F. « Political Support, Political Skepticism, and Political Stability in New Democracies. An Empirical Examination of Mass Support for *coups d'état* in Peru ». *Comparative Political Studies*, 2002, vol. 35, n° 1, p. 58-82.

SHETEMUL Hector *et al.* « La caída de un dictador de papel ». *Crónica*, 4 de juin 1993, p. 16-22.

SCHWEISGUTH Étienne. « Avant-propos : Droite-gauche : un clivage dépassé ». *Problèmes politiques et sociaux*, 1994, n° 719, p. 2-4.

SONNLEITNER Willibald. « Aux marges de la démocratie: 22 ans de processus électoraux au Guatemala ». *Problèmes d'Amérique latine*, 2009, n° 73, p. 37-71.

TESSLER Mark et JAMAL Ananey. « Political Attitude Research in the Arab World: Emerging Opportunities ». *Political Science and Politics*, 2006, vol. 39, n° 3, p. 1-5.

THESING Josef. « Al rescate de la democracia en Guatemala. El Golpe de Estado del Presidente Serrano ». *Panorama Centroamericano de Estudios Políticos*, 1993, n° 3, p. 3-30.

TIANO Susan. « Authoritarianism and Political Culture in Argentina and Chile in the Mid-1960 ». *Latin American Research Review*, 1986, vol. 21, n° 1, p. 73-98.

TUSALEM Rollin F. « The Role of Protestantism in Democratic Consolidation Among Transitional States ». *Comparative Political Studies*, 2009, vol. 42, n° 7, p. 882-915.

VAN COTT Donna Lee. « Latin America's Indigenous People ». *Journal of Democracy*, 2007, vol. 18, n° 4, p. 127-141.

WEYLAND Kurt. « A Paradox of Success? Determinants of Political Support for President Fujimori ». *International Studies Quarterly*, 2000, vol. 44, n° 3, p. 481-502.

WEYLAND Kurt. « Swallowing the Bitter Pill: Sources of Popular Support for Neoliberal Reform in Latin America ». *Comparative Political Studies*, 1998, vol. 31, n° 5, p. 539-568.

WOOD David. « The Peruvian Press under Recent Authoritarian Regimes, with Special Reference to the autogolpe of President Fujimori ». *Bulletin of Latin American Research*, 2000, vol. 19, n° 1, p. 17-32.

ZALLER John. « Information, Values, and Opinion ». *The American Political Science Review*, 1991, vol. 85, n° 4, p. 1215-1237.

ZOVATTO Daniel. « Valores, percepciones y actitudes hacia la democracia. Una visión comparada latinoamericana: 1996-2002 ». *América Latina Hoy*, 2002, vol. 32, p. 29-53.

ZULFIKARPASIC Adélaïde. « Le vote blanc : abstention civique ou expression politique ? ». *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1, 2001, p. 247-268.

III. RESSOURCES INTERNET

AFROBAROMETER. *Are democratic citizens emerging in Africa? Evidence from the Afrobarometer* [en ligne]. 2009, [consulté le 29 juillet 2009]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abbreviating.html>

AFROBAROMETER. *Popular Attitudes to Democracy in Ghana, 2008* [en ligne]. 2008, [consulté le 28 juillet 2009]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abbreviating.html>

AFROBAROMETER. *The Status of Democracy, 2005-2006: Findings from Afrobarometer Round 3 for 18 Countries* [en ligne]. 2006, [consulté le 29 juillet 2009]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abbreviating.html>

ALBRITTON Robert B. et BUREEKUL Thawilwadee. *Support for Democracy in Thailand* [en ligne]. 2002, [consulté le 2 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications/>

ALCÁNTARA SÁEZ Manuel. *Partidos Políticos en América Latina: Precisiones conceptuales, estado actual y retos futuros* [en ligne]. 2004, [consulté le 2 novembre 2010]. Disponible sur : <http://es.scribd.com/doc/3940227/Partidos-politicos-en-America-Latina>

AZPURU Dinorah. *The Consulta Popular: A Vote Divided by Geography. The Popular Referendum (Consulta Popular) And the Future of the Peace Process in Guatemala*. [En ligne]. 1999, [consulté le 29 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Working%20Paper%20241.pdf>

BOURDIEU Pierre. *L'opinion publique n'existe pas* [en ligne]. 1972, [consulté le 20 septembre 2009]. Disponible sur : <http://www.homme-moderne.org/societe/socio/bourdieu/questions/opinionpub.html>

BRATTON Michael. *Wide but Shallow: Popular Support for Democracy in Africa* [en ligne]. 2002, [consulté le 20 août 2011]. Disponible sur : http://www.afrobarometer.org/index.php?searchword=wide+but+shallow&ordering=&searchphrase=all&Itemid=39&option=com_search

BRATTON Michael et MATTES Robert. *Neither Consolidating Nor Fully Democratic: The Evolution of African Political Regimes, 1999-2008*. [en ligne]. 2009, [consulté le 9 août 2011]. Disponible sur : http://www.afrobarometer.org/index.php?option=com_docman&Itemid=37

CAMERON Maxwell A. *A Coup is a coup is a coup* [en ligne]. 13 octobre 2009, [consulté le 16 juin 2010]. Disponible sur : <http://www.themarknews.com/articles/568-a-coup-is-a-coup-is-a-coup>

CARLIN Ryan E. et SINGER Matthew M. *Support for Polyarchy in the Americas* [en ligne]. [Consulté le 2 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/papers-ab-smallgrants.php>

CHANG Eric C. et CHU Yun-han. *Regime Performance and Support for Democratization* [en ligne]. 2003, [consulté le 20 août 2011]. Disponible sur : <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications/>

CHU Yun-han et HUANG Min-Hua Huang. *A Synthetic Analysis of Sources of Democratic Legitimacy* [en ligne]. 2007, [consulté le 3 novembre 2009]. Disponible sur : <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications/>

COIMER & OP. Estudio de Opinión Pública [en ligne]. 2009, [Réf. du 15 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.webcitation.org/5kLzRp9Nk>

Congreso de Honduras niega golpe de estado [en ligne]. *El Universal*, 28 juin 2009, [consulté le 28 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.eluniversal.com.mx/notas/607942.html>

DAVIS Shelton H. Mouvement maya et culture nationale au Guatemala [En ligne]. *Journal de la société des américanistes*, 2004, [consulté le 1er mars 2011], vol. 90, n° 2, Disponible sur : <http://jsa.revues.org/index215.html>

EVANS Geoffrey et ROSE Pauline. *Support for Democracy in Malawi: Does Schooling Matter?* [en ligne]. 2006, [consulté le 20 août 2011]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abbreviating.html>

FERNÁNDEZ Kenneth E. et KUENZI Michelle. Crime and Support for Democracy: Revising Modernization Theory [en ligne]. 2006, [consulté le 10 août 2011]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abbreviating.html>

FUJIMORI Alberto. El 5 de abril 1992 - Apoyo popular a Fujimori. (discours devant la Asociación de Exportadores). YouTube [en ligne]. [Consulté le 20 juillet 2011]. Disponible sur : <http://www.youtube.com/watch?v=03W8aPCS14o&feature=related>

FUJIMORI Alberto. Alberto Fujimori: Tres años que cambiaron la historia, 1995. YouTube [en ligne]. [Consulté le 20 juillet 2011]. Disponible sur : <http://www.youtube.com/watch?v=2KVpgxV3jiU>

FREEDOM HOUSE. *Freedom in Guatemala 2010* [en ligne]. 2010, [consulté le 14 avril 2010]. Disponible sur : <http://www.freedomhouse.org/>

GIDENGIL Elisabeth *et al.* Long-term Predisposition or Short-term Attitude ? A Panel-Based Comparison of Party Identification Measures [en ligne]. Article présenté dans le cadre de l'atelier *Beyond Party Identification and Beyond Workshop* organisé par le European Consortium for Political Research à Nicosia. Avril 2006, [consulté le 10 avril 2010]. Disponible sur : <http://ces-eec.org/pagesE/publications.html>

GREENBERG QUINLAN ROSNER RESEARCH. *Honduran President Mel Zelaya Retains Public Support* [en ligne]. 2009, [consulté le 10 avril 2010]. Disponible sur : <http://www.greenbergresearch.com/index.php?ID=2399>

GYIMAH-BOADI E. et ATTOH Daniel Armah. *Are Democratic Citizens emerging in Africa? Evidence from the Afrobarometer* [en ligne]. 2009, [consulté le 16 avril 2010]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abseries.html>

Interviewer Manual of Procedures, Regulation and Duties. [en ligne]. 2010, [consulté le 2 octobre 2010] Disponible sur : http://www.vanderbilt.edu/lapop/ab2010/Interviewer_Manual_25Aug2010_V3_clean.pdf

JAMAL Amaney et TESSLER Mark. *Measuring Support for Democracy in the Arab World and Across the Globe* [en ligne]. [Consulté le 16 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.arabbarometer.org/reports/reports.html>

KEULDER Christiaan et WIESE Tania. *Democracy Without Democrats? Results from the 2003 Afrobarometer Survey in Namibia* [en ligne]. 2005, [consulté le 15 août 2011]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abseries.html>

Latinoamérica es la región del mundo con mayores índices de violencia. *Estrategia Negocios* [en ligne]. 16 septembre 2011, [consulté le 16 septembre 2011]. Disponible sur : <http://www.estrategiaynegocios.net>

LATINOBARÓMETRO (Corporación). *Informe 2006* [en ligne]. 2006, [Réf. du 29 septembre 2009]. Disponible sur : <http://www.latinobarometro.org/>

LATINOBARÓMETRO (Corporación). *Informe 2008* [en ligne]. 2008a, [consulté le 29 septembre 2009]. Disponible sur : <http://www.latinobarometro.org/>

LATINOBARÓMETRO (Corporación). *Informe 2009* [en ligne]. 2009, [consulté le 2 octobre 2010]. Disponible sur : <http://www.latinobarometro.org/>

LATINOBARÓMETRO (Corporación). *Informe 2010* [en ligne]. 2010, [consulté le 9 novembre 2010]. Disponible sur : <http://www.latinobarometro.org/>

LATINOBARÓMETRO (Corporación). *Informe 2011* [en ligne]. 2011, [consulté le 17 novembre 2011]. Disponible sur : <http://www.latinobarometro.org/>

LE VOTE. Encuesta nacional de Opinión Pública [en ligne]. 2009, [consulté le 17 novembre 2010]. Disponible sur : <http://www.levotehonduras.com>

MATTES Robert *et al.* *Public Opinion and the Consolidation of Democracy in Southern Africa* [en ligne]. 2000, [consulté le 15 mars 2011]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abseries.html>

MONTENEGRO Nineth. *The Challenge of Women's Political Participation in Guatemala* [en ligne]. [Consulté le 9 avril 2010]. Disponible sur : <http://www.idea.int/publications/wip/upload/montenegro-CS-Guatemala.pdf>

NATHAN Andrew J. *Political Culture and Diffuse Regime Support in Asia* [en ligne]. 2007, [consulté le 20 août 2011]. Disponible sur : <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications/>

NEW EUROPE BAROMETER. *New Europe Barometer (NEB) Surveys* [en ligne]. [Consulté le 28 août 2009]. Disponible sur : <http://www.abdn.ac.uk/cspp/nebo.shtml>

PARK Chong-Min et CHULL Shin Doh. *Do Asia values deter popular support for democracy? The case of South Korea. The Asian Barometer* [en ligne]. 2004, [consulté le 2 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications>

PÉREZ CRESPO Carlos Eduardo. Democracia autoritaria: Alberto Fujimori y la opinión pública. *Revista Latinoamericana de Opinión Pública* [en ligne]. 2010, [consulté le 6 juin 2011]. http://www.waporlatinoamerica.org/descargas/revista/n0/perezcrespo_democracia.pdf

PICO HERNÁNDEZ Juan. ¿Por qué el NO en la Consulta Popular? *Envío Digital* [en ligne], 1999, [consulté le 2011], n° 208. Disponible sur : <http://www.envio.org.ni/>

Resultados de la Consulta estaban arreglados. *El Heraldo* [en ligne]. 15 septembre 2009, [consulté le 3 mars 2011]. Disponible sur : <http://www.elheraldo.hn/Ediciones/2009/09/16/Noticias/Resultados-de-la-consulta-estaban-arreglados>

RIOS DE RODRIGUEZ Carroll. The Organized Productive Sector and the Consulta Popular. *The Popular Referendum (Consulta Popular) And the Future of the Peace Process in Guatemala* [en ligne]. 2009 [consulté le 29 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Working%20Paper%20241.pdf>

RODRÍGUEZ Mariana. *Democracy in Hard Times: Venezuela* [en ligne]. 2011, [consulté le du 21 novembre 2011]. Disponible sur : <http://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO869en.pdf>

ROMERO Simon. Venezuela, More Deadly than Iraq, Wonders Why. *The New York Times* [en ligne]. 22 août 2010, [consulté le 11 septembre 2011]. Disponible sur : <http://www.nytimes.com/2010/08/23/world/americas/23venez.html>

SHEDLER Andreas et SARSFIELD Rodolfo. *Democrats with Adjectives: Linking Direct and Indirect Measures of Democratic Support* [en ligne]. 2004, [consulté le 2 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.afrobarometer.org/abseries.html>

SHIH Chih-yu. *Back from the Future: Ambivalence in Taiwan's Democratic Conditions* [en ligne]. 2003, [consulté le 2 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.asianbarometer.org/newenglish/publications/>

The Latinobarómetro Poll. A warning for reformers. *The Economist* [en ligne]. 15 novembre 2007, [consulté le 4 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.economist.com/node/10136464>

Zelaya planificaba disolver el Congreso *El Heraldo* [en ligne]. 28 juin 2009, [consulté le 29 juin 2009]. Disponible sur : <http://www.elheraldo.hn/Ediciones/2009/06/29/Noticias/Zelaya-planificaba-disolver-el-Congreso>

IV. BASES DE DONNÉES

Databases and Networks [Ressource électronique]. [Stockholm]: Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA). [Réf. du 20 mars 2010]. Suède. Disponible sur : <http://www.idea.int/resources/>

ElectionGuide [Ressource électronique]. [Washington D.C.]: International Foundation for Electoral Systems (IFES). [Réf. du 20 mars 2010]. États-Unis. Disponible sur : <http://www.electionguide.org/>

Encuesta Nacional de Opinión Pública, 2008 [Ressource électronique]. [Ville de Guatemala]: Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo et Borge Y Asociados, 2008. [Réf. du 10 juin 2009]. Guatemala. (Courtoisie du PNUD Guatemala).

Freedom in the World, 2010. [Ressource électronique]. [Washington D.C.]: Freedom House. [Réf. du 29 juin 2009]. États-Unis. Disponible sur : <http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=15>

Human Development Reports [Ressource électronique]. [New-York]: United Nations Development Program. [Réf. du 15 juin 2010]. États-Unis. Disponible sur : <http://hdr.undp.org/en/statistics/>

Información estadística [Ressource électronique]. [Santiago]: Comisión Económica para América latina y el Caribe (CEPAL). [Réf. du 9 avril 2010]. Chili. Disponible sur : <http://www.eclac.cl/estadisticas/>

Instituto Nacional de Estadística (INE) [Ressource électronique]. [Ville de Guatemala]: Instituto Nacional de Estadística (INE). [Réf. du 16 juin 2010]. Guatemala. Disponible sur : <http://www.ine.gob.gt/np/>

Latinobarómetro 2008b - Matriz de Datos [Ressource électronique]. [Santiago]: Latinobarómetro (Corporación), 2009. [Réf. du 11 septembre 2009]. Chili. Disponible sur : <http://www.latinobarometro.org/latino/LATDatos.jsp>

Latinobarómetro 2010 - Matriz de Datos [Ressource électronique]. [Santiago]: Latinobarómetro (Corporación), 2011. [Réf. du 15 juin 2011]. Chili. Disponible sur : <http://www.latinobarometro.org/latino/LATDatos.jsp>

Memoria Electoral [Ressource électronique]. [Ville de Guatemala]: Tribunal Supremo Electoral (TSE). [Réf. du 28 octobre 2009]. Guatemala. Disponible sur : <http://www.tse.org.gt/memoria.php>

Online Data Analysis. [Ressource électronique]. [Ann Arbor]: World Value Survey. [Réf. du 28 juin 2009]. États-Unis. Disponible sur : <http://www.wvsevsdb.com/wvs/WVSanalyze.jsp>

Research and Data [Ressource électronique]. [Washington D. C.]: Inter-American Development Bank (IDB). [Réf. du 20 mars 2010]. États-Unis. Disponible sur : <http://www.iadb.org/en/research-and-data/research-data,1612.html>

The Americas in 2006 [Ressource électronique]. [Nashville] : Latin American Public Opinion Project (LAPOP), 2006. [Réf. du 10 septembre 2009]. États-Unis. Disponible sur : http://lapop.ccp.ucr.ac.cr/Lapop_English.html

The Americas in 2008 [Ressource électronique]. [Nashville] : Latin American Public Opinion Project (LAPOP), 2008. [Réf. du 10 septembre 2009]. États-Unis. Disponible sur : http://lapop.ccp.ucr.ac.cr/Lapop_English.html

The Americas in 2010 [Ressource électronique]. [Nashville] : Latin American Public Opinion Project (LAPOP), 2010. [Réf. du 12 décembre 2010]. États-Unis. Disponible sur : http://lapop.ccp.ucr.ac.cr/Lapop_English.html

The Mexico 2006 Panel Study. Wave X [Ressource électronique]. [Cambridge] : Disponible sur : <http://web.mit.edu/clawson/www/polisci/research/mexico06/index.html>

LAWSON Chappell *et al*, 2007. [Réf. du 5 septembre 2010]. États-Unis. Disponible sur : <http://web.mit.edu/clawson/www/polisci/research/mexico06/index.html>

Voter Turnout [Ressource électronique]. [Stockholm] : Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA), 2011. [Réf. du 10 janvier 2011]. Suède. Disponible sur : <http://www.idea.int/vt/index.cfm>

ANNEXES

TABLE DES ANNEXES

1. Ligne du temps. Les principaux évènements qui ont marqué la vie politique guatémaltèque de 1980 à 2012.....	383
2. La densité de l'État et la participation des Guatémaltèques dans les affaires municipales. Explications méthodologiques.....	384
3. Sondage d'opinions sur la démocratie et le coup d'État de 1993 au Guatemala.....	385
4. Sondage d'opinions le coup d'État de 1992 au Pérou.....	387
5. La stabilité des réponses au sujet de la démocratie dans les enquêtes de LAPOP 2008 et 2010.....	388
6. Résultats d'analyse factorielle dans les autres pays d'Amérique centrale	390
7. La contestation envers le gouvernement rend-elle réellement les <i>Indígenas</i> inconfortables ou ceux-ci cherchent-ils plutôt à immuniser leurs dirigeants contre la critique ?	393
8. Le référendum de 1999 : résumé des enjeux et résultats	395
9. Exemple de propagande électorale distribuée durant la campagne référendaire de 1999	396
10. « Lettre de démission » du président hondurien Manuel Zelaya	397
11. Résultats de régressions linéaires et indicateurs généraux sur l'offre démocratique. Les valeurs de R^2	398
12. Influence des facteurs sociaux et politiques sur la perception que le Guatemala est plutôt ou très démocratique. 2010	399
13. Explications méthodologiques du Graphique 5.4	400
14. Résumé des entretiens	402
15. Résumé de thèse.....	407

ANNEXE 1

Ligne du temps. Les principaux évènements qui ont marqué la vie politique guatémaltèque de 1980 à 1982.

1980	
1981	
1982	—23/3 : Un groupe de militaires renverse le gouvernement. Le Général Efraín Ríos Montt est nommé à la tête de la Junte. Commencée en 1960, la Guerre civile s'apprête à connaître ses mois les plus violents.
1983	—8/8 : Le Général Mejía Victores renverse le gouvernement et devient président.
1984	
1985	—31/5 : Le gouvernement militaire permet l'adoption d'une nouvelle constitution. Le document interdit aux "caudillos" et autres chefs de coup d'État de devenir présidents.
1986	—14/1 : Après vingt ans de gouvernement militaire, un premier civil assume les fonctions présidentielles. Vainqueur du scrutin de 1985, Vinicio Cerezo (DCG) est investi dans les fonctions de chef d'État. Les militaires demeurent toutefois très influents.
1987	
1988	
1989	
1990	
1991	—14/1 : Vainqueur de l'élection de 1990, Jorge Serrano (MAS) est investi à la présidence.
1992	
1993	—25/5 : J. Serrano suspend plusieurs articles de la constitution. Un coup d'État civil est en marche. —1/6 : Incapable d'obtenir des appuis, notamment au sein de l'armée, J. Serrano démissionne et quitte le pays. Le Congrès le remplace par Ramiro de León, investi 4 jours plus tard.
1994	
1995	—14/1 : Vainqueur de l'élection de 1995, Álvaro Arzu (PAN) est investi à la présidence.
1996	—29/12 : Date de la signature des Accords de paix. Le bilan de la Guerre civile et de son génocide est d'environ 200 000 victimes.
1997	
1998	
1999	
2000	—14/1 : Vainqueur au scrutin de 1999, Alfonso Portillo est investi à la présidence. Le nouveau président est membre du FRG, le parti de E. Ríos Montt, qui souhaitait être candidat présidentiel mais qui en est interdit. L'ancien militaire devient finalement président du Congrès.
2001	
2002	
2003	—14/1 : Vainqueur au scrutin de 2003, Óscar Berger (GANA) est investi à la présidence.
2004	
2005	
2006	—12/12 : L'ONU et le Guatemala s'entendent sur la création d'une commission chargée de lutter contre l'impunité. La CICIG commence ces opérations dans les mois suivants en enquêtant sur des crimes et en présentant des preuves dans des affaires liées au crime organisé et au monde politique.
2007	—14/1 : Vainqueur du scrutin de 2007, Álvaro Colom (UNE) est investi à la présidence.
2008	
2009	
2010	
2011	
2012	—14/1 : Vainqueur au scrutin de 2011, Otto Pérez Molina (PP) est investi à la présidence. Signataire des Accords de paix, O. Pérez Molina est le premier militaire de formation à gouverner depuis Mejía Victores

ANNEXE 2

La densité de l'État et la participation des Guatémaltèques dans les affaires municipales. Explications méthodologiques

DENSITE DE L'ÉTAT :

Les données qui apparaissent sur la carte géographique ont été prises du PNUD. L'indice de densité a été créé par l'organisme international afin d'évaluer la présence de l'État dans les différentes municipalités du Guatemala. La mesure prend en considération :

- 1) La présence de « points de services » (bureaux, écoles, succursales, locaux, cliniques, etc.) où l'État répond aux demandes des citoyens et offrent ses services.
- 2) Le nombre d'employés de la fonction publique.
- 3) Le montant attribué par habitant (dans chaque municipalité) pour offrir les services publics, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Les différents niveaux de densité correspondent à des données chiffrées obtenues par le PNUD : Très faible = 0,11 à 0,24. Faible = 0,25 à 0,37. Moyenne : 0,38 à 0,62. Plutôt élevée : 0,50 à 0,62. Élevée : 0,63 à 0,75.

PARTICIPATION DANS LES AFFAIRES MUNICIPALES :

Les données cartographiques sur la participation citoyenne dans les affaires municipales proviennent du LAPOP et de son sondage d'opinion menés en 2008. Afin de présenter les données et de résumer les comportements, l'auteur a créé un index de participation (*partilocal*) en utilisant six variables.

Les variables qui constituent l'index sont les suivantes : *NP1* Participation dans une assemblée municipale au cours des douze mois précédant l'enquête, *NP2* Présentation formelle d'une demande à la municipalité au cours des douze mois précédant l'enquête, *CP5* Fréquence de la participation au règlement d'un problème dans la communauté au cours des 12 mois précédant l'enquête, *CP7* Fréquence de participation à une association de parents oeuvrant auprès de comités scolaires au cours des douze mois précédant l'enquête, *CP8* Fréquence de participation à des activités dont l'objectif est d'apporter des améliorations à la communauté et *CP9* Fréquence de participation au sein d'une association qui regroupe des professionnels ou des citoyens qui participent à des activités socio-économiques similaires. $Partilocal = NP1 + NP2 + CP5 + CP7 + CP8 + CP9$.

Pour chaque sous-variable, un maximum de trois points sont attribués. Celui-ci maximum de point représente une participation « assidue ». L'obtention d'aucun point ne signifie aucune participation. Un pointage intermédiaire représente une participation ponctuelle ou mensuelle au cours des 12 mois précédant l'enquête. Le total des points (3) pour chaque variable peut donc varier de 0 à 18.

Partilocal : Une participation faible ou nulle équivaut à 0 ou à 1 point. Une participation moyenne représente de 2 à 6 points. Une forte participation représente de 7 à 18 points. Les données sont représentées en fonction de la région géographique où elles ont été amassées. Les informations géographiques sur l'échantillon utilisé dans l'enquête du LAPOP sont analysées dans le chapitre 2 de cette thèse.

ANNEXE 3

Sondage d'opinion sur la démocratie et le coup d'État de 1993 au Guatemala

Information méthodologique
Population visée : adultes se trouvant dans la capitale
Date de l'enquête : 22 mai 1993
Méthode de recueillement des opinions : Non spécifiée
Taille et nature de l'échantillon : 251 personnes âgées de 18 ans et plus
Marge d'erreur et niveau de confiance : +/- 6,2% avec un niveau de confiance de 95%
Firme chargée de l'enquête : <i>Generis Latina S.A.</i>

ÉVALUATION DE LA SITUATION POLITIQUE

« Selon vous, quelle est la principale cause de la crise que traverse le pays ? »

- 52% - le gouvernement
- 16% - la hausse des tarifs électriques
- 11% - la situation économique
- 2% - les étudiants
- 2% - la guérilla
- 11% - autres facteurs

« Selon vous, quel est le principal problème qui affecte notre pays ? »

- 38% - l'économie
- 13% - le coût élevé de la vie
- 13% - la délinquance
- 13% - la corruption
- 10% - le chômage
- 10% - autres

« Comment évalueriez-vous le travail du président Serrano comparativement à l'année dernière ? »

- 80% - pire que l'année dernière
- 14% - similaire à l'année dernière
- 4% - mieux que l'année dernière
- 2% - NSP / NRP

SOLUTION A LA CRISE

« Selon vous, quelle personne ou quelle institution est responsable de suspendre la hausse des tarifs d'électricité ? »

- 36% - le président de la république
- 22% - le congrès
- 18% - l'INDE (Institut national d'électrification)
- 10% - l'*Empresa Eléctrica*

« Jusqu'à quel point est-il nécessaire d'instaurer l'état d'exemption ? »

- 22% - absolument nécessaire
- 22% - probablement nécessaire
- 15% - absolument pas nécessaire
- 10% - probablement pas nécessaire
- 33% - ne sais pas

« Jusqu'à quel point êtes-vous en faveur des manifestations organisées par les étudiants et les professeurs ? »

- 47% - définitivement en faveur
- 26% - ni pour ni contre
- 26% - définitivement contre

« Êtes-vous en faveur d'un système démocratique ou d'un coup d'État ? »

- 47% - démocratie
- 30% - coup d'État
- 16% - ni un ni l'autre

« Jusqu'à quel point êtes-vous en accord avec l'emploi de la 'main de fer' pour faire face à la situation ? »

- 37 % - définitivement en accord
- 38% - définitivement en désaccord
- 22% - ni en accord, ni en désaccord

ÉVALUATION DE LA SITUATION PERSONNELLE

« Comment décririez-vous votre situation personnelle en ce moment ? »

- 72 % - pire que l'année dernière
- 17% - similaire à l'année dernière
- 10% - meilleure que l'année dernière

« Selon vous, comment sera votre situation personnelle l'an prochain ? »

- 34% - pire
- 31% - similaire
- 20% - meilleure

Source : CALITO Rosendo. « La opinión pública antes del autogolpe, *Crónica*, 28 mayo 1993, 23-24.

ANNEXE 4

Sondage d'opinion sur le coup d'État de 1992 au Pérou

Information méthodologique
Population visée : adultes se trouvant dans la capitale Date de l'enquête : 6 et 7 avril 1992 Méthode de recueillement des opinions : Non spécifiée Taille et nature de l'échantillon : 345 personnes Marge d'erreur et niveau de confiance : Non spécifié Firme chargée de l'enquête : Apoyo S.A.

« En ce moment, croyez-vous que le gouvernement est démocratique ou autoritaire [*dictatorial*] ?

51% - Démocratique
33% - Autoritaire
NSP/SR - 16%

« Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'idée que Fujimori ait violé la constitution et que, pour cette raison, la présidence doit être déclarée vacante [*se debe declarar la vacancia de Presidencia de la República*] ? »

21% - En accord
60% - En désaccord
NSP/SR - 19%

« De manière générale, approuvez ou désapprouvez-vous la dissolution du congrès décrétée par Fujimori ? »

71% - Approuve
18% - Désapprouve
NSP/SR - 11%

« De manière générale, approuvez ou désapprouvez-vous la restructuration du pouvoir judiciaire ? »

89% - Approuve
7% - Désapprouve
4 % - NSP/SR

« Croyez-vous qu'au cours des prochaines semaines Fujimori assurera sa position au sein de son gouvernement [*se consolidará en el gobierno*] ou il sera renversé ? »

64% - Assurera sa position
13% - Sera renversé
23% - NSP/SR

Source : « Una encuesta que respalda a Fujimori ». *Expreso*. 9 avril 1992, p. A4-A5.

ANNEXE 5

La stabilité des réponses au sujet de la démocratie dans les enquêtes de LAPOP 2008 et 2010

Dans le chapitre quatre nous faisons référence à l'étude de panel réalisée au Mexique par Chappell Lawson *et al.* En interrogeant des centaines de citoyens à trois moments différents, les politologues observèrent que les opinions des Mexicains avaient peu tendance à se transformer (du moins lorsque ces dernières étaient analysées au cours d'une période de quelques mois où se produisirent une campagne électorale et une élection). Il serait intéressant d'avoir accès à d'autres études similaires afin d'évaluer plus en profondeur la « durabilité » des opinions en Amérique latine. Malheureusement, si des recherches de panel sont rarement menées dans cette région, elles sont inexistantes au Guatemala.

À défaut de compter sur des résultats d'enquêtes de panel où seraient exposées les opinions de participants Guatémaltèques, nous pouvons nous rabattre sur les sondages de la LAPOP menés à chaque deux ans à partir d'échantillons représentatifs de la population générale. Même si, pour des raisons évidentes, ces enquêtes ne peuvent remplacer une véritable étude de panel, elles nous fournissent tout de même des informations intéressantes. Par exemple, d'un sondage à un autre, il est rare d'observer des transformations profondes des opinions de la population en générale. Pour observer des changements importants, il faut plutôt s'intéresser aux points de vue des citoyens amassés sur une période de plusieurs années.

À titre d'indication sur la stabilité des opinions, nous avons calculé les réponses moyennes données par les participants aux études de 2008 et de 2010 de la LAPOP aux indicateurs utilisés dans notre schéma théorique. Indépendamment du type de questions servant à mesurer l'appui à la démocratie, et du niveau de précision de celles-ci, nous observons une stabilité dans les réponses des Guatémaltèques. En plus du peu de différence que nous observons au niveau des points de vue exprimés, nous enregistrons des taux de sans-réponses assez similaires d'une année à une autre.

Évidemment les sondés qui ont participé à l'étude de 2008 et ensuite à celle de 2010 ne sont pas les mêmes. Cette réalité nous empêche de construire une argumentation sans faille sur la stabilité des points de vue de 2008 à 2010. Cependant, le peu de changement observé semble nous indiquer que, globalement,

les thèmes abordés par les enquêteurs de LAPOP ont produit des réactions très similaires au Guatemala d'une vague à une autre. Ces observations ne relèvent sûrement pas du hasard puisque les méthodes d'échantillonnage ainsi que les indicateurs utilisés sont eux aussi restés les mêmes.

		ing4	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4	d5
2008	Réponse moyenne	4,6	1,8	3,4	6,3	5	4,9	4,1	4	3,5
	SR / NSP	15%	14%	18%	6%	12%	10%	11%	11%	11%
2010	Réponse moyenne	4,8	1,8	3,2	6,4	5	5,4	4,3	4	3,3
	SR / NSP	11%	9%	15%	6%	13%	10%	12%	12%	8%

Sources : LAPOP, 2008 et 2010.

ANNEXE 6

Résultats d'analyse factorielle dans les autres pays d'Amérique centrale

En utilisant des techniques d'analyse factorielle nous constatons que deux dimensions importantes se dégagent dans l'explication des attitudes des Guatémaltèques sur la démocratie. Alors que la première dimension est liée aux attitudes à l'égard des gens qui critiquent le gouvernement (variables d1 à d4), la seconde renvoie au sous concept large du droit de parole des citoyens et des élus (variables pop110 et pop101). Si la première dimension s'impose comme le principal facteur de l'appui à la démocratie dans l'ensemble des pays d'Amérique centrale, la seconde est, pour sa part, plus rarement observable à l'extérieur du Guatemala.

Les résultats d'analyse factorielle dans l'isthme démontrent assez clairement la pertinence de la logique de raisonnement horizontal. En effet, dans l'ensemble des pays, les attitudes sur les gens qui critiquent le gouvernement constituent de loin le facteur le plus important, expliquant entre 30 et 36% de l'appui à la démocratie (lorsque nous mesurons celui-ci à partir des variables proposées dans notre schéma). Par ailleurs, une deuxième similitude entre les résultats observés au Guatemala et ceux enregistrés dans les autres pays nous rappelle qu'un petit nombre de facteurs ne peuvent à eux seuls expliquer l'ensemble des variables de l'appui à la démocratie. Cet aspect nous confirme que certaines attitudes sont plus difficiles à regrouper sous un petit nombre de dimensions communes puisqu'elles sont souvent exprimées de manière indépendante.

Des différences intéressantes existent toutefois entre les cas que nous observons. Alors qu'au Guatemala nous enregistrons deux principaux facteurs (dont l'influence sur l'appui à la démocratie dépassait les 10%, soit plus que le poids maximal que peut avoir une seule variable dans notre analyse factorielle), nous en observons un de plus dans trois des sept pays de la région. Lorsque combinés, ces trois facteurs réussissent à expliquer jusqu'à 64% (Panama) de l'appui à la démocratie. Cette troisième dimension (au Panama, au Nicaragua et au Costa Rica) se forme autour des variables ing4 et aut1. Alors que la première variable est liée à l'appui général à « la démocratie », la deuxième se rattache aux opinions envers l'importance des élections comme moyen d'élire les dirigeants. Puisque la

« démocratie » renvoie, dans l'esprit de plusieurs sondés, aux élections, ces résultats semblent témoigner d'une certaine logique de raisonnement vertical. Dans les pays où trois facteurs émergent, nous pouvons exprimer la relation entre les dimensions de l'appui à la démocratie de la manière suivante :

Pays où émergent trois composantes

Panama

	Ing4	pop110	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4		Facteur 1	Facteur 2	Facteur 3		Elgen value	Proportion
pop110	0,10	-								Ing4	0,00	0,55	0,41	Facteur 1	3,59	0,36
aut1	0,20	-0,11	-							pop110	0,10	-0,23	0,60	Facteur 2	1,52	0,15
pop101	-0,06	0,30	-0,18	-						aut1	-0,05	0,50	-0,02	Facteur 3	1,27	0,13
e11	0,34	0,06	0,13	0,01	-					pop101	0,10	-0,44	0,48			
d1	0,01	0,14	-0,05	0,16	0,14	-				e11	0,13	0,44	0,39			
d2	0,06	0,12	-0,02	0,09	0,22	0,75	-			d1	0,46	-0,03	-0,12			
d3	0,04	0,14	-0,06	0,10	0,19	0,78	0,76	-		d2	0,46	-0,06	-0,11			
d4	0,06	0,15	-0,03	0,09	0,20	0,75	0,74	0,87	-	d3	0,49	0,04	-0,11			
d5	0,00	0,12	-0,03	0,21	0,10	0,32	0,27	0,35	0,37	d4	0,49	0,05	-0,11			
										d5	0,25	-0,11	0,19			

Nicaragua

	Ing4	pop110	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4		Facteur 1	Facteur 2	Facteur 3		Elgen value	Proportion
pop110	0,13	-								Ing4	0,11	0,52	0,41	Facteur 1	3,03	0,30
aut1	0,07	-0,00	-							pop110	0,05	-0,07	0,72	Facteur 2	1,28	0,13
pop101	-0,04	0,17	-0,05	-						aut1	0,03	0,39	-0,05	Facteur 3	1,21	0,12
e11	0,22	0,05	-0,09	-0,03	-					pop101	0,03	-0,47	0,49			
d1	0,14	0,01	0,06	-0,01	0,15	-				e11	0,12	0,50	0,20			
d2	0,13	0,06	0,01	0,02	0,14	0,67	-			d1	0,45	0,03	-0,08			
d3	0,10	0,04	0,01	0,06	0,11	0,55	0,66	-		d2	0,49	-0,02	-0,05			
d4	0,12	0,01	0,04	0,02	0,15	0,55	0,70	0,77	-	d3	0,49	-0,08	-0,05			
d5	-0,07	0,05	-0,01	0,08	-0,02	0,20	0,23	0,28	0,25	d4	0,49	-0,02	-0,08			
										d5	0,23	-0,30	0,05			

Costa Rica

	Ing4	pop110	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4		Facteur 1	Facteur 2	Facteur 3		Elgen value	Proportion
pop110	0,06	-								Ing4	0,16	0,56	-0,02	Facteur 1	3,09	0,31
aut1	0,25	0,02	-							pop110	-0,04	0,26	0,63	Facteur 2	1,43	0,14
pop101	0,04	0,22	-0,07	-						aut1	0,12	0,55	-0,26	Facteur 3	1,19	0,12
e11	0,30	0,06	0,23	-0,03	-					pop101	-0,08	0,13	0,70			
d1	0,14	-0,02	0,09	-0,07	0,22	-				e11	0,22	0,46	-0,11			
d2	0,17	-0,06	0,12	-0,07	0,26	0,56	-			d1	0,44	-0,06	0,06			
d3	0,12	-0,02	0,03	-0,06	0,18	0,55	0,57	-		d2	0,45	-0,03	0,00			
d4	0,10	-0,04	0,07	-0,06	0,21	0,55	0,57	0,73	-	d3	0,47	-0,16	-0,05			
d5	0,00	-0,04	-0,00	-0,05	0,08	0,23	0,23	0,32	0,30	d4	0,48	-0,13	0,11			
										d5	0,24	-0,21	0,04			

Appui à la démocratie (AD) = A (critique gouvernement) + A(expression opposition) + A (démocratie électorale) + toutes les autres variables, une à une, qui ne peuvent être regroupées en sous concepts

Par ailleurs, il est intéressant de noter que les matrices de corrélations obtenues à l'extérieur du Guatemala produisent un nombre considérable de coefficients négatifs. À ce niveau, les cas du Salvador et du Belize sont notables. Dans ces deux pays, les attitudes sur le vote des politiques évoluent inversement au plusieurs autres aspects de la démocratie. Cette constatation nous rappelle un peu plus la complexité du phénomène que nous étudions.

Pays où émergent deux composantes

Honduras

	lng4	pop110	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4		Facteur 1	Facteur 2	...	Eigen value	Proportion	
pop110	0,30	-								lng4	0,28	0,48		Facteur 1	3,33	0,33
aut1	0,29	0,16	-							pop110	0,12	0,42		Facteur 2	1,37	0,13
pop101	-0,04	-0,04	-0,05	-						aut1	0,23	0,41				
e11	0,30	0,08	0,18	0,02	-					pop101	0,05	-0,29				
d1	0,26	0,09	0,19	0,00	0,28	-				e11	0,31	0,19				
d2	0,38	0,17	0,22	-0,02	0,30	0,61	-			d1	0,39	-0,06				
d3	0,17	0,14	0,14	-0,03	0,27	0,48	0,61	-		d2	0,45	-0,00				
d4	0,19	0,06	0,10	-0,02	0,25	0,39	0,52	0,73	-	d3	0,42	-0,28				
d5	-0,01	-0,04	0,03	0,13	0,19	0,21	0,19	0,26	0,28	d4	0,38	-0,32				
										d5	0,26	-0,33				

Salvador

	lng4	pop110	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4		Facteur 1	Facteur 2	...	Eigen value	Proportion	
pop110	0,06	-								lng4	0,13	0,63		Facteur 1	3,14	0,31
aut1	0,18	-0,01	-							pop110	-0,04	0,19		Facteur 2	1,2	0,12
pop101	-0,07	-0,13	-0,05	-						aut1	0,09	0,60				
e11	0,18	0,01	-0,13	-0,16	-					pop101	-0,24	-0,13				
d1	0,10	-0,07	0,05	-0,22	0,23	-				e11	0,24	0,30				
d2	0,12	-0,02	0,11	-0,28	0,30	0,49	-			d1	0,39	-0,06				
d3	0,11	-0,00	0,07	-0,24	0,22	0,46	0,54	-		d2	0,44	-0,01				
d4	0,09	-0,04	0,05	-0,22	0,21	0,46	0,56	0,73	-	d3	0,46	-0,14				
d5	0,03	-0,06	0,03	0,14	0,12	0,12	0,25	0,33	0,35	d4	0,46	-0,18				
										d5	0,28	-0,20				

Belize

	lng4	pop110	aut1	pop101	e11	d1	d2	d3	d4		Facteur 1	Facteur 2	...	Eigen value	Proportion	
pop110	0,08	-								lng4	0,25	0,02		Facteur 1	3,13	0,31
aut1	0,08	0,16	-							pop110	0,02	0,58		Facteur 2	1,18	0,12
pop101	-0,05	0,14	-0,15	-						aut1	0,18	-0,51				
e11	0,25	0,08	0,19	-0,15	-					pop101	-0,20	0,54				
d1	0,21	0,00	0,15	-0,17	0,24	-				e11	0,29	-0,07				
d2	0,23	0,04	0,19	-0,16	0,28	0,56	-			d1	0,41	0,00				
d3	0,19	0,05	0,13	-0,15	0,24	0,52	0,49	-		d2	0,44	0,06				
d4	0,21	0,03	0,10	-0,09	0,23	0,45	0,51	0,65	-	d3	0,45	0,13				
d5	0,09	0,00	0,03	-0,03	0,04	0,12	0,12	0,22	0,19	d4	0,43	0,19				
										d5	0,17	0,20				

ANNEXE 7

La contestation envers le gouvernement rend-elle réellement les *Indígenas* inconfortables ou ceux-ci cherchent-ils plutôt à immuniser leurs dirigeants contre la critique ?

En 2007, le candidat Álvaro Colom était élu au deuxième tour du scrutin présidentiel en obtenant 53% des voix. Dans la capitale guatémaltèque, où réside un électeur sur quatre, le candidat de l'Union nationale pour l'espoir (UNE), reçut à peine 40% des appuis. En revanche, le nouveau président éclipsa son adversaire, Otto Pérez Molina, dans tous les autres départements du pays. À certains endroits où les *Indígenas* sont plus nombreux que les *Ladinos* (notamment dans la région de Totonicapán), Colom bénéficia d'un appui supérieur à 60%. La victoire du candidat de l'UNE était historique dans la mesure où, pour la première fois depuis la signature des Accords de paix, un président arrivait au pouvoir sans avoir obtenu la majorité des suffrages dans la capitale.

La popularité de Colom auprès des électeurs résidant à l'extérieur de la Ville de Guatemala et en région rurale s'explique par plusieurs facteurs, à commencer par la capacité des stratégies de l'UNE de gagner la fidélité des caciques locaux (lesquels sont d'efficaces mobilisateurs) et, à l'inverse, par les difficultés du *Partido Patriota* (PP) à construire des assises dans les petites communautés.

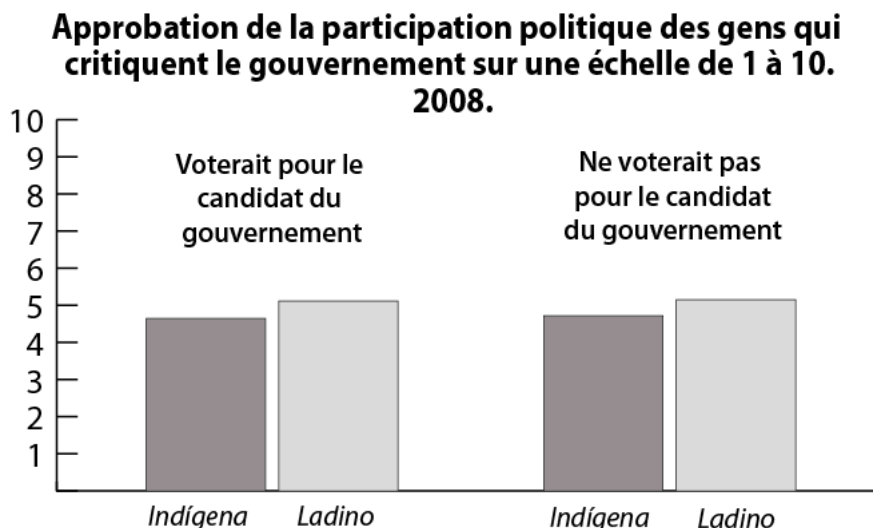
La réflexion sur la popularité du président Colom à l'extérieur de la capitale (et auprès des électeurs *indígenas*) ainsi que des points de vue défavorables exprimés par les *Indígenas* envers la contestation nous portent à nous interroger. La timide approbation que démontrent les sondés qui s'identifient comme étant *Indígena* envers les actions politiques des gens qui critiquent le gouvernement serait-elle simplement une question partisane ?

Dans le chapitre 4 de cette thèse, nous constatons que les attitudes sur les gens qui critiquent le gouvernement sont intimement liées entre elles, une manifestation de ce que nous appelons la logique de raisonnement horizontal. Compte tenu des liens étroits entre ces attitudes, nous avons cru pertinent d'élaborer un index qui nous aiderait à déterminer si les opinions des *Indígenas* sont d'abord influencées par leurs valeurs ou si elles reflètent simplement les préférences de ceux-ci pour le gouvernement de Colom. L'index en question mesure ainsi de façon combinée la tolérance de la contestation envers le gouvernement sous la forme de

manifestations pacifiques, de mise en candidature à une élection, de discours télévisés et de droit de vote. Notre index prend la forme d'un indicateur dont la valeur varie de 0 et 10. Alors que le score 0 représente une désapprobation totale de la participation politique des gens qui critiquent le gouvernement, la valeur 10 signifie une approbation complète de cette dernière.

En analysant les résultats, nous constatons dans un premier temps que les *Indígenas* ont effectivement un peu plus tendance que les *Ladinos* à être en désaccord avec la participation politique des gens qui critiquent le gouvernement (ou à obtenir un plus faible score sur l'index que nous avons créé). En nous intéressant à cet aspect, nous avons découvert que cette désapprobation ne trouve toutefois pas sa source dans les préférences politiques. En effet, qu'ils soient *Indígenas* ou *Ladinos*, les citoyens tendent à désapprouver ou à approuver la contestation à un même niveau indépendamment de leurs intentions de vote si un scrutin avait lieu.

La variable politique (ou plutôt l'intention de vote si une élection était prévue dans les jours suivant l'entretien réalisé par le LAPOP en 2008) a un effet minime sur les attitudes concernant la contestation envers le gouvernement de Colom chez les *Indígenas* comme chez les *Ladinos*. Dans une autre étude, nous pourrions poursuivre nos recherches en nous concentrant sur la sous-culture politique des citoyens autochtones ou encore en nous intéressant davantage à la condition socioéconomique de ces derniers comme facteur ayant une incidence sur les attitudes sur la démocratie.



Note : la variable « approbation de la participation politique » est en fait un index construit à partir de quatre variables différentes. Les résultats présentés sont des moyennes.

Source : LAPOP, 2008.

ANNEXE 8

Le référendum de 1999 : résumé des enjeux et résultats

	Question 1	Question 2	Question 3	Question 4
Thème	Nation et droits sociaux	Affaires législatives	Affaires exécutives	Système de Justice
Nombre d'amendements constitutionnels prévus	10	10	11	19
Résumé	La nation devrait être reconnue comme étant multilingue, multiethnique et multiculturelle; l'État devrait reconnaître les 25 langues utilisées au pays; les communautés indigènes devraient être consultées avant l'approbation de lois qui pourraient les affecter; etc.	Des consultations auprès de groupes de citoyens devraient être tenues avant l'approbation de projets de loi; chaque député devrait représenter 100 000 citoyens; etc.	Création de conseils communautaires afin de traiter des questions de développement; l'armée ne devrait plus être chargée de la sécurité interne; les ministres de la défense peuvent être des civils et non uniquement des militaires; etc.	Le congrès devrait avoir le pouvoir de renvoyer le procureur de l'État; Augmentation du budget de l'État à 6% des revenus total; Les tribunaux militaires sont incorporés au système de justice; Le droit commun volontaire devrait s'appliquer aux membres des communautés indigènes.
Résultats du vote (Non)	53 %	59 %	57 %	54 %

Sources : AZPURU Dinorah. « The Consulta Popular: A Vote Divided by Geography » et RIOS DE RODRIGUEZ Carroll. *The Organized Productive Sector and the Consulta Popular. The Popular Referendum (Consulta Popular) And the Future of the Peace Process in Guatemala* [en ligne]. 1999, [consulté le 29 septembre 2010]. Disponible sur : <http://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/Working%20Paper%20241.pdf>


ANNEXE 9

Exemple de propagande électorale distribuée
durant la campagne référendaire de 1999

Este 16 de mayo en la Consulta Popular

¡VOTA NO!

NO a la desigualdad
NO a la segregación racial
NO al cercenamiento del Estado
de Guatemala
NO a la guerra étnica
y fratricida
NO a la anarquía



**Por una Guatemala unida,
Por una Guatemala en paz,
No dejes de votar.**

¡VOTA NO!

ANNEXE 10

« Lettre de démission » du président hondurien Manuel Zelaya



PRESIDENCIA DE LA REPÚBLICA

DEL ESCRITORIO DEL
SEÑOR PRESIDENTE

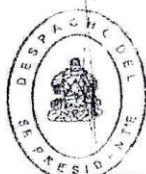
Tegucigalpa, MDC., 25 de junio de 2009.

Señor Presidente:

Dada la situación política polarizada que se ha presentado, la cual ha dado lugar al desencadenamiento de un conflicto nacional que ha erosionado mi base política, y debido a problemas insuperables de salud que me han impedido concentrarme en los asuntos fundamentales de Estado, cumpro con el deber de interponer mi renuncia irrevocable a la Presidencia de la República, junto con la de mi gabinete de Gobierno, efectivas a partir de esta fecha.

Con mi renuncia espero contribuir a sanar las heridas del ambiente político nacional.

Atentamente,



JOSE MANUEL ZELAYA ROSALES
Presidente de la República de Honduras

Señor Presidente del Congreso Nacional
Honorable Diputado Don Roberto Micheletti Bain
Palacio Legislativo
Tegucigalpa, MDC

ANNEXE 11

Résultats de régressions linéaires et indicateurs Généraux sur l'offre démocratique. Les valeurs de R²

	Le gouvernement actuel (2010) protège et promeut les principes démocratiques x Satisfaction envers la démocratie	Le gouvernement actuel (2010) protège et promeut les principes démocratiques x Le pays est démocratique
Panama	0,0163***	0,0241***
Belize	0,0452***	0,0233***
Honduras	0,0499***	0,0356***
Costa Rica	0,0717***	0,0536***
Guatemala	0,0872***	0,0838***
Salvador	0,1122***	0,0553***
Nicaragua	0,1705***	0,1068***

Notes : Les questions originales sont les suivantes. Dans le cas de la variable indépendante : Sur une échelle de 1 à 7, 1 représentant « aucunement » et 7, « considérablement », « à quel point diriez-vous que le gouvernement actuel promeut et protège les principes démocratiques ». Dans les cas des deux variables dépendantes ici présentées : « En général, diriez-vous que vous êtes très satisfait, satisfait, insatisfait ou très insatisfait de la manière dont fonctionne la démocratie [dans votre pays] ? » et « Selon vous, [le pays] est très démocratique, plutôt démocratique, peu démocratique ou aucunement démocratique ». R² nous permet d'estimer l'effet d'une variable sur une autre. *** indique que les résultats sont hautement significatifs, p < 0,000.

Source : LAPOP, 2010.

ANNEXE 12

Influence des facteurs sociaux et politiques sur la perception que le Guatemala est plutôt ou très démocratique. 2010.
 (% estimant que le pays est plutôt ou très démocratique)

Sexe		Revenu	
Homme	46	Très faible	48
Femme	48	Faible	49
Appartenance ethnique		Moyen	43
<i>Indígena</i>	50	Supérieur	52
<i>Ladina</i>	46	Religion	
Autre	40	Catholique	46
Âge		Protestant	48
18-24	53	S'intéresse à l'actualité	
25-34	49	Jamais	37
35-49	47	Rarement	40
50-64	39	Occasionnellement	51
65 et +	42	Quelques fois par semaine	44
Éducation		Quotidiennement	50
Non scolarisé	50	Si des élections avaient lieu	
Primaire	48	Ne voterait pas	43
Secondaire	43	Annulerait son vote	50
Bacc. et diplôme technique	49	Voterait pour le gouv.	68
Universitaire	46	Voterait pour l'opposition	43
Région		Positionnement gauche-droite	
Région métropolitaine	37	Gauche	45
Sud-Ouest	51	Centre	49
Nord-Ouest	51	Droite	47
Sud-Est	45	Ensemble de l'échantillon	
Nord-Est	50		47
Urbaine	45		
Rurale	55		

Source : LAPOP, 2010.

ANNEXE 13

Explications méthodologiques de la Figure 5.1

Notre schéma est constitué de deux échelles graduées de 0 à 1. Chaque échelle est construite à partir de sept variables auxquelles nous attribuons un poids respectif et maximal de 0,25 ou 0,1 point. Le positionnement de chaque pays dans l'aire du graphique est déterminé en fonction du pointage moyen des réponses données par les sondés (de ces pays) à deux questions principales (maximum de 0,25 point chacune) et cinq questions secondaires (maximum de 0,1 point chacune). Le maximum de points est attribué aux sondés qui affichent les idéaux « les plus démocratiques » (demande) ou qui évaluent que leur pays met en place des politiques ou des pratiques qui sont clairement favorables à la démocratie (offre).

Le positionnement de chaque pays sur l'axe de la demande s'effectue en multipliant, pour chaque réponse possible (pointage cumulé sur l'échelle), le nombre de sondés par le nombre de points qu'ils ont obtenu sur l'échelle. Nous additionnons ces nombres et nous les divisons par le total des points-pays. La même technique est employée afin de déterminer le positionnement des pays sur l'axe de l'offre.

Les questions suivantes ont été utilisées pour construire l'échelle de la demande. Questions principales :

- 1) « Avec laquelle des affirmations suivantes êtes-vous le plus en accord ? (a) Pour une personne comme moi, il m'est égal qu'un régime soit démocratique ou non-démocratique [0 point] ; (b) La démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement [0,25 point] ; (c) Dans certaines circonstances un gouvernement autoritaire peut être préférable à un gouvernement démocratique [0,13 point] » ;
- 2) « 'La démocratie n'est peut-être pas parfaite mais elle demeure la meilleure forme de gouvernement'. Jusqu'à quel point [sur une échelle de 1 à 7] êtes-vous d'accord avec cette affirmation ? [Réponses 1 et 2 = 0 point ; réponses 3 à 5 = 0,05 point ; réponses 6 et 7 = 0,1 point] ».

Les Questions secondaires sont :

- 1) « Il y a des gens qui croient que nous avons besoin d'un leader fort qui n'aurait pas à être élu par le vote. D'autres pensent plutôt que même si les choses fonctionnent mal, la démocratie électorale, c'est à dire le vote populaire, sera toujours mieux. Qu'en pensez-vous ? (a) Nous avons besoin d'un leader fort qui ne serait pas élu [0 point] ; (b) La démocratie électorale est meilleure [0,1 point] » ;
- 2) « 'Pour le progrès du pays, il est nécessaire que nos présidents imposent des limites à la contestation et aux votes des partis de l'opposition'. Jusqu'à quel point [sur une échelle de 1 à 7 où 1 indique un ferme désaccord et 7 un accord complet] êtes-vous d'accord avec cette affirmation ? » [Réponses 1 et 2 = 0,1 point ; réponses 3 à 5 = 0,05 point ; réponses 6 et 7 = 0 point] ;
- 3) « Croyez-vous que lorsque le pays fait face à des situations difficiles il est justifiable que le président dissolve la Cour suprême de justice et qu'il gouverne sans la Cour suprême de justice ? a) Oui, il est justifiable [0 point] ; (b) Non, il n'est pas justifiable [0,1 point] » ;

- 4) « Il y a des gens qui critiquent constamment la forme de gouvernement au Guatemala, pas uniquement sous le gouvernement actuel mais plutôt du système de gouvernement en général. [Sur une échelle de 1 à 10 où 1 indique complètement en désapprobation et 10, complètement en approbation] approuvez-vous ou désapprouvez-vous que ces personnes aient le droit de vote ? [réponses 1 à 3 = 0 point ; réponses 3 à 7 = 0,05 point ; réponses 8 à 10 = 0,1 point] » 5) « 'Les personnes qui sont en désaccord avec la majorité représentent une menace pour le pays'. [Sur une échelle de 1 à 7 où 1 indique un désaccord absolu et 7, un accord complet] jusqu'à quel point êtes-vous d'accord ou en désaccord [avec cette affirmation] ? [réponses 1 et 2 = 0,1 point ; réponses 3 à 5 = 0,05 point ; réponses 6 et 7 = 0 point] ».

Les questions suivantes ont été utilisées pour construire l'échelle de l'offre. Les questions principales sont :

- 1) « Selon vous, le Guatemala est-il un pays très démocratique, plutôt démocratique, peu démocratique ou aucunement démocratique ? » (a) Très démocratique [0,25 point] ; (b) Plutôt démocratique [0,16 point] ; (c) Peu démocratique [0,08 point] ; (d) Aucunement démocratique [0 point] » ;
- 2) « Jusqu'à quel point diriez-vous que le gouvernement actuel promeut et protège les principes démocratiques ? [Sur une échelle de 1 à 7 où 1 indique aucunement et 7 énormément]. (Réponses 1 et 2 = 0 point, réponses 3 à 5 = 0,5 point et réponses 6 et 7 = 1 point).

Les questions secondaires sont :

- 1) « À quel point diriez-vous que les tribunaux de justice du Guatemala garantissent la tenue de procès justes ? » [Sur une échelle de 1 à 7 où 1 indique aucunement et 7 énormément]. (Réponses 1 et 2 = 0 point, réponses 3 à 5 = 0,5 point et réponses 6 et 7 = 1 point) ;
- 2) « À quel point diriez-vous que les droits de base des citoyens sont bien protégés par le système politique guatémaltèque ? » [Sur une échelle de 1 à 7 où 1 indique aucunement et 7 énormément]. (Réponses 1 et 2 = 0 point, réponses 3 à 5 = 0,5 point et réponses 6 et 7 = 1 point) ;
- 3) « 'Ceux qui gouvernent le pays sont intéressés par ce qu'une personne comme moi pense'. À quel point êtes-vous d'accord ou en désaccord avec cette affirmation ? » [Sur une échelle de 1 à 7 où 1 indique en désaccord complet et 7 en accord complet]. (Réponses 1 et 2 = 0 point, réponses 3 à 5 = 0,5 point et réponses 6 et 7 = 1 point) ;
- 4) « Parlons du Congrès et de ses députés dans leur ensemble, sans importance aux partis auxquels ils appartiennent, diriez-vous que les députés du Congrès guatémaltèque effectuent très bien, bien, ni bien ni mal, mal ou très mal leur travail ? (a) Très bien [0,1 point] ; (b) Bien [0,1 point] ; (c) Ni bien ni mal [0,05 point] ; (d) Mal [0 point] » ; (e) [0 point]. 5) « Jusqu'à quel point avez-vous confiance en les élections ? [Sur une échelle de 1 à 7 où 1 indique aucunement et 7 énormément]. (Réponses 1 et 2 = 0 point, réponses 3 à 5 = 0,5 point et réponses 6 et 7 = 1 point).

Les sans-réponses ont été exclus de notre analyse.

ANNEXE 14

Résumé des entretiens

Entretien A	
Nom	Marta Lagos
Fonctions occupés par l'interlocuteur au moment de l'entretien	Directrice exécutive du <i>Latinobarómetro</i>
Fonctions actuelles	Directrice exécutive du <i>Latinobarómetro</i>
Date	28 avril 2008
Lieu	Paris, Sciences Po. Entretien réalisé en marge d'une conférence prononcée par Marta Lagos.
Durée et type d'entretien	25 minutes. Face-à-face.
Résumé	<p>Le but premier de mon entretien avec Marta Lagos fut d'obtenir des renseignements sur la manière dont <i>Latinobarómetro</i> élabore ses questionnaires. Lors de cet entretien, je cherchai à en apprendre davantage sur les questions de validité et de fiabilité des indicateurs employés par le groupe-baromètre. Comment les concepteurs des enquêtes élaborent et testent-ils leurs indicateurs ? Sur la base de quels critères décident-ils de revoir ou de réutiliser les indicateurs d'une année à une autre ?</p> <p>Le deuxième thème de l'entretien concerna des aspects linguistiques de la réalisation de sondages dans les pays multilingues. J'interrogeai mon interlocuteur sur l'utilisation des langues autochtones par les intervieweurs. J'abordai brièvement des questions d'ordre logistique liées à la réalisation d'enquêtes dans des régions (notamment celles où habitent les autochtones) qui sont difficiles d'accès.</p> <p>Dans les dernières minutes de l'entretien, j'interrogeai Madame Lagos sur les variations annuelles de l'appui à la démocratie. En dernier lieu, je lui demandai de m'indiquer quelle était la politique du groupe de sondage vis-à-vis de l'utilisation partisane que font parfois les gouvernements des résultats du <i>Latinobarómetro</i>.</p>

Entretien B	
Nom	Alfonso Quiñónez
Fonctions occupés par l'interlocuteur au moment de l'entretien	Secrétaire exécutif au développement intégral à l'Organisation des États Américains (OÉA)
Fonctions actuelles	Secrétaire aux relations externes à l'OÉA
Date	23 septembre 2009
Lieu	Siège de l'OÉA à Washington, D. C.
Durée et type d'entretien	50 minutes. Face-à-face
Résumé	<p>Alfonso Quiñónez est Guatémaltèque et a occupé des fonctions importantes dans la diplomatie au moment où son pays tournait la page sur une histoire marquée par la violence. Il a notamment occupé de hautes responsabilités sous le gouvernement d'Álvaro Arzú (1996-2000), alors qu'étaient conclus les Accords de paix.</p> <p>L'entretien avec Alfonso Quiñónez eut comme objectif de discuter de questions liées à la conjoncture politique durant les années précédant la signature des Accords de paix. Au cours de mon entretien, j'abordai le thème des causes et des conséquences de l'instabilité politique entourant le coup d'État de 1993. Mes questions cherchaient à connaître la manière dont les dirigeants du Parti d'avancement nationale (PAN) réussirent à canaliser le mécontentement de la population et faire élire leur candidat présidentiel en 1995.</p> <p>Outre les questions partisans, j'abordai la question de la société civile et des alliances entre les différents groupes de la société, comme élément clé de la pacification du pays.</p> <p>Je conclus l'entretien en interrogeant mon interlocuteur sur des thèmes plus généraux liés à la culture politique du Guatemala. Alfonso Quiñónez s'attarda sur la question du nombre élevé de partis au Guatemala et de la difficulté que connaissent souvent les entités politiques à tisser des liens avec l'électorat.</p>

Entretien C	
Nom	Aristides Mejía
Fonctions occupés par l'interlocuteur au moment de l'entretien	Membre déchu du gouvernement hondurien de Manuel Zelaya au sein duquel il occupa le poste de Commissaire à la vice-présidence
Fonctions actuelles	Inconnues
Date	20 mai 2010
Lieu	Montréal-Tegucigalpa
Durée et type d'entretien	75 minutes. Téléphonique
Résumé	<p>Monsieur Mejía a occupé d'importantes fonctions sous la présidence de Manuel Zelaya, dirigeant renversé par un coup d'État à l'été 2009. Le but premier de mon entretien fut de connaître en détail la perception d'un membre influent du gouvernement concernant le renvoi par la force de Zelaya.</p> <p>Au cours de mon entretien avec Aristides Mejía, j'abordai la question de l'opinion publique ainsi que de l'analyse que firent les dirigeants de celle-ci dans les semaines précédant et suivant le renversement de Zelaya. Jugeant essentiel de faire une lecture objective des résultats d'enquêtes d'opinion, mon interlocuteur s'attarda longuement sur les problèmes du taux élevé de sans-réponses.</p> <p>Durant l'entretien, j'interrogeai Monsieur Mejía sur les diverses formes d'expression de l'opinion (tant favorables que défavorables) sur la manœuvre militaire qui mit fin au gouvernement auquel il était membre.</p> <p>Je profitai de l'enthousiasme de Monsieur Mejía pour l'interroger sur les conséquences qu'ont pu avoir le coup d'État sur le Parti libéral. Les réponses données par mon interlocuteur me furent particulièrement utiles dans l'analyse de la conjoncture politique que je rédigeai en 2010 pour la Documentation française.</p>

Entretien D	
Nom	Maxwell Cameron
Fonctions occupés par l'interlocuteur au moment de l'entretien	Professeur de science politique à l'Université de Colombie-Britannique
Fonctions actuelles	Professeur de science politique à l'Université de Colombie-Britannique
Date	2 juin 2010
Lieu	Montréal. Entretien réalisé en marge du congrès annuel de l'Association canadienne des études latino-américaines et caraïbes
Durée et type d'entretien	25 minutes. Face-à-face
Résumé	<p>Maxwell Cameron s'intéresse depuis longtemps à la question des coups d'État en Amérique latine. Il est parmi les rares experts à avoir publié des analyses comparées sur les ruptures démocratiques qui se sont produites dans cette région au cours des dernières années.</p> <p>Au cours de cet entretien, j'interrogeai le professeur de l'Université de Colombie-Britannique sur les « conditions préalables » à la « réussite » d'un coup d'État (dans un cadre démocratique) et sur rôle de l'opinion publique dans des changements imposés par la force. Mes questions eurent essentiellement comme objectif de connaître les commentaires de mon interlocuteur sur le coup d'État de 2009 au Honduras.</p> <p>Je présentai au professeur ma propre analyse des événements et mes explications faisant (en matière d'opinion) du coup d'État au Honduras un événement qui se situe entre ceux du Guatemala (1993) et du Pérou (1992). Je conclus l'entretien en interrogeant Maxwell Cameron sur la disponibilité de sources « nationales » dans l'étude des opinions sur les coups d'État.</p>

Entretien E	
Nom	Otto Pérez Molina
Fonctions occupés par l'interlocuteur au moment de l'entretien	Ex-candidat présidentiel (2007) du Partido Patriota
Fonctions actuelles	Président de la république du Guatemala
Date	23 juillet 2010
Lieu	Ville de Guatemala. Résidence de l'interlocuteur
Durée et type d'entretien	45 minutes. Face-à-face
Résumé	<p>Après de multiples efforts, j'obtins un rendez-vous avec le Général Otto Pérez Molina, signataire des Accords de Paix et homme politique. Au moment de l'entretien, ce dernier préparait - mais sans être officiellement candidat - sa campagne en vue de l'élection présidentielle de 2011.</p> <p>Trois thèmes furent abordés pendant ma rencontre avec celui qui, aujourd'hui, est président du Guatemala. D'abord, j'interrogeai Monsieur Pérez Molina sur la conjoncture au sein de l'armée alors que le président Serrano prépara le coup d'État civil de 1993. Je questionnai le Général sur les liens (ou plutôt la faiblesse de ceux-ci) entre Serrano et les dirigeants militaires ainsi que sur les discussions au sein de l'armée concernant la position à adopter à un moment critique de l'histoire.</p> <p>Ensuite, j'abordai le sujet de l'analyse que firent les militaires dits « constitutionalistes » de l'opinion publique et de leur décision de ne pas appuyer les changements proposés par l'exécutif.</p> <p>Finalement, j'interrogeai le Général sur des questions de politique qui sont davantage liées à la conjoncture actuelle. J'abordai la question des stratégies de campagne utilisées (par le <i>Partido Patriota</i>) en 2007 et celles choisies à l'approche du scrutin de 2011. Les explications données par Pérez Molina me sont d'une grande importance alors que je prépare une analyse sur la dernière élection.</p>

ANNEXE 15

Résumé de thèse

Charles-André GOULET

**La notion « d'appui à la démocratie »
dans les sondages d'opinion.
*Le cas du Guatemala.***

Thèse en science politique dirigée par George COUFFIGNAL

Jury :

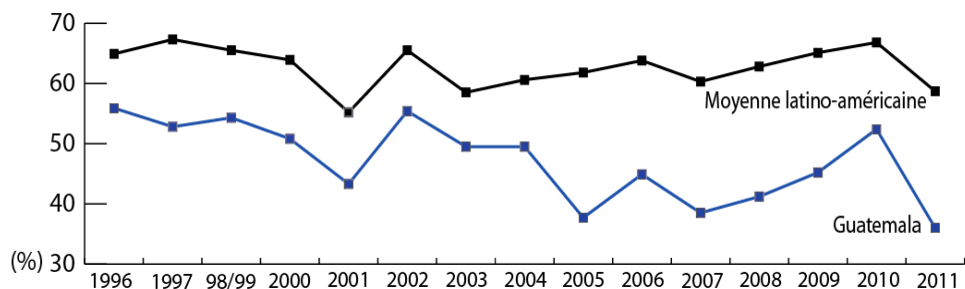
M. Manuel ALCÁNTARA	Professeur, Université de Salamanque (Espagne).
M. Bruno CAUTRÈS	Chargé de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS).
M. Georges COUFFIGNAL	Professeur, Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris 3.
M. Olivier DABÈNE	Professeur, Sciences Po Paris.
M. Jean LECA	Professeur émérite, Sciences Po Paris.
Mme. Nonna MAYER	Directrice de recherche, Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

« Je dis simplement que l'opinion publique dans l'acceptation implicitement admise par ceux qui font des sondages d'opinion ou ceux qui en utilisent les résultats, je dis simplement que cette opinion-là n'existe pas ». C'est sur ces mots que Pierre Bourdieu concluait, il y a quarante ans, un exposé qui marqua l'étude des opinions en France. L'argument du sociologue voulant que les sondeurs produisent des artefacts allait effectivement être cité et défendu à maintes reprises. L'influence des propos ne releva aucunement du hasard. La crédibilité de son auteur et le moment où ils furent prononcés leur donnèrent sans aucun doute un grand poids. Dans les années soixante-dix, l'intérêt pour les enquêtes réalisées à partir d'échantillons et de questionnaires, une approche étiquetée *Made in USA* par plusieurs analystes, se faisait de plus en plus sentir. Non seulement « l'opinion publique refusait-elle de mourir », mais elle prenait de plus en plus de place dans le paysage politique français.

Étrangement, malgré leur vitalité, les discussions autour de la mesure de l'opinion publique sont restées assez circonscrites. Le peu d'attention portée sur le sujet dans les aires culturelles de la recherche française est un exemple de ce « cantonnement ». En dépit du grand nombre de politologues qui s'intéressent à l'Amérique latine, très peu de recherches ont été faites sur les opinions des Latino-Américains. Comment expliquer cette situation ? Craignant d'analyser un objet qui relèverait de la fiction ou d'aller à l'encontre d'une tradition scientifique plus « qualitative » que « quantitative », les latino-américanistes se seraient-ils « tout naturellement » tenus à l'écart des thèmes liés aux sondages ? Rarement formés en méthodes quantitatives auraient-ils hésité à s'aventurer en terrain méconnu ? À l'inverse, les experts qui s'intéressent aux opinions des Français se seraient-ils abstenus, par manque de connaissances « régionales », de se pencher sur les cas du Brésil, du Mexique ou sur ceux de plus petits pays encore tels le Costa Rica et le Guatemala ?

D'Alexis de Tocqueville à Alain Rouquié, l'étude des Amériques a été bien servie et alimentée. Or, malgré les connaissances importantes auxquelles nous avons accès sur les cultures et les régimes politiques du continent, il n'est pas si facile de puiser dans celles-ci afin de procéder à une analyse des grandes enquêtes d'opinion effectuées en Amérique latine. Une difficulté qui est double puisque ces enquêtes révèlent des tendances étonnantes, à commencer par des niveaux très différents d'appui à la démocratie dans des pays qui partagent, à bien des égards, une histoire similaire. Comment expliquer que, d'une année à l'autre ou d'un groupe de sondage à un autre, les enquêtes démontrent systématiquement que les Guatémaltèques appuient très faiblement la démocratie alors que d'autres, les Costaricains ou les Uruguayens notamment, la soutiennent avec beaucoup plus d'enthousiasme ? Croire simplement que ce phénomène n'est qu'une fiction des sondeurs ou insister sur le fait que les enquêtes sont menées dans un contexte artificiel et qu'elles se basent sur les réponses données par des personnes qui « n'ont ni le temps ni les moyens de se forger une opinion... » nous place, en quelque sorte, face à un vide. Même si nous estimions que l'appui à la démocratie est effectivement une invention, il semble pertinent de comprendre de quelle manière elle est construite et pourquoi les citoyens se positionnent comme ils le font vis-à-vis de celle-ci.

Évolution des sondés qui affirment préférer la démocratie dans les enquêtes du *Latinobarómetro*



Cette thèse porte sur l'appui à la démocratie au Guatemala et tente, en effectuant des comparaisons principalement avec les autres pays d'Amérique centrale, d'analyser et de décoder les opinions. Nos recherches s'inscrivent dans un effort de rapprochement entre une région et une sous discipline de la science politique. Afin d'effectuer ce rapprochement nous nous garderons d'accepter ou de rejeter en bloc ce que nous communiquent les sondeurs au sujet des opinions, des attitudes et des valeurs propres aux Guatémaltèques ou aux citoyens des autres pays de la région. Par exemple, si nous rejetons l'idée que toute opinion exprimée est nécessairement fabriquée, nous acceptons mal les conclusions, tirées à partir d'une poignée de questions de sondage, que tel pays est habité par des citoyens plus « démocrates » que tel autre pays.

Les arguments présentés dans nos travaux reposent sur l'hypothèse centrale que *l'appui à la démocratie est un objet multifaces et malléable*. Les deux propriétés que nous attribuons à notre objet de recherche guident l'élaboration de trois hypothèses secondaires. Comme première sous hypothèse, nous proposons que *les points de vue des citoyens sur la démocratie sont, par moment, largement influencés par les circonstances*, ce qui veut dire qu'ils sont susceptibles d'évoluer selon les événements qui se produisent sur la scène politique. Si elles peuvent rapidement se transformer pour devenir plus ou moins favorables à la démocratie, les opinions peuvent aussi être statiques, notamment en période de stabilité politique. Cette caractéristique nous amène à proposer une seconde sous hypothèse : *si aucun événement extraordinaire ne se produit, les citoyens prendront position sur la démocratie, sur la base de logiques de raisonnement qui reposent largement sur la stabilité et l'ambivalence de leurs préférences et leurs valeurs*. Les deux premiers postulats placent le contexte (élément externe) et les valeurs (élément individuel) au centre de notre analyse des points de vue quant à la démocratie. Notre discussion nous amène à examiner ces deux éléments de façon séparée. Cependant, combiner leur analyse peut nous apporter des indices afin de comprendre pourquoi les citoyens affichent souvent des points de vue paradoxaux, par exemple, en affirmant être insatisfaits de la démocratie et du gouvernement et en s'opposant à ce que les gens qui critiquent le gouvernement s'impliquent dans le jeu politique. Ce type d'opinion repose en partie sur des valeurs et sur l'évaluation que font les citoyens de l'offre en démocratie. Comme troisième hypothèse secondaire, nous proposons que *plus les citoyens auront des réserves quant à la capacité de l'État de faire fonctionner la démocratie, plus leurs demandes en matière de démocratie, refléteront des tensions entre l'idéal démocratique et la pratique de celui-ci*.

Avant d'examiner ces postulats, nous soumettons deux propositions, une première, d'ordre empirique, concernant la culture politique guatémaltèque et une

seconde, d'ordre méthodologique, relative aux sondages comme instrument de mesure des opinions. Dans un premier temps, nous avançons qu'il est imprudent d'analyser la culture politique guatémaltèque en partant du point de vue qu'elle est le lieu d'expression de fortes tendances autoritaires. Nous amorçons nos recherches en proposant qu'il existe, au Guatemala, un profond fossé entre les citoyens et leur démocratie. Ce fossé, qui prend une forte dimension ethnique, ou *indigenista*, a une incidence à plusieurs niveaux sur les rapports qu'entretiennent les Guatémaltèques avec le monde politique. Comme deuxième proposition, nous estimons que toutes les enquêtes d'opinion et tous les indicateurs utilisés dans celles-ci pour mesurer l'appui à la démocratie ne se valent pas. Cette proposition nous amène d'ailleurs à nous intéresser aux techniques employées pour cerner et recueillir les opinions.

Il serait difficile d'étudier le thème de l'appui à la démocratie sans nous attaquer de front à la variable culturelle. Le premier chapitre de notre thèse se penche sur la culture politique et examine les arguments qui établissent un lien entre les problèmes que connaissent les démocraties latino-américaines et des cultures qui seraient défavorables à la démocratie. Nos discussions sont d'ailleurs amorcées en évoquant le point de vue voulant qu'il existe au Guatemala un consensus autre que celui de l'appui à la démocratie. Ce point de vue est souvent défendu par des politologues qui, en analysant les résultats d'enquêtes d'opinions, concluent que les Guatémaltèques sont peu nombreux à être satisfaits de la démocratie, à sympathiser avec les partis politiques, à démontrer de l'attachement pour les institutions de la démocratie, etc.

Dans le premier chapitre, nous comparons les habitudes et les opinions politiques de ces derniers avec celles des citoyens des autres pays de l'isthme centraméricain. Cet exercice nous permet de mieux cerner ce qui caractérise la culture politique du Guatemala et ses diverses dimensions. À ce sujet, nous observons notamment que la participation aux élections est généralement plus faible dans ce pays qu'elle ne l'est ailleurs. L'abstentionnisme électoral ne peut toutefois être interprété comme un désintérêt marqué et généralisé pour la démocratie, d'autres formes de participation politique étant particulièrement prononcées au Guatemala.

En plus des comparaisons entre pays, nous proposons de mettre en relief les différences qui existent au sein même de la société guatémaltèque. À ce sujet, nous identifions des « traits » propres aux *Indígenas* et aux *Ladinos*. Brièvement, nous établissons que les premiers tendent à être moins enclins à énoncer leurs opinions au sujet de la politique que ne le sont les seconds. En fait, contrairement aux observateurs qui affirment que les *Indígenas* sont des acteurs politiques passifs, nous déterminons plutôt qu'ils sont très divisés entre, d'une part, ceux qui participent activement à la vie politique et, d'autre part, ceux qui en sont exclus (ou qui s'en excluent eux-mêmes).

La première partie de nos recherches aborde aussi des questions théoriques. Nous examinons les arguments et contre-arguments qui établissent un lien entre culture et démocratie. Quelle est la pertinence de passer en revue des débats maintes fois analysés ? Les discussions sur la culture et la démocratie nous permettent de renforcer notre démarche de recherche. En puisant dans les débats théoriques et en évaluant ce qui en ressort, nous reconnaissons, entre autres, l'importance d'examiner les opinions et les comportements politiques en les rendant indissociables du contexte politique dans lequel ils sont relevés. Plus concrètement, nous jugeons malavisé d'expliquer les opinions quant à la démocratie au Guatemala sans l'ambiguïté qui plane autour de celle-ci dans ce pays. En fait, il y a lieu de croire

que ce dernier alimente, d'une certaine façon, la forte perplexité que ressentent plusieurs Guatémaltèques lorsqu'ils sont interrogés sur la démocratie.

Le deuxième chapitre de notre thèse a pour objectif d'approfondir nos connaissances au sujet des sondages d'opinion et, plus particulièrement, des grandes enquêtes internationales. Au Guatemala, les groupes de sondages internationaux tels le *Latinobarómetro* et le *AmericasBarometer* (LAPOP) effectuent périodiquement des enquêtes qui ont parmi leurs objectifs d'évaluer les opinions des citoyens. Ces enquêtes ont une grande importance dans un pays où assez peu de sondages « nationaux » sur les valeurs des citoyens sont réalisés. Notre thèse s'attarde sur les travaux des « baromètres » qui opèrent dans le pays. En examinant ces études sous divers angles, nous observons des différences marquées autant au niveau de leurs populations cibles, des indicateurs qu'ils utilisent, que de l'information qu'ils divulguent sur les procédures de recueil des données.

Dans nos recherches, nous passons notamment en revue les travaux du *World Values Survey*, de l'*International Social Survey Programme* et de quelques autres groupes-baromètres qui sondent les opinions dans le monde. Il est pertinent de nous intéresser à ces groupes afin de nous familiariser avec les différentes manières de mesurer l'appui à la démocratie. Notre intérêt pour les indicateurs employés dans les enquêtes internationales pour mesurer l'appui à la démocratie nous amène à constater que ceux-ci sont aussi nombreux que diversifiés. Afin de mieux identifier les fonctions et les caractéristiques de ces indicateurs, nous élaborons une typologie. Nous distinguons ainsi les indicateurs monolithiques de ceux de types polyarchique, « bathymétrique » (servant à mesurer la profondeur des opinions) et référentiel au contexte.

Les deux premiers chapitres sont certes très différents l'un de l'autre, mais ils ont tous deux comme but de préparer notre réflexion sur la manière dont s'articule l'appui à la démocratie. Cette réflexion se fait principalement en nous penchant sur l'influence qu'exercent le contexte politique et les valeurs des citoyens sur les opinions. Afin de bien expliquer l'effet du contexte, nous développons dans le troisième chapitre un outil d'analyse que nous nommons « le temps court de l'appui à la démocratie ». À l'aide de ce dernier, nous démontrons que dans certaines circonstances, les opinions sur des droits, des libertés et des procédures démocratiques peuvent devenir très malléables. Cette malléabilité est observable et mesurable d'au moins deux façons. D'abord, il est possible d'interroger les citoyens pour savoir si, dans des circonstances précises (par exemple, en cas d'une hausse marquée de l'inflation ou de graves tumultes sociaux), ils appuieraient des mesures restrictives en matière de droits et de libertés. Des moyens moins hypothétiques sont également à notre disposition. Il est aussi possible d'examiner les opinions à des moments où les citoyens furent « réellement » confrontés à une crise politique ou à des événements extraordinaires.

Afin de développer un instrument qui nous permet de comprendre de quelle manière évoluent les opinions lors de circonstances extraordinaires (c'est-à-dire lors de situations de crise ou de tumultes politiques), nous puisons notamment dans les théories des perspectives et des bifurcations. L'instrument d'analyse que nous proposons sert à expliquer de quelle façon les attitudes quant aux mesures non démocratiques (ou non constitutionnelles) peuvent rapidement se transformer en devenant plus favorables ou plus hostiles à la démocratie.

Le troisième chapitre se donne comme objectif d'analyser les attitudes dans ces circonstances extraordinaires. Pour examiner la facette circonstancielle de l'appui à la démocratie, nous utilisons les grandes enquêtes et nous nous basons

principalement sur les indicateurs de type référentiel. Bien que ces indicateurs mesurent des opinions concernant des événements hypothétiques, ils nous fournissent tout de même des renseignements utiles sur la propension des Guatémaltèques à accepter (ou à rejeter) des mesures non démocratiques. Comme nous le constatons, de façon générale, les Guatémaltèques qui affirment qu'ils appuieraient des mesures non démocratiques sont généralement minoritaires. Malgré ce constat, nous observons tout de même que les Guatémaltèques présentent une sensibilité particulière à la criminalité, les poussant à affirmer qu'ils seraient ouverts à l'emploi de mesures non démocratiques afin de contrer une poussée de criminalité.

En examinant l'histoire démocratique du Guatemala nous constatons qu'un certain nombre d'événements ont pu, à des moments particuliers, affecter les opinions des citoyens au sujet des droits, des libertés et des procédures constitutionnelles. L'un de ces événements les plus importants est la tentative de coup d'État civil orchestrée par le président Jorge Serrano en 1993. Nous analysons ce coup d'État afin de comprendre ce qui a amené les Guatémaltèques à s'y opposer. La décision d'analyser la réaction des citoyens à cet événement est en partie liée à son potentiel de comparaison, ou plutôt, à la possibilité d'établir des parallèles avec d'autres coups d'État qui se sont produits ailleurs en Amérique latine. Les comparaisons entre l'*autogolpe* de 1993 et d'autres événements similaires nous permettent à la fois d'en apprendre davantage sur la réaction des Guatémaltèques et, bien entendu, de pouvoir tester l'utilité de nos arguments de temps court de l'appui à la démocratie.

Dans nos recherches nous comparons la manœuvre anticonstitutionnelle de Serrano au coup d'État effectué en 1992 par le président péruvien Alberto Fujimori ainsi qu'au renversement du gouvernement de Manuel Zelaya au Honduras en 2009. Il est intéressant de noter que dans ces trois cas, les citoyens ont réagi de manière différente. Nous constatons que ces différences sont étroitement liées à la question du contexte et de l'évaluation qu'ont fait les citoyens des trois pays de celui-ci. Si les Guatémaltèques estimaient que les difficultés sociopolitiques qui menèrent Serrano à s'engager dans une démarche autoritaire ne justifiaient en rien un coup d'État, la gravité de la crise que connaissait le Pérou en 1992 favorisa l'approbation de nombreux Péruviens au coup d'État. Le Honduras, quant à lui, fait figure de cas intermédiaire, où la population était beaucoup plus divisée sur les manœuvres militaires mises en avant pour forcer le renvoi du président.

Si le soutien à la démocratie est par moment étroitement lié au contexte, il est aussi détaché de celui-ci. En fait, nous estimons qu'en plus d'être malléables (donc sensibles aux événements), les opinions sur la démocratie peuvent être également rigides et stables, constituant une autre caractéristique importante du phénomène que nous examinons. La dureté et la durabilité des opinions dont il est question sont régulièrement observables lorsqu'on interroge les citoyens sur ce qu'ils pensent, en général, des principes de la démocratie.

Certains lecteurs se demanderont si le fait d'affirmer que les opinions concernant la démocratie peuvent être stables (dans le temps long) et malléables (dans le temps court) ne constitue pas une contradiction. Dans notre thèse, nous considérons plutôt que les citoyens font preuve de flexibilité dans leur manière de se positionner vis-à-vis de la démocratie. Alors qu'en situation de crise ils seront nombreux à ajuster leurs préférences en fonction des circonstances, en situation de normalité ils appuieront majoritairement certains aspects de la démocratie tout en rejetant d'autres ou en refusant de s'avancer.

Afin d'étudier la durabilité des opinions, nous développons un outil que nous intitulos « le temps long de l'appui à la démocratie ». Si cet outil est manifestement lié à des considérations temporelles, il ne se limite pas à cela. En faisant preuve du plus de nuance possible, nous étudions la problématique de l'assemblage des attitudes. Plus précisément, nous examinons l'articulation entre les points de vue concernant la démocratie. L'intérêt pour la connexion entre ces derniers s'explique largement par le fait que la grande majorité des citoyens affichent des attitudes qui ne sont ni pleinement démocratiques, ni complètement autoritaires.

Après avoir fait un examen des questions théoriques notamment sur l'ambivalence, le quatrième chapitre s'intéresse aux particularités des opinions des Guatémaltèques concernant les principes de la démocratie. En nous référant aux logiques de raisonnement que nous identifions, nous déterminons jusqu'à quel point les sondés font preuve « d'incohérence » dans leurs propos. Comme nous le constatons, il est fréquent que les Guatémaltèques appuient les idées abstraites de la démocratie tout en s'opposant à des principes plus concrets relevant pourtant de cette dernière. Nous observons que les Guatémaltèques ne sont pas nécessairement plus ou moins ambivalents que les sondés des autres pays d'Amérique centrale. Toutefois, nous concluons qu'il semble exister au Guatemala une disposition relativement faible à l'idée d'accepter que les personnes qui critiquent le gouvernement prennent part au jeu politique.

Les logiques de raisonnement que nous exposons répondent à différentes façons de voir la démocratie. Alors que la logique verticale témoigne de la capacité des sondés à faire des liens entre les concepts généraux de la démocratie et les principes plus spécifiques liés à celle-ci, la logique horizontale met en évidence la propension des sondés à appuyer ou à rejeter les principes de droit sur la base de leur sensibilité ou leur aversion pour des groupes spécifiques qui souhaitent participer au jeu politique. Ce deuxième type de raisonnement laisse transparaître des opinions paradoxales. Dans le dernier chapitre de notre thèse, nous tentons d'en apprendre davantage sur ce type d'opinions.

Que ce soit en plaçant le contexte ou les valeurs en toile de fond, nous constatons que les opinions au sujet de la démocratie n'ont pas toujours la simplicité qu'on aimerait leur attribuer. Par exemple, il est tout à fait envisageable que des citoyens qui affirment être attachés à la démocratie appuient simultanément des mesures qui visent à suspendre la liberté d'expression d'un groupe d'individus qu'ils jugent menaçants. Ce type de paradoxe n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, que nous observons dans les enquêtes d'opinion. Nous proposons dans le dernier chapitre d'approfondir notre analyse de ces « contradictions ». Pour y arriver, nous nous attardons à l'évaluation qu'effectuent les citoyens de l'offre en démocratie.

Dans nos recherches nous constatons que les Guatémaltèques figurent parmi les Centraméricains qui doutent le plus de la capacité des institutions à faire fonctionner la démocratie. Au sein de l'électorat guatémaltèque, nous observons que les citoyens qui jugent le plus sévèrement l'offre en démocratie sont souvent *Ladinos*, des opposants du gouvernement et des résidents des grandes villes. À l'inverse, ceux qui évaluent le plus favorablement l'offre en démocratie sont, dans de nombreux cas, *Indígenas*, des habitants de villages ou de petites villes et des citoyens fidèles au gouvernement. Ces citoyens sont non seulement très critiques envers les institutions de l'État mais ils estiment aussi, dans une forte proportion, que le Guatemala n'est aucunement une démocratie.

Les réserves des Guatémaltèques quant à l'offre en démocratie se démarquent de leurs demandes en la matière. Dans le cinquième chapitre, nous nous intéressons

à l'écart entre les inclinations démocratiques des Guatémaltèques et les limites des institutions à répondre à celles-ci. Comme nous l'observons, la brèche entre, d'une part, les aspirations démocratiques des citoyens et, d'autre part, l'offre démocratique, favorise la formation de paradoxes ; comme si les sondés restaient, en théorie, démocrates mais que, dans la pratique, ils étaient fort préoccupés par l'incapacité des institutions à implanter un cadre légal garantissant la protection de leurs droits et le fonctionnement de l'appareil démocratique.

Conscients de la vulnérabilité des institutions et des nombreuses demandes qui leur sont formulées, les Guatémaltèques afficheraient des « craintes prétorienne ». Plus précisément, ils soutiennent les grands principes de la démocratie tout en ayant de profondes inquiétudes quant aux conséquences que pourrait engendrer une plus grande participation politique de différents groupes de la société alors que les institutions arrivent mal à imposer le respect des lois, à promouvoir l'impartialité et à s'isoler des intérêts particuliers. Sans prétendre que ces inquiétudes ont un effet direct sur la demande en démocratie, elles compliquent considérablement toute réflexion menant à l'adoption de points de vue plus « cohérents » en matière de droits et de libertés. Ainsi, dans nos travaux, nous nous donnons comme objectif principal d'étudier les nuances des opinions et de prendre en considération le contexte politique dans lequel ces dernières sont recueillies.

TABLE DES DOCUMENTS

I. GRAPHIQUES

1.1 L'appui à la démocratie au Guatemala, dans la région méso-américaine et en Amérique du sud. 1996-2010	63
1.2 Sympathie et prosélytisme pour les partis politiques en Amérique centrale. 2008.....	67
1.3 Distribution des sans-réponses en fonction du sexe, du niveau d'éducation et de l'âge. 2008.....	82
1.4 Abstentionnisme et votes rejetés dans les départements guatémaltèques	97
3.1 Préférence pour la « démocratie » dans les pays d'Amérique centrale. 2008	179
3.2 Les présidents et les pouvoirs extraordinaires en Amérique centrale. 2008	182
3.3 Raisons suffisantes pour que le président emploie des mesures extraordinaires à l'encontre des institutions. 2008.....	184
3.4 « <i>El Chino</i> », un président bien en selle à partir de la fin de l'année 1991	202
3.5 Les Honduriens et le coup d'État de juin 2009.....	209
3.6 Image et évaluation des deux principaux acteurs impliqués dans le coup d'État	211
3.7 Le coup d'État et la marche à suivre	212
4.1 Démocratie électorale ou leader fort ? Les opinions en Amérique centrale. 2008	257
4.2 L'approbation et la désapprobation de la critique envers le gouvernement. 2008	261
5.1 Perception générale de l'offre démocratique dans les pays d'Amérique centrale. 2010	296
5.2 Les tribunaux et la tenue de procès justes en Amérique centrale. 2010	300
5.3 Distribution en pourcentage des opinions sur la chambre législative et le travail des législateurs sur une échelle de 1 à 6. 2008	309

II. FIGURES

3.1 La courbe en S de la théorie des perspectives	172
3.2 Les bifurcations : une question de perception et d'interprétation ?.....	176
4.1 Évolution et stabilité des opinions dans le temps long	233
4.2 Les opinions sur la démocratie insérées dans un schéma inspiré par Hurtwitz et Peffley	244
4.3 Les liens entre les opinions dans un schéma dynamique	246
4.4 Associations entre les opinions des Guatémaltèques. 2008	248
5.1 L'offre et la demande en démocratie en Amérique centrale. 2010	314

III. TABLEAUX

1.1 L'appui à la démocratie dans les pays d'Amérique latine. 2009	64
1.2 Abstention secondaire en Amérique centrale lors des élections présidentielles et référendaires. 1998 à 2010.....	69
1.3 Part des sondés qui ne prennent pas position sur les questions qui font référence à la « démocratie ». 2008	79
1.4 Poids démographique des principaux groupes ethniques dans les départements du Guatemala. 2002	98
2.1 Les grandes enquêtes internationales et leurs principales caractéristiques	135
2.2 Typologie des indicateurs servant à mesurer l'appui à la démocratie	146
2.3 Les écarts entre la « réalité » démographique et les échantillons de 2008 et 2010	152
2.4 Comparaisons entre les principales grandes enquêtes latino-américaines menées au Guatemala en 2008	154
3.1 L'appui aux coups d'État militaires lors de circonstances particulières	186
4.1 Étude de panel au Mexique en 2006. Quelques exemples de l'inertie des opinions	231
4.2 Quelques exemples d'étiquettes employées pour décrire les « sous-types » de démocrates	236
4.3 Analyse statistique des variables du schéma.....	255

4.4 Appui aux principes de la démocratie dans les pays d'Amérique centrale en pourcentage	259
5.1 Évaluation de la protection des droits et vote pour le Président Colom au Guatemala. 2010.....	297
5.2 La confiance des Centraméricains à l'endroit du système de justice et de ses principales institutions. 2010	301
5.3 La confiance des Guatémaltèques en la justice. 2010	304
5.4 La confiance des Guatémaltèques en les élections. 2010	306

IV. ENCADRÉS

1.1 Les évangélistes et les Indiens sont-ils vraiment moins démocrates que les catholiques et les <i>Ladinos</i> ?	62
1.2 Part des sans-réponses dans l'enquête du <i>Latinobarómetro</i> de 2008	84
1.3 Ces citoyens qui tournent le dos aux scrutins	105
2.1 Les questions de rigueur et de transparence dans l'étude du <i>European Social Survey</i>	155
4.1 La stabilité des réponses sur la démocratie dans les enquêtes de 2008 et 2010 du LAPOP	252
4.2. La contestation envers le gouvernement rend-elle réellement les <i>Indígenas</i> inconfortables ou ceux-ci cherchent-ils plutôt à immuniser les dirigeants contre la critique	262
5.1 Réserves et mutisme des sondés sur les questions relatives à l'offre en démocratie	307
5.2 Offre et demande en matière de sécurité : y a-t-il un décalage ?.....	317

V. CARTES

1.1 Part de la population indienne, incidence de la pauvreté, densité de l'État et participation dans la vie municipale au Guatemala	101
1.2 Nombre d'habitants par kilomètre carré dans les municipalités du Guatemala. 2011	102
2.1 Informations divulguées sur la distribution géographique des échantillons utilisés au Guatemala par le <i>Latinobarómetro</i> et du <i>AmericasBarometer</i> en 2008	157

INDEX DES NOMS, DES LIEUX ET DES CONCEPTS CITÉS

A

Abstention	31, 39, 68-69, 80, 93-94, 96-97, 99, 105-106, 179, 188, 190, 305, 307, 340, 410.
Afrique du Sud	63, 127.
Algérie	130.
Alta Verapaz	97, 98, 101, 102.
Ambivalence	36, 48, 148, 182, 189, 190, 208, 225-226, 234, 235, 237-239, 241, 247, 250, 256, 265-267, 270, 305, 307, 330, 335-336.
Amérique centrale	16, 32, 48, 52, 62, 63, 64, 66, 67-69, 79, 82, 84, 85, 89, 100, 104, 106, 113, 150, 151, 152, 153, 157, 158, 160, 179-180, 182, 184, 226, 256, 257, 259, 260-261, 268, 271, 292, 294, 295, 296, 300, 310, 314, 317-318, 320, 322, 331, 326, 337, 342, 390.
Amérique du Nord	22, 148, 278.
Amérique latine	15, 16, 25, 27-28, 32, 40, 41, 44, 55, 62, 64, 65, 67, 68, 72-73, 79-80, 82-85, 87, 88, 104, 112-117, 120, 121, 134, 138, 140-142, 154, 161, 167, 171-172, 175, 200, 219, 225, 229, 238-239, 287, 235, 252, 283, 332, 334, 339, 343, 345, 349-350, 388.
Árbenz, Jacobo	86.
Arévalo, Juan José	86.
Argentine	63, 64, 73, 84, 115, 121.
Árzu, Álvaro	91.

B

Baja Verapaz	97, 98, 101, 102.
Bangladesh	124.
Belize	19, 38, 67-69, 79, 100, 141, 158, 160, 179, 182-183, 186, 257, 259, 266-267, 283, 295, 296, 300, 301, 306, 309-310, 314, 397.
Bénin	127.
Biélorussie	137.

Bifurcation	42, 176, 333.
Bolivie	60, 63, 84, 121.
Botswana	127.
Bosnie	137.
Bulgarie	137.
Burkina Faso	127.
Bush, Georges (Jr.)	170.

C

Canada	22, 51, 141, 197, 229.
Cap Vert	127.
Carpio, Jorge	191.
Carpio, Ramiro León de	195.
Cerezo, Vinicio	90, 190-191.
Chiapas	231.
Chili	25, 63, 115, 119, 120-21, 122, 123, 204, 347.
Chimaltenango	96, 97, 98, 99, 101, 102.
Chine	124, 125.
Chuquimula	97, 98, 101, 102.
Colom, Álvaro	31-32, 94, 183, 262-263, 296-297, 304, 393-394.
Colombie	63, 64, 84, 115, 116, 121.
Corée du Sud	124.
Costa Rica	15, 37-38, 64, 68-69, 84, 94, 95, 179, 182, 183, 186, 257, 259, 264, 265, 266, 276, 295, 296, 300, 301, 302, 306, 309, 314, 390, 397.
Coup d'État	37, 44, 88-89, 143, 147, 149, 165, 167-169, 172-173, 175-177, 184-190, 193, 195-219, 227, 317, 334, 385, 386, 387.
Croatie	137.
Culture et culture politique	15, 20-22, 24, 38-40, 49, 51, 55-62, 68, 70-76, 84, 86, 92-93, 103, 105-107, 111, 128, 149-150, 226, 239, 263, 276, 284-287, 321, 327, 329-331, 347, 349, 394.

D

Demande en démocratie	36, 49-50, 129, 142, 284-288, 311-322, 323, 330, 336-337, 399.
-----------------------	--

District central (du Guatemala)	37.
Lobo Dubon, José Fernando	193.
Lobo, Porfirio	214.

E

El Progreso	97, 98, 101, 102.
Égypte	131.
Équateur	63, 64, 84, 121.
Escuintla	97, 98, 101, 102.
Espina, Gustavo Adolfo	195, 198.
Estonie	137.
États-Unis	12, 14, 16, 46, 51, 75, 79, 94, 114, 130-131, 140, 141, 170, 228, 233, 237, 239, 251, 328, 344.
Europe	16, 51, 112, 114, 122, 134-139, 155-156, 160, 230, 278.

F

France	13, 81, 114, 121, 229, 234, 263.
Fujimori, Alberto	44, 167, 200-205, 217, 334, 387.

G

García, Roméo Lucas	88.
Ghana	127.
Gramajo, Hector	89.
Guyana	67, 141.
Guzmán, Abimael	205.

H

Huehuetenango	96, 97, 98, 99, 101, 102.
Honduras	32, 38, 44, 64, 67-69, 84, 95, 121, 167, 177, 179, 182, 186, 199-200, 206, 213-217, 257, 259, 265-267, 295, 296, 300, 301, 309, 310, 314, 334, 397.

Hong Kong	124.
Hongrie	137.
I	
Inde	124.
Izabal	97, 98.
Irak	32.
J	
Jalapa	97, 98, 101, 102.
Jalisco	231.
Jamaïque	141.
Japon	124.
Jordanie	130.
Jutiapa	97, 98, 101, 102.
K	
Kenya	127.
Koweït	130, 131.
L	
Lesotho	127.
Lettonie	137.
Liberia	127.
Lima	203.
Lituanie	137.
Lobo, Porfirio	214.
M	
Madagascar	127.
Malawi	127.
Mali	127.

Main de fer et appui à la main de fer	143, 182, 337-339, 386.
Maroc	130.
Mexico	231.
Mexique	15, 19, 64, 84, 89, 115, 121, 119, 229-231, 236, 252, 388.
Micheletti, Roberto	206, 209-212, 216.
Moldavie	137.
Mongolie	124.
Mozambique	127.

N

Namibie	127.
Népal	124, 125.
Nicaragua	38, 46, 64, 67-69, 84, 121, 157, 179, 182, 186, 257, 259, 260, 266, 267, 283, 295, 296, 298, 297, 299, 300, 301, 304, 306, 309, 311, 314, 315, 390, 397.
Nigeria	127, 128.

O

Oaxaca	231.
Offre en démocratie	36, 49, 276-277, 284-287, 291, 294, 296, 299, 303, 305, 307-311, 314-316, 320-322, 337, 397, 399.
Ouganda	127, 129.

P

Pakistan	124.
Palestine	130, 131.
Panama	38, 64, 67-69, 83, 84, 95, 121, 179, 182, 186, 257, 259, 264, 295, 296, 297, 300, 301, 309, 314, 390, 397.
Paradoxes des opinions	49, 271, 275-278, 282, 283-286, 289, 293, 311-316, 321-322, 336, 345.
Paraguay	19, 63, 64, 65, 84, 121.
Pérez, Carlos Andrés	193.
Pérez Molina, Otto	37, 193, 196, 262, 347, 393.

Pérou	37, 44, 63, 64, 65, 83, 84, 115, 121, 167, 177, 199-206, 216-217, 334, 387.
Petén	97, 98, 101, 102.
Philippines	124.
Pinochet, Augusto	25.
Pologne	137.

Q

Québec	22.
Quetzaltenango	97, 98, 101, 102.
Quiché	97, 98, 99, 101, 102.
Quintana Roo	346.

R

République Dominicaine	19, 63, 64, 84, 121.
République Tchèque	137.
Retalhuleu	97, 98, 101, 102.
Ríos Montt, Efraís	61, 191.
Roumanie	422.

S

Sacatepéquez	96, 97, 98, 99, 101, 102.
Salvador	32, 37, 38, 64, 66, 68, 69, 84, 98, 95, 121, 179, 182, 257, 259, 264, 292, 295, 296, 300, 309, 186, 301, 314, 392, 397.
San Marcos	96, 97, 98, 99, 101, 102.
Santa Rosa	87, 98, 101, 102.
Sénégal	127.
Serbie	137.
Serrano, Jorge	44, 167, 177, 190-199, 217, 333, 334, 385.
Singapour	124.
Slovaquie	137.
Slovénie	137.

Société prétorienne	49, 312-315, 320, 323, 337.
Sololá	97, 98, 99, 101, 102.
Sri Lanka	124.
Suchitepéquez	97, 98, 101, 102.

T

Taiwan	124.
Tanzanie	127.
Tegucigalpa	210.
Thaïlande	124, 125.
Théorie des perspectives	42, 166, 171-172, 333.
Totonicapán	96, 97, 98, 99, 101, 102, 262, 393.
Trudeau, Pierre Elliott	22.

U

Ubico, Jorge	86, 279.
Ukraine	137.

V

Venezuela	32, 64, 63, 84, 115, 119, 121, 175, 349.
Villeda, Marcia	213.
Ville de Guatemala	32, 292.

Z

Zacapa	97, 98, 101, 102.
Zambie	127.
Zelaya, Manuel	44, 200, 207-217, 334, 397.
Zimbabwe	127, 128, 129.

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	3
Résumé	5
Abstract	6
Sommaire	7
Liste des sigles	9
INTRODUCTION. <i>Mesurer et valider l'opinion publique sur la démocratie au Guatemala</i>	11
A. Pourquoi s'intéresser aux opinions des Guatémaltèques ?.....	19
B. Les facteurs associés à l'appui à la démocratie	24
C. Hypothèses de travail, propositions et démarche méthodologique	34
D. Éléments de discussion et organisation de nos travaux.....	38
CHAPITRE 1. <i>La « démocratie » dans la culture politique guatémaltèque</i>	53
1.1 Introduction.....	55
1.2 Guatemala : une culture politique aux apparences autoritaires	59
1.3 Les débats théoriques sur la relation entre culture et démocratie.....	70
1.4 Le contexte : la toile de fond de l'étude de la culture politique et des opinions.....	76
1.4.1 La « démocratie » sous les militaires guatémaltèques	86
1.4.2 Comprendre les opinions dans un pays où les gouvernements autoritaires se sont longtemps proclamés... démocratiques	90
1.5 Les nuances de la culture politique : le cas des attitudes participatives	92
1.6 Conclusion.....	106

CHAPITRE 2. Les grandes enquêtes internationales et la mesure des préférences démocratiques	109
2.1 Introduction.....	111
2.2 Les grandes enquêtes internationales et leurs travaux.....	114
2.2.1 Le <i>World Values Survey (WVS)</i>	114
2.2.2 Le <i>International Social Survey Programme</i>	118
2.2.3 Le <i>GlobalBarometer</i>	119
2.2.3.1 Le <i>Latinobarómetro</i>	120
2.2.3.2 Le <i>Asian Barometer (ABS)</i>	124
2.2.3.3 L' <i>Afrobarometer</i>	127
2.2.3.4 L' <i>Arab Barometer</i>	130
2.2.4 L' <i>Eurobaromètre</i>	135
2.2.5 Le <i>New Europe Barometer (NEB)</i>	137
2.2.6 Le <i>Barómetro Iberoamericano de Gobernabilidad</i>	139
2.2.7 Le <i>AmericasBarometer</i>	140
2.3 La Classification des indicateurs.....	144
2.4 Représentativité, équivalence et comparabilité dans les deux plus importantes enquêtes internationales réalisées en Amérique centrale.....	150
2.5 Conclusion.....	160
CHAPITRE 3. L'appui à la démocratie dans des circonstances exceptionnelles. Le temps court des opinions	163
3.1 Introduction.....	165
3.2 Crises et temporalité courte de l'appui aux mesures qui portent préjudice à la démocratie.....	168
3.3 Le temps court des opinions des Guatémaltèques	177
3.3.1 L'appui à la démocratie dans les sondages d'opinion : une question de circonstances ?	177
3.3.2 Qui sont ces sondés qui ne sont pas des « démocrates de toute circonstance » ?	187

3.3.3 L'opinion et sa dimension contextuelle	188
3.4. Le coup d'État de 1993 et la fin abrupte du mandat de la carrière de son instigateur, le président Jorge Serrano	190
3.5 La variable conjoncturelle et son importance dans le cas du Pérou et du Honduras	199
3.5.1 Le <i>fujigolpe</i> : un exemple de coup d'État « populaire »	200
3.5.2 Le coup d'État de 2009 au Honduras : un évènement politique diviseur	206
3.5.3 Un coup d'État ? Mais quel coup d'État ?	213
3.6 Conclusion	216
CHAPITRE 4. <i>L'appui aux principes de la démocratie. Le temps long des opinions</i>	221
4.1 Introduction	223
4.2 Stabilité et temporalité longue des opinions	226
4.3 Les opinions, leur fluidité et leurs assemblages	233
4.4 Illustrer la dynamique des liens entre les opinions	242
4.4.1 Le principe de verticalité dans l'analyse des opinions	242
4.4.2 Schématiser les opinions et leur complexité	244
4.5 L'appui à la démocratie dans le temps long au Guatemala	247
4.5.1 L'ambivalence en Amérique centrale	256
4.5.2 Association et dissociation des opinions	267
4.6 Conclusion	269
CHAPITRE 5. <i>Opinions paradoxales et écart entre l'offre et la demande en démocratie</i>	273
5.1 Introduction	275
5.2 Paradoxes des opinions sur fond de... paradoxes politiques	278
5.2.1 1999 : une consultation populaire contre la démocratie ?	279
5.2.2 Failles de sécurité, failles démocratiques ?	282

5.3 Théories et réflexions sur l'offre et la demande pour la démocratie.....	284
5.4 L'évaluation des Guatémaltèques de l'offre en démocratie	294
5.4.1 La justice, les élections et le citoyen	299
5.4.2 La représentation politique et le citoyen	308
5.5 Les paradoxes et le décalage entre l'offre et la demande en démocratie	311
5.6 Conclusion.....	321
CONCLUSION. Pour une meilleure prise en compte des opinions des Latino- Américains	325
A. Retour sur nos hypothèses de travail	330
B. Examen critique de nos travaux et nouvelles pistes de recherche	338
C. Rapprocher la démocratie des enquêtes internationales et... les latino- américanistes des experts en opinion	346
BIBLIOGRAPHIE	351
I. Ouvrages et chapitres d'ouvrages collectifs.....	353
II. Revues et périodiques	365
III. Ressources Internet	373
IV. Bases de données	377
ANNEXES	379
Table des Annexes.....	381
TABLE DES DOCUMENTS	415
I. Graphiques.....	415
II. Figures	416
III. Tableaux.....	416
IV. Encadrés.....	417

V. Cartes	417
INDEX DES NOMS, DES LIEUX ET DES CONCEPTS CITÉS	419
TABLE DES MATIERES	427

La notion « d'appui à la démocratie » dans les sondages d'opinion. *Le cas du Guatemala.*

Cette thèse porte sur l'opinion publique et la démocratie. Elle s'intéresse particulièrement aux Guatémaltèques et à leur faible propension à appuyer la démocratie et certains des principes associés à celle-ci. Entre des explications qui associent ce comportement à un artéfact et à une culture autoritaire, des éléments contextuels et d'importantes nuances prévalent. Ce travail montre qu'il est nécessaire de traiter l'appui à la démocratie comme un objet multifacé et malléable. En puisant dans les théories des perspectives et des bifurcations, un instrument d'analyse est élaboré sous le libellé de « temps court de l'appui à la démocratie ». Ce dernier nous permet de comprendre pourquoi, en période de crise politique, les points de vue sur la démocratie sont susceptibles d'évoluer. Sensibles aux circonstances extraordinaires, les opinions peuvent aussi, dans des périodes plus calmes, connaître une certaine stabilité. Les théories de l'ambivalence permettent d'élaborer un deuxième instrument, le « temps long de l'appui à la démocratie », qui aide à expliquer pourquoi les sondés offrent souvent des réponses « contradictoires » en matière de droits et de libertés. Aussi ambivalents que les autres Centraméricains, les Guatémaltèques se démarquent cependant par une forte tendance à esquiver les questions de sondage, à s'opposer aux droits des gens qui critiquent le gouvernement et à évaluer négativement le travail des institutions. Ces caractéristiques mettent en lumière des tensions entre les demandes et l'évaluation de l'offre en démocratie que font les citoyens. Cette thèse débute en étudiant les dimensions de la culture politique guatémaltèque et en proposant une typologie des indicateurs employés dans les grandes enquêtes internationales.

Mots clés :

Culture politique, Opinion publique, Sondages d'opinion, Grandes enquêtes internationales, Coup d'État, Démocratie, Guatemala.

The Notion of "support for democracy" in Opinion Surveys: Guatemala.

This thesis deals with public opinion and democracy. It mainly focuses on Guatemalans and on their weak propensity to support democracy and some of its dimensions. Between explanations that tie this behaviour to an artifact and to a culture of authoritarianism, contextual factors and important nuances can be found. We thus argue that it is advisable to deal with support for democracy as a multifaceted and malleable object. Drawing from perspectives and bifurcation theories, we develop an analytical instrument that we refer to as the "short-run of support for democracy". The latter allows us to understand why and how, in times of crisis, citizens' viewpoints on democracy can easily become volatile. The fact that opinions are sensitive to extraordinary circumstances does not prevent them, under usual circumstances, from being relatively stable. Building on theories on ambivalence, we elaborate another instrument, the "long-run of support for democracy", which allows us to explain why survey respondents often give "contradictory" answers to questions dealing with rights and freedoms. While as ambivalent as other Central Americans, Guatemalans stand apart for their likelihood to avoid certain survey questions, to prefer limiting the rights of people who criticize the government, and to be particularly distrustful of state institutions. As background to those opinions and other paradoxical attitudes, we highlight existing tensions between citizens' demands and their evaluation of the offer in democracy. This thesis first examines the various dimensions of the Guatemalan political culture and proposes a typology of indicators used in international barometer surveys.

Keywords:

Political culture, Public opinion, Opinion surveys, International opinion surveys, Coup d'état, Democracy, Guatemala.

